



# Du trotskysme à la social-démocratie : le courant lambertiste en France jusqu'en 1963

Jean Hentzgen

► **To cite this version:**

Jean Hentzgen. Du trotskysme à la social-démocratie : le courant lambertiste en France jusqu'en 1963. Histoire. Normandie Université, 2019. Français. NNT : 2019NORMLH08 . tel-02283662

**HAL Id: tel-02283662**

**<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02283662>**

Submitted on 11 Sep 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Normandie Université

## THESE

**Pour obtenir le diplôme de doctorat spécialité CNU 22  
Histoire et civilisations : histoire des mondes  
modernes et contemporains  
Préparée au sein de l'Université Le Havre Normandie**

**Du trotskysme à la social-démocratie :  
le courant lambertiste en France jusqu'en 1963**

**Présentée et soutenue par  
Jean HENTZGEN**

**Thèse soutenue publiquement le 13 juin 2019  
devant le jury composé de**

Monsieur Frank Georgi	Maître de conférences en histoire contemporaine HDR à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	Rapporteur
Monsieur Frédéric Sawicki	Professeur de science politique à l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne	Rapporteur
Madame Ludivine Bantigny	Maîtresse de conférences en histoire contemporaine HDR à l'Université de Rouen	Examinatrice
Monsieur Michel Dreyfus	Directeur de recherche émérite au CNRS	Ancien directeur de thèse
Monsieur John Barzman	Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Le Havre Normandie	Directeur de thèse

**Thèse dirigée par John BARZMAN, Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Le Havre Normandie, laboratoire Idées Le Havre (CIRTAI) UMR 6266 CNRS**



À mon épouse,

À mes enfants

## REMERCIEMENTS

J'adresse ma reconnaissance à Michel Dreyfus et John Barzman, mes deux directeurs de thèse successifs.

Je remercie aussi les historiens Sylvie Thénault, Claude Pannetier, Gilles Morin, Vincent Présumey et Christian Chevandier qui m'ont éclairé et donné de bons conseils.

Ma gratitude va à Jean-Guillaume Lanuque et à Georges Ubbiali qui ont relu le manuscrit préalable. De même, je remercie l'équipe du CERMTRI pour son accueil, particulièrement Pierre Levasseur malheureusement décédé depuis.

Ma dette va aussi aux militants qui m'ont accordé leur temps et confié leur histoire. Ils sont tous nommés dans la liste des témoignages placée en fin de volume. Parmi eux, j'insisterais sur la disponibilité et les avis de François de Massot, Jean-Jacques Marie, Michel Lequenne et Christiane Tranchant.

Enfin, ma gratitude va à Yvon Gourhand, Gilbert, Annie et Danièle.

## SOMMAIRE

REMERCIEMENTS .....	5
SOMMAIRE .....	7
LISTE DES ANNEXES.....	11
TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS .....	12
INTRODUCTION.....	15
CHAPITRE I LE PREMIER ÂGE DU TROTSKYSME FRANÇAIS (jusqu'en 1948) .....	37
Genèse du mouvement trotskyste .....	37
L'entrisme à la SFIO .....	39
La fondation de la IVe Internationale.....	42
Les premières expériences militantes de Pierre Lambert .....	45
La division persistante des trotskystes français.....	47
P. Lambert durant l'Occupation .....	50
Naissance du PCI.....	53
Le PCI à la Libération .....	56
L'ascension de P. Lambert .....	62
Syndicalisme révolutionnaire et trotskysme.....	66
Le tournant de 1947 .....	71
Scission au PCI.....	75
CHAPITRE II NAISSANCE DU « PABLISME » (avril 1948 – juin 1952).....	81
La « divine surprise » yougoslave .....	81
Quelques données sur le PCI.....	89
La quête d'un regroupement syndical .....	93
La nouvelle stratégie de M. Pablo .....	102
Le débat dans la section française .....	103
Le IIIe congrès mondial.....	109
Reprise de la lutte fractionnelle .....	111
Le compromis du Xe plenum .....	115
La fin de <i>L'Unité</i> .....	116
Une scission inéluctable .....	119
CHAPITRE III LA CONQUÊTE D'UNE ORGANISATION (juillet 1952 – mars 1953) .....	123
Les militants majoritaires .....	124
Une situation difficile .....	126
Le VIIIe congrès des exclus .....	128
Echec dans l'Internationale .....	132
La remise en route .....	135
L'implantation syndicale des majoritaires.....	139
Les hésitations du PCF et de la CGT.....	150

Un nouveau débat au PCI majoritaire .....	153
La victoire des « syndicalistes » .....	158
<b>CHAPITRE IV L’AFFIRMATION DU COURANT LAMBERTISTE</b>	
(mars-décembre 1953) .....	163
Portrait de P. Lambert .....	163
Un nouveau débat sur l’URSS.....	168
« Fonctionner comme une fabrique » .....	172
L’échec des CRC.....	177
Le retour de L’Unité syndicale.....	179
Une grève exemplaire.....	181
Le mouvement pour les Assises .....	185
Les déceptions de l’automne 1953 .....	192
Une victoire contre le « pablisme » .....	196
<b>CHAPITRE V LA DERNIÈRE LUTTE DE TENDANCE</b>	
(janvier 1954-avril 1955).....	201
Une nouvelle crise au PCI.....	202
Constitution du groupe Raoul.....	208
L’intervention syndicale .....	211
Les dissensions demeurent .....	213
L’enlèvement du Comité international .....	218
L’ultime divergence : Messali Hadj .....	223
Synthèse des désaccords.....	225
La rupture finale .....	227
<b>CHAPITRE VI LE SOUTIEN AUX MESSALISTES</b>	
(jusqu’au début de 1956).....	233
Nationalistes algériens et trotskystes.....	233
Les raisons d’une alliance .....	237
Les événements de 1954-1955 .....	240
L’orientation lambertiste .....	243
Les activités clandestines du PCI .....	246
Le soutien public du PCI.....	248
Les alliés des lambertistes .....	249
Le Comité Messali.....	254
Une alliance fragile.....	257
Les lambertistes contre le FLN.....	260
<b>CHAPITRE VII « LA CLASSE OUVRIÈRE MONTE A L’ASSAUT »</b>	
(avril 1955 – juin 1956).....	265
L’état du parti lambertiste .....	265
Une direction pointilleuse.....	269
Le fonctionnement du PCI .....	276
Le groupe Raoul toléré .....	279
Encore les Assises .....	283
Le retour des luttes ouvrières et leurs suites.....	287
Le revirement du gouvernement Guy Mollet .....	291
L’appui au MNA continue.....	295
Retour à Amiens .....	299

CHAPITRE VIII CONTRE SUEZ ET BUDAPEST	
(juin 1956 – avril 1957).....	303
Les lambertistes et l'unité des révolutionnaires .....	303
Suez et l'aggravation de la guerre .....	307
La crise du mouvement communiste .....	312
« Notre printemps en octobre » .....	316
Un congrès mouvementé .....	322
Naissance du CLADO .....	325
Avec E. Morin et <i>Arguments</i> .....	329
Les comités de lutte et le premier congrès lambertiste.....	332
CHAPITRE IX LES DÉCONVENUES	
(avril 1957 - juin 1958) .....	337
Le revirement du SWP .....	337
Le travail ouvrier à la peine .....	344
Le semi-échec du CLADO .....	350
L'essoufflement de <i>La Vérité</i> .....	354
L'effondrement du MNA.....	357
La crise du 13 mai .....	363
CHAPITRE X LE RÉARMEMENT	
(juin 1958 - décembre 1959) .....	367
Crise de l'organisation et tournant politique .....	367
L'abandon du nom PCI .....	371
<i>La Vérité</i> mensuelle .....	372
Naissance d'Informations ouvrières .....	377
Retour aux confédérations syndicales .....	380
L'entrisme au PSA .....	384
Vers la jeunesse .....	393
L'accord avec Voix ouvrière .....	397
La convalescence perdue.....	399
CHAPITRE XI L'ARRIVÉE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION	
(décembre 1959 – novembre 1961).....	403
La fin de l'entrisme au PSA et ses suites.....	404
Une nouvelle priorité : le renforcement du groupe.....	411
Le retour des GER .....	414
Une organisation toujours clandestine.....	417
L'arrivée de jeunes .....	419
Guerre d'Algérie : au-dessus de la mêlée .....	421
La dénonciation de l'intégration.....	423
Avec la FEN dans le combat laïc.....	427
L'éloignement de Voix ouvrière.....	430
Les résultats prometteurs du travail jeunes.....	432
L'implantation aux auberges de jeunesse .....	433
Naissance du CLER à l'université.....	436
Enfin, un congrès.....	439
CHAPITRE XII CONTRE L'INTÉGRATION	
(novembre 1961 - novembre 1963).....	441
Pour la démocratie ouvrière.....	441
La dénonciation des « corporatistes » dans les confédérations .....	444

Le combat au PSU .....	449
La révolution cubaine et l'éclatement du CI .....	451
Pour tourner la page algérienne .....	457
Un « événement formidable » : la grève des mineurs .....	458
L'éviction de la FUAJ .....	463
Le développement du CLER .....	470
Un appareil omniprésent .....	476
<b>CONCLUSION</b> .....	481
<b>ANNEXES</b> .....	497
<b>SOURCES</b> .....	515
Sources primaires .....	515
Sources secondaires .....	523
<b>INDEX</b> .....	531



## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : éléments biographiques sur les premiers lambertistes

Annexe 2 : CLADO - les 40 premiers signataires de l'appel pour la libération du mouvement ouvrier (fin 1956)

## TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AFL	American federation of labor (USA)
AJS	Alliance des jeunes pour le socialisme
AL	Archives de Michel Lequenne
AM	Archives André Marty du Centre d'histoire sociale du XXème siècle
AR	Archives Raoul détenues par Christiane Tranchant
<i>BP</i>	<i>Bilans et perspectives</i>
CA	Commission administrative
CAO	Comité d'alliance ouvrière
CCI	Comité communiste internationaliste, organisation trotskyste française de 1943 à 1944 puis à partir de 1991 tendance du Parti des travailleurs
CD	Comité directeur de la FUAJ
CEI	Comité exécutif international de la IV <sup>e</sup> Internationale
CERMTRI	Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CFDT	Confédération française du travail
CGT	Confédération générale du travail
CHS	Centre d'histoire sociale des mondes contemporains de l'Université Paris I
CI	Comité international de la IV <sup>e</sup> Internationale
CIO	Congress of industrial organizations (USA)
CLADO	Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière
CLER	Comité de liaison des étudiants révolutionnaires
CLJR	Comité de liaison des jeunes révolutionnaires
CNAL	Comité national d'action laïque
COMAJ	Sous-commission ajiste du groupe La Vérité
Comité Messali	Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression
CSL	Confédération des syndicats libres
CSP	Conseil supérieur du Plan
CRC	Comité de redressement communiste
CRUA	Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action
<i>ED</i>	<i>Etudes et documents</i>
ENI	Ecole normale d'instituteurs
ENSEP	Ecole normale supérieure d'éducation physique
ESU	Etudiants socialistes unifiés
FB	Fonds Marcel Bleibtreu à la La Contemporaine
FC	Fonds Jean-René Chauvin au CHS
FCL	Fédération communiste libertaire

FEN	Fédération de l'éducation nationale
FER	Fédération des étudiants révolutionnaires
FGEL	Fédération des groupes de lettres de l'UNEF
FLN	Front de libération nationale
FNSA-PTT	Fédération nationale des syndicats autonomes des PTT
FO	Confédération générale du travail - Force ouvrière
FO-FEC	Fédération FO des employés et cadres
FP-CGT	Fédération postale de la CGT
FS	Fonds René Sedes aux Archives nationales
FUA	Front universitaire antifasciste
FUAJ	Fédération unie des auberges de jeunesse
GAR	Groupe d'action révolutionnaire
GER	Groupe d'études révolutionnaires
GOR	Groupe d'ouvriers révolutionnaires
IC	Internationale Communiste
<i>IO</i>	<i>Informations ouvrières</i>
JSA	Jeunesses socialistes autonomes
JSU	Jeunesses socialistes unifiées
LCR	Ligue communiste révolutionnaire
MAS	Marxistische Aktion der Schweiz Section suisse de la IV <sup>e</sup> Internationale
MLP	Mouvement de libération du peuple
MNA	Mouvement national algérien
MRJ	Mouvement révolutionnaire de la jeunesse, organisation de jeunesse du PCI
MRP	Mouvement républicain populaire
MTLD	Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques
OCI	Organisation communiste internationaliste pour la reconstruction de la IV <sup>e</sup> Internationale
PCI	Parti communiste internationaliste - Section française de la IV <sup>e</sup> Internationale
PCF	Parti communiste français
POI	Parti ouvrier internationaliste, organisation trotskyste française de 1936 à 1944 puis à partir de 2008 Parti ouvrier indépendant
PSA	Parti socialiste autonome
PSOP	Parti socialiste ouvrier et paysan
PSU	Parti socialiste unifié
PT	Parti des travailleurs
RP	Région parisienne
SERP	Syndicat des enseignants de la région parisienne
SFIO	Section française de l'internationale ouvrière
SI	Secrétariat international de la IV <sup>e</sup> Internationale
SLATO	Secrétariat latino-américain du trotskysme orthodoxe
SLL	Socialist labour league (Grande-Bretagne)
SNES	Syndicat national de l'enseignement secondaire – classique et

	moderne
SNI	Syndicat national des instituteurs
SouB	Groupe qui publie la revue <i>Socialisme ou Barbarie</i>
SWP	Socialist Workers Party (USA)
UAS	Union des anarcho-syndicalistes (UAS)
UD	Union départementale
UEC	Union des étudiants communistes
UGS	Union de la gauche socialiste
UNEF	Union nationale des étudiants de France
UPS	Union pour le socialisme
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
VO	Voix ouvrière
WP	Workers Party (USA)

## INTRODUCTION

Le mardi 5 juin 2001 après-midi à Paris, la séance hebdomadaire de questions au gouvernement se déroule à l'Assemblée nationale. François Goulard, député de l'opposition, s'adresse alors au premier ministre, Lionel Jospin. Le matin même, *Le Monde* vient de publier un article sur ce dernier où il révèle son appartenance à l'Organisation communiste internationaliste (OCI, trotskyste) du début des années 1960 jusqu'aux années 1970 au moins<sup>1</sup>. F. Goulard profite de cette occasion pour lui demander si l'information est exacte et si c'est le cas, pourquoi l'avoir dissimulée. Le premier ministre ne nie pas le fait mais se contente de reconnaître avoir marqué de l'intérêt pour les idées trotskystes et « noué des relations avec l'une des formations de ce mouvement ». Il n'en a pas parlé plus tôt car il croyait que cela n'intéressait personne<sup>2</sup>. Pourtant, des rumeurs au sujet de son militantisme à l'OCI circulaient depuis le début des années 1980 mais L. Jospin refusait de le reconnaître. Ensuite, il ne sera guère plus précis sur cet engagement<sup>3</sup> et cette révélation tardive, très commentée, lui portera préjudice lors des élections présidentielles de 2002.

Cet épisode attire l'attention sur un mouvement politique original que *Le Monde* qualifie d'« ignoré des chercheurs et mal-aimé de la presse »<sup>4</sup>. Les journaux évoquent son antistalinisme et son influence au sein de la confédération syndicale Force ouvrière (FO). Surtout, ils insistent sur l'« entrisme clandestin » des membres de l'OCI au Parti socialiste (PS) après 1968, L. Jospin étant l'un d'eux<sup>5</sup>. Aujourd'hui, cette organisation existe toujours même si elle demeure plus discrète que ses deux concurrents à l'extrême gauche : le Nouveau

---

<sup>1</sup> « Révélation sur le passé trotskyste de Lionel Jospin », *Le Monde*, 6 juin 2001.

<sup>2</sup> HASSOUX D., « Jospin assume une jeunesse trotskiste », *Libération*, n° 6238, 6 juin 2001.

<sup>3</sup> JOSPIN L., *Lionel raconte Jospin*, Paris, Le Seuil, 2010, p. 37.

<sup>4</sup> Ar. Ch., « L'histoire cachée des « clandés » au PS », *Le Monde*, 13 juin 2001.

<sup>5</sup> *Ibid.*, « Les lambertistes des antistaliniens affichés », *Le Monde*, 6 juin 2001 et AMITRANO J-Michel, « Lionel alias Michel », *Libération*, n° 6238, 6 juin 2001.

parti anticapitaliste (NPA) et Lutte ouvrière<sup>6</sup>. Par contre, l'OCI a changé d'appellation plusieurs fois. D'abord, elle est devenue le Parti communiste internationaliste (PCI) puis en 1991 le Courant communiste internationaliste (CCI) du Parti des travailleurs (PT) dont il forme l'ossature. En 2008, le PT s'est transformé à son tour en Parti ouvrier indépendant (POI). Enfin en 2015, une scission du CCI a provoqué la constitution d'une Tendance communiste internationaliste (TCI), principal élément d'un Parti ouvrier internationaliste démocratique (POID). Néanmoins, CCI comme TCI se réclament de Pierre Lambert, de son vrai nom Boussel. Il a été le dirigeant incontesté de ce courant politique jusqu'à son décès en 2008. Pourtant, les militants du CCI et de la TCI refusent l'appellation de lambertistes et préfèrent celle de trotskystes. Les membres de Lutte ouvrière et beaucoup de ceux du NPA revendiquant la même appellation, nous ferons comme nombre d'observateurs en utilisant le terme lambertiste pour désigner cette tendance par commodité. De plus, dans son dernier ouvrage, P. Lambert lui-même semblait en accepter l'emploi<sup>7</sup>.

Par ailleurs, d'anciens membres de l'OCI ont accédé à de hautes responsabilités au PS. Jean-Christophe Cambadélis apparaît comme le plus emblématique : ancien adjoint de P. Lambert, il en devient le premier secrétaire de 2014 à 2017. Citons aussi Jean-Luc Mélenchon : il a été d'abord responsable de l'OCI à Besançon dans les années 1970. Cet apprentissage du militantisme politique lui a permis ensuite de faire carrière au PS, devenant sénateur puis ministre. Il quitte ce parti en 2008 mais joue un rôle politique de plus en plus important et obtient 19,58% des voix lors de l'élection présidentielle de 2017.

La pérennité de ce courant politique et son rôle de pépinière de cadres socialistes nous amènent à examiner comment il s'est formé à partir de sa matrice trotskyste originelle. Pour cela, la présente thèse étudie la constitution de ce courant à partir de 1946 au sein du Parti communiste internationaliste (PCI), la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale trotskyste. Puis, elle analyse son développement jusqu'en 1963 car cette année-là se produisent plusieurs événements, dont une grève des mineurs qui enthousiasme les lambertistes<sup>8</sup>. Cette recherche a débuté à l'Université Paris I sous la direction de Michel Dreyfus. Des contraintes professionnelles et familiales ne nous ont pas permis d'achever cette thèse dans les délais

---

<sup>6</sup> En fait, il s'agit du titre de son hebdomadaire. Son vrai nom est Union communiste (trotskyste).

<sup>7</sup> GLUCKSTEIN Daniel et LAMBERT Pierre, *Itinéraires*, Ed. du Rocher, Paris, 2002, p. 17.

<sup>8</sup> *Quelques enseignements de notre histoire*, édité par la Sélio, p. 113 dans la version 1979. Le ou les auteurs ne sont pas mentionnés.

réglementaires. Dirigée désormais par John Barzman, elle s'est poursuivie à partir de 2015 à l'Université du Havre. De plus, il faut signaler au lecteur que l'auteur de ce travail n'a jamais appartenu à ce courant politique et n'en a même pas été sympathisant. En revanche, il a été membre plusieurs années du Parti socialiste et a toujours manifesté un grand intérêt pour les tendances de gauche de celui-ci.

Ces avertissements étant formulés, il s'avère nécessaire d'évoquer les ouvrages traitant des lambertistes jusqu'en 1963. Comme la doctrine lambertiste agrège à des thèmes trotskystes d'autres courants de pensée, nous ne présenterons pas tous les ouvrages parus sur le mouvement trotskyste français. De plus, Jean-Paul Salles a déjà effectué cette tâche de manière pertinente<sup>9</sup>. Nous commenterons donc seulement les principaux livres parus sur la constitution du courant lambertiste. Bien que tout classement comporte une part d'arbitraire, nous les avons regroupés en quatre catégories : les écrits partisans, les mémoires, les enquêtes journalistiques et les travaux de référence.

### **Les écrits partisans**

D'abord, paraissent sur ce sujet des ouvrages rédigés par des militants et visant à exposer le point de vue de leurs organisations politiques. Nous examinerons en premier les livres écrits par des lambertistes.

Il faut rappeler qu'à partir de 1951 la majorité de la section française accuse la direction de la IVe Internationale, conduite par Michel Pablo, de céder aux idées stalinienne. L'année suivante, les responsables de la IVe Internationale excluent cette majorité française dont nous nommons l'organisation PCI majoritaire. En son sein le réseau de militants autour de P. Lambert se transforme alors en un courant politique dont les membres se considèrent comme seuls fidèles au trotskysme. Ils diabolisent sous le terme de « pablistes » les partisans de la IVe Internationale et en particulier les membres de sa section française – le PCI minoritaire de Pierre Frank auquel succède en 1969 la Ligue communiste. L'exclusion de M. Pablo de l'Internationale en 1965 ne change rien : les lambertistes considèrent que ses idées continuent de la guider. En conséquence, si les lambertistes ont beaucoup écrit sur l'histoire du mouvement trotskyste, cette production vise essentiellement à démasquer le

---

<sup>9</sup> SALLES Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire*, Rennes, PUR, 2005, p. 20-28.

« pablisme » et ses méfaits passés, présents ou à venir<sup>10</sup>. Ces ouvrages fournissent peu d'informations sur les lambertistes eux-mêmes sauf l'affirmation répétée qu'ils sont les seuls vrais trotskystes fidèles au Programme de transition, document fondateur de la IVe Internationale. Signalons une convention : nous appellerons IVe Internationale voire simplement IVe le regroupement international dirigé par M. Pablo même après le départ de ses opposants.

La principale exception provient d'un rapport sur l'histoire du trotskysme en France que les lambertistes rédigent pour leur XIIIe congrès (1964). Ils complètent ce texte en 1970 et l'édition en brochure sous le titre *Quelques enseignements de notre histoire*<sup>11</sup>. Mis à jour en 1979 puis constamment réédité, il constitue pour les lambertistes le document de référence sur leur passé. Pourtant, il n'a pas de prétention historique : il ne raconte pas de faits mais se contente de les évoquer pour en tirer des enseignements. En effet, la brochure vise à donner des arguments aux membres et sympathisants de l'organisation afin de convaincre leurs contacts et répondre à leurs contradicteurs<sup>12</sup>.

Ce texte présente donc le courant lambertiste à son avantage. Il décrit l'organisation trotskyste française comme uniquement préoccupée par des « querelles de cliques » jusqu'au début des années 1950. Selon la brochure, cela commence à changer avec l'arrivée à la tête du PCI majoritaire de militants issus de sa commission ouvrière – en fait des animateurs du courant lambertiste. Grâce à eux cette organisation, devenue en 1958 groupe La Vérité ou groupe Lambert, renoue peu à peu avec les traditions bolchéviques et s'insère dans la lutte des classes en France. Dans cette brochure, les lambertistes reconnaissent avoir commis seulement quelques erreurs au cours de leur histoire. La plus notable fut leur soutien au Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj car ils croyaient que cette organisation allait se transformer en parti bolchévique. Pourtant, quand le général de Gaulle revient au pouvoir, les messalistes ne font plus de l'indépendance algérienne un préalable à une négociation avec les autorités françaises. Selon *Quelques enseignements* l'organisation

---

<sup>10</sup> Citons en particulier JUST Stéphane, « Défense du Trotskysme », *La Vérité*, n°530-531, septembre 1965 et *Défense du Trotskysme II Révisionnisme liquidateur contre trotskysme*, Sélino, Paris, 1971 ; MARIE Jean-Jacques, *Le trotskysme*, Paris, Flammarion, 1977 et *Trotsky et les trotskystes*, Paris, Armand Colin, 2004.

<sup>11</sup> *Quelques enseignements...*, *op. cit.*

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 15.



lambertiste a commis cette erreur car elle subissait encore l'influence de « pablisme ». En rompant avec le MNA, elle s'en affranchit et renoue définitivement avec le trotskysme<sup>13</sup>.

En 1978, Jean-Jacques Marie, enseignant lambertiste, complète cette brochure dans un article où il décrit l'évolution du PCI jusqu'à la scission de 1952<sup>14</sup>. Ce texte a le mérite d'être documenté et de s'appuyer sur de nombreuses citations. Enfin, il faut aussi citer la brochure *Le PCI à Nantes*<sup>15</sup> publiée par le parti lambertiste en 1982. Elle raconte l'histoire du groupe trotskyste dans cette ville depuis l'Occupation. Elle explique son ralliement au courant lambertiste au début des années 1950 par sa composition ouvrière. Ce noyau de militants devient ensuite un exemple pour le reste de l'organisation. En introduction, P. Lambert évoque son accord puis son amitié avec Alexandre Hébert, secrétaire général de l'union départementale FO de Loire-Atlantique, malgré l'appartenance de ce militant nantais à l'anarcho-syndicalisme<sup>16</sup>.

En réponse aux lambertistes, leurs adversaires politiques répliquent dans plusieurs ouvrages. Il faut d'abord citer *Le trotskisme, cet antiléninisme*<sup>17</sup>, écrit par le militant communiste Léo Figuères et paru en 1969. Il exprime le point de vue du PCF sur les groupes trotskystes : des sectes au service de la bourgeoisie et où agissent « des provocateurs des services spéciaux gaullistes et de la CIA ». Selon l'auteur, le groupe Lambert se veut le seul représentant en France de l'orthodoxie trotskyste. Il lui reconnaît une certaine efficacité pour convaincre des jeunes, surtout les normaliens, les enseignants et les usagers des auberges de jeunesse. Il parvient à recruter certains d'entre eux mais les mène à l'impuissance ou à l'aventure<sup>18</sup>.

Nous avons évoqué les documents rédigés par les lambertistes contre la IVe Internationale et ses partisans en France. En 1971, Henri Weber, un des dirigeants de la Ligue communiste, riposte avec la brochure *Qu'est-ce que l'AJS ?*<sup>19</sup> – l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS) étant alors l'organisation de jeunesse des lambertistes. Dans ce texte, H. Weber reconnaît l'emploi par M. Pablo de méthodes hyper-bureaucratiques quand il dirigeait l'Internationale trotskyste. Néanmoins, il le qualifie de « théoricien marxiste ». Surtout, il

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 104-107.

<sup>14</sup> « Les quinze premières années de la IVe Internationale » dans *La Vérité*, n° 583, 1978, p. 125-155.

<sup>15</sup> Nantes, Ardola, 1982, 58 p.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>17</sup> Paris, Editions sociales, 1969, 257 p.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 203-204.

<sup>19</sup> Paris, Maspero, 117 p.

consacre son ouvrage à présenter l'organisation lambertiste comme une secte trotskyste, incapable d'intervenir utilement dans la lutte des classes mais susceptible de se perpétuer et donc de gêner la progression de la Ligue. En conséquence, la brochure décrit toutes les particularités de ce courant politique afin de le discréditer. En particulier, elle insiste sur les alliés recherchés par les lambertistes après leur exclusion de la IV<sup>e</sup>. Pour son auteur, il s'agit de composants traditionnels du mouvement ouvrier français : anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires et sociaux-démocrates de gauche. En dépit de leur diversité, ces courants forment une « mouvance commune, unie par un même jacobinisme, un même anticléricalisme viscéral, une même stalinophobie frisant l'anticommunisme vulgaire et une même appartenance à la franc-maçonnerie ! ». Selon H. Weber, cette base socio-politique ne dispose plus des forces vives de la classe ouvrière car celles-ci sont captées par le PCF et la CGT. Elle survit en s'adaptant aux appareils sociaux-démocrates de FO et de la Fédération de l'éducation nationale (FEN). A. Hébert représente parfaitement cette évolution. En s'alliant à cette mouvance anarcho-syndicaliste et socialiste de gauche, les lambertistes à leur tour se sont rapprochés de la social-démocratie. Cela explique leurs concessions aux directions de FO et de la FEN<sup>20</sup>.

Enfin, signalons la brochure récemment publiée par le Groupe marxiste internationaliste *Bolchévisme contre lambertisme*<sup>21</sup>. Cette organisation accuse le courant lambertiste d'avoir abandonné le trotskysme et de mener une politique opportuniste. Cela la conduit à reprendre et compléter les critiques émises par H. Weber. Selon nous, ce document présente surtout l'intérêt de raconter l'histoire des lambertistes en s'appuyant sur des références précises et en citant des textes d'époque.

Ces trois derniers ouvrages constituent des réquisitoires contre le courant lambertiste qui suscite de profondes inimitiés en particulier celles des communistes et des trotskystes fidèles à la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce manque d'impartialité affecte aussi un autre type de documents : les témoignages et souvenirs de militants sur leurs parcours politiques.

---

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 94-97.

<sup>21</sup> *Cahiers de Révolution communiste*, n°9, mars 2016, 56 p. Disponible sur le site du Groupe marxiste internationaliste <https://groupermarxiste.info/documents/CRC9.pdf> consulté le 11/12/2018.

## Les mémoires et témoignages

Ces textes nous fournissent des informations plus précises et plus vivantes que les documents de la catégorie précédente. Dans ce genre de livres, nous trouvons d'abord les témoignages de membres actuels ou passés du courant lambertiste. Pierre Lambert lui-même évoque son itinéraire dans son livre d'entretiens avec Daniel Gluckstein<sup>22</sup>. Il insiste sur son activité syndicale commencée en 1941 et lui consacre de longs développements. Ainsi, il exprime sa satisfaction d'avoir fait évoluer en 1947 la doctrine syndicale des trotskystes français : ils reconnaissent désormais l'indépendance réciproque des partis et syndicats. Puis, il devient secrétaire de l'organisation des monteurs-levageurs CGT à la demande de ces derniers. Ensuite, il adhère à FO en 1961 ou 1962 et milite au sein de sa minorité « lutte de classes ». P. Lambert insiste sur le congrès national FO de 1969. Lors de ce congrès, il approuve publiquement la résolution de la direction confédérale car celle-ci appelle à voter « non » au référendum à venir<sup>23</sup>.

En dehors de son chef, six membres du courant lambertiste ont témoigné sur la période allant jusqu'en 1963 : Pierre Masure, Boris Fraenkel, Stéphane Just, Pierre Broué, Jacques Simon et Claude Bernard (« Raoul »). Si le premier est demeuré dans cette organisation jusqu'à son décès, les trois suivants furent exclus respectivement en 1966, 1984 et 1989. Les deux derniers ont démissionné en 1984 et en 1989. Signalons que le témoignage de Raoul est posthume : après sa mort, P. Broué lui a consacré un long article constitué d'extraits de ses lettres écrites au cours de sa vie militante<sup>24</sup>. Quant à P. Masure, il a écrit ses mémoires politiques dans un ouvrage non disponible à la vente<sup>25</sup>.

Boris Fraenkel a été, à partir de 1964, le tuteur de L. Jospin dans l'organisation lambertiste. Dans *Profession révolutionnaire*<sup>26</sup>, publié en 2004, il raconte comment il a recruté pour le groupe La Vérité de nombreux militants dans les Écoles normales. Néanmoins, l'OCI exclut B. Fraenkel en 1966 pour avoir diffusé parmi ses camarades des textes de Wilhelm Reich. Il juge cette exclusion injuste et brutale. En conséquence, il décrit son ancien parti comme un repaire de « grandes gueules » où « la démocratie perdait du terrain quand la

---

<sup>22</sup> GLUCKSTEIN Daniel et LAMBERT, *Itinéraires*, Ed. du Rocher, Paris, 2002.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 50-72.

<sup>24</sup> BROUE P., « Raoul, militant trotskyste », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 56, juillet 1995, p. 4-186.

<sup>25</sup> *Un long chemin, testament politique*, 153 p. Nous remercions F. de Massot de nous en avoir offert un exemplaire.

<sup>26</sup> Latresne, Le bord de l'eau, 200 p.

violence physique en gagnait »<sup>27</sup>. Pourtant, il y a des inexactitudes dans son récit. Ainsi, il prétend ne pas avoir lancé de discussion dans l'organisation sur l'attitude adoptée pendant la guerre d'Algérie<sup>28</sup>. Néanmoins, il l'a fait, comme nous le verrons plus loin.

A la différence de B. Fraenkel, les autres militants cités ne regrettent pas leur engagement de jeunesse. J. Simon reproche seulement à P. Lambert la rupture du PCI majoritaire avec le MNA<sup>29</sup>. Les témoignages de P. Broué, C. Bernard et S. Just évoquent l'autoritarisme croissant de P. Lambert. Néanmoins, selon eux, durant notre période cela n'a pas de conséquences graves car il n'est pas encore l'autocrate qu'il sera plus tard<sup>30</sup>. De son côté, P. Masure a eu de bons rapports avec P. Lambert et d'autres dirigeants de l'organisation. Son texte manifeste à plusieurs reprises un anticléricalisme convaincu. Enfin, P. Masure raconte comment il a été agressé physiquement sur son lieu de travail par un enseignant communiste<sup>31</sup>.

Michel Lequenne, ancien du PCI majoritaire devenu ensuite membre de la Ligue communiste, n'a jamais été lambertiste mais il juge très sévèrement ce courant politique. En 1976, il raconte les trois premières années - 1952 à 1955 - du PCI majoritaire dans son article « Continuité et discontinuité du « Lambertisme » - Contribution à l'histoire d'une dégénérescence »<sup>32</sup>. Il accuse Pierre Lambert d'avoir usurpé le pouvoir dans cette organisation puis d'en avoir exclu ses opposants - dont il faisait partie. De plus, il évoque les accords passés par ce dernier avec la direction de FO afin de casser la tendance de gauche de cette centrale en région parisienne<sup>33</sup>. Il donne donc une version des événements bien différente de celle de *Quelques enseignements...* Trente ans plus tard, M. Lequenne réitère les mêmes accusations contre P. Lambert et ses partisans dans son ouvrage sur l'histoire du mouvement trotskyste<sup>34</sup>. Ce livre retrace aussi l'histoire du PCI majoritaire de 1952 à 1955 mais ne décrit pas l'évolution postérieure du courant lambertiste. Surtout, cet ouvrage est moins précis sur notre sujet que l'article précédent.

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 117.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 95.

<sup>29</sup> SIMON J., *Juif berbère d'Algérie*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 212, 249 et 262.

<sup>30</sup> BROUÉ P., « Raoul », *op. cit.* et le manuscrit de ses mémoires qu'il a remis à Jean-Guillaume Lanuque en 2000, *Souvenirs et portraits*, p. 108 et 178-180. JUST Stéphane, *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI*, p. 13 disponible sur <http://socialisme.free.fr/>, 1984. Consulté le 8/3/2018.

<sup>31</sup> MASURE P., *Un long...*, *op. cit.*, p. 108.

<sup>32</sup> *Critique Communiste*, n°7, 1976, p.120-145.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 135.

<sup>34</sup> *Le trotskysme, une histoire sans fard*, Paris, Syllepse, 2005.

Il faut ensuite examiner les ouvrages rédigés par des auteurs moins impliqués dans le militantisme d'extrême gauche : les journalistes.

### Les écrits journalistiques

Le premier texte de cette catégorie paraît en 1997. Les mouvements sociaux de novembre-décembre 1995 viennent de se produire au cours desquels la radicalisation de FO surprend les observateurs. Ce contexte amène C. Bourseiller à consacrer un livre au secrétaire général de cette confédération intitulé *Cet étrange Monsieur Blondel*<sup>35</sup>. Il explique la combativité de ce dernier par son alliance avec les lambertistes. Afin de démontrer leur mainmise sur cette centrale, l'ouvrage de C. Bourseiller raconte leur histoire. Il fournit beaucoup d'informations intéressantes. Ainsi, il décrit les réseaux d'influence constitués par P. Lambert comme des cercles concentriques dont il constitue le centre<sup>36</sup>. Par contre, C. Bourseiller commet de nombreuses erreurs de date et d'analyse. Ainsi, selon lui, les trotskystes majoritaires se tournent vers FO dès la scission de 1952 alors que nous avons montré dans notre mémoire de maîtrise<sup>37</sup> que cette stratégie est postérieure. Surtout, C. Bourseiller cite rarement ses sources. Pour étayer sa thèse - les lambertistes colonisent cette confédération - il se contente trop souvent de témoignages oraux non vérifiés. Enfin, sa vision du courant lambertiste paraît un peu simpliste. Elle se résume à l'action d'un manipulateur qui ne possède pas de vraies convictions politiques mais cherche du pouvoir par tous les moyens.

Ultérieurement, la révélation du passé de L. Jospin à l'OCI et la présence de trois candidats trotskystes à l'élection présidentielle de 2002 suscitent la parution de livres sur cette mouvance. Examinons les plus notables : *Les trotskistes*<sup>38</sup> de Christophe Nick et *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*<sup>39</sup> de Frédéric Charpier. Certes, ils donnent quelques indications utiles, surtout le second auteur car il cite des notes des Renseignements généraux. Par contre, ils semblent avoir été écrits trop rapidement et comportent nombre de jugements de valeur et d'erreurs. Ainsi, selon F. Charpier, P. Lambert refuse de rallier la CGT en 1952-1953<sup>40</sup> alors qu'à cette époque il fait campagne pour sa réintégration. C. Nick évoque

---

<sup>35</sup> Paris, Bartillat, 1997, 301 p.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 113-114.

<sup>37</sup> HENTZGEN Jean, *Agir au sein de la classe, les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955*, Université de Paris I, 2006.

<sup>38</sup> Paris, Fayard, 2002, 615 p.

<sup>39</sup> Paris, Editions 1, 2002, 408 p.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 191 et 198.

l'exclusion de Boris Fraenkel en 1967 alors qu'elle a lieu l'année précédente<sup>41</sup>. Cet auteur ne cherche pas à étudier les idées et la stratégie des lambertistes. Il se contente de les décrire comme préoccupés seulement par la prise de responsabilité dans les syndicats, manipulateurs et surtout violents. Selon lui, ils mettent un point d'honneur à ponctuer leurs arguments à coups de boule<sup>42</sup>.

Au même moment, deux biographies de L. Jospin paraissent : *Lionel* de Claude Askolovitch<sup>43</sup> et *Jospin Secrets de familles*<sup>44</sup> de Serge Raffy. Elles comportent quelques remarques intéressantes sur notre sujet, comme celle de S. Raffy voyant en l'OCI un « satellite de la social-démocratie ». Malheureusement, ces deux livres portent trop de jugements sommaires et contestables sur l'organisation lambertiste. Ainsi, pour la disqualifier, S. Raffy la traite de « petite famille austère et pudibonde » et de « groupe politique d'un autre âge ». Il dénonce les liens des lambertistes avec la CIA censée les financer mais sans apporter de preuves<sup>45</sup>.

Enfin, juste avant l'élection présidentielle de 2002, il faut signaler la parution de deux pamphlets destinés à nuire à L. Jospin et aux trotskystes. Il s'agit de réquisitoires sans nuances qui n'améliorent pas notre connaissance du sujet. Le titre du premier s'avère significatif : *Les taupes rouges – Les trotskistes de Lambert au cœur de la République*. Les deux auteurs, Louis-Marie Enoch et Xavier Cheneseau, dédient ce livre « Aux martyrs et déportés victimes de l'idéologie trotskiste »<sup>46</sup>. Le second ouvrage, dû à Guillaume Chérel<sup>47</sup>, paraît avoir été écrit encore plus vite.

Les ouvrages de type journalistique dressent un portrait peu flatteur du courant lambertiste, le qualifiant très souvent de secte. Il reste à commenter des textes s'efforçant de prendre du recul et soucieux de rigueur, voire d'impartialité.

## **Les travaux de référence**

Il faut d'abord signaler l'intérêt du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* ; aussi appelé *Maitron* du nom de son initiateur - Jean Maitron. Les quatre premières

---

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 455.

<sup>42</sup> NICK C., *Les trotskistes, op. cit.*, p. 185.

<sup>43</sup> Paris, Grasset, 2001.

<sup>44</sup> Paris, Fayard, 2001.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 99, 119 et 185-186.

<sup>46</sup> Paris, Manitoba, 2002.

<sup>47</sup> *Le fils caché de Trotsky*, Paris, Christine Derrey éditeur, 2002.

séries regroupent les biographies de militants ayant eu une activité entre 1789 et 1940. En 2006, commence la publication de la nouvelle série du *Maitron*, dorénavant nommé *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social*, de 1940 à mai 1968. Désormais achevé, cet ensemble de volumes concerne notre période. Il comporte la biographie de nombreux militants d'extrême gauche, dont les lambertistes. Nous pouvons déjà signaler l'intérêt des notices consacrées à Pierre Boussel-Lambert, Gérard Bloch, Pierre Broué et Raoul.

Ancien militant lambertiste, Philippe Campinchi publie en 2000 *Les lambertistes Un courant trotskiste français*<sup>48</sup>. Il a le mérite de chercher à être équitable même s'il porte un regard plutôt positif sur son ancienne organisation. L'ouvrage évoque son passé mais pas de manière chronologique. En fait, P. Campinchi traite une série de thèmes : la scission de 1952, les rapports avec les syndicats, la biographie des principaux dirigeants, la pratique de l'entrisme, les activités du militant de base... Ainsi, l'auteur met en scène une série de saynètes très vivantes pour décrire le vécu d'un lambertiste. Malgré quelques erreurs de dates, cet ouvrage permet une meilleure compréhension de ce courant politique.

De même, Vincent Présumey écrit sur l'histoire du courant lambertiste auquel il a appartenu. Agrégé d'histoire, ses travaux font preuve de rigueur et utilisent des textes d'époque. En particulier, V. Présumey a rédigé en 2006 une biographie de Pierre Broué et en 2008 des *Compléments sur Pierre Lambert*<sup>49</sup>. Il évoque dans ces textes des épisodes méconnus de l'histoire des lambertistes. Ainsi, il signale leur appui à la direction de FO dès le congrès de 1959<sup>50</sup>. Il montre aussi l'influence sur P. Broué d'Elie Reynier, professeur d'Ecole normale. Ce dernier militait dans le syndicalisme enseignant et était lié à Pierre Monatte. Pour V. Présumey, cela explique certains engagements ultérieurs de P. Broué<sup>51</sup>.

Surtout, cette catégorie comprend des travaux universitaires, bien documentés et disposant d'un appareil critique. D'abord, trois maîtrises d'histoire concernant la scission de 1952 paraissent de 1976 à 1992. Elles sont dues à Jean-Louis Escuret, Stéphane Michelet et

---

<sup>48</sup> Paris, Balland, 2000.

<sup>49</sup> PRESUMEY Vincent, *La vie et l'œuvre de Pierre Broué*, 48 p., texte disponible sur [https://aplutsoc.files.wordpress.com/2015/12/pierre\\_broue\\_parvp.pdf](https://aplutsoc.files.wordpress.com/2015/12/pierre_broue_parvp.pdf) consulté le 28/2/2018 et *Compléments sur Pierre Lambert*, 16 p. disponible sur le site <http://la-sociale-viabloga.com/news> consulté le 24/2/2018.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 5-8.

<sup>51</sup> PRESUMEY V., *Pierre Broué...*, *op. cit.*, p. 3-4. Confirmé par Gilles Vergnon dans son article « P. Broué, historien dans les années 1960-1970 » dans *Dissidences*, n°11, mai 2012, p. 38-40.

François-Xavier Breton<sup>52</sup>. Nous n'avons pas pu consulter le premier mémoire. Dans le texte du dernier nommé, nous avons apprécié les pages consacrées au journal syndical *L'Unité*. L'auteur y raconte les contacts en 1950-1952 entre des réformistes de FO et des trotskystes - dont P. Lambert<sup>53</sup>. De son côté, S. Michelet présente une estimation annuelle des effectifs de l'organisation lambertiste de 1952 à 1967. D'après lui, elle compte moins de cent militants de 1952 à 1959. Après cette date, ses effectifs augmentent régulièrement. En 1965, au moment de la création de l'OCI, l'organisation dispose d'environ 400 membres<sup>54</sup>.

A partir du début des années 2000, le regain d'intérêt pour l'extrême gauche suscite l'achèvement de nouvelles maîtrises. Ainsi, Sylvain Pattieu consacre son mémoire à l'extrême gauche française pendant la guerre d'Algérie<sup>55</sup>. Cet historien présente avec soin les positions et l'évolution de ses différents groupes durant cette période mais donne la part belle au PCI minoritaire par rapport aux majoritaires. Du coup, nous apprenons peu de choses sur les lambertistes, S. Pattieu insistant surtout sur leur entêtement à soutenir le MNA jusqu'en 1958. Puis, Emmanuel Brandely étudie l'évolution du courant lambertiste de 1965 à 1985<sup>56</sup>. Militant de ce courant politique, E. Brandely en raconte l'histoire avec rigueur, sans tomber dans l'ouvrage partisan. Seule une partie de son mémoire porte sur notre période mais elle en constitue un résumé utile. Enfin, nous avons réalisé une maîtrise sur le PCI majoritaire de 1952 à 1955<sup>57</sup>. Cette étude est surtout événementielle, elle décrit la structuration de deux courants au sein du PCI majoritaire autour de M. Bleibtreu et P. Lambert. Notre mémoire s'achève en 1955 sur l'exclusion de M. Bleibtreu et le départ de ses partisans. Il marque la fin du PCI unifié créé en 1944 et le début d'un nouveau type d'organisation que nous baptisons lambertiste par commodité. Signalons aussi l'intérêt des deux masters de Nedjib Sidi Moussa consacrés principalement à l'action du MNA en France de 1954 à 1958<sup>58</sup>. Ils proposent une

---

<sup>52</sup> Voici les titres de ces travaux : *La scission du PCI (Parti communiste internationaliste) section française de la IV<sup>ème</sup> Internationale en 1952* de F-X. Breton, *La crise de 1952 et les courants du trotskisme en France* de J-L. Escuret et *L'exclusion de la Section Française de la Quatrième Internationale* de S. Michelet. Les références complètes de ces travaux universitaires sont indiquées dans la bibliographie.

<sup>53</sup> Nous reviendrons sur *L'Unité* dans le chapitre II.

<sup>54</sup> MICHELET Stéphane, *op. cit.*, p. 231.

<sup>55</sup> PATTIEU Sylvain, *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002.

<sup>56</sup> BRANDELY Emmanuel, *L'OCI-PCI de 1965 à 1985 Contribution à l'histoire d'une organisation trotskyste*, mémoire de maîtrise, Université de Bourgogne, 2001.

<sup>57</sup> HENTZGEN Jean, *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*

<sup>58</sup> *Révolution algérienne. La guerre du FLN contre le MNA en France (1954-1958)*, Master I, Paris I, 2006 et *Le MNA en France, Parti d'avant-garde de la révolution algérienne*, Master II, Paris I, 2007.



très intéressante chronologie commentée et détaillent les soutiens des messalistes en métropole – dont les lambertistes.

Surtout, deux DEA attirent l'attention. En 2001, Karel Yon consacre le sien au départ du PCI en 1986 des militants du groupe Convergences socialistes puis leur entrée au Parti socialiste<sup>59</sup>. Il explique cette évolution de manière similaire à H. Weber : par l'attraction des lambertistes pour le réformisme. A son tour, K. Yon évoque leur choix après la scission de militer dans des milieux où agit une certaine social-démocratie laïque et franc-maçonne. Par ailleurs, l'auteur décrit les idées et les principes qui guident l'action du militant lambertiste. Il considère le PCI comme une institution très structurée autour de trois figures de référence : le leader – Pierre Lambert, le programme et le Parti. Les réflexions de K. Yon sur l'« habitus lambertiste » sont inspirées par la sociologie. Elles se révèlent très intéressantes bien qu'elles concernent plutôt les années 1970 et 1980. Ensuite, K. Yon étudie de nouveau les lambertistes dans son article « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 »<sup>60</sup>. Enfin, en 2008, dans sa thèse *Retour sur les rapports entre syndicalisme et politique : le cas de la CGT-FO*<sup>61</sup> il évoque leur rôle dans cette centrale. En particulier, il raconte leur lutte dans les années 1960 contre les « modernistes » menés par Maurice Labi.

De son côté, Karim Landais achève en 2004 son DEA sur les relations de pouvoirs au sein de l'OCI-PCI de 1943 à 2002<sup>62</sup>. Ancien membre du Parti des travailleurs devenu de sensibilité libertaire, il s'interroge sur le centralisme démocratique et le modèle léniniste du parti. Cela l'amène à étudier l'application de ces principes à une organisation concrète : l'OCI-PCI. Menant son analyse avec rigueur, K. Landais précise la culture politique lambertiste en complément aux travaux de Karel Yon. Il insiste en particulier sur le culte effréné de l'efficacité qui règne dans l'organisation ainsi que sa structure pyramidale et cloisonnée. Pour ce mémoire, K. Landais a procédé à une quinzaine d'entretiens fouillés avec d'anciens membres du courant lambertiste. Le décès prématuré de cet historien ne lui a pas permis de les utiliser pour sa thèse mais ils se sont révélés précieux pour notre recherche.

---

<sup>59</sup> YON Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, Mémoire de DEA de sciences politiques, Paris I, 2001.

<sup>60</sup> *Politix*, n°70, 2005, p. 137-168.

<sup>61</sup> Thèse de science politique, Université Paris I, 2008.

<sup>62</sup> LANDAIS Karim, *Un parti trotskiste Éléments pour une socio-histoire des relations de pouvoir : introduction à une étude de l'OCI-PCI*, Université de Bourgogne, 2004. Ce mémoire a été publié par Guy Landais dans le recueil des textes de K. Landais *Passions militantes et rigueur historienne*, tome 1, 2006, p. 99-276.

Néanmoins, depuis ces ouvrages il n'y a pas eu de nouveaux travaux universitaires sur les lambertistes. En particulier, il n'existe pas de grande synthèse sur ceux-ci équivalente à la thèse de Jean-Paul Salles sur la Ligue communiste publiée en 2005. La moindre influence des organisations d'extrême gauche ces dernières années peut expliquer cette carence. La présente recherche vise à y remédier pour une période donnée, jusqu'en 1963, et en privilégiant une orientation.

## **La problématique**

Comme cela a été signalé, des organisations politiques et des journalistes ont émis des avis très défavorables sur le courant lambertiste, l'assimilant à une secte. Sur ce point, nous partageons l'opinion de deux jeunes historiens, Y. Kindo et L. Pleudon, selon laquelle il est contestable de reprendre un terme d'ordre religieux pour le transposer à la sphère du politique<sup>63</sup>. D'ailleurs, il semble plus facile de sortir de l'organisation lambertiste que d'y entrer, à l'inverse des sectes authentiques. De plus, si le discours lambertiste s'avère contestable, il est néanmoins fondé sur une analyse du réel et pas sur une révélation<sup>64</sup>. Pour preuve, ce courant politique manifeste un goût prononcé pour l'histoire et la formation intellectuelle de ses membres. Enfin, si P. Lambert en constitue le dirigeant incontesté, il paraît excessif de le qualifier de gourou surtout pour la période que nous étudions.

Nous préférons axer notre recherche sur le reproche formulé par H. Weber et repris par K. Yon : l'inclinaison des lambertistes pour la social-démocratie. Ce terme désignait au début du XXe siècle la communauté de partis européens membres de la IIe Internationale, se référant au marxisme et voulant organiser le prolétariat en vue de la révolution socialiste. A cette époque, Lénine et la fraction bolchévique revendiquent cette appellation et considèrent le parti social-démocrate allemand comme un modèle. L'attitude de ce dernier au début du premier conflit mondial provoque une rupture confirmée par la révolution d'Octobre : Lénine et ses partisans abandonnent cette appellation et optent pour celle de communistes en 1918. Désormais, le terme social-démocratie désigne à la fois des partis aspirant au socialisme ainsi que leur stratégie visant à y parvenir par l'accumulation de réformes et en respectant le verdict des urnes. En effet, les sociaux-démocrates refusent le modèle de la Révolution russe et le recours à la violence. En France, à partir de 1921, la Section française de l'Internationale

---

<sup>63</sup> « Tribune : autour du livre de F. Koch », *BLEMR*, n° 3, septembre 1999, p. 33.

<sup>64</sup> LANUQUE Jean-Guillaume, Notes de lecture, *Dissidences*, n° 8, mai 2001, p. 33.

ouvrière (SFIO) représente cette ligne politique. La Confédération générale du travail (CGT) constitue son équivalente dans le domaine syndical.

Pour sa part, le trotskysme se veut l'héritier du léninisme et assume la rupture de 1914. Ainsi, Trotsky déclare une guerre implacable à la social-démocratie<sup>65</sup>, l'accusant de trahir la cause des travailleurs et d'assurer la survie du régime capitaliste. Comme les lambertistes se réclament de lui, l'accusation d'H. Weber paraît donc grave. La présente recherche se fixe pour principal objectif de vérifier sa pertinence pour la période allant de la Libération à 1963 et si elle s'avère fondée, d'en rechercher les causes.

Bien entendu, la présente étude ne se contentera pas de ce résultat. Elle en profitera pour situer ce courant politique dans la France des années 1950 et du début des années 1960. Elle cherchera à repérer ses alliés mais aussi ses adversaires en France et à l'étranger. En particulier, elle reconstituera l'histoire peu connue du Comité international, regroupement dissident de la IVe à partir de 1953 où les lambertistes jouent un rôle important. Par ailleurs, cette recherche examinera les analyses de ce courant sur les grands événements politiques et sociaux survenus durant cette quinzaine d'années. Nous verrons en quoi elles diffèrent de son frère ennemi, le PCI minoritaire.

Il paraît aussi nécessaire d'étudier le fonctionnement de l'organisation lambertiste naissante. Celle-ci se targue de pratiquer le centralisme démocratique, donc de tolérer la plus totale liberté de discussion en son sein<sup>66</sup>. Cela vaut d'être vérifié. De même, si le nombre de militants lambertistes durant cette période est connu approximativement<sup>67</sup>, leur implantation géographique et leurs secteurs d'intervention le sont moins. Surtout, ils méritent d'être mieux connus : origine sociale, profession, raisons de leur engagement... En particulier, nous examinerons la situation des militantes : leur effectif et leur place dans l'organisation. Enfin, l'historien Gilles Vergnon faisait l'hypothèse que chacune des « grandes » organisations du trotskysme en France aurait cristallisé une culture politique propre<sup>68</sup>. Ce terme, défini par Serge Bernstein<sup>69</sup>, correspond à un ensemble d'éléments complémentaires comme un fondement doctrinal, des références historiques, une lecture normative du passé, des rituels,

---

<sup>65</sup> Comme dans le « Programme de transition », *Bulletin de l'Opposition*, n°66-67, 1938. Il est fait référence ici à la version disponible sur le site web marxists.org, p. 38 consulté le 24/2/2018.

<sup>66</sup> CERMTRI, 1962 à 1964 OT, Projet de règlement intérieur, p. 1.

<sup>67</sup> Voir la maîtrise de S. Michelet citée précédemment.

<sup>68</sup> VERGNON Gilles, « L'histoire du trotskysme : quelques propositions pour avancer », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 79, décembre 2002, p. 44.

<sup>69</sup> BERSTEIN S. (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Points-seuil, 2003, p. 11-36.

une manière de militer... La présente recherche vise à identifier ces éléments et leurs origines car les cultures politiques et syndicales doivent toujours être décryptées de façon régressive<sup>70</sup>. Il est important de repérer les organisations ou courants politiques qui ont donné au lambertisme certaines de ses caractéristiques.

Pour parvenir à tous ces résultats les ouvrages précédemment cités se révèlent insuffisants. Il s'avère indispensable de recourir à des sources écrites et orales que nous allons examiner en commençant par les premières.

### **Les sources écrites**

Il faut signaler d'abord le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI) situé au 3 rue Meissonnier à Pantin (93) depuis 2017<sup>71</sup>. L'OCI a créé en 1978 cet organisme privé avec le concours d'anciens militants. Le CERMTRI possède les archives des organisations lambertistes successives mais aussi de ses dirigeants comme G. Bloch ou D. Renard. De plus, depuis sa création, il a reçu de nombreux dons qui ont enrichi ses collections. Ainsi, il accueille depuis peu des archives de Messali Hadj. En conséquence, le CERMTRI met à disposition toute la presse de l'organisation : ses principaux organes comme *La Vérité* ou *Informations ouvrières* mais aussi des bulletins aux tirages confidentiels à l'instar de celui du *Comité de liaison des étudiants révolutionnaires* (CLER). Signalons aussi une riche documentation sur les regroupements politiques ou syndicaux impulsés par les lambertistes. Surtout, le chercheur peut y consulter tous les textes diffusés à l'intérieur du PCI-OCI comme sa correspondance avec d'autres groupes français ou étrangers. Les lettres échangées avec les trotskystes des autres pays se révèlent intéressantes car si le groupe lambertiste y commente ses succès, il doit parfois aussi reconnaître ses échecs.

Les archivistes du CERMTRI rangent tous ces documents, manuscrits ou imprimés, dans des cartons. Notre recherche nous a amené à dépouiller en détail les 85 cartons correspondant à notre période. Ce travail n'avait jamais été fait auparavant.

Dans les textes étudiés, certains membres du PCI-OCI critiquent les orientations de l'organisation ou son fonctionnement comme M. Bleibtreu ou M. Lequenne en 1954-1955,

---

<sup>70</sup> GIRAULT J. et GEORGI F., « Syndicalisme et socialisme ; jalons... » dans *L'implantation du socialisme en France au XXe siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne, 2001, p. 208.

<sup>71</sup> Précédemment, il était localisé au 28 rue des Petites écuries dans le Xe arrondissement de Paris, à proximité du siège du POI.

Raoul de 1954 à 1957 puis D. Renard à partir de 1960. Néanmoins, leurs écrits paraissent beaucoup moins nombreux que ceux favorables à la direction. De plus, le nombre de pièces consultables au CERMTRI varie beaucoup selon les années concernées. Ainsi, la période 1957-1961 apparaît comme la moins documentée. Il s'avère donc nécessaire de recouper et compléter les informations obtenues dans ce centre avec d'autres sources.

D'abord, les Archives nationales car elles mettent à disposition un fonds René Sedes, ancien dirigeant de la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ). Il comprend un dossier Noyautage trotskiste 1960-1964 regroupant un ensemble de pièces concernant les activités lambertistes dans cet organisme. En particulier, en 1962, R. Sedes a écrit un texte très documenté sur eux.

Les archives de la Préfecture de police disposent de plusieurs rapports concernant notre sujet. Ils ont été rédigés aux lendemains de mai 1968 aussi ils privilégient l'action des lambertistes parmi les jeunes et les étudiants. Néanmoins, certains documents évoquent l'histoire de ce courant depuis ses origines et comprennent des notices individuelles intéressantes.

La Contemporaine, ex-Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), se trouve au 6 allée de l'Université à Nanterre. En fait, il ne s'agit pas seulement d'une bibliothèque mais aussi d'un centre d'archives et de recherches. Fondé il y a près d'un siècle, cet établissement n'a pas cessé de recueillir une documentation de premier ordre sur les mouvements révolutionnaires. En particulier, La Contemporaine dispose d'importantes archives sur le mouvement trotskyste. Michel Dreyfus a raconté comment il a pu y faire entrer dans les années 1970 une collection très riche de journaux et de bulletins intérieurs<sup>72</sup>. Depuis, d'autres dépôts sont venus s'ajouter à cet apport initial, aussi certains documents de La Contemporaine se révèlent indispensables. Ainsi, dans les fonds PCI et IVe Internationale, il y a quelques pièces concernant le PCI majoritaire absentes du CERMTRI. Il s'y trouve aussi un fonds Marcel Bleibtreu, décédé en 2001. Il concerne sa vie militante et comprend ses mémoires, non publiés, mais aussi sa correspondance, particulièrement riche. Citons les lettres échangées de 1953 à 1956 entre l'ancien dirigeant du PCI et André Marty, récemment exclu du PCF. Durant la même période, M. Bleibtreu correspond avec Betty Hamilton, militante de la section trotskyste anglaise. Il lui raconte les péripéties de la lutte entre les

---

<sup>72</sup> DREYFUS Michel, « Sur le trotskysme au début des années 1970, à partir des fonds recueillis à la BDIC », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 79, décembre 2002.

membres de sa tendance et les lambertistes. De même, à La Contemporaine, le fonds Elie Boisselier nous a fourni de précieux renseignements. Militant trotskyste depuis 1935, il milite aux côtés de P. Lambert dans les années 1950. Cela l'amène à assurer de 1954 à 1957 le secrétariat du Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression. Le dépôt correspond à un carton réunissant la documentation de cet organisme alors très important pour les lambertistes. Signalons aussi l'existence d'un fonds Stéphane Just très fourni mais les pièces concernent essentiellement la période postérieure à 1963, date du retour de ce dirigeant dans l'organisation. Enfin, nous avons examiné certains dossiers provenant de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF).

La Contemporaine a reçu les archives de P. Broué en 2005 et une partie de celles-ci concerne le mouvement trotskyste français (1944-1989). Malheureusement, le traitement de ce fonds n'est pas terminé.

Nous avons consulté aussi les archives d'André Marty et de Jean-René Chauvin, déposées au Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS) de l'Université Paris I. Les premières précisent les contacts d'André Marty après son exclusion du PCF. Les secondes fournissent des informations précieuses sur une organisation éphémère, l'Union pour le socialisme (UPS), où J-R. Chauvin a milité aux côtés de Raoul.

Enfin, nous avons complété ces matériaux en recourant à des dépôts privés. D'abord, Michel Lequenne nous a communiqué des textes internes du PCI majoritaire et sa correspondance pour les années 1952-1955. Les lettres qu'il a envoyées à Charles Hanley, militant de la section américaine, se révèlent particulièrement intéressantes car elles commentent la crise du PCI en 1954-1955. Par ce biais, M. Lequenne essaie d'obtenir l'appui des trotskystes de ce pays à la tendance Bleibtreu à laquelle il appartient. Ensuite, Christiane Tranchant, compagne de Raoul jusqu'au décès de celui-ci en 1994, nous a prêté 75 textes, lettres de Raoul ou documents de travail. Ces écrits nous fournissent des informations précieuses sur le groupe Raoul en 1954-1957. De plus, ils nous renseignent sur l'activité « entriste » de Raoul à l'UGS en 1958-1960 puis sur sa tentative de construire l'UPS avec les militants de l'Union de la Gauche Socialiste (UGS) qui refusent la fusion dans le PSU. Les lettres de Raoul - devenu responsable « province » de l'OCI à la fin des années soixante - nous montrent les aléas de la construction de l'organisation.

Tout cela constitue un ensemble conséquent de documents où prédominent ceux du CERMTRI. Néanmoins, il faut aussi recourir aux sources orales et nous allons voir pourquoi.

## **Les sources orales complémentaires**

Mener des entretiens avec des témoins des événements comporte des risques. D'abord, à cinquante ans de distance, la mémoire humaine se révèle fréquemment défaillante. De plus, les personnes interrogées racontent souvent des faits en fonction d'épisodes ultérieurs et ont oublié leur état d'esprit de l'époque. Enfin, un militant peut éprouver des réticences à raconter certains souvenirs ou à commenter des prises de position contestables de son organisation. Néanmoins, les entretiens peuvent rendre compte d'événements ignorés par les sources écrites. Ainsi, ils permettent de mieux connaître les activités clandestines des lambertistes pour aider les messalistes. Parfois, les témoignages oraux donnent un autre éclairage sur des faits évoqués dans des documents. Enfin, ils renseignent sur les idées des militants, leurs goûts et les valeurs qui les faisaient agir.

Conscient des défauts de ce type de sources mais aussi de leur apport, nous avons commencé par étudier des entretiens rédigés par des historiens concernant notre sujet (ils sont référencés dans les sources). Puis, nous en avons conduits selon la méthode semi-directive afin de laisser plus de liberté à la personne interviewée. Il s'avère important que celle-ci ne se contente pas de confirmer ce que nous savons ou supposons mais qu'elle nous apprenne des faits ou des contacts inconnus de nous. Nous avons seulement quelques questions identiques pour tous les interviews : origines sociales, études suivies, itinéraire politique, raisons de son engagement, militantisme syndical, vie de cellule... D'autres questions sont spécifiques au parcours du militant ainsi s'il était étudiant ou métallurgiste. Comme il est indispensable de mettre notre interlocuteur en confiance, au début de l'entretien nous prenons le temps de nous présenter et d'expliquer l'objectif de notre recherche. Au cours de son témoignage, nous acceptons des digressions et improvisons des questions pour préciser certains de ses propos. Par ailleurs, il faut signaler la réticence des ex ou actuels lambertistes à un enregistrement sonore de leurs propos. En conséquence, nous nous sommes contentés de notes sur papier. Quelques témoins ont même rapporté certains faits afin de rendre plus intelligible le contexte de l'époque mais nous ont demandé de ne pas les évoquer dans le mémoire.

Nous avions prévu d'interroger trois types de témoins : des militants encore membres de l'organisation à la date de l'entretien, des « dissidents » exclus ou démissionnaires de celle-ci et des membres d'autres courants politiques. Nous avons rencontré des refus. Ainsi, nous avons obtenu un rendez-vous avec P. Lambert mais il n'a pas voulu répondre à nos questions et nous a adressé à François de Massot et Jean-Jacques Marie. Heureusement, ils ont été très

disponibles et nous les avons interrogés plusieurs fois. Certaines rencontres se sont révélées particulièrement fructueuses : ainsi Claude Kahn nous a donné sa collection complète d'*Informations ouvrières* de 1958 à 1968. De plus, il a confirmé les nombreux contacts des rédacteurs de *Socialisme ou Barbarie* avec les lambertistes dans les années 1950. La liste complète et les dates des entretiens se trouvent dans la description des sources à la fin du mémoire. Comme l'apport de ces témoignages s'avère positif, ils ont complété les documents écrits pour rédiger le corps de la thèse dont il faut maintenant examiner la structure.

## **Un découpage chronologique**

Pour répondre à la question – les lambertistes ont-ils évolués vers la social-démocratie ? – la présente étude privilégie la chronologie. En effet, si la trame événementielle du trotskysme français jusqu'en 1944 semble désormais bien connue, elle l'est beaucoup moins pour la période suivante jusqu'en mai 1968. Bien entendu, nous ne nous contenterons pas d'un simple récit. Nous l'enrichirons en commentant les choix ou actions du courant lambertiste prouvant son rapprochement avec les sociaux-démocrates dans le cadre de partis ou de syndicats. De plus, la présente étude soulignera l'apparition d'éléments constitutifs de l'identité politique lambertiste. Ainsi, en 1953, le soulèvement à Berlin-Est ou la grève du secteur public d'août constituent d'importantes références historiques pour ce courant. De même, la tenue d'assemblées ouvrières rythme notre période.

La partie principale de ce mémoire comprend donc douze chapitres découpés chronologiquement mais avec souplesse. Ainsi, le sixième apparaît plus thématique car il est consacré à l'appui des lambertistes aux messalistes jusqu'au début de 1956. Ce chapitre commence par un retour en arrière afin d'étudier les rapports entre nationalistes algériens et trotskystes depuis les années 1930. De même, les relations des lambertistes avec les trotskystes étrangers de 1955 à 1963 sont évoquées seulement dans deux chapitres, les IX et XII. Enfin, le texte comprend des allusions à des faits postérieurs à notre période comme l'exclusion de B. Fraenkel en 1966, l'attitude des lambertistes en mai 1968 ou lors des élections présidentielles de 1974 et 1981. Deux annexes complètent le corps de la thèse : des éléments biographiques sur les premiers lambertistes et la liste documentée des initiateurs du CLADO (1956). Enfin, nous y avons ajouté une description des sources, une bibliographie et un index.



Il reste à expliciter plusieurs conventions adoptées ici. D'abord chez les lambertistes, comme dans d'autres organisations d'extrême gauche, chaque militant adopte un ou plusieurs pseudonymes afin de gêner la répression policière ou patronale. Dans ce mémoire, nous avons choisi de les nommer par leur vrai nom et non par leurs pseudonymes. Nous ne respecterons pas ce principe pour quelques rares militants dont les noms (Boussel, Raptis, Nagy ou Bernard par exemple) s'avèrent beaucoup moins connus que les pseudonymes (respectivement Lambert, Pablo, Varga et Raoul). Par ailleurs, les lambertistes utilisent dans leurs écrits le terme de « réformistes » pour désigner des personnes relevant de la mouvance social-démocrate évoquée précédemment. Nous ferons de même dans notre thèse. En revanche, les lambertistes ne traitent jamais les communistes de réformistes, mais de « staliniens », terme péjoratif que nous n'emploierons pas ici.



## CHAPITRE I

# LE PREMIER ÂGE DU TROTSKYSME FRANÇAIS (jusqu'en 1948)

Au début des années 1950, le courant lambertiste naît au sein d'une des petites organisations trotskystes françaises. Quelques dizaines de militants se rassemblent alors autour d'une orientation politique et d'une conception du militantisme. Dès le début, Pierre Lambert constitue le principal animateur de cette tendance. Ce regroupement aurait pu être temporaire et disparaître rapidement. En fait, il va se développer et nous avons vu dans l'introduction qu'il existe encore. Nous proposons de commencer notre étude de la naissance et des premiers développements du courant lambertiste en examinant le mouvement trotskyste dans lequel il apparaît et auquel il se réfère toujours. Pour expliciter les choix politiques fondateurs de celui-ci et sa réalité organisationnelle, nous allons en synthétiser l'histoire – et plus particulièrement de sa composante française – jusqu'en 1948 où il tient son second congrès mondial. Cette analyse sera présentée de manière chronologique et inclura quelques éléments biographiques indispensables sur P. Lambert. Elle permettra au lecteur de mieux comprendre les références des militants lambertistes au cours des années 1950 et 1960 ainsi que leurs choix et orientations politiques. Nous profiterons aussi de ce chapitre pour présenter certains militants qui apparaîtront fréquemment au cours de la présente étude.

### **Genèse du mouvement trotskyste**

Nous rappelons d'abord que le trotskysme se réclame du mouvement communiste. Ce dernier se structure au sein de l'Internationale communiste (IC), créée en 1919 sous l'égide et Lénine et Trotsky. Elle devait construire les partis d'avant-garde indispensables à la classe

ouvrière pour prendre le pouvoir. Le trotskysme voit le jour en URSS à la fin de 1923<sup>1</sup>, son inspirateur entreprend alors un combat avec d'autres membres du Parti communiste soviétique. Pour eux, une couche sociale s'est constituée en URSS à partir des organismes dirigeants du parti et de l'Etat. Ils nomment bureaucratie cette couche sociale qui dirige en fait le pays. Les ouvriers d'URSS, fers de lance de la révolution de 1917, se trouvent désormais expropriés du pouvoir politique. Trotsky accuse la direction du Parti communiste soviétique de servir les intérêts de cette caste bureaucratique. De plus, il reproche à cette direction, regroupée auprès de son secrétaire général - Joseph Staline - de prétendre que le socialisme peut être construit dans un seul pays, l'URSS. Pour Trotsky, la révolution russe est condamnée si elle reste isolée. Elle ne pourra pas vaincre sans un soulèvement du prolétariat européen. Il appuie son argumentation sur sa théorie de la révolution permanente qu'il développe depuis 1905. Cette théorie constitue son principal apport au marxisme. Selon elle, le capitalisme domine le monde et constitue un seul organisme économique. En conséquence, la révolution prolétarienne ne peut vaincre qu'au niveau mondial<sup>2</sup>. Sur cette ligne politique, Trotsky constitue une opposition au sein du Parti communiste soviétique. Mais, la défaite de celle-ci puis son exil - en 1929 - l'amènent à changer de théâtre d'opération. Afin de continuer la lutte contre la politique stalinienne, il entreprend de construire une opposition de gauche internationale au sein de l'IC. En effet, il croit encore possible de redresser celle-ci.

En France, Trotsky parvient à constituer une équipe de militants exclus ou en voie d'exclusion du Parti communiste (PC) français. Parmi eux, citons Alfred Rosmer, compagnon de lutte du révolutionnaire russe et figure historique du communisme comme du syndicalisme. Mentionnons aussi deux hommes jeunes que nous retrouverons : Pierre Frank, ingénieur chimiste, et Raymond Molinier, sans profession stable et quelque peu aventurier. Cette équipe publie à partir du 15 août 1929 un hebdomadaire, *La Vérité*, et constitue au début de l'année suivante une organisation, la Ligue communiste. Ainsi naît le mouvement trotskyste français dont le développement se révèle lent et difficile<sup>3</sup>. Par exemple, sous l'impulsion d'A. Rosmer, la Ligue communiste tente en 1930 de constituer une tendance

---

<sup>1</sup> Sur les débuts du mouvement trotskyste nous renvoyons à la monumentale biographie de Pierre BROUE, *Trotsky*, Paris, Fayard, 1988.

<sup>2</sup> Il expose cette théorie de manière détaillée dans *La révolution permanente*, Paris, Rieder-PUF, 1932.

<sup>3</sup> Sur l'histoire du mouvement trotskyste en France de 1929 à 1944, nous renvoyons à la thèse de Jacqueline PLUET-DESPATIN, *Prolétariat et avant-garde: les étapes du mouvement trotskyste en France (1929-1944)*, Université de Paris I Sorbonne, thèse de doctorat (sdd Georges Haupt), 1975, 2 vol. Cette recherche a été publiée partiellement dans deux ouvrages : *La presse trotskiste en France de 1926 à 1968*, MSH-PUG, Paris, 1978 et *Les trotskistes et la guerre*, Anthropos, Paris, 1980.

syndicale au sein de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU). Nommée Opposition unitaire, cette tendance veut rallier les syndiqués de la CGTU, même non révolutionnaires, contre une direction qui applique servilement les décisions du Parti communiste. Elle a pour noyau la Fédération unitaire de l'enseignement, regroupant surtout des instituteurs et dirigée par des militants exclus du PC. Mais, l'Opposition unitaire devient vite l'enjeu de débats au sein de la Ligue car pour R. Molinier et P. Frank, il vaut mieux agir vers les militants communistes. De plus, ils déplorent que l'activité de la Ligue dans la CGTU dépende désormais des décisions de l'Opposition unitaire, laquelle compte des éléments proches des réformistes de la Confédération générale du travail (CGT). Ils obtiennent l'appui de Trotsky et celui-ci exige que le travail syndical de la Ligue soit mené en toute indépendance. Cela accentue les réticences envers les trotskystes des dirigeants de la Fédération unitaire de l'enseignement. Ils jugent leur comportement proche de celui des partisans de Staline. Cela aboutit à la fin de l'Opposition unitaire et contribue au départ d'A. Rosmer de la Ligue. Dans les années 1930, les trotskystes français feront de nouvelles tentatives de construire une tendance syndicale mais elles n'auront pas plus de succès<sup>4</sup>.

Surtout, la Ligue communiste se heurte à l'hostilité de la direction du PC. Celle-ci exclut les membres du parti influencés par le trotskysme en les abreuvant d'insultes. Cette hostilité croît avec les années. Le 27 juillet 1932, lors d'un meeting du PC à Paris, pour la première fois les coups remplacent les injures. Le service d'ordre communiste frappe les trotskystes venus apporter la contradiction<sup>5</sup>. Quelques années plus tard, les hommes de main de Staline recourront à l'assassinat. Ils exécuteront Erwin Wolf en 1937 puis Rudolf Klement en 1938, deux anciens secrétaires de Trotsky. Cette année là, son fils Léon Sedov meurt, probablement assassiné par les services soviétiques. La répression du PC explique partiellement le maintien du groupe trotskyste français en marge de la classe ouvrière et de ses combats, réduit à des activités essentiellement propagandistes.

### **L'entrisme à la SFIO**

Le 30 janvier 1933, Hitler arrive au pouvoir. Trotsky souligne la responsabilité de la politique du Parti communiste allemand et de l'Internationale communiste, imposée par Staline. Comme l'événement ne provoque aucun remous au sein de cette dernière, il convainc

---

<sup>4</sup> TROTSKY Léon, *Le mouvement communiste en France*, Paris, Minuit, 1967, p. 379-389. Vincent PRESUMEY signale l'importance de cet épisode dans son texte *Compléments sur Pierre Lambert, op. cit.*, p. 13.

<sup>5</sup> TROTSKY L., *Le mouvement communiste en France, op. cit.*, p. 390.

ses partisans qu'il n'est plus possible de la redresser. Le mouvement trotskyste entreprend alors de construire une nouvelle internationale, la IV<sup>e</sup>. Ce changement de stratégie n'améliore guère la situation de la Ligue communiste. Elle se veut désormais indépendante du PC mais elle compte seulement 113 militants en août 1934<sup>6</sup>, et parmi eux très peu d'ouvriers. Pourtant, à cette date, la situation en France a changé. L'émeute d'extrême droite du 6 février 1934 et la montée en puissance du fascisme en Europe provoquent une radicalisation des masses populaires. Celle-ci amène un afflux d'adhérents au Parti socialiste SFIO et une évolution à gauche de ce dernier. En conséquence Trotsky propose à ses partisans français d'adhérer à la SFIO et de mettre fin à la Ligue communiste. Cette opération tactique, baptisée plus tard entrisme, suscite et suscitera beaucoup de débats parmi les trotskystes français et étrangers. En effet, ils se veulent de vrais communistes et ont toujours dénoncé les dirigeants socialistes.

Cela nous amène à donner quelques précisions sur la proposition de Trotsky. D'abord, il faut différencier entrisme et travail de fraction<sup>7</sup>. Ce dernier consiste à envoyer seulement quelques militants, gardant secrète leur appartenance antérieure, dans une autre organisation pour observer et recruter. A la différence du travail de fraction, l'entrisme concerne toute l'organisation qui l'entreprend. Il s'effectue « à drapeaux déployés » : les trotskystes ne renient ni leur passé, ni leurs idéaux révolutionnaires. C'est pour cette raison que Trotsky exclut formellement de pratiquer l'entrisme dans un parti communiste : leur régime intérieur obligerait ses partisans à capituler publiquement et à se renier<sup>8</sup>. D'ailleurs, pour lui, les conditions de l'adhésion des membres de la Ligue communiste à la SFIO doivent être négociées entre ses dirigeants et ceux du Parti socialiste. Enfin, nous insistons sur le fait que cette opération n'a pas pour but de s'emparer de la direction de la SFIO. Pour Trotsky, il s'agit d'une opération à durée limitée. Ses partisans devront quitter le Parti socialiste à un moment donné mais plus nombreux et si possible en ralliant des éléments de la gauche de ce parti. L'entrisme constitue un moyen provisoire de remédier à l'isolement des trotskystes tout en conservant l'objectif final de construire le parti révolutionnaire. Nous terminons sur ce sujet en constatant qu'il ne peut pas y avoir d'entrisme dans un syndicat : ce type d'organisation est normalement ouvert à tous les salariés.

---

<sup>6</sup> TROTSKY Léon, *Œuvres IV*, Paris, EDI, 1979, p. 118.

<sup>7</sup> Jean-Guillaume LANUQUE précise ces notions dans son article « Entrisme et activisme trotskyste : esquisse de typologie », *Dissidences*, n°8, mai 2001, p. 8-9.

<sup>8</sup> TROTSKY Léon, *Œuvres IV*, *op. cit.*, p. 121.

Finalement, après de longs débats, les trotskystes français acceptent d'adhérer à la SFIO. Ils y constituent une tendance officielle : le Groupe bolchevik-léniniste (GBL). Cette opération commence bien : les trotskystes gagnent à leurs idées des socialistes et voient leur influence progresser. A Paris, où militent beaucoup d'entre eux, ils entretiennent de bonnes relations avec Marceau Pivert. Il faut insister sur l'importance de ce personnage pour notre sujet<sup>9</sup>. Né en 1895, Marceau Pivert est professeur de sciences. Franc-maçon et libre penseur, il se signale au sein de la SFIO par son engagement laïc. Anticlérical, il vient de publier *L'Eglise et l'école*<sup>10</sup> où il prône la nationalisation de l'enseignement privé. Le 6 février 1934 et ses suites amènent M. Pivert à radicaliser sa démarche. En conséquence, il tend à regrouper autour de lui les éléments les plus à gauche de la SFIO. Nous nommerons pivertistes ces militants. Trotskystes et pivertistes s'accordent sur de nombreux points : la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, le refus de la défense nationale, le rejet du stalinisme, la désapprobation de l'alliance avec le Parti radical, la critique de l'électoratisme... Les deux groupes s'associent pour mettre en place une milice d'auto-défense, les Toujours prêts pour servir (TPPS). Enfin, nous notons que les deux tendances demandent beaucoup à leurs militants : ceux-ci pratiquent un véritable activisme. Par contre, contrairement aux trotskystes, M. Pivert et ses partisans considèrent que le Parti socialiste peut être redressé et devenir le parti révolutionnaire indispensable à la révolution prolétarienne. En conséquence, en s'inspirant de la tradition léniniste, Trotsky classe les pivertistes comme des « centristes », hésitant entre une orientation révolutionnaire et une orientation réformiste. Signalons que le révolutionnaire russe qualifie aussi les partis staliniens de centristes mais il les juge en évolution irrémédiable vers le réformisme, ce qui est très différent.

L'appartenance des trotskystes français à la SFIO se termine à cause de la direction de cette dernière. Elle s'inquiète de leurs progrès et, à partir de juillet 1935, entreprend de les exclure. Trotsky préconise alors de constituer un parti révolutionnaire indépendant et de mettre en avant le mot d'ordre de IV<sup>e</sup> Internationale. Mais ses partisans hésitent, ils essaient de se maintenir dans le Parti socialiste en profitant de leurs bons rapports avec les pivertistes. En décembre 1935, Raymond Molinier, demeurant un des principaux dirigeants du GBL,

---

<sup>9</sup> Nous avons largement utilisé sa biographie par Jacques KERGOAT, *Marceau Pivert, « socialiste de gauche »*, Paris, Editions de l'Atelier, 1994 et l'ouvrage de Jean-Paul JOUBERT, *Révolutionnaires de la SFIO*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978.

<sup>10</sup> Edition E. Figuero, Paris, 1932.

prend alors l'initiative de lancer un nouvel hebdomadaire, *La Commune*<sup>11</sup>. Ce journal appelle à constituer une nouvelle organisation : les Groupes d'action révolutionnaire (GAR). Pour former ces groupes, *La Commune* ne s'appuie pas sur le programme trotskyste mais sur quelques mots d'ordre : création de milices, défaitisme révolutionnaire... Trotsky condamne aussitôt ces initiatives. D'abord, il reproche à R. Molinier son indiscipline : il agit sans consulter l'organisation trotskyste française et fait ce qu'il veut, en utilisant les revenus de son entreprise de recouvrement de dettes. D'autre part, Trotsky juge que R. Molinier et ses partisans abandonnent le programme marxiste révolutionnaire pour s'adapter à la mentalité et aux préjugés des membres de la gauche socialiste. Pour lui, ces derniers préféreront toujours l'original à une copie. La tactique des GAR n'aboutira qu'à renforcer le courant pivertiste. Il préconise la tactique inverse : afficher clairement ses idées et faire évoluer les militants influencés par le pivertisme vers le programme révolutionnaire via une propagande inlassable.

Nous insistons sur l'importance de cette controverse entre Trotsky et certains de ses partisans. Les GAR constituent la première tentative de constituer une organisation « large » ou « centriste » dans laquelle les trotskystes ne formeraient qu'une composante. Les initiateurs de ce type de démarche conçoivent toujours cette structure « large » comme un préliminaire à la constitution du parti révolutionnaire. Nous examinerons ultérieurement d'autres tentatives de ce type.

Finalement, la tentative initiée par *La Commune* échoue : les GAR avortent. Au début de l'année 1936, les trotskystes se trouvent hors de la SFIO mais divisés entre les partisans de Molinier et ceux qui suivent les consignes de Trotsky. Leur sortie cahotique du Parti socialiste se traduit par une baisse de leur influence : ils retournent à la marginalité. Ils dénoncent la coalition électorale du Front populaire unissant radicaux, socialistes et communistes, pourtant celle-ci a le vent en poupe. La SFIO continue de recruter - mais moins que le PC. Au cours de cette période, les communistes - ennemis acharnés des trotskystes - gagnent le soutien d'une fraction importante de la classe ouvrière française.

## **La fondation de la IVe Internationale**

En mai 1936, se produit le plus vaste mouvement de grève jamais survenu en France jusque-là. Au cours de celui-ci, les trotskystes appellent les travailleurs à s'organiser en conseils ouvriers et à poursuivre la lutte jusqu'à la prise du pouvoir. Mais, comme ils

---

<sup>11</sup> Sur l'affaire de *La Commune*, nous renvoyons au tome 7 des *Œuvres* de Léon Trotsky, Paris, EDI, 1980.



demeurent très peu implantés dans la classe ouvrière, leurs recommandations restent vaines. Patronat et syndicats signent les accords Matignon sous l'égide du nouveau gouvernement de Front populaire. Ensuite, les grévistes reprennent le travail mais, après ce premier succès, les gouvernements successifs du Front populaire se heurtent à des difficultés croissantes. Les trotskystes expliquent cette situation par le souci des gouvernants de donner des gages aux possédants. Pour eux, cela n'aboutit qu'à démobiliser les travailleurs et renforcer la réaction. Au début de 1938, le Front populaire, discrédité s'achemine vers sa fin tandis que les régimes fascistes paraissent de plus en plus arrogants et belliqueux. En conséquence, Trotsky prévoit à bref délai une nouvelle guerre mondiale. Cette analyse l'amène à accélérer la construction de la IVe Internationale. Si la guerre survient, comme c'est probable, la nouvelle organisation permettra de lui donner une suite révolutionnaire. En effet, pour lui, les massacres et les privations causés par le nouveau conflit amèneront un profond sentiment de révolte dans les masses opprimées. Il en résultera une puissante vague révolutionnaire. Trotsky pense que le processus qui a mené à la révolution russe lors de la Première Guerre mondiale, se reproduira.

Suite à l'insistance de Trotsky, la conférence de fondation de la IVe Internationale se tient le 3 septembre 1938 en banlieue parisienne. L'assemblée adopte un programme intitulé *L'agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale*, connu ultérieurement sous le nom de *Programme de transition*. Rédigé par Trotsky, ce document commence par un tableau apocalyptique de la situation économique mondiale. Selon lui, le système capitaliste se trouve à bout de souffle et, en conséquence, « les forces productives de l'humanité ont cessé de croître »<sup>12</sup>. Les différentes puissances impérialistes ne voient pas d'autre issue que la préparation d'un nouveau conflit mondial. Pour l'empêcher, la classe ouvrière serait partout disposée à la révolution. Malheureusement, elle est dirigée par les partis socialistes ou communistes qui s'y opposent. Le document résume la situation en une phrase : « La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire »<sup>13</sup>. L'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections de la IVe internationale, devient la tâche prioritaire des trotskystes. Pour les aider, le document formule une série de revendications dites « transitoires » afin d'aider les masses à passer de leur exigences immédiates au programme de la révolution socialiste. Les révolutionnaires doivent sommer les organisations ouvrières à reprendre ces exigences à leur compte. Celles-ci refuseront car cela les

---

<sup>12</sup> TROTSKY Léon, « Programme de transition », *op. cit.*, p. 3.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p.7.

obligerait à rompre avec la bourgeoisie. Les révolutionnaires en profiteront pour les démasquer et montrer aux travailleurs la nécessité d'un gouvernement ouvrier et paysan qui satisfera leurs revendications. Ce gouvernement ouvrira la voie à une république soviétique.

Nous remarquons la disproportion entre ce programme ambitieux et les moyens très limités de la nouvelle internationale. Cette dernière ne rassemble qu'environ 5 000 militants de par le monde<sup>14</sup>. La section française, le Parti ouvrier internationaliste (POI), constitue un des piliers de la nouvelle internationale. Pourtant, il ne compte pas plus de 300 membres et se trouve dans une situation difficile. D'abord, parce que la scission de 1935 entre les trotskystes français n'a pas pu être surmontée. Le Parti communiste internationaliste (PCI) - rassemblant R. Molinier, P. Frank et leurs partisans - n'a pas été convié à la conférence. Le POI et le PCI perdent beaucoup d'énergie à polémiquer entre eux. Par ailleurs, le POI souffre de son mode de fonctionnement. Une commission de la conférence porte sur lui le jugement sévère d'amateurisme. Selon elle, il règne au POI une atmosphère de laisser-aller et de confusion, « chacun fait ce qu'il veut ». Ce parti se montre peu actif au sein des entreprises et néglige le travail syndical. La commission souligne les responsabilités de la direction du POI : elle manquerait de rigueur dans son fonctionnement. Elle presse donc ce parti de s'inspirer des principes organisationnels du bolchevisme. Elle prône la mise en place de plans de travail et d'un contrôle rigoureux des tâches<sup>15</sup>.

Le POI n'a pas le temps d'appliquer ces consignes : le Front populaire se disloque. Le gouvernement radical d'Edouard Daladier promulgue des décrets-lois détruisant la plupart des acquis sociaux de 1936. La réaction de la CGT - unifiée en 1936 - prend la forme d'une grève générale, le 30 novembre 1938, qui échoue. Pour Trotsky, cette défaite accélère la marche à la guerre. Afin de mieux préparer les révolutionnaires français à cette issue inéluctable, il propose de les regrouper autour d'un programme et des principes clairs. Justement, en juin 1938, la SFIO a exclu les militants pivertistes de la fédération de la Seine. En conséquence, ils constituent le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), dirigé par Marceau Pivert. Comme cette organisation compte environ 6 000 militants, Trotsky propose une fusion entre le POI et le PSOP pour créer une véritable avant-garde révolutionnaire. M. Pivert refuse. Nous insistons sur le principal argument de ce dernier : les méthodes sectaires des trotskystes « qui

---

<sup>14</sup> PRAGER Rodolphe (sous la direction de), *Les congrès de la IVe Internationale, tome 1 : Naissance de la IVe Internationale (1930-1940)*, Paris, La Brèche, 1978, p. 241.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 295-303.

tendent, par une colonisation opérée de l'extérieur, à dicter au mouvement ouvrier des attitudes ou des réactions qui ne surgissent pas des profondeurs de son intelligence collective<sup>16</sup> ». En fait, M. Pivert reproche aux trotskystes de ne pas respecter l'évolution naturelle de la conscience ouvrière. Comme le PSOP refuse la fusion, la grande majorité des membres du POI y adhèrent individuellement durant le premier semestre 1939. Leurs frères ennemis du PCI ont procédé de même dès décembre 1938 mais l'entrée des deux groupes dans le même parti ne supprime pas leurs désaccords.

### **Les premières expériences militantes de Pierre Lambert**

Quand les moliniéristes adhèrent au PSOP, Pierre Boussel, membre de ce groupe, y appartient déjà. Au cours de sa longue vie militante, il adoptera toute une série de pseudonymes : Andreï, Temansi, Lamotte, Lambert... P. Levasseur, avec qui il a milité pendant près de cinquante ans, en a estimé le nombre à 25<sup>17</sup>. Comme P. Boussel sera surtout connu sous le nom de Lambert, nous avons fait le choix de le nommer ainsi dans tout notre document, même s'il utilisera ce pseudonyme seulement à partir de 1945.

Il naît à Paris le 9 juin 1920 d'une famille d'immigrants juifs russes<sup>18</sup>. Ses parents sont pauvres, il passe son enfance avec eux à Montreuil. A 14 ans, il adhère aux Jeunesses communistes. En 1935, il en est exclu comme « trotskyste » : selon lui, à cause de ses questionnements sur l'abandon par le PC de toute propagande antimilitariste. Ensuite, P. Lambert milite dans des organisations socialistes à majorité pivertiste. En mars 1937, à Clichy, la police du ministre SFIO Marx Dormoy tire sur les manifestants ouvriers, faisant plusieurs morts. Cette fusillade révolte profondément P. Lambert. Contacté alors par des membres du groupe Molinier, dont Rodolphe Prager<sup>19</sup>, il se rallie à leurs positions qui s'apparentent aux orientations politiques du POI et du mouvement trotskyste « officiel ». Signalons néanmoins une particularité du PCI : il dénonce la CGT car il juge sa direction complice du gouvernement et du patronat. Les moliniéristes préconisent une action autonome

---

<sup>16</sup> TROTSKY Léon, *Le mouvement communiste...*, op. cit., p. 617.

<sup>17</sup> Entretien du 21/10/2009.

<sup>18</sup> Sur les premières années de militantisme de P. Boussel/Lambert nous avons utilisé :

- ses souvenirs dans GLUCKSTEIN Daniel et LAMBERT Pierre, *Itinéraires*, Ed. du Rocher, Paris, 2002, p. 134-137 ;
- la notice du *Maitron* rédigé par P. Broué ;
- « 1934-1939 », *Les cahiers du CERMTRI*, mars-avril 2005, n° 116-117, p. 17-18.

<sup>19</sup> VASSEUR Laurence, *Les moliniéristes 1935-1939*, Université de Lille III, maîtrise, 1983, p. 275.

des travailleurs, hors des syndicats<sup>20</sup>. Cette méfiance de R. Molinier et de P. Frank envers ceux-ci n'est pas nouvelle, nous l'avons déjà évoquée lors de l'Opposition unitaire. Les moliniéristes axent leur propagande sur la création de conseils d'usine, destinés à se réunir ensuite dans un congrès des entreprises afin de préparer la contre-offensive ouvrière. Sur ce thème, ils organisent un meeting à la Mutualité le 19 novembre 1937, auquel ils convient les travailleurs. Le PCI prépare ce rassemblement avec soin : plusieurs dizaines de milliers de tracts sont diffusés, des centaines d'affiches collées... Près de 500 personnes y participent : sans doute le plus grand nombre jamais atteint par le PCI<sup>21</sup>. R. Molinier introduit la réunion puis lui succède une quinzaine d'intervenants appartenant aux corporations les plus diverses. Le meeting se clôt sur une décision organisationnelle : la mise en place d'un comité pour préparer un congrès des entreprises<sup>22</sup>. Ce congrès n'aura jamais lieu mais la campagne pour le meeting du 19 novembre a mobilisé tous les membres du PCI pendant plusieurs semaines. P. Lambert a dû y participer et il s'en inspirera comme nous le verrons au chapitre II.

Tout en étant moliniériste, P. Lambert demeure au sein d'un groupe de jeunes militants pivertistes de Montreuil. Ce groupe rallie le PSOP à sa fondation. P. Lambert milite surtout dans son organisation de jeunesse, les Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes (JSOP). En mars 1939, il accède au bureau de la fédération de la Seine des jeunesses pivertistes, grâce à l'appui des moliniéristes entrés au PSOP. Il s'agit là de ses premières vraies responsabilités politiques. On notera qu'il les exerce dans une organisation issue de la social-démocratie et qui en a conservé bien des traits. Ainsi, par exemple, de nombreux cadres du PSOP appartiennent à la franc-maçonnerie, dont Marceau Pivert lui-même.

L'élection de P. Lambert au bureau de la fédération parisienne des JSOP ne demeure pas isolée. En fait, les moliniéristes deviennent majoritaires dans cette organisation. Cette situation amène la direction du PSOP à réagir. Elle accuse les ex-PCI d'activités fractionnelles et exclut plusieurs d'entre eux, dont P. Lambert. Ainsi se termine l'entrisme des moliniéristes au PSOP. Celui des trotskystes de l'ex-POI continue mais pour peu de temps. Le 23 août 1939, M. Pivert part aux Etats-Unis afin de prononcer une série de conférences pour la paix. Jugé indésirable aux USA, il gagne ensuite le Mexique où il demeurera jusqu'en

---

<sup>20</sup> *Quelques enseignements de notre histoire*, Paris, Sélino, 1979 (3<sup>ème</sup> édition), p. 31.

<sup>21</sup> VASSEUR Laurence, *Les moliniéristes...*, *op. cit.*, p. 112.

<sup>22</sup> « Pour un congrès des entreprises », *La Commune*, n° 75, 26 novembre 1937.

1946. Privé de son principal dirigeant et très divisé sur la conduite à tenir, le PSOP se disloque dès la fin du mois d'août.

### **La division persistante des trotskystes français**

En septembre 1939, quand commence le nouveau conflit mondial, les trotskystes français entreprennent leur réorganisation de façon indépendante<sup>23</sup> mais ils se heurtent à de nombreuses difficultés. D'abord, ils perdent la majorité de leurs dirigeants car ceux-ci quittent le mouvement ou partent à l'étranger pour garantir les liaisons internationales - comme le font R. Molinier et P. Frank. Pourtant, ces liens deviennent de plus en plus ténus à partir de l'invasion de la France en mai 1940. Les trotskystes français se trouvent désormais séparés des autres sections de la IVe Internationale. L'assassinat de Trotsky en août 1940 aggrave ce sentiment d'isolement et les affecte profondément : le mouvement ne dispose pas d'autres dirigeants de cette stature. D'autre part, dès le début du conflit, la police française recherche les opposants à la guerre, parmi lesquels les trotskystes. Ces derniers doivent opter pour la clandestinité et s'organiser en conséquence. Malgré cela, des arrestations se produisent. Ainsi, suite à une distribution de tracts, la police arrête le 15 février 1940 P. Lambert et une dizaine de ses camarades. Inculpé d'atteinte à la sûreté de l'Etat, il adopte lors de son procès une attitude « patriotique »<sup>24</sup>. Le 8 mai 1940, le tribunal militaire de Paris le condamne à trois ans de prison ferme.

Quelques jours plus tard, l'invasion de la France par l'armée allemande commence. P. Lambert parvient à s'évader pendant un transfert. A l'été 1940, il revient à Paris où il reprend son activité militante. Pourtant, l'occupant allemand rend celle-ci encore plus difficile et dangereuse. De 1940 à 1944, les trotskystes français paient un lourd tribut à la répression. L'historien J-M. Brabant évalue le nombre de ces militants à 250 au début de la guerre et à 450-500 à la fin. Selon lui, 120 d'entre eux auraient été arrêtés ou déportés<sup>25</sup>.

De plus, les trotskystes français demeurent divisés. Ils se répartissent jusqu'en mars 1944 entre trois groupes :

---

<sup>23</sup> Sur les trotskystes français de 1939 à 1944 nous signalons l'article de synthèse de SALLES Jean-Paul et LANUQUE Jean-Guillaume, « Les trotskystes français et la deuxième guerre mondiale », *Dissidences*, n° 12-13, oct. 2002-janv. 2003, p. 52-58.

<sup>24</sup> BRABANT Jean-Michel, *Les partisans de la IVème Internationale en France sous l'occupation (POI, CCI, groupe Octobre) et leur fusion*, Université de Paris VIII, mémoire de maîtrise, 1976, p. 104-107 et LEQUENNE Michel, *Le trotskisme, une histoire sans fard*, Paris, Syllepse, 2005, p. 64.

<sup>25</sup> BRABANT J-M., *op. cit.*, p. 104.

- le premier continue le POI d'avant-guerre. La IVe Internationale le considère comme sa section française. Par simplicité, nous le nommerons POI bien qu'il change plusieurs fois d'appellation et ne reprenne ce patronyme qu'en janvier 1943.

- le second rassemble les moliniéristes. Toujours par souci de clarté, nous nommerons Comité communiste internationaliste (CCI) leur organisation bien qu'elle adopte ce nom seulement en février 1943.

- le troisième ne réunit que quelques militants autour de David Korner, dont le pseudonyme est Barta. Cette équipe commence à diffuser un périodique, *Lutte de classes*, en octobre 1942.

Pourquoi cette division persistante ? A la fin des années 1930, les trotskystes ont convenu que l'attitude à adopter lors du conflit mondial à venir reposerait sur deux principes. Le premier, le défaitisme révolutionnaire, a été établi par Lénine. Selon lui, en temps de guerre, les révolutionnaires des pays capitalistes doivent refuser tout accord ou soutien à la bourgeoisie de leur pays. Leur préoccupation doit être de préparer une révolution ouvrière, donc de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Le second principe consiste à prôner une défense inconditionnelle de l'URSS, sans cesser de dénoncer les crimes commis par la bureaucratie russe. Pourtant, l'effondrement français du printemps 1940 et le triomphe des armées nazies surprennent et étonnent les trois groupes trotskystes. Ils déclarent maintenir leur fidélité aux principes trotskystes mais élaborent des politiques divergentes<sup>26</sup>.

Le POI insiste sur la lutte à mener contre l'envahisseur et se déclare prêt à s'allier à une fraction « nationale » de la bourgeoisie française. Il espère ainsi sortir de son isolement et gagner en influence, quitte à négliger le défaitisme révolutionnaire. Le CCI juge cette politique opportuniste. Pour lui, la question nationale est réglée depuis longtemps en France. Les ex-moliniéristes veulent aller à l'encontre des sentiments nationalistes, ils refusent tout appui ou participation à la Résistance. Cela explique pourquoi les membres du POI les traitent de sectaires. Pourtant, Henri Molinier - un dirigeant du CCI - va aller encore plus loin que ses camarades. Selon ce frère du fondateur de *La Commune*, les Allemands vont gagner la guerre. Les révolutionnaires doivent s'adapter à cette situation et entreprendre un travail dans les mouvements fascistes appelés à devenir des organisations de masse. En conséquence, ce

---

<sup>26</sup> Exposé des divergences dans DREYFUS Michel, « Les trotskystes français et la question nationale pendant la seconde guerre mondiale », *Revue d'histoire de la seconde guerre mondiale*, n°103, juillet 1976, p. 13-26.

militant adhère à un parti collaborateur, le Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat. Quant à l'URSS, H. Molinier ne la considère plus comme un état ouvrier dégénéré - comme la qualifiait Trotsky - mais le siège d'un capitalisme d'état, frère jumeau des états fascistes. D'ailleurs, avant-guerre il avait fait voter lors du congrès du PCI une déclaration définissant ainsi l'Union soviétique malgré l'opposition de R. Molinier et P. Frank, partisans de la thèse trotskyste traditionnelle<sup>27</sup>.

Les idées d'H. Molinier influencent la direction du CCI en 1940-1941 et y provoquent un âpre débat. Celui-ci s'achève le 22 juin 1941 quand l'Allemagne attaque l'Union soviétique. Pour la direction du CCI, cela prouve que ces deux états possèdent des systèmes sociaux profondément antagonistes et que le nazisme ne recèle aucun caractère progressiste. Le groupe rejette donc l'analyse d'H. Molinier. Celui-ci, d'ailleurs, reconnaît son erreur<sup>28</sup>. Par contre, le CCI maintient son refus de participer à la Résistance et privilégie l'action au sein de la classe ouvrière. A partir de 1941, cette organisation commence un travail d'implantation dans des usines. Ses militants tentent d'y impulser des « groupes ouvriers » qui mettent en avant les revendications essentiellement économiques : salaires, conditions de travail... Le CCI envoie des étudiants travailler en usine, particulièrement dans la banlieue industrielle du nord-ouest de Paris. Le rayon Puteaux-Suresnes - une subdivision du CCI - constitue la plus belle réussite de cette volonté d'implantation en milieu ouvrier. Ses militants parviennent à diffuser régulièrement des feuilles d'usine et un périodique - *Le soviet de Puteaux-Suresnes* - dans plusieurs grandes entreprises (Farman, la SACAM, Blériot, Renondin...) et aux cités avoisinantes. Pendant bien des années, ce succès sera montré en exemple dans le courant lambertiste<sup>29</sup>.

Quand au troisième groupe trotskyste, *Lutte de classes*, il adopte une ligne politique proche de celle du CCI.

Au fil du temps, la stratégie du POI - s'appuyer sur les revendications nationales des masses - se révèle infructueuse. D'autre part, la prolongation de la guerre et les souffrances qu'elle inflige aux travailleurs amènent un renouveau des luttes ouvrières (manifestations, grèves...). Tout cela amène le POI à se rapprocher des positions du CCI. Comme ce dernier,

---

<sup>27</sup> VASSEUR L., *Les moliniéristes...*, op. cit., p. 154.

<sup>28</sup> Sur cet épisode, consulter CASSARD Jean-Pierre, *Les trotskystes en France pendant la deuxième guerre mondiale (1939-1944)*, Paris, Sélis, 1981, p. 63-82. Ce travail universitaire met en valeur l'activité de P. Lambert.

<sup>29</sup> En particulier dans BROUE Pierre, « Raoul, militant trotskyste », *Cahiers Léon Trotsky*, n°56, juin 1995, p. 14-19.

il entreprend de s'implanter dans les usines. En décembre 1942, le POI adopte la stratégie du Front ouvrier visant à regrouper en dehors des organisations ouvrières traditionnelles (PC, SFIO, syndicats...) les cadres ouvriers les plus combattifs. Surtout, le POI partage de plus en plus la conviction du CCI de l'imminence d'une crise révolutionnaire. Pour les deux groupes, la Seconde Guerre mondiale connaîtra la même issue que la première : une révolution européenne succédera à la révolution russe. Afin de mieux se préparer à cette explosion révolutionnaire, le POI et le CCI mènent une discussion en 1943 puis préparent leur fusion. Par contre, le petit groupe dirigé par D. Korner refuse l'unification et demeure isolé.

## **P. Lambert durant l'Occupation**

Nous allons maintenant examiner l'activité de P. Lambert au cours de ces années sombres. Il a dû quitter son emploi de postier et abandonner ses études d'histoire. Il mène une existence difficile, clandestine et doit user de multiples pseudonymes. Il ne dispose pas d'un travail stable, ni d'ancrage dans un milieu régulier d'intervention<sup>30</sup>. En 2002, dans l'ouvrage *Itinéraires*, il évoque cette période<sup>31</sup> pour lui très importante car elle marque le début de son engagement syndical. Suivant la consigne du CCI précédemment évoquée, il entre en usine en 1941. Là, il participe avec des « non-trotskyistes » à la constitution de syndicats illégaux et découvre alors l'importance de l'activité syndicale. En effet, les moliniéristes se sont jusque-là peu investis dans ce domaine. Avant-guerre, ils conseillaient aux travailleurs de s'organiser en dehors des syndicats, comme nous l'avons vu précédemment. Le POI a davantage essayé de mener un travail dans ce domaine, même s'il n'a obtenu que des résultats limités<sup>32</sup>. Aussi, en 1941-1942, les rares militants trotskystes à avoir des responsabilités dans ces instances appartiennent au POI. Ils publient le bulletin *Informations ouvrières* destiné aux syndicalistes<sup>33</sup>.

Désormais, pour P. Lambert, la lutte des classes se situe d'abord dans chaque entreprise, par la confrontation entre la direction et les travailleurs regroupés dans leurs syndicats. Tout le reste de sa vie, P. Lambert insistera sur l'importance de ces derniers. Ils constituent l'organisation élémentaire de la classe ouvrière car ils rassemblent tous les prolétaires, quelles que soient leurs opinions politiques. De fait, P. Lambert soulignera fréquemment la nécessité

---

<sup>30</sup> PRESUMEY V., « Compléments sur Pierre Lambert », *op. cit.*

<sup>31</sup> Livre co-écrit avec Daniel GLUCKSTEIN, *op. cit.*, p. 48-58.

<sup>32</sup> *Quelques enseignements...*, *op. cit.*, p. 31-32.

<sup>33</sup> CASSARD J-P., *Les trotskystes en France...*, *op. cit.*, p. 84.



pour un responsable syndical de respecter son mandat. Il ne doit pas faire passer les intérêts de son organisation politique avant ceux des travailleurs qui l'élisent. P. Lambert reprochera toujours aux communistes de vouloir subordonner les syndicats à leur parti. Cette activité de P. Lambert au sein de ceux de la métallurgie se révèle fructueuse : en 1944, il devient secrétaire de l'union locale CGT de Clichy<sup>34</sup>. A ce moment-là, la CGT vient de se réunifier pour la seconde fois. Elle regroupe principalement deux courants : l'un réformiste et l'autre animé par les communistes.

L'engagement de P. Lambert au CCI sera aussi important sur son itinéraire ultérieur. D'abord, à cause du mode de fonctionnement de ce groupe. En effet, l'illégalité conduit le CCI à adopter des mesures très strictes d'organisation. Chaque militant se voit fixer des tâches dont sa cellule contrôle l'exécution. Cette dernière constitue l'unité de base du groupe. Elle réunit au plus 5 militants, au-dessus elle se dédouble. Entre les cellules, la direction institue un cloisonnement très strict. Par mesure de sécurité, elle groupe les stagiaires dans des cellules spécifiques, les Groupes d'études révolutionnaires (GER), isolées du reste de l'organisation. Un bureau politique dirige le CCI de manière autoritaire, acceptant difficilement les critiques<sup>35</sup>. Cette direction s'est auto-désignée à l'été 1940 et tarde à organiser un congrès pour se légitimer. Le membre principal en est Jacques Grinblat. Né en 1916, il a milité avec P. Lambert avant-guerre à Montreuil. Malgré ce passé commun les relations entre les deux hommes seront toujours conflictuelles.

Il faut insister sur la manière de militer spécifique au CCI. Les membres du groupe apparaissent comme des activistes, dogmatiques et facilement agressifs<sup>36</sup>. Une lettre du POI en décrit les membres comme des « sorbonnards qui ne manquent ni d'arrogance, ni de suffisance »<sup>37</sup>. Ce texte qualifie ces militants de « sorbonnards » car le CCI privilégie la formation. Il y consacre beaucoup d'efforts, surtout pendant les premières années de l'Occupation. Nous faisons l'hypothèse que le courant lambertiste s'inspirera plus tard de cette organisation dans son fonctionnement et le comportement de ses militants. D'ailleurs, il comptera plus de membres ayant appartenu au CCI qu'au POI<sup>38</sup>.

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>35</sup> Sur la vie intérieure du CCI voir CASSARD J-P., *op.cit.*, p. 87 et 101-105.

<sup>36</sup> BROUE P., *op. cit.*, note 48 p. 24 et PRESUMEY V., *op. cit.*, p. 12.

<sup>37</sup> CERMTRI, PCI 1944, Lettre du C.C du POI aux bolchéviks-léninistes non unitaires, février 1944.

<sup>38</sup> Parmi les membres du courant lambertiste à partir de 1955, les seuls membres du POI que nous avons identifiés sont Paul Duthel et les époux Bloch, Gérard et Lucienne.

Pourtant, à l'été 1940, le retour de P. Lambert au CCI commence mal. La direction de cette organisation lui reproche son attitude pendant son procès. Selon J-M. Brabant, elle le réintègre sous les conditions d'interdiction définitive de toute responsabilité et d'acceptation d'un statut spécial<sup>39</sup>. Malgré cela, P. Lambert se montre un militant très actif. En septembre 1940, il recrute un camarade d'enfance, Louis Eemans, employé de banque<sup>40</sup>. Les deux militants demeureront très liés jusqu'au décès de P. Lambert en 2008. Au cours d'un GER en 1941, ce dernier entre en contact avec Claude Bernard, alors étudiant en philosophie. Sous le pseudonyme de Raoul, il montre rapidement ses qualités de militant car il mène une activité fructueuse parmi les travailleurs indochinois mobilisés en France. Elle lui permet de constituer un groupe trotskyste vietnamien. Surtout, en 1942, il crée le fameux rayon Puteaux-Suresnes du PCI, précédemment évoqué. P. Lambert et Raoul demeureront dans la même organisation jusqu'en 1989. Leurs rapports seront parfois difficiles. Le second acceptera le leadership du premier mais ne se privera pas de le critiquer<sup>41</sup>.

Examinons l'intervention de P. Lambert dans les débats internes du CCI. Il se montre à l'aise dans la lutte fractionnelle où il fait preuve d'énergie et de pugnacité. A partir de l'automne 1940, sous le pseudonyme de Lejeune, il commence la rédaction d'une série de textes publiés dans le bulletin intérieur du groupe<sup>42</sup>. Dans ces documents, il argumente contre les thèses d'H. Molinier sur le capitalisme d'état - précédemment évoquées. Il répond à H. Molinier que l'analyse de Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* demeure valide. Il n'y a pas de phase intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme<sup>43</sup>. P. Lambert intervient dans ce débat en partisan de l'orthodoxie, respectueux des analyses de Lénine et Trotsky même si cela irrite ses interlocuteurs. Il gardera la même attitude dans les débats ultérieurs des organisations trotskystes auquel il appartiendra.

Au début de 1943, une minorité commence à se constituer dans le CCI. Animée par H. Molinier, cette tendance reproche à la direction son autoritarisme et ses réticences à la fusion avec le POI. Au cours de l'été, P. Lambert se sent assez sûr pour rallier la minorité. Il expose ensuite dans plusieurs bulletins intérieurs ses divergences avec la direction du CCI et

---

<sup>39</sup> BRABANT J-M., *op. cit.*, p. 113, LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 64 et NICK Christophe, *Les trotskistes*, Paris, Fayard, 2002, p. 298-299 confirment ce fait.

<sup>40</sup> Entretien de Louis Eemans avec Céline Malaisé le 20 février 2002, p. 1.

<sup>41</sup> Sur Raoul, consulter BROUE P., « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*

<sup>42</sup> CERMTRI, Bulletins intérieurs du CCI 1940-1941 Textes Lejeune. Nous avons étudié particulièrement « Economie dirigée, économie de crise, économie de guerre » et « L'impérialisme stade supérieur du capitalisme ».

<sup>43</sup> « L'impérialisme, stade supérieur du capitalisme », *op. cit.*

J. Grinblat. Il reproche à ce dernier son profond mépris pour l'expérience de la classe ouvrière. Selon lui, J. Grinblat veut imposer aux travailleurs des mots d'ordre et des objectifs de lutte. Pour P. Lambert, l'élaboration d'une perspective de combat dans la classe ouvrière doit s'appuyer sur l'expérience de celle-ci. Il presse le CCI d'étudier les combats concrets que mènent les travailleurs. Il pourra ensuite en dégager des leçons et des mots d'ordre afin d'avoir une vraie ligne d'intervention parmi les prolétaires<sup>44</sup>. Nous remarquons dans ces arguments de P. Lambert l'influence de M. Pivert. Nous avons vu précédemment ce dernier reprocher aux trotskystes de vouloir imposer leurs idées aux travailleurs. P. Lambert fait la même critique à J. Grinblat. Plus généralement, nous soulignons l'importance de la classe ouvrière pour P. Lambert. Elle se situe au centre de son univers mental, ses analyses reviennent toujours vers celle-ci. D'ailleurs, il la nomme la « classe ». Dans un autre texte, il critique la décision de la direction du CCI d'envoyer des étudiants en usine. Il considère cette mesure comme une manipulation de la classe ouvrière alors qu'il se fait une haute idée de celle-ci. P. Lambert préconise plutôt de recruter de jeunes ouvriers<sup>45</sup>.

Rapidement, les relations entre la minorité et la direction du CCI se dégradent. Cette dernière ne permet pas aux opposants de se concerter, aussi ils passent outre. Ainsi, P. Lambert commet un acte d'indiscipline. Chargé de la formation d'un groupe de stagiaires, il tente de les gagner à la minorité. Une stagiaire en informe la direction du CCI<sup>46</sup>. En conséquence, cette dernière exclut P. Lambert le 12 janvier 1944 puis plusieurs autres membres de la minorité - dont H. Molinier. Pour P. Lambert, il s'agit de la troisième exclusion en moins de dix ans. Mais, il ne se laisse pas démoraliser : toute sa vie, il sera d'une très grande ténacité. Il obtient son adhésion au POI.

## **Naissance du PCI**

De longues discussions précèdent la fusion entre le POI et le CCI. Cela permet au groupe Octobre de se joindre à eux. Précédemment constitué, il réunit moins de vingt militants. Henri Molinier en est l'inspirateur. Il compte dans ses rangs Michel Lequenne, un militant de 22 ans récemment acquis au trotskysme.

---

<sup>44</sup> CERMTRI, CCI – Documents et bulletins intérieurs 1943-1944, *Bulletin intérieur du CCI*, n° 23, octobre 1943, p. 23.

<sup>45</sup> CERMTRI, CCI – Documents et bulletins intérieurs 1943-1944, « Projet de résolution pour le congrès du PCI », p. 4.

<sup>46</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 96.

Nous avons précédemment évoqué le grand isolement des noyaux trotskystes européens à partir de 1940. Les contacts avec les Etats-Unis cessent presque totalement. Néanmoins, mus par leurs convictions internationalistes, ces groupes cherchent à rétablir des liaisons. A partir de 1942, le POI et la section trotskyste belge commencent à se concerter. Ils forment un secrétariat provisoire européen qui va constituer le point de ralliement des autres trotskystes du continent. Un de ses membres, Michel Raptis, joue un rôle de plus en plus important. Ce militant trotskyste grec prônait en 1933 – comme son organisation – le maintien de la stratégie de redressement de l'IC. De même, en 1934, il s'est opposé à l'entrée des trotskystes français dans la SFIO<sup>47</sup>. M. Raptis est expulsé de son pays en 1937. Il réside ensuite en France et participe à la conférence de fondation de la IVe Internationale. Il adopte le pseudonyme de Pablo avec lequel il sera connu dans le mouvement trotskyste international. Habitué à la clandestinité en Grèce, il se révèle un organisateur hors pair et devient le membre le plus important du secrétariat provisoire européen. Sous son égide, la première conférence européenne de la IVe Internationale se tient en février 1944, près de Beauvais.

Les membres de cette assemblée demeurent fidèles aux enseignements de Trotsky. Pour eux, les défaites des armées fascistes annoncent une explosion révolutionnaire plus importante qu'en Allemagne en novembre 1918. Elle embrasera toute l'Europe. Pour assurer le succès de cette crise révolutionnaire, l'existence d'une avant-garde organisée se révèle indispensable. Afin que le mouvement trotskyste puisse jouer ce rôle, la conférence proclame la reconstruction de la IVe Internationale en Europe. Elle décide que chaque section de la IVe sur ce continent portera désormais le nom de Parti (ou groupe) communiste internationaliste (section - nom du pays - de la IVe Internationale). Elle devra respecter les principes léninistes de fonctionnement. Ainsi, elle appliquera le centralisme démocratique : liberté totale dans la discussion puis stricte application des décisions majoritaires. Chaque section nationale aura pour unité élémentaire la cellule, constituée sur la base de l'entreprise et dont les membres élisent un secrétaire. Les cellules devront être regroupées en rayons puis en région. Ces structures demeureront sous le contrôle des organismes centraux<sup>48</sup>.

Depuis 1940, le Secrétariat international (SI), la direction de la IVe Internationale, se trouve aux Etats-Unis. La disparition de Trotsky l'a gravement affaibli, la section américaine

---

<sup>47</sup> BROUE Pierre, « Michel Pablo », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 57, mars 1996, p. 118.

<sup>48</sup> PRAGER Rodolphe (sous la direction de), *Les congrès de la quatrième internationale, tome 2 : l'Internationale dans la guerre (1940-1946)*, Paris, Editions la Brèche, 1981, p. 263-267.

- le Socialist Workers Party (SWP) - lui étant d'un faible secours. En fait, la IVe Internationale se trouve en sommeil. La conférence européenne de février 1944 marque son réveil. Pour les militants, le mérite revient surtout à M. Pablo. Dans le fonctionnement de l'Internationale, il va jouer un rôle de plus en plus important.

Malgré de nombreuses difficultés, la conférence parvient à réunifier les trotskystes français alors que Trotsky a échoué. Elle condamne la déviation « social-patriotique » du POI : il a préconisé un accord avec la fraction « nationale » de la bourgeoisie française. De manière symétrique, elle juge sectaire « de gauche » la politique menée par le CCI. La conférence lui reproche d'avoir critiqué le mouvement de résistance des masses populaires à l'impérialisme allemand<sup>49</sup>.

Surtout, l'assemblée fixe les modalités de la fusion des trois organisations et impose une direction provisoire au nouveau parti. Suivant les consignes de la conférence, le nouveau parti s'intitule PCI et se dote d'organismes centraux : comité central et bureau politique. Le premier forme une instance dirigeante large, ses membres devant être élus lors de chaque congrès de l'organisation. Le comité central dispose d'un exécutif restreint, le bureau politique, constitué avec certains de ses membres. *La Vérité*, précédemment publié par le POI, devient l'organe du nouveau parti. La mise en place du PCI s'avère laborieuse : pendant un temps, il fonctionne davantage comme une juxtaposition de tendances que comme un vrai parti. De plus, des arrestations de militants surviennent périodiquement, jetant le trouble dans l'organisation<sup>50</sup>. Néanmoins, le PCI unifié se prépare aux événements révolutionnaires annoncés comme imminents. Il prévoit leur commencement dans les usines. Le PCI appelle donc à la constitution de groupes ouvriers afin de préparer la grève générale qui suivra le débarquement anglo-américain. Toujours dans les usines, il préconise la constitution de milices ouvrières. Cet intérêt pour les centres prolétariens amène les trotskystes à négliger les maquis. De même, ils n'entretiennent que des rapports ponctuels avec la Résistance officielle<sup>51</sup>.

---

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 242-243.

<sup>50</sup> CRAIPEAU Yvan, *Contre vents et marées*, Paris, Savelli, 1977, p. 254-261.

<sup>51</sup> Ainsi, en 1943, Marcel Hic – principal dirigeant du POI - entre en relation avec Jean Moulin. L'arrestation de ce dernier en juin 1943 puis celle de M. Hic en octobre mettent pratiquement fin aux contacts entre le POI et la direction de la Résistance. Voir sur ce point CRAIPEAU Yvan, *Contre vents et marées*, *op. cit.*, p. 181-182.

## **Le PCI à la Libération**

Le 6 juin 1944, les armées anglo-américaines débarquent en Normandie. Après de durs combats, elles percent le front le 1<sup>er</sup> août à Avranches et refoulent les troupes allemandes. A la fin du mois de septembre 1944, la plus grande partie du territoire français est libérée. La rapidité de cette victoire des Alliés s'explique en partie par l'action de la Résistance et l'appui de la population française. Par exemple, Paris se soulève dans la semaine du 19 au 25 août, facilitant l'arrivée de la division blindée du Général Leclerc et la capitulation de la garnison allemande. Le PCI participe aux combats. Au cours de ceux-ci, H. Molinier trouve la mort, tué le 23 août par un obus allemand. Le PCI réussit à animer des comités d'usine. Le rayon Puteaux-Suresnes, précédemment évoqué, parvient à organiser des occupations d'entreprises et quelques milices ouvrières<sup>52</sup>. Toutefois, les travailleurs sont entrés en lutte en appui aux « libérateurs » anglo-américains, mais pas pour leur propre compte comme leur conseillait le PCI. Dans la France libérée, il règne un climat de joyeux patriotisme bien éloigné de l'explosion sociale prévue par les trotskystes. Les organisations traditionnelles de la classe ouvrière – partis et syndicats – connaissent un afflux d'adhésions. En particulier, le Parti communiste attire à lui les couches les plus larges du prolétariat. Son prestige se trouve à son zénith mais il ne s'en sert pas pour œuvrer à une révolution socialiste. Les communistes reconnaissent l'autorité du général de Gaulle, arrivé à Paris dès le 25 août, et participent – avec les socialistes – à son gouvernement. Ils font de la guerre contre l'Allemagne et de la reconstruction économique les tâches prioritaires des travailleurs et s'opposent aux grèves. Le PC liquide progressivement les quelques comités ouvriers impulsés par les trotskystes.

Malgré ses espoirs, le PCI demeure bien faible. Il constate le retard de la révolution et l'explique par la force du PCF, le poids de l'impérialisme américain et la renaissance des illusions démocratiques. Néanmoins, selon lui, la bourgeoisie française n'arrivera pas à améliorer la situation économique et sociale, cela amènera une nouvelle crise révolutionnaire. Pour la préparer, l'organisation trotskyste ajuste son programme à l'automne 1944. Elle remplace l'appel à la formation des milices ouvrières par la mise en œuvre d'un plan de reconstruction de l'économie du pays. La CGT devrait élaborer celui-ci et en contrôler l'exécution. Désormais, le PCI insiste sur la nécessité d'améliorer les conditions de vie et de

---

<sup>52</sup> BROUE P., *Raoul, op. cit.*, p. 27-28.

travail<sup>53</sup>. Il constate l'appui de la classe ouvrière à ses organisations traditionnelles, en premier lieu le PCF et la SFIO. En conséquence, il appelle ces derniers à rompre avec le général de Gaulle, jugé réactionnaire, et avec un parti « bourgeois » comme le Mouvement républicain populaire (MRP), lequel participe au gouvernement. Le PCI somme les deux partis ouvriers de constituer un front unique. Nous allons expliciter cette tactique élaborée en 1921-1922 par l'Internationale communiste (IC). Celle-ci constatait que les jeunes partis communistes demeuraient minoritaires dans la classe ouvrière face aux organisations réformistes. L'IC préconisait aux PC de proposer publiquement à ces organisations de lutter ensemble pour satisfaire les revendications syndicales et politiques communes à tous les travailleurs. En fait, cet appel à constituer un front unique visait aussi à démasquer les dirigeants réformistes devant les prolétaires. A la Libération, le front unique préconisé par le PCI est purement propagandiste vu la faiblesse numérique de ce dernier. Le parti avance aussi le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan, déjà présent dans le *Programme de transition*.

Quand, le 8 mai 1945, l'Allemagne capitule enfin, la situation économique conforte les trotskystes dans leur attente d'une crise révolutionnaire. La France se trouve, comme toute l'Europe, dans une situation dramatique. Les travailleurs connaissent d'énormes difficultés de ravitaillement et les lenteurs de la reconstruction. Le général de Gaulle démissionne en janvier 1946 mais les gouvernements tripartites – PCF, SFIO, MRP – qui lui succèdent mènent la même politique. Ils bloquent les salaires alors que les prix continuent d'augmenter. Le mécontentement des ouvriers permet aux trotskystes de participer à certaines de leurs luttes. Ainsi, ils participent au mouvement de grève de l'été 1946 aux PTT. Celui-ci s'explique par les revendications salariales des postiers et leur crainte d'être désavantagés dans le statut de la fonction publique en préparation. *La Vérité* titre « Vive la grève des postiers » et consacre tout un numéro au mouvement<sup>54</sup>. Deux postiers, membres du PCI, se distinguent au cours de la lutte : Charles Margne et Henri Lafivière. Sur leurs lieux de travail respectifs, le central télégraphique et le bureau central du XIII<sup>e</sup> arrondissement, ils contribuent à la mise en place de comités de grève élus démocratiquement par des assemblées générales<sup>55</sup>.

---

<sup>53</sup> CERMTRI, PCI 1944, « Stratégie et tactique dans la crise révolutionnaire », *Bulletin intérieur du PCI*, novembre 1944.

<sup>54</sup> N° du 5 août 1946.

<sup>55</sup> Selon leurs biographies dans le *Maitron*.

Comme prévu lors de l'unification en 1944, le PCI organise ses militants par cellules. Celles-ci relèvent de trois types :

- les cellules d'entreprise. Le PCI les qualifie ainsi quand plusieurs de ses membres travaillent dans la même usine ou le même établissement administratif. Ils y mènent une activité syndicale mais aussi politique en y propageant les mots d'ordre du parti. La majorité des activités de la cellule concernent cet établissement, même si ses militants interviennent ponctuellement dans des usines proches.

- les cellules corporatives regroupent des militants exerçant le même métier mais dans des établissements différents. Ce mode de groupement leur permet d'abord de coordonner leurs activités syndicales. Ainsi, il y aura plus tard des cellules Instituteurs, Employés, Postiers...

- les cellules locales dont toutes les activités concernent une commune ou un quartier de celle-ci : vente régulière de *La Vérité*, organisation de réunions de sympathisants, suivi des activités de la municipalité, travail dans des organisations locales... Nous citerons comme exemple la cellule Banlieue Sud qui intervient surtout au quartier la Butte Rouge de Chatenay-Malabry.

Cette classification se révèle parfois peu opératoire : certaines cellules possèdent des caractéristiques de deux des catégories citées. Ainsi, la cellule XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> intervient dans ces deux arrondissements parisiens tout en menant un travail parmi les employés<sup>56</sup>.

Le PCI, comme la conférence européenne<sup>57</sup>, privilégie la création de cellules d'entreprises<sup>58</sup>. Proches de la classe ouvrière, elles lui paraissent susceptibles de prendre la direction d'usines ou d'établissements en cas de mouvement social. Surtout, le PCI vise leur mise en place dans la métallurgie, où avaient commencé les grèves du Front populaire. Le parti atteint partiellement son objectif à l'été 1946 : sa première cellule d'entreprise relève de cette branche. Elle regroupe sept ouvriers de la grande usine d'aviation Caudron, située à Issy-les-Moulineaux. Simonne Minguet, figure de proue de la cellule, a raconté son histoire dans un livre de souvenirs consacré à cette époque<sup>59</sup>. Les sept militants occupent des responsabilités syndicales à des échelons divers et diffusent périodiquement une feuille

---

<sup>56</sup> CERMTRI, PCI 1950, *Rapport d'activité et d'orientation du bureau régional parisien*, p. 10-15.

<sup>57</sup> PRAGER R., *Les congrès de la quatrième internationale, tome 2...*, *op. cit.*, p. 264.

<sup>58</sup> CERMTRI, PCI 1946, « Thèses politiques et d'organisation présentées par la majorité du CC », février 1946, p. 29.

<sup>59</sup> MINGUET Simonne, *Mes années Caudron une usine autogérée à la Libération (1944-1948)*, Paris, Syllepse, 1997, 142 p.



d'usine, *La Vérité-Caudron*<sup>60</sup>. Les mois suivants, le PCI parvient à créer quelques autres cellules d'entreprise, selon nous pas plus d'une demi-douzaine. Comme Caudron, les plus actives se trouvent dans la banlieue ouest : à la Régie Renault – dont nous évoquerons la naissance un peu plus loin - et dans les sociétés Chausson et Unic - situées respectivement à Asnières et à Puteaux<sup>61</sup>. La cellule de l'usine Chausson a pour principal animateur un jeune métallurgiste nommé Daniel Righetti<sup>62</sup>. En butte aux menées patronales et à celles du PCF, ces cellules d'entreprise mènent une existence difficile. Ainsi, en février 1947, la direction de Caudron profite d'un plan de licenciement pour éliminer cinq des sept membres de la cellule<sup>63</sup> !

Surtout, le PCI recrute bien moins d'ouvriers que d'étudiants. Ainsi Pierre Broué<sup>64</sup>, jeune ardéchois inscrit en khâgne au lycée Henri IV, rejoint alors le PCI. Il essaye d'attirer à l'organisation ses relations du lycée mais il se heurte à la consigne : recruter trois ouvriers pour un étudiant<sup>65</sup>. Le PCI aspire à recruter des travailleurs « du type normal : mariés, pères de famille, travaillant en semaine et sortant le dimanche »<sup>66</sup>. Pourtant, malgré les quelques progrès accomplis, son implantation dans les entreprises demeure marginale : de l'ordre de la centaine de militants<sup>67</sup>.

Sur le plan électoral, le PCI présente des candidats aux élections constituintes puis législatives de 1946 destinées à mettre en place les institutions de la IV<sup>e</sup> République. Il subit pour cela de nouvelles attaques du Parti communiste qui sabote les campagnes électorales des trotskystes. Par exemple, nous évoquerons les incidents survenus durant celle de Gérard Bloch. Né en 1920, ce dernier adhère au POI en 1938. Déporté à Dachau pendant la Seconde Guerre mondiale, sa santé en restera irrémédiablement affectée. A son retour, G. Bloch rejoint le PCI. Ce dernier le présente comme tête de liste dans le Puy-de-Dôme aux élections de juin 1946. Le PCF le traite d'« hitlérien » dans son hebdomadaire local et par voie d'affiches. G. Bloch intente alors un procès en diffamation aux responsables du périodique. Le tribunal

---

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 111.

<sup>62</sup> LEQUENNE M., « Continuité et discontinuité du « lambertisme » (Contribution à l'histoire d'une dégénérescence) », *Critique Communiste*, n°7, 1976, p. 120.

<sup>63</sup> MINGUET S., *Mes années Caudron...*, *op. cit.*, p. 95.

<sup>64</sup> BROUE Pierre, *Souvenirs et portraits*, *op. cit.* Sur P. Broué, signalons aussi le n°11 de la revue *Dissidences*, mai 2012, qui lui est consacré.

<sup>65</sup> BROUE Pierre, *Souvenirs et portraits*, *op. cit.*, 39.

<sup>66</sup> CERMTRI, PCI 1946, « Thèses politiques... », *op. cit.*

<sup>67</sup> Il s'agit d'un ordre de grandeur, estimé à partir de l'effectif du réseau Front ouvrier cité plus loin (150) auquel nous avons retranché une cinquantaine de sympathisants.

lui donne raison<sup>68</sup>. Finalement, malgré quelques résultats encourageants, les scores électoraux du PCI s'avèrent médiocres : ses 16 listes départementales obtiennent quelques 60 000 voix aux élections de novembre 1946.

Pour préparer l'explosion révolutionnaire qu'ils pensent proche, un certain nombre de militants du PCI se dépensent sans compter. Cet activisme paraît même exagéré à la direction. L'organisation n'arrive pas à fonctionner de manière méthodique et ordonnée car chez de nombreux militants à des phases d'activité frénétique succèdent des périodes d'abattement. En conséquence, beaucoup de nouveaux adhérents abandonnent au bout de quelques mois, épuisés. Le comité central juge très mauvais l'état de santé de nombreux militants du parti<sup>69</sup>. Après quelques progrès, l'effectif de celui-ci stagne entre 700 et 800 membres. La direction le qualifie de « parti-passoire »<sup>70</sup>. Selon Cornélius Castoriadis, le PCI ne compte comme membres en février 1949 que le dixième de ceux qui y ont adhéré depuis 1944<sup>71</sup>. Le « piétinement » du PCI provoque en son sein des discussions sur la stratégie à adopter. En 1946, elles aboutissent à la constitution de quatre tendances que nous allons présenter succinctement.

La tendance « droitière » - nommée ainsi par les autres courants du PCI - a pour principaux animateurs d'anciens dirigeants du POI : Albert Demazière, Paul Parisot, Yvan Craipeau et Roland Filiatre. Elle regroupe approximativement la moitié des membres du PCI. Ce courant se veut réaliste : il pense peu probable une prochaine crise révolutionnaire. En fait, il se montre sceptique sur la possibilité de construire un grand parti révolutionnaire, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. La « droite » propose donc de réviser le programme trotskyste afin de pouvoir constituer un regroupement « large » avec d'autres organisations. Les « droitiers » se concertent déjà avec les Jeunesses socialistes (JS), car celles-ci partagent les critiques des trotskystes sur la politique suivie par le gouvernement et jugent néfaste la participation des socialistes à ce dernier. D'ailleurs, plusieurs « droitiers » constituent une fraction clandestine au sein des JS. L'un d'entre eux, André Essel, devient même un des dirigeants des Jeunesses sous le pseudonyme de Dunoyer<sup>72</sup>.

---

<sup>68</sup> Selon sa biographie dans le *Maitron*.

<sup>69</sup> CERMTRI, PCI 1946, « Thèses politiques... », *op. cit.*, p. 9-24.

<sup>70</sup> Selon LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 129 et MARIE Jean-JACQUES, *Trotsky et les trotskystes*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 101-102.

<sup>71</sup> « Les bouches inutiles », *Socialisme ou barbarie*, n° 1, mars-avril 1949, p. 108.

<sup>72</sup> Voir sur ce sujet AYME Jean-Jacques, *Jeunesses socialistes 1944-1948*, Nantes, Amalthé, 2008.

La tendance dite « de gauche » du PCI se veut d'une stricte orthodoxie trotskyste : cela la conduit parfois à céder au dogmatisme. Elle attend un développement révolutionnaire « à la 36 » où le stalinisme serait débordé. Aussi, cette tendance se veut attentive à tous les frémissements de la lutte des classes afin d'y intervenir aussitôt. D'ailleurs, elle regroupe un peu moins de la moitié des membres de l'organisation mais la grande majorité des militants d'entreprise.

Présentons les principaux dirigeants de la « gauche ». Parmi ceux-ci, P. Frank est le plus âgé et le plus expérimenté. Arrivé en Grande-Bretagne à la veille de la déclaration de guerre, il est arrêté par les autorités anglaises en octobre 1940 puis interné dans l'île de Man jusqu'en novembre 1943. Libéré, il reprend ses activités militantes et entre en relation avec les trotskystes anglais dont Gerry Healy, futur dirigeant de la section britannique. Revenu à Paris en février 1946, P. Frank devient membre du Secrétariat International et du bureau politique du PCI. Il dirige la revue en français de la IV<sup>e</sup>, *Quatrième Internationale*<sup>73</sup>. Nommons aussi Marcel Bleibtreu. Il a rejoint les trotskystes en 1934, à 16 ans. Médecin, il continue de militer et devient secrétaire politique du PCI en février 1946<sup>74</sup>. Citons aussi J. Grinblat, la fonctionnaire au ministère du Travail Lucienne Abraham – que nous nommerons par son pseudonyme Michèle Mestre - et le postier Marcel Gibelin – spécialisé dans les questions syndicales. Pour clore cette liste, mentionnons P. Lambert dont nous examinerons plus loin les raisons de son ascension.

L'ancien clivage entre POI et moliniéristes semble dépassé : M. Gibelin et M. Bleibtreu viennent du premier, P. Frank, J. Grinblat et P. Lambert de l'autre groupe.

Après la présentation des deux tendances principales du PCI en 1946-1948, nous allons examiner les deux autres, aux effectifs très restreints. Leur point commun réside dans le rejet radical du système stalinien, ce qui les amène à contester la caractérisation trotskyste de l'URSS comme un état ouvrier dégénéré. Le courant animé par Cornélius Castoriadis et Claude Lefort envisage la bureaucratie stalinienne comme une nouvelle forme de société de classe et d'exploitation qu'on ne saurait défendre. Selon lui, les communistes français constituent l'embryon de cette classe bureaucratique dans notre pays. Pour empêcher celle-ci de prendre le pouvoir et d'exploiter les travailleurs à la place de la bourgeoisie, les

---

<sup>73</sup> Selon sa biographie du *Maitron*.

<sup>74</sup> Selon sa biographie du *Maitron*.

révolutionnaires doivent donc combattre énergiquement le PCF<sup>75</sup>. La seconde tendance, animée par Marcel Penetier et Jacques Gallienne, analyse l'URSS comme une société de « capitalisme d'état ».

Depuis longtemps, le mouvement trotskyste discute de la nature de l'URSS. Ainsi, nous avons cité précédemment le cas d'H. Molinier qui refusait de considérer celle-ci comme un état ouvrier dégénéré. En 1946, sur ce sujet, les tendances Castoriadis-Lefort et Penetier-Gallienne provoquent un nouveau débat qui paraît ésotérique à bien des militants. Surtout, l'existence de ces quatre tendances pose problème au PCI dans la mesure où leurs divergences ne cessent de s'accroître. Ce parti, difficilement unifié en 1944, devient la proie d'âpres débats internes qui accentuent ses difficultés.

Nous venons d'examiner la situation du PCI à l'issue du second conflit mondial. En complément, il nous paraît indispensable de résumer celle du mouvement trotskyste international. Celui-ci continue de se réorganiser à partir du Secrétariat européen animé par M. Pablo. En 1946, une conférence de l'Internationale se tient à Paris avec des délégués de dix sections. L'assemblée élit un nouveau Comité exécutif international (CEI), lequel désigne à son tour un Secrétariat international (SI) où M. Pablo conserve la prééminence. La conférence programme la tenue d'un congrès mondial. Surtout, elle se refuse à changer la perspective énoncée par Trotsky huit ans plus tôt d'une guerre imminente, de la disparition des régimes bourgeois démocratiques et du déferlement d'une puissante vague révolutionnaire. L'assemblée se situe donc sur la même ligne que la gauche du PCI.

### **L'ascension de P. Lambert**

Au cours de cette période 1944-1946, la situation de P. Lambert s'améliore notablement. D'abord du point de vue professionnel : il devient contrôleur des allocations familiales, poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1980. Ce nouveau métier possède le grand avantage de lui laisser beaucoup de temps libre<sup>76</sup>. Il dispose ainsi d'un net avantage par rapport aux autres militants absorbés par leurs activités professionnelles. Ensuite, sa position dans le mouvement trotskyste s'améliore. Au début de 1944, nous avons évoqué sa condition de militant exclu du CCI, marginalisé. Au cours de cette même année, il devient un membre reconnu du PCI. Il

---

<sup>75</sup> CERMTRI, PCI 1947, « La situation française et la politique du PCI » dans *Bulletin intérieur du PCI*, n° 42, octobre 1947.

<sup>76</sup> LANDAIS Karim, « Entretien avec P. Broué » dans *Passions militantes et rigueur historique*, tome 1, 2006, p. 303-304.

assure la responsabilité de son rayon Paris Nord et participe à son premier congrès en novembre comme délégué. Nous expliquons cette progression de deux manières. D'abord, par le manque de militants expérimentés au PCI : une bonne partie des cadres trotskystes ont été déportés ou emprisonnés pendant la guerre, tandis que d'autres abandonnaient le militantisme. Par contre, en 1944 le PCI recrute, même si c'est en beaucoup plus faible proportion que le Parti communiste. Une nouvelle génération de militants trotskystes apparaît<sup>77</sup> et elle a beaucoup à apprendre. Cette situation valorise les militants expérimentés, déjà présents avant-guerre, comme P. Lambert. Surtout, nous avons déjà indiqué que ce dernier avait milité à la CGT alors que cette dernière se reconstruisait, aux plus sombres moments de l'Occupation. À la Libération, la confédération voit ses effectifs approcher quatre millions d'adhérents au début de l'année 1945<sup>78</sup>. Là aussi, l'expérience de P. Lambert est appréciée. Nous avons vu qu'il devient secrétaire de l'union locale CGT de Clichy. Il manifeste de telles qualités dans l'activité syndicale qu'il devient le responsable « jeunes » de la confédération dans la région parisienne, sous le nom de Temansi<sup>79</sup>. Selon M. Lequenne, la direction du PCI découvre alors qu'un trotskyste risque d'accéder à un poste important de la CGT. Elle craint que cela provoque un scandale et d'être accusée de provocation. Elle demande donc à Temansi de disparaître, ce qu'il fait<sup>80</sup>. Nous insistons sur l'importance de cet épisode : P. Lambert aura toujours le regret de ne pas avoir été un dirigeant syndical important<sup>81</sup>. Cela contribue à expliquer ses bons rapports avec les responsables syndicaux même s'ils sont éloignés de lui politiquement. Cet épisode a une autre conséquence : il adopte en 1945 le nouveau pseudonyme de Lambert<sup>82</sup>. Il va être désormais connu sous cette dénomination.

Nous avons précédemment évoqué la stratégie Front ouvrier. Sous l'Occupation, elle correspondait à la nécessité de former des groupes clandestins, embryons des futurs soviets. Pour P. Lambert, cette orientation était inadaptée : elle empêchait les trotskystes d'intervenir dans l'action réelle des travailleurs et les marginalisait<sup>83</sup>. Au premier congrès du Parti, en

---

<sup>77</sup> LANUQUE Jean-Guillaume, « Les trotskystes dans le Maitron », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 79, décembre 2002, p. 47-54.

<sup>78</sup> PROST Antoine, *Autour du Front populaire*, Seuil, 2006, p. 219.

<sup>79</sup> Selon la notice du *Maitron* (rédigée par P. Broué) et LEQUENNE M., *Le trotskisme..., op. cit.*, p. 111-112.

<sup>80</sup> *Ibid.* p. 112.

<sup>81</sup> Entretien avec J. Sanvoisin le 25/10/2009. J. Sanvoisin a milité à l'OCI-PCI de 1966 à 1984.

<sup>82</sup> Ce pseudonyme apparaît dans la lettre CERMTRI, PCI 1945, « Demande de reconnaissance du réseau Front ouvrier ».

<sup>83</sup> CERMTRI, PCI 1946, *Bulletin intérieur*, n°24, avril-mai 1946, p. 11.

novembre 1944, il appartient à la majorité des délégués qui préconise d'aller dans les organisations de masse pour y influencer les travailleurs. En conséquence, l'orientation Front ouvrier évolue : elle consiste désormais à militer dans les syndicats et y construire une tendance lutte de classe<sup>84</sup>. Nous insistons sur l'importance de cette nouvelle stratégie syndicale du PCI. Elle s'apparente à celle menée en 1929-1930 par les trotskystes français de participation à l'Opposition unitaire. Nous avons mentionné les réserves de Trotsky à ce propos.

La stratégie Front ouvrier avait donné naissance à un périodique du même nom, dont la plupart des rédacteurs étaient trotskystes. A cause de la modification de cette stratégie, *Front ouvrier* inaugure en décembre 1945 une nouvelle série comme « organe d'information et de discussion syndicale »<sup>85</sup>. Le périodique constate que les communistes dirigent de fait la CGT où ils sont devenus majoritaires. Pour *Front ouvrier*, la confédération soutient le gouvernement tout en empêchant les révolutionnaires de s'y exprimer. Il engage donc la lutte pour le « redressement » de la CGT<sup>86</sup>.

Nous avons évoqué précédemment le groupe autour de D. Korner. Il prend le nom d'Union communiste (IVe Internationale) à la Libération. A partir de juillet 1945, une discussion commence entre cette organisation et le PCI en vue d'une éventuelle fusion. Mais, les divergences entre les deux groupes s'avèrent trop importantes : le débat s'arrête au bout de quelques mois sur un constat de désaccord. Nous remarquons l'importance de la stratégie syndicale dans la discussion. L'Union communiste met en cause l'orientation Front ouvrier du PCI. Elle reproche à ce dernier son « fétichisme d'organisation » car il veut construire au niveau national une opposition dans la CGT. L'Union communiste situe son action au niveau de l'entreprise : elle vise à y regrouper les travailleurs hostiles à l'orientation actuelle de la CGT, qu'ils soient syndiqués ou non<sup>87</sup>.

Par contre, la nouvelle démarche syndicale du PCI convient si bien à P. Lambert qu'il devient en 1945 responsable de l'organisation des groupes Front ouvrier dans les entreprises<sup>88</sup>. Au même moment, il accède à la direction de la commission syndicale du PCI<sup>89</sup>.

---

<sup>84</sup> CERMTRI, PCI 1944, « Résolution sur l'abandon du Front ouvrier », *Bulletin intérieur du PCI*, novembre 1944.

<sup>85</sup> N° 1, 18 décembre 1945, p. 1.

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> KORNER David, « Réponse à *Front ouvrier* », 20 janvier 1946 disponible sur le site web marxists.org et consulté le 28/2/2018.

<sup>88</sup> CERMTRI, PCI 1945, « Demande de reconnaissance du réseau Front ouvrier », *op. cit.*

Dans celui-ci, une commission a pour objectifs d'élaborer la politique du parti pour un travail déterminé et d'aider les militants à résoudre les difficultés pratiques rencontrées dans ce travail<sup>90</sup>. Persuadé de l'importance de la commission syndicale, P. Lambert préconise pour chaque profession représentée au PCI la constitution d'un bureau de coordination dont le responsable siégera dans celle-ci. En fait, cela revient à organiser à partir de la commission une bonne partie de l'activité du parti. Son nouveau responsable prévoit même la mise en place d'une école du militant syndical qui ne verra pas le jour<sup>91</sup>.

Pour P. Lambert, la décision du PCI de construire une tendance lutte de classe dans la CGT permettra aux trotskystes de s'implanter dans la classe ouvrière. Voilà son raisonnement :

« En général, un parti révolutionnaire, quelles que soient ses forces, n'engage que très rarement une action des masses sous sa propre organisation. Le parti révolutionnaire s'appuie, presque toujours, sur des formes d'organisation larges de la classe ouvrière qu'il entraîne au combat. Ces formes sont, soit de type soviétique, soit quand ces formes de type soviétique ne sont pas posées par la situation, les formes syndicales »<sup>92</sup>.

Il donne pour objectif à la tendance de rassembler tous les syndiqués - y compris des socialistes et des communistes - sur trois mots d'ordres revendicatifs : échelle mobile des salaires, nationalisation sans indemnité ni rachat et plan de production exécuté sous contrôle ouvrier. En plus de cette plate-forme revendicative, la tendance devrait mener son action sous les principes de la lutte de classe, de la démocratie ouvrière et de l'internationalisme prolétarien<sup>93</sup>. Pour P. Lambert, la justesse de ces quelques mots d'ordre ou principes ralliera bien plus facilement les travailleurs que le programme du PCI. D'ailleurs, la tendance à construire ne doit pas s'apparenter à une opposition trotskyste dans la CGT. En conséquence, il conseille aux membres du PCI dans les entreprises de se présenter en syndicalistes révolutionnaires. Cette orientation nous paraît importante : il montre ainsi sa sympathie pour ce courant qui a été dominant dans la CGT d'avant 1914 et a marqué profondément le

---

<sup>89</sup> Dans son ouvrage *Le trotskisme, une histoire sans fard*, M. Lequenne mentionne Marcel Gibelin comme responsable de cet organisme avec P. Lambert (p. 268). Mais, l'examen des textes d'époque déposés au CERMTRI nous amène à identifier ce dernier comme son seul dirigeant. Nous signalons aussi que la brochure *Quelques enseignements de notre histoire*, op. cit. qualifie cette commission d'« ouvrière ». Selon nous, cet intitulé est postérieur aux années 1940, les textes de cette époque la nomment « commission syndicale ».

<sup>90</sup> CERMTRI, PCI 1945, *Bulletin intérieur n° 19*, p. 11.

<sup>91</sup> LAMBERT Pierre, CERMTRI, PCI 1946, « Projet de résolution sur les luttes revendicatives », septembre 1946, p. 9.

<sup>92</sup> CERMTRI, PCI 1949, *Comité central des 2-3 juillet 1949*, p. 8.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 26.

mouvement ouvrier français<sup>94</sup>. Vu son importance pour notre sujet, nous allons le présenter succinctement puis étudier l'attitude des trotskystes à son égard.

## Syndicalisme révolutionnaire et trotskysme

Comme d'autres tendances socialistes de l'époque, le syndicalisme révolutionnaire croit en la lutte des classes. Il se donne pour objectif d'abolir le capitalisme en mettant fin au patronat et au salariat. Pour y parvenir, il préconise la destruction de l'Etat qui assure la pérennité du système en place. Par contre, ce courant se singularise par sa défiance de la politique : il rejette les partis, trop intégrés à son goût aux mécanismes de la société bourgeoise. Selon lui, les syndicats peuvent répondre aux aspirations et aux besoins de la classe ouvrière. En effet, comme ils sont ouverts à tous les travailleurs, ils les unissent et les accompagnent dans leur lutte quotidienne pour défendre leurs intérêts. Les syndicats donnent aux travailleurs conscience de leur force selon le principe de la Ière Internationale : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »<sup>95</sup>. Les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire préconisent de mobiliser des fractions de plus en plus larges de la classe ouvrière jusqu'à la grève générale qui expropriera les capitalistes<sup>96</sup>. Le congrès CGT d'Amiens en 1906 vote un ordre du jour qui résume cette doctrine. En particulier, il stipule l'indépendance du syndicat vis à vis de tout parti politique ou secte philosophique. Ce texte deviendra célèbre sous le nom de Charte d'Amiens. A partir de la première guerre mondiale, l'influence du syndicalisme révolutionnaire décline. Dans les années 1920, nombre de ses militants rejoignent le Parti communiste. Les partisans de cette doctrine se regroupent alors autour de Pierre Monatte et sa revue, *La Révolution prolétarienne*. Ils se donnent désormais pour objectifs de lutter contre le stalinisme et reconstruire le syndicalisme sur la base du syndicalisme révolutionnaire<sup>97</sup>. Ils transforment la Charte d'Amiens en étendard de révolte contre la mise au pas de la CGTU par le Parti communiste<sup>98</sup>.

A la fin des années 1920, les syndicalistes révolutionnaires commencent à côtoyer d'autres marginaux : les trotskystes. Ces deux courants débattent de leurs divergences. Ainsi,

---

<sup>94</sup> Présentation de ce courant dans Michel DREYFUS, *Histoire de la CGT*, Bruxelles, Editions Complexe, 1995, p. 45-48.

<sup>95</sup> Extrait de ses statuts, rédigés en 1864 par Karl Marx.

<sup>96</sup> Sur la doctrine syndicaliste-révolutionnaire, voir JULLIARD Jacques, *Autonomie ouvrière*, Paris, Le Seuil, 1988, 298 p.

<sup>97</sup> CHAMBELLAND Colette, « La naissance de la RP », *Communisme*, n°5, 1984, p. 77-87.

<sup>98</sup> LINDENBERG Daniel, « Le mythe de la charte d'Amiens », *Mil neuf cent*, 2006, p. 47.



nous avons évoqué précédemment le différend sur l'Opposition unitaire entre les trotskystes et les dirigeants de la Fédération unitaire de l'enseignement, influencés par le syndicalisme révolutionnaire. Surtout, en 1929-1930, L. Trotsky débat avec P. Monatte, son ancien camarade de lutte. Pour le premier, le syndicalisme d'avant-guerre n'a été qu'un embryon de parti communiste mais cette situation se trouve maintenant dépassée et il s'avère impossible de revenir en arrière. Une telle organisation existe désormais en France et il faut œuvrer à son redressement<sup>99</sup>. P. Monatte s'y refuse car il demeure marqué par son exclusion du PC en 1924. Il répond à son interlocuteur : « en France, le véritable communisme, c'est le syndicalisme révolutionnaire »<sup>100</sup>. En 1930, la discussion s'envenime quand P. Monatte et ses amis prennent l'initiative d'une campagne - dite des « vingt-deux » - pour la réunification syndicale CGT-CGTU sous l'égide de la Charte d'Amiens. L. Trotsky dénonce la participation de réformistes à cette tentative et rompt publiquement avec P. Monatte<sup>101</sup>. Notons que les syndicalistes révolutionnaires entretiennent de meilleurs rapports avec les pivertistes car ceux-ci ne veulent pas s'ingérer dans les affaires syndicales et M. Pivert se refuse même à y organiser une fraction<sup>102</sup>. Pourtant, malgré leurs divergences, syndicalistes révolutionnaires et trotskystes dialoguent et parfois coopèrent afin de résister aux attaques des communistes. En conséquence, les idées des premiers influencent les seconds, particulièrement P. Lambert. Ainsi, nous avons évoqué précédemment sa déférence pour la classe ouvrière et sa volonté de respecter son unité et son autonomie, thèmes chers au syndicalisme révolutionnaire. Sans cesse, il exprime son respect de l'institution syndicale et rappelle le rôle fondamental qu'elle devrait jouer dans la transformation de la société.

Plus tard, P. Lambert exprimera son attachement à la Charte d'Amiens. Il se félicitera d'avoir fait adopter un amendement reconnaissant l'indépendance réciproque des partis et des syndicats lors du congrès du PCI en 1947<sup>103</sup>. Nous n'en avons pas trouvé trace. Par contre, la résolution syndicale adoptée au II<sup>e</sup> congrès du PCI - en février 1946 - en reprend partiellement l'esprit. Selon ce texte, l'organisation trotskyste respecte l'autonomie de la CGT. Elle prône la conclusion d'accords entre la confédération et les partis ouvriers mais refuse son inféodation à

---

<sup>99</sup> TROTSKY L., *Le mouvement...*, p. 356.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 362.

<sup>101</sup> Cette campagne est initiée en novembre 1930 par l'Appel des vingt-deux. Voir à ce sujet TROTSKY L., *Le mouvement communiste...*, *op. cit.*, p. 362-368, et Vincent PRESUMEY, « Un mouvement pour l'unité syndicale au début des années trente », dans le recueil *L'unité syndicale en France*, Paris, Syllepse, 1996, p. 71-78.

<sup>102</sup> JOUBERT J-P, *Révolutionnaires...*, *op. cit.*, p. 255.

<sup>103</sup> GLUCKSTEIN D. et LAMBERT P., *Itinéraires*, *op. cit.*, p. 50-51.

l'un d'entre eux<sup>104</sup>. Ce texte parle d'autonomie et non d'indépendance<sup>105</sup>. P. Lambert a dû - au minimum - participer à la rédaction de cette résolution de février 1946.

P. Lambert s'active à construire la nouvelle tendance à partir du réseau Front ouvrier réunissant les syndicalistes du PCI et quelques sympathisants. Front ouvrier parvient à acquérir un peu d'influence dans le milieu enseignant. D'inspiration syndicaliste révolutionnaire, la tendance École émancipée du Syndicat national des instituteurs (SNI) est l'héritière de la Fédération unitaire de l'enseignement. Ce courant syndical avait pratiquement disparu pendant la guerre mais, à partir de 1945, quelques instituteurs du PCI entreprennent de le reconstituer. L'École émancipée se lie à Front ouvrier pour constituer une opposition révolutionnaire dans le CGT<sup>106</sup>. Marcel Valière, syndicaliste enseignant et militant expérimenté, intervient en leur nom le 8 avril 1946 au cours du congrès de la confédération. Enfin, nous signalons parmi les enseignants du PCI trois militants récemment recrutés qui deviendront des cadres lambertistes et des « figures » de l'École émancipée : Pierre Bossut, Paul Duthel – instituteurs tous les deux – et Robert Chéramy – professeur agrégé.

Au-delà du milieu enseignant, Front ouvrier essaye de regrouper les opposants à la ligne confédérale. Il commence par entrer en contact avec les anarchistes mais ceux-ci décident en majorité de quitter la CGT au cours de l'année 1946 pour constituer une squelettique Confédération nationale du travail (CNT). Ensuite, Front ouvrier se concerte avec des groupes en rupture avec les courants communistes et réformistes de la CGT, d'autant plus qu'ils se réclament eux aussi du syndicalisme révolutionnaire. Il s'agit du Centre d'études techniques, économiques et sociales (CETES) et de militants proches de P. Monatte. Mais, afin de lutter contre la domination des communistes sur la CGT, les deux équipes précitées se rapprochent des réformistes. Cela amène Front ouvrier à se trouver en contact avec ces derniers et à s'épauler à l'occasion<sup>107</sup>. Ainsi, P. Lambert participe à une réunion avec des responsables réformistes au siège du Parti socialiste afin de préparer le congrès CGT d'avril 1946<sup>108</sup>. Lors de ce congrès, la tendance communiste confirme sa domination sur la centrale : elle recueille près de 80 % des mandats. Les éléments réformistes, qui constituent la seconde tendance de la

---

<sup>104</sup> CERMTRI, PCI 1946, « Thèses politiques et d'organisation présentées par la majorité du CC », février 1946, p. 29.

<sup>105</sup> *Ibid.*

<sup>106</sup> Voir à ce sujet Jérémie VERGER, *L'École émancipée de la Libération à l'autonomie de la Fédération de l'Education Nationale (1944-1948)*, Maîtrise d'histoire, Paris I, 2004.

<sup>107</sup> BERGOUNIOUX Alain, *Force ouvrière*, Le Seuil, 1975, Paris, p. 37 et 46.

<sup>108</sup> TROUSSET Guillaume, *Libertaires et syndicalistes révolutionnaires dans la CGT-FO 1946-1957*, Master d'histoire, Paris I, 2007, p. 23.

confédération, apparaissent nettement minoritaires. Nous remarquons leur approbation de l'intervention de M. Valière. *Force ouvrière*, leur principal organe, en reproduit de larges extraits et juge qu'il s'agit d'une des plus remarquables prises de position effectuées depuis le début du congrès<sup>109</sup>. En juillet 1946, un comité de liaison se met en place entre le groupe de P. Monatte et Front ouvrier. Mais, ce dernier se refuse à privilégier les réformistes par rapport à ceux qu'il nomme stalinien. Ses liens se distendent avec le CETES et P. Monatte à cause de leur anticommunisme. De plus, dès avril 1947, P. Monatte publie de nouveau sa revue *La Révolution prolétarienne* qui concurrence *Front ouvrier*. L'éditorial du premier numéro expose une partie des griefs de l'équipe de *La Révolution prolétarienne* par rapport à Front ouvrier, sans le nommer explicitement. La revue « demeurera une coopérative intellectuelle qui ne vend pas d'articles tout faits, des comprimés d'idéologie, qui ne diffuse pas de slogans »<sup>110</sup>. L'année suivante, P. Monatte écrira :

« En 1947, le comité de liaison RP-Front ouvrier a échoué en bonne partie à cause de la défense du stalinisme par les trotskystes »<sup>111</sup>.

Comme P. Lambert a le contact facile, ses responsabilités lui permettent de se lier à une série de militants – certains pour des décennies. En effet, il apprécie particulièrement ceux qu'il nomme les militants ouvriers, défendant quotidiennement leurs camarades de travail contre l'arbitraire patronal. Ils assument des responsabilités syndicales mais ne sont pas permanents. Ils veulent demeurer au sein de la classe ouvrière, refusant toute promotion sociale. Surtout, P. Lambert juge important qu'ils ne se laissent pas intimider par les communistes dans les entreprises et osent leur tenir tête. Trois de ces militants que P. Lambert côtoie à la rédaction de *Front ouvrier* ou au cours des réunions de la commission syndicale méritent d'être cités. D'abord Louis Eemans, son ami d'enfance, qui expose les revendications des employés de banque dans *Front ouvrier*. Ensuite, le dessinateur industriel Jean Lefèvre et enfin René Dumont, photographe à la Bibliothèque nationale. Ce dernier est membre du Parti socialiste. Il milite à sa gauche et siège à la commission exécutive des syndicats d'employés CGT de la région parisienne. Plus âgé que P. Lambert, il fait profiter celui-ci de son expérience des milieux syndicaux. Les deux hommes traitent ensemble les sujets concernant les employés dans *Front ouvrier*<sup>112</sup>. Nous signalons l'aversion de

---

<sup>109</sup> « Brillante intervention de notre camarade Valière », n° 16, 11 avril 1946, p. 3.

<sup>110</sup> « Editorial », *La Révolution prolétarienne*, n°302, avril 1947, p. 1.

<sup>111</sup> « Le carnet du sauvage », *La Révolution prolétarienne*, n° 314, avril 1948, p. 394.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 113 et *La Vérité*, n°225, 1<sup>ère</sup> quinzaine de janvier 1949, p. 2.

R. Dumont pour la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) : il la considère comme une organisation de « jaunes »<sup>113</sup>. Nous faisons l'hypothèse qu'il a influencé le dirigeant de la commission syndicale sur ce sujet.

Nous venons de présenter quelques uns des membres du réseau que P. Lambert commence patiemment à constituer. Ainsi se forme l'embryon du courant lambertiste. Il a pour particularité de regrouper une forte proportion d'ouvriers et d'employés, fiers de leur condition sociale. Pour illustrer ceci, nous raconterons une anecdote significative. Henri Baratier, ouvrier métallurgiste chez Renault, constitue une des liaisons de P. Lambert. Un soir, P. Frank vient à une réunion de sa cellule, composée surtout d'ouvriers. Ce membre du SI est venu habillé « en prolétaire » avec une casquette. Du coup, H. Baratier se moque bruyamment de sa tenue vestimentaire<sup>114</sup>.

Cette esquisse de réseau, axé sur la commission syndicale et Front ouvrier, participe aux luttes de tendance dans le PCI parmi les rangs de « la gauche ». D'ailleurs, les syndicalistes du PCI consacrent davantage d'énergie à combattre les « droitiers » qu'à construire la tendance lutte de classe<sup>115</sup>. P. Lambert, lui-même devient l'un des leaders de la « gauche » du PCI. En février 1946, celle-ci se trouve majoritaire lors du II<sup>e</sup> congrès. En conséquence, il accède au comité central, au bureau politique et devient un des trois secrétaires de l'organisation, chargé du domaine syndical<sup>116</sup>.

Au sein de sa tendance, P. Lambert montre son indépendance de jugement lors du débat relatif au référendum du 5 mai 1946. Ce scrutin concerne le projet de constitution approuvé par le PCF et la SFIO mais refusé par les partis du centre et de la droite. La majorité des dirigeants de la « gauche » du PCI se prononce pour le « Non » car il leur paraît impossible d'approuver une constitution bourgeoise. Le SI – situé à Paris – adopte la même attitude. Les « droitiers » prônent le « Oui » car une victoire du « Non » renforcerait les partis bourgeois (MRP...) et serait une défaite pour la classe ouvrière<sup>117</sup>. P. Lambert se singularise au sein de la « gauche » en prônant le « Oui ». Ce choix ne résulte pas d'une analyse de la constitution proposée mais de l'opinion qu'il attribue à la majorité de la classe ouvrière. Pour P. Lambert, celle-ci veut une amélioration rapide de ses conditions matérielles d'existence (alimentation,

---

<sup>113</sup> CERMTRI, PCI 1949, « Rapport sur le travail syndical », p. 5.

<sup>114</sup> Entretien avec C. Monnier le 27 février 2008.

<sup>115</sup> « Rapport sur le travail syndical », *op. cit.*, p. 1.

<sup>116</sup> CERMTRI, PCI 1945, « Bulletin intérieur n° 19 », p. 11.

<sup>117</sup> CERMTRI, PCI 1946, *Numéro spécial du bulletin intérieur*, mars 1946, p.1 et *Bulletin intérieur*, n° 25, juillet 1946, p. 3-4.

logement...). Elle met ses espoirs dans le PCF et votera « Oui » pour soutenir ce parti. Il préconise de respecter ce sentiment actuel des masses en prônant le « Oui », tout en insistant sur leurs revendications matérielles. Comme le PCF ne les satisfera pas, il se démasquera devant les ouvriers<sup>118</sup>. Le dirigeant de la commission syndicale manifeste de nouveau son souci de ne pas heurter la conscience ouvrière mais de s'appuyer sur ses éléments positifs pour la faire progresser. Sûr de son choix, il ne craint pas de s'opposer à la plupart des autres dirigeants de la « gauche » et au SI. En particulier, il polémique avec J. Grinblat, P. Frank et Ernest Mandel – un jeune belge, déjà remarqué au CEI<sup>119</sup>. Ce ne sera pas la dernière fois, car P. Lambert entretient des relations difficiles avec certains dirigeants de la « gauche ».

Finalement, les partisans du « Oui » l'emportent au sein du PCI. Cette défaite de la « gauche » provoque un changement de majorité lors du IIIe congrès de ce parti en octobre 1946. Les « droitiers » accèdent à la direction. Néanmoins, ils maintiennent P. Lambert à la tête de la commission syndicale<sup>120</sup>. En effet, ils s'intéressent peu à ce domaine d'activité et nous avons vu que les membres de cet organisme appartiennent presque tous à la « gauche ».

### **Le tournant de 1947**

A la fin du mois de janvier 1947, la IVe République dispose enfin d'institutions définitives. Le socialiste Paul Ramadier constitue un gouvernement principalement constitué de ministres SFIO, PCF et MRP. Investi à l'unanimité par l'Assemblée nationale, il doit faire face à une situation difficile. En Indochine, les négociations viennent d'échouer avec le Viêt-minh dirigé par Ho Chi Minh. La France commence une guerre coloniale longue et coûteuse. En Algérie et à Madagascar, les autorités françaises ont rompu le dialogue avec les nationalistes de ces pays, ce qui annonce bien des difficultés. Surtout, si la production industrielle progresse – elle retrouve en 1947 son niveau de 1938, la situation sociale s'avère dramatique. La hausse continue des prix démoralise les travailleurs car leurs salaires augmentent bien moins vite. Leur pouvoir d'achat est inférieur de 25 à 50 % à celui de l'avant-guerre et a baissé de 30% depuis la Libération<sup>121</sup>. Le rationnement et le marché noir existent toujours.

---

<sup>118</sup> CERMTRI, PCI 1946, *Bulletin intérieur*, n° 24, avril-mai 1946, p. 7-12.

<sup>119</sup> Il devient membre du SI en octobre 1946 selon PRAGER R., *Les congrès... Tome 2, op. cit.*, p. 436.

<sup>120</sup> CERMTRI, PCI 1946, « Comité central du 19/9/46 », p. 3.

<sup>121</sup> RIOUX Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République : 1- L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Seuil, Paris, 1980, p. 120.

L'exaspération de la classe ouvrière apparaît brusquement à la Régie Renault<sup>122</sup>. Durant le Front populaire, cette entreprise a été un lieu privilégié d'implantation du PCF. Maintenant, ce dernier donne la priorité à l'intensification de la production et met en sourdine les revendications, ce qui a pour effet de démobiliser ses militants<sup>123</sup>. A la fin du mois d'avril 1947, les membres de l'Union communiste parviennent à y initier une grève. Cette organisation se trouve à l'origine de ce mouvement social car elle est plus disposée que le PCI à transgresser la discipline syndicale. Néanmoins, les militants de l'UC profitent de l'appui du seul membre du PCI travaillant dans cette entreprise, Daniel Renard<sup>124</sup>. Vu l'importance de ce personnage pour notre étude, nous allons le présenter succinctement. Né en 1925, il a suivi des études techniques ce qui lui a permis de devenir un ouvrier métallurgiste très qualifié<sup>125</sup>. Membre de la section française de la IVe, il est promu en 1945 secrétaire général de son organisation de jeunesse, la Jeunesse communiste internationaliste (JCI). Décidé à lutter contre la domination des communistes dans la classe ouvrière, il fait preuve d'un courage qui suscite l'admiration de ses camarades trotskystes<sup>126</sup>. Au début de 1947, il parvient à se faire embaucher à la Régie Renault, qu'il considère comme un bastion du PCF. Ce choix se révèle pertinent. Le 29 avril 1947, la grève devient générale dans l'entreprise et D. Renard est élu au comité central de grève<sup>127</sup>. Le PCI assure sa protection : des militants l'accompagnent jusqu'à la porte de l'usine. En tant que responsable de la commission syndicale, P. Lambert le conseille durant la grève<sup>128</sup>. D'abord réticents devant ce mouvement social, les communistes et la CGT se trouvent contraints de le soutenir pour ne pas perdre leur assise dans la classe ouvrière. La confédération négocie avec la direction de la Régie. De leur côté, les militants du PCI ne parviennent pas à étendre le grève à toute la métallurgie. Ils s'opposent en vain à la reprise du travail suite à l'octroi d'une prime par la direction de Renault<sup>129</sup>.

Cette grève se révèle importante par ses conséquences. Pour ne plus être débordé sur sa gauche, le PCF adopte une politique critique par rapport au gouvernement du socialiste P. Ramadier. Le 4 mai, ses députés refusent de lui voter la confiance. En conséquence,

---

<sup>122</sup> Sur cette grève, voir l'article de Philippe FALLACHON, « Les grèves de la Régie Renault en 1947 », *Le Mouvement social*, n° 81, octobre-décembre 1972, p. 111-142.

<sup>123</sup> VIGUIER Alain, *Renault-Billancourt, 1936-1970*, Master, Université Paris I, 2010, p. 129-130.

<sup>124</sup> CERMTRI, PCI 1950, « Deux ans et demi de travail dans une grande usine », février 1950, p. 1.

<sup>125</sup> BROUE Pierre, « Daniel Renard », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 38, juin 1989, p. 125.

<sup>126</sup> Entretien avec C. Monnier le 27/2/2008.

<sup>127</sup> « Deux ans et demi de travail... », *op. cit.*, p. 1.

<sup>128</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 47.

<sup>129</sup> *Ibid.*

P. Ramadier renvoie les ministres communistes. Le PCF se range dans une opposition de plus en plus résolue aux gouvernements socialistes et MRP successifs. Cette évolution s'explique en bonne partie par la nouvelle situation internationale : au cours de l'année 1947, la tension ne cesse de croître entre l'URSS et le camp occidental. La guerre froide commence. En septembre 1947, la conférence des PC européens à Szklarska-Poreba, en Pologne, fixe la nouvelle ligne politique : les partis d'Europe de l'Ouest doivent harceler les gouvernements en place et soutenir les luttes revendicatives. Le PCF et la CGT appuient toute une série de grèves dures en novembre-décembre 1947 dans la métallurgie, les mines<sup>130</sup>... Celles-ci s'accompagnent de manifestations et de violentes bagarres avec les forces de l'ordre et les non-grévistes, voire d'actes de sabotages. Parfois des émeutes se produisent, comme à Marseille en novembre. Ce mouvement social de grande ampleur génère une atmosphère de guerre civile. Le gouvernement lâche du lest sur les salaires mais réprime les troubles avec énergie. Finalement, il l'emporte et les grèves cessent au cours du mois de décembre. A l'issue de cette vague de conflits sociaux, le mouvement ouvrier français est coupé en deux. La SFIO se range résolument dans le camp pro-américain. Elle déclare vouloir défendre le « monde libre » et accuse les communistes de chercher à instituer un régime totalitaire. Le Parti socialiste accepte donc de participer à des gouvernements dirigés par le MRP ou les radicaux. De son côté, le PCF dénonce la soumission des socialistes au gouvernement américain, au patronat et aux colonialistes.

Ces prises de position génèrent bien des ruptures.

D'abord, à la CGT, l'antagonisme ne cesse de croître entre les communistes menés par Benoît Frachon et les minoritaires. Ces derniers se divisent : au cours de l'année 1947, une série de syndicats dénoncent la mainmise communiste sur la confédération et la quittent en se déclarant autonomes. Ils tiennent un discours combatif mais pratiquent fréquemment une défense catégorielle de leurs mandants<sup>131</sup>. Selon l'historien A. Bergounioux, ils ne comptent guère plus de 60 000 adhérents<sup>132</sup>. Néanmoins, la plus grande partie des réformistes se refusent d'abord à quitter la confédération. Regroupés autour de l'hebdomadaire *Force ouvrière*, ils ont pour principaux chefs de file Léon Jouhaux et Robert Bothereau. L'attitude belliqueuse de la majorité confédérale pendant les grèves de novembre-décembre 1947

---

<sup>130</sup> Sur cette crise sociale, voir MENCHERINI Robert, *Guerre froide, grèves rouges*, Paris, Syllepse, 1998, 307 p.

<sup>131</sup> BERGOUNIOUX Alain, *Force ouvrière*, Le Seuil, 1975, Paris, p.75.

<sup>132</sup> *Ibid*, p. 75.

provoque le départ de ces réformistes. Le 18 décembre 1947, ce courant décide la scission lors de sa conférence nationale. En avril 1948, il constitue une nouvelle confédération, la CGT-Force ouvrière, que nous nommerons FO par commodité. Celle-ci choisit R. Bothereau comme secrétaire général. De nombreux militants se réclamant du syndicalisme révolutionnaire, comme les amis de P. Monatte rejoignent FO, même s'ils critiquent son orientation pro-américaine et réformiste. Proche de P. Monatte, Maurice Chambelland explique ainsi leur choix :

« Dans l'autonomie, on risque de se dessécher. A la CGT Frachon, on étouffe. A la CGT-FO, on respire et on peut travailler à l'avenir de la classe ouvrière »<sup>133</sup>.

La décision de quitter la CGT prise par ces réformistes s'explique en partie par une intervention étrangère. Depuis 1946, ils se concertent avec des représentants du gouvernement américain et des grandes organisations syndicales de ce pays, l'American federation of labor (AFL) et le Congress of industrial organizations (CIO). Soucieux de lutter contre l'emprise des communistes sur les syndicats français, ces Américains donnent des conseils et de l'argent. Signalons parmi eux, le très controversé Irving Brown représentant l'AFL en Europe depuis 1945. En France, il agit en étroite liaison avec l'ambassade américaine et les services de renseignement des USA – ceux-ci prennent le nom de Central Intelligence Agency (CIA) en septembre 1947. Pour lutter contre la direction cégétiste aux mains du PCF, I. Brown appuie les réformistes mais aussi des syndicalistes déconsidérés par leur attitude sous l'Occupation et même des troskystes. Ainsi, il conseille aux premiers de louer le discours de M. Valière – très proche du PCI – au congrès confédéral de 1946. Ensuite, I. Brown appuie la grève des postiers de juillet 1946 car elle se fait d'abord contre la Fédération postale (CGT) aux mains des communistes<sup>134</sup>. A ces deux occasions, P. Lambert s'est trouvé dans le même camp que le syndicaliste américain.

Enfin, certains réformistes rompent avec le groupe FO et décident de continuer à militer avec les communistes dans la CGT. Alain Le Léap, le plus connu d'entre eux, devient un des deux secrétaires généraux de la confédération, l'autre étant Benoît Frachon.

D'autre part, plusieurs dissidences affectent le Parti socialiste. Excédé par les critiques des Jeunesses socialistes, son comité directeur dissout celles-ci en juin 1947. En décembre, la

---

<sup>133</sup> « Deux jours à la CGT-FO », *La Révolution prolétarienne*, n° 314, avril 1948, p. 3.

<sup>134</sup> WALL Irwin M., *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989, p. 145-165, KAUFFER Rémi et FALIGOT Roger, *Eminences grises*, Paris, Fayard, 1992, p. 181-193 et LACROIX-RIZ Annie, *Scissions syndicales, réformisme et impérialismes dominants*, Paris, Le temps des cerises, 2015, p. 118.



tendance Action socialiste révolutionnaire (ASR), menée par Yves Dechezelles, refuse l'alignement sur les Etats-Unis et quitte le Parti socialiste car elle juge sa politique « droitnière ». Ensuite, en janvier 1948, la SFIO exclut le courant Bataille socialiste, très attaché à l'alliance avec le Parti communiste<sup>135</sup>. Celui-ci constitue alors une organisation qui prend le nom de Parti socialiste unitaire (PSU) en septembre 1948<sup>136</sup>. Par contre, M. Pivert demeure au Parti socialiste. Revenu du Mexique après la fin de la guerre, il obtient sa réintégration à la SFIO en août 1946 car il s'est assagi. L'année suivante, il devient membre du comité directeur du Parti socialiste et secrétaire de la Fédération de la Seine. Selon l'historien et militant Jacques Kergoat, l'ancien dirigeant de la Gauche révolutionnaire se résigne au rôle de briseur de grèves que joue son parti en novembre-décembre 1947<sup>137</sup>. D'ailleurs, il approuve la création de Force ouvrière. De plus en plus opposé aux communistes, M. Pivert ne les considère plus comme des membres du mouvement ouvrier mais comme l'instrument d'une puissance étrangère. Pour lui, les trotskystes ne valent guère mieux : eux aussi instrumentalisent les travailleurs<sup>138</sup>.

### Scission au PCI

A l'issue de la grève Renault, le PCI se trouve désorienté : ses militants ne sont pas parvenus à généraliser la grève. Chaque tendance attribue aux autres courants la responsabilité de cet échec. P. Lambert et la commission syndicale s'engagent contre la direction du PCI accusée de manquer de pugnacité. Louis Dalmas, un dirigeant « droitier », constate que « les métallurgistes de la commission sont de fanatiques minoritaires »<sup>139</sup>. Les « droitiers » répliquent en reprochant à P. Lambert l'échec de Front ouvrier. Selon eux, celui-ci rassemble « presque uniquement des éléments du parti »<sup>140</sup>, à peu près 1/5<sup>e</sup> de son effectif total<sup>141</sup>. Au congrès de novembre 1947, la « droite » perd d'une voix la majorité. Elle accuse la « gauche » de tricherie. Ensuite, deux évènements accentuent le trouble des militants.

D'une part, le PCI échoue à fusionner avec les éléments issus de la SFIO précédemment évoqués. Ainsi, des jeunes socialistes et la majorité de l'ASR préfèrent participer à la

<sup>135</sup> AYME J.-J., *op. cit.*, p. 243-395 et HOHL Thierry, *A gauche! La Gauche socialiste, 1921-1947*, p. 258-287.

<sup>136</sup> KESLER Jean-François, *De la Gauche dissidente au nouveau Parti socialiste*, Privat, Toulouse, 1990, p. 145.

<sup>137</sup> KERGOAT J., *op. cit.*, p. 224-225.

<sup>138</sup> HOHL T., *op. cit.*, p. 284.

<sup>139</sup> CERMTRI, PCI 1947, Lettre de Dalmas à G Bloch du 10/5/47, p. 2.

<sup>140</sup> CERMTRI, PCI 1947, *Rapport moral pour le IV<sup>e</sup> congrès*, novembre 1947.

<sup>141</sup> CERMTRI, PCI 1947, *Bulletin intérieur*, n° 43, p. 2.

constitution du Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR). Récemment apparu, celui-ci vise à créer une « troisième force » à gauche, à la fois plus révolutionnaire que la SFIO et plus démocratique que le PCF<sup>142</sup>. Le PCI transforme la JCI en Mouvement révolutionnaire de la jeunesse (MRJ) pour faciliter l'adhésion des Jeunesses socialistes<sup>143</sup> mais il ne recrute que quelques militants. Parmi eux, nous signalons Stéphane Just. Né en 1923, il était secrétaire de la fédération de la Seine des Jeunesses socialistes quand, en mars 1947, il a adhéré au PCI. Il décide de quitter la gauche socialiste pour se consacrer à l'organisation trotskyste. Ouvrier à la RATP et syndiqué à la CGT, S. Just appartient au comité de grève constitué lors du mouvement social d'octobre 1947<sup>144</sup>.

Plus tard, en janvier 1949, la minorité de l'Action socialiste révolutionnaire rejoindra le PCI<sup>145</sup>. Mais, il ne s'agira que d'un petit groupe parmi lequel nous remarquons deux militants : René Dumont – présenté précédemment – et Claude Just. Ce dernier est un vieux militant de la gauche de la SFIO et le père de Stéphane.

Seconde déception pour les membres du PCI, les grandes grèves de novembre-décembre 1947 échouent. Elles ne provoquent pas l'explosion révolutionnaire espérée par les trotskystes. De plus, le PCF et la CGT ont piloté ces grèves. Le premier s'impose comme le seul opposant radical au gouvernement et au patronat, privant les trotskystes d'un espace politique propre. Hégémonique dans la classe ouvrière, le Parti communiste compte dans ses rangs les prolétaires les plus combattifs, ceux que le PCI voudrait absolument recruter. La nouvelle direction de l'organisation trotskyste essaye de s'adapter à la nouvelle situation. Comme les divisions politiques et syndicales nuisent aux combats des travailleurs, elle propose de nouveau aux communistes et aux réformistes la constitution d'un front unique afin de contrer l'offensive de la bourgeoisie. Surtout, la direction du PCI cesse ses efforts vers la gauche social-démocrate<sup>146</sup> et, dès janvier 1948, prône le travail dans les milieux « staliniens »<sup>147</sup>. Bientôt, elle presse chaque cellule d'étudier la meilleure manière d'« accrocher » les communistes militant dans son environnement<sup>148</sup>.

---

<sup>142</sup> JULLIARD Jacques et Winock Michel, *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 1996, p. 942-943.

<sup>143</sup> CERMTRI, PCI 1949, *Résolution et rapport sur la question de la jeunesse*, p. 11.

<sup>144</sup> Selon sa biographie du *Maitron*.

<sup>145</sup> CERMTRI, PCI 1949, *La vie du parti*, n° 5, février 1949, p. 5-9.

<sup>146</sup> CERMTRI, PCI 1948, *La vie du parti*, n° 1, août 1948, p. 4.

<sup>147</sup> CERMTRI, PCI 1948, *Note politique*, 19 janvier 1948.

<sup>148</sup> CERMTRI, PCI 1949, « La crise du PCF », Supplément à *La Vérité* n° 228.

De plus en plus antistaliniens, les « droitiers » critiquent cette orientation de la « gauche »<sup>149</sup>. Découragés, ils finissent par remettre en cause le programme trotskyste et préconisent l'adhésion au RDR. La direction du PCI refuse de se joindre à ce rassemblement car cela aboutirait au sabotage du parti. Néanmoins, une partie des « droitiers » passe outre et rejoint le RDR. En conséquence, le comité central les exclut en avril 1948. Comme les autres responsables « droitiers » quittent l'organisation, le PCI perd ainsi quelques uns de ses plus anciens dirigeants. Plusieurs d'entre eux rallient le camp pro-américain où ils sont appréciés pour leur culture antistalinienne. Ainsi, Paul Parisot – un des plus notables – adhère à la SFIO puis intègre l'équipe de *Preuves*. Cette revue sera largement financée par les Etats-unis pour influencer les intellectuels français<sup>150</sup>. Pourtant, P. Lambert reste en bonnes relations avec P. Parisot. Ce dernier le considère comme le moins sectaire parmi les dirigeants de la « gauche » du PCI<sup>151</sup>.

Cette suite de déceptions provoque une hémorragie militante dans la section française. En région parisienne, les rayons disparaissent et le nombre de cellules se réduit à 9, dont 2 seulement - Chausson et Renault - demeurent actives<sup>152</sup>. De 1947 à 1949, le nombre de membre du PCI chute de 740 à 317<sup>153</sup>. Dans l'ardeur du combat fractionnel, la direction exclut G. Bloch, « droitier », à la suite d'une présumée adhésion au RDR. Ce dernier aura besoin de l'aide des autres trotskystes de Clermont-Ferrand - où il habite et milite - pour faire reconnaître le caractère mensonger de ces accusations et être réintégré<sup>154</sup>.

Les dirigeants de la « gauche » reconnaissent la gravité de la scission mais ils en rendent responsable l'indiscipline de la minorité. Comme ils dirigent désormais le parti, ils veulent en profiter pour rompre avec ce qu'ils nomment « les traditions petites-bourgeoises du mouvement trotskyste français » : laisser-aller organisationnel, discussions interminables, manque de persévérance dans le travail<sup>155</sup>... La gauche se propose de transformer l'organisation en un véritable parti ouvrier, lié au prolétariat industriel. Ainsi la nouvelle

---

<sup>149</sup> CERMTRI, PCI 1948, *La vie du parti*, n° 1, août 1948, p. 4.

<sup>150</sup> GRÉMION Pierre, *Intelligence de l'anticommunisme*, Fayard, Paris, 1995, p. 85-86 et 289-291.

<sup>151</sup> Entretien avec F. de Massot le 29/6/2011.

<sup>152</sup> *Rapport d'activité...*, *op. cit.*, p. 10.

<sup>153</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1946 A 1952 NOTES ET CORRESPONDANCES, *Compte rendu du comité central du 26 mars 1950*.

<sup>154</sup> CERMTRI, PCI 1948, *La vie du parti*, août 1948, p. 13.

<sup>155</sup> CERMTRI, PCI 1948, « Ve congrès – Rapport moral », juillet 1948.

direction met l'accent sur le travail d'usine au détriment de la participation aux élections, hier privilégiée par les « droitiers »<sup>156</sup>.

La longue lutte fractionnelle au sein du PCI nous inspire plusieurs commentaires. D'abord, son âpreté contribue à donner une mauvaise image de la section française dans le mouvement trotskyste international<sup>157</sup>. Les cadres des autres sections connaissent la gravité de la scission française de 1935-1936. Ils se souviennent aussi du diagnostic sévère sur le POI porté par la conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> en 1938. L'organisation hexagonale leur semble épuiser ses forces dans des querelles internes. De plus, la « gauche » a gagné en partie grâce à l'appui et aux interventions du SI. Domicilié à Paris, ce dernier a pris l'habitude de suivre de près la section française, nous en verrons les conséquences ultérieurement. Enfin, nous constatons que la victoire de la « gauche » constitue un succès pour P. Lambert et ses camarades de la commission syndicale. Ils soutiennent l'orientation vers les entreprises et les syndicats. Le congrès à venir du PCI élira au comité central davantage de « camarades ouvriers et militants syndicaux »<sup>158</sup>. Parmi eux, D. Renard accèdera même pour la première fois au bureau politique.

Juste après la scission, en avril 1948, le PCI trouve quelque réconfort avec la tenue du II<sup>e</sup> congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>159</sup>. Cette assemblée approuve la « gauche ». Elle constate un retard de la révolution mais elle conserve la perspective de la conférence de fondation : effondrement imminent du capitalisme et du stalinisme avec croissance du parti révolutionnaire. Pour bien se préparer à la crise révolutionnaire à venir, la IV<sup>e</sup> Internationale se dote de nouveaux statuts précis afin de s'assurer une direction ferme<sup>160</sup>. Entre les congrès souverains, l'organisation est dirigée par le Comité exécutif international (CEI) composé de représentants des sections nationales. Pour des raisons d'abord matérielles - l'Internationale dispose de très peu d'argent et les déplacements se révèlent alors difficiles - les sessions du CEI n'ont lieu que deux ou trois fois par an. Finalement, il revient au SI d'une demi-douzaine de membres de diriger la IV<sup>e</sup> Internationale au jour le jour. Parmi eux, M. Pablo conserve son ascendant sur les autres dirigeants.

---

<sup>156</sup> LEQUENNE M., *Le trotskysme...*, op. cit., p. 237.

<sup>157</sup> *Ibid.*,

<sup>158</sup> CERMTRI, PCI 1949, « Rapport sur le travail syndical », novembre 1949, p. 1.

<sup>159</sup> Nous signalons le changement de terme : conférence en 1938 et congrès en 1948.

<sup>160</sup> Le texte de ces statuts est dans PRAGER Rodolphe (sous la direction de), *Les congrès de la Quatrième Internationale, tome 3 : Bouleversements et crises de l'après-guerre (1946-1950)*, Paris, Editions La Brèche, 1988, p. 296-307.

Dans la résolution sur l'URSS, l'assemblée demeure d'une stricte orthodoxie trotskyste. Elle prône le renversement de la bureaucratie stalinienne par une révolution politique dirigée par une section soviétique de l'Internationale. Le même document traite aussi des partis staliniens hors de l'URSS. Le congrès les caractérise avant tout par le lien qui les unit avec la bureaucratie soviétique : il ne s'intéresse pas à leurs rapports avec la classe ouvrière de leur pays<sup>161</sup>. Nous verrons les conséquences ultérieures de cette analyse.

P. Lambert participe au congrès comme délégué suppléant de la section française. Il se signale par sa sollicitude envers le Workers Party (WP) américain dirigé par Max Shachtman. Ce parti est né en 1940 d'une scission du SWP ayant pour origine un débat sur la nature de l'URSS, sujet conflictuel chez les trotskystes. Les scissionnistes refusent de la considérer comme un état ouvrier dégénéré et de la défendre de manière inconditionnelle<sup>162</sup>. Au moment du IIe congrès, une tentative de réunification vient d'échouer et le WP sollicite d'être reconnu organisation sympathisante de la IVe Internationale. Le congrès repousse cette demande. P. Lambert présente alors l'amendement suivant : le CEI examinera de nouveau la demande du WP dans 6 mois et statuera en fonction de l'attitude de ce parti envers l'Internationale durant cette période. Ce texte de conciliation n'est rejeté que par une voix de majorité<sup>163</sup>. Cet épisode manifeste la compréhension de P. Lambert envers des organisations ouvrières radicalement opposées au régime stalinien. Quand au WP, il restera hors de la IVe Internationale et se dissoudra en 1958 dans la social-démocratie<sup>164</sup>.

Ce deuxième congrès paraît un succès pour les participants. Ils estiment que « partout, la tendance générale est vers la transformation des organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale en réels partis de masse »<sup>165</sup>. Pourtant, la situation réelle du mouvement trotskyste nous semble bien différente car en France le nombre de militants diminue et ailleurs les effectifs des sections stagnent.

---

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 155-201.

<sup>162</sup> Sur cet épisode voir Léon TROTSKY, *Défense du marxisme*, Paris, EDI, 1976.

<sup>163</sup> PRAGER R., *Les congrès... tome 3, op. cit.*, p. 332-337.

<sup>164</sup> MARIE Jean-Jacques, « Introduction » p. 54 du recueil de L. TROTSKY, *Défense du marxisme, op. cit.*

<sup>165</sup> PRAGER R., *Les congrès... tome 3, op. cit.*, p. 115.



## CHAPITRE II

### NAISSANCE DU « PABLISME »

#### (avril 1948 – juin 1952)

Au fil des mois, la guerre froide instaure dans le mouvement ouvrier un climat de défiance et de division. Chaque militant doit se positionner entre les deux camps en présence. Néanmoins, le IIème congrès mondial de l'Internationale trotskyste a refusé de choisir entre les deux blocs et son manifeste s'est prononcé « Contre Wall Street et le Kremlin »<sup>1</sup>. Surtout, il n'a pas voulu modifier ses perspectives dans un contexte international en évolution. Un événement extérieur va amener les trotskystes à modifier leurs analyses et va provoquer dans la section française des failles annonciatrices d'une nouvelle crise.

#### **La « divine surprise » yougoslave**

Le 28 juin 1948, le Kominform – organisation du mouvement communiste international – exclut le Parti communiste yougoslave (PCY), accusé de déviation nationaliste. Il appelle les membres du PCY à destituer leurs dirigeants, et en particulier Joseph Tito, le principal d'entre eux. Pourtant, malgré le blocus économique imposé par l'URSS à la Yougoslavie, le PCY résiste.

Le SI, et plus particulièrement M. Pablo, voit dans ce conflit une fracture inespérée dans le mouvement communiste. Il veut exploiter la crise yougoslave pour résoudre les problèmes de développement du mouvement trotskyste. Aussi, en juillet 1948, le SI prend publiquement position pour le PCY dans une lettre qu'il lui envoie. Il propose à ce parti de s'appuyer sur le « dynamisme révolutionnaire des masses »<sup>2</sup> et de revenir « à la stratégie mondiale de la lutte

---

<sup>1</sup> PRAGER R., *Les congrès... tome 3, op. cit.*, p. 115.

<sup>2</sup> PRAGER R., *Les congrès... tome 3, op. cit.*, p. 389.

de classe »<sup>3</sup>. Pour le SI, le PCY n'est plus stalinien depuis qu'il a rompu avec Moscou. En conséquence, les textes de la direction de la IVe Internationale ne mentionnent jamais la nécessité de construire une section en Yougoslavie.

Cette prise de position du SI suscite de nombreux débats dans le mouvement trotskyste. En France, plusieurs sensibilités s'expriment pendant le Ve congrès du PCI, lequel se réunit quelques jours après l'envoi de la lettre. Les tendances Castoriadis-Lefort et Pennetier-Gallienne expriment leur total désaccord. Pour elles, le PCY demeure une organisation stalinienne qui ne peut pas être redressée<sup>4</sup>. Selon C. Castoriadis, la lettre du SI « constitue une rupture essentielle avec les principes et les idées qui ont servi de base à la fondation de la IVe Internationale »<sup>5</sup>. L'attitude du SI sur l'affaire yougoslave accélère le départ de ces deux petites tendances du PCI. Les membres de la tendance Pennetier-Gallienne quittent l'organisation au Ve congrès. Ceux de l'autre groupe partent en janvier 1949<sup>6</sup>. Quelques mois plus tard, ils commenceront la publication de la revue *Socialisme ou Barbarie*. Séduit par les analyses de C. Castoriadis et C. Lefort, P. Broué constate néanmoins que ces deux théoriciens préfèrent « les idées aux hommes et à l'action ». En conséquence, il reste au PCI<sup>7</sup>.

En dehors de ces deux petites tendances, les délégués de la « gauche » mettent beaucoup d'espoir dans la crise yougoslave. Ils prévoient qu'elle va troubler les militants « staliens ». En conséquence, ils préconisent de renforcer le travail en direction du PCF ; mais, et nous soulignons l'importance de cette réserve, sans liquider les positions actuelles du PCI dans le travail d'entreprise<sup>8</sup>. Deux sensibilités apparaissent parmi les délégués de la « gauche ». La première, animée par P. Frank et M. Bleibtreu, approuve totalement le SI. La seconde, impulsée par J. Grinblat et M. Gibelin, apparaît plus critique. Nettement majoritaire parmi les délégués au congrès, elle juge que le SI idéalise Tito et le PCY en même temps qu'il néglige les ouvriers yougoslaves<sup>9</sup>. La « gauche » est en voie de devenir la seule tendance du PCI et déjà des clivages apparaissent en son sein.

---

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> CERMTRI, PCI 1948, *La vie du Parti*, août 1948, *op. cit.*, p. 9-17.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>6</sup> CERMTRI, PCI 1949, *La vie du parti*, février 1949, *op. cit.*, p. 5.

<sup>7</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 46.

<sup>8</sup> CERMTRI, PCI 1948, *La vie du parti*, août 1948, *op. cit.*, p. 4

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 7-9.



Au cours de ce même congrès, G. Bloch présente un projet de résolution<sup>10</sup>. Cet ancien « droitier » constate l'échec de la IVe Internationale dans sa tâche de conquête de la classe ouvrière dans les délais historiques fixés par son fondateur. Pour G. Bloch, les trotskystes ne construiront pas un parti de masse par un développement linéaire à partir d'un petit groupe comme le PCI. Ce dernier doit s'adjoindre des blocs entiers des grands partis ouvriers<sup>11</sup>. Nous voyons là une résurgence de la stratégie initiée par R. Molinier et P. Frank en 1935 : la construction d'une organisation « large » où les trotskystes seraient minoritaires. Seulement deux délégués approuvent ce projet de résolution mais le courant lambertiste le revendique comme un de ses textes fondateurs<sup>12</sup>, sans toutefois en mentionner la conclusion : l'urgence de mener un travail de fraction au Parti communiste.

Pendant un temps, la sensibilité Gibelin-Grinblat demeure majoritaire au PCI. Lors du comité central de janvier 1949, sa résolution rappelle que le PCY s'est toujours maintenu sur le terrain idéologique et organisationnel du stalinisme. P. Lambert et R. Dumont approuvent ce texte. Le premier accuse même le PCY de « déviation paysanne droitrière »<sup>13</sup>. Par contre, la résolution qui déclare son accord avec le Secrétariat international recueille seulement les voix de P. Frank et M. Bleibreu<sup>14</sup>. La section française de la IVe va changer d'opinion peu à peu. Nous allons en examiner les raisons.

D'abord, la pugnacité du PC yougoslave impressionne les trotskystes : il riposte aux attaques des autres partis communistes en critiquant davantage la bureaucratie soviétique et en employant une rhétorique de plus en plus à gauche. En Yougoslavie, le gouvernement développe la collectivisation en augmentant le nombre de coopératives de façon considérable. Cette évolution du PCY enthousiasme le SI, et particulièrement M. Pablo. Il qualifie ce parti de « centriste de gauche, qui a rompu avec le stalinisme et qui s'efforce de retourner vers le léninisme »<sup>15</sup>. Il voit dans la défense de la Yougoslavie le moyen de provoquer la crise du système stalinien. Au sein du mouvement trotskyste international, les partisans de l'appui - de moins en moins critique - au PCY mènent une lutte résolue contre ceux qui émettent des doutes et des réserves. Ainsi, M. Bleibreu qualifie de « sectarisme attentiste et impuissant »<sup>16</sup>

---

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 5-6.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> En particulier dans *Quelques enseignements de notre histoire*, *op. cit.*, p. 75-76.

<sup>13</sup> Selon M. Bleibreu dans FB, F delta 1902 1/2 p. 5.

<sup>14</sup> CERMTRI, PCI 1949, *La vie du parti*, février 1949, *op. cit.*, p. 5.

<sup>15</sup> *Bulletin intérieur du SI de la Quatrième internationale*, avril 1950, p. 19.

<sup>16</sup> CERMTRI, PCI 1949, *La vie du parti*, février 1949, *op. cit.*, p.10.

l'attitude de la majorité du PCI dans les mois qui ont suivi le début de la crise yougoslave. Pour P. Frank, « seuls des gens dont le cerveau est atteint d'aberrations incurables peuvent voir dans l'affaire yougoslave une rivalité de bureaucrates »<sup>17</sup>. En avril 1950, le CEI considère que la Yougoslavie est devenue un état ouvrier où subsistent encore des déformations bureaucratiques<sup>18</sup>. Cela amène l'Internationale à discuter d'une question d'ordre théorique : la nature des pays de l'Europe de l'Est, occupés par l'armée soviétique. Son IIème congrès mondial a considéré qu'ils demeuraient des états capitalistes. Mais, la mise en place des démocraties populaires amènent certains responsables trotskystes - dont Joseph Hansen, un des dirigeants du SWP - à revenir sur cette appréciation et à qualifier ces pays d'états ouvriers. L'Internationale hésite à approuver ces responsables : comment des partis communistes que Trotsky qualifiait de contre-révolutionnaires peuvent-ils donner naissance à des états ouvriers ? Finalement, en août 1951, le IIIe congrès mondial considèrera les pays de l'Europe de l'Est comme des états ouvriers déformés<sup>19</sup> mais ce sujet continuera de faire débat dans le mouvement trotskyste.

Pour expliquer le changement d'attitude du PCI par rapport au régime yougoslave, nous devons aussi signaler l'impact de la victoire du PC chinois en 1949 et de la fondation de la République populaire de Chine. Ces événements montrent aux trotskystes les progrès du mouvement communiste international et les incitent à intervenir en son sein.

Toutes ces raisons expliquent le ralliement du PCI à l'orientation du Secrétariat international lors de son VIe congrès - en janvier 1950. G. Bloch résume ainsi la nouvelle ligne de la section française :

« La révolution russe fut le tremplin à partir duquel la IIIe Internationale prit son essor historique. La révolution yougoslave peut devenir le tremplin d'où la IVe Internationale s'élancera à la conquête des masses »<sup>20</sup>.

Le PCI veut montrer aux partisans de la révolution yougoslave qu'il constitue une direction révolutionnaire<sup>21</sup>. Ce parti entreprend alors une énergique campagne d'information et de défense de la Yougoslavie. Ainsi, *La Vérité* consacre d'avril à juillet 1950 une grande partie de ses pages à ce pays. Pendant cette période, G. Bloch tient une chronique « La lutte

---

<sup>17</sup> « Crise du régime et crise du stalinisme en France », *Quatrième internationale*, n° 49, décembre 1949, p. 17.

<sup>18</sup> PRAGER R., *Les congrès... tome 3, op. cit.*, p. 451.

<sup>19</sup> PRAGER Rodolphe (sous la direction de), *Les congrès de la Quatrième Internationale, tome 4 : Menace de la troisième guerre mondiale et tournant politique (1950-1952)*, Paris, Editions La Brèche, 1989, p. 228.

<sup>20</sup> « Le test yougoslave », *IVe Internationale*, n° 3-4, mars-avril 1950.

<sup>21</sup> CERMTRI, PCI 1950, *Supplément à La Vérité n° 149*, p. 2.

pour la démocratie socialiste en Yougoslavie » où il vante les mérites du régime de Tito. De plus, le PCI constitue la cheville ouvrière d'un Comité national pour l'envoi de brigades de jeunes en Yougoslavie. Trois des six dirigeants de cet organisme sont trotskystes : D. Renard, A. Cardinal et Roger Marchand. En avril 1950, il appelle les jeunes à se rendre en Yougoslavie durant l'été pour enquêter et témoigner à leur retour. Le comité se réfère à la phrase de Jean Jaurès : « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire<sup>22</sup> ». Un accord secret entre l'ambassade de Yougoslavie et les trotskystes français permet l'organisation de ces voyages<sup>23</sup>. Le dispositif mis en place prévoit de regrouper les jeunes par brigade, chacune d'entre elles travaillera - à temps partiel - sur un chantier pendant une période puis mènera une enquête dans une province du pays. En contrepartie, chaque participant ne déboursera qu'une somme modique. Cet été-là, 18 brigades françaises partent en Yougoslavie, regroupant 1981 jeunes. Chaque brigade élit ses responsables mais en fait bien souvent ceux-ci appartiennent au PCI ou au MRJ. Il existe aussi des brigades étrangères mais elles rassemblent au total moins de participants. Le Comité national pour l'envoi des brigades publie un bimensuel, *La Brigade*. Celui-ci commente les préparatifs de départ puis les impressions de voyage des brigadistes.

Enfin, le PCI tient une série de réunions, conférences ou meetings destinés à soutenir le régime yougoslave et à appuyer les brigades de jeunes. Au cours de ces assemblés des journalistes - comme Claude Bourdet - et des militants témoignent. Pour empêcher la tenue de ces assemblées, les communistes multiplient les violences contre les orateurs et les participants à ces réunions. Afin de protester contre ces méthodes, le Comité pour l'envoi des brigades organise un meeting le 9 juin salle des Sociétés savantes à Paris. *L'Humanité* se déchaîne, elle titre « Les agents du fasciste Tito ne provoqueront pas impunément à Paris<sup>24</sup> » et appelle les communistes à saboter la réunion. Ceux-ci provoquent une véritable bataille rangée à l'ouverture du meeting mais les partisans des brigades - avec les trotskystes au premier rang - l'emportent et la réunion se déroule ensuite normalement<sup>25</sup>.

A la fin de l'été 1950, le comité central du PCI considère comme « extrêmement positif »<sup>26</sup> le bilan de cette campagne. D'abord, parce que l'organisation gagne en influence

---

<sup>22</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 215.

<sup>23</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, op. cit., p. 56.

<sup>24</sup> Numéro du 8 juin 1950, p. 4.

<sup>25</sup> « Echech stalinien aux Sociétés savantes », *La Vérité*, n° 256, 2<sup>e</sup> quinzaine de juin 1950.

<sup>26</sup> CERMTRI, PCI 1950, *C. C du 30 sept. 1950 (brigades)*, p. 4.

auprès des intellectuels de gauche. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, beaucoup d'entre eux étaient membres du PCF, « compagnons de route » ou au moins compréhensifs à son égard. La rupture entre la Yougoslavie et l'URSS les trouble, une partie de ces intellectuels refuse de croire que Tito soit devenu un fasciste enragé. Ainsi, Claude Bourdet, Jean Cassou, Edith Thomas, Vercors, Jean Duvignaud, Clara Malraux... prennent la défense du régime yougoslave et entrent en relation avec les trotskystes. Ceux-ci participent alors au lancement d'une revue pour les intellectuels, *Contemporains*, subventionnée par l'ambassade yougoslave<sup>27</sup>. L'autre principal acquis de la campagne correspond aux jeunes emmenés en Yougoslavie. Le parti veut organiser une amicale des anciens brigadistes afin de leur permettre de mieux échanger et de favoriser la diffusion de leurs expériences. A partir de cet organisme, il espère que les militants de l'actuel MRJ parviendront à constituer une organisation révolutionnaire de la jeunesse de taille conséquente<sup>28</sup>.

Honnêtement, la direction du PCI reconnaît aussi les ratés de la campagne. D'abord, elle constate le faible nombre d'ouvriers parmi les brigadistes, les étudiants et les petits-bourgeois étant nettement majoritaires. Le PCI espérait que des membres du PCF ou de son organisation de jeunesse participeraient aux brigades mais ces derniers ont été peu nombreux. Ensuite, l'encadrement politique des brigades a été déficient : les militants du PCI et du MRJ ne se sont pas assez mobilisés. Dans les usines, seules les cellules Renault et Chausson ont réellement participé à la campagne<sup>29</sup>. Ce constat du comité central montre que le PCI n'est toujours pas unanime dans l'appui au PCY. Selon M. Lequenne, responsable politique de la brigade Jean Jaurès :

« Les discussions internes sur le problème [yougoslave] étaient aussi vives à l'intérieur du PCI qu'avec nos sympathisants et amis<sup>30</sup> ».

Parti dans la même brigade que M. Lequenne, S. Just exprime son opposition au régime yougoslave lors de son séjour<sup>31</sup>. P. Broué, qui va devenir un lambertiste de premier plan, a fait aussi le voyage. Il se souvient d'un pays misérable, où la mauvaise volonté au travail des

---

<sup>27</sup> CHARPIER Frédéric, *Histoire de l'extrême-gauche trotskiste*, Paris, Editions 1, 2002, p. 172-183 et LEQUENNE M., *Le Trotskisme...*, op. cit., p. 205.

<sup>28</sup> C. C du 30 sept. 1950, op. cit., p. 5-6.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>30</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 220.

<sup>31</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 214.

paysans réquisitionnés crève les yeux. Sceptique sur le régime yougoslave, P. Broué évoque ses divergences avec d'autres trotskystes, devenus de vrais « titistes »<sup>32</sup>.

Malgré les critiques ou les réserves de certains membres du PCI, le comité central paraît résolu à continuer de soutenir le régime yougoslave<sup>33</sup>. Un événement inattendu va semer le doute parmi les membres de cette instance. En juin 1950, les armées de la Corée du Nord envahissent le sud de la péninsule, sous influence américaine. Le conseil de sécurité de l'ONU adopte la position des USA et condamne la Corée du Nord. Lors du vote de la plupart des résolutions correspondantes, la Yougoslavie s'abstient. Ces scrutins marquent le début d'un rapprochement entre ce pays et le camp occidental.

Le SI, comme le comité central du PCI, soutiennent sans réserve la Corée du Nord. Ils considèrent que celle-ci mène une guerre progressive et anti-impérialiste. Par contre, le mouvement trotskyste diverge sur l'attitude à adopter par rapport à la Yougoslavie. Pour M. Pablo, le déclenchement du conflit coréen change la conjoncture internationale. Selon lui, « le monde va vers des explosions gigantesques et des événements décisifs »<sup>34</sup>. Dans ce contexte, il juge l'attitude de la Yougoslavie particulièrement condamnable. Aussi, en novembre 1950, le SI publie un « Appel du Secrétariat de la IVe Internationale aux communistes yougoslaves »<sup>35</sup>. Le ton de cet appel se révèle bien différent de celui du 13 juillet 1948, très empathique : il somme la Yougoslavie de rompre avec l'impérialisme et de rejoindre « les masses prolétariennes et coloniales qui suivent les partis communistes »<sup>36</sup>. Lors de son plenum de novembre 1950, le CEI adopte une ligne moins sévère envers le Parti communiste yougoslave : il constate seulement que la politique suivie par ce parti n'est pas entièrement adéquate<sup>37</sup>.

Les 2 et 3 décembre 1950, le comité central du PCI approuve unanimement le texte du CEI mais se divise par rapport à l'appel du SI. Une majorité insiste sur l'importance de la révolution yougoslave. La direction du PCY a commis des erreurs au niveau international mais elle lutte à l'intérieur du pays contre les tendances bureaucratiques. Cette majorité prône une défense inconditionnelle de la Yougoslavie contre le monde capitaliste et la bureaucratie stalinienne. Elle juge l'appel du SI trop brutal. Parmi les membres les plus résolus de ce

---

<sup>32</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, op. cit., p. 56-58.

<sup>33</sup> CERMTRI, PCI 1950, C. C du 30 sept. 1950 (*brigades*).

<sup>34</sup> PRAGER R., *Les congrès...* tome 3, op. cit., p. 411.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 411-418.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 411.

<sup>37</sup> PRAGER R., *Les congrès...* tome 4, op. cit., p. 249-260.

courant de pensée, nous citerons M. Bleibtreu, M. Lequenne et G. Bloch. Au cours des votes sur la question yougoslave, P. Lambert se joint fréquemment à eux<sup>38</sup>. Une minorité approuve l'appel du SI condamnant la politique étrangère yougoslave. Michèle Mestre et son compagnon, Mathias Corvin, constituent le noyau de cette sensibilité auquel se joignent P. Frank et J. Grinblat. Pour les membres du comité central ce clivage semble être seulement de circonstance. Mais, Raymond Hirzel (sous le pseudonyme de Jacques Dupont) dans *Socialisme ou Barbarie*, prédit des déchirements dans le PCI :

« On va vers l'écartèlement entre une aile anti-stalinienne (et en fin de compte, réformiste, voire RDR) et une aile pro-stalinienne »<sup>39</sup>.

Les divergences au sein de la section française expliquent la fin confuse de la campagne pour la Yougoslavie. En octobre-novembre 1950, M. Lequenne publie dans *La Vérité* sous forme de feuilleton le bilan des enquêtes menées par les brigades<sup>40</sup>. Puis, les récits de voyage disparaissent du journal et le PCI cesse de faire publiquement campagne pour les Yougoslaves. *La Vérité* critique publiquement ces derniers. Ainsi, en décembre 1950, elle désapprouve la presse de ce pays qui assimile l'URSS à un état fasciste et juge bénéfique l'action des troupes américaines en Corée<sup>41</sup>. Néanmoins, dans le même numéro, le journal réplique vertement au *Libertaire* - organe de la Fédération anarchiste - pour ses critiques sur le régime social yougoslave<sup>42</sup>. Quant aux brigades, les militants trotskystes participent en novembre 1950 à la création d'une Association des jeunes des brigades en Yougoslavie (AJBY) qui continue de publier *La Brigade*<sup>43</sup>. Le PCI soutient cette association jusqu'en novembre 1951 malgré les divergences croissantes entre les trotskystes et les Yougoslaves. A cette date, les correspondants de ces derniers en France accusent le MRJ d'avoir monopolisé l'association. Ils dissolvent l'AJBY et constituent à la place une Association des jeunes de France - Yougoslavie qui ne s'adresse plus aux « brigadistes ». Le MRJ dénonce ces mesures et déconseille l'adhésion à l'« officine titiste »<sup>44</sup> : l'opération brigades s'achève sur cet échec<sup>45</sup>.

<sup>38</sup> CERMTRI, PCI 1950, *Supplément n° 159 à La Vérité*, p. 3-4.

<sup>39</sup> « Voyage en Yougoslavie », n°8, janvier-février 1951, p. 86-87.

<sup>40</sup> « Ce que les brigades du PCI ont vu et entendu », n° 258 à 260.

<sup>41</sup> MARTIN Jean-Paul, « La Yougoslavie sur la voie glissante », n° 263, 2<sup>ème</sup> quinzaine de décembre 1950.

<sup>42</sup> VAN BEVER Georges, « Les suppositions malveillantes », *Ibid.*

<sup>43</sup> PLUET-DESPATIN Jacqueline, *La presse trotskiste...*, *op. cit.*, p. 136.

<sup>44</sup> Articles de MILOU (Emile Lejeune) : « Où vont les brigadistes » et « Propagande titiste ou action révolutionnaire » dans *Jeune Révolution*, n°17, déc. 1951 et n° 18, février 1952.

<sup>45</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité n° 278*, juillet 1951, p. 3.

Par son soutien à Tito, le PCI espérait « casser » le Parti communiste. En fait, ses efforts n'aboutissent qu'à un nouvel affaiblissement de l'organisation trotskyste. Des militants ouvriers expriment leur mécontentement : le parti a mené campagne pour la Yougoslavie au détriment du travail d'entreprise pour un bien piètre résultat final<sup>46</sup>. Henri Lafière, autrefois proche de la tendance Castoriadis-Lefort, quitte alors le PCI<sup>47</sup>. Un membre du comité central comme Julien Brassamain, métallurgiste et membre éminent du rayon Puteaux-Suresnes, demande un congé de 6 mois minimum à la direction de l'organisation<sup>48</sup>. En fait, il n'y reviendra pas. Deux autres membres du comité central, Raymond Florence et Roger Mary<sup>49</sup>, ne participent plus à ses sessions, le second démissionne même du parti<sup>50</sup>. Au bureau politique, Michèle Mestre et Mathias Corvin s'alignent de plus en plus sur la politique du PCF, en particulier sur son refus du réarmement allemand. Ils s'opposent régulièrement aux autres membres de cette instance, en particulier à P. Frank et J. Grinblat. Nous avons précédemment évoqué des divergences entre les responsables du PCI, par exemple à propos de la Yougoslavie ou de la tendance syndicale, mais il s'agit là d'un problème plus grave : une mésentente permanente qui paralyse la direction du parti<sup>51</sup>. Ces difficultés de la section française apparaissent dans les quelques informations quantitatives dont nous disposons.

### Quelques données sur le PCI

Bien que bimensuelle, *La Vérité* se vend peu : 1200 exemplaires par numéro en septembre 1949. Comme ces ventes ne couvrent qu'un tiers des dépenses du journal, le parti se trouve contraint de mener en permanence des campagnes de souscriptions et d'abonnements<sup>52</sup>.

Les effectifs du PCI continuent à diminuer comme l'indique ce tableau du nombre annuel de cartes d'adhérents placées<sup>53</sup> :

---

<sup>46</sup> Ainsi Camille dans CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n°266, février 1951, p. 5.

<sup>47</sup> Selon sa notice du *Maitron*.

<sup>48</sup> CERMTRI, PCI 1951, « Aux membres de la cellule de Puteaux... », 5 p.

<sup>49</sup> Militant trotskyste depuis 1931, R. Florence est métallurgiste à Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle). R. Mary milite à Nantes.

<sup>50</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n°277, juin 1951, p. 5.

<sup>51</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n°264, janvier 1951 et *Supplément à La Vérité* n°269, mars 1951, p. 1 à 11; LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 234.

<sup>52</sup> CERMTRI, PCI 1949, *Supplément à La Vérité* n° 238.

<sup>53</sup> « CC du 26 mars 1950 », *op. cit.*

Année	Nombre de cartes placées	dont en région parisienne	dont en province
1947	740	302	438
1948	432	170	262
1949	317	145	172
1950	253	131	122

En comparaison, la seule fédération de la Seine du PCF place 88 866 cartes d'adhérent en 1949<sup>54</sup>.

Le PCI se concentre sur la région parisienne : la part de celle-ci augmente régulièrement<sup>55</sup>. Pourtant, son implantation régresse là-aussi. A la suite du départ des « droitiers », le PCI ne compte plus que 9 cellules « normales », 2 cellules stagiaires et le « 11<sup>e</sup> groupe » travaillant vers les milieux intellectuels. En mars 1950, le congrès régional du PCI dresse le tableau de leurs activités reproduit page suivante<sup>56</sup>.

Une double évolution apparaît.

D'abord, le parti recule dans la métallurgie, malgré la priorité accordée à cette branche. Les licenciements massifs qui viennent d'avoir lieu dans l'aéronautique ont entraîné la perte par le PCI de ses positions aux usines Morane, Nieuport, Caudron et à la SNCASO (ancêtre de Sud-Aviation). Dans l'automobile, l'implantation réussie chez Renault ne compense pas l'échec aux usines Citroën où il n'y a plus un seul trotskyste. Pour toute la métallurgie en Ile-de-France, le parti ne compte plus que 3 cellules d'entreprise : Renault-Markine, Renault-Trocello et Chausson. Une cellule locale à Puteaux réunit les restes du fameux rayon Puteaux-Suresnes. Cette évolution s'explique par l'attitude du patronat : la conjoncture politique lui étant devenue plus favorable, il licencie désormais les ouvriers trotskystes à la moindre occasion. Cela se produit pour D. Righetti en 1949. Comme, de son côté le PCF conserve la même hargne à leur encontre, le maintien des cellules trotskystes dans la métallurgie s'avère de plus en plus problématique. D'autres révolutionnaires connaissent les mêmes difficultés. Ainsi, Maurice Joyeux, militant anarchiste et ajusteur-outilleur, ne trouve plus d'emploi dans sa profession et doit changer de métier<sup>57</sup>.

---

<sup>54</sup> PIGENET Michel, *Au coeur de l'activisme communiste des années de Guerre froide : la manifestation Ridgway*, L'harmattan, 1992, p. 37.

<sup>55</sup> « CC du 26 mars 1950 », *op.cit.*

<sup>56</sup> *Rapport d'activité...*, *op. cit.*, p. 10.

<sup>57</sup> JOYEUX Maurice, *Sous les plis du drapeau noir*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 1988, p.119.



Tableau de l'implantation du PCI en RP (mars 1950)

Cellule	Lieux d'intervention de la cellule (entreprise, corporation ou localité). Si l'un d'entre eux est privilégié, il est souligné.
Chausson	<u>Chausson</u> (Asnières) Snecma (Gennevilliers)
Renault- Markine	<u>Renault</u> (Billancourt) Salmson (Billancourt)
Renault- Trocello	<u>Renault</u> Snecma (Billancourt) I.T <sup>58</sup>
Puteaux	Usines Unic (Puteaux), Saurer (Suresnes), Rateau (La Courneuve) et Arsenal (Puteaux).
Métro	<u>Ateliers RATP Championnet et Vaugirard</u> Travail sympathisant dans le XIe arrondissement
Instituteurs	<u>Syndicat des instituteurs de la Seine</u> Fonctionnaires (en particulier ministères du Travail et de la Reconstruction)
Ve-XIIIe	<u>Syndicat du Livre</u> Etudiants Central PTT Travail vers les UJRF <sup>59</sup> du XIIIe
XVIIe-XVIIIe	<u>Syndicats des employés</u> (en particulier Banque et Commerce) Travail sympathisants XVIIe-XVIIIe et Saint-Ouen
Banlieue Sud	<u>Butte Rouge</u> (Chatenay-Malabry) Usine Snecma (Boulevard Kellermann dans le XIIIe arr.)
XIe Groupe	<u>Travail dans les milieux intellectuels</u> Anime le cercle Lénine orienté plutôt vers les intellectuels.
Stagiaires- Paris XIII	<u>Bureau de poste Paris XIII</u>
Stagiaires- Banlieue Nord	<u>Ermont</u> Saint-Denis

<sup>58</sup> Cette entreprise est très probablement la Compagnie Industrielle des Téléphones située dans le XVe arrondissement et évoquée dans *La Vérité*, n° 264 du 11 janvier 1951.

<sup>59</sup> Organisation de jeunesse du PCF.

Ensuite, il faut constater un maintien, voire un progrès, du PCI parmi les « personnels à statuts ». L'historien Antoine Prost nomme ainsi les salariés qui disposent de la stabilité de l'emploi<sup>60</sup>. Les trotskystes arrivent à s'implanter dans ces milieux professionnels car leur licenciement s'avère beaucoup plus difficile que dans la métallurgie. Parmi les travailleurs à statuts, le PCI dispose désormais de la cellule Métro, animée principalement par S. Just. Dans le XIIIe arrondissement, le parti met en place une autre cellule d'entreprise composée de postiers. De plus, les travailleurs à statuts forment l'ossature de plusieurs cellules corporatives ou locales : Instituteurs, XVIIe-XVIIIe (avec des employés) et Ve-XIIIe (avec des syndicalistes du Livre et des postiers)<sup>61</sup>.

En dehors de la région parisienne, quelle est l'implantation du PCI ? Nous disposons à ce sujet d'une seule indication, la répartition des cotisations payées par les militants provinciaux au printemps 1950<sup>62</sup> :

Finistère : 18,9%	Meurthe-et-Moselle : 4,7%
Lyon : 14,4%	Coüeron (Loire-Atlantique <sup>63</sup> ) : 4,2%
Saint-Etienne : 14,4%	Puy-de-Dôme : 3,7%
Montpellier : 14,4%	Drôme : 1,4%
Nantes : 11,7%	Inconnu : 2,8%
Reims : 9,4%	

Les militants provinciaux du PCI se répartissent très inégalement sur le territoire : la Bretagne (avec Nantes) et l'espace Lyon-Saint-Etienne regroupe près des 2/3 d'entre eux.

Les dates d'adhésion des membres du parti en 1950 confirment un reflux depuis 1947<sup>64</sup> :

Avant 1934	12%
1934-1943	12%
1944	6%
1945	10%
1946	17%
1947	17%
1948	16%
1949	10%

<sup>60</sup> Dans *La CGT à l'époque du Front populaire*, Paris, Fondation nationale de Sciences politiques, 1964, p. 251.

<sup>61</sup> *Rapport d'activité...*, *op. cit.*, p. 10.

<sup>62</sup> CERMTRI, PCI 1950, *Supplément à La Vérité* n° 254, p. 9.

<sup>63</sup> Ce département s'appelait Loire-Inférieure jusqu'en 1957. Dans le présent document, nous le nommons partout Loire-Atlantique par commodité.

<sup>64</sup> CERMTRI, FRANCE COMITE INTERNATIONAL 1953-1964, CC du 26 mars 1950.

Après la Libération, nous observons que le mouvement anarchiste connaît une évolution similaire à celle du PCI<sup>65</sup>. Tous les deux progressent en 1945-1947 puis voient ensuite leurs effectifs et leurs influences diminuer. Ainsi, aux lendemains de la Libération, la Fédération anarchiste (FA) se reconstitue. Elle publie de nouveau *Le Libertaire* dont le tirage atteint 30 000 exemplaires, chiffre jamais atteint jusque-là. Ensuite, les ventes du journal diminuent<sup>66</sup>. La CNT, confédération pilotée par des anarcho-syndicalistes, périclité après quelques succès<sup>67</sup>. De même, l'Union communiste augmente un peu ses effectifs à la Libération puis entre en crise à la fin des années 1940 et disparaît pour un temps. Les difficultés de ces organisations proviennent en partie de la conjoncture politique et sociale qui suit les événements de 1947. La droite reprend vigueur et l'axe des gouvernements successifs se déplace vers le centre droit. L'esprit de la Libération s'efface tandis que les idées modérées ou libérales reviennent en force. Celles-ci profitent de la résignation croissante des travailleurs, démoralisés par la rupture PC-SFIO et la scission syndicale. Pour bien des Français, la disparition des rationnements alimentaires et l'amélioration progressive de la situation économique annoncent des jours meilleurs. Seule une minorité de travailleurs veut lutter contre le patronat et le gouvernement mais elle se tourne vers le PCF à cause de son langage radical et combatif. Celui-ci veille à apparaître comme « le meilleur défenseur des masses » et « le parti des ouvriers »<sup>68</sup>. Tout cela contribue au retour des révolutionnaires à la marginalité.

Nous venons d'évoquer l'évolution du PCI dans les années 1948-1950. Pour la même période, nous nous proposons maintenant d'étudier l'activité syndicale du PCI, domaine d'action principal de P. Lambert.

### **La quête d'un regroupement syndical**

Il existe désormais quatre confédérations ouvrières : la CGT, FO, la CNT et la CFTC. Leurs effectifs ne sont pas du tout comparables : en 1949 la CGT compte 3 140 000 adhérents, FO 337 000, la CFTC 320 000<sup>69</sup> et la CNT seulement quelques dizaines de milliers<sup>70</sup>. A ces

---

<sup>65</sup> LONCLE Julien, *Histoire d'un courant anarcho-syndicaliste français : la CNT de 1945 à 1995*, Maîtrise, Université de Bourgogne, 2002. p.11-14

<sup>66</sup> JOYEUX Maurice, *Histoire du journal de l'organisation des anarchistes*, Groupe Fresnes-Antony, 1984, p. 21-24.

<sup>67</sup> LONCLE J., *Histoire...*, op. cit., p. 12.

<sup>68</sup> PIGENET M., *Au cœur...*, op. cit., p. 65 et 72.

<sup>69</sup> Nombres estimés par Dominique LABBE dans *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 132.

quatre confédérations, il faut ajouter les syndicats autonomes, même si une partie d'entre eux rallie FO après sa naissance.

Le PCI dénonce la scission qui disperse les militants syndicaux dans des organisations antagonistes et prévoit la désertion de celles-ci par les travailleurs. Il rend les dirigeants de FO responsables de cette catastrophe. Selon lui, la nouvelle confédération « est dominée par les fonctionnaires chevronnés du syndicalisme réformiste »<sup>71</sup>. Le PCI critique aussi les méthodes bureaucratiques des communistes qui ont dégoûté bien des militants. En conséquence, il modifie sa politique syndicale. Le mot d'ordre d'unité ouvrière lui paraît maintenant le plus approprié pour rassembler les travailleurs. Le parti trotskyste ne donne plus la priorité à l'élaboration d'une tendance lutte de classe dans la CGT mais combat pour la réunification syndicale par la reconstruction d'une CGT unique et démocratique<sup>72</sup>. Il entreprend de regrouper les syndiqués de tout horizon mais d'accord sur cet objectif en une tendance Unité syndicale, en espérant que cette démarche aura plus de succès que la stratégie Front ouvrier<sup>73</sup>. Cette tendance au niveau confédéral aurait pour objectif de constituer la nouvelle direction de la classe ouvrière française<sup>74</sup>. En conséquence, le PCI demande à ses militants de choisir leur organisation syndicale en fonction de leurs possibilités d'y agir pour l'unité et de pouvoir regrouper des travailleurs. Il n'exclut pas l'appartenance à un syndicat autonome, surtout quand celui-ci sauvegarde l'unité de la corporation<sup>75</sup>.

Le parti trotskyste prévoit le lancement de la nouvelle tendance le 1<sup>er</sup> février 1948, lors d'une conférence nationale ouverte à tous les syndicalistes intéressés. P. Lambert et R. Dumont coordonnent méticuleusement les préparatifs de la réunion. Ainsi, ils mettent en place un comité d'organisation de la conférence et éditent un bulletin pour donner des consignes aux militants<sup>76</sup>. Ce rassemblement inaugure la pratique lambertiste de tenue d'assemblées ouvrières ouvertes à des militants d'appartenances syndicales ou politiques différentes. Dans la suite de notre étude, nous évoquerons l'organisation par les lambertistes de bien d'autres réunions de ce type. La conférence obtient un succès relatif : elle réunit environ 200 personnes. P. Lambert présente le rapport du comité d'organisation. L'assemblée

---

<sup>70</sup> LONCLE J., *Histoire...*, op. cit., p. 12.

<sup>71</sup> SIMON J., « Au congrès CGT-FO », *La Vérité*, n°217, 16 avril 1948.

<sup>72</sup> CERMTRI, 1947-57 travail syndical, « Appel aux syndicats de toutes tendances », 4 p.

<sup>73</sup> *L'Unité syndicale*, n°1, mars 1948, p. 1.

<sup>74</sup> CERMTRI, PCI 1949, *Comité central des 2-3 juillet 1949*, p. 7-20.

<sup>75</sup> CERMTRI, 1947-57 Travail syndical, *Bulletin du comité d'organisation*, n°1, 12 janvier 1948, p. 3.

<sup>76</sup> *Ibid.*

créée la tendance syndicale et se dote d'un périodique, *L'Unité syndicale*, qui remplace *Front ouvrier*. Elle élit une commission administrative provisoire de 48 membres. Parmi eux, nous avons comptabilisé au moins une vingtaine de membres du PCI<sup>77</sup>.

Peu après, le nouveau courant syndical se prévaut d'un succès de sa « filiale » dans l'enseignement public : l'École émancipée. Au moment de la scission de FO, les syndicalistes enseignants hésitent sur le choix de la confédération à laquelle s'affilier. L'École émancipée prend alors l'initiative : elle préconise l'autonomie, solution transitoire préparant la réunification syndicale<sup>78</sup>. La direction réformiste du syndicat national des instituteurs (SNI) se préoccupe principalement de la défense de l'école laïque et de la laïcité. Pour cela, elle juge l'unité du SNI indispensable. Comme le maintien à la CGT ou le ralliement à FO signifieraient l'éclatement de ce syndicat, ses dirigeants se décident aussi pour l'autonomie. Le congrès du SNI des 22-24 mars 1948 approuve cette solution par 81% des mandats. L'autonomie acquise, il reste à fixer les conditions de sa mise en œuvre. Pour cela, la majorité réformiste et l'École émancipée se mettent d'accord sur une motion d'orientation commune, rédigée par Pierre Bonissel - dirigeant réformiste - et M. Valière. Ce texte proclame « la nécessité absolue de travailler à la reconstruction d'une CGT démocratique unique »<sup>79</sup>, selon le vœu de l'École émancipée. Il marque l'alliance des deux tendances contre une motion d'inspiration cégétiste. La motion Bonissel-Valière obtient la majorité des voix. Les jours suivants, la Fédération de l'éducation nationale (FEN), à laquelle appartient le SNI, tient aussi son congrès. Les délégués adoptent la même démarche que ceux du SNI, ils approuvent à leur tour la motion Bonissel-Valière. La FEN devient autonome, tout en proclamant sa volonté d'œuvrer à la réunification syndicale<sup>80</sup>. L'accord entre des réformistes et des trotskystes a contribué à ce résultat. Cette alliance se renouvellera.

Malgré les désaccords précédemment évoqués entre les trotskystes et le groupe de P. Monatte, la conférence de l'Unité syndicale propose à ce dernier de coopérer. Signe de bonne volonté, elle élit deux membres de l'équipe de *La Révolution prolétarienne* – Yves Delaunay et Charles Cordier – à sa commission administrative. Cette nouvelle tentative de rapprochement échoue. Dans *La Révolution prolétarienne*, Yves Delaunay en indique la cause : les divergences des deux groupes, par rapport aux communistes. Pour lui et pour

---

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>78</sup> VERGER Jérémie, *op. cit.*, p. 142.

<sup>79</sup> BATSCH Laurent, *La FEN au tournant*, Paris, La Brèche, 1987, p. 150.

<sup>80</sup> BRUCY Guy, *Histoire de la FEN*, Paris, Belin, 2003, p. 128-145.

P. Monatte, le « néo-guesdisme stalinien » représente le principal danger. En prônant la grève générale et la lutte d'ensemble contre le régime capitaliste, les trotskystes facilitent la prise du pouvoir par le PCF. Y. Delaunay conclut : « Contre le capitalisme, les trotskystes font alliance avec le diable ! »<sup>81</sup>.

En dépit de cet échec, P. Lambert cherche à développer la tendance en contactant les groupes ou courants syndicaux qui contestent les directions de la CGT et de FO. Il s'agit des minorités de ces deux confédérations mais aussi d'anarcho-syndicalistes de la CNT et de syndicalistes autonomes. En novembre 1948, ces éléments constituent le Cartel d'unité d'action syndicaliste (CUAS) avec un programme d'inspiration syndicaliste révolutionnaire<sup>82</sup>. Mais, des divergences apparaissent vite entre les membres du cartel. Ainsi, la majorité des organisations adhérentes vote une résolution appelant à lutter contre les syndicats d'inspiration gaulliste et contre la CGT. P. Lambert, représentant l'Unité syndicale, s'oppose en vain à ce texte car, pour lui, les premiers n'appartiennent pas au mouvement ouvrier à la différence de la seconde<sup>83</sup>. Cela l'amène à dénoncer les sympathies gaullistes de certains délégués, comme Emile Clément - secrétaire du syndicat autonome des transports parisiens. En conséquence, ce dernier quitte le regroupement. Surtout, l'objectif final du cartel fait débat. Certains syndicats autonomes prônent la constitution d'une nouvelle confédération alors que les représentants de la CNT et de la minorité FO cherchent à recruter pour leur propre organisation et refusent de cohabiter avec des communistes<sup>84</sup>. De son côté, l'Unité syndicale aspire à reconstituer une CGT unique et démocratique intégrant ces derniers et refuse la création d'une nouvelle confédération. Elle prône dans les entreprises la constitution de comités d'unité d'action pour lutter contre le patronat et le gouvernement. Ces organismes réuniraient les travailleurs au lieu de les diviser et seraient le vecteur de la réunification syndicale. Sur cette position, P. Lambert obtient une fragile majorité lors de la conférence du CUAS en novembre 1949<sup>85</sup>. Néanmoins, ce groupement rencontre peu d'écho dans le milieu syndical<sup>86</sup> : il ne rassemble jamais plus de 20 000 syndiqués<sup>87</sup>. Ce médiocre résultat et les

---

<sup>81</sup> « Au journal *Unité syndicale* : plus d'accord », n° 321, novembre 1948, p. 29-30.

<sup>82</sup> CORDIER Charles, « La conférence des syndicats autonomes », *La Révolution prolétarienne*, n°322, décembre 1948.

<sup>83</sup> CERMTRI, 1947-1957 Travail syndical, *Aux syndicats et tendances invitées à l'organisation du Cartel d'unité d'action syndicaliste*.

<sup>84</sup> « A travers la presse syndicale », *L'Unité syndicale*, n°4, juillet-août 1948, p.3.

<sup>85</sup> « La conférence du CUAS », *La Vérité*, n° 242, 2<sup>ème</sup> quinzaine de novembre 1949, p.3.

<sup>86</sup> GAUTHIER, « La réalisation de l'unité ouvrière », *La Révolution prolétarienne*, n°330, août 1949.

<sup>87</sup> BERGOUNIOUX Alain, *Force ouvrière, op.cit.*, p. 104.

divergences entre ses composants expliquent sa disparition au début de l'année 1950<sup>88</sup>. Sur ce cartel, nous signalons cette appréciation de *La Révolution prolétarienne* : « en fait, la plupart des participants sont des réformistes ». Ce jugement se fonde sur certaines opinions de délégués autonomes : le refus de la violence révolutionnaire et la volonté de recherche d'un accord avec le patronat. Il s'agit bien là d'idées réformistes<sup>89</sup>. De leur côté, P. Lambert et R. Dumont se félicitent des rapports cordiaux qu'ils entretiennent avec tous les membres du cartel<sup>90</sup>.

Finalement, la tendance Unité syndicale connaît son seul succès dans le monde enseignant. Ailleurs, elle périclité. Certaines de ses liaisons disparaissent et de nombreuses corporations demeurent sans correspondant<sup>91</sup>. Son périodique, *L'Unité syndicale*, se vend mal : il cesse de paraître en avril 1949 à son cinquième numéro. P. Lambert et R. Dumont expliquent cette situation par le manque d'implication du parti dans l'activité syndicale car elle demeure l'apanage de quelques militants<sup>92</sup>. Une discussion s'en suit au comité central le 3 juillet 1949. Une majorité de ses membres vote une résolution de M. Bleibtreu, soutenue par G. Bloch, approuvant la démarche suivie par P. Lambert et R. Dumont. Les opposants se regroupent autour d'une résolution minoritaire proposée par J. Grinblat, soutenue par P. Frank et D. Renard<sup>93</sup>. Pour eux, les difficultés de la tendance s'expliquent par le choix de commencer sa construction par le niveau national. Ils privilégient l'action syndicale au niveau corporatif et local, en prenant pour exemple l'École émancipée<sup>94</sup>. La divergence entre P. Lambert et D. Renard se révélera sans conséquence : nous les verrons s'allier deux ans plus tard. Par contre, il existe une profonde mésentente entre le responsable de la commission syndicale et les deux chefs historiques du « moliniérisme ». M. Lequenne signale une forte inimitié entre le premier et J. Grinblat depuis l'Occupation<sup>95</sup>. Une de leurs divergences porte sur la manière de construire le parti révolutionnaire. Sur ce sujet, P. Grinblat rédige un rapport pour le VI<sup>e</sup> congrès du PCI. Sa principale proposition : que les membres de la direction deviennent permanents. P. Lambert est le seul membre du comité central qui s'oppose à ce

---

<sup>88</sup> GRAN R., « Après la conférence », *Pour l'Unité*, n°2, avril 1952, p.2.

<sup>89</sup> « La CNT et le cartel autonome », n°323, janvier 1949, p. 30-31.

<sup>90</sup> *Comité central des 2-3 juillet 1949, op.cit.*, p. 13.

<sup>91</sup> CERMTRI, PCI 1949, Texte de la cellule Markine, 2 p.

<sup>92</sup> CERMTRI, PCI 1949, *Compte rendu du CC des 23-24 avril 1949*, p. 43-44.

<sup>93</sup> *Comité central des 2-3 juillet 1949, op.cit.*, p. 2-4.

<sup>94</sup> Texte de la cellule Markine, *op.cit.*

<sup>95</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 257.

texte<sup>96</sup>. De même, P. Lambert n'apprécie pas P. Frank. Plus tard, *Quelques enseignements de notre histoire*<sup>97</sup> critiquera systématiquement celui-ci. Cette brochure évoquera « son formalisme sectaire et opportuniste »<sup>98</sup>, le présentera « vivant en dehors des problèmes de la lutte des classes »<sup>99</sup> et « impuissant à passer du trotskysme académique au trotskysme vivant »<sup>100</sup>.

A la suite du peu de résultats obtenus du côté des syndicalistes autonomes, P. Lambert et R. Dumont cherchent ailleurs des partenaires pour leur tendance<sup>101</sup>. La campagne du PCI de soutien au Parti communiste yougoslave les amène à rencontrer des syndicalistes favorables au régime de Tito. Ainsi, un voyage à Belgrade pour le 1<sup>er</sup> mai 1950 les amène à se lier avec un groupe de militants cégétistes animé par Yves Dellac et Michel Morin.

Ces deux militants sont des réformistes, longtemps partisans de l'alliance avec le PCF<sup>102</sup>. Cela explique leur itinéraire : ils ont appartenu au courant réformiste resté à la CGT lors de la scission FO. Yves Dellac est devenu secrétaire confédéral à cette occasion. Leur évolution politique se révèle cohérente avec ce choix syndical : membres de la tendance Bataille socialiste de la SFIO, ils rejoignent en 1948 le PSU, partisan de l'unité d'action avec les communistes. Quand les deux hommes décident de soutenir le régime yougoslave, le PCF les met à l'index. La direction de la CGT oblige Y. Dellac à démissionner de son poste de secrétaire confédéral puis exclut les deux hommes. De même, les dirigeants pro-communistes du PSU obtiennent en juin 1950 leur exclusion de ce parti<sup>103</sup>.

Nous avons évoqué précédemment les réticences de P. Lambert à soutenir le régime yougoslave. Pourtant, il exprime son appui au PCY à son retour de Belgrade. Dans *La Vérité*, il conclut ainsi le récit de son voyage :

« Moi, personnellement, j'estime que j'ai vu en Yougoslavie une dictature du prolétariat, dirigée par un Parti qui veut passionnément combattre la bureaucratie et imposer la démocratie ouvrière »<sup>104</sup>.

<sup>96</sup> CERMTRI, PCI 1949, *Session du CC des 19 et 20 nov. 1949*, p. 1.

<sup>97</sup> *Op. cit.*

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 94.

<sup>101</sup> CERMTRI, 1947-1957 Travail syndical, Lettre de R. Dumont du 13/4/1950.

<sup>102</sup> Voir leurs biographies dans le *Maitron*.

<sup>103</sup> « Le cas Dellac », *La Vérité*, n°259, 2<sup>ème</sup> quinzaine d'octobre 1950. « Après la conférence de l'Unité », *La Révolution prolétarienne*, n°350, avril 1951, p. 25-28. *La Vérité*, n°255, 1<sup>ère</sup> quinzaine de juin 1950.

<sup>104</sup> « 1<sup>er</sup> mai à Belgrade », n° 254.



L'évolution de P. Lambert s'explique en partie par sa rencontre avec Y. Dellac et M. Morin. En effet, selon P. Monatte, une idylle commence alors entre les trotskystes et ceux qu'il nomme « les titistes français »<sup>105</sup>. En juin 1950, l'équipe Dellac-Morin constitue un nouveau regroupement avec l'Unité syndicale, l'École émancipée et des intellectuels qui viennent de rompre avec le PCF - comme Jean Duvignaud. Il s'intitule Comité de défense de la démocratie et de l'unité syndicale. Il est animé par un bureau composé de Y. Dellac – président, Elie Boisselier – administrateur, P. Lambert, J. Duvignaud, R. Filiatre, M. Morin, Roland Renard et M. Valière. Plusieurs membres de cet organisme apparaissent pour la première fois dans ce mémoire comme Elie Boisselier, ingénieur RATP. Membre de la commission syndicale du PCI, il demeure proche de P. Lambert tout au long des années 1950<sup>106</sup>. Citons aussi Roland Renard ouvrier métallurgiste et militant syndical. Enfin, il y a le « droitier » R. Filiatre qui a quitté le PCI en 1948 mais demeure néanmoins en bonnes relations avec P. Lambert.

Sauf M. Valière, tous les membres du bureau possèdent la carte de la CGT car le comité vise à rallier d'abord des adhérents de cette confédération. Quatre écrivains parrainent le Comité de défense de la démocratie et de l'unité syndicale : Clara Malraux, Agnès Humbert, Edith Thomas et J. Cassou<sup>107</sup>.

Ce regroupement se veut plus large que la tendance Unité syndicale. Il ne s'appuie pas sur un programme mais seulement sur deux principes : la démocratie et l'unité syndicale. Il s'agit de constituer des lieux de dialogue entre militants ouvriers pour préparer l'unité d'action indispensable<sup>108</sup>. Les Yougoslaves ont exigé que M. Dellac préside le comité car celui-ci avait été secrétaire de la CGT et leur a donc paru plus respectable<sup>109</sup>. A partir de juillet 1950, cette instance dispose d'un mensuel *L'Unité* dont l'ambassade yougoslave contribue au financement<sup>110</sup>. Le périodique se veut un espace de discussion aussi chaque numéro comprend plusieurs tribunes libres. *L'Unité* réussit à paraître régulièrement, à la différence de *Front ouvrier* et de *L'Unité syndicale*, et suscite l'intérêt des minoritaires des

---

<sup>105</sup> « Le carnet du sauvage », *La Révolution prolétarienne*, n°361, avril 1952, p. 3.

<sup>106</sup> Selon sa biographie du *Maitron*.

<sup>107</sup> « Solidaires du manifeste », *L'Unité*, n°1, 1er juillet 1950, p. 3.

<sup>108</sup> CERMTRI, PCI 1950, Supplément à *La Vérité* n°254, juin 1950, p. 3.

<sup>109</sup> JOYEUX Maurice, *Sous les plis du drapeau noir*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 1988, p. 175.

<sup>110</sup> « Petites notes », *La Révolution prolétarienne*, n°352, juin 1951, p. 25 et LEQUENNE Michel, *op.cit.*, p. 206.

différentes confédérations<sup>111</sup>, particulièrement de la mouvance anarcho-syndicaliste. Rappelons l'itinéraire de celle-ci : elle a tenté en 1948-1949 de construire une centrale syndicale révolutionnaire, comme nous l'avons vu précédemment. Cette tentative a échoué et la CNT, de plus en plus affaiblie, se replie sur elle-même. Désormais, les membres de ce courant appartiennent à FO - comme A. Hébert qui en est membre depuis sa fondation – ou la rejoignent progressivement<sup>112</sup>. Ainsi, la CNT exclut le cheminot Fernand Robert en janvier 1950<sup>113</sup>. Il rejoint alors la confédération réformiste et collabore à *L'Unité*. Son ami Raymond Beaulaton, cheminot lui-aussi, adopte la même démarche. Les deux hommes se singularisent lors du congrès FO de 1950 : ils refusent de se lever à l'apparition de Léon Jouhaux<sup>114</sup>.

Ce début prometteur de *L'Unité* entraîne une riposte des communistes. Comme la majorité des rédacteurs du journal appartient à la CGT, celle-ci procède systématiquement à leur exclusion. Ainsi, une série de trotskystes se trouvent chassés de la confédération à la fin de l'année 1950 et au début de 1951. Parmi eux, nous citerons P. Lambert, R. Dumont, S. Just, D. Renard... soient les militants syndicaux les plus actifs du PCI<sup>115</sup>. Ceux-ci n'adhèrent pas à un autre syndicat mais mènent campagne pour leur réintégration dont *L'Unité* et *La Vérité* se font périodiquement l'écho<sup>116</sup>.

La première conférence de *L'Unité* se tient le 25 février 1951. La majorité des participants milite à la CGT<sup>117</sup>. Pourtant, au cours de la réunion, P. Lambert mentionne deux nouveaux venus n'appartenant pas à cette confédération : Alexandre Hébert et Maurice Joyeux<sup>118</sup>. Tous deux se déclarent anarcho-syndicalistes et entretiennent des relations cordiales avec P. Lambert. A. Hébert dirige l'union départementale FO de Loire-Atlantique et constitue un des membres les plus connus de la minorité radicale de cette confédération. P. Lambert a fait la connaissance d'A. Hébert lors d'un voyage à Nantes en 1949 ou 1950<sup>119</sup>. M. Joyeux est un des dirigeants de la Fédération anarchiste et appartient à un syndicat autonome. Il a rencontré

---

<sup>111</sup> TROUSSET Guillaume, *Libertaires et syndicalistes révolutionnaires...*, op. cit., p. 90.

<sup>112</sup> UBBIALI Georges, « Les anarchistes dans Force ouvrière » (Texte pour le colloque Force ouvrière acteur de la vie contractuelle et du paritarisme), 2008, p. 2.

<sup>113</sup> TROUSSET G., *Libertaires...*, op. cit., p. 91-92.

<sup>114</sup> ROBERT Fernand, « La démocratie n'est qu'un mot », *L'Unité syndicale*, n° 1, mai 1952.

<sup>115</sup> Le tract « N'y a t-il pas autre chose à faire ? », CERMTRI, 1947-1957 Travail syndical, raconte l'exclusion de P. Lambert par une assemblée générale squelettique de sa section.

<sup>116</sup> Ainsi l'article de GARNIER (D. Renard), « Il faut les réintégrer », *La Vérité*, n°304, 4 décembre 1952.

<sup>117</sup> Voici l'appartenance des 221 présents : 121 à la CGT, 19 à FO, 41 aux autonomes, 9 à la CNT, 3 à la CFTC et 28 inorganisés ou exclus selon « La conférence du 25 février 1951 », *L'Unité*, n°16, 4 mars 1951, p.4.

<sup>118</sup> WALUSINSKI Gilbert, op.cit, p. 27.

<sup>119</sup> HENTZGEN J., *Agir...*, op. cit., p. 43 et *Le PCI à Nantes*, op. cit., p.1.

P. Lambert au Comité d'unité d'action syndicaliste. En revanche, aucun rédacteur de *La Révolution prolétarienne* ne participe à la conférence. Un peu plus tard, P. Monatte en indique une des raisons : il juge anormal que ce mouvement aille « quémander ses ressources à l'ambassade titiste ». Il devrait plutôt demander de l'argent à ses partisans<sup>120</sup>.

L'assemblée du 25 février 1951 prend deux résolutions principales : la mise en place d'une coopérative pour gérer le journal et la constitution à la base de comités de liaison réunissant les travailleurs de toutes opinions. *La Révolution prolétarienne* souligne l'absence de précisions sur le but, la composition et le fonctionnement de ces comités. L'assemblée demeure dans le vague sur ces points<sup>121</sup> car les animateurs de ce regroupement ont des avis divergents. Pour P. Lambert, les comités de liaison constituent des lieux de concertation entre des militants appartenant à toutes les centrales. D'ailleurs, lors de la conférence quand un orateur vante les avantages de Force ouvrière, il est interrompu sèchement par P. Lambert qui tranche « Rien à faire dans FO »<sup>122</sup>. Ultérieurement, ce dernier énonce les principaux défauts de cette confédération : elle est proche du gouvernement, colonialiste et opposée à l'unité d'action avec la CGT. Il se refuse d'envisager un regroupement syndical sans les cégétistes et encore moins participer à la construction d'une nouvelle confédération ou au renforcement de l'une d'entre elles<sup>123</sup>. En revanche, le groupe Dellac-Morin veut favoriser la centrale réformiste car après son exclusion de la CGT, il a adhéré à FO où il se lie à André Lafond, ancien trotskyste et membre du bureau confédéral<sup>124</sup>. Ce dernier ne cache pas son anticommunisme. Il prône dans *L'Unité* la constitution d'une confédération réformiste « large »<sup>125</sup>. Ces divergences sont appelées à s'aggraver, comme nous le verrons par la suite.

Nous avons examiné les trois regroupements syndicaux successifs - Front ouvrier, l'Unité syndicale et celui autour de *L'Unité* - auxquels appartiennent P. Lambert et ses camarades de la commission syndicale. Nous remarquons que les trois tendent à intégrer ou à se rapprocher des réformistes. De plus, P. Lambert prône la réunification syndicale et se réfère à la Charte d'Amiens dans des termes proches de ceux de P. Monatte lors de la campagne des vingt-

---

<sup>120</sup> « Le carnet du sauvage », *op. cit.*, p. 3.

<sup>121</sup> WALUSINSKI Gilbert, « Après la conférence de l'Unité », n°350, avril 1951, p. 25-28.

<sup>122</sup> *Ibid.*

<sup>123</sup> LAMBERT Pierre, « Précisions », *L'Unité*, n°29, p. 6.

<sup>124</sup> WILMOTTE Hans, « La renaissance du syndicalisme », *la Révolution prolétarienne*, n° 360, mars 1952, p. 25-26.

<sup>125</sup> « La dernière chance », n°25, août 1951, p. 8.

deux<sup>126</sup>. Tout cela ne correspond pas exactement à la démarche du PCI vers les militants communistes. En fait, la commission syndicale - comme d'autres structures de ce parti - agit de manière autonome, se comportant dans son domaine comme une direction<sup>127</sup>. Surtout, l'orientation de cette commission va se heurter à celle de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Pour en comprendre les raisons, nous allons commencer par examiner où en sont M. Pablo et le Secrétariat international à l'automne 1950.

### **La nouvelle stratégie de M. Pablo**

A ce moment là, le mouvement trotskyste international demeure dans un état de quasi-stagnation. Nous avons vu précédemment le peu de résultats obtenus par le PCI. Ailleurs, aucune section de la IV<sup>e</sup> ne parvient à regrouper la classe ouvrière de son pays. En 1950, seules les sections de Bolivie, de Ceylan et des Etats-Unis dépassent le millier de membres<sup>128</sup>. La tentative de « casser » le mouvement communiste - via le soutien à la Yougoslavie - vient d'échouer. Le déclenchement de la guerre de Corée inspire à M. Pablo une nouvelle stratégie pour l'Internationale<sup>129</sup>.

En novembre 1950, il présente au IX<sup>e</sup> plenum du CEI des "Thèses sur les perspectives internationales" destinées au prochain congrès de la IV<sup>e</sup>. Pour lui, l'impérialisme s'est lancé dans la préparation accélérée, militaire et politique, d'une nouvelle guerre mondiale<sup>130</sup>. Cette constatation semble à l'époque peu originale : beaucoup craignent alors le déclenchement d'un tel conflit. L'important, c'est que pour M. Pablo cette « guerre [...] se transformera dès le début en guerre civile internationale<sup>131</sup> » et « il n'est pas exclu que certains partis communistes puissent être entraînés avec le gros de leurs forces hors de la subordination stricte à la bureaucratie soviétique et esquissent une orientation révolutionnaire<sup>132</sup> ». Quel est alors le rôle de la IV<sup>e</sup> Internationale ? Selon M. Pablo, dans les pays où la majorité de la classe ouvrière suit les partis communistes il faut que les trotskystes se rapprochent de leurs militants de base

---

<sup>126</sup> « La Déclaration des vingt-deux », *La Révolution prolétarienne*, n°112, décembre 1930, p. 13.

<sup>127</sup> CERMTRI, PCI 1949, « *La construction du parti* », p. 26.

<sup>128</sup> MICHELET Stéphane, *L'exclusion de la Section Française de la Quatrième Internationale*, Paris I, 1980, p. 151.

<sup>129</sup> Sur les péripéties qui ont précédé l'exclusion de la majorité du PCI, nous avons surtout utilisé les mémoires de François-Xavier BRETON, *La scission du PCI (Parti communiste internationaliste) section française de la IV<sup>ème</sup> Internationale en 1952*, Université de Bourgogne, 1992 et de S. MICHELET, *L'exclusion de la Section Français...*, *op. cit.*, MARIE Jean-Jacques, « Les quinze premières années de la IV<sup>ème</sup> internationale », *La Vérité*, n° 583, 1978, p. 229-241 ainsi que l'ouvrage de M. LEQUENNE, déjà cités.

<sup>130</sup> PRAGER R., *Les congrès... tome 4, op. cit.*, p. 147.

<sup>131</sup> *Ibid*, p. 148.

<sup>132</sup> *Ibid*, p. 153.

pour préparer les évolutions à venir. Ses thèses sont adoptées avec des amendements qui n'en modifient pas l'esprit.

Dans un article « Où allons-nous ? », écrit en janvier 1951, M. Pablo précise ses idées. Il décrit ainsi la situation internationale : « La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien »<sup>133</sup>. Pour lui, il s'agit de choisir son camp. Comme, de plus, la guerre va développer des « tendances centristes<sup>134</sup> » dans les partis communistes, il suffit de s'y intégrer pour les appuyer<sup>135</sup>.

Nous émettons plusieurs remarques sur la stratégie préconisée par M. Pablo. D'abord, elle prend son origine dans une vision catastrophique de l'avenir partagée par tous les trotskystes. Ceux-ci demeurent marqués par les prévisions de Trotsky et les horreurs de la seconde guerre mondiale. Ainsi en 1950, le CEI porte le jugement suivant sur l'état de l'Europe :

« ...le Vieux continent, coupé de plus en plus de ses sources de surprofits coloniaux, divisé contre lui-même, champ de bataille entre les deux blocs « mondiaux », s'enlise toujours davantage dans le marasme et la désagrégation »<sup>136</sup>.

D'autre part, la démarche du dirigeant de la IVe nous paraît dans la continuité de celle du SI depuis juillet 1948. A cette date, il mettait ses espoirs dans le PCY qui allait briser le système stalinien, les trotskystes se contentant d'appuyer et de conseiller ce parti. Maintenant, M. Pablo croit discerner le début d'un processus au cours duquel des partis communistes vont mener des révolutions ouvrières. En fait, les deux démarches attribuent à la bureaucratie russe ou à des partis communistes une partie des objectifs dévolus à la IVe Internationale. Elles remettent en cause la construction de partis révolutionnaires indépendants, ce qui constitue la raison d'être de l'Internationale trotskyste. Mais, ce qui était sous-jacent en 1948 devient plus compréhensible en 1950.

## **Le débat dans la section française**

La nouvelle stratégie de M. Pablo suscite le trouble chez certains membres du Secrétariat international, notamment P. Frank, J. Grinblat et E. Mandel. Craignant une révision du programme trotskyste, ils prennent contact avec des cadres du PCI<sup>137</sup>. La concertation s'avère d'autant plus facile que P. Frank et J. Grinblat appartiennent au bureau politique de la section

---

<sup>133</sup> *Ibid*, p. 29.

<sup>134</sup> Nous rappelons que la tradition léniniste nomme centriste un parti dont l'orientation est intermédiaire entre une orientation révolutionnaire et une orientation réformiste.

<sup>135</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 27-47.

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>137</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n° 278, juillet 1951, p. 1.

française et que le SI siège à Paris. Il s'avère vite que M. Bleibtreu, devenu le principal dirigeant du PCI, partage leur point de vue : membre du CEI, il a critiqué les thèses de M. Pablo dès le plenum de novembre 1950. Deux mois plus tard, la grande majorité des membres du comité central adopte la même attitude. M. Pablo ne compte que deux partisans dans cette instance : M. Mestre et M. Corvin. Menacés d'être chassés du bureau politique, ils se font les thuriféraires des thèses du IXe plenum. Ces deux dirigeants se félicitent de l'orientation vers les militants communistes et préconisent la fidélité à la direction de la IVe Internationale<sup>138</sup>.

Les adversaires des idées de M. Pablo décident d'en corriger les erreurs : ils conviennent de confier cette tâche à E. Mandel qui rédigera un document « Dix thèses sur le stalinisme ». Cependant, le dirigeant de la IVe prend conscience de l'opposition qui s'organise contre lui. En février 1951, il obtient le ralliement de P. Frank, J. Grinblat et E. Mandel à ses positions. Ses menaces organisationnelles paraissent l'expliquer mais il n'y a pas de certitudes. En conséquence, E. Mandel publiera son document sur le stalinisme mais comme un texte de discussion et avec un préambule qui le situe dans la ligne du IXe plenum<sup>139</sup>. Ensuite, une lettre du SI somme la direction de la section française d'accepter ou de refuser clairement les thèses présentées au CEI<sup>140</sup>. Cette offensive de M. Pablo oblige les membres du comité central – titulaires et suppléants – à prendre position lors de la session des 7-8 avril. Au cours de celle-ci, une série de votes délimite clairement une majorité et une minorité<sup>141</sup>. Demeurée relativement unie depuis 1946, la « gauche » se coupe définitivement en deux courants. Par convention, nous en nommerons les membres majoritaires et minoritaires. Les premiers commencent une longue lutte fractionnelle contre le SI, dominé par M. Pablo. Les seconds, dirigés par P. Frank, J. Grinblat, M. Mestre et M. Corvin, approuvent la direction de la IVe Internationale.

Comme le courant lambertiste provient de la tendance majoritaire du PCI, nous allons résumer ses idées et en présenter les principaux animateurs. Les majoritaires prévoient – comme M. Pablo – que l'impérialisme déclenchera un nouveau conflit mondial contre l'URSS et ses alliés. Au cours de cette guerre, il cherchera à détruire les conquêtes de la

---

<sup>138</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n° 271, mars 1951, p. 1-6.

<sup>139</sup> « La lutte des trotskystes français contre la pablisme liquidateur », *Cahiers du Cermtri*, numéro 47, décembre 1987, p. 29.

<sup>140</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n° 271, 2<sup>ème</sup> quinzaine d'avril 1951, p. 23-30.

<sup>141</sup> *Ibid*, p. 3-8.

classe ouvrière. Mais, première différence avec le SI, les majoritaires estiment que la guerre ne commencera pas avant 2 à 4 ans. Ils préconisent de profiter de ce délai pour gagner l'avant-garde ouvrière, actuellement ralliée en France au Parti communiste. Car, selon les majoritaires, dès que le conflit éclatera, la bureaucratie russe sabotera l'action des masses et jouera un rôle contre-révolutionnaire. Il s'agit là d'une divergence fondamentale avec M. Pablo qui prévoit une action progressiste de la bureaucratie au cours du conflit à venir. Les majoritaires qualifient les thèses de ce dernier de révisionnistes et préconisent le maintien par le PCI de la même ligne politique<sup>142</sup>. Nous signalons là une des faiblesses de cette tendance : elle prône de conserver la même méthode de construction du parti révolutionnaire alors que celle-ci a obtenu peu de résultats.

Devenu le principal théoricien des majoritaires, M. Bleibtreu précise leur position dans un article « Où va le camarade Pablo ? » où il réfute les thèses de ce dernier<sup>143</sup>. Il rappelle l'injonction de L. Trotsky de liquider le stalinisme. Mais, M. Bleibtreu ne considère que staliniens les partis ouvriers totalement subordonnés au Kremlin. Les organisations communistes qui ont rompu ou qui s'éloignent du Kremlin (Yougoslavie, Chine...) cessent d'être staliniennes et des développements centristes sont possibles en leur sein. Cela explique que M. Bleibtreu demeure partisan d'un soutien au régime yougoslave. En novembre 1950, il s'était fermement opposé à l'appel du SI car il le trouvait trop critique par rapport à la révolution yougoslave. Cela l'amène aussi à espérer une évolution positive du Parti communiste chinois et donc de critiquer les trotskystes chinois qui n'ont pas pratiqué l'entrisme en son sein<sup>144</sup>. Ce dirigeant regarde toujours vers Belgrade et vers Pékin alors que M. Pablo se tourne désormais vers Moscou. À la suite du premier, les majoritaires continuent de soutenir le régime yougoslave même s'il les a déçus. Comme M. Pablo, les minoritaires se montrent beaucoup plus critiques envers Tito : ils l'accusent d'avoir fait un front unique avec l'impérialisme<sup>145</sup>.

Parmi les autres animateurs de la majorité nous remarquons G. Bloch, autre partisan du régime de Belgrade. Il est un des premiers membres du comité central à prendre position contre les thèses de M. Pablo, l'accusant de mener une offensive contre le marxisme<sup>146</sup>. En

---

<sup>142</sup> *Supplément à La Vérité* n° 271, *op. cit.*, p. 9-20.

<sup>143</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4*, *op. cit.*, p. 71-93.

<sup>144</sup> *Ibid.*, p. 89.

<sup>145</sup> *Supplément à La Vérité* n° 278, *op. cit.*, p. 15-23

<sup>146</sup> *Ibid.*, p. 29

réponse, M. Pablo reproche à G. Bloch de « jouer un rôle pourrissant dans le parti »<sup>147</sup>. D. Renard, S. Just, M. Lequenne et M. Gibelin appartiennent à la majorité, le dernier adoptant dans les débats un ton plus mesuré que ses trois camarades. Dans la même tendance, nous signalons deux militants résolus : Robert Berné et Annie Cardinal. Le premier, connu sous le pseudonyme de Garrive, est un jeune employé, brillant et sûr de lui<sup>148</sup>. Responsable du travail dans les brigades pour la Yougoslavie, le bureau politique l'a coopté comme membre suppléant quelques mois auparavant<sup>149</sup>. La seconde est sténodactylographe très impliquée dans les brigades précédemment évoquées et membre du comité central. Par ailleurs, A. Cardinal est mariée à D. Renard.

René Dumont se range dans le camp majoritaire mais sans y jouer un rôle important. Spécialisé dans le domaine syndical, il comprend mal l'objet du débat<sup>150</sup>. P. Lambert adopte d'abord une attitude similaire. Il vote les textes de la majorité, condamne le sectarisme du couple Mestre-Corvin et regrette les critiques que le SI émet contre la direction de la section française. Néanmoins, il s'abstient sur la résolution qui rejette les thèses du IXe plenum<sup>151</sup>. Comment expliquer cette apparente contradiction ? Lui-même déclare hésiter à se prononcer définitivement sur ce document car il ne saisit pas où se trouvent les divergences<sup>152</sup>. Plus tard, dans *Quelques enseignements de notre histoire*, il ajoutera une autre explication : il appréciait les qualités organisationnelles de M. Pablo, qu'il jugeait bien supérieures à celles de M. Bleibtreu<sup>153</sup>. Il hésitait donc à rompre avec le premier.

Peu à peu, le débat sur les perspectives internationales entre le SI et la majorité de la section française évolue. Il se transforme en une confrontation entre les deux tendances du PCI sur la politique à suivre par rapport au PCF. Les deux courants aspirent à l'emporter lors du VIIe congrès de la section française, prévu en juillet 1951. La minorité préconise de reclasser les militants le plus possible dans le PCF ou dans des organisations que celui-ci contrôle (CGT...). Elle ne propose une exception que pour les membres du parti directement liés à un travail d'entreprise<sup>154</sup>. De plus, la minorité critique le travail syndical actuellement

---

<sup>147</sup> *Ibid.*, p. 42

<sup>148</sup> Entretien avec M. Lequenne dans HENTZGEN Jean : *Agir au sein de la classe, les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955*, Université de Paris I, 2006, p. 168.

<sup>149</sup> CERMTRI, VIIe congrès, *Supplément à La Vérité*, mars 1951, p. 5.

<sup>150</sup> Entretien avec M. Lequenne le 24/6/2010.

<sup>151</sup> CERMTRI, *Supplément à La Vérité* n° 271, *op. cit.*, p. 3.

<sup>152</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>153</sup> *Quelques enseignements de notre histoire*, *op. cit.*, p. 92.

<sup>154</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n° 277, p. 19.



mené. Elle considère que celui-ci ne tient pas compte de la nouvelle orientation de la IVe Internationale. Ainsi, elle observe dans *L'Unité*, des « manifestations plus accusées des éléments anticomunistes »<sup>155</sup>. En particulier, les minoritaires protestent contre les articles pro-américains de M. Morin dans ce périodique. Ils constatent que ce journaliste met « sac-au-dos pour Wall Street » sans que P. Lambert ne réagisse<sup>156</sup>.

A la fin du mois de juin 1951, ce dernier réplique par un article « Contre les menaces de liquidation »<sup>157</sup> où il accuse la minorité à se rallier en fait à la politique stalinienne. Pour lui, le meilleur moyen de se rapprocher des ouvriers communistes – comme le préconise le SI – consiste à répondre aux besoins propres des travailleurs français. Les consignes politiques du PCF ne mobilisent pas les masses et ne suscitent pas l'enthousiasme des membres du parti<sup>158</sup>. Pour P. Lambert, c'est parce que les ouvriers pressentent que ces consignes ne correspondent pas à leur besoins mais servent les intérêts de Staline. Il préconise de rallier les militants communistes par des revendications économiques. Dans son article, il donne en exemple le regroupement autour de *L'Unité*. Selon lui, il a permis de rallier à l'unité d'action des membres du PCF comme des militants anticomunistes. L'orientation prônée par les minoritaires mettrait en péril *L'Unité* mais aussi les contacts établis par les trotskystes dans les entreprises et les usines. Le dirigeant de la commission syndicale prend en exemple l'École émancipée : la majorité de ses dirigeants se déclarent hostiles à l'Union soviétique. L'alignement sur le PCF détruirait cette tendance syndicale à laquelle les trotskystes tiennent tant<sup>159</sup>. Il répond vertement à la minorité dans ce texte mais ménage le SI. Selon M. Lequenne, P. Lambert a alors tenté de négocier avec M. Pablo la sauvegarde de *L'Unité*. Ce dernier aurait accepté cette négociation puis l'aurait révélée en pleine assemblée générale de la région parisienne du PCI<sup>160</sup>. Quoi qu'il en soit, à la veille du VIIe congrès de la section française, P. Lambert apparaît comme un des dirigeants de la majorité. Il devient une des cibles de la minorité : elle le traite de « champion de l'empirisme et du praticisme syndical » et l'accuse de « semer la confusion et les faux-fuyants »<sup>161</sup>.

---

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>156</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n° 298, p. 3.

<sup>157</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n° 277, p. 22-30.

<sup>158</sup> *Ibid.*, p. 10-18.

<sup>159</sup> *Ibid.*

<sup>160</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme, ... op. cit.*, p. 125.

<sup>161</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n° 278, p. 4 et 10.

Le débat préparatoire au VIIe congrès trouble les militants : nombre d'entre eux ne voient pas clairement où sont les divergences. De plus, l'âpreté du conflit entre les deux tendances les surprend. André Fichaut, militant brestois, se souvient d'une réunion houleuse de la cellule trotskyste de Brest où J. Grinblat et M. Bleibtreu sont venus présenter les positions de chaque tendance :

"Ils en arrivent presque aux mains et ne se parlaient qu'en s'appelant "Monsieur" ce qui ne faisait guère partie de nos traditions".<sup>162</sup>

Finalement, lors des votes dans les cellules, l'ancienne majorité se trouve reconduite. Ses thèses – opposées à celles adoptées au IXe plénum – recueillent les 2/3 des voix<sup>163</sup>. En continuité avec ce choix, M. Bleibtreu accède à la direction de *La Vérité*, poste stratégique<sup>164</sup>, et apparaît comme le principal dirigeant de la majorité. P. Lambert, son allié, demeure responsable du domaine syndical et a la haute main sur les finances du parti<sup>165</sup>. Il constitue de fait le numéro 2 du courant majoritaire et le congrès vote une résolution de M. Bleibtreu selon laquelle « il approuve l'action de la commission syndicale dans *L'Unité* et lui affirme sa confiance pour continuer ce travail »<sup>166</sup>. L'assemblée élit un nouveau comité central comprenant 13 majoritaires et 7 minoritaires. Parmi les premiers, nous remarquons Pierre Broué qui accède à cette instance pour la première fois. Devenu surveillant d'internat, il se fait connaître comme délégué de cette catégorie au Syndicat national de l'enseignement technique (SNET)<sup>167</sup>. En conséquence, il préside une des séances du congrès<sup>168</sup>. Membre de la majorité, P. Broué restera toute sa vie hostile au « pablisme »<sup>169</sup>. Soulignons aussi l'accession – ou le retour – à la direction du PCI de militants proches de P. Lambert comme H. Baratier et J. Lefèvre au comité central et R. Dumont au bureau politique.

Par ailleurs, les délégués adoptent à l'unanimité un texte sur la discipline dans le parti. Dans celui-ci, les deux tendances affirment leur obéissance aux résolutions qui seront

<sup>162</sup> FICHAUT A., *Mémoires d'un ouvrier trotskyste breton*, Paris, Syllepse, 2003, p. 64.

<sup>163</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 242.

<sup>164</sup> *Supplément à La Vérité* n° 279, op. cit., p. 6

<sup>165</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n° 279, p. 24 et entretien avec M. Lequenne dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, op. cit., p. 165.

<sup>166</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n° 298, p. 9.

<sup>167</sup> PRESUMEY Vincent, « La vie et l'œuvre de Pierre Broué », op. cit., p. 10.

<sup>168</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Ordre du jour du congrès*, 1 p.

<sup>169</sup> BROUE Pierre, « Un demi-siècle au PCI chez les « lambertistes » », *Le marxisme aujourd'hui*, n°52, été 2003, p. 37.

adoptées d'abord par le congrès du parti, ensuite par le IIIe congrès de l'Internationale (programmé en août 1951)<sup>170</sup>.

Malheureusement pour les trotskystes français, la suite des événements montrera que ce texte ne règle pas les éventuelles divergences entre les deux assemblées.

### **Le IIIe congrès mondial**

Du 16 au 25 août 1951, le IIIe congrès de la IVe Internationale se réunit à Paris. Au grand dépit des majoritaires, la quasi-totalité des délégués approuve la nouvelle stratégie prônée par la SI et cela pour plusieurs raisons. D'abord à cause de la faiblesse des sections, fréquemment réduites à la clandestinité ou divisées entre plusieurs groupes<sup>171</sup>. Ainsi, les trotskystes argentins envoient deux délégués, Juan Posadas et Nahuel Moreno<sup>172</sup>, chacun animant une organisation aspirant à être reconnue comme la section argentine de l'Internationale. Beaucoup de délégués viennent au congrès pour obtenir un appui du SI et ne veulent pas s'opposer à lui. De plus, nombre d'entre eux comprennent mal les problèmes en jeu<sup>173</sup>. Selon la majorité de la section française, M. Pablo ne les a guère aidés : le SI a refusé de reculer la date du congrès pour que la discussion internationale ait une durée suffisante et a limité la diffusion de documents oppositionnels dans l'Internationale. Ainsi, les textes votés lors du VIIe congrès du PCI n'ont pas été communiqués aux autres sections<sup>174</sup>. Surtout, M. Pablo a l'habileté d'adoucir sa position sur l'intégration des trotskystes dans les partis communistes. Cela apparaît dans les documents clés du congrès : la version finale des Thèses adoptées au IXe plenum et la résolution sur la situation et les tâches<sup>175</sup>. Le premier des deux documents préconise un entrisme dans la social-démocratie pour les pays où celle-ci polarise la plus grande partie du prolétariat<sup>176</sup>. Surtout, le dernier texte cité préconise : « En France, notre organisation indépendante donnera une attention particulière à notre propagande et à notre action parmi les ouvriers influencés par le PC »<sup>177</sup>. Le fait de maintenir une organisation trotskyste en dehors du PCF rassure les congressistes<sup>178</sup>. Ils approuvent ces documents à une

---

<sup>170</sup> *Supplément à La Vérité* n° 279, *op. cit.*, p. 2.

<sup>171</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 248.

<sup>172</sup> Pseudonymes respectifs de Romulo H. Cristalli et Hugo Bressano.

<sup>173</sup> LEQUENNE M., *op. cit.*, p. 248.

<sup>174</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n° 282, p. 3 et 4.

<sup>175</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4*, *op. cit.*, p. 147-187.

<sup>176</sup> *Ibid.*, p. 158.

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 181.

<sup>178</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 246.

très large majorité : 39 voix pour, 3 contre (majorité française 2, minorité vietnamienne 1), 1 abstention (section Suisse)<sup>179</sup>.

Une commission du congrès se réunit pour la France. Au cours d'une de ses séances de travail, survient un incident, relaté plus tard par M. Bleibtreu. P. Frank prononce un réquisitoire contre le travail syndical du PCI. Selon lui, les Yougoslaves ont financé *L'Unité* puis l'AFL-CIO a pris le relais via A. Hébert et ses liaisons dans FO. Ainsi mis en cause, P. Lambert sollicite en vain l'appui de M. Pablo - qui préside la séance. Pour se disculper, le premier affirme que le dirigeant de la IVe Internationale était tenu informé de ces pratiques. Cette déclaration renforce la hargne de M. Pablo, de G. Healy et des minoritaires présents à l'encontre de P. Lambert<sup>180</sup>. Plus tard, à demi-mot, A. Hébert reconnaîtra avoir reçu de l'argent des Américains via l'AFL-CIO<sup>181</sup> mais P. Lambert demeurera silencieux à ce sujet. Selon nous, de tels versements paraissent vraisemblables car l'ambassade des USA aidait alors particulièrement l'aile gauche de FO. Elle la jugeait plus apte à rallier les travailleurs que la direction confédérale considérée comme trop modérée<sup>182</sup>. Par ailleurs, cet épisode nous indique que *L'Unité* devient un des principaux arguments des minoritaires et du SI contre les majoritaires.

Malgré cet incident, la commission parvient à un compromis : elle charge le SI et le bureau politique du PCI d'élaborer un texte définissant l'orientation de la section française en conformité avec les décisions du congrès mondial<sup>183</sup>. Satisfait des concessions de M. Pablo, les délégués majoritaires français ne prennent pas garde à cette consigne de la commission :

« S'il s'avère que la direction française [n'applique pas la ligne du congrès mondial], le CEI et le SI seront chargés de prendre toutes les mesures organisationnelles pour redresser la situation dans le PCI »<sup>184</sup>.

Finalement, le III<sup>e</sup> congrès mondial paraît apaiser le conflit entre le SI et la majorité française. M. Pablo voit ses thèses – l'imminence de la guerre, la nécessité d'intégrer des organisations de masse – validées pour l'essentiel. De son côté, la majorité française se console de sa défaite sur le plan international avec les concessions obtenues sur l'entrisme dans le PCF. En septembre, le SI et le bureau politique du PCI rédigent de concert la

---

<sup>179</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 187.

<sup>180</sup> BDIC, Fonds Marcel Bleibtreu, F delta 1902/4/4/7/3, « Impressions de l'été 1953 ».

<sup>181</sup> LANDAIS K., *Passions...*, *op. cit.*, p. 378-379 et HEBERT A., « A propos de l'indépendance syndicale », *La Révolution prolétarienne*, n°380, janvier 1954, p. 9.

<sup>182</sup> WALL I., *L'influence...*, *op. cit.*, p. 167.

<sup>183</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 330-331.

<sup>184</sup> *Ibid.*, p 331.

résolution prévue, non sans difficultés<sup>185</sup>. Les concessions faites par chacune de ces deux instances apparaissent dans le texte final. Comme le souhaitent les majoritaires, celui-ci ne parle pas d'entrisme dans le PCF et maintient la participation à *L'Unité*. Selon la volonté du SI, la résolution préconise l'orientation vers les ouvriers communistes. Elle demande donc aux trotskystes de soutenir les campagnes politiques menées par le PCF : pour la paix, contre le réarmement allemand et les préparatifs américains de guerre. De même, la résolution appelle à lutter contre les éléments anticomunistes écrivant dans *L'Unité*<sup>186</sup>. Ces deux derniers points ne correspondent pas du tout aux orientations prônées par P. Lambert dans son article de juin 1951. Il a dû accepter difficilement cette résolution de compromis.

Lors de sa réunion des 29-30 septembre, le comité central approuve le texte. Dans une atmosphère apaisée, cette instance décide aussi que les organismes dirigeants du PCI en préciseront l'application pour chaque domaine d'activité du parti<sup>187</sup>. En conséquence, la commission syndicale entreprend de rédiger une résolution pour sa sphère d'activité<sup>188</sup>. Mais, une initiative du bureau confédéral CGT va faire de ce document le détonateur d'un nouveau conflit.

### **Reprise de la lutte fractionnelle**

En France, la conjoncture politique ne correspond guère aux analyses de M. Pablo. Les élections de juin 1951 ne permettent pas de discerner une radicalisation des travailleurs. Au contraire : le PCF perd des voix et la droite progresse. En fait, depuis les grandes grèves de 1947-1948, la classe ouvrière se trouve sur la défensive. Les organisations syndicales perdent des adhérents, elles demeurent divisées et affaiblies. Cette situation amène le bureau confédéral CGT à prendre une initiative unitaire. Le 10 septembre, il envoie une lettre aux autres centrales syndicales proposant :

« ... une réunion commune en vue de mettre au point nos revendications communes et les méthodes d'action propres à les faire aboutir »<sup>189</sup>.

A la suite de cette lettre, Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, signe dans *L'Humanité* une série d'articles appelant à l'unité d'action de la base au sommet<sup>190</sup>. Comme

---

<sup>185</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Supplément à La Vérité* n° 828, p. 21.

<sup>186</sup> *Ibid.*, p. 15-20.

<sup>187</sup> *Supplément à La Vérité* n°282, *op.cit.*, p. 15.

<sup>188</sup> CERMTRI, PCI 1952, *Bulletin sur la résolution syndicale*, p. 2.

<sup>189</sup> *L'Humanité*, 11 septembre 1951, p. 1.

<sup>190</sup> Voir en particulier *L'Humanité* des 12 et 15 septembre 1951.

la direction de FO rejette catégoriquement les propositions cégétistes, Benoît Frachon écrit dans *L'Humanité* le 15 septembre 1951 :

« Si les dirigeants de FO ont cru mettre un point final à nos propositions de réunion communes, [ ... ...] ils se sont trompés... Nous en poursuivrons la réalisation jusqu'à ce que les opposants soient convaincus ou submergés par l'action des travailleurs y compris leurs propres adhérents »<sup>191</sup>.

Les revendications mises en avant par la CGT paraissent bien peu révolutionnaires : elles visent simplement à maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs. D'ailleurs, la CFTC accepte d'en discuter. Néanmoins, le SI insiste sur l'importance du tournant syndical de la CGT qu'il attribue à « la pression du courant unitaire des masses »<sup>192</sup>. Il appelle les membres du PCI à approuver les propositions de cette confédération et à en profiter pour se rapprocher des ouvriers communistes<sup>193</sup>. De fait, les deux tendances du PCI approuvent la démarche cégétiste et en particulier le commentaire - précédemment cité - de B. Frachon<sup>194</sup>. Par contre, les rédacteurs de *L'Unité* se divisent. Ainsi, dès le numéro du 15 septembre 1951, l'éditorial du journal - dû à M. Morin - cherche à justifier le refus de FO aux propositions de la CGT. Il critique cette dernière, accusée d'appuyer la diplomatie des soviétiques<sup>195</sup>. Un peu plus tard, M. Morin assimile l'offre de la CGT à une manœuvre du genre « volaille à plumer » qui ne permettra pas la réalisation de l'unité d'action<sup>196</sup>. De même, A. Lafond, dans un article intitulé « C'est pour mieux te croquer mon enfant », accuse la confédération de vouloir liquider en douceur les autres organisations syndicales<sup>197</sup>. Les deux hommes fustigent la CGT et préconisent de nouveau le regroupement des syndicalistes non-staliniens dans une seule confédération<sup>198</sup>. De son côté, M. Joyeux dénonce l'appel de B. Frachon pour constituer à la base des syndicats uniques<sup>199</sup>. Peu après, il va plus loin en critiquant aussi les membres du Parti communiste :

« Je me défie des chefs mais aussi des militants staliniens, ils ont une mentalité particulière. Le parti a créé chez ses militants une mentalité, avec une morale abominable »<sup>200</sup>.

<sup>191</sup> « Déblayons la route », *L'Humanité*, 15 septembre 1951, p. 1.

<sup>192</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 386.

<sup>193</sup> *Ibid.*

<sup>194</sup> GARREAU R., « Convaincus ou submergés », *La Vérité*, n° 282, 11 octobre 1951.

<sup>195</sup> « Les stratèges et nous », p. 1.

<sup>196</sup> « Syndicats uniques ? Non », n° 29, 1<sup>er</sup> novembre 1951.

<sup>197</sup> n° 29, 1<sup>er</sup> novembre 1951, p. 6-7.

<sup>198</sup> *Ibid.*

<sup>199</sup> « Coucou ! les revoilà... », n°28, 15 octobre 1951, p. 8.

<sup>200</sup> « Pas de confusion », n° 32, 15 décembre 1951.

Les rédacteurs trotskystes de *L'Unité* répliquent en expliquant la ligne du PCI. Ainsi, P. Lambert rappelle l'impérieuse nécessité de faire l'unité d'action avec les cégétistes<sup>201</sup>. D. Renard répond à M. Morin que les militants staliniens représentent l'avant-garde de la classe ouvrière<sup>202</sup>.

Sur ces entrefaites, la commission syndicale remet au bureau politique le projet de résolution précédemment évoqué. Malgré les vives critiques de J. Grinblat, cette instance finit par approuver ce texte. Celui-ci maintient l'orientation de construction d'une tendance syndicale indépendante des réformistes et des communistes, en continuité avec Front ouvrier et l'Unité syndicale. La résolution reconnaît la participation à *L'Unité* d'éléments anticommunistes mais assure que la lutte contre eux a déjà commencé. Nous constatons que le texte mentionne seulement A. Lafond comme « élément anticommuniste »<sup>203</sup>. En fait, comme nous l'avons vu précédemment, M. Morin et M. Joyeux adoptent une attitude similaire mais, selon M. Lequenne, P. Lambert ne se résout pas à rompre avec eux<sup>204</sup>.

Le SI n'apprécie pas du tout cette résolution syndicale et les articles de *L'Unité* précédemment mentionnés. Dès le 15 novembre, il somme le PCI de redresser la ligne du journal dans les délais les plus brefs ou bien de s'en retirer<sup>205</sup>. Comme le bureau politique du PCI n'accepte que partiellement et de mauvaise grâce les consignes du Secrétariat international, la lutte fractionnelle reprend de plus belle. Les majoritaires accusent M. Pablo d'outrepasser les décisions du IIIe congrès et de mettre en cause l'existence d'un parti trotskyste indépendant en France<sup>206</sup>. Le SI utilise alors le mandat en blanc que lui a donné cette assemblée. Début décembre, il somme la direction du PCI de modifier profondément son travail syndical : il ne s'agit plus de constituer une troisième tendance syndicale à côté de celles des réformistes et des communistes. Selon le SI, cette dernière se révèle de plus en plus offensive, les trotskystes français doivent donc s'y intégrer<sup>207</sup>. Puis, par une lettre du 14 janvier 1952, la direction de l'Internationale va encore plus loin. Elle accuse le bureau politique du PCI de lutter contre l'orientation du dernier congrès mondial et de s'acheminer

---

<sup>201</sup> « Précisions », *op. cit.*

<sup>202</sup> « Stalino-phobie et lutte de classe », n° 30, 15 novembre 1951, p. 6.

<sup>203</sup> *Bulletin sur la résolution syndicale, op. cit.*, p. 13-14.

<sup>204</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 252.

<sup>205</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 386-388.

<sup>206</sup> *Bulletin sur la résolution syndicale, op. cit.*, p. 39.

<sup>207</sup> *Ibid.*

vers une rupture avec l'Internationale. Pour éviter celle-ci, le SI fixe la politique à suivre par le PCI :

“ ... il s'agit de pratiquer dans un pays comme la France, de plus en plus une sorte de politique entriste *sui generis*<sup>208</sup> par rapport aux organisations et ouvriers influencés par les staliniens. Cela veut dire qu'au fur et à mesure que nous approchons de la guerre, une partie de plus en plus importante de nos forces doit s'investir dans les différentes organisations politiques et syndicales dirigées ou influencées par les staliniens, y compris dans le PCF, y rester et y travailler selon une tactique adaptée à la nature de chacune de ces organisations et subordonnée au principe d'un travail à longue échéance”<sup>209</sup>.

Nous avons évoqué précédemment l'entrisme pratiqué par les trotskystes français en 1934-35 : il s'effectuait à drapeau déployé et pour une durée limitée. L'opération préconisée par le SI se révèle bien différente : les trotskystes doivent cacher leurs opinions et apparaître aux responsables du PCF comme des militants zélés. Si un secteur indépendant du PCI subsiste, ce ne sera que pour aider le travail entriste. De plus, le bureau politique du PCI n'a pas à discuter de cette ligne politique : il peut juste débattre des modalités d'application. Pour cela, le SI demande au comité central de la section française de nommer un bureau politique fermement décidé de mettre en œuvre la nouvelle orientation de l'Internationale. En cas de réponse dilatoire, le SI menace de prendre dès maintenant des mesures qui seront soumises à l'approbation du CEI le mois suivant<sup>210</sup>.

Pour les majoritaires, l'entrisme « *sui generis* » aboutirait à la liquidation du parti. De plus, ils constatent que M. Pablo modifie arbitrairement la composition du bureau politique issu du VIIe congrès, donnant le pouvoir aux minoritaires. Ils exigent donc la tenue d'un congrès du parti - le VIIIe - pour discuter de ces consignes. La réunion du comité central des 19 et 20 janvier 1952 s'apparente à un dialogue de sourds opposant les majoritaires à M. Pablo – représentant le SI – et aux minoritaires. Ainsi, C. Just explique son ralliement à ces derniers par cet argument : on ne peut pas avoir raison contre son Internationale. Son fils Stéphane lui rétorque que le seul moyen de rester fidèle au trotskysme consiste à désobéir au SI. Bien que majoritaire, M. Gibelin propose un compromis : appliquer les décisions du Secrétariat international et faire appel au CEI. D. Righetti l'approuve mais les dix autres membres majoritaires du comité central<sup>211</sup> rejettent cette tentative de conciliation : ils se

---

<sup>208</sup> La traduction la plus appropriée de *sui generis* est : spécifique (Petit Robert).

<sup>209</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 401.

<sup>210</sup> *Ibid.*, p. 394-407.

<sup>211</sup> Le comité central comprend douze membres majoritaires et six minoritaires.



prononcent contre la lettre du 14 janvier et réitèrent leur demande d'une discussion sur son contenu. Parmi eux, signalons P. Lambert et les militants qui lui sont liés – H. Baratier, R. Dumont et J. Lefèvre<sup>212</sup>. Furieux de cette désobéissance, M. Pablo suspend alors ces dix membres du CC ainsi que les six suppléants qui ont adopté la même attitude<sup>213</sup>. Il prend cette mesure au nom du Secrétariat international<sup>214</sup>. Cette réunion dramatique des 19 et 20 janvier constitue un tournant : le PCI se trouve plus divisé que jamais. La marche à la scission commence : déjà, les militants de la minorité versent leurs cotisations à P. Frank<sup>215</sup>.

### **Le compromis du Xe plenum**

Les majoritaires vilipendent les idées politiques et les méthodes du principal dirigeant de la IVe Internationale. Ils l'accusent d'avoir créé un courant politique, qu'ils baptisent du terme de « pablisme », en fait opposé au trotskysme. Pourtant, les majoritaires craignent la scission : ils veulent rester dans l'Internationale et ne pas se trouver isolés. D'autre part, certains membres du SI reprochent à M. Pablo d'avoir pris des mesures trop sévères<sup>216</sup>. Aussi, le Xe plenum du CEI, réuni les 28 et 29 février 1952, aboutit laborieusement à un accord. Cette instance annule les suspensions décidées par M. Pablo et accepte la tenue d'un congrès du PCI. Mais, celui-ci ne discutera que de l'organisation de l'entrisme « sui generis », sans pouvoir le remettre en cause. De plus, les majoritaires doivent accepter une modification de la composition du bureau politique. Désormais, il comptera trois membres minoritaires - P. Frank, M. Mestre, J. Grinblat, quatre majoritaires - M. Bleibtreu, P. Lambert, R. Berné et D. Renard - et E. Mandel, représentant le SI. Ce dernier aura voix prépondérante en cas d'égalité des votes. Le bureau politique fixera le cadre de la discussion pour le VIIIe congrès<sup>217</sup>. En fait, cet accord donne la primauté aux minoritaires. Il mécontente les opposants les plus acharnés à M. Pablo, comme R. Berné ou D. Renard. Le premier rédige un texte où il critique M. Bleibtreu, membre du CEI et principal négociateur de la majorité<sup>218</sup>. D. Renard écrit à G. Bloch sa déception par rapport à M. Bleibtreu et M. Gibelin mais il constate :

---

<sup>212</sup> Les autres membres de cette majorité sont : M. Bleibtreu, G. Bloch, R. Berné, M. Lequenne, R. Chéramy et D. Renard.

<sup>213</sup> Il s'agit de Jean Maertens, S. Just, Annie Cardinal, Claude Kahn, Marcel Chambrier et Raynal.

<sup>214</sup> Le compte rendu intégral de ces deux journées se trouve dans les *Cahiers du Cermtri*, n°44, mars 1987, p. 9-51.

<sup>215</sup> GARRIVE (R. Berné), « Aux camarades de la tendance majoritaire du 22 juin », *Cahiers du Cermtri*, n° 45, juin 1987, p. 48.

<sup>216</sup> MICHELET S., *op. cit.*, p. 148.

<sup>217</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 416-417.

<sup>218</sup> GARRIVE, « Aux camarades de la tendance majoritaire du 22 juin », *op. cit.*, p. 47-50.

« Lambert, par un curieux retour des choses, et sans doute en compensation du passé, apparaît comme le camarade le plus décidé et le plus conséquent à mener la bataille jusqu'au bout »<sup>219</sup>.

Nous verrons ultérieurement l'importance de l'entente qui s'esquisse alors entre les deux hommes.

P. Lambert reste résolument dans le camp majoritaire. D'abord à cause de sa stratégie syndicale : depuis 1945, il œuvre à la construction d'une troisième tendance et le SI préconise d'abandonner cette perspective afin d'intégrer le courant impulsé par les communistes. A la suite du compromis passé au Xe plenum, il devient secrétaire à l'organisation du PCI<sup>220</sup>. Nous supposons qu'il apprécie, pour la première fois, de gérer au quotidien son parti. Pourtant, il a fort à faire : l'ardeur de la lutte fractionnelle a découragé bien des militants. Les départs se comptent par dizaines<sup>221</sup> et les liens se distendent entre la direction et les cellules<sup>222</sup>. P. Lambert demande aussitôt à chaque instance du PCI de rédiger un rapport sur ses activités, sans omettre un état de sa situation vis-à-vis de la trésorerie nationale<sup>223</sup>. De plus, il doit aussi consacrer du temps à la crise du regroupement syndical autour de *L'Unité*.

### La fin de *L'Unité*

Nous avons précédemment évoqué les divergences entre trotskystes et réformistes sur l'orientation du journal. M. Pablo aggrave les différents en pressant les majoritaires de rompre avec les réformistes. De plus, l'attitude d'A. Lafond par rapport aux troubles survenus en Tunisie provoque de nouvelles tensions. Le secrétaire confédéral signe un article dans *FO Hebdo* où il reproche aux autorités françaises de ne pas avoir accomplies les réformes indispensables. Mais A. Lafond n'en reste pas là : il accuse les syndicalistes de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) et les nationalistes du Néo-Destour de faire le jeu des communistes<sup>224</sup>. En conséquence, P. Lambert reproche à A. Lafond de défendre les colonialistes et de soutenir la répression menée par les autorités françaises<sup>225</sup>. En prévision de la conférence de *L'Unité* à venir, les réformistes tentent alors de prendre le contrôle du journal.

---

<sup>219</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 à 1958 Notes et correspondances, Lettre de D. Renard à G. Bloch du 6/4/1952, p. 2.

<sup>220</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 417.

<sup>221</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 252.

<sup>222</sup> CERMTRI, PCI 1952, *Supplément à La Vérité n° 291*, p. 1.

<sup>223</sup> CERMTRI, PCI 1952, *Supplément à La Vérité n° 292*, p. 2.

<sup>224</sup> « Devant le drame », n°317, 7 février 1952.

<sup>225</sup> « Parlons net », *L'Unité*, n° 35, 8 février 1952.

Celui-ci est édité par une coopérative qui rassemble des fonds en vendant des actions achetées par les militants. Appuyé par la direction de FO, le courant Lafond-Morin mobilise de nouveaux actionnaires afin d'acquérir la majorité des parts. En février 1952, un membre du bureau confédéral prévient R. Dumont de cette manoeuvre<sup>226</sup>. Les troskystes alertent aussitôt tous les abonnés et coopérateurs de *L'Unité*<sup>227</sup>.

La deuxième conférence de *L'Unité* se déroule les deux premiers jours de mars 1952 sous la présidence d'A. Hébert<sup>228</sup>. Les trotskystes dénoncent la manoeuvre des réformistes pour s'emparer du journal. Ces derniers répliquent en accusant les trotskystes d'être pro-staliniens. P. Lambert déclare : « Nous sommes pour l'unité avec toutes les tendances de la classe ouvrière ». C. Margne – postier trotskyste - précise : « Il faut accepter toutes les tendances à *L'Unité*, même les amis de Frachon »<sup>229</sup>. Afin d'isoler le groupe Lafond-Morin, les trotskystes et les anarcho-syndicalistes (A. Hébert, M. Joyeux...) rédigent une résolution générale, baptisée Valière-Lambert, destinée à rassembler le maximum de syndicalistes. Pourtant, nous remarquons l'inspiration syndicaliste révolutionnaire<sup>230</sup> de ce texte. Ainsi, il appelle à préserver l'organisation syndicale de toute ingérence extérieure. Pour cela, il préconise la rupture de toute forme de collaboration avec l'Etat et la bourgeoisie ainsi que l'adoption d'un programme de classe, conforme aux intérêts des travailleurs. Par ailleurs, cette résolution insiste sur le respect de la démocratie syndicale (démocratie directe, liberté d'expression, limitation de la durée des mandats de permanents..) et prône l'unité d'action à tous les échelons et sans exclusive. Enfin, elle recommande la recherche de l'unité organique, celle-ci ne pouvant pas se faire à l'intérieur d'une des centrales existantes<sup>231</sup>. Ce dernier point veut s'opposer aux manoeuvres de la direction de FO. Pour obtenir le soutien des anarcho-syndicalistes - qui appartiennent souvent à la confédération réformatrice - les trotskystes ont enlevé du texte la référence à une CGT unitaire et démocratique<sup>232</sup>. Ils ont aussi accepté que la résolution contienne une condamnation de la bureaucratie stalinienne.

---

<sup>226</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 252-253.

<sup>227</sup> CERMTRI, 1947-1957 TRAVAIL SYNDICAL, *Lettre aux coopérateurs de L'Unité et aux abonnés du journal*.

<sup>228</sup> Il y avait 236 participants à la conférence selon CERMTRI, PCI 1952 (suite), *La Vérité Supplément au n°292*, 25 mars 1952, p. 2.

<sup>229</sup> *Pour l'unité par le regroupement syndical*, « Tumultueux débats à la conférence nationale de l'unité », n°1, 15 mars 1952, p. 1.

<sup>230</sup> « Le carnet du sauvage », *op. cit.*, p.3.

<sup>231</sup> « Résolution générale », *L'Unité*, numéro spécial, 15 mars 1952.

<sup>232</sup> Il y avait 236 participants à la conférence selon CERMTRI, PCI 1952 (suite), *La Vérité Supplément au n°292*, 25 mars 1952, p. 2.

Cette résolution générale recueille, à main levée, l'assentiment des deux tiers des participants. De plus, l'assemblée vote un texte de R. Dumont soutenant la lutte des syndicalistes tunisiens contre l'impérialisme français. Opposés à ces résolutions, les membres du courant Lafond-Morin quittent la conférence<sup>233</sup>. Cela entraîne la fin du regroupement syndical autour de *L'Unité* et de cette tentative d'entente entre les trotskystes et les syndicalistes réformistes.

Peu après, les deux tendances se mettent d'accord à l'amiable pour arrêter le journal. Les réformistes publient *Pour l'unité par le regroupement syndical*, qui disparaîtra dès l'année suivante<sup>234</sup>. Les trotskystes - groupés autour de P. Lambert - et leurs alliés anarcho-syndicalistes lancent une nouvelle série de *L'Unité syndicale*. Dans son premier numéro – en mai 1952 – P. Lambert dénonce une nouvelle fois le courant Lafond-Morin<sup>235</sup>. Il l'accuse de se situer à l'extrême droite du mouvement syndical. Pour cela, il cite R. Bothereau qui s'est démarqué d'A. Lafond dans un article de *Force ouvrière*. M. Joyeux, F. Robert et R. Beaulaton signent aussi des articles dans ce numéro de *L'Unité syndicale*, preuve de l'entente entre les syndicalistes trotskystes et les anarcho-syndicalistes. R. Beaulaton y donne un récit pittoresque de la conférence où il insiste sur l'alliance des réformistes de l'équipe Lafond-Morin avec des agents américains :

« A la deuxième conférence de l'Unité, nous avons dû subir l'assaut des troupes de M. Irving Brown et de Wall Street.

« Les frères ! » de l'avenue du Maine<sup>236</sup> et de l'avenue Gabriel<sup>237</sup> réunis se sont cassés les dents [...] Les anarchos n'ont pas marché. Les anarchos étaient sur les gardes et préférèrent des adversaires honnêtes<sup>238</sup> que de faux amis.

La poussée des patriotes américains n'a pas davantage de chance que celle des patriotes russes. »<sup>239</sup>

Pourtant, au cours de cet épisode, P. Lambert s'est davantage opposé à des réformistes de FO qu'aux Américains. Il dénonce avec insistance l'appui des premiers, et en particulier d'A. Lafond, aux autorités coloniales en Tunisie<sup>240</sup>. Sur ce sujet, les représentants américains et I. Brown adoptent la même position que P. Lambert : ils désapprouvent la répression par le

---

<sup>233</sup> *Pour l'unité par le regroupement syndical*, « Tumultueux débats à la conférence nationale de l'unité », *op. cit.*, p. 1.

<sup>234</sup> *La Révolution prolétarienne* annonce la fin de ce périodique dans son n°370, février 1953, p. 29.

<sup>235</sup> « Unité d'action sans exclusive ».

<sup>236</sup> Siège de FO.

<sup>237</sup> Adresse de l'ambassade des Etats-Unis.

<sup>238</sup> Les trotskystes.

<sup>239</sup> « Lutte de classe », *L'Unité syndicale*, n°1, mai 1952.

<sup>240</sup> CERMTRI, PCI 1952, Déclaration, 2 p.

gouvernement français des syndicalistes tunisiens<sup>241</sup>. Le dirigeant trotskyste conserve donc des sujets d'entente avec le camp américain.

Par ailleurs, le principal animateur du courant anarcho-syndicaliste demeure M. Joyeux. Ainsi, selon lui, les mauvaises langues nomment le regroupement autour de *L'Unité syndicale* « la clique Lambert-Joyeux »<sup>242</sup>. L'alliance entre les deux hommes perdurera.

*L'Unité syndicale* se présente comme l'organe de tous les vrais syndicalistes ; aussi il adopte comme sous-titre « Tribune libre du mouvement syndical ». En fait, le journal comporte de nombreuses références à un courant bien identifié : le syndicalisme révolutionnaire. Ainsi, M. Gibelin rappelle l'actualité de la Charte d'Amiens<sup>243</sup> tandis que R. Beaulaton préconise de s'inspirer des premiers pas de la CGT<sup>244</sup>. Notons que M. Joyeux, affirme son accord avec P. Lambert car celui-ci « croit encore au syndicalisme révolutionnaire »<sup>245</sup>.

Pour bien des majoritaires du PCI, la fin de *L'Unité* constitue une bonne nouvelle : les minoritaires ne peuvent plus leur reprocher leur alliance avec des réformistes<sup>246</sup>. Désormais, les partisans du SI critiquent l'accord avec les anarchistes<sup>247</sup> mais P. Lambert n'en a cure. Il a plus d'affinités avec M. Joyeux et A. Hébert qu'avec J. Grinblat ou M. Mestre.

### Une scission inéluctable

Au même moment, les majoritaires subissent un grave échec dans le domaine international. En février 1952, ils ont décidé de demander l'appui du SWP contre le SI. En conséquence, D. Renard écrit une lettre à J-P. Cannon, dirigeant historique de ce parti, dans laquelle il accuse M. Pablo de liquider le trotskysme<sup>248</sup>. Le responsable américain lui répond le 29 mai que le pablisme - dénoncé par D. Renard - n'existe pas et il se déclare d'accord avec les décisions du SI<sup>249</sup>.

La trêve entre les deux tendances du PCI décidée au Xe plenum se révèle fragile car les divergences sur l'entrisme demeurent. Celles-ci s'aggravent au cours de la préparation du VIIIe congrès du PCI, reporté en juillet. Les majoritaires acceptent seulement un travail de

<sup>241</sup> WALL I., *L'influence...*, p. 166.

<sup>242</sup> JOYEUX Maurice, « Les bons apôtres », *L'Unité syndicale*, n°1, mai 1952.

<sup>243</sup> « Les syndicats et la politique », n°2, juillet 1952.

<sup>244</sup> « Lutte de classe », *L'Unité syndicale*, n°1, mai 1952.

<sup>245</sup> « Les bons apôtres », *L'Unité syndicale*, n°1, mai 1952.

<sup>246</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 252.

<sup>247</sup> FRANK P., « D'anciens dirigeants désertent », *La Vérité des travailleurs*, n° 1, juillet 1952.

<sup>248</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4*, op. cit., p. 426-433.

<sup>249</sup> *Ibid.*, p. 433-438.

fraction limité dans le PCF car ils privilégient l'organisation indépendante - comme le spécifiait la résolution du IIIe congrès. Le SI et les minoritaires donnent la priorité au travail entriste par rapport au secteur indépendant<sup>250</sup>. Pour prouver la validité de leur stratégie, ils évoquent les événements récemment survenus en France. En effet, le premier semestre 1952 est marqué par un gauchissement du Parti communiste qui lance des appels répétés à la lutte pour la paix et l'indépendance nationale. Il exhorte ses militants à une combativité décuplée contre l'impérialisme américain et ses alliés en France, le patronat et le gouvernement. La propagande du PCF privilégie l'action contre la guerre et néglige les revendications économiques.

Cette orientation du Parti communiste trouve son couronnement à Paris le 28 mai 1952. Malgré l'interdiction de la préfecture, il organise ce jour-là une manifestation contre la venue du général américain Matthew B. Ridgway, nouveau dirigeant des forces armées de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Signalons que le gouvernement en place – celui d'Antoine Pinay – est le plus à droite depuis la Libération. Il se veut un allié fidèle des Etats-unis et mène une politique de « conservatisme libéral ». Afin d'empêcher le rassemblement illicite préparé par le PCF, les autorités mettent en place tout un dispositif policier. En conséquence, les militants communistes se heurtent violemment aux forces de l'ordre : il en résulte un mort, des centaines de blessés et plus de sept cents interpellations. Ainsi, la police arrête Jacques Duclos, secrétaire général par intérim du PCF. Malgré la répression qui s'abat sur lui, ce parti semble vouloir continuer son offensive contre le gouvernement et le patronat<sup>251</sup>. Sous son impulsion, les syndicats CGT de la région parisienne organisent le 4 juin une grève « sur le lieu de travail » pour protester contre la répression mais cette action a peu de succès.

Le 7 juin 1952, le XIe plenum du CEI évoque la manifestation Ridgway. Selon lui, elle prouve que :

« [Le milieu principal d'activité du PCI] ne peut être que celui des militants communistes ouvriers d'avant-garde dans le PCF. Il ne peut être que celui de ceux qui avaient, le 28 mai, les bâtons à la main, et non pas de ceux restés à la maison »<sup>252</sup>.

---

<sup>250</sup> *Ibid.*, p. 422.

<sup>251</sup> Sur cette manifestation et son contexte voir PIGENET Michel, *Au coeur de l'activisme communiste...*, op. cit., 176 p.

<sup>252</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4*, op. cit., p. 452.

Le CEI tranche en faveur de l'orientation entriste « sui generis » : la direction constituée à l'issue du VIII<sup>e</sup> congrès devrait compter une majorité de partisans des thèses du SI. Pourtant, les minoritaires ne regroupent pas plus du tiers de l'organisation. De plus, la résolution adoptée menace d'exclusion ceux qui refuseront de reconnaître cette direction<sup>253</sup>. Ce texte exaspère les majoritaires : ils considèrent qu'on les empêche de mener la lutte politique dans le PCI et dans l'Internationale. Cependant, ils se divisent sur la conduite à tenir<sup>254</sup>. Les minoritaires prennent les devants en démenageant l'appareil technique du Parti. Le 26 juin au soir, Michèle Mestre se laisse enfermer dans le local du PCI au 46 rue de l'Arbre-Sec (1<sup>er</sup> arrondissement de Paris)<sup>255</sup>. Elle permet à d'autres militants minoritaires d'entrer et d'emmener le matériel d'impression (ronéos, machines à écrire...)<sup>256</sup>.

Le matin du samedi 29 juin 1952, le comité central du PCI se réunit dans une ambiance tendue. Dès le début de la réunion, P. Lambert, au nom des membres majoritaires du comité central, accuse les minoritaires d'avoir volé l'appareil technique d'impression du Parti. Les membres de la minorité présents ainsi que le représentant de la IV<sup>e</sup> Internationale, E. Mandel, reconnaissent l'enlèvement du matériel. Ce dernier lit une résolution expliquant que cet appareil technique appartient d'abord à l'Internationale qui l'a ainsi mis à l'abri des menées majoritaires. Ce matériel se trouve maintenant à la disposition des membres du parti, fidèles à l'Internationale, qui vont préparer le VIII<sup>e</sup> congrès du PCI, programmé les 13 et 14 juillet. La majorité du comité central vote alors la suspension des membres minoritaires et l'envoi au Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> d'une lettre expliquant cette suspension. M. Gibelin<sup>257</sup>, le président de séance majoritaire, demande aux membres suspendus de se retirer. Devant leur refus, les majoritaires partent poursuivre la réunion au local du parti. Là, ils décident de placer hors du PCI la minorité du comité central ainsi que tous les militants qui s'en solidarisent. Ils élisent un nouveau bureau politique et préparent leur congrès<sup>258</sup>. Le Secrétariat international réagit rapidement : dès le 1<sup>er</sup> juillet 1952, il reconnaît le groupe minoritaire comme seule

---

<sup>253</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 449.

<sup>254</sup> AL, Lettre de Lucien Fontanel à M. Lequenne du 10 juillet 1952.

<sup>255</sup> Maurice Rajsfus décrit ce local aux pages 133 et 134 de son ouvrage *Une enfance laïque et républicaine*, Paris, Many, 1952. En particulier, il se souvient de "l'atelier de duplication où quelques ronéos antiques bruissaient du matin au soir".

<sup>256</sup> Entretien avec M. Lequenne le 21 décembre 2005.

<sup>257</sup> Dans le compte-rendu il est nommé sous le pseudonyme de Bailly. Ce pseudonyme a été identifié par l'auteur suite à la lecture des documents internes du PCI majoritaire de juin à septembre 1952.

<sup>258</sup> Le récit de cette journée du 29 juin est fait dans CERMTRI, PCI 1952, « Compte rendu du comité central du 29 juin », 6 p.

section de la IVe. Il prévient les militants du PCI que le VIIIe congrès préparé par celui-ci sera seul valide. Ceux qui ne suivront pas les consignes du XIe plénum et celles de ce VIIIe congrès seront exclus de l'Internationale<sup>259</sup>. Le SI nomme "fraction Bleibtreu-Lambert" la tendance majoritaire ; il déclare toutes ses actions et décisions illégales pour la IVe internationale.

L'organisation qui regroupait la quasi-totalité des trotskystes français vient de se couper en deux. Peu après, les minoritaires commencent à traiter les exclus de « lambertistes » au grand mécontentement de ces derniers<sup>260</sup>.

---

<sup>259</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 449.

<sup>260</sup> FICHAUT André, *Sur le pont*, Syllepse, Paris, 2003, p. 64 et BROUE P., « Raoul, militant trotskyste », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 56, juillet 1995, p. 63. Selon A. Fichaut, cette appellation pourrait provenir de l'entourage de P. Frank qui portait une piètre estime à P. Lambert et voulait ainsi nuire aux majoritaires (entretien téléphonique du 7 février 2006).



## CHAPITRE III

# LA CONQUÊTE D'UNE ORGANISATION

### (juillet 1952 – mars 1953)

La scission réalisée, les dirigeants de la tendance majoritaire s'interrogent sur l'opportunité de conserver le titre de Parti vu son faible effectif. La volonté de ne pas abandonner le sigle PCI aux minoritaires les amène à le garder<sup>1</sup>. Il existe donc désormais deux PCI - section française de la IVe Internationale. Par convention, nous nommerons majoritaires ou trotskystes majoritaires les exclus. Quant à leur organisation, nous l'appellerons PCI majoritaire voire simplement PCI quand il n'y a pas d'ambiguïté. Le PCI minoritaire - dirigé par P. Frank, J. Grinblat et M. Mestre – est celui demeuré au sein de la IVe Internationale.

Nous avons signalé précédemment le réseau de militants constitué par P. Lambert dans le PCI, essentiellement par le biais de la commission syndicale<sup>2</sup>. Au moment de la scission, tous les membres de cette sensibilité appartiennent ou se rallient à la tendance majoritaire : nous n'avons pas repéré un seul militant proche de P. Lambert parmi les minoritaires. Afin de continuer notre étude du courant lambertiste, nous allons donc nous intéresser à l'histoire du PCI majoritaire<sup>3</sup>. Ainsi, dans le présent chapitre nous retracerons ses neuf premiers mois d'existence. Cette période se révèle très importante pour notre sujet : à son issue, P. Lambert parvient à prendre la tête de cette organisation. Mais, pour en comprendre les raisons, il nous faut commencer par examiner la composition sociale du PCI majoritaire puis sa situation en juillet 1952.

---

<sup>1</sup> CERMTRI, 62 à 64 OT, *Projet de résolution sur le changement de dénomination de l'organisation*, 2 p.

<sup>2</sup> Lui-même a insisté sur ce point dans *Quelques enseignements de notre histoire*.

<sup>3</sup> Sur l'histoire du PCI majoritaire de 1952 à 1955, nous signalons notre maîtrise *Agir au sein de la classe...* *op. cit.* La présente étude en enrichit et complète les développements.

## Les militants majoritaires

Que savons-nous des membres de cette organisation ? Elle-même insiste sur le fort pourcentage de militants ouvriers dans ses rangs<sup>4</sup>. Pour vérifier cette affirmation, nous ne disposons que des informations données par les 46 participants au VIII<sup>e</sup> congrès majoritaire<sup>5</sup>, soit un peu plus de la moitié du parti. Ces militants fournissent les renseignements suivants : nom, âge, profession, date d'entrée au trotskysme et organisation politique précédente<sup>6</sup>. Parmi les 43 réponses où figure le métier, nous constatons une proportion notable d'ouvriers (14), principalement des métallurgistes (10)<sup>7</sup>. Néanmoins, dans notre échantillon, les employés se révèlent les plus nombreux (19), parmi ceux-ci les postiers apparaissent bien représentés (5). Finalement, au PCI majoritaire nous ne constatons pas la prédominance d'ouvriers mais celle d'un ensemble plus vaste ouvriers-employés (33 délégués sur 43). A côté, nous observons un groupe de 9 travailleurs intellectuels auquel appartient P. Lambert, M. Bleibtreu - médecin, G. Bloch et R. Chéramy - professeurs. Par contre, un seul congressiste se déclare étudiant.

Nous expliquons la forte proportion d'ouvriers et d'employés par le fait que ces militants sont connus comme trotskystes dans leurs entreprises et leurs administrations. Ils refusent la consigne du SI de se renier publiquement pour essayer d'entrer au parti communiste<sup>8</sup>. Les ouvriers et employés du PCI rallient donc les majoritaires ou désertent le combat politique. Seule exception : Brest où la cellule - de composition prolétarienne - rejoint les minoritaires<sup>9</sup>. Lors de la scission, le choix des étudiants du PCI confirme cette explication. Comme ils ne

---

<sup>4</sup> RENARD Daniel, « Une date dans l'histoire du trotskisme », *La Vérité*, n° 299, 18 septembre 1952.

<sup>5</sup> CERMTRI, PCI 1952 (suite), « Fiche statistique sur le VIII<sup>e</sup> congrès ».

<sup>6</sup> Les données individuelles proviennent de CERMTRI, PCI 1952 (suite), « Fiche statistique sur le VIII<sup>e</sup> congrès », 3 p. A partir de ces données individuelles, la commission des mandats du VIII<sup>e</sup> congrès a établi un tableau statistique publié dans CERMTRI, VIII<sup>e</sup> congrès du PCI, « Compte rendu du VIII<sup>e</sup> congrès du PCI », p. 5. Il y a de légères différences entre ce tableau et les statistiques calculées par l'auteur du présent mémoire.

<sup>7</sup> Remarquons néanmoins que le pourcentage de métallurgistes a diminué depuis la scission : au VIII<sup>e</sup> congrès, il y avait 17 membres de cette corporation parmi les 52 délégués selon la *Liste des participants au VIII<sup>e</sup> congrès*, CERMTRI, PCI 1951.

<sup>8</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 269.

<sup>9</sup> Dans le compte rendu de « leur » VIII<sup>e</sup> congrès (CERMTRI, PCI SU 1952 et 1953, BI des résolutions du VIII<sup>e</sup> congrès, n°1, p. 3), les minoritaires prétendent que la moitié des participants sont ouvriers ou employés. Mais, l'un d'entre eux, André Fichaut, porte le même jugement que M. Lequenne et nous. Dans ses mémoires *Sur le pont*, op. cit., p. 63, il reconnaît que, sauf la section finistérienne, à peu près tous les militants ouvriers ont rallié les majoritaires.

sont pas liés à un lieu de travail, ils rejoignent plutôt les minoritaires<sup>10</sup> - comme le fait Félix Guattari.

Les documents du VIII<sup>e</sup> congrès nous fournissent quelques autres renseignements sur les militants majoritaires. Signalons leur jeunesse : l'âge moyen des congressistes se situe entre 27 et 28 ans<sup>11</sup>. Le doyen est Charles Margne (41 ans) et le benjamin François de Massot (20 ans). A 32 ans, P. Lambert paraît presque un vétéran. D'autre part, les données individuelles confirment la progression des effectifs du PCI à la Libération puis leur diminution : 19 congressistes ont adhéré au PCI dans les seules années 1945-1947 contre 8 pour la période 1948-1952. Enfin, parmi les 82 membres du PCI majoritaire qui ont participé à l'élection des délégués au VIII<sup>e</sup> congrès, 61 habitent la région parisienne<sup>12</sup>. La tendance au repliement sur celle-ci, évoquée au chapitre précédent, continue.

Signalons quelques traits spécifiques à ces militants. D'abord, les majoritaires sont peu nombreux mais ils disposent d'une bonne formation politique car le PCI a toujours accordé beaucoup d'importance à la formation de ses membres. Celle-ci s'effectue principalement au moyen de lectures conseillées, d'exposés et de discussions. Il faut mentionner aussi le Cercle Lénine dirigé par M. Lequenne et R. Chéramy : il organise régulièrement dans une salle de la Mutualité des conférences-débats sur des sujets politiques mais aussi culturels. Ouvertes à tous, ses séances attirent de nombreux sympathisants et jusqu'à des intellectuels de renom<sup>13</sup>. En conséquence, selon A. Fichaut et M. Lequenne<sup>14</sup>, les communistes fuient le débat avec les trotskystes à cause de leur culture politique.

D'autre part, en trotskystes orthodoxes, les majoritaires conçoivent le militantisme comme un engagement très exigeant. Comme l'indique D. Renard, « Trotskysme is business »<sup>15</sup>. A part quelques exceptions<sup>16</sup>, les majoritaires se comportent comme des activistes. De même qu'au PCI d'avant la scission, ils usent de la formule : « Le militant appartient au parti 24 heures sur 24 »<sup>17</sup>. Les majoritaires ne mettent qu'une limite à cet engagement. Comme la

---

<sup>10</sup> Entretien avec M. Lequenne le 21/12/2005.

<sup>11</sup> Les membres du comité central sortant participent de droit au congrès. Comme ils sont probablement plus anciens que les autres, l'âge moyen des majoritaires devait donc être un peu inférieur.

<sup>12</sup> CERMTRI, PCI 1952, Liste des délégués au VIII<sup>e</sup> congrès.

<sup>13</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 253.

<sup>14</sup> FICHAUT A., *Sur le pont...*, op. cit., p. 86 et HENTZGEN J., *Agir...*, op. cit., p. 163.

<sup>15</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de D. Renard à G. Bloch du 26/2/1952.

<sup>16</sup> HENTZGEN J., *Agir...*, op. cit., p. 93.

<sup>17</sup> LANDAIS Karim, *Passions militantes et rigueur historienne*, tome 1, 2006, p. 338.

classe ouvrière française se trouve dans une situation spécifique de légalité, ils jugent indispensable de respecter le milieu familial et professionnel d'origine du militant. Cette règle ne doit être enfreinte que dans un nombre très limité de cas et pour des besoins bien précis.

Le cadre ouvrier du PCF constitue le modèle des majoritaires. Il est bien intégré à sa classe, vit dans un quartier et milite dans une entreprise au vu et au su de tous. Sur ce point les majoritaires se jugent en total désaccord avec les « pablistes ». Afin de permettre à des cadres ouvriers de pratiquer l'entrisme dans le PC, P. Frank propose leur déplacement géographique. Cela choque les majoritaires : ils refusent cette conception du militant « parachuté ». Pour eux, cela n'aboutit qu'à faire des déracinés. Les trotskystes majoritaires considèrent regrouper la majorité des membres de l'organisation effectuant un travail de masse tandis que, selon eux, beaucoup de minoritaires sont des « déracinés incapables de se lier à un milieu de travail extérieur au parti »<sup>18</sup>. Les majoritaires considèrent comme une erreur l'envoi en usine de trotskystes non-ouvriers à la fin de la guerre car c'était prendre le risque de faire de ces militants des déclassés<sup>19</sup>. Rappelons que sous l'Occupation, P. Lambert avait émis une critique identique à l'égard de la direction du CCI. Le courant lambertiste conservera la même attitude à ce sujet.

## Une situation difficile

D'abord, nous constatons l'isolement du PCI majoritaire. La IV<sup>e</sup> Internationale le soumet à un véritable blocus. Comme l'écrit M. Lequenne au dirigeant trotskyste danois Poul Moth :

« Le SI a interdit aux sections tous rapports avec nous, nous fait couper les services des journaux de l'Internationale et exige même (c'est inouï, mais vrai) que nos publications nous soient retournées *sans être lues* ! »<sup>20</sup>.

Les majoritaires disposent seulement du soutien de la minorité de la section vietnamienne et de quelques militants argentins et chiliens<sup>21</sup>. Cet isolement se révèle d'autant plus pénible aux majoritaires que le mouvement trotskyste est international, quasiment depuis ses origines. Depuis sa conférence de fondation, la IV<sup>e</sup> Internationale se veut parti mondial et non fédération de partis.

---

<sup>18</sup> « La lutte des trotskystes français contre la pablisme liquidateur », *Cahiers du Cermtri*, numéro 47, décembre 1987, p. 27.

<sup>19</sup> CERMTRI, PCI 1952, « Résolution politique pour le VIII<sup>e</sup> congrès », BI n°191, p. 14 et 18.

<sup>20</sup> CERMTRI, FRANCE COMITE INTERNATIONAL 1953-1964, Lettre du 17 octobre 1952 à P. Moth.

<sup>21</sup> MICHELET S., *L'exclusion...*, op. cit, p. 153.

Cet isolement du PCI majoritaire par rapport au mouvement trotskyste international s'ajoute à une nouvelle baisse des effectifs, comparable à celle consécutive au départ des « droitiers ». L'intensité de la lutte fractionnelle a découragé nombre de militants mais aussi de sympathisants dont l'aide se révélait précieuse. P. Broué décrit ainsi la situation du PCI majoritaire dans le sud-est de la France :

« ...cette scission, ce fut le passage d'Attila. Les militants de la veille, ayant reçu de l'Internationale avis que nous étions exclus, mettaient impitoyablement à la porte tout visiteur, à quelque tendance qu'il appartînt »<sup>22</sup>.

Le PCI comptait environ 250 membres au début de 1951<sup>23</sup> mais seulement 82 d'entre eux participent à l'élection des délégués pour le VIIIe congrès majoritaire<sup>24</sup>. De son côté, le PCI minoritaire ne compte qu'une trentaine d'adhérents<sup>25</sup>. Plus de la moitié des membres du PCI a donc quitté le mouvement trotskyste.

A la veille de leur VIIIe congrès, la situation paraît bien sombre pour les majoritaires. Ils possèdent néanmoins quelques atouts. Ainsi, ils conservent le local rue de l'Arbre-sec dans le 1er arrondissement, vaste et situé en plein centre de Paris. Les majoritaires gardent aussi *La Vérité*, titre prestigieux pour les trotskystes français car créé sous l'égide de Trotsky. Enfin, ils obtiennent le ralliement massif de l'organisation de jeunesse du PCI, le Mouvement révolutionnaire de la jeunesse (MRJ), lequel tient son congrès le 12 juillet 1952<sup>26</sup>. Celui-ci élit un comité central constitué de 11 majoritaires et de 3 minoritaires. Le bureau politique du MRJ ne comprend que des majoritaires parmi lesquels nous citerons R. Berné - responsable politique - et Emile Lejeune<sup>27</sup> - chargé de l'organisation et du journal<sup>28</sup>. Le lendemain, le congrès des majoritaires commence. Pour les dirigeants de l'organisation, il doit clore la séquence des luttes fractionnelles et initier la reprise des activités militantes normales<sup>29</sup>.

---

<sup>22</sup> BROUÉ P., *Souvenirs...*, op. cit., p. 74.

<sup>23</sup> MICHELET S., *L'exclusion...*, op. cit., p. 151.

<sup>24</sup> CERMTRI, PCI 1952, Liste des délégués au VIIIe congrès.

<sup>25</sup> MICHELET S., *L'exclusion...*, op. cit., p. 153 et GRZYBEK G., *Les trotskystes dans les organisations communistes françaises pendant les années cinquante*, mémoire de maîtrise, Université de Paris VIII, 1975, p. 59.

<sup>26</sup> CERMTRI, VIIIe congrès du PCI, « Compte rendu du plenum du comité central des 27 et 28 septembre 1952 », 15 octobre 1952, p. 4 et *La Vérité*, n°298, 5 juillet 1952.

<sup>27</sup> Pseudonyme : Milou.

<sup>28</sup> « Le congrès des 12-13 juillet à Paris », *Jeune Révolution*, supplément au n°7, p. 3.

<sup>29</sup> AL, Lettre à L. Fontanel, 19 juillet 1952, 2 p.

## **Le VIII<sup>e</sup> congrès des exclus**

Il se tient durant 2 jours au premier étage du 10 rue de Lancry dans le X<sup>e</sup> arrondissement de Paris<sup>30</sup>. L'assemblée réunit 57 militants<sup>31</sup> : délégués titulaires et suppléants, auditeurs et membres du comité central sortant<sup>32</sup>. Notons la présence d'une seule délégation étrangère, représentant la minorité de la section vietnamienne<sup>33</sup>. Le congrès des minoritaires a lieu les mêmes jours et dans le même immeuble mais au rez-de-chaussée<sup>34</sup>. Malgré cette proximité, un seul incident se produit entre les deux groupes : S. Just frappe E. Mandel dans l'escalier car les minoritaires sont allés chercher Claude Just à son domicile<sup>35</sup>. Jusqu'au dernier moment, certains militants hésitent dans le choix d'un des deux congrès. Ainsi, Rolande De Paepe assiste au début de l'assemblée minoritaire. Mais, comme elle refuse de se lever à l'arrivée de M. Pablo, certains délégués la conspuent. Elle rejoint alors les majoritaires<sup>36</sup>.

D. Renard prononce le discours d'ouverture de l'assemblée majoritaire où il insiste sur l'importance du congrès. Ce dernier constitue pour lui un sursaut du trotskysme contre la stratégie du Secrétariat international (SI) qu'il nomme « le pablisme révisionniste ». Sur sa proposition, l'assemblée vote à l'unanimité une résolution mettant hors du parti tout militant qui ne condamnerait pas le vol de l'appareil technique. Au cours de la journée, E. Mandel veut intervenir au nom du SI mais, comme il ne reconnaît pas la représentativité du congrès, les délégués l'en empêchent.

Au nom de la direction du PCI majoritaire, M. Bleibtreu présente la résolution politique destinée à orienter l'organisation dans les mois à venir. Selon ce texte, l'existence du gouvernement d'A. Pinay prouve le regain d'assurance de la bourgeoisie française. A l'inverse, il constate la stagnation du mouvement ouvrier. Sa principale organisation, le PCF, vient d'échouer à mobiliser les travailleurs lors de la « manifestation Ridgway » précédemment évoquée. Mais, pour la bourgeoisie il ne s'agit que d'un répit car l'économie française ne parviendra pas à se développer et les conditions de vie des travailleurs ne s'amélioreront pas. Le texte prévoit donc une nouvelle crise révolutionnaire au cours de

---

<sup>30</sup> CERMTRI, VIII<sup>e</sup> congrès du PCI, « Note du secrétariat d'organisation », juillet 1952.

<sup>31</sup> CERMTRI, PCI 1952 (suite), « Tableau des présences au VIII<sup>e</sup> congrès ».

<sup>32</sup> Normalement un membre du comité central sortant ne peut pas être délégué au congrès mais il y a des exceptions.

<sup>33</sup> CERMTRI, VIII<sup>e</sup> congrès du PCI, « Compte rendu du VIII<sup>e</sup> congrès du PCI », 10 p.

<sup>34</sup> FICHAUT A., *op. cit.*, p. 64.

<sup>35</sup> M. Lequenne approuve cet acte. Il donne un récit « à chaud » de ce congrès dans AL, Lettre à L. Fontanel, 19 juillet 1952, 2 p.

<sup>36</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à L. Fontanel du 19 juillet 1952.

laquelle l'avant-garde ouvrière devra combattre le gouvernement et le patronat mais aussi la direction du parti communiste. Elle aura besoin de l'aide d'un parti indépendant pour convaincre les travailleurs de la politique néfaste du PCF. Afin de préparer la crise révolutionnaire, le PCI restera fidèle à ses mots d'ordre de front unique des partis ouvriers et d'unité d'action des travailleurs, de la base au sommet<sup>37</sup>.

Comme nous venons de le voir, ce texte prophétise pour la France un avenir économique et social bien sombre. Pourtant, la production industrielle connaît depuis la Libération une belle progression qui continuera ensuite. Avec un indice 100 en 1938, cette production est tombée à l'indice 50 en 1945 mais remonte ensuite aux indices 145 en 1952 puis 188 en 1956<sup>38</sup>. Jamais la France n'a connu un rythme de progrès industriel aussi rapide ! Par ailleurs, les conditions de vie des travailleurs demeurent difficiles mais depuis 1948 elles s'améliorent peu à peu<sup>39</sup>. En fait, les majoritaires demeurent fidèles aux prévisions pessimistes des trotskystes : la France, comme les autres puissances occidentales, est condamnée à la stagnation économique et au déclin. Ils persévèrent dans une dénonciation presque incantatoire de la société<sup>40</sup>.

L'assemblée approuve donc sans discussion cette partie de la résolution. Par contre, une des conclusions de celle-ci provoque le débat le plus important du congrès : la décision de combiner la construction du parti indépendant avec un travail de fraction dans le PCF pour mieux exploiter la crise à venir de cette organisation. Ce travail de fraction sera très différent de l'entrisme « sui generis » : il s'agira d'un travail clandestin de type conspiratif. Il ne pourra être effectué que par quelques militants de haut niveau non connus publiquement comme trotskystes<sup>41</sup>. Les majoritaires s'étaient ralliés à une telle opération lors du IIIe congrès. Pour beaucoup d'entre eux, il ne s'agissait que d'une concession aux « pablistes ». Mais, M. Bleibtreu et d'autres congressistes jugent ce travail indispensable. Par contre, M. Gibelin s'y oppose. Depuis la récente scission des trotskystes, il ne croit plus au PCI car pour lui, le trotskysme est discrédité auprès des ouvriers<sup>42</sup>. P. Lambert exprime son scepticisme sur le travail en fraction dans le PCF pour une autre raison : l'organisation est trop faible, il n'y a

---

<sup>37</sup> CERMTRI, PCI 1952, « Résolution politique pour le VIII<sup>e</sup> congrès », BI n°191, 23 p.

<sup>38</sup> *Annuaire statistique de la France, rétrospectif*, Paris, Imprimerie nationale et PUF, 1961, p. 355.

<sup>39</sup> RIOUX J-P., *La France...*, *op. cit.*, p. 249.

<sup>40</sup> PATTIEU Sylvain, *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002, p. 50.

<sup>41</sup> Résolution politique..., *op. cit.*. La partie "Travail indépendant et travail fractionnel" est très importante car elle décrit précisément chacun des deux types de travail. Elle correspond aux pages 17 à 23.

<sup>42</sup> Entretien avec M. Lequenne dans HENTZGEN J., *Agir...*, *op. cit.*, p. 161.

plus de militants disponibles. Ces deux responsables plaident pour un repli sur les activités syndicales. M. Bleibtreu et G. Bloch les accusent de « déviation syndicaliste » et soutiennent la nécessité de ce travail de fraction. Ils obtiennent gain de cause : les textes présentés sont votés à l'unanimité moins une abstention. Par contre, le congrès adopte une résolution présentée par D. Renard qui demande la poursuite de la discussion sur le travail de fraction, selon des modalités à fixer par le comité central. Surtout, le ton agressif de M. Bleibtreu et de G. Bloch a déplu aux congressistes<sup>43</sup>.

Ce débat a le mérite de faire apparaître deux sensibilités parmi les majoritaires. Nous nommerons « politiques » ceux qui mettent leurs espoirs dans une crise du PCF. M. Bleibtreu en constitue la principale personnalité. Il dirige *La Vérité* auquel collaborent plusieurs représentants de cette sensibilité : G. Bloch, Lucien Fontanel - gérant du journal, M. Lequenne, R. Berné... Le terme de « syndicalistes » convient bien aux membres du second courant, apparu au cours de la longue crise du PCI. Beaucoup de ses membres ont rallié les majoritaires quand ils ont compris que la ligne du SI mettait en cause leur travail syndical actuel<sup>44</sup>. De plus, la lutte fractionnelle contre les « pablistes » a généré chez ces militants une certaine méfiance envers les intellectuels. Ils se défient plus que jamais de leurs brillantes stratégies - hier le soutien à la Yougoslavie, aujourd'hui l'entrisme au PCF - qui éloignent les militants d'un travail lent et patient dans les entreprises et les syndicats<sup>45</sup>. M. Gibelin a exprimé publiquement ces idées mais au cœur de cette sensibilité se situe le réseau de militants que P. Lambert a construit peu à peu à partir de la commission syndicale<sup>46</sup>. La résolution d'orientation résume bien les vues des « syndicalistes » et de P. Lambert. Ce texte fixe ainsi l'orientation du PCI :

« Renouer patiemment les liens qui ont été dénoués avec l'objectif permanent d'agir dans la classe, en fonction de nos forces réelles et compte-tenu du développement de la situation »<sup>47</sup>.

Nous faisons l'hypothèse que les liens dénoués correspondent à la rupture avec certains réformistes lors de l'éclatement de *L'Unité*. La même résolution donne la priorité au travail ouvrier et syndical. Précisons le terme « travail ouvrier » : il regroupe les activités vers les

---

<sup>43</sup> Dans sa lettre du 28 juillet, M. Lequenne, très proche de M. Bleibtreu, leur donne raison sur le fond et tort sur la forme.

<sup>44</sup> CERMTRI, PCI 1955, *Bulletin intérieur n°2 - 1955*, p. 2.

<sup>45</sup> FB, F Delta 1902 1/1, p. 7 et LEQUENNE M., « Continuité et discontinuité du « lambertisme » (Contribution à l'histoire d'une dégénérescence) », *Critique Communiste*, n°7, 1976, p. 133.

<sup>46</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à Ralph Carlton du 8/2/1954.

<sup>47</sup> CERMTRI, PCI 1952, *Compte rendu du VIIIe congrès national du PCI*, p. 7.



usines mais aussi en direction des concentrations de travailleurs comme les banques ou les centres de chèques postaux<sup>48</sup>. Enfin, ce document traite des cellules désarticulées par la scission. Il préconise de les réorganiser par entreprises ou corporations<sup>49</sup>. L'assemblée vote la résolution d'organisation à l'unanimité puis élit comme nouveaux membres titulaires du comité central des militants ouvriers : S. Just, Roger Marchand<sup>50</sup>, Georges Nouvel<sup>51</sup> et Jean Maertens<sup>52</sup>. Onze membres de cette instance centrale restent en place : Henri Baratier, M. Bleibtreu, G. Bloch, Robert Chéramy<sup>53</sup>, René Dumont, R. Berné, M. Gibelin, P. Lambert, M. Lequenne, J. Lefèvre et D. Renard.

Jusque là, en dehors du débat sur le travail de fraction, les deux sensibilités cohabitent sans heurts. Pourtant, le 14 juillet, la première réunion du comité central creuse le fossé entre elles. Lors de l'élection du bureau politique, M. Bleibtreu refuse que M. Gibelin en soit membre, à cause de son orientation de « repli syndical ». Cet ostracisme jette le trouble dans la réunion<sup>54</sup>. Finalement, le comité central désigne (par ordre décroissant) : M. Bleibtreu, P. Lambert (les deux premiers cités à égalité), D. Renard, M. Gibelin, M. Lequenne, R. Berné et Jean Lefèvre. Les dirigeants se répartissent les responsabilités de la manière suivante : *La Vérité* à M. Bleibtreu, l'organisation à M. Lequenne, l'éducation à G. Bloch, les jeunes à R. Berné, « Fraction » à P. Lambert et les activités syndicales à J. Lefèvre<sup>55</sup>. P. Lambert est mécontent de ces décisions. Parmi les militants qui lui sont proches, seul Jean Lefèvre est élu au bureau politique, S. Just et Robert Chéramy sont battus. De plus, M. Lequenne le remplace, contre son gré, au poste stratégique de secrétaire à l'organisation. Il se voit attribuer à la place une curieuse responsabilité « Fraction ». Surtout, malgré l'opposition de P. Lambert, le bureau politique approuve le travail en fraction dans le PCF préconisé par M. Bleibtreu<sup>56</sup>. Bien qu'il soit proche de ce dernier, M. Lequenne s'en inquiète :

« Je suis aussi pour que Lambert retrouve des attributions bien déterminées et ne soit pas un factotum<sup>57</sup> (comme dit R. Berné qui parle latin comme Pablo lui-même) »<sup>58</sup>.

---

<sup>48</sup> CERMTRI, 1962 à 1964 OT, Travail ouvrier, p. 2.

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> Métallurgiste, il a pour pseudo : Paulo.

<sup>51</sup> Métallurgiste nantais, G. Nouvel est militant CGT.

<sup>52</sup> Cheminot au dépôt de La Chapelle.

<sup>53</sup> Pseudos : Leroi ou Leroy. Le rôle syndical important de Robert Chéramy est évoqué plus loin.

<sup>54</sup> Ce fait est évoqué dans les lettres pré-citées de M. Lequenne et P. Lambert. Les deux dirigeants jugent l'attitude de M. Bleibtreu déplorable et reprochent à G. Bloch son soutien à M. Bleibtreu. Il est rare que M. Lequenne et P. Lambert soient à ce point d'accord.

<sup>55</sup> CERMTRI, PCI 1952, « Comité central du 14/7 ».

<sup>56</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à L. Fontanel du 7 août 1952, p.2.

<sup>57</sup> Factotum : celui dont les fonctions consistent à s'occuper de tout dans une maison (selon Le Robert).

Pour lui, la division de l'équipe dirigeante constitue le principal danger pour le parti<sup>59</sup>. M. Gibelin partage cet avis : excédé par les disputes entre trotskystes, il ne vient plus aux réunions du bureau politique et du comité central. En septembre 1952, ce dernier le remplace par S. Just au bureau politique<sup>60</sup>.

Notons que l'attitude à adopter par rapport au PCF génère aussi un clivage dans le congrès minoritaire. Les militants qui croient en la possibilité d'un redressement du PCF (M. Mestre, M. Corvin) s'opposent à ceux qui veulent conserver une organisation trotskyste indépendante (P. Frank, J. Grinblat)<sup>61</sup>.

Quant à la direction du PCI majoritaire, elle vient de prouver qu'elle dispose toujours du soutien de la majorité des trotskystes français mais il lui reste maintenant à essayer de rétablir les liens avec les autres sections.

### Echec dans l'Internationale

La tâche des majoritaires s'avère difficile car le Secrétariat international ne reste pas inactif : il envoie des émissaires dans les différentes sections d'Europe pour expliquer que les sanctions contre les majoritaires sont justifiées<sup>62</sup>. Ainsi, le trotskyste allemand Georg Jungclass vient à Copenhague exposer la position de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il se montre convaincant : il obtient que la section danoise ne rompt pas avec le SI<sup>63</sup>. De plus, ce dernier dispose de l'appui du SWP. L'hebdomadaire de la section américaine, *The Militant*, publie le 18 août un article « La scission dans le PCI français » qui soutient le SI et critique les majoritaires<sup>64</sup>.

Les trotskystes majoritaires essaient d'établir des contacts dans l'Internationale, en particulier M. Bleibtreu qui dispose le plus de relations dans celle-ci<sup>65</sup>. En fait, ils ne parviennent à se lier qu'à des individualités ou à des groupes marginaux dans la IV<sup>e</sup> Internationale. Pour sortir de leur isolement, les majoritaires conviennent en septembre 1952 d'une stratégie. Ils rejettent toujours la responsabilité de la crise sur le SI devenu, selon eux,

---

<sup>58</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de Michel Lequenne à G. Bloch, 28 juillet 1952.

<sup>59</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à L. Fontanel du 7 août 1952.

<sup>60</sup> CERMTRI, PCI 1952, « Compte rendu du comité central des 27 et 28 septembre 1952 », p. 6-7.

<sup>61</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 494.

<sup>62</sup> CERMTRI, FRANCE CI 1953-1964, Lettre du bureau politique du PCI à Poul Moth du 2 décembre 1952.

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> « Lettre du bureau politique du PCI au comité central du SWP », *Cahiers du Cermtri*, n°47, p. 3-6.

<sup>65</sup> Ainsi dès février 1952, il obtient le soutien de l'italien Libero Villone. Malheureusement ce militant réside près de Naples et est assez isolé (correspondance dans FB, F Delta 1902/1/4/3).

le « centre liquidateur de la IV<sup>e</sup> ». Mais, le PCI refuse de construire un regroupement extérieur à l'Internationale car il veut redresser celle-ci de l'intérieur par une lutte implacable contre ses dirigeants. Il se considère donc comme une section de la IV<sup>e</sup> Internationale et mène campagne pour sa réintégration. Pour cela, il transmet périodiquement au Comité exécutif international (CEI) et à toutes les sections un rapport détaillé de son activité. Du fait de l'orientation du SI, le PCI prévoit que les autres sections vont traverser une crise analogue à la section française mais elles n'en ont pas conscience. Afin d'éviter qu'elles soient exclues l'une après l'autre, les majoritaires se proposent de lancer une discussion internationale. Celle-ci permettra aux autres sections de comprendre ce qu'est le « pablisme » et de constituer avec le PCI majoritaire une solide opposition.

Les majoritaires n'obtiennent guère de résultats. Le SWP refuse le dialogue avec eux. Il tolère seulement qu'un de ses dirigeants, Charles Hanley, maintienne une correspondance privée avec M. Lequenne. Ensuite, P. Lambert écrit une lettre à P. Frank au nom du bureau politique majoritaire. Il lui propose une discussion entre les deux organisations afin de préparer une réunification des trotskystes français. Il motive cette offre par l'actualité : le nouveau cours, qu'il juge « droitier », du PCF et l'affaire Marty-Tillon<sup>66</sup>. Dans sa réponse, P. Frank refuse cette discussion et en profite pour reprocher à son correspondant son attitude pendant la crise du PCI<sup>67</sup>. Selon le dirigeant minoritaire, P. Lambert n'a agi que pour préserver son domaine réservé, le travail syndical. En fait, il l'accuse d'être un homme sans principes. Cette lettre ne va pas améliorer les relations entre les deux dirigeants.

Seule la section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale répond aux avances des majoritaires. Il s'agit de la Marxistische Aktion der Schweiz (MAS), dirigée par Heinrich Buchbinder et J. von Steiger<sup>68</sup>. Cette collaboration paraît logique : ces deux militants ont critiqué les thèses de M. Pablo lors du III<sup>e</sup> congrès mondial<sup>69</sup>. Le 18 octobre, les deux organisations tiennent une conférence. Elles décident que la MAS fournira au PCI des journaux trotskystes étrangers et assurera la traduction en allemand de textes majoritaires. Surtout, les deux partis préparent en commun leurs interventions pour le XII<sup>e</sup> plenum du CEI qui doit se tenir en novembre<sup>70</sup>. Une

---

<sup>66</sup> Voir le sous-chapitre ultérieur sur ce sujet.

<sup>67</sup> Les deux lettres sont reproduites dans *Cahiers du Cermtri*, n°45, p. 66-70.

<sup>68</sup> Pseudonymes : Jacques et Pia.

<sup>69</sup> Déclaration des délégués suisses dans PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op.cit.*, p. 216-217.

<sup>70</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de la MAS au bureau politique du PCI (majorité), 2 novembre 1952, 7 p..

commission de contact franco-suisse est constituée, elle se réunira à nouveau en décembre à Paris<sup>71</sup>.

Le XII<sup>e</sup> plenum du CEI se réunit à partir du 15 novembre 1952. Membre de cette instance, M. Bleibtreu présente la position des majoritaires. Selon lui, le SI a provoqué la scission du parti français sur la base de prévisions qui se sont révélées erronées : virage à gauche de la bureaucratie soviétique et du PCF, resserrement des militants « staliniens » autour de leur direction. Le dirigeant français propose la reconnaissance provisoire des deux groupes existants et l'organisation d'une discussion entre eux. Ce débat doit être suivi de près par le CEI et s'insérer dans la préparation du quatrième congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale. La grande majorité des membres du CEI rejettent cette proposition. Pour eux, il ne s'agit que d'un problème de discipline : les trotskystes majoritaires se refusent à exécuter les décisions élaborées collectivement. M. Pablo obtient que la question française soit étudiée dans le cadre d'une commission constituée de membres du SI et du bureau politique majoritaire<sup>72</sup>.

Cet organisme ne parvient pas à un accord à cause de l'élection législative partielle dans la Seine prévue le 7 décembre 1952 : le PCI majoritaire présente la candidature de D. Renard et les minoritaires celle de P. Frank. Le SI exige alors que les majoritaires retirent leur candidat et soutiennent P. Frank, ce qui provoque la rupture. Le CEI donne un délai aux militants du PCI majoritaire pour obéir aux consignes du SI : huit jours pour les membres du bureau politique et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1953 pour les autres. Au terme de ce délai, la suspension deviendra exclusion<sup>73</sup>. Ces décisions sont votées par tous les membres du comité exécutif sauf le délégué suisse qui s'abstient partiellement<sup>74</sup>. Le 10 janvier 1953, un communiqué du SI constate cette exclusion<sup>75</sup>. La lutte politique se poursuit dans le domaine judiciaire : P. Frank poursuit devant les tribunaux l'organisation majoritaire pour l'empêcher de s'intituler « Parti communiste internationaliste - Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale ». La justice le déboute et les deux partis demeurent avec le même nom. La presse commente ces disputes entre trotskystes avec incompréhension ou ironie. Ainsi, *Le Monde* décrit les candidats « fantaisistes » de l'élection partielle dans un article « De la douceur de l'« humaniste » aux

---

<sup>71</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre du PCI majoritaire au bureau politique de la MAS, 2 décembre 1952.

<sup>72</sup> CERMTRI, PCI 1952, *Bulletin d'informations internationales*, n°3, décembre 1952, p. 1-7.

<sup>73</sup> PRAGER R., *Les congrès de la Quatrième...tome 4, op. cit.*, p. 477-479.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 477.

<sup>75</sup> *IV<sup>e</sup> Internationale*, n°1, janvier 1953, p. 59.

querelles des trotskystes ». Il présente d'abord le très original Ferdinand Lop puis les deux trotskystes :

« MM. Pierre Frank et Daniel Renard prétendent défendre les couleurs du Parti communiste internationaliste - Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il apparaît que l'un des deux au moins s'est emparé abusivement de cette étiquette. D'où une sombre et fratricide querelle qui conduisit les candidats - comble d'horreur pour un trotskiste que de se plier à une loi - devant le conseil de préfecture puis le tribunal civil, tous deux d'accord pour laisser subsister la double candidature »<sup>76</sup>.

La cause trotskyste en France ne sort pas grandie de ces conflits judiciaires.

Suite à ces événements, au début de 1953, les majoritaires doivent reconnaître leur échec dans l'Internationale : seuls les Suisses les soutiennent<sup>77</sup>. Par contre, la remise en route de leur organisation au second semestre 1952 s'avère satisfaisante. Nous allons en examiner le déroulement.

### La remise en route

Aux lendemains du congrès, il s'agit d'une tâche difficile pour la direction des majoritaires. En effet, leur organisation se trouve dans un piètre état<sup>78</sup> car depuis plus d'un an elle a consacré toute son énergie aux débats internes. En particulier, la direction du PCI doit faire face à une accumulation de dettes. Cela l'amène à augmenter la cotisation mensuelle due par chaque adhérent - nommée phalange – puis à diffuser en interne une liste des mauvais payeurs<sup>79</sup>. Comme il a les hautes mains sur les finances de l'organisation, P. Lambert demande à quelques militants choisis de payer d'avance quelques mois de phalange ou de faire un prêt de 10 000 francs à l'organisation<sup>80</sup>. Grâce à ces mesures, la situation financière du parti s'améliore un peu mais demeure fragile.

*La Vérité* ne compte pas plus de 600 ou 700 lecteurs<sup>81</sup>. De plus, à cause du manque d'argent, le PCI majoritaire ne recommence la publication de *La Vérité* que le 18 septembre 1952<sup>82</sup>. Au centre de la première page, une grande photo de Trotsky indique la volonté des majoritaires de demeurer fidèles à ses idées. Mais, le journal doit faire face à la concurrence

<sup>76</sup> BARILLON Raymond, *Le Monde*, n° 2444, 4 décembre 1952, p. 4.

<sup>77</sup> CERMTRI, PCI 1953, «Comité central des 20-21/12», janvier 1953, p. 2-3.

<sup>78</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à P. Lambert du 31 juillet 1952.

<sup>79</sup> CERMTRI, PCI 1952 (suite), « Note politique et d'organisation n° 195 », 23 septembre 1952, p. 13 et Sans titre, 2 p.

<sup>80</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de P. Lambert à G. Bloch du 1/9/52, 2 p.

<sup>81</sup> CERMTRI, PCI 1955, « Caractérisation du Parti Nos tâches ».

<sup>82</sup> N° 299 du 18/9/1952.

de *La Vérité des travailleurs*, diffusée depuis le mois de juillet par les minoritaires<sup>83</sup>. En conséquence, l'organe des majoritaires publie des articles de fond contre les « pablistes » dont les « Dix thèses » d'E. Mandel et « Où va le camarade Pablo ? » de M. Bleibtreu<sup>84</sup>. *La Vérité* annonce une nouvelle conférence du Cercle Lénine : D. Renard intervient sur le thème « Pablisme et trotskisme » le 10 octobre 1952<sup>85</sup>. Par ailleurs, le journal appelle inlassablement les travailleurs à imposer aux organisations ouvrières l'unité d'action à tous les échelons. *La Vérité* se veut anticolonialiste : elle insiste sur l'échec de l'armée française en Indochine et demande le rappel immédiat du corps expéditionnaire. De plus, le journal soutient les mouvements indépendantistes en Afrique du Nord, particulièrement le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) de Messali Hadj en Algérie. Dans ce cadre, P. Lambert tient une chronique des luttes pour l'indépendance en Afrique du Nord. Ultérieurement, nous précisons son attitude et celle du PCI majoritaire sur ce sujet.

Le PCI majoritaire veut continuer le PCI d'avant la scission. Il en conserve les structures nationales : secrétariat, bureau politique et comité central. La commission syndicale se réunit toutes les deux semaines et une commission internationale est créée afin de lutter contre le « pablisme ». M. Lequenne assure la publication régulière de bulletins intérieurs<sup>86</sup>.

En province, les seules forces organisées du PCI se trouvent à Clermont-Ferrand et à Nantes. Les cellules correspondantes comptent respectivement 11 et 6 militants<sup>87</sup>. La première a pour principaux membres G. Bloch et deux employés : Jean Anglard et Georges Bardin. La seconde possède en Georges Nouvel et André Grelaud deux militants expérimentés. Métallurgistes, ils siègent dans les instances CGT de leurs entreprises<sup>88</sup>. Malgré son effectif limité, la cellule nantaise apparaît très active. L'entente entre P. Lambert et A. Hébert doit y contribuer, en fournissant un allié local aux trotskystes de la ville. Par ailleurs, quelques majoritaires se trouvent isolés en province et militent donc peu au sein de l'organisation. Ainsi, Maurice Laurent – pseudo Laure – se trouve désormais seul majoritaire

---

<sup>83</sup> CERMTRI, PCI 1952 (suite), Lettre de M. Lequenne à G. Bloch du 14/8/1952, 2 p.

<sup>84</sup> Dans les numéros 300 à 311.

<sup>85</sup> N°300 du 2/10/1952.

<sup>86</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de M. Lequenne à G. Bloch du 14/8/52.

<sup>87</sup> « Liste des délégués au VIIIe congrès », *op. cit.*

<sup>88</sup> *Le PCI à Nantes*, PCI, Nantes, 1982.

actif à Lyon<sup>89</sup>. Nous citerons aussi deux instituteurs dans cette situation : Jacques Faucher dans l'Hérault et Paul Duthel à l'Arbresles dans le Rhône<sup>90</sup>. Pierre Broué entre aussi dans cette catégorie : il assure un poste de maître d'internat au collège technique Vaucanson à Grenoble<sup>91</sup>.

En région parisienne, la situation apparaît un peu meilleure mais les dégâts de la scission s'avèrent néanmoins conséquents. D'abord, la direction de la région se trouve disloquée : elle a pratiquement cessé de fonctionner depuis septembre 1951. La secrétaire de cet organisme était S. Minguet – minoritaire – ce qui a aggravé ses difficultés. Les majoritaires reconstituent un comité régional où chaque membre a des responsabilités bien définies. Trois secrétaires animent cette structure : D. Renard, S. Just et Georges Mougard – postier, il a été membre du comité national des Jeunesses socialistes puis est venu au PCI<sup>92</sup>. Quant aux cellules, certaines ont disparu ou sont passées aux minoritaires tandis que d'autres peinent à reprendre leurs activités. La direction régionale examine les forces encore disponibles puis réorganise les cellules en s'inspirant du principe voté au VIIIe congrès : privilégier les cellules d'entreprise ou de corporation. En même temps, les majoritaires s'efforcent de ramener à leur organisation les trotskystes partis lors de la scission. Ainsi, plusieurs d'entre eux rejoignent les majoritaires comme D. Righetti – démissionnaire du comité central en juin<sup>93</sup>.

A l'issue de ce processus, la région parisienne comprend six cellules<sup>94</sup>. Nous allons présenter ces six unités en indiquant les évolutions par rapport à l'organisation de mars 1950 – décrite au chapitre II :

#### *Renault*

La Régie a profité des luttes sociales du premier semestre pour licencier des trotskystes puis la scission a entraîné le départ d'autres militants. En conséquence, la direction régionale fusionne les deux cellules en une seule, toujours animée par D. Renard. Désormais, elle regroupe tous les métallurgistes du PCI majoritaire - soit une douzaine de personnes - car la cellule Puteaux a disparu. Malgré ces aléas, la cellule Renault demeure un modèle d'efficacité donné en exemple dans le reste de l'organisation. Elle publie régulièrement *La Vérité Renault*.

---

<sup>89</sup> FB, F Delta 1902 1/4/4/2, Lettre de G. Bloch à M. Bleibtreu du 19 novembre 1952.

<sup>90</sup> « Hommage à P. Duthel », *Informations ouvrières*, n°737, 6 avril 2006, p.15.

<sup>91</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 63.

<sup>92</sup> AYME J-J., *Jeunesses socialistes*, *op. cit.*, p. 378.

<sup>93</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 4 avril 1953, p. 2.

<sup>94</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Projet de rapport d'activité du comité régional pour le congrès de la région parisienne », mars 1953, 15 p.

### *Métro*

Cette unité a peu souffert de la scission. Animée par S. Just, elle diffuse régulièrement *La Vérité Métro* et un journal syndical *La tribune libre de la RATP*.

### *Postiers-fonctionnaires*

La direction régionale constitue cette nouvelle cellule à partir d'unités disparues ou en piètre état. Elle étend son activité dans plusieurs ministères et dans quelques services des PTT.

### *Instituteurs*

Cette unité a plutôt bien supporté la scission. Comme son nom l'indique, elle regroupe une grande majorité d'enseignants qui militent activement au sein de la tendance École émancipée. La cellule Instituteurs compte aussi des ouvriers du Livre dont Paul Hirzel, trotskyste depuis le Front populaire. Mais, à l'époque, ceux-ci ne mènent aucun travail dans leur corporation.

### *Employés*

La direction régionale la compose après la scission, principalement à partir de la cellule XVIIe- XVIIIe. Plusieurs de ses membres travaillent dans des banques, comme Louis Eemans au Comptoir national d'escompte de Paris (CNEP).

### *Cheminots*

Cette cellule naît après mars 1950 et avant la scission. Son militant le plus en vue est Jean Maertens. Cette structure fonctionne mal, aussi P. Lambert l'a rejointe afin d'y pallier.

Le comité régional fixe comme consignes aux cellules de mettre en place un bureau, de préparer périodiquement un programme de travail puis d'en faire le bilan, de fixer des objectifs précis à chaque militant, de rendre compte à la direction régionale et de participer aux actions que cette dernière impulse. Les cellules, très occupées, ont bien du mal à appliquer ces instructions<sup>95</sup>. Chacune de ces six unités compte au maximum une douzaine de membres. Il n'existe plus de cellules locales et il demeure une seule cellule d'entreprise - à la Régie Renault. Notons que les cinq autres unités regroupent des travailleurs à statuts, ce qui confirme l'évolution signalée précédemment. Elles sont corporatives, une de leurs tâches consiste à coordonner les activités syndicales de militants exerçant le même métier. Cette

---

<sup>95</sup> « Projet de rapport d'activité du comité régional pour le congrès de la région parisienne », *op. cit.*, p 7 à 10.



situation résulte du faible nombre de trotskystes, généralement seuls dans leur entreprise ou leur établissement administratif. Leur syndicat constitue alors un lieu d'intervention privilégié, leur seul travail extérieur<sup>96</sup>. Ce constat s'applique aussi aux membres du PCI minoritaire. Citons le cas d'André Fichaut, ouvrier métallurgiste brestois. Selon la consigne des minoritaires, il prend garde de ne plus intervenir publiquement comme trotskyste. En conséquence, les communistes tolèrent qu'il accède à des responsabilités syndicales dans son entreprise et à son union locale CGT. Son appartenance au PCI minoritaire se concrétise seulement par sa participation aux réunions du comité central, tous les deux mois<sup>97</sup>.

Puisque l'activité syndicale se révèle importante pour les majoritaires, nous allons examiner où ils l'exercent.

### **L'implantation syndicale des majoritaires**

Les majoritaires militent dans le même type de syndicats qu'avant la scission. En particulier, la FEN demeure leur lieu d'action privilégié<sup>98</sup>. D'abord à cause du respect de la démocratie syndicale par cette fédération dont le fonctionnement s'appuie sur trois tendances structurées et organisées. La première regroupe ceux que nous nommerons par commodité les autonomes, majoritaires dans la fédération. Leur courant se veut réformiste et apparaît idéologiquement proche de la mouvance socialiste. La seconde tendance, Unité et action<sup>99</sup>, regroupe les adhérents proches du Parti communiste et partisans d'un retour à la CGT. La troisième, l'École émancipée (EE) se veut à l'extrême gauche du mouvement ouvrier français et se réclame du syndicalisme révolutionnaire, attitude exceptionnelle à l'époque. Elle bénéficie d'une certaine notoriété même si sa motion d'orientation ne recueille que 7,83% des voix au congrès du SNI de 1952<sup>100</sup>.

L'existence de cette tendance syndicale d'extrême gauche contribue à l'intérêt des trotskystes majoritaires pour le monde enseignant et cela pour plusieurs raisons. D'abord, nous avons vu comment l'École émancipée a rallié les réformistes à l'autonomie en 1948. Depuis, cette tendance prône inlassablement le développement des luttes et l'unité avec les organisations ouvrières. Du point de vue revendications, comme les trotskystes majoritaires,

---

<sup>96</sup> CERMTRI, PCI 1955, *Bulletin intérieur n°2 - 1955*, p. 2.

<sup>97</sup> FICHAUT A., *Mémoires...*, *op. cit.*, p. 87-88.

<sup>98</sup> Sur cette fédération au cours de cette période, voir BRUCY Guy, *Histoire de la FEN*, *op. cit.*, p. 157-188.

<sup>99</sup> Ce courant n'adoptera officiellement ce nom que plus tard mais nous l'utiliserons dès cette époque par commodité.

<sup>100</sup> HIRSCH Robert, *Instituteurs et institutrices syndicalistes (1944-1967)*, Paris, Syllepse, 2010, p. 149 et 173.

elle plaide pour des augmentations uniformes et non en pourcentages. La tendance refuse l'avancement au choix avec l'argument suivant :

« Pour nous, nous n'avons pas besoin d'émulation. Nous ne réclamons ni promotion, ni décoration, ni bons points. Comme le bon ouvrier, nous avons conscience de notre travail bien fait et pour nous, c'est assez »<sup>101</sup>.

L'École émancipée prône l'application du principe « A travail égal, salaire égal » et le reclassement de tous les fonctionnaires à un indice moyen. Cette tendance plaît aussi aux trotskystes à cause de son efficacité militante. Elle a mis en place une association, les Amis de l'EE, ce qui lui permet de disposer de groupes départementaux et d'une revue bimensuelle qui porte son nom. La tendance organise des réunions nationales et des stages d'été, les Semaines de l'EE. Celles-ci permettent à ses partisans, venus de toute la France, de se rencontrer et de confronter leurs pratiques pédagogiques et syndicales. L'École émancipée presse ses sympathisants de participer à la vie de leur section syndicale et d'accepter les tâches qu'on leur offre. Afin de mieux défendre les thèses de la tendance, elle leur demande d'être les meilleurs syndicalistes<sup>102</sup>.

Par ailleurs, digne héritière de la Fédération unitaire de l'enseignement, l'École émancipée condamne le stalinisme. Signalons que Marcel Penetier et Jacques Gallienne comptent parmi les militants de cette tendance. Leur refus de considérer l'URSS comme un Etat ouvrier a entraîné leur départ du PCI, comme nous l'avons évoqué précédemment. De plus, la tendance intervient régulièrement sur les questions coloniales. Ainsi, elle plaide pour une négociation avec le Vietminh afin d'arrêter la guerre d'Indochine<sup>103</sup>. Tout cela explique que les majoritaires considèrent l'École émancipée comme la tendance syndicale modèle. Ils conseillent les minorités syndicales des autres ministères de la prendre en exemple<sup>104</sup>. L'attachement à l'École émancipée se révèle particulièrement fort chez P. Lambert et les enseignants du PCI majoritaire. D'ailleurs, l'appartenance de ces derniers au camp majoritaire s'explique pour beaucoup par la position des « pablistes » sur l'École émancipée lors de la crise de 1951-1952. Les partisans du SI privilégiaient Unité et action par rapport à la tendance syndicaliste révolutionnaire<sup>105</sup>.

---

<sup>101</sup> PATARD E., « Harmonisons les carrières », *L'École émancipée*, n°20, 7 juillet 1953, p. 211-212.

<sup>102</sup> DESACHY J., « Le congrès de Pau », *L'École émancipée*, n°1, 26/9/1953, p.3-5.

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 168.

<sup>104</sup> LEROI P., « Hésitations et ripostes », *La Vérité*, n°304, 4 décembre 1952.

<sup>105</sup> CERMTRI, PCI, 1952, « Projet de résolution syndicale présenté par M. Mestre », p. 8.

Notons néanmoins une différence entre les trotskystes majoritaires et l'École émancipée : la seconde revendique son anticléricalisme. Elle participe au combat laïque avec ardeur et dénonce les lois Marie et Barangé, récemment votées et favorables à l'enseignement libre. Elle appelle les syndiqués de la FEN à mener une lutte résolue contre l'Eglise<sup>106</sup> et multiplie les articles dans ce sens dans sa revue. De leur côté, les majoritaires n'éprouvent aucune sympathie pour l'Eglise catholique et l'enseignement libre mais ils en parlent peu. *La Vérité* ne se proclame pas anticléricale comme le fait *L'École émancipée*<sup>107</sup>.

Les enseignants du PCI majoritaire ne sont pas plus d'une douzaine<sup>108</sup>. Nous allons présenter le positionnement syndical de six d'entre eux. Nous les avons choisis à cause de leurs parcours militants - ils resteront liés à P. Lambert durant des décennies, sauf R. Chéramy qui se séparera de lui en 1960 - et de leur relative notoriété à l'École émancipée. Il s'agit d'abord de trois instituteurs : P. Duthel, P. Bossut et J. Faucher ainsi que d'une institutrice - Rolande De Paepe. En poste dans le département de la Seine, cette dernière jouit d'une grande popularité dans la tendance<sup>109</sup>. Elle écrit dans la revue *L'École émancipée* où elle traite les questions internationales. Dès la fin des années 1940, P. Duthel devient un des dirigeants nationaux de l'École émancipée tout en assurant d'importantes responsabilités dans la section rhodanienne du SNI<sup>110</sup>. P. Bossut enseigne à Dugny, à l'époque commune du département de la Seine et maintenant en Seine-Saint-Denis. Au SNI, il siège au conseil syndical de la section départementale, organisme chargé de la direction de celle-ci entre les congrès. A ce titre, il assume la responsabilité de la commission laïcité où il se montre très actif et très combatif<sup>111</sup>. Dans le département le plus important du SNI, P. Bossut s'impose comme une des principales figures de l'École émancipée. Jacques Faucher est un des dirigeants de celle-ci dans l'Hérault, où milite aussi M. Valière. Cette section du SNI constitue un bastion de la tendance syndicaliste révolutionnaire : c'est un des rares départements où elle se trouve majoritaire<sup>112</sup>.

<sup>106</sup> ISSARTEL Yvonne, « Non aux lois antilaïques », *L'École émancipée*, n°19, 27 juin 1953, p. 198-199.

<sup>107</sup> Ainsi dans l'article d'Antonia BEAU, « Puissance de l'Eglise et combat laïque », *École émancipée*, n°4, 7/11/53, p.34-35.

<sup>108</sup> CERMTRI, PCI 1952 (suite), « Liste des camarades débiteurs », 2p. et « Fiches statistiques sur le VIIIe congrès », 4p.

<sup>109</sup> Entretien inédit de Denise Fraenkel-Salomon avec K. Landais, mars 2004, p. 2.

<sup>110</sup> « Hommage à P. Duthel », *op. cit.*

<sup>111</sup> HIRSCH R., *Instituteurs...*, *op. cit.*, p. 135 et 167.

<sup>112</sup> « La tendance EE au syndicat des instituteurs », *La Révolution prolétarienne*, n°362, mai 1952, p. 29.

Nous avons évoqué précédemment la situation de P. Broué, alors maître d'internat dans un collège technique. Il découvre que l'administration ne respecte guère les droits de cette catégorie de personnel. Devenu militant du Syndicat national de l'enseignement technique (SNET) – affilié à la FEN, P. Broué consacre beaucoup d'énergie à défendre ses collègues de l'académie. En parallèle, il entreprend une action au niveau national pour faire respecter les droits des maîtres d'internat. En conséquence, lors des élections pour la commission paritaire de cette catégorie, P. Broué devient tête de liste pour le SNET. De bouche à oreille, les militants communistes formulent la consigne de rayer son nom. Néanmoins, il est élu. D. Renard le félicite alors : il est devenu « un vrai militant ouvrier »<sup>113</sup>.

Professeur agrégé d'histoire, R. Chéramy apparaît sans conteste comme le trotskyste majoritaire le plus connu et le plus influent dans le milieu enseignant. Il s'agit d'un militant syndical de premier plan, de surcroît bon orateur. R. Chéramy, vivant avec une secrétaire de l'union sportive de la FEN, se signale par sa proximité avec les dirigeants autonomes qu'il connaît bien. Selon P. Broué, R. Chéramy représentait avantageusement P. Lambert dans les milieux syndicaux de la FEN<sup>114</sup>.

Cela nous amène à examiner l'attitude de l'École émancipée par rapport aux autres tendances de la FEN. La tendance d'extrême gauche reproche aux autonomes leur inclination au corporatisme, leur manque de combativité et leur souci de trouver un terrain de conciliation avec l'administration<sup>115</sup>. Comme Unité et action émet les mêmes critiques à l'égard des autonomes, une alliance entre les deux minorités aurait pu être envisageable. Pourtant, l'École émancipée s'y refuse : elle trouve des qualités à la majorité réformiste. D'abord, elle œuvre depuis 1948 à la reconstruction de l'unité ouvrière en faisant le choix de l'autonomie puis en proposant régulièrement l'unité d'action aux autres syndicats. Son attitude apparaît bien différente de celle de FO qui refuse toute entente avec la CGT. Ensuite, les autonomes refusent la mainmise d'un parti politique sur leur organisation et veillent à son indépendance. En particulier, l'École émancipée apprécie l'opposition des autonomes à la politique du PCF, notamment à propos de l'Union soviétique<sup>116</sup>. En conséquence, la tendance syndicaliste révolutionnaire se situe dans l'opposition à la direction autonome mais cela n'empêche pas des accords ponctuels avec celle-ci.

---

<sup>113</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 67.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 77.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 169.

<sup>116</sup> HIRSCH R., *Instituteurs...*, *op. cit.*, p. 168-170.

Au sein de l'EE, plusieurs exemples nous montrent que les enseignants du PCI majoritaire semblent plus disposés à un accord avec les autonomes que les autres membres de la tendance.

R. Chéramy devient le principal dirigeant de l'EE au Syndicat national de l'enseignement secondaire classique et moderne (SNES). Dans celui-ci, la tendance compte proportionnellement moins de militants que chez les instituteurs. Aussi, à partir de 1948, elle ne présente pas de liste aux élections à la Commission administrative (CA) du SNES. R. Chéramy figure désormais sur la liste autonome comme représentant de l'École émancipée, cela lui permet d'être élu en 1949 et 1950<sup>117</sup>. En 1951, des divergences apparaissent entre la direction autonome du SNES d'une part et celles du SNI et de la FEN d'autre part au sujet des revendications à formuler. Les deux dernières jugent que la direction du SNES adopte une attitude corporatiste tandis que celle-ci reproche aux deux autres de favoriser les instituteurs. Au syndicat des professeurs, le courant Unité et action soutient la direction autonome alors que l'École émancipée se range du côté des dirigeants du SNI et de la FEN<sup>118</sup>. Le secrétaire général du SNES, Albert-Charles Bay, accuse alors les trotskystes de l'EE de faire de l'entrisme dans la liste autonome. Lors des élections à la CA de ce syndicat en 1952, cela amène R. Chéramy à constituer une liste École émancipée avec Louis-Paul Letonturier, ex-membre du PCI. Seuls 3% des syndiqués du SNES votent pour cette liste qui n'a pas plus de succès l'année suivante.

En 1954, comme les divergences précédemment évoquées s'atténuent, R. Chéramy et ses camarades de l'EE reviennent sur la liste autonome de l'enseignement secondaire. Désormais, le dirigeant lambertiste figure systématiquement sur celle-ci et demeure élu à la commission administrative où il devient un des membres les plus influents. En 1956, P. Broué rejoint aussi cette liste en bonne place car, entre temps, il est devenu Adjoint d'enseignement (AE) et donc syndiqué avec les professeurs<sup>119</sup>. Pourtant, l'alliance des autonomes avec les syndicalistes révolutionnaires dans ce syndicat déplaît à certains instituteurs de l'École émancipée<sup>120</sup>.

Le 6 juillet 1950, un vote montre l'inclination de P. Bossut pour les autonomes. Ce jour-là, le conseil syndical de la Seine du SNI examine le cas de Jacques Dessain, militant Unité et

---

<sup>117</sup> Selon sa biographie du *Maitron*.

<sup>118</sup> BRUCY Guy, *Histoire de la FEN*, Paris, Belin, 2003, p. 171-179.

<sup>119</sup> DALANCON Alain, *Histoire du SNES tome 1*, Paris, IRHSES, 2003, p. 114-118.

<sup>120</sup> DEBOURDEAU Jean-Pierre, « École émancipée et politique I (1910-1962) », communication à l'Institut de recherche de la FSU le 13/11/2001.

action à Aubervilliers. Dans le journal local, il a attaqué nominalement des directeurs d'école absents à une réunion initiée par la municipalité communiste. Les élus autonomes du conseil jugent cette attitude profondément incorrecte : ils proposent que J. Dessain soit exclu du SNI pour un an, mesure rare. Ses camarades de tendance s'opposent à cette condamnation de même que deux des élus de l'École émancipée. Le troisième, P. Bossut, se rallie à la proposition des autonomes et la sanction est votée. J. Dessain obtiendra sa réintégration en 1952<sup>121</sup>.

R. Chéramy et P. Bossut adoptent une attitude similaire au Syndicat des enseignants de la région parisienne (SERP). Cette importante structure compte 18 000 cotisants<sup>122</sup> car elle regroupe l'ensemble des personnels enseignants de la Seine. Elle a pour secrétaire général Paul Ruff, agrégé de mathématiques. D'abord partisan de l'adhésion à FO, il a ensuite rallié l'autonomie. Le dirigeant du SERP adopte un ton plus combatif que la direction du SNI et privilégie les actions unitaires. Au conseil syndical du SERP, les autonomes concluent une alliance avec les élus EE, emmenés par P. Bossut et R. Chéramy. Ce dernier appartient à l'organe exécutif du SERP. Cela explique que, dans *La Vérité*, il approuve l'action de ce syndicat<sup>123</sup>. Au SERP, l'accord entre l'EE et les autonomes durera tout au long des années 1950<sup>124</sup>.

Les responsabilités syndicales assurées par ces enseignants majoritaires ne leur laissent guère de temps pour militer dans un PCI très affaibli par la scission. Ainsi, P. Duthel s'en désintéresse même s'il en reste membre<sup>125</sup>. La direction régionale parisienne constate qu'elle a peu de contacts avec les enseignants du parti<sup>126</sup>. Parmi ceux que nous avons évoqués, seul R. Chéramy y demeure actif : il siège au comité central où il appuie P. Lambert.

Hors de l'enseignement, les majoritaires privilégient la CGT où se trouve le maximum d'ouvriers. Pourtant, les majoritaires connaissent la difficulté pour un trotskyste d'en être membre. Certains d'entre eux – comme P. Lambert, D. Renard, S. Just ou R. Dumont – ont été exclus de cette confédération lors de la campagne pour la Yougoslavie. Juste avant la scission, M. Mestre constatait que « sauf cas exceptionnel, les militants de notre parti

---

<sup>121</sup> HIRSCH R., *Instituteurs...*, *op. cit.*, p. 130.

<sup>122</sup> WALUSINSKI, « Les mauvaises méthodes », *La Révolution prolétarienne*, n° 372, avril 1953, p. 25.

<sup>123</sup> « Les enseignants continuent à lutter pour l'Unité », n° 311, 20 mars 1953.

<sup>124</sup> HIRSCH R., *Instituteurs...*, *op. cit.*, p. 214-219.

<sup>125</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 74.

<sup>126</sup> « Projet de rapport d'activité... », *op. cit.*, p. 8.

n'occupent aucune responsabilité syndicale à la CGT, si modeste soit-elle »<sup>127</sup>. La seule implantation notable du PCI majoritaire se situe parmi les postiers parisiens : une demi-douzaine de majoritaires milite à la Fédération postale (FP) CGT. Cette profession connaît alors un profond malaise. D'abord à cause de la politique salariale du gouvernement : il bloque les traitements des fonctionnaires. Ceux-ci constatent que l'écart se creuse entre leurs salaires et les rémunérations dans le secteur privé. Cela s'avère particulièrement vrai pour les agents du ministère des Postes, télégraphes et téléphones (PTT) : 60% d'entre eux gagnent moins de 30 000 francs par mois alors que le salaire minimum mensuel - le SMIG - est à 20 000 francs. En région parisienne, les nombreux jeunes provinciaux récemment recrutés éprouvent les plus grandes difficultés à vivre<sup>128</sup>. D'autre part, le trafic postal augmente régulièrement ainsi que le volume des services financiers assurés par la Poste. Comme l'effectif du ministère évolue peu, la charge de travail par agent croît d'une manière continue<sup>129</sup>.

A la fin de l'année 1952, un mouvement social survient dans cette corporation pour obtenir une prime de fin d'année ou le mois double. Des comités locaux « pour la prime » se constituent puis un comité national avec des postiers de toutes tendances syndicales. La Fédération postale CGT (FP-CGT) joue un rôle majeur dans ce mouvement car, depuis son congrès de 1950, elle donne la priorité à l'action revendicative et à la défense des petites catégories<sup>130</sup>. La fédération a pour secrétaire général Georges Frischmann, un jeune dirigeant - par ailleurs membre du comité central du PCF - particulièrement dynamique et bon orateur<sup>131</sup>. Le PCI majoritaire met beaucoup d'espoir dans le développement de ce mouvement social car il se souvient de la grande grève des postiers de 1946. Le parti compte seulement quelques militants à la FP-CGT mais il s'agit de cadres expérimentés comme C. Margne - qui s'est illustré en 1946, Georges Mougard et Jeannine Weill - membre de la commission exécutive du syndicat CGT Paris-chèques<sup>132</sup>. En décembre 1952, G. Mougard

---

<sup>127</sup> CERMTRI, PCI 1952, « Projet de résolution syndicale », p. 5.

<sup>128</sup> Souvenirs de L. Viannet dans *La CGT dans les années 1950*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p. 390-391.

<sup>129</sup> NOEL Jean-François, *Les postiers, la grève et le service public*, Grenoble, François Maspero, 1977, p. 71-79.

<sup>130</sup> BOUCHE B., « Le 13<sup>e</sup> Congrès de la Fédération postale CGT (1950) » dans *La CGT dans les années 1950*, *op. cit.*, p. 245-254.

<sup>131</sup> Entretien avec Daniel Lafivière le 22 février 2006.

<sup>132</sup> « Aux P.T.T la calomnie est mal venue », *La Vérité*, n° 321, 17 septembre 1953.

parvient à se faire élire membre du comité régional parisien « pour la prime »<sup>133</sup>. Il signe plusieurs articles dans *La Vérité*<sup>134</sup> où il apprécie la combativité de la FP-CGT et ses propositions unitaires aux autres organisations syndicales<sup>135</sup>. Ainsi, G. Mougard approuve l'accord de cette fédération avec les syndicats PTT autonomes pour mener la lutte en commun. Il condamne la fédération PTT de FO, restée à l'écart<sup>136</sup>.

Signalons que les postiers du PCI se concertent avec Henri Lafièvre<sup>137</sup>. Ce facteur a été un militant trotskyste très actif dans les années 1940 comme nous l'avons vu précédemment puis il quitte le PCI après le départ de SouB. H. Lafièvre prend la FEN comme modèle et constate que les travailleurs les plus combattifs adhèrent maintenant aux syndicats autonomes<sup>138</sup>. Aussi, à la fin de 1952, il abandonne la tactique trotskyste du redressement de la CGT et rejoint le syndicalisme autonome en construction. En 1953, lors de la naissance de la Fédération nationale des syndicats autonomes des PTT (FNSA-PTT) Henri Lafièvre en devient un des dirigeants<sup>139</sup>.

En dehors de la Poste, le PCI majoritaire ne dispose plus à la CGT que de militants isolés ou de tous petits noyaux. A la RATP ou chez Renault ne demeurent que quelques militants qui tentent en vain d'obtenir la réintégration de S. Just d'une part et de D. Renard d'autre part<sup>140</sup>. A Nantes, nous avons évoqué l'appartenance à la confédération de quelques métallurgistes actifs. De plus, les cadres de la CGT surveillent ces quelques militants trotskystes et les confinent dans la marginalité<sup>141</sup>.

A FO, le PCI d'avant la scission ne comptait que trois militants en région parisienne<sup>142</sup> mais plusieurs indices indiquent ensuite une évolution. D'abord, *La Vérité* s'intéresse au IIIe congrès de la confédération, tenu en novembre 1952. Selon le journal, la majorité du bureau confédéral s'éloigne du réformisme traditionnel dont Léon Jouhaux est la figure tutélaire. Désormais, elle adopte ouvertement une orientation pro-américaine préconisée par R. Bothereau mais aussi par A. Lafond et Raymond Le Bourre, issus de la minorité.

<sup>133</sup> *La Vérité*, n° 306, 8 janvier 1953.

<sup>134</sup> Il commente ce mouvement dans les numéros 305, 306, 308, 309 à 313 de *La Vérité*.

<sup>135</sup> « Chez les postiers », *La Vérité*, n°305, 18 décembre 1952.

<sup>136</sup> « Chez les postiers l'unité régresse », *La Vérité*, n° 309, 20 février 1953.

<sup>137</sup> Selon sa biographie dans le *Maitron*.

<sup>138</sup> Il explique sa démarche dans CERMTRI, PCI 1955, « Bulletin intérieur n° 2- 1955 », janvier 1955, p. 1-23.

<sup>139</sup> Entretien avec Daniel Lafièvre le 22 février 2006.

<sup>140</sup> « La réintégration des exclus », *La Vérité*, n°302, 30 octobre 1952.

<sup>141</sup> FICHAUT A., *Sur le pont*, op. cit., p. 65-66.

<sup>142</sup> « Texte de Renard adressé au BP du PCI », *Cahiers du CERMTRI*, n°45, juin 1987, p. 24.



P. Lambert dénonce la pression exercée par I. Brown sur FO<sup>143</sup> et *La Vérité* résume ainsi la situation : « le département d'état américain a pris le contrôle du bureau confédéral »<sup>144</sup>. Ce constat s'avère exact : I. Brown juge alors l'anticommunisme de L. Jouhaux insuffisant aussi il manoeuvre pour l'éliminer de la direction de FO. Selon nous, P. Lambert critique publiquement le syndicaliste américain à cause de sa réputation sulfureuse : le PCF et la CGT dénoncent sans cesse ses menées<sup>145</sup>. Le dirigeant trotskyste veut se dédouaner en fustigeant l'impérialisme américain et I. Brown. Néanmoins, il semble avoir eu des contacts avec ce dernier<sup>146</sup> et tous deux se concertent avec A. Hébert<sup>147</sup>.

Par ailleurs, *La Vérité* constate à FO « la naissance d'une gauche confuse qui, sur les problèmes de la productivité, de la collaboration dans les organismes patronaux, sur les questions coloniales, plus faiblement sur l'unité d'action, cherche à promouvoir une politique de classe ». Le journal apprécie que cette opposition naissante ait obtenu du IIIe congrès le désaveu du représentant de la confédération au Centre intersyndical pour l'étude des problèmes de la productivité (CIERP)<sup>148</sup>. Selon nous, le journal exagère cette nouveauté du congrès de FO : les partisans du syndicalisme révolutionnaire ont exprimé leurs divergences dès le premier congrès de la confédération<sup>149</sup>. Nous expliquons cela par la nouvelle situation des majoritaires : depuis la scission, ils ne subissent plus la pression des minoritaires et du SI, très hostiles à FO. Désormais, les majoritaires expriment plus librement un avis nuancé sur cette confédération où pourtant l'anticommunisme est particulièrement vivace.

Notons qu'en 1953, M. Gibelin et R. Dumont appartiennent à FO<sup>150</sup>. Le choix de R. Dumont de cesser de réclamer sa réintégration à la CGT et de rallier la confédération réformiste nous semble important à cause de son entente avec P. Lambert. Il faut aussi tenir compte des liens – évoqués précédemment – entre ce dernier et des cadres de cette confédération. Surtout, nous avons vu que des adhérents de FO appartiennent au réseau constitué autour de *L'Unité syndicale*. Ce périodique connaît des difficultés financières et le

<sup>143</sup> « Les valets se battent », *La Vérité*, n°302, 30 octobre 1952.

<sup>144</sup> « Wall Street au IIIe congrès FO », *La Vérité*, n°303, 20 novembre 1952.

<sup>145</sup> WALL I., *L'influence...*, *op. cit.*, p. 155-156.

<sup>146</sup> Selon NICK C., *Les trotskistes*, *op. cit.*, p. 370.

<sup>147</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, p. 122.

<sup>148</sup> « Impressions au IIIe congrès FO », *La Vérité*, n°303, 20 novembre 1952.

<sup>149</sup> CHAMBELLAND Colette, « La minorité à la naissance de Force ouvrière » dans DREYFUS M. (dir), *La naissance de Force ouvrière*, *op. cit.*, p. 61-64 et TROUSSET G., *Libertaires...*, *op. cit.*, p. 34-126.

<sup>150</sup> M. Gibelin se présente dans *L'Unité syndicale*, n°1, mai 1952, p.2 comme syndicaliste FO. R. Dumont procède de même dans le n°5, octobre 1953, p.5.

PCI majoritaire, qui a le même type de problème, ne peut guère l'aider. En conséquence, le journal ne paraît pas à la rentrée 1952 même si le regroupement syndical fonctionne toujours. Combien sont ces syndicalistes unitaires, « compagnons de route » des trotskystes majoritaires ? L. Eemans évalue leur nombre à une centaine<sup>151</sup>. Selon A. Fichaut, le nombre de ces syndicalistes était proche de celui des trotskystes<sup>152</sup>.

Signalons que le regroupement syndical appuie une démarche originale. Celle-ci a pour origine deux militants EE de l'Hérault, M. Valière et J. Faucher. Ils convainquent les sections SNI et FEN de ce département – à majorité EE – d'organiser en septembre 1952 des journées d'études à Montpellier. Elles auraient l'objectif de commémorer le cinquantenaire du congrès CGT qui a eu lieu dans cette ville. Cette assemblée a décidé de regrouper dans la confédération les bourses du travail et les fédérations, favorisant ainsi son développement les années suivantes. Mais, les journées d'études ne visent pas uniquement à évoquer le passé ; les deux sections proposent que les participants en profitent pour étudier les conditions nécessaires afin de reconstituer l'unité ouvrière<sup>153</sup>. Pour cela, elles lancent un « Appel aux organisations syndicales autonomes, CGT, CGT-FO et CNT » qui omet la CFTC<sup>154</sup>. *L'Unité syndicale* approuve cette démarche. D'abord à cause de sa nostalgie – précédemment évoquée – pour la CGT d'avant 1914. Ensuite, elle constate l'état du mouvement syndical aux lendemains de la manifestation du 28 mai et de la grève du 4 juin : il n'a jamais été aussi divisé entre les partisans de la CGT et ceux de FO. Le regroupement autour de *L'Unité syndicale* met en place un comité d'initiative parisien afin de populariser l'Appel des montpelliérains<sup>155</sup>, R. Chéramy et P. Bossut semblent animer cette structure. Pour la commission syndicale du PCI majoritaire, faire signer des pétitions en faveur de cette initiative constitue une tâche « de la plus haute importance »<sup>156</sup>. Finalement, les journées d'études n'auront pas lieu mais le soutien de *L'Unité syndicale* à cette initiative nous paraît significatif.

Comme nous l'avons vu dans le second chapitre, au cours des années 1948-1949 P. Lambert a tenté d'agir de concert avec des syndicats autonomes. Seuls les enseignants ont

---

<sup>151</sup> Entretien du 18 février 2006.

<sup>152</sup> Entretien téléphonique avec A. Fichaut du 9 février 2006 au sujet de la seconde conférence de *L'Unité*.

<sup>153</sup> VALIERE M., « Une initiative unitaire à soutenir », *L'Unité syndicale*, n°1, mai 1952.

<sup>154</sup> Le comité provisoire, « Appel aux organisations syndicales autonomes, CGT, CGT-FO et CNT », *L'Unité syndicale*, n°1, mai 1952.

<sup>155</sup> « Montpellier 1902 », *L'Unité syndicale*, n°2, juillet 1952.

<sup>156</sup> CERMTRI, PCI 1952, Sans titre, 1p.

répondu à ses attentes, les autres organisations optant pour la construction d'une nouvelle confédération. Ils y parviendront en 1953 avec la création de la Confédération autonome du travail (CAT) qui demeurera marginale<sup>157</sup>. Cela confirme P. Lambert et les majoritaires dans leur jugement : le mouvement autonome constitue un accident regrettable du syndicalisme. Le premier appuie cette appréciation sur un exemple : le Syndicat démocratique Renault (SDR), autonome, animé par un membre de l'Union communiste – Pierre Bois. Cette organisation n'a eu qu'une existence éphémère à la fin des années 1940. Pour P. Lambert, les PTT constituent la seule corporation où l'autonomie ait abouti à une réussite : la mise en place de la FNSA-PTT, précédemment évoquée. En conséquence, les majoritaires demeurent sceptiques par rapport à ces organisations même s'ils entretiennent des relations cordiales avec certaines d'entre elles<sup>158</sup>. Nous n'avons identifié que deux majoritaires membres d'un tel syndicat : Henri Lafièvre et Jean Maertens<sup>159</sup>.

Nos sources ne mentionnent pas de majoritaires adhérents à la CFTC. Notons que *La Vérité* reproche à la direction de la centrale chrétienne de vouloir maintenir celle-ci sous la dépendance de la hiérarchie catholique. Par contre, elle apprécie les progrès de la minorité animée par le groupe « Reconstruction ». Celle-ci s'affirme : cinq de ses représentants viennent de démissionner du bureau confédéral<sup>160</sup>. Selon l'organe des trotskystes majoritaires, la minorité prône une politique plus conforme aux intérêts des travailleurs en se prononçant pour l'unité d'action et en s'opposant au gouvernement d'A. Pinay<sup>161</sup>. Les majoritaires portent sur la CFTC un jugement bien plus nuancé que l'École émancipée : celle-ci rejette en bloc la centrale chrétienne.

Nous venons d'examiner l'implantation syndicale, fort limitée, du PCI majoritaire et ses activités autour de *L'Unité syndicale*. Malgré les décisions du VIII<sup>e</sup> congrès, P. Lambert continue d'impulser le travail syndical du PCI<sup>162</sup>. Mais, pour comprendre pourquoi il va

---

<sup>157</sup> Voir son site [www.c-a-t.fr](http://www.c-a-t.fr)

<sup>158</sup> Outre la FNSA, citons la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) dont le secrétaire – Chauvelot – accorde un long entretien à *L'Unité syndicale* en juillet 1953 pour le n°4.

<sup>159</sup> Son appartenance à un syndicat autonome de cheminot est indiquée dans CERMTRI, PCI 1953, *Compte rendu de liaison des Métaux*, 1/9/1953.

<sup>160</sup> Sur le groupe « Reconstruction » et cet épisode voir GEORGI Frank, *L'Invention de la CFDT*, Editions de l'Atelier, Paris, 1995, p. 26-27 et « A la CFTC, la minorité s'affirme », *La Vérité*, n°303, 20 novembre 1952

<sup>161</sup> *Ibid.* et aussi CERMTRI, PCI 1954, « Note syndicale n°1 sur la préparation de la conférence de l'Unité », 15 janvier 1954, p. 2.

<sup>162</sup> Cette assemblée a confié la responsabilité de la commission syndicale à J. Lefèvre mais celui-ci était un « paravent pour Lambert » (selon M. Lequenne dans HENTZGEN J. *Agir...*, op. cit., p. 162).

s'opposer à M. Bleibtreu, il s'avère nécessaire de résumer d'abord l'évolution du Parti communiste et de la CGT au second semestre 1952.

### Les hésitations du PCF et de la CGT

Le PCF se trouve dans une situation difficile après la « manifestation Ridgway » du 28 mai 1952. Le petit nombre de grévistes le 4 juin montre que le Parti communiste mobilise seulement ses militants convaincus. En l'absence de son secrétaire général – Maurice Thorez, demeuré en convalescence à Moscou – ce parti connaît alors une période d'incertitude. Lors de sa session du 18 juin 1952, son comité central abandonne son orientation offensive mais la direction du PCF hésite ensuite sur la nouvelle politique à mener<sup>163</sup>. Ainsi, J. Duclos – libéré – invite « tous les Français de bonne volonté à se rassembler »<sup>164</sup> et *L'Humanité* appelle à un « Front national uni »<sup>165</sup> quand Auguste Lecoœur – secrétaire à l'organisation – dénonce un « danger opportuniste »<sup>166</sup>. Surtout, la direction de ce parti surprend tous ses membres quand en septembre 1952, elle accuse publiquement de travail fractionnel André Marty, numéro trois du parti, et Charles Tillon, membre du bureau politique. Certes, à ce moment-là, A. Marty est marginalisé à la direction du parti. Selon l'historien P. Robrieux, « Dans la hiérarchie véritable du pouvoir communiste français, l'homme ne compte plus »<sup>167</sup>. Pourtant, les rapports préfectoraux signalent le désarroi des militants communistes parisiens à l'annonce du retrait d'A. Marty du secrétariat (12 septembre). La direction du PCF ne laisse pas ce trouble s'installer : dès les premiers jours d'octobre, elle communique aux secrétaires de section des consignes précises afin de renforcer le contrôle des cellules et d'amener les mécontents à faire leur autocritique<sup>168</sup>. La presse communiste mène une grande campagne de dénonciation d'A. Marty et C. Tillon tandis que les cellules et les sections votent de multiples résolutions contre les deux anciens dirigeants. Néanmoins, les deux hommes refusent de capituler. La cellule d'A. Marty décide son exclusion le 25 décembre 1952 et C. Tillon perd toutes ses responsabilités au PCF. Malgré ses efforts, l'ancien mutin de la mer Noire est complètement isolé. Il perd son logement et sa femme le quitte à cause des consignes de la direction du parti.

---

<sup>163</sup> PIGENET M., *Au cœur...*, op. cit., p. 142.

<sup>164</sup> *Ibid.*, p. 143.

<sup>165</sup> *Ibid.*, l'article est d'Etienne Fajon.

<sup>166</sup> *Ibid.*

<sup>167</sup> ROBRIEUX P., *Histoire intérieure du parti communiste tome 2*, Fayard, 1981, p. 312.

<sup>168</sup> BOULLAND P., PENNETIER C. ET VACCARO R. (sous la direction de), *André Marty : l'Homme, l'Affaire*, Paris, Editions Codhos, 2005, p. 181.

Aux lendemains de la journée du 4 juin, la direction cégétiste adopte une ligne légèrement différente de celle du Parti communiste. Afin de répondre aux préoccupations concrètes des travailleurs, elle donne la priorité à l'action revendicative : le syndical reprend le pas sur le politique<sup>169</sup>. Ainsi, son secrétaire général - Benoît Frachon - fixe à la confédération l'objectif de gagner la bataille des salaires<sup>170</sup>. Au bureau politique du PCF – dont il est membre, il exprime ses réserves sur la « ligne de mai »<sup>171</sup> et prône des actions unitaires avec la CFTC et FO<sup>172</sup>. L'historien Jacques Girault – son biographe – s'interroge :

« Comment interpréter les positions de B. Frachon durant les difficiles années 1952-1953 ? Il entre en conflit avec la ligne du PCF en s'opposant à la politisation des grèves. La presse et les RG multiplient les suppositions allant dans ce sens. On parle même d'une possible « affaire Frachon » ». <sup>173</sup>

A cette question, J. Girault<sup>174</sup> et Michel Dreyfus<sup>175</sup> répondent de la même manière : B. Frachon demeure avant tout un dirigeant du PCF, où il joue un rôle important. Simplement, en 1952-1953, il recherche une plus grande autonomie de la CGT par rapport au Parti communiste.

L'orientation unitaire de B. Frachon inspire une initiative à l'Union départementale (UD) CGT de la Seine. Au début de 1953, celle-ci se concerte avec le SERP pour préparer un défilé commémoratif des journées de février 1934. Cela constitue un petit événement dans le climat de division qui règne alors. L'UD cégétiste accepte même que le PCI majoritaire participe à la manifestation ! La fédération de la Seine du Parti communiste intervient alors et brise le processus unitaire. Finalement, le PCF, la CGT et les organisations qui leur sont liées organisent ensemble un meeting commémoratif le 9 février 1953, en l'absence du syndicat enseignant<sup>176</sup>.

Les majoritaires observent avec satisfaction des divergences entre les cadres cégétistes et communistes<sup>177</sup>. Ils notent que les premiers se montrent plus tolérants à leur égard. En octobre

---

<sup>169</sup> PIGENET M., *Au cœur...*, *op. cit.*, p. 134-135.

<sup>170</sup> *Ibid.*, p. 135.

<sup>171</sup> *Ibid.*, p. 115, 124 et 134.

<sup>172</sup> GIRAULT Jacques, *Benoît Frachon communiste et syndicaliste*, Presse de sciences Po, Paris, 1989 et « Benoît Frachon, dirigeant communiste, de la Libération aux années 1950 » dans *La CGT dans les années 1950*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p. 371-383.

<sup>173</sup> *Ibid.*, p. 380.

<sup>174</sup> *Ibid.*, p. 380.

<sup>175</sup> DREYFUS M., *Histoire de la CGT...*, *op. cit.*, p. 248.

<sup>176</sup> CERMTRI, PCI 1953, *Supplément n° 198 à La Vérité*, p. 1-3 et HIRSCH R., *Instituteurs...*, *op. cit.*, p. 216-217.

<sup>177</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 4 avril 1953, *op. cit.*, p. 2

1952, *La Vérité* porte un jugement approbateur sur le congrès du syndicat CGT Renault : « Pour la première fois, le congrès s'est tenu démocratiquement et la critique a pu s'exprimer librement »<sup>178</sup>. Les trotskystes majoritaires de la Régie peuvent intervenir dans les débats. En particulier, ils obtiennent que soit mise au vote la réintégration de D. Renard. L'assemblée la rejette mais les majoritaires apprécient qu'elle ait pu être votée. Déléguée à ce congrès, Simonne Minguet, membre du PCI minoritaire, souligne publiquement les vices de forme de la demande de réintégration et s'abstient lors du vote. Cette attitude confirme les majoritaires dans leur conviction que les partisans du SI ne sont plus des trotskystes<sup>179</sup>.

De son côté, M. Bleibtreu analyse l'évolution du PCF. Dès le début du mois de juillet, il signale le tournant pris par ce parti<sup>180</sup> puis en cherche la cause du côté du Kremlin. Pour cela, il dispose de l'aide d'un jeune camarade d'origine russe, Basile Karlinsky<sup>181</sup>, lequel procède à un examen minutieux de la presse soviétique<sup>182</sup>. A la suite de ces investigations, M. Bleibtreu explique le virage des communistes par une nouvelle orientation de la bureaucratie soviétique. De 1947 à 1952, celle-ci a voulu faire échec aux menaces impérialistes contre l'URSS par l'utilisation de mouvements de masse dans les pays capitalistes. En France, la manifestation Ridgway en constitue le meilleur exemple. Mais, comme le PCF a refusé tout accord avec les socialistes, les actions qu'il a entrepris ont échoué : seuls ses militants les plus zélés se sont mobilisés. Pour M. Bleibtreu, le Kremlin veut toujours éviter la guerre mais, désormais, il cherche un accord avec l'impérialisme américain ou avec les impérialismes secondaires. Le principal dirigeant des majoritaires qualifie cette nouvelle politique de « droitière » et considère qu'elle explique le tournant du Parti communiste.

Cette analyse donne lieu à un rapport politique « Le virage international à droite du stalinisme »<sup>183</sup>, approuvé le 28 septembre 1952 par tous les membres du comité central. Ce document constate que la nouvelle ligne du PCF demeure aussi erronée que la précédente. En effet, il continue de dénoncer la direction de la SFIO et n'appelle toujours pas à un front

---

<sup>178</sup> N°300 du 2 octobre 1952.

<sup>179</sup> *Ibid.*

<sup>180</sup> « La boussole ivre », *La Vérité*, n° 298, juillet 1952.

<sup>181</sup> Il signe Karl Landon ses articles dans *La Vérité*.

<sup>182</sup> En particulier il dépouille les *Izvestia*, la *Pravda*, *Kommunist* et *Le communiste des forces armées* (entretien téléphonique du 18/11/2005 avec l'auteur de ce mémoire).

<sup>183</sup> CERMTRI, PCI 1952 (suite), « Note politique et d'organisation n°195 », 18 septembre 1952, 13 p. L'auteur en est probablement M. Bleibtreu qui signe un résumé de ce rapport « Tillon et Marty sacrifiés au Front national uni » dans *La Vérité*, n°300, 2 octobre 1952. .

unique entre communistes et socialistes. Le tournant « droitier » de ce parti a pour conséquence la mise en accusation d'A Marty et C. Tillon et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, ces deux dirigeants prestigieux servent de boucs émissaires pour expliquer l'échec de la ligne précédente. Ensuite, la direction du Parti communiste élimine ainsi deux opposants possibles au nouveau cours droitier. Par ailleurs, leur mise en accusation constitue un gage de bonne volonté accordé à la bourgeoisie française car André Marty, l'ancien mutin de la mer Noire, représente pour les vieux militants le passé révolutionnaire du parti. Selon le rapport, la direction communiste ne s'arrêtera pas là, elle va se livrer à des exclusions massives. Face à une telle situation, quelle orientation prendre ? Afin d'arracher l'avant-garde ouvrière à l'appareil stalinien, le PCI majoritaire doit s'adresser aux militants communistes pour qu'ils exigent de leur direction qu'elle ouvre publiquement la discussion. La conclusion du rapport est prudente : il ne faut pas trop espérer des convulsions du PCF mais elles peuvent permettre aux trotskystes de progresser.

### **Un nouveau débat au PCI majoritaire**

Au cours de l'automne 1952, la réserve de certains majoritaires par rapport à la crise du mouvement communiste disparaît. Dans *La Vérité*, M. Bleibtreu commente avec enthousiasme la résistance d'A. Marty<sup>184</sup>. En décembre 1952, il parvient à rencontrer l'ancien dirigeant par l'entremise du frère de ce dernier, médecin. Au cours de la première entrevue, dans un pavillon d'Aulnay-sous-Bois, A. Marty lui déclare : "Le trotskysme, c'est le communisme sans chaîne". Pour M. Bleibtreu, cette rencontre et les suivantes s'avèrent très encourageantes<sup>185</sup>. De son côté, l'ancien responsable communiste surestime l'importance des trotskystes français<sup>186</sup>. Ces contacts provoquent des discussions dans le PCI majoritaire. Ainsi, D. Renard s'y oppose et résume ainsi son opinion : "On ne choisit pas entre les bureaucrates". D'autres militants refusent de collaborer avec "le boucher d'Albacete"<sup>187</sup>.

Nous avons évoqué précédemment le débat sur l'entrisme au PCF durant le VIII<sup>e</sup> congrès et les deux sensibilités qui s'y étaient exprimées. Ce clivage s'accroît au cours de la discussion à propos d'A. Marty et aboutit à la formulation de deux lignes politiques lors du

---

<sup>184</sup> Numéros 300 à 306.

<sup>185</sup> Sur les contacts entre les deux hommes, voir le fonds Marcel Bleibtreu (F Delta 1902 1/1 et 1/4/4) et les souvenirs de M. Lequenne. Ces derniers sont présentés dans notre maîtrise *Agir..., op. cit.*, p. 166-167 et dans son ouvrage *Le trotskisme, une histoire sans fard, op. cit.*, pages 273 et 313.

<sup>186</sup> Entretien avec Claude Penetier du 22/2/2006.

<sup>187</sup> A. Marty fut le « patron » des brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. Il a été accusé d'avoir ordonné l'exécution d'opposants. FB, F Delta 1902 1/1

comité central de décembre 1952. M. Bleibtreu résume la première par le biais du rapport politique proposé aux dirigeants majoritaires. Selon lui, la crise du Parti communiste s'aggrave avec l'affaire Marty et ce parti est maintenant menacé de dislocation. Le dirigeant majoritaire y discerne trois tendances : l'aile stalinienne dirigeant le parti et obéissant seulement au Kremlin, une aile syndicaliste voulant soustraire la CGT à cette direction et une opposition de gauche confuse derrière A. Marty. Il préconise un soutien inconditionnel à cette dernière tendance qui veut « arracher le PCF à la clique dirigeante »<sup>188</sup>. Les hésitations du VIII<sup>e</sup> congrès à pratiquer un travail fractionnel dans le Parti communiste doivent être surmontées :

« Le parti doit se tourner dans son ensemble vers le travail en direction des ouvriers communistes ».<sup>189</sup>

Selon le rapport politique, le PCI doit combiner intervention du parti indépendant, travail fractionnel clandestin et aide à la structuration des oppositionnels de gauche dans le PCF. Le parti révolutionnaire se construira à partir de cette opposition de gauche. En conséquence, M. Bleibtreu préconise que tous les militants du PCI mènent en priorité une enquête collective sur la situation dans ce parti pour mieux repérer les oppositionnels et travailler avec eux. Nous constatons que M. Bleibtreu continue de mettre ses espoirs dans les dissidences du mouvement communiste. Hier, il s'agissait des Yougoslaves, maintenant des ouvriers communistes influencés par A. Marty.

P. Lambert préconise une autre orientation pour les majoritaires dans son rapport syndical. Il appuie son argumentation sur des faits objectifs : le ralentissement économique survenu en 1952 qui entraîne une remontée du chômage. Cette conjoncture morose et la division persistante des organisations syndicales expliquent le peu de combativité des travailleurs. Pour lui, la classe ouvrière se trouve actuellement dans le creux de la vague. La tâche première des révolutionnaires consiste à reconstruire les organisations syndicales très affaiblies : CGT d'abord mais aussi FO. Le militantisme syndical permettra aux trotskystes de pénétrer au sein des masses et de s'y enraciner. Par l'efficacité de leurs mots d'ordre et les actions qu'ils proposeront, les trotskystes parviendront à faire agir les travailleurs et joueront peu à peu le rôle de direction. Comme ils sont peu nombreux, les trotskystes doivent concentrer leurs forces dans quelques bastions appelés à rayonner et à servir d'exemples.

---

<sup>188</sup> Tract du CRC des 13<sup>e</sup>-14<sup>e</sup> arrondissements, *La Vérité*, n°306, 8 janvier 1953.

<sup>189</sup> « Comité central des 20-21/12 », *op. cit.*, p. 23.



*L'Unité syndicale* les aidera dans ces tâches, aussi la réparation du journal s'avère indispensable. De plus, selon P. Lambert, une opportunité s'offre aux trotskystes : la politique anti-unitaire décidée au Kremlin gêne les bureaucrates de la CGT. Elle démoralise les travailleurs et empêche le recrutement. Certains bureaucrates veulent assurer une mobilisation minimale de la classe et pour cela prennent des libertés avec la ligne officielle. Par exemple, des dirigeants CGT comme B. Frachon ont lancé le mot d'ordre de conférence intersyndicale par corporation. Le rapport préconise d'appuyer de tels mots d'ordre. L'auteur conclut ainsi son document :

« Cette résolution syndicale vise à liquider une fois pour toute « l'agitation superficielle » dans laquelle le trotskisme s'est trop longtemps épuisé ».<sup>190</sup>

Cette phrase sous-entend que M. Bleibtreu se livre à de l'agitation superficielle avec l'affaire Marty. En opposition, P. Lambert présente ses propositions comme réalistes. Selon nous, elles se situent dans la continuité de ses écrits antérieurs sur l'importance du travail syndical. Il y ajoute la possibilité de convergence avec des responsables cégétistes. Ainsi, il rappelle que C. Margne a pu parler avec un certain succès au congrès de la Fédération postale cégétiste<sup>191</sup>.

En fait, les deux dirigeants majoritaires s'opposent sur la meilleure manière d'exploiter la crise du PCF. M. Bleibtreu pense avant tout au Parti communiste. P. Lambert propose d'agir vers les militants ouvriers plus cégétistes que communistes car, selon lui, le PCI peut mener des actions avec eux au cours de la lutte syndicale. Les deux dirigeants sont en désaccord sur les alliances à contracter : le premier regarde du côté d'A. Marty quand le second propose de travailler avec certains responsables cégétistes. Au cours de la discussion qui suit, M. Bleibtreu l'emporte. Le comité central vote la création d'un fonds spécial pour financer les dépenses induites par le rapport politique<sup>192</sup>.

En cette fin d'année 1952, P. Lambert ne se contente pas de préconiser un programme politique différent de M. Bleibtreu. En fait, depuis l'automne 1952, il commence à organiser une tendance à partir de la sensibilité « syndicaliste » précédemment évoquée. Ce dirigeant majoritaire contacte différents militants et essaye de les rallier en se plaignant de l'irrégularité militante de M. Bleibtreu<sup>193</sup>. Ainsi, M. Lequenne se souvient :

---

<sup>190</sup> « Comité central des 20-21/12 », *op. cit.*, p. 8.

<sup>191</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>192</sup> « Comité central des 20-21/12 », *op. cit.*, p. 2-3.

<sup>193</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 271.

« En septembre ou octobre 52, Lambert est venu me voir avec sa démarche chaloupée. Avec sa voix pseudo-prolétarienne, il m'a dit que Bleibtreu n'était pas un militant, était toujours en retard, ne faisait pas les tâches prévues... et donc qu'on devait faire un bloc solide de direction. Je l'ai envoyé sur les roses. Je lui ai dit que Bleibtreu était notre tête politique. A partir de là, je faisais partie pour lui des gens à renverser »<sup>194</sup>.

Comme il a les hautes mains sur les finances de l'organisation, P. Lambert utilise alors les difficultés financières du parti pour supprimer le poste de permanent occupé par M. Lequenne<sup>195</sup>. Il profite aussi de sa position à la commission syndicale pour expliquer aux militants ouvriers que l'orientation vers le PCF est inadaptée. Selon lui, cela amènera le parti à négliger le travail syndical auquel ils tiennent tant. De plus, la position sociale avantageuse de M. Bleibtreu – il est médecin – et son caractère difficile facilitent la tâche de P. Lambert. Celui-ci obtient l'appui de deux autres membres du bureau politique : S. Just et D. Renard, lequel apprécie peu M. Bleibtreu<sup>196</sup>. Les cellules Renault et Métro, très actives, le soutiennent. De son côté, M. Bleibtreu dispose d'une majorité au bureau politique car M. Lequenne, G. Bloch<sup>197</sup> et R. Berné lui sont acquis. Notons que M. Bleibtreu avait comme atout sa qualité de membre du CEI et ses relations dans l'Internationale, mais l'échec des négociations menées lors du XII<sup>e</sup> plenum (novembre 1952) l'affaiblit. De plus, comme nous venons de le voir, M. Lequenne n'est plus secrétaire à l'organisation même s'il continue de s'occuper de *La Vérité*<sup>198</sup>. Les « politiques » perdent là un poste clé.

Comme M. Bleibtreu l'a emporté lors de la dernière session du comité central, *La Vérité* continue sa campagne de soutien à A. Marty. Dans son premier numéro de 1953, le journal assimile l'ancien dirigeant à l'avant-garde ouvrière organisée dans le PCF. Il lui demande :

« Allez de l'avant, et vous serez le porte-parole d'abord, l'organisateur ensuite, du prolétariat révolutionnaire de ce pays ! ».<sup>199</sup>

Ce numéro de *La Vérité* annonce la création d'un premier Comité de redressement communiste (CRC) dans les XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> arrondissements de Paris. Cet organisme a diffusé un tract en décembre 1952 qui soutient A. Marty. *La Vérité* reproduit ce document et indique qu'il a trouvé une audience favorable auprès des ouvriers communistes. Le journal pousse

<sup>194</sup> HENTZGEN J., *Agir...*, *op. cit.*, p. 64-165.

<sup>195</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 312.

<sup>196</sup> Lettre de D. Renard à G. Bloch du 6-4-1952, *op. cit.*, p. 2.

<sup>197</sup> Il devient membre du bureau politique à une date inconnue.

<sup>198</sup> Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 4 avril 1953, *op. cit.*

<sup>199</sup> *La Vérité*, numéro 306, 8 janvier 1953.

l'ancien dirigeant à s'exprimer<sup>200</sup> et publie quelques lettres de lui<sup>201</sup>. Ensuite, il se réjouit de la formation d'un autre CRC à Caen<sup>202</sup>. Au cours du premier trimestre 1953, les contacts continuent entre les « politiques » - principalement M. Bleibtreu - et A. Marty. Pour les premiers, il ne s'agit pas de rallier l'ancien dirigeant communiste au trotskysme : cela semblerait vérifier les calomnies du PCF. Ils veulent former une opposition de gauche à la direction stalinienne à partir d'A. Marty et de ses quelques partisans déclarés. Pour cela, ils les aident d'abord financièrement - A Marty n'a plus rien, ni logement, ni revenu - grâce à l'argent versé par la section suisse et que gère M. Bleibtreu. Du point de vue logistique, les majoritaires mettent en place une boîte postale<sup>203</sup>. Ils aident les sympathisants d'A. Marty à constituer des CRC. Ainsi, par exemple, M. Lequenne va en voiture dans le Nord chercher Charles Lemoine. Délégué CGT des mineurs de Lourches, celui-ci a quitté le PCF puis a pris contact avec le PCI. A Paris, il s'entretient avec M. Bleibtreu et A. Marty<sup>204</sup> afin de créer un comité dans sa localité.

En fait, les espoirs mis par les « politiques » dans les CRC se révélèrent exagérés et cela pour plusieurs raisons. D'abord ils surestiment la crise du PCF. La direction de celui-ci tient bien en main le parti : elle a préparé soigneusement l'exclusion d'A. Marty et a pris ses dispositions pour l'isoler. D'autre part, les trotskystes éprouvent les plus grandes difficultés à recruter des communistes, ce qui constitue l'objectif ultime des CRC. M. Lequenne se souvient :

« Jusque là, ceux qui rompaient avec le PC et venaient vers nous, on était incapables de les garder. Les militants du PC étaient des communistes non marxistes, sans la culture qu'on donnait à nos militants. Ainsi, j'avais recruté un jeune terrassier grec sur mon chantier de La Chapelle, il s'endormait à nos réunions ! Ces gens là se retrouvaient chez nous comme sur la planète Mars. Ils arrêtaient vite de militer. Un de nos problèmes était qu'il faut une certaine masse pour capter des gens. C'est pour cela que l'entrisme pabliste n'a pas marché : les recrutés arrivaient dans une organisation minuscule. Dès qu'ils s'en rendaient compte, ils s'enfuyaient.<sup>205</sup> »

Nous ne disposons que de peu d'informations sur les CRC. Ils semblent n'avoir eu un début d'existence qu'à Toulouse, Toulon, Caen et Paris où ils n'auraient regroupé que

---

<sup>200</sup> « Marty continuera-t-il à se taire ? », *La Vérité*, n° 308, 6 février 1953.

<sup>201</sup> « Trois lettres d'A. Marty », *La Vérité*, n° 309, 20 février 1953.

<sup>202</sup> « L'opposition de gauche se développe dans le PCF », *La Vérité*, n° 310, 6 mars 1953.

<sup>203</sup> FB, F Delta 1902 1/1

<sup>204</sup> CERMTRI, PCI 1953, *CC des 21 et 22 mars* (manuscrit); LEQUENNE M., *Le trotskisme..., op. cit.*, p. 274 et HENTZGEN J., *Agir..., op. cit.*, p. 166.

<sup>205</sup> Dans HENTZGEN J., *Agir..., op. cit.*, p. 166.

quelques militants communistes<sup>206</sup>. En région parisienne, les militants des CRC ne se signalent que par quelques distributions de tracts ou par le collage d'affichettes autour des usines Renault et dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement<sup>207</sup>. Surtout, M. Bleibtreu surestime la volonté d'A. Marty de mener un combat politique avec les majoritaires. Celui-ci se rend compte du faible nombre et de la division des trotskystes français, pour lui incompréhensible. Par ailleurs, P. Frank lui a écrit deux lettres où il lui recommande la prudence et conseille à ses partisans de rester dans le Parti communiste<sup>208</sup>. Enfin, l'ancien dirigeant communiste souhaite être réintégré dans le PCF. Cela l'amène à écrire à J. Duclos le 5 mars :

« Pour aider à l'action du Parti dans la difficile situation actuelle, en ce jour où tous les communistes sont douloureusement frappés par la maladie du grand Staline, je demande au Comité central de décider ma réintégration au Parti »<sup>209</sup>.

Il n'obtient pas de réponse et se retire à Catlar (Pyrénées-Orientales). Cela ne facilite pas son activité avec les trotskystes majoritaires.

### **La victoire des « syndicalistes »**

Le travail avec A. Marty mobilise le bureau politique majoritaire mais trouble les militants. Ceux-ci demeurent désenchantés à la suite de la scission. Ils se remémorent l'échec des opérations initiées par les intellectuels du parti : le soutien à la Yougoslavie n'a mené à rien et les théories de M. Pablo ont abouti à une rupture catastrophique. Ainsi, la cellule de Nantes écrit son découragement à la direction du PCI majoritaire : elle manque d'informations de sa part et l'activité syndicale de ses membres en pâtit<sup>210</sup>. Une note interne signale que les militants doutent, se replient et diffusent à peine leur presse<sup>211</sup>. La direction doit insister auprès d'eux pour qu'ils participent à l'enquête collective et recherchent des oppositionnels communistes<sup>212</sup>. Les membres du bureau politique se divisent sur la manière de remédier à cette situation. Pour obtenir du comité central les décisions qu'ils jugent

---

<sup>206</sup> Selon l'entretien avec C. Pennetier le 22/2/2006 ; DREYFUS Michel, *PCF : crises et dissidence de 1920 à nos jours*, éditions Complexe, 1990, p. 105 ; le tract d'août 1953 des CRC dans le dossier « L'affaire Lavezzi », AM, CHS AM 36 et le tract de juin 1954 du CRC de Toulon regroupant trois militants dans AM, CHS AM 39.

<sup>207</sup> « L'activité des CRC », *Démocratie prolétarienne*, n°15, mai 1953.

<sup>208</sup> Lettres du 3 décembre 1952 et 8 janvier 1953 dans AM, CHS AM 39.

<sup>209</sup> AM, CHS AM 36.

<sup>210</sup> CERMTRI, PCI 1953, *CC des 21 et 22 mars* (manuscrit).

<sup>211</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Nouveau rôle du parti », janvier 1953.

<sup>212</sup> CERMTRI, PCI 1953, *Supplément à La Vérité n°198*, février 1953, p. 4.

nécessaires, M. Bleibtreu, G. Bloch et R. Berné préparent trois documents complémentaires<sup>213</sup> que nous allons synthétiser.

D'abord les « politiques » rappellent leur conviction que tout va se jouer du côté des partis communistes. Ils prévoient que la mort de Staline – survenue le 5 mars 1953 – entraînera la crise de ces organisations, en URSS et dans les autres pays<sup>214</sup>. Les trois dirigeants majoritaires qualifient cette crise de « finale » et estiment qu'en Europe des oppositions de gauche prendront forme dans les PC<sup>215</sup>. En France, le processus de dissociation du PCF a même déjà commencé car une opposition de gauche se constitue autour d'A. Marty<sup>216</sup>. M. Bleibtreu en déduit la stratégie à suivre par le PCI majoritaire :

« ... renforcer le courant de l'opposition de gauche, l'impulser politiquement et organisationnellement en s'y intégrant et préparer ainsi la constitution d'un parti révolutionnaire dirigeant »<sup>217</sup>.

Les « politiques » reconnaissent une crise dans les rapports politiques et organisationnels entre la direction et l'ensemble du PCI. Ils l'expliquent par le contraste entre la petite taille de l'organisation et l'énormité des tâches à accomplir. Malgré des résultats pour l'instant très limités, M. Bleibtreu et ses partisans préconisent d'envoyer le plus grand nombre possible de militants au PCF pour y mener un travail clandestin et cloisonné. Ils rejoindraient des cellules spéciales du PCI majoritaire, ce qui nécessiterait de réorganiser leurs unités d'origine. Par ailleurs, les « politiques » veulent accélérer l'évolution des CRC : ils ne doivent pas se contenter de demander la réintégration d'A. Marty mais simultanément élaborer une plateforme politique et mettre en place une direction nationale. A. Marty et C. Lemoine appartiendraient à cette structure ainsi que des majoritaires – ceux-ci officieusement<sup>218</sup>. R. Berné préconise même que les CRC évoluent vers un nouveau parti qui regrouperait un nombre important de cadres staliniens. Les trotskystes majoritaires adhéreraient à cette nouvelle organisation<sup>219</sup>. M. Bleibtreu accepte d'intégrer cette stratégie dans son rapport « La crise du stalinisme et la constitution du parti révolutionnaire »<sup>220</sup>.

---

<sup>213</sup> CERMTRI, PCI 1953, *Supplément à La Vérité n°199*, avril 1953, p. 4-19 et CERMTRI, PCI 1953, « Projet de résolution présenté par le bureau politique au Comité central des 21 et 22 mars 1953 », mars 1953, p. 5-8.

<sup>214</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>215</sup> *Ibid.*

<sup>216</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>217</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>218</sup> *CC des 21 et 22 mars* (manuscrit), *op. cit.*

<sup>219</sup> *Supplément à La Vérité n°199*, *op. cit.*, p. 20-22.

<sup>220</sup> *Ibid.*, p. 14.

Au bureau politique, M. Lequenne, G. Bloch et R. Berné approuvent le texte de M. Bleibtreu mais les « syndicalistes » - P. Lambert et S. Just<sup>221</sup> - refusent de le voter. Leur méfiance par rapport à ce texte s'explique : l'activité syndicale va pâtir de la réorganisation préconisée par M. Bleibtreu. De plus, nous avons évoqué précédemment les liens patiemment tissés entre P. Lambert et des syndicalistes de FO et de la FEN. Ceux-ci n'éprouvent aucune sympathie pour les communistes en général et pour A. Marty en particulier<sup>222</sup>. Ainsi, M. Joyeux traite l'ancien dirigeant communiste de « débris de la politique politicienne »<sup>223</sup>. Expérimenté dans les luttes de tendances, P. Lambert réunit les « syndicalistes » les plus en vue afin de préparer la réunion à venir du comité central<sup>224</sup>. Surtout, il rédige un contre-rapport où il reproche à M. Bleibtreu de privilégier les CRC, lesquels rassemblent des communistes exclus ou en voie d'exclusion. Pour lui, la crise du stalinisme a pour principale conséquence le trouble des cadres ouvriers demeurés au PCF et dont B. Frachon constitue l'archétype. Celui-ci défend actuellement une ligne favorable au front unique, approuvée par beaucoup de bureaucrates cégétistes. Il s'agit d'aider et d'appuyer ces derniers mais, selon P. Lambert, les majoritaires n'y parviendront que par leur travail indépendant. Il conseille donc de privilégier celui-ci par rapport aux activités dans le PCF ou les CRC. De plus, il recommande dans toutes ces tâches de respecter les prérogatives des différents échelons du PCI tout en ayant l'habileté de ne pas s'opposer frontalement aux CRC. Il reconnaît l'utilité d'un travail de fraction mais il donne la priorité au secteur indépendant comme l'avaient fait les majoritaires durant leur lutte contre M. Pablo. Surtout, M. Bleibtreu préconise de bouleverser les rouages du parti quand P. Lambert manifeste sa volonté de respecter ceux-ci. L'animateur de la commission syndicale semble proposer une démarche plus pragmatique et raisonnable que celle de son rival. Par ailleurs, nous constatons dans ce texte la fidélité de P. Lambert à ses idées antérieures. Outre la priorité qu'il donne à l'activité syndicale, il demeure partisan de la construction d'une organisation « large », stratégie proposée par G. Bloch en 1948 et qu'il avait approuvé.

Le 22 mars 1953, le comité central discute les rapports précédemment résumés dans une ambiance très tendue. Ainsi, G. Bloch et P. Lambert se querellent, s'accusant réciproquement

---

<sup>221</sup> Le vote a lieu le 3 mars 1953. D. Renard semble être absent lors de cette séance.

<sup>222</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 274.

<sup>223</sup> JOYEUX M., *Sous les plis...*, op. cit., p. 150.

<sup>224</sup> F-X. Breton, op.cit., p. 88-90.

de fractionnisme professionnel<sup>225</sup>. Finalement, l'assemblée rejette le rapport de M. Bleibtreu par 5 voix (S. Just, P. Lambert, H. Baratier, J. Lefèvre, D. Renard) contre 4 (M. Bleibtreu, G. Bloch, R. Berné, M. Lequenne). Deux suppléants (J. Anglard, Marcel Chambrier<sup>226</sup>) votent pour, et un (G. Mougard) contre. Le comité central adopte le rapport Lambert (votes précédents inversés). Il s'agit bien d'une victoire des « syndicalistes » car les militants ouvriers de Renault (D. Renard, J. Lefèvre, H. Baratier), de la Poste (G. Mougard) et de la RATP (S. Just) ont rallié la résolution de P. Lambert. Comme six membres du comité central sont excusés, absents ou n'ont pas pris part au vote, la majorité de celui-ci peut sembler bien fragile (cinq voix de titulaires sur quinze). En fait, cette majorité nous paraît incontestable car parmi les six militants, nous repérons au moins quatre « syndicalistes » - R. Chéramy, G. Nouvel, J. Maertens et R. Dumont.

Comme le bureau politique se trouve mis en minorité au comité central, M. Bleibtreu juge cette situation malsaine : il propose de modifier la composition du premier afin de refléter l'orientation du second. Après plusieurs votes, le comité central élit le bureau politique suivant : G. Bloch, E. Lejeune, R. Berné, S. Just, P. Lambert, J. Lefèvre et D. Renard. M. Bleibtreu, M. Lequenne et Levan<sup>227</sup> deviennent suppléants. Les « syndicalistes » disposent désormais de la majorité au bureau politique.

Ensuite, les quatre principaux « politiques » (M. Bleibtreu, G. Bloch, R. Berné, M. Lequenne) lisent une déclaration où ils rappellent leur conviction que les CRC constituent une opportunité historique. Ils sont la voie principale de passage des cadres ouvriers français du stalinisme au trotskysme<sup>228</sup>. Dans son mémoire de maîtrise, F-X. Breton reproduit cette déclaration mais son contenu diffère de celle du compte rendu officiel : elle accuse aussi P. Lambert d'avoir préparé « fractionnellement » la réunion du comité central et d'avoir accusé la majorité de préparer la liquidation du parti<sup>229</sup>.

P. Lambert a enfin conquis la direction d'une organisation. Celle-ci changera plusieurs fois de nom mais il en demeurera le chef jusqu'à son décès, en 2008.

---

<sup>225</sup> *CC des 21 et 22 mars* (manuscrit), *op. cit.*

<sup>226</sup> Pseudonyme : Hemcé. Il a choisi pour pseudonyme les deux initiales de son nom.

<sup>227</sup> Levan est le pseudonyme du militant vietnamien Nguyen Giap Thoi selon C. Tranchant (entretien du 25/4/2006).

<sup>228</sup> « Comité central des 21 et 22 mars », *op. cit.*, p. 24-26.

<sup>229</sup> BRETON F-X., *op.cit.*, p. 88-90. Dans le compte rendu manuscrit déposé au CERMTRI, PCI 1953, la partie accusant P. Lambert est rayée.





## CHAPITRE IV

# L’AFFIRMATION DU COURANT LAMBERTISTE (mars-décembre 1953)

Les « syndicalistes » viennent de remporter une victoire en s’assurant la majorité au bureau politique. Nous attribuons une bonne partie de ce succès à P. Lambert qui a coordonné leur action. Au sein de ce courant, il est un des plus anciens trotskystes - il a rejoint le mouvement en 1937 - et probablement le plus expérimenté. Parmi les « syndicalistes », les autres fortes personnalités s’avèrent plus jeunes – comme S. Just et D. Renard – ou bien privilégient l’action syndicale – ainsi R. Chéramy à la FEN. Ce rôle important de P. Lambert nous amène à faire le point sur sa personnalité. Au cours des chapitres précédent nous avons résumé son parcours militant et énoncé ses orientations politiques essentielles. Maintenant, il nous paraît utile de présenter ses principaux traits de caractère tels qu’ils apparaissent dans les textes de l’époque ou à travers les témoignages de militants.

### **Portrait de P. Lambert**

Lors du premier contact, P. Lambert sait se faire apprécier de ses interlocuteurs. Boris Fraenkel, exclu de l’OCI en 1966, se souvient d’avoir eu longtemps avec lui « les meilleurs rapports du monde »<sup>1</sup>. Pierre Fougeyrollas, sociologue, raconte comment il a été séduit par le dirigeant de l’OCI<sup>2</sup>. M. Lequenne nous a raconté l’exquise gentillesse avec laquelle P. Lambert lui a demandé de tenir la critique des livres dans *L’Unité*<sup>3</sup>. Selon P. Campinchi – lambertiste jusqu’en 1986 :

---

<sup>1</sup> FRAENKEL Boris, *Profession révolutionnaire*, Latresne, Le bord de l’eau, 2004, p. 93.

<sup>2</sup> FOUGEYROLLAS Pierre et GEORGES François, *Un philosophe dans la Résistance*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. 312-313.

<sup>3</sup> Entretien du 25 mai 2010.

« Pierre Lambert dispose d'un atout précieux : la capacité de se mettre à la place de celui qui est en face de lui. Adapter son langage à son interlocuteur est une seconde nature chez lui »<sup>4</sup>.

Sa capacité d'empathie avec les personnes les plus diverses lui permet de s'attacher bien des militants de son organisation. Des témoins<sup>5</sup> attestent qu'il prenait toujours le temps de discuter avec eux, de lever leurs hésitations et d'orienter leurs activités. Selon Pierre Masure, lambertiste durant des décennies, il savait très bien trouver un militant au moment voulu, « à l'improviste », pour mener avec lui une conversation approfondie<sup>6</sup>. Dans les années cinquante et soixante, ces conversations avaient lieu fréquemment au café<sup>7</sup>. Plus tard, elles se dérouleront dans le bureau de P. Lambert, au siège de l'organisation<sup>8</sup>.

En dehors du PCI, P. Lambert utilise ses qualités relationnelles pour constituer puis maintenir un réseau de relations. Cela conduit Raoul à le traiter de « contact man »<sup>9</sup>. Ainsi, dès 1946, il fait la connaissance de Messali Hadj venu à Paris<sup>10</sup>. L'année suivante, il participe au nom de Front ouvrier à une réunion du Comité international pour les Etats-unis socialistes d'Europe, patronné par Marceau Pivert<sup>11</sup>. Ces deux rencontres se révèleront importantes. En revanche, certains contacts de P. Lambert se révèlent compromettants. Ainsi, il côtoie pendant plusieurs années au CUAS et à *L'Unité* R. Gran qui se présente comme un militant du syndicat autonome des produits chimiques<sup>12</sup>. Se déclarant antistalinien, il lance ensuite le périodique *Démocratie prolétarienne* et veut constituer une alliance de groupes communistes et socialistes dissidents. Il démarché le dirigeant majoritaire<sup>13</sup> mais celui-ci se méfie car R. Gran publie son journal grâce à des fonds patronaux et semble en lien avec la police comme avec l'officine anticommuniste de Georges Albertini. Finalement, en février 1953, P. Lambert rompt avec lui<sup>14</sup> mais R. Gran évoque alors publiquement leurs relations antérieures<sup>15</sup>.

<sup>4</sup> CAMPINCHI Philippe, *Les lambertistes – Un courant trotskyste français*, Paris, Balland, 2000, p. 141.

<sup>5</sup> Entretiens avec Francis Tour le 15/11/2008, C. Monnier le 27/2/2008, Jacques Dupont le 13/2/2008 et LEQUENNE M., *Le trotskisme*, op. cit., p. 270.

<sup>6</sup> MASURE Pierre, *Un long chemin*, 2008, éditeur non identifié, p. 122.

<sup>7</sup> FRAENKEL B., *Profession...*, op. cit., p. 97.

<sup>8</sup> CAMPINCHI P., *Les lambertistes*, op. cit., p. 140.

<sup>9</sup> Dans un texte de 1954 reproduit dans BROUE P., *Raoul*, op. cit. p. 88.

<sup>10</sup> BEAUFRERE Marcel, « Avec M. Hadj », *La Vérité*, n°136, 16 août 1946.

<sup>11</sup> KERGOAT J., *Marceau Pivert...*, op. cit., p. 240.

<sup>12</sup> Selon sa contribution dans *L'Unité*, n°15, 18 février 1951.

<sup>13</sup> CHARPIER F., *Histoire...*, op. cit., et entretien avec Jean Ribes le 25/9/2009.

<sup>14</sup> LAMBERT P., « Mise au point », *La Vérité*, n°308, 6 février 1953.

<sup>15</sup> « Mise en garde et précisions », *Démocratie prolétarienne*, n°15, mai 1953, p. 4.

Passé les premiers contacts, un interlocuteur de P. Lambert découvre un autre aspect de sa personnalité : il supporte difficilement la contradiction. Ainsi, M. Bleibtreu se souvient d'une démarche du PCI au ministère de l'Information en 1946. La délégation vient demander la légalisation de *La Vérité*, jusque là clandestine. Pour vaincre les réticences du ministre – Gaston Deferre, P. Lambert se lance dans une interpellation musclée qui se révèle contre-productive<sup>16</sup>. En 1951, lors de la première conférence de *L'Unité*, il réplique sèchement à un intervenant. *La Révolution prolétarienne* juge que cette brusque agressivité de P. Lambert ne correspond pas au principe de libre confrontation des opinions préconisé par le journal<sup>17</sup>. Nous l'avons vu précédemment apostropher G. Bloch au comité central le 22 mars 1953. Un peu plus tard, il traite M. Lequenne de « pourrisseur du parti »<sup>18</sup> et G. Mougard de « sectaire » et « d'imbécile »<sup>19</sup>. Les archives du PCI majoritaire ne mentionnent pas l'emploi de tels termes par d'autres membres de la direction. A la même époque, P. Lambert entreprend de rallier Y. Craipeau au PCI majoritaire. Il rend plusieurs fois visite à l'ancien dirigeant des « droitiers » mais ce dernier ne se laisse pas convaincre. Le dirigeant majoritaire le menace alors : « L'adhésion ou le cercueil ». Excédé, Y. Craipeau le flanque à la porte<sup>20</sup>. Plus tard, B. Stora mentionne « ses sautes d'humeur, ses brusques changements de registre, son ton cassant lorsqu'il était en désaccord avec une idée ou une personne »<sup>21</sup>.

Au fil des entretiens, une relation de P. Lambert constate un autre particularité de son caractère : la certitude d'avoir toujours raison. Au cours du débat de 1940-1941 à l'intérieur du CCI, ses adversaires lui reprochent d'être un dogmatique étroit qui en reste à des notions figées<sup>22</sup>. Plus tard, il ne se limite pas à son domaine de prédilection, le travail syndical, mais émet aussi des avis tranchés sur d'autres sujets. Ainsi, nous avons déjà évoqué son opposition au texte de J. Grinblat sur la construction du parti révolutionnaire. Parvenu à la tête du PCI majoritaire, il juge que son organisation est la seule à se tenir sur le terrain du marxisme et du *Programme de transition*<sup>23</sup>. Edgar Morin, qui l'a côtoyé dans les années 1956-1958, se

---

<sup>16</sup> FB, F Delta 1902 ½ p. 52.

<sup>17</sup> « Après la conférence de *L'Unité* », *La Révolution prolétarienne*, n° 350, avril 1951, p. 25.

<sup>18</sup> CERMTRI, PCI 1954, *Pour les membres du Parti seulement*, 19 février 1954, p. 3.

<sup>19</sup> CERMTRI, PCI 1954, *Bulletin intérieur*, juillet 1954, p. 2.

<sup>20</sup> CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 249-250.

<sup>21</sup> STORA Benjamin., *La dernière génération d'Octobre*, Paris, Stock, 2003, p. 193.

<sup>22</sup> CERMTRI, Bulletins intérieurs du CCI 1940-1941 Textes Lejeune, « L'impérialisme stade supérieur du capitalisme », p. 1.

<sup>23</sup> *Quelques enseignements...*, op. cit., p. 99.

souvient : « Lambert ! Il doit être toujours possédé comme quand je l'ai connu, toujours convaincu, inaccessible au doute »<sup>24</sup>.

Lionel Jospin rejoint l'organisation lambertiste dans la première partie des années 1960<sup>25</sup>. Dans ses mémoires, il résume ainsi la personnalité de son principal dirigeant :

« Par un curieux mélange - et tel qu'il m'est apparu - il était à la fois un homme de principe et un manoeuvrier, un dogmatique et un tacticien »<sup>26</sup>.

Nous avons vu précédemment la pertinence du premier terme de ce jugement. Le second nous paraît aussi judicieux : nous avons vu P. Lambert conseiller D. Renard durant la grève Renault de 1947. M. Lequenne, son adversaire au PCI majoritaire, lui reconnaît « un grand empirisme, un flair assez sûr des réactions prolétariennes, un fort goût de la manœuvre »<sup>27</sup>. Pierre Levasseur, qui le rejoint à la fin des années 1950, se souvient de ses conseils judicieux pour mener une manifestation. Certains des anciens camarades de P. Lambert vont même plus loin : ils voient en lui un manipulateur. Claude Monnier, qui l'a côtoyé pendant près de quarante ans, le résume ainsi : « il est filou »<sup>28</sup>. Selon B. Fraenkel :

« P. Lambert savait en effet admirablement tenir son rôle de chef, distant et présent à la fois, se réservant le dernier mot et n'agissant jamais par lui-même. C'était une vraie tête politique, mais dans le genre intrigant, un politicien d'un genre spécial... Il y a des gens capables de manipuler les autres, il est de ceux-là... ... Lambert, par exemple, donnait l'impression de pouvoir très vite analyser une situation politique et y apporter une réponse. Dans le genre manipulateur, je n'ai jamais vu quelqu'un atteindre sa perfection »<sup>29</sup>.

Dans une lettre d'octobre 1962, Raoul évoque son habitude de jouer les arbitres au comité central et d'y mener des manœuvres complexes<sup>30</sup>. Ainsi, P. Broué évoque une réunion de cette instance en 1960 où P. Lambert lui demande de défendre une motion qu'il avait lui-même rédigé. Pourtant, comme ce texte déplait aux autres membres de cette instance, il le désapprouvera lors de la discussion afin de ne pas être mis en minorité.<sup>31</sup>

Pour mener à bien ses activités militantes, P. Lambert ne s'embarrasse guère de scrupules. Citons un exemple : à la fin des années 1940, il se rend à Brest où il rencontre des militants du PCI. Là, durant une réunion dans un café, il complète des imprimés. Quand ses interlocuteurs

---

<sup>24</sup> MORIN Edgar, *Pleurer, aimer, rire, comprendre*, Arléa, 1996, p. 296.

<sup>25</sup> FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 25.

<sup>26</sup> JOSPIN Lionel, FAVIER Pierre et ROTMAN Patrick, *Lionel raconte Jospin*, Paris, Stock, 2010, p. 79.

<sup>27</sup> LEQUENNE M., *Continuité...*, *op. cit.*, p. 125.

<sup>28</sup> Entretien avec C Monnier le 27/2/2008.

<sup>29</sup> FRAENKEL B. *Profession...*, *op. cit.*, p. 97.

<sup>30</sup> AR, Lettre du 26/10/62.

<sup>31</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 95.

lui demandent de quoi il s'agit, il se vante de rédiger de faux contrôles des allocations familiales pour son travail. Cette tricherie choque les militants brestois<sup>32</sup>. Un peu plus tard, P. Lambert accepte de l'argent des autorités yougoslaves afin de publier *L'Unité*, ce qui déplait à P. Monatte<sup>33</sup>. A posteriori, M. Lequenne évoque ses rapports troubles avec l'argent<sup>34</sup>. Il prend pour argument un fait survenu en 1946 : devenu secrétaire du PCI chargé du travail syndical, P. Lambert demande un appointement de demi-permanent pour assurer cette fonction. Bien qu'il soit salarié par ailleurs et malgré la pauvreté de l'organisation, la direction cède<sup>35</sup>. En 1951, il perçoit encore 10 000 francs par mois à ce titre<sup>36</sup>. Après la scission, nous avons signalé que P. Lambert gère la trésorerie du parti. M. Bleibtreu veut lui retirer cette responsabilité mais sa défaite en mars 1953 l'en empêche<sup>37</sup>.

En 1963, P. Broué publie *Le parti bolchévique*. Le périodique du groupe La Vérité, *Informations ouvrières*, commence par encenser l'ouvrage pour ensuite critiquer le passage concernant une attitude de Trotsky<sup>38</sup>. Quand la direction du Parti communiste soviétique a décidé en 1924 de garder secret le testament de Lénine - lequel recommandait le limogeage de Staline, Trotsky s'est tu. P. Broué considère qu'il s'est fait le complice des faussaires en ne disant rien<sup>39</sup>. Par contre, *Informations ouvrières* justifie le silence de Trotsky avec l'argument suivant :

« Il n'est pas établi que la vérité consiste à toujours dire tout, sans considération de temps et de lieu. Le « mensonge » peut être justifié : doit-on la vérité à son patron ? »<sup>40</sup>.

Ce point de vue doit être celui de P. Lambert qui contrôle de très près cette publication.

Nous compléterons ce portrait de P. Lambert en évoquant sa volonté inflexible. C'est un activiste qui met toute son énergie dans le militantisme et déclare s'ennuyer en vacances<sup>41</sup>. Nous avons vu qu'il a préparé avec soin la session du comité central des 21-22 mars 1953 alors que M. Bleibtreu commet l'erreur de s'absenter pendant celle-ci<sup>42</sup>.

---

<sup>32</sup> Entretien avec A. Fichaut le 9 février 2006.

<sup>33</sup> Voir le chapitre II.

<sup>34</sup> Entretien avec K. LANDAIS dans *Passions militantes...*, *op. cit.*, p. 340-341.

<sup>35</sup> *Ibid.* et FB, F Delta 1902 1/2, p. 44.

<sup>36</sup> CERMTRI, PCI 1951, *Décisions du secrétariat* 6/10.

<sup>37</sup> LANDAIS K., *Passions militantes...*, *op. cit.*, p. 340.

<sup>38</sup> « Le parti bolchevique de Pierre Broué (II) », n°158, 1<sup>er</sup> juin 1963.

<sup>39</sup> BROUE P., *Le parti bolchevique*, Paris, Minuit, 1963, p.122.

<sup>40</sup> « Le parti bolchevique de Pierre Broué (II) », *op. cit.*

<sup>41</sup> Entretien avec P. Levasseur le 28/11/2008.

<sup>42</sup> « Comité central des 21-22 mars », *op. cit.*, p. 2.

La conquête du PCI majoritaire par P. Lambert s'explique en partie par son caractère. Au début de 1953, les « syndicalistes » avaient besoin d'un dirigeant pour les coordonner et défendre leurs valeurs : stalinophobie, priorité donnée à l'activité syndicale,... Avec son opiniâtreté et son énergie, il possédait le profil adéquat. En fait, les autres cadres aussi anciens que lui ont quitté l'organisation ou ont rejoint les « politiques ». Plus tard, quand il aura été exclu de l'organisation lambertiste, S. Just portera au crédit de son principal dirigeant d'avoir développé leur courant dans les années 1950 et 1960, même s'il reconnaît ses défauts<sup>43</sup>. Dans les années 1990, il dira à un de ses partisans : « N'oublions jamais que P. Lambert a été un révolutionnaire »<sup>44</sup>.

Désormais, P. Lambert veille à tout dans ce qu'il considère comme son organisation<sup>45</sup>. Ainsi, il a conscience de la fragilité de sa majorité au bureau politique : quatre titulaires sur sept<sup>46</sup>. Il va asseoir sa domination sur le PCI majoritaire par le biais d'un nouveau débat sur l'URSS. Cela n'est guère étonnant : l'Union soviétique donne lieu périodiquement à des discussions passionnées dans le mouvement trotskyste.

### Un nouveau débat sur l'URSS

Au lendemain de la réunion du comité central des 21 et 22 mars 1953, les « politiques » sous-estiment l'importance du changement survenu. Les relations demeurent normales entre les cadres de l'organisation et M. Bleibtreu continue de diriger *La Vérité* avec M. Lequenne comme rédacteur en chef. Certes, P. Lambert prend le contrôle du travail mené avec A. Marty mais M. Bleibtreu profite de son temps disponible pour analyser la situation en URSS. Rappelons qu'à la mort de Staline, le 5 mars 1953, Lavrenti Beria devient le nouvel homme fort du Kremlin. Sous son impulsion, le gouvernement soviétique fait des concessions à la population : amnistie partielle et libération de prisonniers, amélioration du ravitaillement... qui surprennent les observateurs.

Selon M. Bleibtreu, une tendance « bureaucratique et conservatrice de gauche »<sup>47</sup> a pris le pouvoir en URSS avec Beria. Par peur d'un soulèvement des masses soviétiques, cette tendance fait des concessions limitées afin de sauvegarder l'essentiel des privilèges de la

---

<sup>43</sup> JUST Stéphane, *Comment le révisionnisme...*, op. cit.

<sup>44</sup> Entretien avec R. Monier le 26/10/2005.

<sup>45</sup> STORA B., *La dernière...*, op. cit., p. 185.

<sup>46</sup> Titulaires au bureau politique, G. Bloch, R. Berné et E. Lejeune ont soutenu le 22 mars le rapport Bleibtreu.

<sup>47</sup> CERMTRI, PCI 1953, Supplément à *La Vérité* n° 321, 1<sup>er</sup> octobre 1953, p. V.

bureaucratie soviétique. M. Bleibtreu juge la politique de Beria positive : les concessions faites vont générer des conflits au sein de la bureaucratie que la poigne de fer de Staline maintenait unie. Désormais, la bureaucratie va être agitée de convulsions et éclater en factions rivales. Les ouvriers soviétiques vont probablement en profiter pour lui arracher le pouvoir. En France même, les militants trotskystes doivent utiliser les événements d'URSS car les dirigeants du PCF auront du mal à expliquer à leurs militants le tournant opéré en Union soviétique, cela aggravera la crise de ce parti. Pour M. Bleibtreu, le nouveau cours du Kremlin constitue une opportunité historique : plus que jamais les trotskystes doivent intervenir auprès des militants communistes<sup>48</sup>.

P. Lambert et ses partisans ne partagent pas cette analyse : à la différence de chef des « politiques », ils ne voient pas en Beria l'animateur d'une tendance « bureaucratique et conservatrice de gauche »<sup>49</sup>. Pour eux, rien n'a changé : la bureaucratie soviétique mène toujours une politique fondamentalement contre-révolutionnaire. Ils ne croient pas en son éclatement en factions opposées<sup>50</sup>. Surtout, le refus de mettre ses espoirs dans une tendance de la bureaucratie soviétique amènent G. Bloch et R. Berné à se dissocier de M. Bleibtreu et à se rapprocher du nouveau dirigeant du PCI. A l'époque, M. Lequenne fournit une autre explication à leur ralliement : G. Bloch et R. Berné possèdent une haute opinion de leurs capacités. Tous les deux aspirent à être reconnus dans l'organisation. Quelque soit la cause, l'entente avec ces deux dirigeants permet à P. Lambert de briser le groupe des « politiques » et d'affaiblir M. Bleibtreu. Ainsi, en avril 1953, R. Berné rédige un rapport accusant ce dernier d'interpréter les récents événements d'URSS de la même manière que les pablistes<sup>51</sup>. Désormais, G. Bloch et R. Berné deviennent des lieutenants de P. Lambert<sup>52</sup>. Il s'agit d'un renfort de poids pour ce dernier car les deux ralliés sont des activistes et le premier jouit d'une grande popularité dans l'organisation. Ainsi, lors du Ve congrès du PCI en janvier 1950, G. Bloch a été le dirigeant le mieux élu au comité central à égalité avec P. Frank<sup>53</sup>.

La réunion du comité central des 27-28 juin 1953 entérine le nouveau rapport de force : G. Bloch présente un rapport sur le nouveau cours en URSS au nom du bureau politique.

---

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 10-13.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>51</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Compte rendu du comité central des 10 et 11 avril 1954 », p. 39.

<sup>52</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 8/2/1954, p. 3-4.

<sup>53</sup> Ces deux dirigeants ont obtenu 37 voix. M. Bleibtreu, P. Lambert et J. Grinblat ont reçu les suffrages de 36 délégués selon CERMTRI, PCI 1950, *Note politique n°138*.

L'assemblée l'approuve et rejette le contre-rapport de M. Bleibtreu soutenu seulement par M. Lequenne et deux membres suppléants, C. Margne et G. Mougard<sup>54</sup>. Dans le but « d'assurer la meilleure atmosphère possible pour le déroulement de la discussion sur l'URSS »<sup>55</sup>, le comité central décide de titulariser au bureau politique M. Lequenne et M. Bleibtreu. Nous supposons que P. Lambert peut se permettre cette concession car il dispose désormais de l'appui de la majorité des membres du bureau politique et du comité central. Notons que désormais les sensibilités « syndicale » et « politique » n'existent plus au PCI majoritaires. Seuls demeurent le courant lambertiste – qui dispose d'une confortable majorité – et M. Bleibtreu soutenu seulement par quelques partisans. En effet, au sein de la première tendance, G. Bloch et R. Berné n'ont jamais manifesté un grand intérêt pour le syndicalisme<sup>56</sup> tandis que les postiers CGT C. Margne et G. Mougard appuient M. Bleibtreu.

Entre les deux courants du PCI majoritaire, la grève qui éclate brusquement le 16 juin 1953 à Berlin-Est va provoquer une nouvelle confrontation. Les ouvriers des chantiers du bâtiment débrayent et manifestent pour protester contre l'augmentation des normes de production. Le lendemain, la grève se généralise en RDA. Comme des manifestations de plus en plus massives menacent le régime d'Allemagne de l'Est, l'armée russe intervient. Elle mène une répression sanglante qui, jointe à des concessions sociales (suppression de l'augmentation des normes...), parvient à arrêter ce soulèvement.

Pour les trotskystes majoritaires, cet événement prouve la justesse de leur politique. M. Lequenne parle aussitôt de « tournant historique » et de « premier exemple d'insurrection prolétarienne contre la bureaucratie »<sup>57</sup>. Le soulèvement des travailleurs d'Allemagne de l'Est enthousiasme particulièrement les membres du courant lambertiste. Ils écriront plus tard qu'il « constitue un tournant d'ampleur mondial et historique »<sup>58</sup>. En effet, il s'agit d'un mouvement spontané de la classe ouvrière réunissant de larges portions de celle-ci. Il commence par des débrayages auxquels succède une grève qui tend à devenir générale. En même temps, des comités de grève se constituent. Ils cherchent à assurer la liaison entre eux et même se substituent parfois aux autorités en place<sup>59</sup>. Ce mouvement présente des

---

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. I-III.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p.V.

<sup>56</sup> Selon leurs biographies du *Maitron*.

<sup>57</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre à C. Hanley du 25 juin 1953, p. 3.

<sup>58</sup> « Berlin 1953 », *Cahiers du Cermtri*, n° 111, novembre 2003, p. 3.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 3-5 et 35.



similitudes avec les formes d'action directe préconisées par le syndicalisme révolutionnaire<sup>60</sup>. D'où son importance pour le courant lambertiste qui s'enthousiasmera encore davantage lors du soulèvement hongrois de 1956.

Cette prise de position nous paraît très proche de celles de *La Révolution prolétarienne* et de *Correspondance socialiste internationale* - le périodique de Marceau Pivert. Comme P. Lambert et ses partisans, les deux publications vouent aux gémonies les dirigeants de RDA et de l'Union soviétique. Par contre, le Secrétariat international (SI) émet un avis différent dans une déclaration du 28 juin<sup>61</sup>. Ce texte soutient les travailleurs allemands mais n'appelle pas au retrait des troupes soviétiques. Surtout, il estime que ce soulèvement va obliger les régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est à évoluer : pour garder le soutien des masses, ils feront de plus en plus de concessions aux travailleurs. La déclaration espère même une démocratisation réelle des partis communistes car le SI et M. Pablo croient toujours en un virage à gauche de la bureaucratie.

Si le soulèvement d'Allemagne orientale enthousiasme les membres du PCI majoritaire, ses origines provoquent une nouvelle discussion. Pour P. Lambert et ses partisans, les mesures de libéralisation économique prises sous l'égide de Beria ont menacé l'économie nationalisée et aggravé les conditions de vie des travailleurs, d'où la révolte de ces derniers<sup>62</sup>. M. Bleibtreu et M. Lequenne pensent au contraire que Beria a affaibli la bureaucratie en générant des dissensions en son sein. Indirectement, il a favorisé l'action des travailleurs allemands<sup>63</sup>. Au comité central des 27-28 juin, la première explication l'emporte nettement et apparaît dans l'appel publié par *La Vérité*, « Les prolétaires de Berlin se lèvent »<sup>64</sup>.

Pour le même numéro de *La Vérité*, M. Lequenne rédige un éditorial sur le soulèvement mais il découvre à sa parution que la fin de son texte a été modifiée par G. Bloch. Aussitôt, il démissionne du journal suivi, par solidarité, de M. Bleibtreu et B. Karlinsky<sup>65</sup>. P. Lambert contrôle désormais *La Vérité* et le PCI majoritaire. Quand, en juillet 1953, les Occidentaux apprennent la chute de Beria et son arrestation, la direction majoritaire commente l'événement et en profite pour rappeler sa position sur la bureaucratie russe : celle-ci oscille entre un cours

---

<sup>60</sup> JULLIARD Jacques, *Autonomie...*, *op. cit.*, p. 42-68.

<sup>61</sup> « Berlin 1953 », *op. cit.*, p. 43-46.

<sup>62</sup> Reproduit dans « Berlin 1953 », *Cahiers du Cermtri*, n° 111, novembre 2003, p. 38-42.

<sup>63</sup> *Supplément au n°321 de La Vérité*, *op. cit.*, p. IV-V.

<sup>64</sup> N° 317, 29 juin 1953.

<sup>65</sup> M. Lequenne raconte cet épisode dans LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 276 et HENTZGEN J., *Agir...*, *op. cit.*, p. 170.

« droitier » et un cours « de gauche » mais n'éclate pas en groupes opposés, comme le pense M. Bleibtreu<sup>66</sup>.

Au cours de l'été 1953, Levan, E. Lejeune et J. Lefèvre quittent le bureau politique<sup>67</sup> au sein duquel P. Lambert dispose toujours de l'appui de G. Bloch, R. Berné, D. Renard et S. Just. Une lettre de G. Bloch (septembre 1953) montre que ces cinq militants essaient, au mieux, de se répartir les tâches et les responsabilités dans le Parti<sup>68</sup>. Finalement, ils décident d'attribuer la direction de la RP à S. Just tandis que G. Bloch et P. Lambert sont secrétaires du bureau politique<sup>69</sup>. Pourtant, ce dernier n'a pas attendu ce moment pour agir sur le fonctionnement interne de l'organisation, qu'il juge défectueux.

### « Fonctionner comme une fabrique »

Selon P. Lambert, l'ancienne direction était inexpérimentée. Elle se lançait dans l'agitation superficielle ou voulait périodiquement révolutionner l'organisation du Parti. En conséquence, la vie politique se concentre dans le secrétariat et le bureau politique alors que bien des militants sont sans tâches précises<sup>70</sup>. Par ailleurs, la diffusion de *La Vérité* n'a jamais été aussi faible et le travail vers les sympathisants aussi négligé.

Ce constat n'a rien d'original : les organisations trotskystes françaises ont déjà fait l'objet de jugements similaires. Ainsi, en 1938, la conférence de fondation de la IVe Internationale fustige le laisser-aller qui règne dans la section française, le POI<sup>71</sup>. Aux lendemains de la Libération, le PCI constate le mauvais fonctionnement des cellules et ses difficultés à devenir une « vraie organisation bolchévique »<sup>72</sup>. Cette citation nous rappelle la forte prégnance du modèle bolchevik sur les trotskystes français<sup>73</sup>. Ce qu'ils connaissent du Parti communiste russe lors de la révolution d'Octobre les incite à vouloir construire une organisation aussi efficace, volonté particulièrement marquée chez les moliniéristes<sup>74</sup>. Cela s'explique en partie par le parcours de ses dirigeants. A la fin de 1935, ce groupe se constitue avec des cadres ayant presque tous appartenu au Parti communiste avant de rejoindre le trotskysme dont R. Molinier et P. Frank. A contrario, l'organisation rivale – le POI – compte de nombreux

---

<sup>66</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Supplément au n° 317 de *La Vérité*, 3 p.

<sup>67</sup> FB, F Delta 1902/4/5/1, « Compte rendu du bureau politique du 25 septembre 1953 ».

<sup>68</sup> CERMTRI, PCI 1953, Lettre de G. Bloch au bureau politique, 3 septembre 1953, 2 p.

<sup>69</sup> FB, F Delta 1902/4/5/1, « Compte rendu du bureau politique du 21 septembre 1953 ».

<sup>70</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Projet Lambert », avril 1953, 6 p.

<sup>71</sup> Voir le premier chapitre.

<sup>72</sup> CERMTRI, PCI 1946, « Thèses politiques... », *op. cit.*, p. 12-13.

<sup>73</sup> HENTZGEN J., *Agir...*, *op. cit.*, p. 190.

<sup>74</sup> BROUE P., *Raoul...*, *op. cit.*, p. 14.

cadres recrutés à la SFIO, donc habitués à une discipline plus laxiste<sup>75</sup>. Raoul exprimera plus tard son admiration pour le groupe *La Commune* seul exemple, selon lui, « de bolchévisme moderne qui ait été tenté en France »<sup>76</sup>. Laurence Vasseur atteste des résultats obtenus par le PCI de R. Molinier malgré son effectif restreint, au maximum 200 à 300 militants en 1936<sup>77</sup>.

Sous l'Occupation, au PCI succède le Comité communiste internationaliste (CCI) qui prend des mesures organisationnelles encore plus strictes que le premier. Sa direction explique qu'elle veut ainsi minimiser le risque d'arrestations et de fait le CCI paiera un prix bien moins fort à la répression que le POI, moins rigoureux<sup>78</sup>. Néanmoins, la direction du CCI semble exagérer : elle instaure une discipline « à la prussienne »<sup>79</sup> et n'admet pas l'opposition, voire la simple critique. Après la fusion de 1944 et la naissance du « second » PCI, nous avons évoqué la constitution de tendances dans la nouvelle organisation. Les militants issus du CCI rejoignent surtout la « gauche » et y amènent leur aspiration à un fonctionnement rigoureux<sup>80</sup>. Ainsi, la « gauche » reprend à son compte un objectif énoncé par Lénine : « fonctionner comme une fabrique »<sup>81</sup>. Après sa conquête du PCI, cela la conduit à préciser les statuts du parti. Signalons que, lors de sa légalisation en juin 1945, le PCI avait déposé à la préfecture un règlement intérieur succinct car ce document était public<sup>82</sup>. En conséquence, le VI<sup>e</sup> congrès en 1950 adopte à l'unanimité des statuts plus détaillés, précisant les droits et devoirs des militants ainsi que les prérogatives des différentes structures (comité central, bureau politique...) <sup>83</sup>, qui se situent dans une stricte orthodoxie léniniste.

P. Lambert préconise également un fonctionnement rigoureux de l'organisation. D'ailleurs, Raoul en 1976 constate la continuité entre le CCI et l'OCI : parmi les vieux militants de celle-ci, il compte une écrasante majorité d'anciens « Ccistes »<sup>84</sup>. M. Bleibtreu émet un avis similaire dans ses mémoires<sup>85</sup>. Après sa prise du pouvoir, P. Lambert conserve les statuts de 1950 jusqu'au congrès de l'OCI de janvier 1968 où ils ne seront modifiés qu'à

---

<sup>75</sup> VASSEUR L., *Les moliniéristes*, op. cit., p. 34.

<sup>76</sup> BROUE P., *Raoul*, op. cit., p. 135-136.

<sup>77</sup> VASSEUR L., *Les moliniéristes*, op. cit., p. 36.

<sup>78</sup> BRABANT J-M., *Les partisans...*, op. cit., p. 68.

<sup>79</sup> Selon Raoul dans BROUE P., *Raoul*, op. cit., p. 20-21.

<sup>80</sup> BRABANT J-M., *Les partisans...*, op. cit., p. 2 et 77.

<sup>81</sup> *Rapport d'activité...*, op. cit., p. 9.

<sup>82</sup> CERMTRI, PCI 1945, *Statuts*, 4 p.

<sup>83</sup> CERMTRI, PCI 1949, *Les statuts du parti*, 5 p et CERMTRI, PCI 1950, *Note politique n°138*, p. 5.

<sup>84</sup> AR, *Témoignage de « Raoul »*, 23/11/76, p. 9. Nous avons déjà évoqué les similitudes entre le CCI et le courant lambertiste dans le premier chapitre.

<sup>85</sup> FB, F Delta 1902 1/2, p. 12.

la marge<sup>86</sup>. Par contre, sous son impulsion, la nouvelle direction ne cesse pas de rappeler aux militants leurs obligations et devoirs<sup>87</sup>. Elle presse les cellules d'établir un plan de travail pour chacun de ses membres et de rendre compte de leurs réalisations. Par ailleurs, ces unités doivent rédiger périodiquement des comptes rendus d'activités<sup>88</sup>.

Au printemps 1953, la direction complète ces consignes aux militants et aux instances du PCI majoritaire par plusieurs actions destinées à impulser un nouveau cours à l'organisation.

D'abord, le comité central lance une campagne destinée à augmenter la diffusion de *La Vérité* et à resserrer les liens avec les sympathisants. Il envoie aux cellules un fichier d'adresses d'anciens militants avec des instructions impératives aux secrétaires. Durant les deux mois de la campagne, ceux-ci doivent communiquer chaque semaine la liste des visites avec les résultats obtenus. Pendant la même période, chaque militant doit obtenir la souscription d'au moins deux abonnements annuels. De plus, la direction prévoit une campagne identique après les vacances d'été.

Par ailleurs, le comité central procède à l'exclusion de M. Gibelin. Au VIII<sup>e</sup> congrès, celui-ci avait préconisé le repli sur l'activité syndicale. Aussi, il ne venait plus aux réunions du comité central mais participait aux tentatives de relance de *L'Unité syndicale*<sup>89</sup> et avait des responsabilités à FO. A ce titre, et comme d'autres cadres de la confédération, le conseil central des syndicats soviétiques lui propose un voyage en URSS. M. Gibelin accepte sans demander l'autorisation du bureau politique et siègera à la tribune officielle lors du défilé du 1<sup>er</sup> mai 1953 à Moscou<sup>90</sup>. C'est un acte d'indiscipline. Selon M. Lequenne, lors du comité central des 2 et 3 mai 1953, P. Lambert prévient que M. Gibelin signera une déclaration en URSS. Pour que ce dernier n'engage pas le PCI, il obtient le vote d'un texte de précaution. En fait, après la réunion du comité central, *La Vérité* publie le message suivant :

« Le comité central des 2 et 3 mai a prononcé l'exclusion du parti de GM [Gibelin-Marin], pour actes contraires à l'honneur d'un militant et à la moralité prolétarienne »<sup>91</sup>.

Ce communiqué succinct laisse supposer que M. Gibelin a commis une grave malversation. Comme ce dernier ne fait pas appel, le comité central des 27-28 juin 1953

---

<sup>86</sup> « Statuts de l'OCI », *Supplément à La Vérité* n°543, avril 1969, p. 49-56.

<sup>87</sup> « Projet Lambert », *op. cit.*, p. 1.

<sup>88</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Projet de résolution d'organisation », mai 1953, 4 p.

<sup>89</sup> Entretien avec M. Lequenne du 25 janvier 2006.

<sup>90</sup> M. Gibelin donne ses impressions de voyage sous le titre « Je viens de séjourner en URSS » dans le quotidien *Combat* du 9 au 14 juillet 1953.

<sup>91</sup> « La vie du parti », *La Vérité*, n°314, 8 mai 1953.

confirme l'exclusion<sup>92</sup>. Pourquoi cette éviction ? Plus tard, M. Lequenne répondra que les activités à FO de M. Gibelin gênaient les manœuvres de P. Lambert<sup>93</sup>. Nous expliquerons plutôt cette exclusion par la volonté de ce dernier de faire respecter la discipline.

Le Mouvement révolutionnaire de la jeunesse (MRJ) pose problème au PCI majoritaire car il périclité en raison de son manque de cadres. Comme l'organisation adulte ne peut pas lui fournir l'appui dont il a besoin<sup>94</sup>, le bureau politique prend une décision douloureuse : programmer la dissolution du MRJ pour l'automne<sup>95</sup>. Ses militants les plus motivés se consacreront désormais au parti, ce qui permet la création d'une nouvelle cellule Téléphonie et le renforcement des unités existantes. Le MRJ devait procurer un recrutement régulier au PCI majoritaire, sa disparition isole ce dernier de la jeunesse travailleuse. Cela explique en partie ses difficultés à attirer de nouveaux membres, il ne gagnera qu'épisodiquement quelques militants adultes.

Surtout, le bureau politique proclame sa volonté de gérer avec rigueur le budget de l'organisation<sup>96</sup>. En particulier, il entreprend de supprimer le déficit chronique en agissant à la fois sur les recettes et les dépenses. Ainsi pour ces dernières, il supprime un poste de permanent<sup>97</sup> et, comme nous l'avons vu, il cesse de subventionner le MRJ. Pour les rentrées d'argent, nous allons les présenter avant d'examiner l'action de la nouvelle direction.

Le PCI majoritaire dirige la Société de presse, d'édition et de librairie (SPEL) qui publie *La Vérité* et sert de librairie mais ces activités ne rapportent rien et *La Vérité* est toujours déficitaire<sup>98</sup>. Les dons des sympathisants constituent habituellement une meilleure source de financement mais, en raison de la scission, les versements se font plus rares. La seule ressource extérieure conséquente du PCI majoritaire provient d'une petite entreprise de matériel électrique qu'il possède. P. Lambert en contrôle le fonctionnement et seuls les dirigeants du PCI majoritaire en connaissent l'existence<sup>99</sup>.

En fait, les cotisations de ses membres constituent la principale recette du parti. Chacun paie sa carte annuelle – au montant fixé par la direction – et effectue un versement mensuel nommé phalange. Cette somme aurait dû dépendre des revenus des militants mais en fait

<sup>92</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Supplément au n° 321 de *La Vérité* », 1<sup>er</sup> octobre 1953, p. V.

<sup>93</sup> Entretien avec M. Lequenne dans HENTZGEN J., *Agir...*, *op. cit.*, p. 169-170 et avec K. Landais p. 10.

<sup>94</sup> CERMTRI, PCI 1952, « Compte rendu du comité central des 27 et 28 septembre 1952 », p. 5.

<sup>95</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Travail jeune », 5-6 juin 1953.

<sup>96</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Projet de résolution d'organisation », mai 1953, 4 p.

<sup>97</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Contre-offensive ouvrière », mai 1953, p. 5-6.

<sup>98</sup> HENTZGEN J., *Agir...*, *op. cit.*, p. 165-166.

<sup>99</sup> *Ibid.*

ceux-ci versent de manière plus ou moins régulière une somme à peu près identique, ce qui favorise les membres de l'organisation les mieux rémunérés. Le bureau politique agit pour plus de justice et d'efficacité. D'abord, il oblige les militants dont les revenus dépassent 40 000 francs par mois à verser une contribution exceptionnelle. Surtout, il impose une hausse de toutes les phalanges de 10% et réforme leur mode de calcul. Une commission est chargée d'examiner les versements de chaque militant et d'établir un barème pour rendre les phalanges proportionnelles aux revenus. Le bureau politique l'autorise à convoquer individuellement les membres du PCI qui ne paraissent pas respecter les nouvelles consignes<sup>100</sup>. Les mesures édictées par le comité central au printemps 1953 ne semblent pas avoir suscité de résistance même si les militants éprouvent des difficultés à satisfaire ces exigences financières. Cela s'explique aisément : en 1946, ils devaient régler chaque mois une cotisation mensuelle de 20 francs<sup>101</sup> et une phalange équivalant à une journée de salaire<sup>102</sup>. En 1953, malgré le nouveau barème, le versement de la phalange s'avère douloureux : F. de Massot et M. Lequenne l'estiment approximativement à un dixième de leur salaire de l'époque<sup>103</sup>.

Les militants peinent d'autant plus à verser régulièrement cette cotisation que d'autres dépenses s'y ajoutent. Ainsi, chaque adhérent paye son exemplaire du bulletin intérieur. De plus, la direction lance périodiquement des souscriptions obligatoires comme elle le fait lors de la campagne de solidarité avec les trotskystes boliviens en mars 1954. Au niveau national, elle fixe alors à 100 000 francs le montant à recueillir. A cette occasion, la direction reconnaît le niveau élevé des phalanges mais juge cette campagne indispensable. Elle attribue à chaque cellule une somme à collecter correspondant approximativement à 1 000 francs par militant<sup>104</sup>. Enfin, signalons l'existence d'un fonds de solidarité né à la suite de la grève Renault du 12 février 1952. La Régie Renault avait licencié six trotskystes qui s'étaient retrouvés au chômage et sans ressources. Pour alimenter régulièrement ce fonds de solidarité, le comité central a décidé une collecte mensuelle de 100 francs par adhérent<sup>105</sup>. Les militants rechignent à ce nouveau prélèvement : la direction doit effectuer des relances régulières pour recevoir les sommes dues. Ainsi, en 1954, elle constatera que la collecte du fonds de solidarité

---

<sup>100</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Contre-offensive ouvrière », mai 1953, p. 5-6.

<sup>101</sup> Un élément de comparaison : *La Vérité* coûte alors 2 francs.

<sup>102</sup> CERMTRI, PCI 1946, « Thèses politiques... », *op. cit.*, p. 9-24.

<sup>103</sup> Entretien avec F. de Massot et M. Lequenne dans HENTZGEN J., *Agir...*, *op. cit.*, p. 178 et p. 165.

<sup>104</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Note Politique et d'Organisation n°4 1954 », février 1954, p. 5.

<sup>105</sup> CERMTRI, PCI 1952, « Compte rendu du comité central des 27 et 28 septembre 1952 », p. 7-8.

ne s'effectue plus ou très mal. La direction décidera de réactiver cette collecte à partir du 1<sup>er</sup> novembre<sup>106</sup>.

Malgré ces réticences, la direction ne cède pas et rappelle inlassablement aux membres du parti la nécessité de ces prélèvements. Quand certaines cellules ne paient pas ou mal les bulletins intérieurs reçus, la direction menace de ne plus en fournir à celles qui ne règlent pas leurs bulletins dans un délai d'un mois<sup>107</sup>. Le comité central adopte une mesure similaire en décembre 1954 : il décide ne pas donner la carte du parti pour 1955 aux militants dont le retard de paiement des phalanges excède 3 mois<sup>108</sup>. La direction se permet même de convoquer les adhérents au réveillon de *La Vérité*, organisé chaque année. Comme le 31 décembre 1953, il y a de nombreux absents, le bureau politique tance ceux-ci et leur fixe une amende<sup>109</sup>.

Les mesures organisationnelles adoptées au printemps 1953 nous paraissent importantes car elles perdureront : il ne s'agit pas de mesures de circonstance abandonnées peu de temps après. P. Lambert les a impulsées et elles découlent de la manière dont il conçoit la bonne marche d'un parti trotskyste<sup>110</sup>. Au cours des années suivantes, l'organisation lambertiste conservera cette volonté d'un fonctionnement rigoureux même s'il nécessite un contrôle pointilleux des tâches et des ressources de chaque militant. Elle ne cessera pas d'évoquer dans ses textes internes la discipline, l'exécution des tâches techniques, le paiement des phalanges... Pour le courant lambertiste, le militant doit s'adapter à l'organisation et non l'inverse.

## L'échec des CRC

Si la nouvelle direction affirme la nécessité de modifier le fonctionnement du PCI, par contre elle déclare vouloir continuer le travail avec A. Marty. Les documents internes du PCI majoritaire d'avril-mai 1953 mentionnent l'importance de cette activité<sup>111</sup>. Comme l'ancien dirigeant communiste demeure député, P. Lambert lui fournit un secrétaire parlementaire en la personne de Daniel Lafièvre, fils d'Henri et militant syndical comme lui. Le dirigeant du PCI

---

<sup>106</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Note politique et d'organisation n°6 - 1954 », 20 octobre 1954 et « Circulaire administrative à tous les militants », 16 novembre 1954.

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> CERMTRI, PCI 1955, « Bulletin intérieur n°1 - 1955 », p. 9.

<sup>109</sup> « Note politique et d'organisation n°1 1954 », *op. cit.*, p. 1.

<sup>110</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Projet Lambert », avril 1953, 6 p.

<sup>111</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Projet de résolution d'organisation », *op. cit.*, p. 1-2 et une allusion dans l'article « Quelle est la ligne du PCF ? », *La Vérité*, n° 315, 22 mai 1953.

cherche aussi un éditeur pour le livre qu'André Marty prépare. Certes, le comité central reconnaît que le travail de construction des Comités de redressement communiste (CRC) effraye bien des majoritaires. Pourtant, selon lui, il suffit de convaincre un membre du PCF mécontent ou récemment exclu pour enclencher la construction d'un tel organisme<sup>112</sup>. Mais, malgré ce volontarisme, le travail avec des oppositionnels communistes produit peu de résultats car de nouveaux obstacles s'ajoutent à ceux évoqués au chapitre précédent.

D'abord, P. Lambert manifeste moins de patience envers A. Marty que M. Bleibtreu. Le premier presse l'ancien responsable des cadres du PCF d'en révéler les secrets<sup>113</sup>. A. Marty refuse car il espère toujours être réintégré au parti. A partir de juin 1953, il commence même une négociation secrète avec les dirigeants communistes<sup>114</sup>. De plus, la collaboration avec l'ancien dirigeant est gênée par les indicateurs et provocateurs qui rôdent autour de lui. Ainsi, il accorde sa confiance à Claude Lavezzi, l'animateur du CRC de Caen dont il a connu le père. En fait, il s'agit d'un agent provocateur lié aux réseaux anti-communistes d'Henri Barbé et Georges Albertini ainsi qu'à la police<sup>115</sup>. En juillet 1953, C. Lavezzi publie des lettres de l'ancien dirigeant afin de compromettre son éventuelle réintégration au PCF. Cette affaire affecte profondément A. Marty<sup>116</sup>. En conséquence, les liens entre les trotskystes majoritaires et ce dernier se distendent : il n'est plus question des Comités de redressement communiste dans les documents internes du PCI majoritaire. Pendant les grèves d'août 1953, P. Lambert propose à l'ancien dirigeant d'intervenir au cours du meeting que les trotskystes majoritaires vont tenir devant les usines Renault<sup>117</sup>. A. Marty refuse<sup>118</sup>. Le mois suivant, ce dernier reproche aux majoritaires d'avoir commis une grave négligence dans la gestion de la boîte postale<sup>119</sup>. En octobre 1953, un article de G. Bloch dans *La Vérité* rend hommage à A. Marty mais ne parle plus des CRC<sup>120</sup>. En 1954, selon le témoignage de Raoul, les militants du PCI

---

<sup>112</sup>CERMTRI, PCI 1953, « Projet de résolution d'organisation », mai 1953, 4 p.

<sup>113</sup> Entretien avec Jacques Dupont le 14/11/2008 et avec C. Penetier le 22/2/2006.

<sup>114</sup> « Les revirements de la direction du PCF dans l'affaire André Marty », *Démocratie prolétarienne*, n°17, août-septembre 1953, p. 8.

<sup>115</sup> Sur les agissements des Renseignements généraux dans l'entourage d'A. Marty voir CHARPIER F., *Les RG et le Parti communiste*, Paris, Plon, 2000, p. 79-95.

<sup>116</sup> Entretien avec C. Penetier le 22 février 2006 et « Dossier Lavezzi » dans AM, CHS AM 36.

<sup>117</sup> Ce meeting est évoqué plus loin.

<sup>118</sup> Entretien avec Daniel Lafièvre du 22 février 2006.

<sup>119</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, Lettre d'A. Marty à M. Bleibtreu du 4/9/1953.

<sup>120</sup> « Marty avait raison », *La Vérité*, n° 322, 3 octobre 1953.



espèrent encore un résultat de ce côté car l'ancien mutin écrivait des articles dans *La Vérité* sous le pseudonyme de Vasseur<sup>121</sup>.

La rupture entre les deux hommes survient en novembre 1954 : A. Marty aurait envoyé une lettre à P. Lambert restée sans réponse. A partir de ce moment-là, chacun des protagonistes fournit son explication de la rupture. Ainsi, le premier se plaint auprès de D. Lafière, P. Frank<sup>122</sup> et M. Bleibtreu<sup>123</sup> des carences et des manœuvres du dirigeant majoritaire. Il accuse ce dernier d'avoir cherché à l'isoler et de ne pas l'avoir réellement aidé à publier son livre. M. Bleibtreu partage ce point de vue et attribuera plus tard à R. Berné une part de responsabilité dans les agissements de C. Lavezzi<sup>124</sup>. De même, M. Lequenne expliquera que P. Lambert ne désirait pas continuer le travail avec A. Marty car l'ancien dirigeant du PCF était mal vu de ses contacts anticomunistes dans FO. P. Lambert aurait tout fait pour liquider cette opération<sup>125</sup>. Quant à la direction du PCI majoritaire, elle donnera sa version en février 1955 dans *La Vérité* : elle reprochera à A. Marty de « s'être borné au silence public sur les différends qui l'opposaient à la direction stalinienne »<sup>126</sup>. Nous nous contentons de constater que les divergences entre la direction du PCI majoritaire – devenue avec P. Lambert très antistalinienne – et A. Marty – aspirant à revenir au PCF – étaient trop importantes, elles ne permettaient pas un travail en commun.

### **Le retour de L'Unité syndicale**

Rapidement, le comité central donne à l'activité syndicale la prééminence sur la construction des CRC<sup>127</sup>. En effet, la première constitue toujours pour P. Lambert le meilleur moyen pour intervenir dans la lutte de classe<sup>128</sup>. Cette orientation se concrétise dès juin 1953 par la reparation de *L'Unité syndicale* après une interruption d'un an. Dans son éditorial en première page, M. Joyeux exprime sa satisfaction : « C'est à travers *L'Unité syndicale* que vous crierez aux fossoyeurs trop pressés de l'enterrer : Syndicalisme révolutionnaire pas mort »<sup>129</sup>. Dans cette nouvelle série de *L'Unité syndicale*, les trotskystes majoritaires jouent

<sup>121</sup> P. Broué, « Raoul, militant Trotskyste », *Cahiers Léon Trotsky*, n°56, juin 1995, p. 88.

<sup>122</sup> AM, CHS AM 39, Lettres d'A. Marty à D. Lafière du 19/11/1954 et à P. Frank du 15/5/1955.

<sup>123</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, Lettres d'A. Marty à M. Bleibtreu du 4/9/1953 et du 22/1/1955.

<sup>124</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4 (souvenirs rédigés en 1977).

<sup>125</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 274.

<sup>126</sup> « Secchia », *La Vérité*, n° 349, 11 février 1955 et entretien avec Claude Pannetier du 22/2/2006..

<sup>127</sup> « La situation dans la classe ouvrière 22 avril 1953 », *Cahiers du Cermtri*, n°49, juin 1988, p. 3.

<sup>128</sup> CERMTRI, PCI 1953, « Projet Lambert », avril 1953, 6 p.

<sup>129</sup> «Un an déjà ! », n°3, juin 1953.

un rôle prépondérant : ils écrivent la grande majorité des articles<sup>130</sup> tandis que R. Chéramy gère le journal. Cette situation s'explique en partie par une plus faible participation des anarcho-syndicalistes : ces militants se préoccupent alors davantage de la crise que traverse la Fédération anarchiste (FA). Une nouvelle équipe, autour de Georges Fontenis, vient d'en prendre la direction et souhaite la transformer en vraie organisation politique, structurée et active dans la lutte des classes. Cette orientation provoque des débats internes qui aboutissent au départ ou à l'exclusion des opposants – dont M. Joyeux. Restés maîtres de la FA, G. Fontenis et ses partisans changent le nom de l'organisation au cours de l'année 1953. Ainsi naît la Fédération communiste libertaire (FCL)<sup>131</sup>.

Malgré une moindre participation des anarcho-syndicalistes, *L'Unité syndicale* paraît à peu près régulièrement tous les deux mois. Comme les majoritaires, le journal constate une évolution de la CGT : sous l'égide de B. Frachon, la confédération met fin aux mobilisations exclusivement politiques et propose des actions communes aux autres syndicats au niveau de l'entreprise ou de la fédération. Les trotskystes majoritaires décident d'appuyer cette ligne de front unique partiel et d'aller plus loin : en prônant des accords au sommet entre les confédérations syndicales. La CGT tient son congrès national les 7 et 8 juin 1953. Dans ses commentaires, *La Vérité* approuve sa nouvelle ligne mais regrette une nouvelle fois l'absence de propositions unitaires aux autres confédérations<sup>132</sup>. Le PCI espère toujours jeter le trouble chez certains militants communistes plus attirés par l'unité d'action des travailleurs que par le Front national uni prôné par la direction du PCF<sup>133</sup>. Aussi, il appelle ses cellules à se mobiliser et à travailler dans ce sens<sup>134</sup>. Pour les majoritaires et *L'Unité syndicale*, cette orientation de la CGT contribue à une remontée de la combativité ouvrière<sup>135</sup>. Selon eux, elle a commencé avec le mouvement des postiers en décembre 1952 - janvier 1953 puis continue ensuite avec le retour d'actions revendicatives dans le métro et dans le secteur privé – ainsi à la Régie Renault<sup>136</sup>.

Surtout, *L'Unité syndicale* se félicite d'un regain d'activité des syndicats dans la fonction publique. Le journal l'attribue en partie aux projets gouvernementaux visant à restreindre les

<sup>130</sup> Dans les numéros de juin et juillet 1953 ils signent 15 articles sur 20.

<sup>131</sup> JOYEUX M., *Sous les plis...*, op. cit., p. 134-138 et PATTIEU Sylvain, *Les camarades des frères*, Paris, Syllepse, 2002, p. 48-49.

<sup>132</sup> « Plus de luttes éparses », *La Vérité*, n° 317, 26 juin 1953.

<sup>133</sup> Il s'agit de rassembler tous les patriotes afin de lutter pour l'intérêt national et la paix.

<sup>134</sup> « La situation dans la classe ouvrière 22 avril 1953 », *Cahiers du Cermtri*, n°49, juin 1988, p. 3-8.

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> LEFEVRE Jean, « L'heure de l'unité d'action », *L'Unité syndicale*, n°3, juin 1953.

droits et traitements des fonctionnaires<sup>137</sup>. En particulier, il rend compte de la mobilisation des postiers dans plusieurs articles<sup>138</sup>. Ainsi, le majoritaire G. Mougard exprime leur volonté de ne pas se laisser faire dans un article au titre éloquent « Vers la riposte des travailleurs des PTT »<sup>139</sup>. Le journal constate que les débrayages fréquents provoquent à la base l'union des syndicalistes appartenant aux différentes fédérations – CGT, CFTC, FO et autonomes (FNSEA)<sup>140</sup>. Celles-ci adoptent des programmes revendicatifs similaires mais les postiers majoritaires – surtout C. Margne et G. Mougard – leur reprochent d'en rester là et de ne pas profiter de la combativité des postiers pour lancer davantage d'actions revendicatives<sup>141</sup>. Ces remontrances s'adressent particulièrement à la Fédération syndicaliste (FS) FO qui a refusé de participer à la journée d'action du 27 mai 1953 initiée par les fédérations de postiers CGT, CFTC et autonomes. C. Margne et G. Mougard ne cessent de reprocher à la FS son refus de toute démarche commune avec les cégétistes<sup>142</sup>.

### Une grève exemplaire

L'insistance des majoritaires sur la volonté de lutte des postiers va se révéler prémonitoire. En juin 1953, Joseph Laniel devient président du conseil. Aussi conservateur qu'A. Pinay, il veut continuer la très dispendieuse guerre d'Indochine qui s'éternise. Comme il bénéficie des pouvoirs spéciaux, J. Laniel annonce qu'il va prendre des décrets-lois afin de limiter les dépenses sociales : suppression d'emplois dans la fonction publique, report de l'âge de départ à la retraite des fonctionnaires<sup>143</sup>... Ce projet indigné ces derniers et amène leurs organisations syndicales à réagir. Ainsi, pour lutter contre ces décrets, les fédérations CGT, CFTC et autonomes de la fonction publique appellent à une journée d'action avec débrayages le 4 août.

---

<sup>137</sup> THOMAS, « Administrations centrales », n°4, juillet 1953.

<sup>138</sup> Dans ses numéros 3 et 4 de juin et juillet 1953.

<sup>139</sup> *L'Unité syndicale*, n°3, juin 1953.

<sup>140</sup> GILARD M., « L'unité au PLM », *L'Unité syndicale*, n°4, juillet 1953.

<sup>141</sup> MOUGARD G., « Vers la riposte... », *op. cit.* et MARGNE Charles, « PTT », *L'Unité syndicale*, n°3, juin 1953.

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> Sur la grève d'août aux PTT voir NOEL Jean-François, *Les postiers, la grève et le service public*, F. Maspero, Grenoble, 1977, 198 p., et S. LOTTIER, « La grève d'août 1953 aux PTT » dans *La CGT dans les années 1950*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p. 385-391. Sur les grèves d'août en général voir PIGENET Michel, « Les grèves d'août 1953 Le social sans le politique ? », *Historiens et géographes*, n°358, juillet-août 1997, p. 169-183 et *Retraites Une histoire des régimes spéciaux*, ESF éditeur, Paris, 2008, 96 p. Voir aussi le point de vue militant de Denis COLLIN, « La grève générale d'août 1953 », *La Vérité*, n° 590, 1980, p. 73-94.

Le jour venu, les personnels PTT de Bordeaux outrepassent ces consignes : ils déclenchent une grève illimitée et constituent un comité départemental de grève unitaire, composé de militants CGT, FO, CFTC et autonomes. La section locale FO joue un rôle important dans ces décisions : la grève illimitée est préconisée par son responsable, le facteur-chef Jean Viguié<sup>144</sup>. Ce militant représente parfaitement le courant « syndicaliste » de FO<sup>145</sup>, héritier du syndicalisme révolutionnaire et du mythe de la grève générale<sup>146</sup>. Jean Viguié téléphone le soir même au siège de la Fédération syndicaliste. Soucieuse de sortir de son isolement et de prouver sa combativité aux postiers, celle-ci appelle le lendemain à la grève illimitée aux PTT. Rapidement, la CFTC, les autonomes puis la CGT se rallient à ce mot d'ordre. Ils n'ont guère le choix : la grève s'étend comme une traînée de poudre chez les employés des PTT mais, à la grande surprise des confédérations syndicales, elle gagne aussi rapidement les transports, le reste de la fonction publique puis commence à s'étendre au secteur privé. Même si les fédérations syndicales suivent le mouvement avec retard, à la mi-août la France compte près de quatre millions de grévistes<sup>147</sup>, davantage qu'en 1936.

Le pays se trouve paralysé et le gouvernement impuissant : ses ordres de réquisition ne sont pas obéis. Les grévistes réalisent l'unité d'action à la base. Malgré la division syndicale, ils mettent en place des comités de grève sur leurs lieux de travail avec des syndiqués de toute appartenance et des non-syndiqués. En certains endroits - comme à Nantes<sup>148</sup> ou à Creil - ces comités se fédèrent et constituent des centres de pouvoir. A Paris, les postiers créent un comité de coordination des grévistes avec des représentants des différents syndicats malgré les réticences de FO. Ainsi, le 5 août, lors d'un meeting FO-CFTC-Autonomes, les postiers présents imposent au dirigeant de la Fédération syndicale – Camille Mourguès – la venue à la tribune de Georges Frischmann, son ennemi juré<sup>149</sup>.

Pour les majoritaires, cette grève spontanée constitue « un événement gigantesque »<sup>150</sup>. Elle enthousiasme particulièrement P. Lambert et ses partisans car les grévistes se sont servis

---

<sup>144</sup> Les historiens M. PIGENET., *Les grèves d'août ...*, op. cit., p. 170-171 et J-F. NOEL, *Les postiers...*, op. cit., p. 86-88 l'attestent mais S. LOTTIER, *La grève d'août ...*, op. cit., p. 386-387 minimise le rôle de la section FO. Selon lui, les mesures prises résultent d'un débat entre les membres des différentes organisations.

<sup>145</sup> Voir le premier chapitre.

<sup>146</sup> NOËL J-F., *Les postiers...*, op. cit., p. 86-88.

<sup>147</sup> Ce nombre est indiqué par RIOUX J-P., *La France de la Quatrième République -1. L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Paris, Seuil, 1980, p. 42.

<sup>148</sup> « Nantes, une pointe avancée d'août 1953 », *La Vérité*, n°321, 17 septembre 1953.

<sup>149</sup> NOEL J-F., *Les postiers...*, op. cit., p. 93.

<sup>150</sup> Selon M. Lequenne. Il fait un récit « à chaud » de l'action des majoritaires dans CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre à C. Hanley, 31 août 1953.

de leurs organisations syndicales pour initier ce mouvement social. Ils considèrent que cela valide leur stratégie de priorité à l'action syndicale. En particulier, P. Lambert conseillait aux trotskystes d'agir dans FO et il se trouve que les militants de cette confédération ont joué un rôle important au cours de la grève. De plus, comme nous l'avons vu précédemment, les grévistes ont mené leurs actions de manière unitaire, sans préoccupation partisane. Ces caractéristiques des grèves d'août – rôle important des syndicats, unité des travailleurs dans la lutte – expliquent qu'elles deviennent une référence pour le courant lambertiste. *La Vérité* écrira plus tard :

« La grande grève générale d'août 1953 reste une des étapes marquantes de la lutte des classes en France »<sup>151</sup>.

A la suite du déclenchement des arrêts de travail, les quatre dirigeants majoritaires présents - M. Bleibtreu, P. Lambert, S. Just et M. Lequenne<sup>152</sup> - suspendent d'un commun accord leur vive discussion sur l'évolution de la bureaucratie russe<sup>153</sup>. M. Lequenne revient diriger la rédaction de *La Vérité* tandis que les militants majoritaires se mobilisent et mènent un travail acharné. Malgré leur faible nombre, ils distribuent 50 000 tracts en quelques jours tandis que deux numéros de *La Vérité* paraissent en urgence<sup>154</sup>. Ces textes appellent les travailleurs à coordonner les comités de grève localement puis nationalement. *La Vérité* reproche aux dirigeants syndicaux de reconduire le mouvement de jour en jour au lieu d'appeler à la grève illimitée. Selon le journal :

« Les masses en lutte ont secoué leurs directions, les obligeant à s'engager dans le combat. Mais, et c'est un facteur essentiel de la grève générale, les directions ne dirigent pas ! Elles s'adaptent, elles suivent ! Elles laissent la grève générale morcelée en grèves corporatives de durée variable »<sup>155</sup>.

Pour le journal trotskyste, les dirigeants syndicaux empêchent l'extension du mouvement au secteur privé et en particulier à la métallurgie. Chez Renault, les majoritaires reprochent à la CGT de cloisonner l'action revendicative département par département. Ils organisent un meeting le 19 août sur la place Nationale à Billancourt pour appeler les ouvriers à imiter les fonctionnaires<sup>156</sup>. Surtout, le bureau politique du PCI pose la question du pouvoir dans une

---

<sup>151</sup> COLLIN D., « La grève... », *op. cit.*, p. 73.

<sup>152</sup> AL, Lettres de M. Lequenne à R. Carlton du 18 mars 1954, p. 3.

<sup>153</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, 2 p.

<sup>154</sup> Les numéros 318 et 319 des 13 et 22 août 1953.

<sup>155</sup> « Vive la grève générale », *La Vérité*, n° 318, 13 août 1953.

<sup>156</sup> « Projet de résolution politique sur la situation et les tâches », reproduit dans *Cahiers du Cermtri*, n°49, *op. cit.*, p.13.

lettre ouverte aux organisations ouvrières, diffusée par tracts et publiée dans *La Vérité*<sup>157</sup>. Ce texte appelle à la démission de J. Laniel et à la constitution d'un gouvernement des organisations syndicales et politiques des travailleurs (PC, SFIO, CGT, FO). Mais la SFIO et le PCF restent sourds à ces appels : ils se contentent de demander la convocation du parlement ce que le président de l'assemblée, Edouard Herriot, refuse. De leur côté, les confédérations syndicales demeurent divisées et ne mettent pas en place un comité national de grève. La CGT ne prend pas d'initiatives d'envergure<sup>158</sup> tandis que la CFTC et FO commencent des négociations discrètes avec le gouvernement. Celles-ci aboutissent à un accord : le gouvernement abandonne son projet et les deux confédérations appellent à la reprise du travail le 21 août, la CGT quelques jours plus tard.

Les grévistes ont obtenu certains résultats : l'abandon des décrets-lois, la revalorisation des traitements et carrières... Mais, ils désiraient bien plus : une transformation sensible de leur sort et l'accession à une vie meilleure<sup>159</sup>. En conséquence, de nombreux militants syndicaux expriment leur déception<sup>160</sup>. Une preuve de ce malaise : à la différence de 1936 aucun flux d'adhésion ne vient renforcer et régénérer les organisations syndicales<sup>161</sup>. A l'issue des grèves d'août, le monde du travail se détache un peu plus de la IV<sup>e</sup> République<sup>162</sup>.

Par contre, les dirigeants majoritaires considèrent que leur organisation a bien réagi lors de ce conflit social et a gagné de l'influence parmi les travailleurs. Pour eux, la fin prématurée du mouvement s'explique seulement par l'action des « appareils ». Nous devons expliciter ce terme, fréquemment utilisé par le courant lambertiste. Selon son principal dirigeant :

« L'appareil d'un parti [ou d'un syndicat], ce sont les responsables à tous les échelons qui assurent l'encadrement des militants »<sup>163</sup>.

Pour lui, les membres des appareils exercent des responsabilités de délégués, conseillers municipaux, députés ou autres mais ils possèdent une caractéristique commune : ils sont appointés grâce à la direction de leur organisation<sup>164</sup>. Les responsables du PCI majoritaire les accusent de vouloir perpétuer le système social en place. Pour cela, les appareils maintiennent la division des forces ouvrières depuis 1947 : FO et la SFIO d'une part, la CGT et le PCF de

---

<sup>157</sup> *La Vérité*, n° 318, 13 août 1953.

<sup>158</sup> PIGENET M., *op. cit.*, p. 181-182.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 129.

<sup>160</sup> *Ibid.*

<sup>161</sup> PIGENET M., *Les grèves...*, *op. cit.*, p. 183.

<sup>162</sup> RIOUX J-P., *La France...*, *op. cit.*, p. 44.

<sup>163</sup> « PCF et appareil », *La Vérité*, n°419, 20 juillet 1956.

<sup>164</sup> « Action générale pour la paix », *La Vérité*, n°422, 14 septembre 1956.

l'autre, refusent tout dialogue au sommet car ils savent qu'ils seraient débordés par la dynamique unitaire comme lors des grèves du Front populaire. Les responsables majoritaires résumant ainsi le mouvement social d'août : il se développe d'abord malgré les confédérations car les travailleurs parviennent à mener des combats autonomes ; ensuite les centrales syndicales reprennent la main et mettent fin aux arrêts de travail.

Par ailleurs, les majoritaires jugent sévèrement les membres de l'autre PCI. Ces derniers n'ont critiqué que timidement la CGT et le PCF pendant la grève<sup>165</sup>. Surtout, ils distribuent le 3 septembre un tract chez Renault<sup>166</sup> où ils se démarquent des majoritaires et les dénoncent comme des agitateurs désordonnés (D. Renard et H. Baratier sont cités). Ce tract renforce « l'anti-pablisme » des majoritaires et sera souvent évoqué par ces derniers. Comme le PCI minoritaire<sup>167</sup>, les majoritaires reconnaissent la responsabilité de FO et de la CFTC dans la reprise prématurée du travail mais avec des nuances. Ainsi, R. Dumont marque sa sympathie pour les minoritaires de ces deux centrales qui désapprouvent leurs directions<sup>168</sup>. Quand *La Vérité* rend compte de la réunion du comité national FO de septembre 1953, l'auteur de l'article se félicite de l'attitude de la minorité « qui a vigoureusement condamné l'action temporisatrice de la direction confédérale et réclamé la tenue d'un congrès extraordinaire »<sup>169</sup>. Pour P. Lambert, la CGT et PCF ont autant œuvré à l'échec du mouvement que les centrales réformistes et les socialistes car ils ne voulaient pas la chute du gouvernement Laniel. Pour prouver cela, il reproduit des propos de G. Frischmann<sup>170</sup>. Par le biais de ces articles, le courant lambertiste marque sa volonté de ne pas diaboliser les réformistes.

## **Le mouvement pour les Assises**

Les dirigeants majoritaires ne tiennent pas compte du désenchantement des travailleurs à la suite du peu de résultats obtenus. Pour ces trotskystes, la grève générale d'août constitue une répétition générale<sup>171</sup>, elle annonce la crise révolutionnaire<sup>172</sup> qu'ils attendent depuis si longtemps. Les travailleurs reprendront bientôt la lutte et comme ceux-ci aspirent à l'unité, les

<sup>165</sup> Par exemple article de L. Périer dans *La vérité des travailleurs*, n° 13, 1<sup>er</sup> septembre 1953. Voir aussi CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de M. Lequenne à C. Hanley, 31 août 1953, p. 7.

<sup>166</sup> Reproduit dans *Cahiers du Cermtri*, n°49, *op.cit.*, p. 69-70.

<sup>167</sup> PCI, « Note politique n°2 », 12/9/1953 dans *Cahiers du Cermtri*, n°49, *op. cit.*, p. 48-52.

<sup>168</sup> LEQUENNE M., « Laniel sera chassé » et ARTAUD R. (René DUMONT), « Le rôle des centrales réformistes dans la grève », *La Vérité*, n°320, 2 septembre 1953.

<sup>169</sup> « Au comité national de FO », *La Vérité*, n°321, 17 septembre 1953.

<sup>170</sup> LAMBERT P., « La prochaine fois on les aura », n°320, 2 septembre 1953.

<sup>171</sup> FAVRE-BLEIBTREU, « Téhéran-Bonn-Paris », *La Vérité*, n°321, 17 septembre 1953.

<sup>172</sup> Note politique et d'organisation, 15/10/1953 dans *Cahiers du Cermtri*, n°49, *op. cit.*, p. 22.

dirigeants majoritaires optent plus que jamais pour la tactique du front unique, précédemment évoquée. Elle consiste à expliquer aux travailleurs qu'ils doivent imposer aux syndicats et partis ouvriers de lutter ensemble pour satisfaire leurs revendications. Le bureau politique majoritaire préconise cette tactique d'abord dans le domaine syndical. Dès la fin août, il prévoit que la tendance de *L'Unité syndicale* mènera campagne auprès des confédérations afin qu'elles organisent des Assises pour l'unité d'action syndicale<sup>173</sup>. Ces assemblées devraient regrouper les différentes organisations syndicales localement mais aussi nationalement. A ce niveau, les confédérations syndicales devraient mettre au point le front unique puis les actions communes pour continuer et amplifier la grève d'août.

Le bureau politique majoritaire considère le mot d'ordre d'Assises nationales pour l'unité d'action syndicale comme le plus efficace à ce moment là car il paraît difficile aux responsables syndicaux et politiques de le réfuter. Il demande aux militants majoritaires de relier le mot d'ordre des Assises à tous les problèmes de vie syndicale, ce qui devrait permettre de rassembler des syndicalistes d'horizons très divers<sup>174</sup>. Ceux-ci s'apercevront que les directions réformistes et staliniennes refusent la tenue de ces assemblées et le front unique. Le PCI espère ainsi gagner ces militants et constituer avec eux la direction de la future grève générale<sup>175</sup>. Pour que toutes les organisations ouvrières, même minoritaires, participent à ces Assises pour l'unité d'action syndicale le PCI prône la parité de représentation au sein des organismes élus<sup>176</sup>. Ce principe de parité est important. P. Lambert l'avait déjà utilisé les années précédentes : les postes à la direction de *L'Unité* étaient répartis à nombre égal entre les trois tendances. Nous faisons l'hypothèse que P. Lambert s'inspire de la manière dont est composé le bureau confédéral de la CGT. Depuis la Libération, ce bureau compte toujours un nombre égal de membres du PCF et de non-communistes<sup>177</sup>.

Les orientations de la rentrée 1953 se situent dans la continuité de la démarche du dirigeant majoritaire. Ainsi, l'appel au front unique correspond bien à son aspiration à l'unité ouvrière. De plus, cette tactique a été préconisée par Lénine et Trotsky, ce qui permet à P. Lambert d'affirmer sa fidélité envers ces prestigieux dirigeants. Quant au projet d'Assises

---

<sup>173</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de M. Lequenne à C. Hanley, 31 août 1953.

<sup>174</sup> Note politique et d'organisation, 15/10/1953 dans *Cahiers du Cermtri*, n°49, *op. cit.*, p. 24.

<sup>175</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>176</sup> « Résolution du CC des 19-20 septembre » dans *Cahiers du Cermtri*, n°49, *op. cit.*, p. 20.

<sup>177</sup> BARBERIS R., « La direction nationale de la CGT dans les années 1950 », *La CGT dans les années 1950*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p. 226-227.



nationales, il avait soutenu en 1952 une proposition similaire : la tenue de conférences nationales par corporation qui devaient permettre d'unifier les revendications et de décider des actions à entreprendre<sup>178</sup>. D'ailleurs, les enseignants de l'Ecole Emancipée - particulièrement R. Chéramy<sup>179</sup> - avaient proposé une conférence de la fonction publique refusée par les deux autres tendances de la FEN. Surtout, le mouvement pour les Assises constitue un jalon important de l'histoire du courant lambertiste car il attribue la réalisation de l'unité aux organisations ouvrières – partis mais surtout syndicats. En effet, pour P. Lambert les travailleurs combatifs ne construiront pas à court terme de nouvelles structures politiques ou syndicales car ils préfèrent s'appuyer sur ce qui existe<sup>180</sup>. Ils cherchent d'abord l'aide des organisations traditionnelles car celles-ci « ont cristallisé tous les résultats et acquis de la lutte de classe historique du prolétariat »<sup>181</sup>. Le dirigeant du PCI se réfère à l'exemple de la Libération où, malgré leurs attentes, les trotskystes sont demeurés des marginaux quand le PCF, la CGT et – un peu moins – la SFIO voyaient gonfler leurs effectifs et leurs influences<sup>182</sup>. La démarche des Assises reconnaît implicitement que les confédérations syndicales dirigent la classe ouvrière dans la lutte des classes. Les révolutionnaires ont pour rôle de les interpeller et de les sommer de préparer les assemblées indispensables pour mobiliser les travailleurs. Donc, les trotskystes peuvent seulement lutter contre les appareils à l'intérieur des syndicats, ils ne peuvent pas mener d'actions autonomes<sup>183</sup>.

Cette attitude, spécifique au courant lambertiste, perdurera et donnera naissance en 1965 à la stratégie du front unique ouvrier<sup>184</sup>. Pour l'heure, elle suscite les critiques de M. Bleibtreu et M. Lequenne. Au cours des grèves d'août, ces dirigeants ont préconisé une démarche plus volontariste, caractérisée par l'organisation de manifestations de rue ou des meetings de masse. P. Lambert et les autres membres du bureau politique ont rejeté ces suggestions et le PCI majoritaire a privilégié l'activité dans les syndicats. En conséquence, il n'a préparé que le meeting à la Régie Renault, évoqué précédemment. Mais M. Bleibtreu demeure partisan d'une démarche plus politique, en priorité vers le PCF qu'il défend dans *La Vérité*<sup>185</sup>.

---

<sup>178</sup> « Les conférences nationales », *La Vérité*, n°304, 4 décembre 1952.

<sup>179</sup> LEROI P., « Hésitations et ripostes »

<sup>180</sup> CERMTRI, PCI 1955, Bulletin intérieur n° 6-1955, p. 14-16.

<sup>181</sup> *Quelques enseignements...*, *op. cit.*, p. 60.

<sup>182</sup> *Ibid.*

<sup>183</sup> WEBER Henri, *Qu'est-ce que l'AJS ?*, Paris, Maspero, 1971, p. 51-68.

<sup>184</sup> « Editorial », *La Vérité*, n°529, juin 1965, p. 12-13.

<sup>185</sup> *La Vérité*, n°320, 2 septembre 1953.

Le comité central des 19 et 20 septembre 1953 a pour but de préparer le parti aux luttes à venir. Pour cela, le bureau politique a invité des militants particulièrement actifs durant les grèves, qu'ils soient ou non membres du parti<sup>186</sup> - comme A. Hébert. Le comité central approuve les orientations du bureau politique et la démarche des Assises. M. Bleibtreu se résout à la priorité donnée à l'unité syndicale<sup>187</sup>. Le 5 octobre 1953, *L'Unité syndicale* rend public l'appel aux directions syndicales à organiser des Assises nationales pour l'unité. Ce texte s'adresse aux syndicalistes de toutes appartenances mais parmi les premiers signataires n'apparaissent que des membres du PCI majoritaires ou leurs alliés habituels – comme M. Joyeux ou A. Hébert. Dans chaque numéro de *La Vérité*, la page ouvrière participe à cette campagne. Citons deux titres d'articles : « Un pas vers de prochaines victoires : la conférence nationale pour l'Unité syndicale »<sup>188</sup> et « Les travailleurs veulent des Assises nationales pour l'unité d'action syndicale »<sup>189</sup>.

Précédemment, nous avons mentionné comment depuis 1948 P. Lambert préparait de manière minutieuse des assemblées ouvrières. A l'automne 1953, il a un rôle plus important : avec le mouvement pour les Assises, il pilote pour la première fois une campagne du PCI. Nous savons qu'il s'y consacre tout entier<sup>190</sup>. Comme le courant lambertiste mènera de multiples campagnes de façon analogue à celle des Assises, nous allons en décrire les mécanismes.

Dès le lancement de la campagne, la direction du PCI majoritaire presse chaque militant de proposer aux structures syndicales qu'il cotoie de soutenir l'appel de *L'Unité syndicale* et de participer à une conférence fixée au 13 décembre. Cette assemblée vise à réunir ceux qui veulent imposer aux confédérations la tenue des Assises<sup>191</sup>. De plus, le comité central demande à tous les majoritaires de mettre en place des structures « unitaires » dans leurs milieux d'interventions, si elles n'existent pas encore. Il s'agit de comités dont les membres se contentent d'être d'accord sur les thèmes chers à P. Lambert de démocratie et d'unité. Pour celui-ci, constituer un comité de travailleurs constitue un progrès car cela contribue à l'organisation de la « classe ». Rappelons qu'en 1951 la conférence de *L'Unité* préconisait

---

<sup>186</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de M. Lequenne à C. Hanley, 31 août 1953, p. 7.

<sup>187</sup> AL, « Conception léniniste du Parti ou regroupement d'activistes syndicalistes ? », mai 1954, p. 8.

<sup>188</sup> N°321 du 17 septembre 1953.

<sup>189</sup> N°323 du 23 octobre 1953.

<sup>190</sup> CERMTRI, PCI 1953, Lettre de G. Bloch au bureau politique, 3 septembre 1953, p. 1.

<sup>191</sup> « Résolution du CC des 19 et 20/9/1953 » dans *Cahiers du Cermtri*, n°49, *op. cit.*, p. 21.

déjà des comités de liaison sur les mêmes thèmes. A l'automne 1953, les majoritaires baptisent fréquemment ces organismes unitaires « Comités d'unité d'action » (CUA). Ils préconisent de les fédérer par localité ou par industrie afin de constituer des CUA à différents échelons. Surtout, les majoritaires insistent sur la représentation paritaire des organisations syndicales en leur sein, ceci afin de respecter la diversité des opinions ouvrières. Cela les amène à dénoncer les CUA créés à ce moment là par la CGT. Les majoritaires jugent qu'ils n'ont d'unitaires que le nom car cette confédération les contrôle très étroitement<sup>192</sup>.

Quelles sont les structures unitaires animées par les majoritaires et leurs alliés syndicalistes ? Nous n'avons identifié que les plus notables<sup>193</sup> :

Nom	Précision éventuelle sur le lieu d'intervention	Organe éventuel	Animateurs
Comité de liaison des métaux		<i>Bulletin du comité de liaison des métaux</i> puis <i>Le métallo unitaire</i>	J. Lefèvre Jean Gouttefangeas
Comité de liaison des fonctionnaires pour l'unité et la démocratie syndicale			R. Dumont T. Dejean P. Bossut H. Lafièvre
Comité de liaison des postiers pour l'unité et la démocratie syndicale		<i>Tribune libre des PTT</i>	G. Mougard C. Margne H. Lafièvre
Comité des travailleurs de l'Association ouvrière des instruments de précision (AOIP)	Entreprise métallurgique située à Paris XIIIe	<i>Unité d'action</i>	Fernand Lange
Comité d'initiative Renault pour les Assises nationales de l'unité syndicale	Régie Renault	<i>Confrontation et action</i>	H. Baratier D. Renard
Comité des cheminots de Saint-Denis		<i>Tribune libre des cheminots</i>	J. Maertens L. Favrot
Employés amis de <i>L'Unité syndicale</i>		<i>Bulletin de discussion des employés</i>	L. Eemans
Comité d'unité d'action des cheminots de Caen			Devouges

<sup>192</sup> MOUGARD G., « Les comités et l'unité d'action », *La Vérité*, n°322, 2 octobre 1953.

<sup>193</sup> Selon le dossier « Tracts syndicaux, tribunes libres » dans CERMTRI, PCI 1953, et *L'Unité syndicale*, n°5 à 19, d'octobre 1953 à avril 1955.

Nom	Précision éventuelle sur le lieu d'intervention	Organe éventuel	Animateurs
Comité d'unité d'action Krieg et Ziwy	Entreprise métallurgique située à Montrouge		?
	Dépôts RATP de Championnet, Vaugirard et Choisy	<i>Tribune libre de la RATP</i>	S. Just
Comité nantais pour des Assises nationales d'unité d'action		<i>Unité d'action à Saint-Nazaire</i>	G. Nouvel

Notons le nombre modeste de ces structures unitaires et l'appartenance de leurs animateurs – sauf Devouges – au PCI majoritaire. De plus, plusieurs d'entre elles correspondent à des lieux d'interventions antérieurs de ce parti (Régie Renault, RATP...). La campagne des Assises semble avoir suscité peu de comités nouveaux, comme ceux des cheminots de Caen ou des métallurgistes de Krieg et Ziwy. Il faut noter que les syndicalistes concernés relèvent de professions à statut, à l'exception d'une minorité de métallurgistes. Signalons aussi l'absence de structures de ce type dans l'enseignement car l'École émancipée en tient lieu et agit en concertation avec *L'Unité syndicale*. Ainsi, R. Chéramy, M. Valière et H. Féraud signent l'appel aux Assises<sup>194</sup>. En novembre 1953, l'École émancipée obtient enfin du congrès de la FEN le vote d'une motion favorable à une conférence de la fonction publique<sup>195</sup>.

L'activité principale de ces comités consiste à rédiger des résolutions préconisant la mise en place des Assises et de les faire voter par le maximum de travailleurs. Ensuite, ils les portent aux instances syndicales et réclament leur mise en œuvre. Enfin, ils rédigent sous forme de tracts des comptes rendus de ces délégations. P. Lambert fixe la consigne : « Nous devons mener le travail comme une campagne en frappant inlassablement sur le même clou »<sup>196</sup>.

Le comité de liaison des postiers est particulièrement actif. Il compte huit membres, dont deux membres de la CGT, de la CFTC, de FO et des autonomes<sup>197</sup>. G. Mougard - cégétiste - appartient à cet organisme qui publie une *Tribune libre des PTT* imprimée de 4 pages. De

<sup>194</sup> *L'Unité syndicale*, n°7, décembre 1953.

<sup>195</sup> *Ibid.*

<sup>196</sup> CERMTRI, PCI 1954, *Bulletin du comité permanent*, n°1, janvier 1954, p. 14.

<sup>197</sup> CERMTRI, PCI 1953, *Comité de liaison des postiers*, 1/11/1953.

périodicité mensuelle<sup>198</sup>, ce bulletin d'entreprise a une diffusion comprise entre 1000 et 1500 exemplaires<sup>199</sup>. Paraissant le plus souvent sans éditorial, il se veut un lieu de débats en s'inspirant du principe « Ici, point de parias, point de tabous »<sup>200</sup>. En conséquence, *La Tribune* réunit des textes de militants syndicaux – et non de simples postiers – appartenant aux quatre fédérations syndicales, tous partisans de l'unité d'action. Ils veulent contraindre les bureaux fédéraux à la mettre en place et, pour cela, de cesser les exclusives. Ces militants voient une condition à l'unité : la restauration de la démocratie syndicale bafouée par les appareils. Ils préconisent la reconquête du pouvoir dans les syndicats par les militants de base. Plus largement, les rédacteurs aspirent au contrôle de ces organismes par les assemblées de travailleurs afin que celles-ci dirigent effectivement les luttes<sup>201</sup>.

Les autres structures unitaires essaient également de publier périodiquement une feuille. Signalons une évolution : précédemment, le PCI attachait une grande importance à ses journaux d'entreprise. Si *La Vérité Renault* ou *La Vérité Métro* existent toujours, la direction majoritaire donne désormais la priorité aux feuilles syndicales où il n'apparaît pas en tant que tel.

Une campagne du courant lambertiste se conclut généralement par une assemblée ouvrière ; celle des Assises aboutit à la conférence du 13 décembre 1953. Les membres des structures unitaires précédemment citées y participent avec les travailleurs qu'ils ont pu convaincre de venir. Ils décident la tenue d'une nouvelle assemblée le 14 mars et – en bonne logique lambertiste – la mise en place d'un comité permanent pour continuer la campagne des Assises. Le comité permanent est chargé d'adopter le projet d'adresse aux centrales syndicales pour organiser les Assises puis de le diffuser sous forme de tracts. Sur les six membres de ce comité, quatre appartiennent au PCI majoritaire : R. Chéramy (FEN), R. Dumont (FO), Fernand Lange (CNT) et H. Baratier (FO)<sup>202</sup>. Ils appartiennent à des syndicats différents car, désormais, le PCI majoritaire « accorde la plus grande importance au

---

<sup>198</sup> J-F NOEL a étudié cet organe dans son ouvrage *Les postiers..., op. cit.*, p. 141-143. Il ignorait les liens entre ce périodique et les majoritaires.

<sup>199</sup> CERMTRI, PCI 1954, BI, juin 1954, p. 1.

<sup>200</sup> *La Tribune libre des PTT*, n°3, nov-déc 1953.

<sup>201</sup> Ainsi C. MARGNE, « Réapprentissage de la démocratie », *La Tribune libre des PTT*, n°4, 26/12/ 1954.

<sup>202</sup> « Lettre du comité permanent pour les Assises nationales pour l'unité d'action syndicale », *La Vérité*, n°330, 19 février 1954.

travail de tendance dans chaque centrale »<sup>203</sup>. Nous avons déjà signalé cette évolution : avant la scission, le travail dans la CGT était très prioritaire<sup>204</sup>.

### Les déceptions de l'automne 1953

Pour *La Vérité*, la réunion du 13 décembre a été un succès<sup>205</sup> mais une note interne nuance ce jugement<sup>206</sup>. *L'Unité syndicale* reconnaît un nombre relativement réduit de participants : 120<sup>207</sup>, deux fois moins que lors de la dernière conférence de *L'Unité*. D'ailleurs, son intitulé avait changé : la conférence nationale était devenue une simple journée d'études. Malgré les efforts des majoritaires, la campagne a peu d'impact et surtout, elle n'a aucun effet sur les confédérations ouvrières. Entre la CGT et FO, l'animosité datant de la scission a un peu diminué mais elles refusent toujours de se concerter. Ainsi, suite à la grève d'août une conférence d'Unité des PTT se tient en septembre. La Fédération postale CGT (FP-CGT) a piloté la préparation de la conférence de telle manière qu'elle ne rassemble que peu de délégués autonomes, CFTC ou FO. De plus, cette fédération prend des mesures contre les postiers du PCI : elle destitue Jeannine Weill, syndiquée CGT, de la commission exécutive de son syndicat et la menace d'exclusion. Par ailleurs, elle critique violemment Henri Lafivière, un des dirigeants nationaux de la Fédération autonome des PTT (FNSA-PTT)<sup>208</sup>. Dans *La Vérité*, Louis Portes, secrétaire général de la FNSA-PTT, prend la défense de ces militants<sup>209</sup>.

Autre déception pour les majoritaires, l'automne se passe sans mouvement social important. Nous l'expliquons par le désenchantement de bien des grévistes d'août mais aussi par l'attitude du gouvernement. Afin d'éviter de nouvelles grèves, il modifie sa politique sociale. Ainsi, il réévalue le traitement des fonctionnaires et convoque la Commission supérieure des conventions collectives<sup>210</sup>. Quelques jours après la journée d'étude du 13 décembre, les majoritaires reprennent espoir : les postiers des bureaux-gares commencent une grève soutenue par la FP-CGT et la fédération autonome. On appelle bureaux-gares les grands centres de tri situés dans les cinq principales gares parisiennes. Chacun d'entre eux constitue

<sup>203</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Note Politique et d'Organisation n°1 1954 », p. 3.

<sup>204</sup> Voir chapitre III.

<sup>205</sup> « Les assises nationales pour l'unité syndicale », *La Vérité*, n°327, 1<sup>er</sup> janvier 1954

<sup>206</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Note politique et d'organisation n°1 », 1954, 6 janvier 1954, 5 p.

<sup>207</sup> LEFEVRE J., « Au cœur du problème », *L'Unité syndicale*, n°8, janvier 1954.

<sup>208</sup> « Aux PTT la calomnie est mal venue », *La Vérité*, n°321, 17 septembre 1953.

<sup>209</sup> « Il faut en finir avec la calomnie », *La Vérité*, n°325, 20 novembre 1953.

<sup>210</sup> PIGENET M., *op. cit.*, p. 182.

une « petite usine » où les conditions de travail s'avèrent difficiles<sup>211</sup>. Les majoritaires s'enthousiasment pour cette action des postiers<sup>212</sup> mais, à la différence du mois d'août, la grève demeure isolée. Début janvier 1954, les postiers doivent reprendre le travail sans avoir rien obtenu. *La Vérité* en rend responsable les directions syndicales qui n'ont pas voulu généraliser le mouvement<sup>213</sup>. La grève générale ne repart pas et les majoritaires doivent le constater. D'ailleurs, leur organisation a juste un peu augmenté ses effectifs chez les postiers et les fonctionnaires à la suite de ses efforts de l'été et de l'automne 1953. L'ancienne cellule Postiers-fonctionnaires est éclatée en deux cellules distinctes - Postiers et Fonctionnaires<sup>214</sup>.

Les dépenses occasionnées par l'activité du parti pendant les grèves d'août (parution de *La Vérité*, impression de tracts, location de salles de réunions...) déséquilibrent son budget encore fragile. Comme la campagne pour les Assises amène de nouvelles dépenses, la réunion du bureau politique le 6 octobre décrit la situation financière comme « particulièrement critique »<sup>215</sup>. En conséquence, il se résout à demander un nouvel effort aux militants. Il diffuse la liste de ceux qui ont accepté de verser un supplément à leur cotisation normale comme celle des militants en retard de paiement. Il décide aussi une relance du travail vers les sympathisants et le lancement d'une campagne pour améliorer la diffusion de *La Vérité* afin de diminuer le déficit<sup>216</sup>. Enfin, le bureau politique requiert une aide financière à la section suisse. Celle-ci accepte de verser 20 000 francs en octobre 1953 mais elle répond à une nouvelle demande par une critique des méthodes financières de la section française. Vexé, le bureau politique réplique en rappelant que depuis un an la section suisse a peu contribué financièrement à la lutte contre le « pablisme »<sup>217</sup>. Toutes ces mesures paraissent insuffisantes car il reconnaît en janvier 1954 que la situation financière du PCI continue à être extrêmement difficile<sup>218</sup>.

D'autre part, la trêve dans les conflits internes ne dure pas longtemps. Sous l'égide de M. Lequenne, de nouveau rédacteur en chef du journal, *La Vérité* publie des articles de

---

<sup>211</sup> Selon D. Lafièvre.

<sup>212</sup> Le bureau politique du PCI s'investit dans la grève. En conséquence il reporte la réunion à venir du comité central au 23-24 janvier selon CERMTRI, PCI 1954, « Note politique et d'organisation n°1 1954 », 6 janvier 1954, p. 1

<sup>213</sup> MOUGARD G., « Pour une victoire prochaine », n°327, 1<sup>er</sup> janvier 1954.

<sup>214</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Bureau politique du 2 mars 1954 », 20 mars 1954, p. 1.

<sup>215</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Supplément n°205 au 322 de *La Vérité* », 8 octobre 1953, p. 4.

<sup>216</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>217</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de Pia à G. Bloch du 28 septembre 1953, 1 p. et « Au bureau politique de la MAS », 27 novembre 1953, 2 p.

<sup>218</sup> « Note politique et d'organisation n°1 1954 », *op. cit.*, p. 2.

M. Bleibtreu et de ses partisans. Ceux-ci jugent positive la politique menée par Beria et constatent que ses successeurs reviennent au cours stalinien antérieur<sup>219</sup>. Ainsi, Jean Baumgarten – majoritaire, étudiant en sciences politiques – se félicite de l’armistice qui vient de mettre fin à la guerre de Corée. Il attribue cet accord à la Chine mais, selon lui, celle-ci s’est inspirée de la politique de « détente » de Beria<sup>220</sup>. L’approbation de ce dernier relance le débat sur l’évolution de la bureaucratie russe<sup>221</sup>. Le 21 septembre 1953, lors de la réunion du bureau politique, P. Lambert propose de remplacer M. Lequenne par R. Berné à la direction du journal mais il est seul de son avis<sup>222</sup>. En octobre, les cellules Renault et Téléphonie mettent en cause le comité de rédaction pour le retard de parution du journal. Les cellules citées comptent beaucoup de partisans de P. Lambert : G. Bloch, J. Lefèvre, D. Renard, H. Baratier<sup>223</sup>... Dans sa réponse, M. Lequenne attribue le retard aux auteurs<sup>224</sup>. Les heurts entre le comité de rédaction et le bureau politique sur des articles publiés deviennent de plus en plus fréquents. En novembre, *La Vérité* publie un texte de Basile Karlinsky consacré à l’agriculture soviétique<sup>225</sup>. Il reprend l’analyse élaborée avec M. Bleibtreu d’une bureaucratie russe en voie d’éclatement. Dans le numéro suivant, le bureau politique du PCI réfute cet article<sup>226</sup>. Il rappelle la résolution adoptée par le parti : la bureaucratie russe louvoie mais n’éclate pas. De plus, G. Bloch préconise au bureau politique de transformer *La Vérité* en journal d’agitation. M. Lequenne demande, en vain, que cette proposition soit discutée au comité central<sup>227</sup>.

A ces deux sujets de discorde – l’évolution de la bureaucratie russe et *La Vérité* – s’en ajoute bientôt un troisième : le mouvement pour les Assises. M. Bleibtreu et M. Lequenne ont accepté le mot d’ordre des Assises mais ils reprochent ensuite à P. Lambert de cantonner le

---

<sup>219</sup> Citons BLEIBTREU M., « Discours Malenkov : retour au cours Staline », *La Vérité*, n°319, 22 août 1953.

<sup>220</sup> « La Chine populaire a 4 ans », *La Vérité*, n° 320, 7 septembre 1953.

<sup>221</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 18/3/1954.

<sup>222</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 18 mars 1954, p. 3.

<sup>223</sup> Selon la liste de militants de région parisienne reproduite en annexe 9 dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, op. cit., p. 197.

<sup>224</sup> « Supplément n°205 au 322 de *La Vérité* », op. cit., p. 5-6.

<sup>225</sup> « Koulaks, enrichissez-vous ! », n°325, 6 novembre 1953.

<sup>226</sup> « A propos d’un article sur l’agriculture soviétique », n°326, 4 décembre 1953.

<sup>227</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à Ralph Carlton (C. Hanley) du 8 février 1954, p. 2-3. Dans sa lettre du 10 décembre 1953, C. Hanley a demandé à M. Lequenne pour des raisons de sécurité de lui adresser toute correspondance sous le pseudo de Ralph Carlton.



parti à l'activité syndicale et de ne pas faire de propagande pour un front unique politique<sup>228</sup>. Ils accentueront cette critique par la suite, comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

Un autre différent oppose M. Bleibtreu à R. Berné. Plusieurs années auparavant, M. Mestre l'avait accusé d'être un policier ou un provocateur. Les trotskystes minoritaires reprennent cette accusation après la scission<sup>229</sup>. A un moment inconnu de 1953, N. Wagner-Marescu, un sympathisant d'origine roumaine, est démasqué par un militant<sup>230</sup>. Il espionnait le PCI pour le compte de la DST. A la lecture d'un carnet d'adresses laissé par le Roumain, M. Bleibtreu se persuade que R. Berné est un policier<sup>231</sup>. Au bureau politique, il dénonce ce dernier et obtient la nomination d'une commission de contrôle afin d'éclaircir cette affaire<sup>232</sup>. Le 1<sup>er</sup> décembre 1953, cet organisme présente les résultats de ses investigations. Au vu de ceux-ci, le bureau politique innocent R. Berné et blâme M. Bleibtreu. Cependant cette affaire n'est pas terminée : à la fin de l'année 1953, le bureau politique charge une commission extraordinaire composée de L. Fontanel et H. Baratier d'enquêter à son tour sur ces accusations<sup>233</sup>. M. Lequenne juge à posteriori que M. Bleibtreu a été maladroit de répéter cette calomnie contre R. Berné : il l'a rapproché de P. Lambert<sup>234</sup>.

Ces difficultés et ces discordes n'entament pas la détermination de P. Lambert. Avec l'appui de G. Bloch et R. Berné, il demeure décidé à reprendre la direction de *La Vérité* à M. Lequenne<sup>235</sup>. Par ailleurs, il veut continuer la campagne des Assises malgré le peu de résultats obtenus. Nous faisons l'hypothèse que les succès alors remportés par son parti dans le mouvement trotskyste international le confortent dans ses choix. Mais, pour expliquer ces réussites, nous devons revenir au printemps 1953.

---

<sup>228</sup> AL, « Conception léniniste... », *op. cit.*, p. 1 et 7-8.

<sup>229</sup> M. Lequenne évoque cette accusation dans sa lettre à C. Hanley du 4 avril 1953 (CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B). Pour lui, il s'agit d'une calomnie. Maurice Rajfus, ancien camarade de R. Berné, considère aussi que c'est une calomnie dans son ouvrage *Une enfance laïque et républicaine*, Paris, Manya, 1952, p. 85. Il se demande si elle ne fut pas la cause de sa noyade le 14 juillet 1955 dans la Marne.

<sup>230</sup> Voir l'article « Un provocateur de la DST démasqué », *La Vérité*, n° 323, 23 octobre 1953.

<sup>231</sup> Le récit qui suit s'appuie sur l'entretien avec M. Lequenne en annexe 1 de HENTZGEN J., *Agir...*, *op. cit.*, p. 168-171 ainsi que sur la « Lettre de Bloch et Renard aux membres du CI » avec ses pièces jointes. La lettre et les pièces jointes (dont la résolution du bureau politique) sont reproduites dans CERMTRI, PCI 1954, « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », 21 mai 1954, p.7-14.

<sup>232</sup> FB, F Delta 1902/4/8/2

<sup>233</sup> Le chapitre V décrit les suites de cette affaire.

<sup>234</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1 de HENTZGEN J., *Agir...*, *op. cit.*, p. 170-171 ; FB, F Delta 1902/4/5/1, *Compte rendu du bureau politique du 21 septembre 1953*.

<sup>235</sup> Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 18/3/1954, *op. cit.*

## Une victoire contre le « pablisme »

Dans l'Internationale, le printemps 1953 apporte de bonnes nouvelles aux majoritaires. Le III<sup>e</sup> congrès mondial a reconnu en Argentine le Groupe communiste internationaliste (GCI) comme section officielle de la IV<sup>e</sup> Internationale au détriment du Parti ouvrier révolutionnaire (POR) dirigé par Nahuel Moreno<sup>236</sup>. Dépité, celui-ci correspond avec le PCI majoritaire et lui propose une alliance pour lutter contre le « pablisme »<sup>237</sup>. Le bureau politique accepte<sup>238</sup>. Par ailleurs, les relations demeurent étroites avec la section suisse<sup>239</sup>.

Surtout, la position du SWP évolue peu à peu. Jusque-là, la direction de ce parti – menée par J-P. Cannon, Farrell Dobbs et J. Hansen – avait cherché un accord avec M. Pablo. Lors du conflit entre les majoritaires et le SI, les dirigeants de la section américaine avaient considéré que le différend n'était que tactique : « comment pénétrer dans un mouvement ouvrier contrôlé par les staliniens ? »<sup>240</sup>. Ils avaient jugé les majoritaires sectaires et, dans sa lettre à D. Renard, J-P. Cannon avait soutenu le SI. Mais, ensuite, une minorité se constitue dans le SWP, animée par Bert Cochran et Georges Clarke (pseudo : Livingstone) – proche de M. Pablo. Cette tendance préconise un tournant vers les communistes américains et conteste les dirigeants expérimentés du SWP. G. Clarke résume ainsi le programme de la minorité : « Eliminez le vieux trotskysme »<sup>241</sup>. La majorité se défend mais se refuse à voir les liens entre M. Pablo et la minorité. Ainsi, J. Hansen assimile l'opposition dans le SWP à la tendance Bleibtreu en France<sup>242</sup>. En mai 1953, J-P. Cannon conserve la majorité au comité national du SWP. Il confie la direction du parti à Farrell Dobbs et se consacre essentiellement aux questions internationales. Cela l'amène à découvrir les liens entre la minorité et M. Pablo<sup>243</sup>. Il considère de plus en plus que la crise de la section américaine a été suscitée par le SI<sup>244</sup>. En

<sup>236</sup> R. Prager, *op. cit.*, p. 299-300.

<sup>237</sup> CERMTRI, PCI 1953, Lettre de N. Moreno, 8 avril 1953, 5 p. et CERMTRI, PCI 1953, Lettre de R. Berné à N. Moreno, 16 avril 1953, 2 p.

<sup>238</sup> « Résolution d'orientation internationale adoptée par le bureau politique du PCI le 29 mai 1953 », *Cahiers du Cermtri*, n° 47, décembre 1987, p. 8.

<sup>239</sup> Les deux organisations tiennent une conférence le 25 septembre 1953. CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B., « Résolution de la 2<sup>ème</sup> conférence franco-suisse », 4p.

<sup>240</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G. BLOCH, Lettre de R. Berné à Vincent Jaillot du 25/5/1953 et CANNON J-P., *Rapport fait à l'assemblée SWP de Los Angeles*, 5 décembre 1953, p. 10-11.

<sup>241</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>242</sup> Lettre de R. Berné..., *op. cit.*, p. 2.

<sup>243</sup> CERMTRI, SECRETARIAT INTERNATIONAL B.I. 1953-1954, Lettre de J. P. Cannon à Tom (Sam Gordon) du 4.6.53, *Bulletin intérieur du SI de la Quatrième Internationale*, 30.11.53, p. 8.

<sup>244</sup> CERMTRI, SECRETARIAT INTERNATIONAL B.I. 1953-1954, Lettre de J. P. Cannon à Tom (Sam Gordon) du 4.6.53, *Bulletin intérieur du SI de la Quatrième Internationale*, 30.11.53, p. 8.

conséquence, la direction du SWP affermit ses contacts avec les majoritaires, leur envoie de nouveau ses publications<sup>245</sup> mais se refuse encore à condamner le III<sup>e</sup> congrès et la politique menée par le SI<sup>246</sup>.

Le débat dans le parti américain confirme les trotskystes majoritaires dans leur diagnostic : M. Pablo est en train de faire éclater une à une les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. Aussi, ils veulent constituer une tendance internationale pour l'en empêcher et prendre la direction du mouvement trotskyste au IV<sup>e</sup> congrès mondial<sup>247</sup>. Dans ses lettres à C. Hanley, M. Lequenne s'impatiente<sup>248</sup> et juge le SWP très timoré. Pour hâter l'évolution de ce parti, R. Berné organise une tournée de ses permanences par deux sympathisants du PCI majoritaire présents aux USA – Vincent Jaillet et Denise Mazet<sup>249</sup>. Ils doivent expliquer la position de leur organisation et distribuer des documents traduits en anglais<sup>250</sup>.

Au cours de l'été 1953, une série d'événements accentuent l'évolution de la direction du SWP. D'abord, les membres de la tendance Cochran-Clarke refusent fréquemment de payer leurs cotisations et de participer aux activités du parti<sup>251</sup>. Le SI montre son accord avec eux en publiant dans *Fourth International* un article de G. Clarke<sup>252</sup> qui envisage la possibilité d'une auto-réforme de la bureaucratie stalinienne et le rétablissement graduel de la démocratie soviétique sans soulèvement révolutionnaire<sup>253</sup>. Ensuite, les dirigeants du SWP désapprouvent la déclaration du SI suite aux événements de Berlin-Est<sup>254</sup>. De même, ils critiquent les agissements du PCI minoritaire durant les grèves d'août en France. Ils lui reprochent d'avoir soutenu la CGT et d'avoir diffusé le tract calomniateur contre les majoritaires<sup>255</sup>. Enfin, un nouveau sujet de discordance apparaît entre la majorité du SWP et le SI : la section britannique – dirigée par Gerry Healy. Jusque là, elle a soutenu fermement M. Pablo mais tout change à

<sup>245</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G. BLOCH, Lettre de R. Berné à V. Jaillet du 11/7/1953.

<sup>246</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de M. Lequenne du 15 juin 1953, p. 2.

<sup>247</sup> « Résolution d'orientation internationale adoptée par le bureau politique du PCI le 29 mai 1953 », *op. cit.*, p. 7-8.

<sup>248</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettres des 15 et 25 juin 1953, 2 et 4 p.

<sup>249</sup> Ils se marieront, adhéreront au PCI majoritaire puis le quitteront peu après selon un entretien avec D. Mazet le 13/12/2011.

<sup>250</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G. BLOCH, Lettre de R. Berné à V. Jaillet du 11/7/1953.

<sup>251</sup> CANNON J-P., *Rapport...*, *op. cit.*, p. 7.

<sup>252</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>253</sup> « Shake-up in the Kremlin », *Fourth International*, n°2, mars-avril 1953, p. 59-61.

<sup>254</sup> CANNON J-P., *Rapport...*, *op. cit.*, p. 10.

<sup>255</sup> MARIE J-J., « Les quinze... », *op. cit.*, p. 250.

l'été 1953. Informés du conflit entre les trotskystes américains, ses dirigeants se rangent aux côtés de ceux du SWP avec lesquels ils sont liés depuis longtemps. De plus, la section britannique intervient surtout dans le Parti travailliste, démarche validée par le IIIe congrès mondial. Mais, sous l'impulsion du SI, une minorité se constitue autour de John Lawrence ; elle préconise de se tourner vers les communistes anglais. M. Pablo soutient cette tendance contre G. Healy et la majorité de la section britannique<sup>256</sup>.

En conséquence, G. Healy se concerte avec le SWP et contacte M. Bleibtreu<sup>257</sup>. En octobre, à l'initiative de ce dernier<sup>258</sup>, des représentants de la section anglaise, du PCI majoritaire et des Suisses tiennent une conférence à Londres en liaison avec le SWP. A l'issue de celle-ci, le PCI majoritaire demande au parti américain de prendre l'offensive sans attendre. M. Pablo a verrouillé le CEI : ses opposants ne pourront jamais devenir majoritaires au prochain plenum. Les français conseillent de rompre dès maintenant avec le SI et de regrouper les forces vives de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>259</sup>, ce sera le meilleur moyen de rallier les opposants. En fait, ils craignent un nouveau compromis organisationnel avec les « pablistes » qui leur soit défavorable<sup>260</sup>. Selon C. Hanley, la direction du SWP continue d'hésiter à rompre avec M. Pablo<sup>261</sup>.

Finalement, la tendance Cochran-Clarke du SWP provoque la rupture. Le 30 octobre 1953, ses militants refusent de prendre part au meeting en l'honneur du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du mouvement trotskyste aux États-Unis. Ce boycott public du parti représente une déclaration de scission et c'est ainsi que la direction du SWP le comprend. Les 2 et 3 novembre 1953, le Comité national de la section américaine expulse Cochran, Clarke et tous ceux qui avaient participé au boycott<sup>262</sup>. Ensuite, la direction du SWP suit le conseil du PCI majoritaire : le 16 novembre, elle publie une lettre ouverte « Aux trotskystes

---

<sup>256</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G. BLOCH, Lettre de Mason (secrétaire général de la section anglaise) de décembre 1953, 15 p.

<sup>257</sup> FB, F Delta 1902 1/1

<sup>258</sup> Selon M. Lequenne, *Le trotskysme, une histoire sans fard*, op.cit., p. 312.

<sup>259</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G. BLOCH, Lettre du PCI au SWP, 23 octobre 1953, 4 p.

<sup>260</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 3 novembre 1953.

<sup>261</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de C. Hanley à M. Lequenne du 28 octobre 1953, 1 p.

<sup>262</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de C. Hanley à M. Lequenne du 12 novembre 1953, 2 p. et World Socialist Web Site, *L'héritage que nous défendons*, disponible sur le web, 1998-2000, chapitre 17, p. 12.

du monde entier »<sup>263</sup>. Dans ce texte, elle émet deux principaux reproches à l'encontre du SI et de M. Pablo. D'abord, elle assimile leur stratégie à un soutien de la bureaucratie russe et des partis communistes. Ensuite, la direction du SWP condamne les méthodes organisationnelles de M. Pablo, en particulier ses activités fractionnelles dans les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle rend justice au PCI majoritaire :

« Le rôle que la majorité de la section française a joué dans la récente grève générale a démontré de la façon la plus décisive qu'ils savent défendre les principes fondamentaux du trotskysme. La section française de la Quatrième Internationale a été injustement exclue. Les majoritaires français rassemblés autour du journal *La Vérité* sont les véritables trotskystes de France, et le SWP les reconnaît ouvertement comme tels ».<sup>264</sup>

La lettre se termine par un appel aux sections de la IV<sup>e</sup> d'écarter de leurs postes M. Pablo et ses partisans. Le PCI majoritaire traduit la lettre en urgence<sup>265</sup> et la publie intégralement dans *La Vérité* sous le titre « Le trotskysme vaincra, un appel des trotskystes américains contre les liquidateurs de la IV<sup>e</sup> »<sup>266</sup>. Pour tirer les conséquences organisationnelles de cet appel, les sections anglaise, française, suisse et américaine tiennent une conférence à Paris le 23 novembre. Elles sont représentées respectivement par G. Healy, M. Bleibtreu, Jacques<sup>267</sup> et Tom Smith<sup>268</sup>. A cause de son rôle central dans la préparation de la conférence et de l'importance de ses contacts internationaux, M. Bleibtreu représente le PCI majoritaire bien qu'il n'en soit plus le principal dirigeant. Signalons aussi que la loi Voorhis oblige les organisateurs à camoufler le SWP en section néo-zélandaise.

La conférence considère le SI comme déchu et constitue un Comité international (CI) de la IV<sup>e</sup> Internationale. Pour les participants, cette nouvelle organisation regroupe déjà la majorité des forces trotskystes dans le monde. Le Comité international appelle les autres sections ou militants à le rejoindre<sup>269</sup>. *La Vérité* titre « La IV<sup>e</sup> Internationale reprend le drapeau de Trotsky »<sup>270</sup>. Déjà, le journal considère les « rénégats stalinophiles » en déroute. Le parti s'enthousiasme : il se retrouve allié avec le SWP, l'organisation trotskyste mondiale

---

<sup>263</sup> Reproduite dans « Quarantième anniversaire de la fondation de la IV<sup>ème</sup> internationale », *La Vérité*, n° 583, 1978, p. 245-255.

<sup>264</sup> *Ibid.*, p. 234.

<sup>265</sup> Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, *op. cit.*, p. 1.

<sup>266</sup> *La Vérité*, n°325, 20 novembre 1953.

<sup>267</sup> Pseudonyme de Heinrich Buchbinder.

<sup>268</sup> Nous n'avons pas pu identifier précisément ce militant.

<sup>269</sup> La résolution constitutive du CI est reproduite dans *Cahiers du Cermtri*, n°47, *op.cit.*, p. 61-62.

<sup>270</sup> *La Vérité*, n°326, 4 décembre 1953.

la plus prestigieuse. Les militants voient déjà le PCI réintégré dans tous ses droits. Ils espèrent une défaite rapide du « pablisme » et la restauration de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>271</sup>. En fait, la IV<sup>e</sup> Internationale a explosé : il existe désormais deux organisations qui prétendent assurer la continuité du mouvement trotskyste. Par commodité, nous continuerons néanmoins d'appeler IV<sup>e</sup> Internationale celle dirigée par le SI.

Pour le courant lambertiste, ces événements internationaux montrent la justesse de la lutte pour le trotskysme orthodoxe et contre le « pablisme ». La dénonciation de ce dernier demeurera un élément important de la culture politique lambertiste. En octobre 1953, R. Berné et G. Bloch rédigent un récit du combat des majoritaires : « La lutte des trotskystes français contre le pablisme liquidateur »<sup>272</sup>. Ce ne sera pas le dernier texte des partisans de P. Lambert sur ce sujet.

---

<sup>271</sup> Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, *op. cit.*, p. 2.

<sup>272</sup> Signalons que ce texte n'évoque pas la commission ouvrière qui sera omniprésente dans *Quelques enseignements...*

## CHAPITRE V

### LA DERNIÈRE LUTTE DE TENDANCE (janvier 1954 – avril 1955)

Au début de l'année 1954, les relations Est-Ouest se décrispent. Les ministres des affaires étrangères américains, soviétiques, anglais et français préparent une conférence prévue en février à Berlin. En France, aucun grand mouvement social ne succède aux grèves d'août et J. Laniel demeure chef du gouvernement. Dans ce contexte plus calme, les relations entre les organisations ouvrières s'apaisent. Ainsi, lors de l'élection à la présidence de l'assemblée nationale, les députés communistes votent pour le candidat socialiste André Le Troquer, pourtant hostile au PCF. Cet appui permet son élection<sup>1</sup>. De même, en décembre 1953, la CGT adopte une position commune avec la CFTC et FO à la commission supérieure des conventions collectives, organisme paritaire. A la suite de cet accord, cette instance évalue le budget type d'un manœuvre à 25 166 francs par mois alors que 6,5 millions de salariés doivent se contenter d'un salaire inférieur<sup>2</sup>. Pour obtenir la fixation du salaire minimum à ce montant, FO et la CFTC décident une journée d'action le 29 janvier 1954 à laquelle la CGT s'associe.

Pourtant, les dirigeants du PCI considèrent toujours la France dans « une situation objective révolutionnaire sans précédent »<sup>3</sup>. Ils expliquent le rapprochement entre les organisations ouvrières seulement par la volonté de faire barrage à la pression des masses<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> JUST. S., « Après les votes communs des socialistes et des communistes », *La Vérité*, n°328, 22/1/1954.

<sup>2</sup> MAGNIADAS J., « La loi du 11 février 1950 », *La CGT dans les années 1950*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p.75-76.

<sup>3</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Projet de résolution politique », 16 janvier 1954, p. 4.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p.7.

Par ailleurs, les responsables majoritaires constatent avec satisfaction les difficultés de la France Outre-mer. En Indochine, la situation de ses armées continue de se détériorer et, pour le PCI majoritaire, la victoire des communistes vietnamiens paraît inéluctable<sup>5</sup>. Au Maroc et en Tunisie, la radicalisation des mouvements nationalistes oblige les autorités françaises à employer la force pour maintenir ses positions. Mais, si les membres du bureau politique adoptent des perspectives communes, leurs différents – précédemment évoqués – demeurent. En particulier, P. Lambert et ses partisans aspirent plus que jamais à prendre le contrôle de *La Vérité*<sup>6</sup>.

### Une nouvelle crise au PCI

Ils passent à l'offensive lors de la session du comité central des 23-24 janvier 1954. Ils rejettent les demandes de M. Lequenne de modifier l'ordre du jour puis reprochent à M. Bleibtreu de ne pas avoir encore rédigé les thèses internationales<sup>7</sup>. Surtout, ils donnent la parole aux deux commissions de contrôle chargées d'examiner les accusations de M. Bleibtreu contre R. Berné<sup>8</sup>. Ces instances concluent à l'inanité des accusations<sup>9</sup> puis P. Lambert et d'autres membres du bureau politique interviennent pour blâmer M. Bleibtreu. Comme ce dernier et M. Lequenne se voient refuser la parole, ils quittent la séance<sup>10</sup> puis ne viennent plus aux réunions du bureau politique malgré les convocations écrites de G. Bloch. M. Lequenne démissionne de son poste de responsable de *La Vérité*. En conséquence, le bureau politique nomme R. Berné à la direction du journal<sup>11</sup> et remplace M. Bleibtreu par D. Renard au Comité international<sup>12</sup> - G. Bloch étant l'autre représentant du PCI.

Les dissensions à la tête du PCI majoritaire se transforment en un conflit ouvert entre P. Lambert et M. Bleibtreu. Le premier dispose de la direction du parti car les quatre autres membres du bureau politique – D. Renard, G. Bloch, R. Berné et S. Just – le soutiennent.

---

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 8/2/1953, *op. cit.*

<sup>7</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Note Politique et d'Organisation n°2 1954 », p. 1 et 3.

<sup>8</sup> Voir l'historique de ce conflit dans le chapitre précédent.

<sup>9</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Lettre de Bloch et Renard aux membres du CI », 16 mars 1954. Cette lettre est reproduite dans CERMTRI, PCI 1954, « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », 21 mai 1954, p. 7-11.

<sup>10</sup> La « Lettre de Bloch et Renard aux membres du CI », *op. cit.*, p. 10 présente la version de direction sur cet incident. Celle de M. Lequenne et M. Bleibtreu apparaît dans la « Troisième déclaration lue par Lequenne au comité central » reproduite dans CERMTRI, PCI 1954, IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°3, 21 mai 1954, p. 57-58 et dans CERMTRI, PCI 1954, « Compte rendu du comité central des 10 et 11 avril 1954 », p. 39-40.

<sup>11</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Bureau politique du 29 janvier », 1<sup>er</sup> février 1954, p. 3.

<sup>12</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Bureau politique du 2 février 1954 », p. 2.



Surtout, il jouit toujours de l'appui de la plupart des militants ouvriers<sup>13</sup>. Le second constitue officiellement une tendance en avril 1954<sup>14</sup>, nous la nommerons tendance Bleibtreu. Elle s'organise autour de quatre membres (M. Bleibtreu, M. Lequenne, D. Righetti et L. Fontanel) qui se réunissent fréquemment<sup>15</sup> et mettent au point un plan de production de documents politiques pour amener le parti à leurs vues<sup>16</sup>. Cette tendance parvient à rallier la plupart des militants de la cellule Postiers (C. Margne, G. Mougard, Jeannine Weill...) et B. Karlinsky. Mais, elle ne réussit pas à convaincre J. Danos de rester au Parti. Choqué par la manière dont la direction traite les opposants, il démissionne<sup>17</sup>.

Les semaines suivantes, de nouveaux différends apparaissent entre les deux courants. L'un d'entre eux naît lors d'une séance du cercle Lénine. Pour mémoire, le PCI majoritaire a décidé de relancer ce lieu d'échanges et de débats avec l'appui d'intellectuels plus ou moins sympathisants (J. Cassou, Y. Dechezelles, J. Duvignaud, L. Schwartz...)<sup>18</sup>. M. Lequenne en assure la responsabilité avec R. Chéramy. Le 26 février 1954, le cercle se réunit sur le thème « Internationalisme et mouvement de libération nationale des peuples colonisés » avec pour invité Daniel Guérin<sup>19</sup>. P. Lambert et M. Lequenne s'y opposent publiquement. Le premier prône une défense inconditionnelle des mouvements de libération nationale en s'abstenant de toute critique à leur égard. Le second précise que le soutien inconditionnel peut et doit comporter la critique fraternelle<sup>20</sup>.

A la demande de la direction, le comité central prend des mesures contre M. Bleibtreu et M. Lequenne lors de sa session des 10-11 avril 1954. Ainsi, il condamne l'attitude du second au Cercle Lénine et l'accuse de mener « une politique de franc-tireur aux conséquences destructrices »<sup>21</sup>. Surtout, il destitue les deux dirigeants du bureau politique et valide la fin de leurs fonctions à *La Vérité* et au Comité international. La tendance Bleibtreu considère que la direction met en place un minutieux dispositif d'exclusion à son encontre<sup>22</sup> mais elle ne veut pas céder. Les partisans de ce courant interviennent dans les assemblées générales de la RP.

<sup>13</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 18 mars 1954.

<sup>14</sup> « Compte rendu du comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 2-3.

<sup>15</sup> Entretien avec M. Lequenne dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 172.

<sup>16</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 18 mars 1954, p. 5.

<sup>17</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 29 avril 1954, p. 3-4.

<sup>18</sup> « Cercle Lénine », *La Vérité*, n° 327, 1<sup>er</sup> janvier 1954.

<sup>19</sup> Ecrivain et militant proche des libertaires, D. Guérin (1904-1988) est un anticolonialiste convaincu.

<sup>20</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme, une histoire sans fard*, *op. cit.*, page 293.

<sup>21</sup> « Compte rendu du comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 12.

<sup>22</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à Ralph Carlton (C. Hanley) du 29 avril 1954, p. 1.

Profitant du trouble de nombreux majoritaires, ils parviennent à faire voter des résolutions. Ainsi, le 7 mai, G. Mougard fait voter un texte demandant à la direction d'organiser des assemblées générales de discussion pour préparer le prochain congrès du PCI, prévu en juin 1954. Selon le compte rendu<sup>23</sup>, l'assemblée adopte la résolution par 16 voix contre 4 alors qu'il y a 51 militants présents. Cela montre le désarroi et les hésitations des militants devant cette nouvelle crise interne qui apparaît aussi grave que celle de 1951-1952. L'ambiance au PCI majoritaire devient exécrationnelle comme le raconte M. Lequenne :

« Au PCI, je me souviens d'une lutte fractionnelle invivable, mais je m'acharnais à la vivre, alors que Bleibtreu s'en tenait de plus en plus à l'écart, jugeant déjà la partie perdue »<sup>24</sup>.

De son côté, la direction se plaint des injures et des invectives de l'opposition<sup>25</sup>.

Chacune des tendances aspire à rallier la majorité des militants lors du IXe congrès. Pour cela, elles donnent leurs versions du conflit et exposent leurs orientations politiques dans une série de textes<sup>26</sup>.

Pour expliquer la crise, la direction du PCI se réfère à l'histoire de l'organisation trotskyste en France. Cette dernière fut longtemps incapable de s'enraciner dans des secteurs ouvriers et de disposer de cadres solides. Pour la direction, depuis 1947-1948 le parti progresse grâce à la commission syndicale : il perd son aspect propagandiste pour s'insérer de plus en plus dans la lutte de classe. Du coup, il doit fonctionner de manière plus efficace et avoir des dirigeants à la hauteur des nouvelles possibilités offertes au parti après les grèves d'août 1953. Selon la direction du PCI, M. Lequenne et surtout M. Bleibtreu, acceptent mal cette évolution. Ils refusent la discipline commune et l'expression de leurs idées dans le cadre des organismes réguliers du parti<sup>27</sup>. Ils boycottent le bureau politique sans raison valable. D'ailleurs, M. Bleibtreu et ses partisans ne constituent pas une tendance mais une « clique » qui colporte des ragots et nuit au bon fonctionnement de l'organisation<sup>28</sup>. Maintenant, la direction les sanctionne en accord avec les membres du parti qui ne tolèrent plus leur

---

<sup>23</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 18-19.

<sup>24</sup> Entretien avec M. Lequenne dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 171.

<sup>25</sup> « Compte rendu du comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 11 et 12.

<sup>26</sup> La discussion préalable au IXe congrès a donné lieu à trois bulletins de préparation consultables à CERMTRI, PCI 1954.

<sup>27</sup> « Compte rendu du comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 1.

<sup>28</sup> « Déclaration du bureau politique sur le cas J. » dans le Bulletin de préparation n°3, *op. cit.*, p. 19-20.

comportement<sup>29</sup>. La tendance de P. Lambert propose donc d'améliorer le fonctionnement du parti via un renouvellement du comité central et l'élimination des derniers restes de « l'ancienne direction petite-bourgeoise »<sup>30</sup> - M. Lequenne et M. Bleibtreu semblent visés.

Cette attitude des dirigeants lambertistes perdurera. Ils proclameront toujours leur respect du centralisme démocratique. Quand ils prendront des mesures contre des opposants, ils argumenteront qu'ils ne leur reprochent pas leurs idées mais leur indiscipline. Rappelons que M. Gibelin avait été exclu pour un motif similaire.

La tendance Bleibtreu se situe dans la continuité de la sensibilité « politique ». Elle se prévaut d'avoir été la première à combattre M. Pablo, le courant « syndicaliste et empirique » de P. Lambert étant apparu ensuite. Selon la tendance Bleibtreu, le combat contre les « pablistes » et l'intervention dans la lutte des classes ont épuisé les militants du PCI. Ils fuient le débat politique. De plus, ces militants sont coupés de l'Internationale alors qu'une organisation trotskyste ne peut pas survivre en dehors d'elle. Ce contexte a permis à la composante syndicaliste de prendre la direction du parti en constituant un regroupement sans principe avec G. Bloch et R. Berné<sup>31</sup>, issus de l'aile « politique ». Ces deux responsables ont rallié P. Lambert uniquement pour demeurer à la direction du PCI majoritaire. Selon M. Bleibtreu et M. Lequenne, depuis un an cette majorité cherche à les éliminer de tout poste de responsabilité (CI, *La Vérité*, bureau politique...). Elle les empêche de s'exprimer au comité central d'où leur départ. Elle refuse la discussion politique qui mettrait à jour ses contradictions et adopte un comportement très autoritaire<sup>32</sup>. La tendance Bleibtreu constate aussi un retard dans la diffusion des bulletins de préparation du IX<sup>e</sup> congrès. Elle a dû batailler pour obtenir l'organisation d'une assemblée générale de discussion en région parisienne alors que plusieurs réunions auraient été nécessaires<sup>33</sup>. La tendance Bleibtreu préconise donc le rétablissement de discussions politiques sérieuses dans le parti.

---

<sup>29</sup> « Lettre de Bloch et Renard aux membres du CI », *op. cit.*, p. 7-11 et CERMTRI, PCI 1954, « Lettre du bureau politique au camarade Lequenne », 30 janvier 1954.

<sup>30</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Note Politique et d'Organisation n°2 1954 », p. 16.

<sup>31</sup> Lettre de M. Lequenne à Ralph Carlton (C. Hanley) du 8 février 1954, *op. cit.*, p. 1-4 ; FB, F Delta 1902/4/8/2, Lettre de M. Bleibtreu à Sam Gordon de février 1954.

<sup>32</sup> Voir « Compte rendu du comité central des 10-11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 39-41 et « Lettre du camarade Lequenne reçue par le bureau politique », 6 février 1954, 3 p. Cette lettre est publiée dans la circulaire CERMTRI, PCI 1954, « Pour les membres du parti seulement ». Chaque exemplaire de cette circulaire est numéroté et doit être retourné au secrétariat après lecture afin de ne pas être lu par les « pablistes ».

<sup>33</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 49-51.

Par ailleurs, P. Lambert et M. Bleibtreu demeurent fidèles à leurs orientations politiques antérieures. Ainsi, le courant animé par le premier se refuse à agir dans le PCF, car il « a démissionné de la direction de la classe ouvrière » en août 1953<sup>34</sup>. Il n'a pas essayé de prendre la direction du mouvement, même pour le dévoyer. Du coup, la grève générale n'a pas permis au PCF de recruter et l'avant-garde ouvrière se détache de lui. D. Renard résume ainsi la situation :

« Les masses dans leur ensemble dévient de leurs directions traditionnelles à la recherche d'un nouvel axe politique »<sup>35</sup>.

Notons une remarque intéressante de D. Renard : il considère positif le maintien par la SFIO de son influence sur certains secteurs ouvriers. Pour lui, « c'est l'expression déformée de la résistance d'une partie des masses à l'influence stalinienne »<sup>36</sup>. Pour la tendance Lambert, le travail indépendant demeure prioritaire car le PCI est potentiellement la nouvelle direction de la classe ouvrière<sup>37</sup>. Comment en convaincre de larges masses ? Pour D. Renard, ce n'est pas « en voulant imposer le parti à tout propos et hors de propos »<sup>38</sup>. Des militants ouvriers (A. Hébert, C. Lemoine<sup>39</sup>...) sont prêts à parler avec les trotskystes du PCI dans le cadre de l'unité d'action syndicale et non dans celui d'un parti. Ces militants se méfient des partis traditionnels déconsidérés et, comme le PCI n'a pas encore fait ses preuves comme direction, ils ne sont pas prêts à y adhérer. Par contre, ils acceptent de participer à des actions (comme le mouvement pour les Assises) avec les militants trotskystes auxquels ils font confiance. Pour D. Renard, le succès de ces campagnes sur le plan syndical permettra de développer l'influence du parti<sup>40</sup>. De plus, le mot d'ordre des Assises et le travail au sein de la tendance Unité syndicale sont justes car ils permettent de mobiliser les travailleurs et de dénoncer les directions syndicales traîtresses<sup>41</sup>. Quand le PCI disposera de moyens suffisants, alors là il pourra s'interroger sur la meilleure stratégie pour construire le parti révolutionnaire<sup>42</sup>.

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>39</sup> Nous rappelons que C. Lemoine est un compagnon de route du PCI. Il est délégué des mineurs de Lourches (Pas-de-calais) et ami d'A. Marty.

<sup>40</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 29-30.

<sup>41</sup> LEFEVRE J., « Le rôle à jouer », *L'Unité syndicale*, n°10-11, mars-avril 1954.

<sup>42</sup> « Compte rendu du comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 13-14.

Signalons le caractère excessif du jugement porté sur le PCF par D. Renard car ce parti garde une grande influence sur la classe ouvrière française. Notons aussi une attitude habituelle de P. Lambert et de ses partisans : ils croient savoir ce que pensent et veulent les travailleurs. Pourtant, malgré leur analyse, le mouvement pour les Assises rencontre peu d'écho comme l'attestent *La Révolution prolétarienne*<sup>43</sup> et *Le Monde libertaire*<sup>44</sup>. Autre indice : *L'Unité syndicale* demeure une publication confidentielle, au tirage modeste<sup>45</sup>.

La tendance Bleibtreu constate aussi le peu de succès de cette campagne des Assises<sup>46</sup>. Selon elle, la direction actuelle du PCI met la pensée politique hors-la-loi et adopte une ligne ultra-syndicaliste, cantonnant l'action des majoritaires à ce domaine. En fait, elle abandonne la conception léniniste de construction du parti<sup>47</sup>. M. Bleibtreu voit dans les grèves d'août 1953 le début de la révolution française<sup>48</sup> mais craint que les deux grands partis ouvriers se rapprochent pour mener une politique de collaboration de classe. Il préconise un tournant et l'ouverture d'une perspective révolutionnaire en faisant de l'agitation pour un front unique politique et un gouvernement ouvrier et paysan. Cette orientation rapprocherait les trotskystes des militants communistes. En effet, M. Bleibtreu croit toujours en un éclatement imminent du PCF : il discerne déjà l'apparition de tendances révolutionnaires au sein de ce parti comme celle de G. Frischmann<sup>49</sup>. Depuis le congrès de novembre 1952 de la FP-CGT, ce responsable communiste a une orientation « centriste de gauche ». Celle-ci a permis le mouvement « pour la prime » et explique le rôle d'avant-garde joué par les postiers en août 1953 et lors de la grève des bureaux-gares. Pour la tendance Bleibtreu, G. Frischmann s'appuie sur la volonté révolutionnaire des postiers communistes pour lutter contre l'appareil central du PCF. L'action de G. Frischmann a donc favorisé le trotskysme : c'est là que le PCI a fait ses progrès les plus marquants<sup>50</sup>. Pour polariser les tendances révolutionnaires dans le PCF, il faut y combiner un travail de fraction clandestin avec l'activité d'un parti trotskyste indépendant<sup>51</sup>.

---

<sup>43</sup> « Pour un regroupement syndicaliste », n°389, novembre 1954, p.1.

<sup>44</sup> WALTER Henri, « L'Unité syndicale », n°8, mai 1955.

<sup>45</sup> Ainsi, le PCI majoritaire se fixe pour objectif de vendre 700 exemplaires de ce mensuel en février 1954 selon CERMTRI, PCI 1954, « Note syndicale n°2 sur la préparation de la conférence de l'Unité », 23 janvier 1954, 2 p.

<sup>46</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 25.

<sup>47</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°3 », *op. cit.*, p. 43-48.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 13-14.

<sup>49</sup> « Résolution de la cellule Postiers » dans CERMTRI, PCI 1954, « Bulletin Intérieur », juillet 1954 (probablement), p. 6-8.

<sup>50</sup> En fait, du point de vue recrutement ces progrès sont modestes.

<sup>51</sup> « Compte rendu du comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 65.

G. Mougard, rallié à la tendance Bleibtreu, demande même que les militants envoyés au PCF œuvrent pour son redressement sur une ligne de classe<sup>52</sup>. Notons que la tendance Bleibtreu s'illusionne au sujet de G. Frischmann : il demeurera un dirigeant communiste très orthodoxe.

Le heurt de ces deux tendances a pour première conséquence l'apparition d'un courant original que nous nommerons le groupe Raoul<sup>53</sup>, d'après le pseudonyme de sa personnalité la plus marquante.

## Constitution du groupe Raoul

Nous avons évoqué précédemment les faits d'armes de Raoul au rayon Puteaux-Suresnes. Après quelques années aventureuses, il revient au PCI majoritaire et devient le centre d'un petit groupe de « copains » attirés par sa personnalité brillante<sup>54</sup>. M. Lequenne, - par ailleurs fort critique sur ses choix politiques - le décrit comme « un être chaleureux, d'une intelligence vive et chamarrée, quelqu'un irrésistible de drôlerie<sup>55</sup> ». Raoul se lie particulièrement avec trois majoritaires : E. Lejeune, Claude Kahn et François de Massot. Si ce dernier n'appartient au PCI que depuis 1950, les deux autres s'avèrent des militants expérimentés, respectivement anciens membres du bureau politique et du comité central. Comme beaucoup de membres du PCI, la crise de 1951-1952 a troublé ces quatre militants. En février 1954, l'éclatement du conflit entre P. Lambert et M. Bleibtreu les amène à réagir : ils décident d'œuvrer à un redressement du parti. Pour cela, ils entreprennent une réflexion à laquelle ils associent d'autres majoritaires comme Serge Dhénin (pseudo : Lecomte), Jacqueline Chardon<sup>56</sup> ou H. Lafièvre - revenu au PCI. En septembre 1954, ce groupe influence un quart de l'effectif du PCI, soit une vingtaine de militants<sup>57</sup>. Raoul prend même contact avec un trotskyste

---

<sup>52</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 26.

<sup>53</sup> Sur le groupe autour de Raoul et son évolution, le présent mémoire s'appuie sur :

- BROUE P., « Raoul, militant trotskyste », *Cahiers Léon Trotsky*, n°56, juin 1995, p. 4-186. Cet article mêle un récit de la vie militante de Raoul, des réflexions politiques qu'il a fait à l'auteur et des extraits de ses lettres. Il est dommage que ces lettres ne soient pas référencées. Ce texte a suscité les critiques de François De MASSOT, « Mise au point », *La Vérité*, n°623, mars 1996, p. 155-165 et de Michel LEQUENNE, « Notes sur notre histoire », *Critique Communiste*, n°148, p. 93-98 ;
- les archives de Raoul (AR) détenues par C. Tranchant ;
- les entretiens avec M. Lequenne, F. de Massot et C. Kahn dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 165-187 ;
- les documents du CERMTRI, en particulier une chemise « tendance Raoul » dans le carton PCI 1955.

<sup>54</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme, une histoire sans fard*, *op. cit.*, page 260.

<sup>55</sup> LEQUENNE M., « Notes sur notre histoire - I », *Critique Communiste*, n°148, p. 94.

<sup>56</sup> Postière.

<sup>57</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 84-87. Extrait d'une lettre de septembre 1954.

britannique – Jimmy Deane – afin de l’associer à leur démarche<sup>58</sup>. Il déclare ne pas diriger le groupe mais seulement en assurer le secrétariat<sup>59</sup>. Pourtant, il en est le principal animateur et les textes qu’il rédige alors semblent refléter les positions des autres membres<sup>60</sup>.

D’abord, Raoul condamne la stratégie de M. Pablo et traite ses partisans de « pauvres cons »<sup>61</sup> car lui n’espère rien des états ouvriers « dégénérés » ou « déformés ». Il considère que ces pays stagnent au niveau d’un capitalisme hyper-concentré et qu’ils joueront un rôle contre-révolutionnaire<sup>62</sup>. Sur ce point, Raoul apparaît proche de Cornelius Castoriadis auquel il était très lié quand ils militaient ensemble au PCI. D’ailleurs, les deux hommes se revoient en 1954<sup>63</sup>. Comme l’animateur de *Socialisme et Barbarie*, Raoul ne respecte pas le schéma léniniste classique : il attribue un rôle plus modeste au parti révolutionnaire. Il devrait « promouvoir, aider et développer les organisations « autonomes » de masse des travailleurs »<sup>64</sup>. Ainsi, Raoul montre en exemple l’action de H. Lafièvre. Comme les postiers se détournent des organisations syndicales existantes, ce dernier a su les mobiliser en créant la fédération autonome des PTT.

Raoul juge que la direction majoritaire lutte maladroitement contre le « pablisme ». Elle réagit par des mesures disciplinaires et fait preuve d’un « autoritarisme infantile, stérile et paniquard »<sup>65</sup>. Il s’interroge : « Quel genre de maladie a bien pu atteindre ces cinq types : Bloch, Berné, Lambert, Just et Renard pour qu’ils identifient leur groupe au parti, au programme, au bolchévisme... »<sup>66</sup>. Pour lui, les majoritaires ne mènent pas une vraie réflexion sur les causes du « pablisme », ils le combattent « empiriquement, dans ses conséquences conjoncturelles, jamais sur le fond »<sup>67</sup>. La nouvelle crise qui secoue le PCI provient d’une constante dégradation du niveau politique du parti. Il juge indispensable de réanimer la discussion politique et de relancer la formation théorique des militants, négligée

---

<sup>58</sup> AR, Q, Lettre à Jimmy Deane du 10 septembre 1954, 8 p.

<sup>59</sup> AR, C4, « Compte rendu réunion 11 septembre 1954 ».

<sup>60</sup> Entretiens avec Claude Kahn le 8/12/2007 et dans HENTZGEN J., *Agir..., op. cit.*, p. 184-187.

<sup>61</sup> AR, B1, p. 10.

<sup>62</sup> AR, L4, p. 6.

<sup>63</sup> CASTORIADIS C., « Raoul », dans *Cahiers Léon Trotsky*, n°56, juin 1995, p. 188.

<sup>64</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 161. Extrait d’une lettre du 26 avril 1954.

<sup>65</sup> AR, A2, Lettre du 26 mai 1954.

<sup>66</sup> AR, C6.

<sup>67</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 67. Extrait d’une lettre d’octobre 1954 à D. Renard.

depuis plusieurs années<sup>68</sup>. Raoul constate que très peu de militants du PCI possèdent une pensée politique globale<sup>69</sup>. Il s'inquiète :

« Qui peut garantir la survie d'un courant politique qui ne s'exprime que par tracts lorsque, numériquement très faible, 95% de ses éléments se trouvent réduits [... ..] au rôle d'exécutants ? »<sup>70</sup>.

Pourtant, Raoul apprécie encore moins la tendance Bleibtreu qu'il suspecte de se rapprocher des « pablistes »<sup>71</sup>. Il désapprouve son intérêt pour le PCF car, selon lui, l'avant-garde ouvrière se détourne de ce parti. Raoul ironise : « Quand il restera 10 personnes dans le PCF, le PCI continuera à démasquer celui-ci, laissant de côté la classe »<sup>72</sup>. Il s'intéresse davantage à la SFIO<sup>73</sup>. Dans *La Vérité*, son ami C. Kahn exprime sa sympathie pour les nombreux militants socialistes qui veulent ramener leur parti sur le chemin de la lutte des classes<sup>74</sup>.

Finalement, Raoul se trouve le plus d'affinités avec les militants ouvriers qui appuient la direction comme D. Renard, S. Just, J. Lefebvre, R. Dumont ou P. Henger<sup>75</sup>. D'ailleurs, il juge « impeccable »<sup>76</sup> la stratégie syndicale du PCI. Il préfère donc P. Lambert à M. Bleibtreu car le premier se trouve à la tête de la « vraie tendance ouvrière »<sup>77</sup>. Quand Barbier et Quillet, deux majoritaires, critiquent trop vivement P. Lambert, Raoul s'insurge : « Si Barbier veut faire un parti avec des Quillet, qu'il s'y risque, à ce compte là je préfère passer un contrat de dix ans avec Lambert ! »<sup>78</sup>. Cela explique que M. Lequenne parle au sujet de Raoul d'« opposition de sa majesté à Lambert »<sup>79</sup>. Son groupe constitue une nouveauté : l'apparition d'une mouvance critique au sein du courant lambertiste. Ce ne sera pas la dernière.

Comme Raoul se réclame de la « majorité ouvrière »<sup>80</sup>, il veut amener certains membres de la direction à modifier le fonctionnement du parti. Ainsi, il écrit plusieurs lettres à D. Renard qu'il considère comme le chef de file de la jeune génération de dirigeants

---

<sup>68</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 95. Extrait d'une lettre du 22 avril 1954.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p.111. Extrait d'une lettre du 14 mai 1954 à D. Renard.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 110-111.

<sup>71</sup> AR, A, Lettre du 17/4/1954.

<sup>72</sup> AR, Lettre à Jimmy Deane du 10/9/1954, p. 6.

<sup>73</sup> AR, B1, Lettre du 12/3/1954, p.8.

<sup>74</sup> « Scission au PS ? », *La Vérité*, n°340, 1<sup>er</sup> octobre 1954.

<sup>75</sup> AR, C6 et C2.

<sup>76</sup> AR, B1, p. 14.

<sup>77</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 85-86.

<sup>78</sup> AR, C2.

<sup>79</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1 dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 168.

<sup>80</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme, une histoire sans fard*, *op. cit.*, p. 260-261.



trotskyistes<sup>81</sup>. En même temps, il rédige pour le IXe congrès une résolution sur l'éducation et la propagande : « Armer le parti ». En effet, Raoul voit dans la formation des militants le meilleur levier pour promouvoir de nouveaux dirigeants et régénérer le PCI<sup>82</sup>. Mais, il ne parvient pas à convaincre D. Renard et la direction ne diffuse pas son texte<sup>83</sup>.

Les critiques de la tendance Bleibtreu et du groupe Raoul obligent la direction à argumenter et à défendre sa politique mais elle ne modifie pas celle-ci. Ainsi, elle continue de donner la priorité à la campagne pour les Assises.

### L'intervention syndicale

En janvier 1954, le comité permanent pour les Assises envoie des délégués aux sièges des confédérations CFTC, FO et CGT. Les deux premières refusent une entrevue malgré les contacts de P. Lambert à la direction de FO<sup>84</sup>. La troisième accepte de les recevoir en les personnes de Léon Mauvais et Lucien Molino. Ces deux membres du bureau confédéral ne s'engagent pas en faveur des Assises mais se déclarent favorables à l'unité d'action. *La Vérité* apprécie cet accueil, surtout que les trois délégués – H. Baratier, F. Lange et J. Lefèvre – sont des trotskystes majoritaires<sup>85</sup>. Peu après, survient la journée d'action du 29 janvier précédemment évoquée. Le lendemain, la CGT propose aux autres confédérations une grève de 24 heures pour obtenir une augmentation du salaire minimum. *La Vérité* s'écrit « Bravo, camarades de la CGT »<sup>86</sup> et P. Lambert presse les autres confédérations d'accepter la proposition cégétiste<sup>87</sup>. Le dirigeant majoritaire formule le conseil suivant à B. Frachon : pour vaincre les réticences de la CFTC et surtout de FO, il faut organiser des comités paritaires à tous les échelons avec des représentants des autres syndicats. Surtout, il demande la mise en place d'une structure nationale pour coordonner la grève générale avec des responsables de toutes les confédérations. Enfin, il juge que les Assises nationales d'unité d'action syndicale constituent le meilleur cadre pour préparer cette journée<sup>88</sup>.

Avec leurs alliés syndicalistes, les majoritaires poursuivent donc leur campagne pour les Assises même si la conférence du 14 mars n'a pas le succès espéré. Le compte rendu de *La*

---

<sup>81</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 66.

<sup>82</sup> AR, A, Lettres des 17 et 23 avril 1954.

<sup>83</sup> AR, A2, Lettre du 26 mai 1954.

<sup>84</sup> CERMTRI, PCI 1954, *Comité national pour les Assises*, 17 juin 1954.

<sup>85</sup> « L. Mauvais face aux « Assises » », *La Vérité*, n° 329, 5 février 1954.

<sup>86</sup> « La bonne route », *La Vérité*, n°330, 19 février 1954.

<sup>87</sup> LAMBERT P., « Après la journée d'avertissement », *La Vérité*, n°329, 5 février 1954.

<sup>88</sup> « Du sommet à la base », *La Vérité*, n°330, 19 février 1954.

*Vérité* est succinct<sup>89</sup> et, suite aux échos recueillis, C. Hanley la considère comme un échec<sup>90</sup>. En même temps, la direction majoritaire continue de soutenir la démarche cégétiste. Elle l'approuve de préparer la grève en organisant des conférences au niveau départemental puis national car elle voit dans la tenue de ces assemblées la reprise de son mot d'ordre d'Assises<sup>91</sup>. Elle regrette seulement que la CGT prépare seule ces assemblées. Le 28 mars, onze militants majoritaires ou syndicalistes « unitaires » - dont P. Lambert – prennent la parole lors de la conférence ouvrière de la Seine regroupant 500 cadres cégétistes. Ils demandent la mise en place de comités paritaires<sup>92</sup>. Leur requête n'est pas exaucée mais il peut paraître étonnant que la CGT laisse ainsi s'exprimer des trotskystes. Selon M. Lequenne, en appelant à l'unité syndicale et en approuvant la grève du 28 avril, les majoritaires permettent à la CGT de paraître plus unitaire que FO, crispée dans son anticommunisme. De plus, affaiblis par la scission de 1952, les trotskystes paraissent moins dangereux<sup>93</sup>.

La grève générale du 28 avril échoue. Le bureau politique du PCI met en accusation les organisations syndicales – et d'abord FO – car elles n'ont pas voulu d'une véritable unité d'action<sup>94</sup>. Ainsi, Renault - la plus grande entreprise métallurgique d'Europe - n'a pas débrayé<sup>95</sup>. La Loire-Atlantique constitue un contre-exemple pour *La Vérité*. Les Unions départementales FO, CGT et CFTC ont mis en place des comités paritaires pour préparer la grève générale, assurant ainsi son succès<sup>96</sup>. Pour la tendance Bleibtreu, la pression des masses a obligé la direction cégétiste à programmer le mouvement social du 28 avril mais ensuite, celle-ci a manœuvré pour le faire échouer. Malheureusement, P. Lambert « emboîte le pas à la direction stalinienne [de la CGT], limitant sa critique à des aspects accessoires tels que l'absence de comités paritaires »<sup>97</sup> alors qu'il aurait fallu mettre en avant le mot d'ordre politique de gouvernement ouvrier et paysan. Pour M. Bleibtreu et ses partisans, P. Lambert a entrepris de transformer le PCI en groupe de pression sur les bureaucraties syndicales<sup>98</sup>.

<sup>1007</sup> « De la conférence des militants partisans des Assises nationales », *La Vérité*, n° 322, 26 mars 1954.

<sup>90</sup> Lettre de R. Carlton à M. Lequenne, *op.cit.*, p. 3.

<sup>91</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 29 avril 1954.

<sup>92</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°3 », *op. cit.*, p. 45.

<sup>93</sup> Entretien avec M. Lequenne dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 172.

<sup>94</sup> « Il est temps d'en finir », *La Vérité*, n°335, 7 mai 1954.

<sup>95</sup> « Pourquoi Renault n'a pas débrayé le 28 », *Ibid.*

<sup>96</sup> « Réalisons les conditions de l'action unie », *Ibid.*

<sup>97</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°3 », *op. cit.*, p. 45.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 46.

La direction majoritaire ne tient aucun compte des critiques de M. Bleibtreu et fixe un nouvel objectif à l'organisation : réussir le meeting du 25 mai organisé par le comité permanent pour les Assises<sup>99</sup>. Les orateurs prévus appartiennent au PCI (P. Lambert, D. Renard) ou sont des alliés plus ou moins proches (A. Hébert, C. Lemoine, L. Portes). Les organisateurs présentent ces militants comme des syndicalistes et invitent les dirigeants confédéraux à venir. Le soir venu, tous les intervenants appellent à l'unité d'action<sup>100</sup>. Les responsables confédéraux boude la réunion à l'exception de B. Frachon qui se fait représenter par G. Frischmann. Celui-ci rappelle que la CGT est unitaire, prête à discuter et à agir avec les autres confédérations. Sa participation confirme l'existence d'un dialogue entre la direction majoritaire et celle de la CGT. Le nombre de participants au meeting est modeste<sup>101</sup> mais la venue de G. Frischmann permet au bureau politique majoritaire d'en faire un succès. Il répète à ses militants qu'avec le mouvement pour les Assises, le PCI a trouvé le moyen de prendre la direction de la classe ouvrière<sup>102</sup>. Il a d'autant plus besoin de les convaincre que la date du IXe congrès approche.

### Les dissensions demeurent

Il se déroule du 5 au 7 juin à Paris et se différencie de son prédécesseur sur deux points. D'abord, la présence de délégations des sections suisses, anglaises, américaines et chinoises atteste que le PCI n'est plus isolé<sup>103</sup>. Ensuite, les heurts entre les deux principales tendances remplacent l'échange d'arguments du VIIIe congrès<sup>104</sup>. Les représentants des autres sections du Comité international plaident en vain pour une coopération entre les deux tendances<sup>105</sup>. Finalement, la direction parvient à faire voter ses textes mais ses opposants ne désarment pas.

L'assemblée élit un nouveau comité central de 20 membres. Par rapport au précédent, signalons trois départs<sup>106</sup> dont le plus significatif est celui de R. Dumont, qui devient suppléant. En fait, il commence à se retirer de l'encadrement du PCI majoritaire mais continue à se consacrer à ses tâches syndicales. D'ailleurs, P. Lambert lui conservera toute

<sup>99</sup> « Du 28 avril au 25 mai », *La Vérité*, n°336, 14 mai 1954.

<sup>100</sup> Les interventions sont reproduites dans *L'Unité syndicale*, n°13, juin-juillet 1954.

<sup>101</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de G. Bloch à B. Hamilton, 28 mai 1954, p.1.

<sup>102</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Note politique n°6 - 1954 », 1<sup>er</sup> juin 1954, p. 1-5.

<sup>103</sup> « Un pas en avant, cent pas en arrière », *La Vérité*, n°338, 18 juin 1954.

<sup>104</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme, une histoire sans fard*, op. cit., page 268.

<sup>105</sup> « Pour une collaboration des tendances » dans « Bulletin Intérieur », juillet 1954 (?), op. cit., p. 15.

<sup>106</sup> CERMTRI, PCI 1955, « Bulletin intérieur n°1 - 1955 ».

son estime<sup>107</sup>. Les huit nouveaux élus sont des militants expérimentés, précédemment suppléants ou membres de la commission de contrôle, signe que le renouvellement souhaité par la direction n'a pas eu lieu. En effet, le PCI majoritaire stagne : en décembre 1954, il compte 70 militants en région parisienne<sup>108</sup> contre 74 deux ans plus tôt<sup>109</sup>. Désormais, l'ancienneté moyenne dépasse les sept ans<sup>110</sup>. Comme le comité central précédent, le nouveau ne compte que deux provinciaux. En 1954, il s'agit de G. Nouvel (Nantes) et H. Geneste (Clermont-Ferrand).

A l'image du parti, le comité central élu apparaît divisé. D'une part, treize membres appuient P. Lambert<sup>111</sup>. De l'autre, la tendance Bleibtreu compte cinq représentants<sup>112</sup> car un quart de l'organisation a approuvé ses textes. Enfin, H. Lafière, proche de Raoul, ne se rallie à aucun des deux courants. M. Bleibtreu et ses partisans demandent à être représentés au bureau politique selon la règle du centralisme démocratique<sup>113</sup> mais la direction refuse et propose à cette tendance de participer d'abord aux commissions du parti. Le bureau politique demeure donc avec ses cinq membres habituels auquel le comité central ajoutera en décembre 1954 R. Chéramy, confirmant ainsi son rôle important auprès de P. Lambert. De son côté, le groupe Raoul exprime sa déception<sup>114</sup>. Certes, il apprécie que les nouveaux membres du comité central soient presque tous des militants ouvriers mais il regrette l'absence d'un débat politique de fond. Surtout, il constate que les majoritaires demeurent incapables d'expliquer les causes de la crise « pabliste ». En conséquence, le groupe décide de construire une vraie tendance dans le parti<sup>115</sup>. A l'issue du IXe congrès, la crise du PCI majoritaire persiste.

Le XIIIe congrès du PCF se déroule au même moment que celui des majoritaires. Au cours de celui-ci, B. Frachon procède à une manière d'autocritique au sujet du mouvement organisé le 28 avril. Il reconnaît que la grève générale a été une erreur mais persiste à donner la priorité à l'action revendicative<sup>116</sup>. A l'issue du congrès, l'assemblée nomme

---

<sup>107</sup> Ainsi, R. Dumont préside le meeting du 25 mai selon *L'Unité syndicale*, n°13, juin-juillet 1954, p. 2.

<sup>108</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Liste des militants majoritaires en RP au 12/12/1954 ».

<sup>109</sup> CERMTRI, PCI 1952 (suite), « Liste des militants de la RP en retard de paiement de leurs cotisations-phalanges », 2 p.

<sup>110</sup> CERMTRI, PCI 1955, « A propos de l'exclusion des camarades B., L. et F. », mars 1955, p. 3.

<sup>111</sup> Louis Eemans, Henri Geneste, Pierre Henger, Georges Van Bever, H. Baratier, G. Bloch, R. Chéramy, R. Berné, S. Just, J. Lefèvre, J. Maertens, G. Nouvel et D. Renard.

<sup>112</sup> L. Fontanel, G. Mougard, D. Righetti, M. Bleibtreu et M. Lequenne.

<sup>113</sup> « Bulletin Intérieur », juillet 1954 (probablement), *op. cit.*, p. 15-17.

<sup>114</sup> AR, B8, 12 juin 1954.

<sup>115</sup> AR, Lettre du 17 juin 1954.

<sup>116</sup> GIRAULT J., *Benoît Frachon...*, *op. cit.*, p. 316-317.

G. Frischmann membre suppléant du bureau politique alors que des dirigeants de la CGT, comme L. Molino, perdent leur siège au comité central. Peu après, le PCF prend une décision inattendue. A la suite de la victoire du Vietminh à Dien Bien Phu, le gouvernement Laniel tombe le 12 juin. Six jours plus tard, une large majorité de députés investit Pierre Mendès France. Parmi eux, les élus socialistes et communistes alors que ces derniers demeuraient dans l'opposition depuis sept ans.

P. Lambert explique ces événements<sup>117</sup> par la volonté du Kremlin d'obtenir un accord avec la bourgeoisie française. En conséquence, le PCF adopte une politique plus à droite, appuie Mendès France et s'oppose à une grève générale unitaire qui mettrait en péril le patronat et le gouvernement. Cela amène J. Duclos et l'appareil du PCF à faire pression sur la direction cégétiste afin qu'elle oublie les revendications ouvrières et refuse l'unité d'action. Mais, les cadres communistes de la CGT – et particulièrement B. Frachon – subissent la pression des travailleurs. Ils comprennent la nécessité de la lutte d'ensemble via un front unique des organisations ouvrières de la base au sommet. Au XIIIe congrès, l'appareil communiste a commencé à sévir contre les dirigeants de la CGT. Il a obligé B. Frachon à une autocritique partielle et éliminé du comité central des responsables cégétistes. P. Lambert émet l'hypothèse que G. Frischmann a déjà capitulé devant J. Duclos et trahi B. Frachon, d'où sa promotion.

Après ce congrès, le dirigeant majoritaire constate avec satisfaction que B. Frachon et la direction cégétiste maintiennent une orientation unitaire malgré les exigences du PCF. Ainsi, B. Frachon accepte de recevoir le 21 juin une délégation restreinte du comité pour les Assises incluant R. Chéramy et P. Lambert<sup>118</sup>. Le dirigeant confédéral consent alors à la réintégration de ce dernier à la CGT<sup>119</sup>. Quelques jours plus tard, les membres de sa section syndicale votent à l'unanimité le retour de P. Lambert. Pour *La Vérité*, la confédération manifeste ainsi son aspiration à fonctionner comme une vraie organisation syndicale et à ne plus obéir aux ordres du PCF, voire à rompre avec lui<sup>120</sup>. Cela constitue une formidable opportunité pour les trotskystes<sup>121</sup>.

---

<sup>117</sup> Dans les articles suivants : « Après Marty et Lecoeur, Frachon », *La Vérité*, n° 338, 18 juin 1954, « CGT-PCF » et « Après le congrès d'Ivry », *La Vérité*, n° 339, 8 juillet 1954.

<sup>118</sup> CERMTRI, PCI 1954, *Comité national pour les Assises*, 17 juin 1954.

<sup>119</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Résolution Lequenne pour le comité central des 25-26 septembre 1954 », 3 p.

<sup>120</sup> « Un pas en avant », *La Vérité*, n°339, 8 juillet 1954.

<sup>121</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Note politique n° 6 - 1954 », p. 3.

Le groupe Raoul exprime son scepticisme sur cette tentative de « faire pression sur l'appareil syndical stalinien »<sup>122</sup>. M. Lequenne, au nom de la tendance Bleibtreu, réagit plus vivement : il dénonce la réintégration de P. Lambert. Il la considère comme une faute politique car aucune mobilisation en faveur des exclus de 1950-1951 ne l'accompagne. Pour lui, B. Frachon a fait cette concession car il juge peu dangereuse la campagne des Assises. Par ailleurs, M. Lequenne accuse la direction majoritaire de soutenir le nouveau cours des bureaucrates de la confédération pour « monter dans l'appareil cégétiste »<sup>123</sup>. De son côté, la cellule Postiers – ralliée à M. Bleibtreu – juge que P. Lambert a calomnié G. Frischmann. Pour elle, ce dernier est le responsable communiste le plus sensible à la pression révolutionnaire<sup>124</sup>. P. Lambert répond que les postiers trotskystes se laissent complètement manipuler par les « staliniens » de la Fédération postale. La combativité des postiers fait agir G. Frischmann et non l'inverse. P. Lambert rappelle que lors des conférences ouvrières de mars-avril 1954, les membres de la cellule n'ont même pas osé voter la résolution unitaire soutenue par leur propre parti<sup>125</sup>.

Que penser de cette polémique ? D'abord, P. Lambert paraît avoir exagéré les différends entre les responsables du PCF et de la CGT. Selon l'historien J. Girault, la divergence n'a été que tactique lors du XIII<sup>e</sup> congrès car B. Frachon demeure très lié à J. Duclos<sup>126</sup>. Quant à l'accusation de vouloir monter dans l'appareil cégétiste, nous nous contenterons de constater que, depuis plusieurs années, P. Lambert cherche à conclure des accords avec les dirigeants d'organisations syndicales. Afin de mieux lutter contre les appareils, il veut s'allier avec certains d'entre eux. Ainsi, il a obtenu des résultats avec la FEN, particulièrement en région parisienne. Il va échouer avec la CGT mais y parviendra avec FO. Remarquons aussi que P. Lambert met les mêmes espérances en B. Frachon que M. Bleibtreu en A. Marty, en G. Frischmann, voire en L. Beria. Nous faisons l'hypothèse que leur attitude provient de la faiblesse numérique des trotskystes. Elle les conduit à chercher la personnalité extérieure à leur mouvement qui leur servirait de relais vers l'avant-garde ouvrière.

Dans le cas de P. Lambert, la tentative de rapprochement avec B. Frachon tourne court. En octobre 1954, le premier exprime publiquement sa satisfaction d'avoir été réintégré mais

---

<sup>122</sup> AR, B8, Lettres du 17/6 et du 10/9/1954.

<sup>123</sup> CERMTRI, PCI 1954, *Résolution Lequenne*, 3 p.

<sup>124</sup> « Bulletin Intérieur », juillet 1954 (probablement), *op. cit.*, p. 6-8.

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 10-14.

<sup>126</sup> GIRAULT J., « Benoît Frachon communiste et syndicaliste », *op. cit.*, p. 316-317 et 321.

regrette que S. Just et D. Renard demeurent exclus<sup>127</sup>. Ensuite, *L'Unité syndicale* devient de plus en plus critique par rapport à la CGT<sup>128</sup>. Enfin, en février 1955, ce journal publie une lettre ouverte à B. Frachon où P. Lambert constate « que l'orientation dominante dans les sommets cégétistes reste l'orientation sectaire, anti-démocratique et anti-unitaire »<sup>129</sup>. Ainsi, il reproche à la confédération de préconiser des grèves partielles et limitées, incapables de faire céder le patronat et le gouvernement sur les revendications essentielles. Surtout, P. Lambert l'accuse de ne pas respecter la démocratie ouvrière en continuant d'exclure les opposants à la ligne confédérale<sup>130</sup>. Cette lettre clôt la tentative de rapprochement entre la direction cégétiste et les majoritaires. Notons que ceux-ci compensent déjà leur déception par un regain d'intérêt pour les minoritaires de FO. Au IV<sup>e</sup> congrès de cette centrale, en novembre 1954, *La Vérité* apprécie qu'ils aient « réaffirmé les positions du syndicalisme de lutte de classes » contre l'orientation du bureau confédéral<sup>131</sup>. Dans son numéro de novembre 1954, *L'Unité syndicale* publie même un long entretien avec un secrétaire de la fédération des métaux FO<sup>132</sup>, Gabriel Tharreau, car celui-ci est proche des minoritaires de la confédération<sup>133</sup>.

Mais, revenons aux débats internes du PCI majoritaire. A la rentrée de septembre 1954, les deux principales tendances conviennent que le gouvernement Mendès France, soutenu par le PC et le PS, démobilise les travailleurs. Par contre, elles n'en tirent pas les mêmes conclusions. Pour la direction, les travailleurs se rendront bientôt compte que Mendès France les trompe. Afin de préparer les luttes à venir, il faut contraindre les organisations ouvrières à s'unir sur un programme de classe. La direction majoritaire impose donc la poursuite de la campagne des Assises lors des sessions du comité central de septembre et décembre 1954. En particulier, elle mobilise le parti pour tenir une conférence syndicale le 5 décembre mais, malgré ses efforts, elle n'y parvient pas et la reporte à une date ultérieure<sup>134</sup>.

La tendance Bleitreu et le groupe Raoul condamnent l'activisme à courte vue de la direction et exigent une réflexion collective dans le parti sur la politique à mener<sup>135</sup>. En

<sup>127</sup> BOUSSEL-LAMBERT P., « La réintégration des exclus », *L'Unité syndicale*, n°14, octobre 1954.

<sup>128</sup> Ainsi « Préparez ensemble la grève générale », *L'Unité syndicale*, n°15-16, nov-déc 1954.

<sup>129</sup> LAMBERT P., « Lettre à B. Frachon », n°18, février-mars 1955.

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> « Le congrès de la CGT-FO », *La Vérité*, n°345, 10 décembre 1954.

<sup>132</sup> Numéro 15-16.

<sup>133</sup> TROUSSET G., *Libertaires...*, *op. cit.*, p. 143.

<sup>134</sup> CERMTRI, PCI 1955, « Bulletin intérieur n°1-1955 »..

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 5-7 et 33-34.

particulier, M. Bleibtreu et ses partisans ironisent sur les espoirs mis par P. Lambert sur la tendance Frachon. Ils constatent que le combat prévu par la direction entre B. Frachon et les autres dirigeants du PCF n'a pas eu lieu<sup>136</sup>. Ils reprochent à la direction de se contenter de faire pression sur les organisations syndicales et de ne pas chercher à exploiter la crise du PCF où le travail de fraction a été abandonné. La tendance Bleibtreu propose de nouveau d'élaborer un vrai programme politique afin de mobiliser les travailleurs<sup>137</sup>. Pour le groupe Raoul, le redressement du PCI s'avère plus nécessaire que jamais. Au comité central, H. Lafièvre continue à défendre les positions du groupe Raoul. Il est rejoint par Thomas Dejean – suppléant. Les deux hommes votent contre le rapport politique de la direction et contre celui de la tendance Bleibtreu.

Au cours de l'automne 1954, la crise du PCI majoritaire s'aggrave encore car deux nouveaux sujets de discorde s'ajoutent aux divergences précédemment évoquées. Le premier porte sur les relations internationales des majoritaires. Mais, pour en comprendre les raisons, il faut revenir quelques mois en arrière.

### L'enlèvement du Comité international

Pour tous les responsables du PCI majoritaire, la création du Comité international (CI) constitue une grande victoire. A ce moment là, ils estiment pouvoir vaincre rapidement les « pablistes » et tenir une conférence internationale dans les trois mois<sup>138</sup>. Pour cela, ils pressent leurs partenaires de les aider à rallier rapidement le maximum de sections<sup>139</sup> et diffusent dans le monde l'appel du SWP<sup>140</sup>. G. Bloch assure le secrétariat du CI<sup>141</sup> et organise une réunion bimestrielle avec les délégués des sections britannique et suisse. Il publie, à partir de décembre 1953, un *Bulletin du Comité international* en français, tout en assurant avec M. Bleibtreu une importante correspondance vers les trotskystes étrangers<sup>142</sup>. Pourtant, les

---

<sup>136</sup> Voir l'article de *La Vérité* cité dans le chapitre précédent.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 28-38.

<sup>138</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre du bureau politique du PCI au SWP du 27 novembre 1953, p. 1.

<sup>139</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, p. 1.

<sup>140</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre du bureau politique du PCI au SWP du 27 novembre 1953, 3 p. et Lettre de G. Bloch à Betty Hamilton (militante de la section anglaise), 12 décembre 1953, 2 p.

<sup>141</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, « Comité international Session des 6 et 7 novembre 1954 », 4 p.

<sup>142</sup> En particulier à Guillermo Lora (Bolivie), Posadas (Argentine) et Libero Villone (Italie). Voir FB, F Delta 1/4/4/2.



majoritaires se rendent compte rapidement qu'ils s'étaient fait des illusions<sup>143</sup>. Ils obtiennent quelques ralliements – ceux des sections canadienne<sup>144</sup>, japonaise et islandaise<sup>145</sup> et celui de Peng Shuzi<sup>146</sup>, le dirigeant trotskyste chinois le plus connu – mais, malgré leurs efforts, les sections italienne et allemande demeurent fidèles au SI. En janvier 1954, C. Hanley reconnaît : « Nous ne pouvons pas annoncer le ralliement d'un grand nombre de sections à l'heure actuelle »<sup>147</sup>.

Les difficultés du CI s'expliquent en partie par l'action de M. Pablo. Le Comité exécutif international (CEI) le soutient et, sous son égide, la IV<sup>e</sup> Internationale continue de fonctionner comme avant. En décembre 1953, le CEI se réunit à la date prévue, le SI s'étant contenté de ne pas convoquer les représentants des sections dissidentes. L'assemblée apporte un appui total au SI et rappelle que le SWP a approuvé au cours des années 1950-1953 toutes ses décisions. Pour elle, le CI constitue un « bloc sans principe » de dirigeants unis seulement dans le refus d'une internationale centralisée. M. Pablo constate qu'à la tête de chaque grande section du CI se trouve un dirigeant « doté d'un tempérament dominateur et égocentrique »<sup>148</sup>. Il prédit : « Sans le frein que peuvent leur opposer de larges organisations démocratiques, ils [ces dirigeants] dégénèrent presque toujours en petits bureaucrates insupportables »<sup>149</sup>. Selon le CEI, les méthodes de Cannon et de ses alliés n'ont rien de démocratiques. Ainsi, il rappelle comment le « groupe Bleibtreu » a exclu M. Gibelin pour avoir participé à un voyage de syndicalistes en URSS. En avril 1954, le CEI a même l'habileté d'inviter au IV<sup>e</sup> congrès mondial toutes les organisations présentes au III<sup>e</sup> congrès<sup>150</sup>, y compris donc le PCI majoritaire. Comme les sections dissidentes refusent d'y participer, elles paraissent moins soucieuses de l'unité du mouvement trotskyste que les « pablistes ».

Fort d'un millier de membres, le Lanka Sama Samanya Party (LSSP) de Ceylan constitue une des sections les plus importantes du mouvement trotskyste. Il entre en relation avec le CI

---

<sup>143</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de G. Bloch au SWP du 15/12/1953, 3p.

<sup>144</sup> MOREAU François, *Combats et débats de la IV<sup>ème</sup> Internationale*, Hull (Québec), Editions Vents d'Ouest, 1993, p.160-161.

<sup>145</sup> CERMTRI, GB, RSL et SLL BI, Appendice 4, p. 107.

<sup>146</sup> Lettre du bureau politique du PCI au SWP du 27 novembre 1953, *op. cit.*, p. 1.

<sup>147</sup> AL, Lettre de C. Hanley à M. Lequenne du 16 janvier 1954, p. 2.

<sup>148</sup> *Bulletin du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale*, n° 4, 28 mai 1954, p. 23.

<sup>149</sup> *Ibid.*

<sup>150</sup> MOREAU François, *Combats et débats de la IV<sup>ème</sup> Internationale*, Hull (Québec), Editions Vents d'Ouest, 1993, p.146.

car il réproouve les révisions du programme trotskyste par M. Pablo<sup>151</sup>. Pourtant, au cours de la préparation du IV<sup>e</sup> congrès mondial, le SI tient compte des critiques des ceylanais. En conséquence, ces derniers acceptent d'y participer<sup>152</sup>. Le POR bolivien, l'autre grande section trotskyste, ne rejoint pas le CI pour une autre raison. La vague révolutionnaire, qui a secoué la Bolivie en 1952-1954, reflue et le POR se trouve réduit à l'illégalité. Surtout, il se divise par rapport à la consigne du SI de pratiquer l'entrisme dans le MNR, parti nationaliste de gauche bolivien. Seule une partie du POR, avec Guillermo Lora, se rapproche du Comité international<sup>153</sup>.

Par ailleurs, le combat pour le CI ne constitue pas une priorité pour le SWP qui en est pourtant la plus importante section. A ce moment-là, il se trouve en butte à la « chasse aux sorcières » qui sévit aux Etats-Unis. De plus, la loi Voorhis – précédemment évoquée – interdit à la section américaine de participer officiellement au CI. Surtout, sa direction a rompu avec M. Pablo car elle le soupçonnait de soutenir sa minorité. Ce grief s'estompe quand M. Pablo rompt publiquement avec celle-ci en avril 1954<sup>154</sup>. La section britannique apparaît plus active que le SWP mais elle ne compte qu'une cinquantaine de membres et elle doit lutter contre les « pablistes » anglais qui veulent l'éliminer de la rédaction de *Socialist Outlook*, hebdomadaire de la gauche travailliste<sup>155</sup>. Finalement, c'est la section française qui déploie le plus d'efforts en faveur du CI. Elle se plaint d'ailleurs du manque d'activité du SWP, en particulier vers l'Amérique latine où des sections hésitent entre les deux groupements internationaux<sup>156</sup>.

Autre raison des difficultés du CI : son manque de cohésion car l'accord entre ses membres repose seulement sur le refus des méthodes organisationnelles de M. Pablo et de sa stratégie d'appui au « camp stalinien »<sup>157</sup>. Ainsi, le SWP n'apprécie guère la démarche syndicaliste du PCI majoritaire et reconnaît qu'il faudrait enfin mener une discussion

---

<sup>151</sup> Extrait de la lettre du 26/1/ 54 de L. Goonawardene à J-P. Cannon dans *La Vérité*, n° 583, 1978, p. 269.

<sup>152</sup> Les textes correspondants du CI, du LSSP et du SI se trouvent dans le *Bulletin du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale*, n° 4, 28 mai 1954, 31 p.

<sup>153</sup> M. Bleibtreu correspond régulièrement avec G. Lora selon CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre du bureau politique du PCI au SWP du 27 novembre 1953, p. 2.

<sup>154</sup> Les textes correspondants du CI, du LSSP et du SI se trouvent dans le *Bulletin du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale*, n° 4, 28 mai 1954, 31 p.

<sup>155</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de G. Bloch à B. Hamilton, 28 mai 1954, et « Clarification dans la gauche travailliste », *La Vérité*, n°337, 28 mai 1954..

<sup>156</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre à S. du 20/3/1954, p. 1-2.

<sup>157</sup> FRANK P., « Le comité exécutif de la IV<sup>e</sup> », *La vérité des travailleurs*, n° 20, mai 1954.

approfondie sur l'Union soviétique<sup>158</sup>. Les membres du CI reportent de tels débats car ils risqueraient de faire éclater leur fragile regroupement. Aussi, le comité ne fixe pas d'orientations politiques, il se contente de se référer au *Programme de transition*<sup>159</sup>. En conséquence, M. Lequenne décrit le CI comme « un drôle d'attelage »<sup>160</sup> et Raoul le compare au bureau de Londres<sup>161</sup>.

Enfin, la crise du PCI majoritaire gêne le développement du CI car M. Bleibtreu est bien connu des trotskystes étrangers. En particulier, G. Healy<sup>162</sup> et H. Buchbinder<sup>163</sup> - dirigeant de la section suisse - l'apprécient beaucoup. De même, nous avons vu que M. Lequenne correspond régulièrement avec C. Hanley - membre de la direction du SWP. Ces deux opposants à P. Lambert cherchent l'appui des autres sections. Ainsi, M. Bleibtreu résume ainsi sa situation à H. Buchbinder : « Choisir entre Frank et Renard, c'est choisir entre la peste et le choléra »<sup>164</sup>. Pourtant, en février 1954, lors du remplacement de M. Bleibtreu par D. Renard au CI, les délégués anglais et suisses ne peuvent rien faire car ce sont les sections qui nomment leurs représentants. Néanmoins ils demandent « [...] que les camarades français fassent tout en leur pouvoir pour conserver ce camarade »<sup>165</sup>.

Tout ceci contribue au report d'une conférence du CI<sup>166</sup> alors que M. Pablo réunit en juillet 1954 « son » IV<sup>e</sup> congrès, ce qui constitue un succès pour lui. Lors de cette réunion, une tendance pro-stalinienne apparaît prônant partout l'entrée dans les PC et l'abandon des mots d'ordre trotskystes. Cette tendance quitte l'Internationale peu après. Ses représentants en France - M. Mestre et Mathias Corvin - démissionnent du PCI minoritaire et tentent d'adhérer au PCF. Lors du IV<sup>e</sup> congrès, cette opposition permet à M. Pablo de se présenter comme un modéré fidèle aux principes du trotskysme. Ainsi, il fait voter une résolution proposant au Comité international de mener une discussion pour rétablir l'unité du mouvement trotskyste. Le 10 juillet 1954, P. Frank communique officiellement cette proposition au CI<sup>167</sup>. Le parti

<sup>158</sup> AL, Lettre de R. Carlton à M. Lequenne du 3/4/1954, 4 p.

<sup>159</sup> « Résolution d'orientation sur le travail international », *Cahiers du Cermtri*, n°47, p. 80-81.

<sup>160</sup> Dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 164.

<sup>161</sup> AR, Lettre du 14 mai 1954 à D. Renard. Dans les années 1930, le bureau de Londres regroupait des partis socialistes de gauche de manière plutôt lâche.

<sup>162</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de B. Gerland à G. Bloch du 18 avril 1955.

<sup>163</sup> FB, F Delta 1902/4/4/2.

<sup>164</sup> FB, F Delta 1902/4/8/2.

<sup>165</sup> « Compte rendu et décisions du meeting du Comité international réuni le 8 février 1954 », *op. cit.*, p. 1.

<sup>166</sup> « Projet de résolution d'orientation internationale », *op. cit.*, p. 6.

<sup>167</sup> « Projet de résolution d'orientation internationale », *op. cit.*, p. 17.

ceylanais parvient à convaincre G. Healy et le SWP d'accepter la mise en place d'une commission paritaire pour organiser la discussion<sup>168</sup>. Lors de sa session des 3 et 4 août 1954, le Comité international se divise sur la réponse à donner. Les sections représentées acceptent la mise en place de cette commission à l'exception du PCI majoritaire qui exige que les « pablistes » renient d'abord leurs déclarations et engagements passés<sup>169</sup>. Le courant lambertiste se positionne pour longtemps en adversaire résolu de la IV<sup>e</sup> Internationale officielle. Nous expliquons cette attitude intransigeante par la situation des majoritaires en cas de réunification : ils devraient fusionner avec les minoritaires. A ce compte, le courant lambertiste risquerait de perdre la direction de l'organisation réunifiée.

Les 6 et 7 novembre 1954, le CI statue sur ce sujet. Une majorité constituée des délégués britanniques, suisses et chinois ainsi que celui de l'opposition allemande, accepte la discussion et la commission paritaire. D. Renard et G. Bloch, associés au représentant de l'opposition italienne, voient leur exigence de conditions politiques préalables rejetée. En conséquence, G. Bloch démissionne de son poste de secrétaire et G. Healy le remplace<sup>170</sup>. La décision du CI aboutit à la tenue d'une première réunion entre ses délégués et ceux du SI le 20 février 1955 à Paris. Mais, la réunion avorte au bout de 20 minutes – en partie parce que les représentants du Comité international n'ont pas de mandat clair<sup>171</sup>. Ensuite, le CI demeure divisé sur les conditions du dialogue avec les « pablistes »<sup>172</sup>. Ces derniers le comprennent et le SI renouvelle en mai et juillet 1955 ses propositions de discussion afin d'accentuer ce trouble<sup>173</sup>.

Pendant toute cette période, M. Bleibtreu critique la direction majoritaire. Il lui reproche de l'avoir écarté du CI et de ne pas l'associer au travail international. Surtout, il approuve l'attitude des autres sections du CI par rapport à la commission paritaire et juge que par son intransigeance le bureau politique nuit au développement de ce comité<sup>174</sup>. La tendance Bleibtreu en traite les membres de « démolisseurs du CI »<sup>175</sup>.

---

<sup>168</sup> World Socialist Web Site, *L'héritage que nous défendons*, op. cit., chapitre 17, p. 7.

<sup>169</sup> *Ibid.*, p. 5-7 et 18-20.

<sup>170</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Comité international Session des 6 et 7 novembre 1954, 4 p.

<sup>171</sup> MOREAU F. *Combats et débats de la IV<sup>ème</sup> Internationale*, Hull (Québec), Editions Vents d'Ouest, 1993, p. 151.

<sup>172</sup> CERMTRI, FRANCE CI 1953-1964, Lettre de G. Bloch à S. du 10 mars 1955.

<sup>173</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, « A tous les membres et à toutes les organisations adhérentes au Comité international », 4 p.

<sup>174</sup> CERMTRI, PCI 1954, « comité central du 29 octobre 1954 Résolution Bleibtreu », 11 p.

<sup>175</sup> CERMTRI, PCI 1955, BI n°3-1955, p. 11.

Divisé, le Comité international ne parvient pas à éliminer M. Pablo de la direction de la IVe. De plus, il constitue un nouvel objet de discordance entre la direction majoritaire et son opposition. Enfin, le déclenchement de la guerre d'Algérie le 1<sup>er</sup> novembre 1954 aggrave la crise interne du PCI.

### **L'ultime divergence : Messali Hadj**

La guerre d'Algérie constitue un moment important de l'histoire du courant lambertiste. Son appui inconditionnel à Messali Hadj et à ses partisans durant les années 1954-1958 a donné lieu à de nombreux commentaires, fréquemment très critiques<sup>176</sup>. Pour comprendre les raisons et les modalités de ce soutien, le chapitre suivant examinera les relations des majoritaires avec les nationalistes algériens avant puis après le soulèvement.

Dans le présent chapitre, consacré surtout aux débats internes des majoritaires, nous nous contenterons de rappeler quelques faits. Dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1954, l'insurrection commence par une trentaine d'attentats en différents points du territoire algérien. Jusque-là inconnu, le Front de libération nationale (FLN) les revendique et appelle les Algériens à la lutte. Le 8 novembre, Messali Hadj se déclare solidaire des insurgés et appelle ses compatriotes comme les travailleurs français à combattre ensemble les autorités coloniales et les capitalistes<sup>177</sup>. Les militants messalistes rejoignent dans la lutte les quelques partisans du FLN. Quand le 4 novembre 1954, le gouvernement français dissout le MTLN, les premiers constituent une nouvelle organisation, le Mouvement national algérien (MNA).

Avant l'insurrection, la direction majoritaire soutenait Messali Hadj, comme nous le verrons au chapitre suivant. A partir de la Toussaint 1954, elle va plus loin et considère désormais le MTLN-MNA comme une exception parmi les partis nationalistes des pays colonisés et le qualifie de « prolétarien et révolutionnaire »<sup>178</sup>. Selon *La Vérité*, les messalistes se trouvent à l'origine du soulèvement de la Toussaint et ils prennent actuellement la direction de la révolution algérienne. Surtout, à cause des liens étroits entre l'Algérie et la France, cette révolution se continuera par la guerre civile en métropole<sup>179</sup>. L'appui aux messalistes devient donc la priorité pour la direction majoritaire. Elle espère que le PCI va se développer en

---

<sup>176</sup> Citons PATIEU S., *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002 p. 62-63 et 117-120 ainsi que LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 290-292.

<sup>177</sup> « Une déclaration de M. Hadj », *La Vérité*, n°343, 12 novembre 1954.

<sup>178</sup> A la suite du soulèvement en Algérie, les textes suivants présentent aux militants la position de la direction du PCI : CERMTRI, PCI 1954, « Note politique n°7 », 23 novembre 1954, 6 p. ; CERMTRI, PCI 1954, « Résolution sur la révolution algérienne et les tâches du Parti », décembre 1954, 7 p.

<sup>179</sup> Note politique n°7, op. cit., p.6.

même temps que l'insurrection algérienne prendra de l'ampleur. Nous expliquons partiellement cette orientation de la direction majoritaire par la situation difficile où se trouve le PCI. Malgré ses prévisions, aucun mouvement social important n'est survenu depuis août 1953. En cette fin d'année 1954, elle éprouve même des difficultés à organiser une nouvelle conférence pour les Assises. Enfin, nous avons vu que la tendance Bleibtreu et le groupe Raoul deviennent de plus en plus critiques à son égard. Selon nous, la priorité donnée à la lutte pour l'indépendance algérienne permet à la direction de fixer de nouveaux objectifs à l'organisation et à la détourner des débats internes.

En novembre 1954, le bureau politique organise deux assemblées générales sur la question algérienne. Il veut présenter les nouvelles tâches qu'il fixe aux militants pour aider les messalistes et lutter contre la guerre. La tendance Bleibtreu et le groupe Raoul exigent une discussion de fond mais la direction majoritaire s'y refuse et réplique par des attaques personnelles, en particulier contre Raoul<sup>180</sup>. Ce dernier ne se laisse pas intimider et exprime ses divergences dans un bulletin intérieur. Pour lui, le PCI ne peut pas se contenter d'être le porte-parole du MTLD-MNA en métropole. Celui-ci ne doit être qu'un allié car il conserve sa nature petite-bourgeoise. Le PCI doit œuvrer à la construction du parti révolutionnaire algérien et contacter les ouvriers nord-africains en France sans l'entremise des messalistes<sup>181</sup>. La tendance Bleibtreu critique aussi l'attitude de la direction par rapport au MTLD mais son ton est plus caustique : « Notre parti [...] a adopté une attitude d'opportunisme servile à l'égard du MTLD et de ses insuffisances »<sup>182</sup>. Elle se moque de l'assimilation du MTLD à un parti bolchevik. D'autre part, M. Bleibtreu et ses camarades conservent des relations avec des nationalistes algériens non-messalistes. Ceux-ci les informent que les auteurs de l'insurrection appartiennent à une autre organisation. En conséquence, la tendance Bleibtreu préconise d'œuvrer à l'unification des révolutionnaires algériens plutôt que d'appuyer inconditionnellement Messali Hadj<sup>183</sup>.

---

<sup>180</sup> AL, C5, texte du 15/11/1954.

<sup>181</sup> Raoul présente sa position dans un article « Six points... » signé Georges dans CERMTRI, PCI 1955, « Bulletin intérieur n°2 – 1955 », p. 26-33.

<sup>182</sup> CERMTRI, PCI 1955, « Bulletin intérieur n°1 – 1955 », p. 36.

<sup>183</sup> LANDAIS K., *Passions militantes...*, *op. cit.*, p. 342.

## Synthèse des désaccords

Depuis le début de ce chapitre, nous avons évoqué les divergences de plus en plus nombreuses qui opposent les trois courants du PCI majoritaire. Le tableau suivant les résume<sup>184</sup> :

	Direction	Tendance Bleibtreu	Groupe Raoul
Fonctionnement interne	Grande rigueur organisationnelle	Priorité à la discussion politique	Priorité à la discussion politique
Intervention extérieure	Priorité à l'action syndicale « dans la classe »	Recherche et appui d'une opposition de gauche dans le PC	Priorité à l'action syndicale « dans la classe » en utilisant les syndicats autonomes
URSS et pays du glacis	Appel à un soulèvement contre la bureaucratie	Appui d'une fraction gauche de la bureaucratie	Rien à espérer à l'Est
Conception du Parti	Possibilité de fondre l'organisation dans un regroupement « large »	Schéma léniniste « traditionnel »	Appui des actions autonomes de la classe
IV <sup>e</sup> Internationale	Fortes réticences sur la commission paritaire	Accord pour la discussion avec le SI et la commission paritaire	Pour la réunification, nécessité préalable d'une discussion de fond théorique et politique <sup>185</sup>
Insurrection en Algérie	Soutien total à Messali Hadj	Œuvrer à l'unité des insurgés	Soutien critique à Messali Hadj

L'accumulation de tous ces désaccords explique qu'au début de 1955 la crise du PCI majoritaire est plus aigüe que jamais.

En conséquence, les deux oppositions ne se contentent plus de critiquer la direction majoritaire, elles s'organisent et agissent. Ainsi, Raoul structure « son » groupe : il met en place une commission pour organiser son action<sup>186</sup>. En même temps, il engage ses partisans à

<sup>184</sup> Nous en avons donné une première version dans notre maîtrise *Agir au sein de la classe*, p. 132.

<sup>185</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 68. Extrait d'une lettre d'octobre 1954.

<sup>186</sup> AR, L5, 23 décembre 1954. Cette commission comprend C. Kahn, J. Chardon, Vincent Jaillet, F. de Massot, E. Lejeune, Morga et Raoul.

prendre des responsabilités dans le parti, dans leur cellule et au niveau national. En janvier 1955, le groupe publie dans un bulletin intérieur un texte constatant la crise du PCI. Il demande au comité central de préparer un congrès qui permettrait au parti de repartir sur de bonnes bases. En attendant celui-ci, il plaide pour une suspension des querelles internes<sup>187</sup>. En fait, Raoul essaye encore de gagner les membres ouvriers du bureau politique - D. Renard et S. Just - à ses idées<sup>188</sup> car, pour lui, éliminer la direction en place ne résoudrait rien<sup>189</sup>. En cas d'échec de la stratégie précédente, Raoul envisage pour la première fois la construction d'une nouvelle organisation<sup>190</sup>.

A la différence du groupe Raoul, la tendance Bleibtreu veut renverser la direction majoritaire, aussi elle ne se gêne plus pour mener des activités fractionnelles. Ainsi, M. Bleibtreu parvient à identifier l'auteur de l'insurrection algérienne : le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA). Il préconise un soutien total à cette organisation. Jacques Danos - proche de M. Bleibtreu - estime possible d'infléchir l'attitude de Messali Hadj dans le sens de son ralliement au CRUA. Au cours de l'hiver 1954-1955, J. Danos tente d'organiser une rencontre entre Messali Hadj et M. Bleibtreu - qui ne se connaissent pas - mais il n'y parvient pas<sup>191</sup>.

D'autre part, au sein du parti, P. Lambert reconnaît maintenant sa rupture avec A. Marty<sup>192</sup>. En conséquence, M. Bleibtreu entreprend en janvier 1955 une correspondance avec l'ancien dirigeant communiste<sup>193</sup>. Il rassure ce dernier : P. Lambert est responsable de l'arrêt de ses relations avec le PCI majoritaire. M. Bleibtreu propose à A. Marty de reprendre le travail en commun. Comme ce dernier accepte<sup>194</sup>, M. Bleibtreu lui suggère de publier rapidement un bulletin mensuel, *L'Étincelle*, destiné aux militants du PCF et dont il serait le directeur politique<sup>195</sup>. A. Marty refuse car il préfère attendre la sortie de son livre pour s'exprimer publiquement<sup>196</sup>. On le voit, M. Bleibtreu demeure sur sa ligne politique d'appui à

---

<sup>187</sup> CERMTRI, PCI 1955, « Bulletin intérieur n°2 - 1955 », p. 24-25.

<sup>188</sup> AR, L5, 23 décembre 1954.

<sup>189</sup> AR, C2, novembre ou décembre 1954.

<sup>190</sup> AR, C6, p.3.

<sup>191</sup> FB, F Delta 1902 1/1.

<sup>192</sup> CERMTRI, PCI 1955, « Bulletin intérieur n°3 - 1955 », p. 1-11.

<sup>193</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, Lettre de M. Bleibtreu à A. Marty du 17 janvier 1955.

<sup>194</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, Lettre d'A. Marty à M. Bleibtreu du 22 janvier 1955.

<sup>195</sup> AR, C2, novembre ou décembre 1954.

<sup>196</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, Lettre d'A. Marty à M. Bleibtreu du 21 février 1955.



une opposition de gauche au sein du PCF. Pour cela, il est prêt à la rupture avec la direction du PCI car la publication du bulletin aurait constitué un acte d'indiscipline grave.

Enfin, en janvier 1955 la tendance Bleibtreu publie dans le bulletin intérieur une critique au vitriol de la direction<sup>197</sup>. P. Lambert est ainsi décrit :

« Et le démolisseur du Parti est toujours à l'œuvre, avec sa gouaille de camelot marron, criant l'injure et la calomnie pour détourner l'attention des badauds »<sup>198</sup>.

L'article se termine par ce conseil à la direction : « Il est temps de partir, camarades faillis et saboteurs ! »<sup>199</sup>.

Involontairement, la police judiciaire va amener la crise du PCI majoritaire à son terme.

### La rupture finale

A partir du déclenchement de l'insurrection, *La Vérité* dénonce avec insistance « la sale guerre »<sup>200</sup>. Le gouvernement réagit : il charge la police judiciaire d'enquêter sur le PCI majoritaire. Celle-ci convoque donc pour interrogatoire ses dirigeants présumés, parmi eux trois membres de la minorité : M. Bleibtreu, M. Lequenne et L. Fontanel<sup>201</sup>. Suivant les consignes du bureau politique, chacun de ces militants se rend à la convocation mais se contente de décliner son identité, sans répondre aux questions. A la suite de ces interrogatoires, la tendance Bleibtreu réclame à la direction majoritaire une discussion afin de fixer la conduite du parti face à la répression. Pour cela, elle exige la réunion immédiate du comité central<sup>202</sup>. Le bureau politique rejette cette demande et reproche à ces militants leur indiscipline. Il les accuse de vouloir transformer le PCI - parti léniniste - en une fédération de tendances. D'autre part, il diffuse un communiqué où il rappelle que les interrogatoires de la police sont illégaux et que désormais plus aucun militant du PCI ne s'y rendra.

Début mars 1955, la police convoque de nouveau pour interrogatoire les mêmes membres du PCI. M. Bleibtreu convainc alors ses partisans de se rendre aux convocations en ne

---

<sup>197</sup> « Faisons le point » dans CERMTRI, PCI 1955, « Bulletin intérieur n°3 - 1955 », p. 1-11.

<sup>198</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>199</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>200</sup> « Pas de nouvelle sale guerre », *La Vérité*, n°343, 12 novembre 1954.

<sup>201</sup> « La répression contre le PCI », *La Vérité*, n°349, 11 février 1955 et entretien avec M. Lequenne dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 173.

<sup>202</sup> Le texte est signé par : J. Weill, M. Bleibtreu, L. Fontanel, Francine Righetti (pseudo : Francine), Albert Roux (pseudo : Hermont), Jean Lambert, Madeleine Lambert, B. Karlinsky, Cécile Molinier (pseudo : Laurence), S. Estorach, Gallois, C. Margne, M. Lequenne, G. Mougard, Ponce, D. Righetti et J-M. Vincent (pseudo : Valette). Jean Lambert et son épouse Madeleine travaillent dans le monde médical. Ils habitent au nord-est de la France et ne sont pas apparentés à P. Lambert.

fournissant aucune information, ce qu'ils font<sup>203</sup>. A l'annonce de cette décision, le bureau politique se réunit le 15 mars et décide la tenue d'une assemblée générale de la RP puis une session extraordinaire du comité central pour le 20 mars<sup>204</sup>. Au cours de la première réunion, la tendance Bleibtreu obtient le vote d'une résolution préconisant l'apaisement et le travail en commun des tendances. Ce texte confirme le trouble des militants confrontés à un conflit interminable. Pourtant, lors de la réunion du comité central, le bureau politique demeure inflexible. Il demande l'exclusion de M. Bleibtreu, M. Lequenne et L. Fontanel pour s'être rendu aux interrogatoires malgré ses mises en garde. Les membres du comité central appartenant à ce courant préviennent que cela entraînerait leur départ<sup>205</sup>. Pour le groupe Raoul, Thomas Dejean propose une résolution de compromis afin de n'exclure personne et de sauver l'unité du parti mais les deux autres tendances refusent<sup>206</sup>. En une heure, les partisans de la direction votent l'éviction<sup>207</sup> ainsi que cette déclaration :

« Le comité central a pris la décision d'exclure immédiatement du Parti les « jaunes » Bleibtreu, Lequenne et Fontanel qui ont rompu la solidarité du Parti, la solidarité de classe face à la répression »<sup>208</sup>.

Le scrutin terminé, M. Bleibtreu se sent soulagé de quitter le PCI<sup>209</sup>. Plus vindicatif, M. Lequenne fixe dans les yeux chacun de ses adversaires et lui lance : « Toi, aujourd'hui tu m'exclus »<sup>210</sup>. Comme quatre membres de la tendance Bleibtreu demeurent au comité central et à la commission de contrôle<sup>211</sup>, le bureau politique leur rappelle que les expulsions ont un motif disciplinaire mais non politique. Il leur propose de remplacer dans ces deux instances les éliminés par d'autres membres de leur courant. Les partisans de M. Bleibtreu refusent<sup>212</sup> et quittent le PCI majoritaire les jours suivants<sup>213</sup>. Le groupe Raoul réagit vivement aux renvois. Il diffuse dans l'organisation une déclaration signée par 15 militants. Celle-ci explique la crise par le mépris que les dirigeants des deux grandes tendances portent à la base du parti. Les

---

<sup>203</sup> M. Lequenne a conservé dans ses archives (AL) des notes de son interrogatoire du mardi 15 mars 1955. La police cherche à connaître les vrais responsables du journal.

<sup>204</sup> FB, F Delta 1902 1/4, Lettre de M. Bleibtreu à B. Hamilton du 21 avril 1955.

<sup>205</sup> Nous n'avons trouvé dans CERMTRI, PCI 1955 que la dernière page du compte rendu de cette réunion. Cette déclaration y figure.

<sup>206</sup> *Ibid.*

<sup>207</sup> FB, F Delta 1902 1/4, Lettre de M. Bleibtreu à B. Hamilton du 21 avril 1955.

<sup>208</sup> CERMTRI, PCI 1955, « Décisions du comité central du PCI », 23 mars 1955, p. 3.

<sup>209</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, lettre de M. Bleibtreu à M. Marty du 22 avril 1955.

<sup>210</sup> Entretien avec M. Lequenne le 10 janvier 2006.

<sup>211</sup> D. Righetti, C. Margne, G. Mougard et J. Weill.

<sup>212</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. BLOCH, Lettre de G. Bloch du 2/4/1955.

<sup>213</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 292.

signataires déclarent les exclusions illégales car le comité central peut suspendre des adhérents mais non les expulser. Ils demanderont donc l'annulation de cette mesure au prochain congrès<sup>214</sup>. Néanmoins, le groupe Raoul ne part pas. Dans un autre texte, les mêmes signataires estiment que sans leur regroupement : «...il y aurait d'ores et déjà la moitié des membres inscrits lors du dernier congrès hors du PCI »<sup>215</sup>.

En accord avec M. Bleibtreu, M. Lequenne vient début avril à une réunion du groupe Raoul. Il propose à ses membres de quitter le parti et de se joindre aux exclus<sup>216</sup> mais ils refusent tous<sup>217</sup>. Les partisans de M. Bleibtreu constituent alors le Groupe bolchevik-léniniste (GBL)<sup>218</sup> mais cette nouvelle organisation ne compte qu'une douzaine de membres<sup>219</sup>. Elle met ses espoirs dans le Comité international car M. Bleibtreu conserve des relations privilégiées avec certains de ses dirigeants – comme G. Healy. Il écrit donc à toutes ses sections et leur donne sa version des faits : la direction majoritaire a exclu sa tendance par refus de la confrontation politique<sup>220</sup>. Cette affaire trouble les organisations affiliées au CI, surtout la section anglaise qui proteste. G. Healy considère que les dirigeants de la section française ont usé de méthodes staliniennes pour liquider la minorité<sup>221</sup>.

Au nom de la direction majoritaire, G. Bloch explique les radiations aux partenaires du CI. Il insiste sur leur motif disciplinaire : les trois responsables se sont désolidarisés du parti devant les tâches nouvelles dues à la guerre d'Algérie et leur départ aura peu de conséquences<sup>222</sup>. G. Bloch n'accepte pas les reproches des Britanniques. Il leur rappelle leur

---

<sup>214</sup> CERMTRI, PCI 1955, « A propos de l'exclusion des camarades B, L, et F », 4 p. La déclaration est signée par C. Kahn, Denise Mazet, Derick, Ginette Rault, Grandjean, Jacqueline Chardon, Vincent Jaillet, S. Dhénin, F. de Massot, E. Lejeune, Raguin, Renée Mazet, H. Lafièvre, T. Dejean, Voutier.

<sup>215</sup> AR, B6, p. 2.

<sup>216</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 313-314.

<sup>217</sup> Entretien avec C. Kahn dans HENTZGEN Jean, *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 186. Un peu plus tard, deux majoritaires liés au groupe Raoul quittent le PCI : Serge Dhénin et Jean Guillet. Mais, il ne s'agit pas de militants ouvriers et ils ne rejoignent pas M. Bleibtreu, selon LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 314.

<sup>218</sup> Dès le 10 avril, le groupe ainsi nommé demande à adhérer au Comité de lutte contre la répression colonialiste.

<sup>219</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 300. Dans son article « Continuité et discontinuité du « lambertisme » (Contribution à l'histoire d'une dégénérescence) », *Critique Communiste*, n°7, 1976, p.129, M. Lequenne estime que 15% des effectifs du PCI sont partis lors de la scission. Comme en décembre 1954, l'organisation compte un peu moins de cent militants (voir chapitre 5) ces deux nombres sont cohérents.

<sup>220</sup> AL, « Au Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale », 23 avril 1955, 2 p.

<sup>221</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de Brigitte Gerland à G. Bloch du 18 avril 1955.

<sup>222</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, Lettre de G. Bloch à F. Bottari du 2 avril 1955 ; CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de G. Bloch à Preston du 18 avril 1955.

peu d'empressement à soutenir la section française dans sa lutte contre la guerre d'Algérie et l'attitude compréhensive du PCI quand la section anglaise éliminait certains de ses membres<sup>223</sup>.

Lors de la réunion du 21 mai 1955, le CI vote une déclaration où il s'exprime son indignation au sujet des exclusions de M. Bleibtreu, M. Lequenne et L. Fontanel. Il demande à la direction du PCI de les réintégrer et d'accorder à la tendance Bleibtreu une représentation dans tous les organismes dirigeants<sup>224</sup>. Ce texte constitue un cinglant désaveu pour P. Lambert et ses partisans aussi, lors de sa session des 4 et 5 juin, le comité central majoritaire refuse d'en tenir compte. Finalement, le groupe de M. Bleibtreu reste en dehors d'un CI fragilisé par ces nouvelles péripéties.

La longue crise du PCI majoritaire en 1954-1955 nous inspire plusieurs observations. D'abord, son issue paraît logique : les divergences entre les deux principales tendances étaient trop nombreuses et leurs relations devenues exécrales. Remarquons cependant une certaine brutalité de la direction au cours de cette crise. Elle essaye systématiquement de disqualifier les opposants en leur reprochant leur indiscipline. A l'issue de la bataille interne, elle traite les trois anciens dirigeants de « jaunes » afin de les salir<sup>225</sup>. D'ailleurs, après son départ du PCI, S. Just condamnera les moyens et les méthodes utilisés pour éliminer M. Bleibtreu et M. Lequenne<sup>226</sup>. Notons aussi que P. Lambert a obtenu ce résultat à peu de frais : la plupart des militants ouvriers demeurent au PCI majoritaire. Seuls les postiers - à l'exception de H. Lafièvre, resté membre de l'organisation - partent avec les exclus.

Pour P. Lambert et ses partisans, les militants partis en mars 1955 ne sont plus trotskystes. Ils les assimilent aux minoritaires de 1952 et nomment leur départ « la seconde scission pabliste »<sup>227</sup>. Comme ce fut le cas après la scission de 1952, les relations personnelles entre les membres du PCI majoritaire et ceux du GBL cessent<sup>228</sup>. Ainsi, tel membre de cette seconde organisation a regretté de ne pas avoir revu son ami resté au PCI majoritaire<sup>229</sup>. La scission de 1948 n'a pas eu ce caractère définitif car P. Lambert a regretté le départ des

---

<sup>223</sup>CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettres de G. Bloch à Preston des 18 avril et 2 mai 1955.

<sup>224</sup>AL, « Sur l'exclusion de la minorité du PCI », 21 mai 1955.

<sup>225</sup>CERMTRI, PCI 1955, « Décisions du comité central du PCI », 23 mars 1955, p. 3.

<sup>226</sup>JUST S., *Comment ...*, *op. cit.*, p. 12.

<sup>227</sup>Entretien de L. Eemans avec C. Malaisé le 20 février 2002, p. 7.

<sup>228</sup>Selon M. Lequenne dans *Agir...*, *op. cit.*, p. 164.

<sup>229</sup>Entretien avec J. Baumgarten le 7/10/2006.

« droitiers »<sup>230</sup> et a conservé des contacts avec certains de leurs dirigeants<sup>231</sup>. De même Raoul et d'autres majoritaires lisent *Socialisme ou Barbarie* et entretiennent des relations avec des membres de cette organisation<sup>232</sup>. Nous avons une explication : ces groupes avaient plus ou moins rompu avec le trotskysme. Par contre, le PCI minoritaire et le GBL se réclament de cette idéologie et cela, le courant lambertiste ne l'accepte pas car il se considère comme le seul représentant du trotskysme en France.

Surtout, la scission entraîne une modification du fonctionnement du PCI. Depuis la difficile unification de 1944, il s'épuisait périodiquement dans de longues luttes fractionnelles. Désormais, le PCI majoritaire se confond avec le courant lambertiste. Celui-ci inclut le groupe Raoul qui a refusé de partir avec M. Bleibtreu. Nous pourrions donc dorénavant nommer lambertistes ou trotskystes majoritaires les membres du PCI majoritaire.

---

<sup>230</sup> *Quelques enseignements...*, *op. cit.*, p. 14.

<sup>231</sup> Entretien avec F. de Massot le 29/6/2011.

<sup>232</sup> Entretien avec Daniel Lafière le 20/2/2006 et GOTTRAUX Philippe, *Socialisme ou barbarie*, Payot, Lausanne, p. 214-216.



## CHAPITRE VI

# LE SOUTIEN AUX MESSALISTES

### (jusqu'au début de 1956)

L'appui de P. Lambert à Messali Hadj a suscité beaucoup de commentaires négatifs et de critiques par des auteurs dans la mouvance du PCI minoritaire<sup>1</sup>. Parmi les lambertistes, nous avons évoqué les réticences du groupe Raoul dès le début du conflit algérien. A son issue, P. Lambert reconnaîtra l'erreur commise en soutenant le MNA de manière inconditionnelle<sup>2</sup>. Cela provoquera une discussion animée dans l'organisation<sup>3</sup> comme nous le verrons plus tard. L'importance de ce sujet pour notre recherche nous amène à expliquer les raisons de ce soutien et à en décrire les manifestations dans ce chapitre. Pour cela, il s'avère nécessaire de revenir d'abord sur l'histoire du nationalisme en Algérie et de ses rapports avec le mouvement trotskyste.

### **Nationalistes algériens et trotskystes**

La France commence la conquête de l'Algérie en 1830. Au cours des décennies suivantes, ce territoire devient la clef de voûte de son empire africain. En 1954, un million d'Européens y résident, constituant approximativement 1/10<sup>e</sup> de la population. Néanmoins, par commodité, nous nommerons Algériens les autres habitants de ce territoire, presque tous de religion musulmane. Le statut de l'Algérie montre son importance pour la France : elle est divisée en trois départements et relève du Ministère de l'Intérieur. Néanmoins, les autorités

---

<sup>1</sup> Parmi eux, il y a H. Weber et S. Pattieu dont nous avons cité les textes dans l'introduction.

<sup>2</sup> CERMTRI, *Informations internationales*, n° 6, juillet 1962. Les mêmes arguments seront utilisés dans *Quelques enseignements*, op. cit., p. 105-107.

<sup>3</sup> CERMTRI, *Etudes et documents*, n°11, 1962.

françaises ne parviennent à ce résultat que par la violence. Dès le début de l'occupation, elles adoptent une attitude particulièrement brutale : elles procèdent à une destruction radicale des structures traditionnelles et donnent les meilleures terres aux colons européens<sup>4</sup>. En conséquence, au début du XXe siècle, un mouvement d'émigration vers la métropole commence. Là, parmi les travailleurs algériens immigrés, se constitue en 1926 la première organisation à revendiquer l'émancipation de leur pays : l'Etoile Nord-Africaine (ENA)<sup>5</sup>. Influencée par le Parti communiste, elle choisit Messali Hadj comme secrétaire général. Celui-ci devient le leader des nationalistes algériens radicaux, exigeant l'indépendance et l'élection d'une assemblée constituante élue au suffrage universel<sup>6</sup>. Au cours des années 1930 et 1940, Messali Hadj rallie à cette cause les masses musulmanes : elles le vénèrent, l'appellent *zaim* - le chef - et mettent son portrait aux murs de leurs quartiers<sup>7</sup>.

En conséquence, la répression des autorités coloniales se déchaîne contre lui et ses partisans : à partir de 1937, Messali Hadj devient un proscrit, alternant les séjours en prison, au bagne ou en résidence surveillée. Surtout, le 8 mai 1945, quand des cortèges nationalistes réclament l'indépendance de l'Algérie et sa libération, l'armée et les colons européens massacrent entre 10 000 et 15 000 manifestants<sup>8</sup>. Désormais, beaucoup d'Algériens ne voient plus que le recours à la violence pour mettre fin à la domination française. Aussi, l'année suivante, Messali Hadj convainc difficilement ses partisans de constituer un parti légal – le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) – et de participer aux élections<sup>9</sup>. Pour sauvegarder l'unité de cette organisation, il concède la création d'une structure paramilitaire clandestine, l'organisation spéciale (OS), censée préparer l'insurrection armée<sup>10</sup>.

A la fin des années 1920, Messali Hadj refuse la mainmise du Parti communiste sur l'ENA et prend ses distances avec lui, de plus en plus assujetti aux directives du Kremlin. En contrepartie, il se réfère davantage à l'Islam et aux valeurs de l'Algérie traditionnelle<sup>11</sup>. Pourtant, Messali Hadj cherche toujours à se lier avec le mouvement ouvrier français et ses organisations. Dans les années 1930, il se rapproche de la gauche socialiste ; *La Révolution*

---

<sup>4</sup> STORA Benjamin, *Messali Hadj*, Paris, Le livre de poche, 1994, p. 45.

<sup>5</sup> STORA Benjamin, *Le nationalisme algérien avant 1954*, Paris, CNRS éditions, 2010, p. 52.

<sup>6</sup> MEYNIER Gilbert, *Histoire intérieure du FLN 1954-1962*, Paris, Fayard, 2002, p. 57.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 114.

<sup>8</sup> THENAULT Sylvie, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Flammarion, 2012, p. 46.

<sup>9</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 76.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>11</sup> STORA B., *Messali Hadj*, *op. cit.*, p. 82.



prolétarienne ainsi que M. Pivert et la Gauche révolutionnaire soutiennent l'ENA<sup>12</sup>. Les trotskystes français adoptent la même attitude car ils se sont toujours voulus solidaires des peuples colonisés dans leur lutte contre les impérialismes. Ils veulent être fidèles à la huitième condition d'adhésion à l'Internationale communiste qu'elle a votée lors de son second congrès (juillet-août 1920). Elle ordonnait aux révolutionnaires des métropoles d'aider les mouvements émancipateurs dans les colonies<sup>13</sup>. De plus, les trotskystes comme les messalistes se trouvent en butte aux attaques incessantes du PC. Aussi, Raymond Molinier entre en contact avec les responsables de l'ENA<sup>14</sup> et, en 1938, celle-ci envoie des représentants au congrès du POI<sup>15</sup>. Messali Hadj écrit dans ses mémoires : « En 1937, parmi les gens organisés seuls les trotskystes étaient clairement pour l'indépendance des peuples opprimés »<sup>16</sup>.

Les contacts cessent pendant la Seconde Guerre mondiale mais reprennent à son issue. En 1946, P. Lambert – accompagné de Marcel Beaufrère – rencontre pour la première fois Messali Hadj à Paris<sup>17</sup>. Marcel Beaufrère relate cette rencontre dans *La Vérité*<sup>18</sup> et dresse un portrait louangeur du dirigeant nationaliste. Les années suivantes, des liens se nouent entre le PCI et le MTLD. Les deux organisations mènent des actions communes : meetings, manifestations, publication de communiqués, lutte contre la répression qui frappe les militants nationalistes algériens<sup>19</sup>... A la base, dans les entreprises, les trotskystes coopèrent avec les travailleurs algériens du MTLD<sup>20</sup>. Ils les incitent à participer aux combats des organisations ouvrières françaises et à se syndiquer à la CGT<sup>21</sup>. En effet, le nombre d'Algériens vivant en France passe de 50 000 en 1946 à 200 000 en 1954<sup>22</sup> et la CGT se montre très accueillante avec les militants algériens. L'historienne Laure Pitti constate même une coopération entre

---

<sup>12</sup> STORA B., *Le nationalisme algérien...*, op. cit., p. 92.

<sup>13</sup> FRANK Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste*, La Brèche, 1979, p. 99.

<sup>14</sup> STORA B., *Le nationalisme algérien...*, op. cit., p. 67.

<sup>15</sup> SIMON Jacques, *Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre*, Paris, Editions Tirésias, 1998, p. 140.

<sup>16</sup> MESSALI HADJ, *Mémoires de Messali Hadj*, Paris, J-C. Lattès, 1982, p. 259.

<sup>17</sup> GLUCKSTEIN D. et LAMBERT P., « La Vérité a 75 ans », *La Vérité*, n°644, août 2004, p. 73-74.

<sup>18</sup> BEAUFRERE M., « Avec M. Hadj », *La Vérité*, n°136, 16 août 1946.

<sup>19</sup> LANUQUE J-G., « Messali Hadj et les trotskystes français », *Les Cahiers du Centre Fédéral Henri Aigueperse*, UNSA Education, p. 2.

<sup>20</sup> Chez Renault, D. Renard a pris l'initiative de tels contacts dès 1947 selon J. Simon, *Messali Hadj*, op.cit., p. 142.

<sup>21</sup> SIMON J., *Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre*, op. cit., p. 143.

<sup>22</sup> PITTI L., « La CGT et les Algériens en France métropolitaine durant les années 1950 » dans *La CGT dans les années 1950*, op. cit., p. 462.

cette confédération et le MTLD dans les années 1950-1952<sup>23</sup>. Pour les trotskystes, les Algériens constituent des alliés au sein de la CGT pour défendre leur droit d'expression<sup>24</sup>.

En 1952, lors de leur VIII<sup>e</sup> congrès, les trotskystes majoritaires décident de soutenir le MTLD car ils prévoient une prochaine vague révolutionnaire en Afrique du nord. Ce parti n'est pas marxiste mais ils escomptent que le mouvement des masses algériennes le radicalisera. Les majoritaires expliquent cette orientation par l'absence de militants trotskystes au Maghreb ; elle les empêche de constituer des fractions dans les mouvements nationalistes d'Afrique du nord<sup>25</sup>. En conséquence, *La Vérité* ne formule plus aucune critique à l'encontre du MTLD et de Messali Hadj, ce qui n'était pas le cas auparavant<sup>26</sup>. Au contraire, le journal essaye de son mieux d'alerter l'opinion publique sur la répression que subissent les nationalistes algériens. Ainsi, il reproduit une lettre de membres du MTLD détenus à la prison d'Alger décrivant leurs conditions de détention : peu de nourriture, pas d'hygiène, pas de soins aux malades<sup>27</sup>... Il rappelle fréquemment que la police et l'armée usent de la torture contre les militants nationalistes. *La Vérité* critique aussi le manque de soutien du PCF et de la CGT envers ces derniers alors qu'ils adhèrent de plus en plus fréquemment aux organisations ouvrières françaises<sup>28</sup>. En particulier, les trotskystes français reprochent aux dirigeants « staliniens » de ne pas avoir réagi lors de l'assassinat par la police de six Algériens lors du défilé du 14 juillet 1953. Les jours suivants, le Parti communiste et la CGT ne mènent pas de campagne de protestation<sup>29</sup>. L. Pitti fournit une explication pour cette confédération : en 1953 elle s'éloigne du syndicalisme d'affrontement qu'elle pratiquait les années précédentes<sup>30</sup>, en conséquence elle prend ses distances avec le MTLD<sup>31</sup>.

Nous remarquons que pendant la période 1952-1954, le PCI minoritaire soutient aussi le MTLD, mais sans avoir de lien direct avec Messali Hadj<sup>32</sup>.

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 464-465.

<sup>24</sup> SIMON J., *Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre*, op. cit., p. 143.

<sup>25</sup> CERMTRI, PCI 1952, « Résolution politique pour le VIII<sup>e</sup> congrès », BI n°191, p. 7.

<sup>26</sup> LANUQUE J-G., « Messali Hadj et les trotskystes français », op. cit., p. 2.

<sup>27</sup> « De la prison d'Alger », n°308, 6 février 1953.

<sup>28</sup> LAMBERT P., « De lutte pour l'indépendance », n°302, 30 octobre 1952.

<sup>29</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de M. Lequenne à C. Hanley, 31 août 1953, p. 1.

<sup>30</sup> En particulier en 1952, voir le chapitre 2.

<sup>31</sup> PITTI L., op. cit., p. 464-465.

<sup>32</sup> Voir le texte de présentation de J-G Lanuque au *Cahiers du Cermtri*, « Les trotskystes et l'Algérie de 1945 à 1954 », n°106, septembre 2002. Ce numéro inclut deux articles de *La Vérité des travailleurs*.

A cette époque, P. Lambert se préoccupe particulièrement de la lutte des peuples colonisés. Ainsi, lors du VI<sup>e</sup> congrès du PCI - en 1950 - il obtient la direction de la commission coloniale<sup>33</sup>. Nous avons évoqué la séance du Cercle Lénine sur le thème « Afrique du Nord : réforme ou indépendance » où il préconise la défense inconditionnelle des mouvements de libération nationale. Cela l'amène à polémiquer avec M. Lequenne<sup>34</sup>. Surtout, P. Lambert devient à partir de 1948-1949 le délégué du PCI pour les contacts avec les nationalistes algériens<sup>35</sup>. Il demeure désormais en liaison avec Messali Hadj et, quand celui-ci vient à Paris clandestinement, il se charge de son hébergement<sup>36</sup>. En mai 1952, la police arrête le dirigeant nationaliste sur ordre du Ministère de l'Intérieur et le place en résidence surveillée à Niort. Désormais, P. Lambert le rencontre régulièrement<sup>37</sup> et une relation privilégiée s'établit entre les deux hommes. Tout le reste de sa vie, le dirigeant trotskyste exprimera un profond respect envers Messali Hadj<sup>38</sup>.

### Les raisons d'une alliance

Cette entente entre les deux hommes surprend car le dirigeant algérien ne se réclame pas du marxisme et vient d'effectuer un pèlerinage à La Mecque<sup>39</sup>. Nous proposons plusieurs explications.

D'abord, en métropole, la direction majoritaire voit en l'émigration algérienne la seule force ouvrière organisée numériquement importante et indépendante des communistes comme des réformistes. Elle seule peut actuellement influencer sur le cours de la lutte des classes en France en entraînant les travailleurs français<sup>40</sup>. De leur côté, les messalistes, comme nous le verrons plus loin, ont de nombreux adversaires aussi ils ne dédaignent pas l'appui du PCI majoritaire.

Ensuite, Messali Hadj comme P. Lambert donnent la priorité à la mobilisation du plus grand nombre par des actions de masse : manifestations, grèves, meetings<sup>41</sup>... Pour le

---

<sup>33</sup> CERMTRI, PCI 1950, VI<sup>e</sup> congrès.

<sup>34</sup> Voir chapitre V.

<sup>35</sup> SIDI MOUSSA Nedjib, « Face à la guerre d'Algérie : transactions anticoloniales et reconfigurations dans la gauche française », *Diacronie*, n° 9, janvier 2012, p. 19.

<sup>36</sup> Chez Annie Cardinal, alors épouse de D. Renard, selon PATTIEU S., *Les camarades ...*, *op. cit.*, p. 55.

<sup>37</sup> STORA B., *Messali Hadj*, *op. cit.*, p. 213.

<sup>38</sup> En particulier dans GLUCKSTEIN D. et LAMBERT P., « La Vérité a 75 ans », *op. cit.*, p. 73-74.

<sup>39</sup> STORA B., *Messali Hadj*, *op. cit.*, p. 209-210.

<sup>40</sup> CERMTRI, Fonds Messali Hadj, Lettre du BP du PCI du 12/9/1953.

<sup>41</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 80.

premier, il s'agit d'abord d'éduquer et de faire agir ensemble le peuple algérien<sup>42</sup>, le second veut la même chose pour la classe ouvrière. Tous deux privilégient la propagande et l'agitation aux menées aventureuses qui isolent les révolutionnaires. Ainsi, Messali Hadj – comme Habib Bourguiba en Tunisie – voit dans la lutte armée seulement un moyen de pression pour dégager une solution politique<sup>43</sup>. De même, P. Lambert se méfie des initiatives hasardeuses qui divisent le camp des travailleurs. Il veut demeurer parmi la classe ouvrière et refuse donc de se positionner à l'extrême gauche. Après Mai 1968, cela expliquera l'attitude des lambertistes : ils se donneront pour tâche d'organiser l'avant-garde ouvrière mais en veillant par leurs mots d'ordre à rester liés à l'ensemble des travailleurs. Ils critiqueront alors vigoureusement les « gauchistes » parmi lesquels ils rangeront en premier les « pablistes ». Les lambertistes les accuseront de vouloir mener des actions de débordement alors que la majorité de la classe ouvrière n'est pas du tout disposée à les suivre<sup>44</sup>.

Il faut constater aussi qu'au-delà d'un discours radical, Messali Hadj et P. Lambert préconisent une démarche prudente voire passive. Ainsi, pour les actions à accomplir, le chef nationaliste s'en remet au mouvement spontané du peuple algérien et recommande l'élection d'une assemblée constituante au suffrage universel<sup>45</sup>. De même, le dirigeant majoritaire cherche à faire pression sur les organisations syndicales par le mouvement des Assises – précédemment évoqué – mais ne préconise pas d'agir en dehors d'elles.

Autre point commun : les deux hommes combattent le PCF. Dans ses mémoires, Messali Hadj résume la consigne qu'il donne à ses partisans :

« Avec les communistes, nous avons décidé de leur appliquer la loi du talion : dent pour dent, œil pour œil et pour un coup, toute la gueule ! »<sup>46</sup>.

S'il est très critique par rapport à l'Union soviétique, Messali Hadj attend beaucoup des Etats-Unis, opposés au colonialisme<sup>47</sup>. Après le soulèvement, il fera des démarches auprès du département d'Etat américain afin d'obtenir du gouvernement français un cessez-le-feu et des négociations<sup>48</sup>. Par ailleurs, depuis 1951 il demeure en liaison avec Irving Brown qui appuiera les syndicalistes messalistes<sup>49</sup>. De plus, ces deux hommes possèdent en A. Hébert un ami

---

<sup>42</sup> STORA B., *Messali Hadj, op. cit.*, p. 89.

<sup>43</sup> MEYNIER G., *Histoire..., op. cit.*, p. 98.

<sup>44</sup> « Stalinisme et gauchisme », *La Vérité*, avril 1969, p. 12-13.

<sup>45</sup> STORA B., *Messali Hadj, op. cit.*, p. 89 et MEYNIER G., *Histoire..., op. cit.*, p. 90.

<sup>46</sup> STORA B., *Messali Hadj, op. cit.*, p. 89.

<sup>47</sup> HARBI Mohammed, *Le FLN mirage et réalité*, Paris, Jeune Afrique, 1980, p. 15.

<sup>48</sup> HAROUN Ali, *La 7<sup>ème</sup> wilaya*, Seuil, Paris, 1980, p. 255.

<sup>49</sup> HARBI Mohammed, *Une vie debout*, La Découverte, 2001, p. 140.

commun<sup>50</sup>. De prime abord, P. Lambert semble moins bien disposé par rapport aux Etats-Unis car, en bon trotskyste, il dénonce régulièrement l'impérialisme américain. Pourtant, nous avons mentionné précédemment les nombreuses convergences entre lui et les autorités américaines. Ainsi, durant la guerre d'Algérie, il présente ces dernières seulement comme un adversaire secondaire des insurgés, le principal demeurant l'impérialisme français. P. Lambert constate même l'influence positive des Etats-unis sur la puissance colonisatrice : ils la poussent à négocier<sup>51</sup>.

Par ailleurs, les deux dirigeants disposent des mêmes alliés dans la gauche socialiste et parmi les syndicalistes révolutionnaires. Nous les présenterons dans la suite de ce chapitre.

Ultime similitude : ils ont été tous les deux confrontés au léninisme au début de leur vie militante. Ensuite, Messali Hadj se rallie à l'arabo-islamisme et P. Lambert subit l'influence du syndicalisme révolutionnaire et du socialisme de gauche. Néanmoins, ils conservent du léninisme l'importance donnée aux questions d'organisation<sup>52</sup>. Très méticuleux, ils contrôlent tout dans leurs partis respectifs<sup>53</sup> dont ils se considèrent les propriétaires<sup>54</sup>. Messali Hadj préside le MTLD, structuré comme un parti communiste. Il apprécie d'être adoré par la majorité des militants de ce mouvement<sup>55</sup> même si celui-ci fonctionne de manière bureaucratique car, selon l'historien Gilbert Meynier, au MTLD le clientélisme et les rapports d'autorité remplacent le débat démocratique<sup>56</sup>. De plus, Messali Hadj sait manoeuvrer habilement afin d'éliminer ses opposants<sup>57</sup> et, si nécessaire, ses partisans emploient la manière forte pour imposer ses vues<sup>58</sup>. De son côté, le chef majoritaire prétend respecter le centralisme démocratique mais il accepte difficilement les critiques. Il n'apprécie pas qu'un autre dirigeant lui fasse de l'ombre<sup>59</sup>. En cas de besoin, il use de pratiques fractionnelles ou de violence verbale pour imposer son point de vue. Nous faisons l'hypothèse qu'il admire son aîné : le MTLD compte environ 20 000 militants en 1954<sup>60</sup> et constitue l'organisation politique phare

---

<sup>50</sup> BONNEMAISON Joël, *Alexandre Hébert*, Editions du Rocher, Monaco, 1996, p. 79 et SIMON J., *Juif...*, *op. cit.*, p. 123.

<sup>51</sup> CERMTRI, PCI 1956, *Projet de rapport politique*, p. 13-17.

<sup>52</sup> HARBI Mohammed, *Le FLN mirage et réalité*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>53</sup> Pour Messali Hadj voir STORA B., *Messali Hadj*, *op. cit.*, p. 118.

<sup>54</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 99.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 114.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 99.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 100.

<sup>58</sup> HARBI Mohammed, *Une vie debout*, La Découverte, 2001, p. 81 et 129-130.

<sup>59</sup> AR, Lettre à P. Broué du 26/10/1962.

<sup>60</sup> STORA B., *Messali Hadj*, *op. cit.*, p. 230.

de l'Algérie<sup>61</sup>. P. Lambert aimerait parvenir à un tel résultat. Il reconnaîtra avoir beaucoup appris du dirigeant algérien<sup>62</sup>.

Entre les deux hommes, les convergences politiques se doublent de liens personnels : la mère d'A. Cardinal habite à Niort et héberge les deux enfants du dirigeant maghrébin<sup>63</sup>. Celui-ci a une relation amoureuse avec Mme Cardinal comme P. Lambert avec sa fille Annie<sup>64</sup>.

P. Lambert confirme son soutien à Messali Hadj en 1954 et 1955 mais, avant d'en examiner les modalités, il nous paraît indispensable de résumer les événements survenus alors.

### Les événements de 1954-1955

A la fin de 1953, Messali Hadj entre en conflit avec les dirigeants du MTLD. Majoritaires au comité central - on les nomme « centralistes », ceux-ci n'acceptent plus son autoritarisme et son radicalisme seulement verbal. Ils optent pour une stratégie légaliste et cherchent à occuper les postes que les autorités coloniales leur concèdent<sup>65</sup>. Cela aboutit à la scission du MTLD en juillet 1954. L'organisation messaliste tient alors un congrès où elle décide de préparer l'insurrection armée. Néanmoins, elle tergiverse car le gouvernement français – informé de ce projet – transfère son dirigeant aux Sables d'Olonne et le soumet à une surveillance plus étroite<sup>66</sup>. Surtout, le parti messaliste continue de privilégier l'action politique et ne voit dans la lutte armée qu'un moyen de pression pour aboutir à des négociations<sup>67</sup>. En conséquence, au lieu de constituer des structures d'accueil dans les maquis, il prépare une campagne pour la libération de Messali Hadj<sup>68</sup>. Pourtant, une part importante de la population musulmane est dégoûtée de l'action politique et attend impatiemment l'insurrection<sup>69</sup>. L'O.S a été démantelée par la police mais certains de ses cadres entreprennent de réunifier le MTLD par l'action armée. Ils créent le FLN et fixent la date du soulèvement au 1<sup>er</sup> novembre 1954<sup>70</sup>.

---

<sup>61</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, op. cit., p. 110.

<sup>62</sup> STORA B., *La dernière...*, op. cit., p. 191.

<sup>63</sup> STORA B., *Messali Hadj*, op. cit., p. 213.

<sup>64</sup> Entretien avec Claude Kahn le 25 avril 2006. A. Cardinal semble se séparer de son mari, D. Renard, en octobre 1949 selon AP, G<sup>A</sup> br 7.

<sup>65</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, op. cit., p. 106.

<sup>66</sup> STORA B., *Messali Hadj*, op. cit., p. 223.

<sup>67</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, op. cit., p. 448.

<sup>68</sup> STORA Benjamin, *Histoire du MNA de Messali Hadj*, Mémoire de maîtrise, Paris X, 1976, p. 81.

<sup>69</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, op. cit., p. 71 et 125.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 126.

Les attentats et sabotages perpétrés alors ont peu d'importance du point de vue militaire. Ils ne provoquent pas un embrasement immédiat car le FLN ne dispose que de quelques centaines de combattants – organisés dans l'Armée de libération nationale (ALN)<sup>71</sup>. Face à ce début d'insurrection, les autorités françaises considèrent qu'il ne s'agit que de troubles à l'ordre public à réprimer au plus vite. Le 4 novembre 1954, le conseil des ministres décide la dissolution du MTLD et la police arrête des centaines de membres de ce parti, nombre d'entre eux étant soumis à la torture. Le gouvernement français adopte une attitude d'autant plus ferme qu'elle suscite peu de critiques en métropole. Ainsi, la SFIO recommande seulement à la police d'agir avec discernement<sup>72</sup>. De son côté, le PCF rappelle ses convictions anticolonialistes mais désapprouve les attentats de la Toussaint<sup>73</sup>. Surtout, les deux grands partis de la gauche s'intéressent peu aux événements d'Algérie, comme la population française ils en minimisent l'importance<sup>74</sup>. En métropole, seuls les trotskystes et les anarchistes comprennent qu'après la Tunisie et le Maroc, l'insurrection commence en Algérie<sup>75</sup>.

Après le 1<sup>er</sup> novembre, les messalistes en liberté participent au soulèvement. Le 8 novembre, l'AFP publie une déclaration de Messali Hadj où il condamne le régime colonial et soutient l'insurrection. Il appelle les travailleurs algériens et français à lutter ensemble contre l'oppression coloniale ou capitaliste<sup>76</sup>. Dans la clandestinité, ses partisans constituent le MNA et entreprennent de constituer des maquis en Algérie. Il règne alors une certaine confusion parmi les nationalistes : l'ALN réunit les partisans de l'insurrection, qu'ils soient ou non messalistes. Pourtant, peu à peu, une différenciation s'opère et le FLN parvient à se structurer. Il mène des tractations avec les messalistes mais leur offre une seule issue : l'intégration individuelle dans le Front. De son côté, Messali Hadj considère celui-ci comme un ramassis d'exclus du MTLD. Ces négociations échouent donc et, en septembre 1955, le FLN dénonce le MNA comme un « auxiliaire du colonialisme »<sup>77</sup>. Désormais, pour le camp algérien, un

---

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 11-12 et 276-282.

<sup>72</sup> KERGOAT J., *Marceau Pivert, op. cit.*, p. 289.

<sup>73</sup> BECKER Jean-Jacques, « L'intérêt bien compris du PCF » dans RIOUX J-P (s.d.), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, p. 235-237.

<sup>74</sup> AGERON Charles-Robert, « L'opinion française à travers les sondages » dans RIOUX J-P (s.d.), *La guerre d'Algérie et les Français, op. cit.*, p. 27.

<sup>75</sup> PATTIEU S., *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie, op. cit.*, p. 28.

<sup>76</sup> Déclaration reproduite dans *La Vérité*, n°343, 12 novembre 1954.

<sup>77</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 448-457.

conflit interne s'ajoute à la guerre contre les Français. Cette situation semble être davantage le fait du FLN que du MNA<sup>78</sup>.

Les deux organisations ne se différencient pas par leurs programmes. Elles rassemblent beaucoup de nationalistes radicaux mais peu de révolutionnaires car elles veulent l'indépendance mais sans changer la société. Profondément ancrées dans le monde arabo-islamique<sup>79</sup>, elles ne veulent pas faire table rase du passé. Du point de vue social, il y a quelques dissemblances entre elles : le MNA apparaît plus urbain et plus prolétarien quand le FLN est davantage implanté en milieu rural<sup>80</sup>. Les deux partis divergent davantage sur les moyens : le MNA recherche l'alliance du mouvement ouvrier français quand le Front s'appuie sur le monde arabe, particulièrement sur l'Égypte – dirigée depuis peu par le colonel Gamal Abdel Nasser. Comme préalable à un cessez-le-feu, Messali Hadj réclame l'abrogation de l'état d'urgence, l'arrêt des exécutions capitales et la libération des détenus politiques<sup>81</sup>. Cette suspension des hostilités serait suivie de la tenue d'une « Conférence de la table ronde réunissant toutes les parties concernées par le conflit »<sup>82</sup>, celle-ci fixerait les modalités de l'élection d'une assemblée constituante souveraine par tous les Algériens. Les messalistes conservent donc une démarche politique, couronnée par un vote de tous les Algériens au suffrage universel<sup>83</sup> comme ils le réclament depuis les années 1930. Par contre, le FLN sacralise la violence et la lutte armée comme moyen<sup>84</sup>. En conséquence, il se montre plus intransigeant que le MNA : après quelques hésitations<sup>85</sup>, il exige des autorités françaises la reconnaissance de l'indépendance algérienne comme préalable à une négociation pour un cessez-le-feu<sup>86</sup>. Surtout, le conflit entre les deux organisations provient de leur rivalité pour diriger l'Algérie en lutte<sup>87</sup> : chacune veut éliminer l'autre.

Dans cette confrontation, le FLN dispose d'un atout important : il se trouve à l'origine de l'insurrection. L'obstination française à ne rien concéder conforte la population musulmane

---

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 451.

<sup>79</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 167-168.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 120.

<sup>81</sup> Déclaration à *Franc-Tireur*, 17 janvier 1956.

<sup>82</sup> « Cinq questions à Messali Hadj », *La Commune*, n°1, avril 1957.

<sup>83</sup> STORA B., « La gauche et les minorités anticoloniales », dans RIOUX J-P., *La guerre...*, *op. cit.*, p. 72.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 126.

<sup>85</sup> Deux responsables du FLN, Krim Belkacen et Omar Ouanrane, se prononcent pour une indépendance par étapes au cours d'un entretien avec Robert Barrat, « Un journaliste français chez les « hors-la-loi » algériens », *France Observateur*, 15 septembre 1955.

<sup>86</sup> STORA B., « La gauche et les minorités anticoloniales », dans RIOUX J-P., *La guerre...*, *op. cit.*, p. 67.

<sup>87</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 449.



dans le choix de la lutte armée comme seul moyen de mettre fin à l'oppression coloniale. A partir d'août 1955, les campagnes algériennes s'embrasent. Désormais, il s'agit d'une guerre sans merci entre deux peuples. Cela défavorise Messali Hadj qui possédait comme atout d'être le seul dirigeant nationaliste à pouvoir engager un compromis avec la France<sup>88</sup>. Par contre, cela avantage le FLN, partisan de la guerre à outrance et mieux implanté dans les campagnes. Celui-ci obtient le ralliement des centralistes et des nationalistes modérés – dirigés par Ferhat Abbas. Le FLN ne cessera plus de progresser au détriment de son rival.

Après ce rappel des événements de 1954-1955, nous allons examiner comment P. Lambert les interprète et la stratégie qu'ils lui inspirent.

### **L'orientation lambertiste**

A partir de juillet 1954, P. Lambert se prononce publiquement sur la crise du MTLD dans une série d'articles<sup>89</sup>. Il l'explique par la lutte entre deux camps. D'un côté, il réunit Messali Hadj et la quasi-totalité des militants du MTLD, décidés à mener une lutte résolue contre l'impérialisme français. De l'autre, les centralistes - qualifiés de « capitulards »<sup>90</sup> - qu'il accuse de chercher un compromis avec les autorités coloniales et de vouloir l'alliance avec le PCF<sup>91</sup>. Cette analyse nous paraît trop simple : Messali Hadj s'est allié précédemment avec les centralistes pour éliminer les radicaux du MTLD puis neutraliser les activistes de l'O.S.<sup>92</sup>. En fait, P. Lambert veut convaincre ses lecteurs de la plus grande radicalité des messalistes par rapport aux centralistes. Cela l'amène à ne jamais évoquer les multiples références arabo-islamiques du dirigeant algérien.

Quand les autorités françaises transfèrent le dirigeant nationaliste aux Sables d'Olonne, le PCI majoritaire entreprend une campagne de protestation<sup>93</sup>. A la suite du soulèvement de la Toussaint, *La Vérité* titre : « Pas de nouvelle sale guerre ! »<sup>94</sup>. La déclaration du bureau politique du PCI procède à un parallèle avec le début de la guerre d'Indochine en 1946, elle conseille de manière prémonitoire :

« N'attendons pas huit ans pour reconnaître le droit à l'indépendance du peuple algérien »<sup>95</sup>.

---

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 126.

<sup>89</sup> Numéros 339 à 342 de *La Vérité* du 8/7/1954 au 29/10/1954.

<sup>90</sup> « Le MTLD contre les capitulards », *La Vérité*, n°342, 29 octobre 1954.

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 98.

<sup>93</sup> RENARD D., « A l'action pour libérer M. Hadj », n°341, 15 octobre 1954.

<sup>94</sup> *La Vérité*, n°343, 12 novembre 1954.

<sup>95</sup> *Ibid.*

Le journal rend les autorités françaises responsables du conflit. Régulièrement, il rappelle la condition misérable de la grande majorité des Algériens. De plus, ils ne peuvent pas s'exprimer librement car, à la moindre protestation, ils subissent une répression particulièrement brutale<sup>96</sup>. Ensuite, le journal déplore la réaction du gouvernement : de nouvelles violences et l'envoi de troupes. Ceci exaspère les musulmans et la rébellion s'étend en Algérie<sup>97</sup>. Pour D. Renard, « Mitterrand [ministre de l'Intérieur de P. Mendès France] engage le peuple de France dans un engrenage implacable »<sup>98</sup>. Comme les autorités françaises envisagent d'envoyer des soldats du contingent en Algérie, *La Vérité* proteste : « De jeunes travailleurs vont devenir de la chair à canon... pour préserver les privilèges des gros colons »<sup>99</sup>. *La Vérité* n'espère donc rien du gouvernement Mendès France ni de celui d'Edgar Faure qui lui succède en février 1955.

Par contre, le journal décrit avec sympathie les maquisards. Ainsi, il cite des lettres de soldats français faits prisonniers récemment. Ils se jugent mieux traités qu'à la caserne et « mangent à la table des partisans »<sup>100</sup>. Le journal met ses espoirs dans la classe ouvrière française et l'appelle à répondre aux offres de paix de Messali Hadj. Aux lendemains de l'insurrection, *La Vérité* publie une déclaration du leader nationaliste avec un commentaire dithyrambique de P. Lambert<sup>101</sup>. Celui-ci résume la situation :

« Le peuple algérien qui subit les coups d'une répression forcenée, voit son dirigeant se dresser comme un roc une nouvelle fois face à l'impérialisme coalisé »<sup>102</sup>.

Son admiration pour Messali Hadj ne semble plus avoir de bornes. Il ne doute pas que tous les insurgés algériens vont se rassembler sous sa direction. De même, S. Just compare Messali Hadj à Lénine<sup>103</sup>.

Dans les textes internes du PCI, la direction majoritaire reconnaît toujours l'ignorance des principes fondamentaux du marxisme par les dirigeants messalistes<sup>104</sup>. Elle sait que le programme du MTLD-MNA préconise l'indépendance de l'Algérie et l'élection d'une assemblée constituante souveraine, objectifs de types nationalistes et démocratiques.

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> LAMBERT P., « La sale guerre d'Afrique du nord », n°344, 26 novembre 1954.

<sup>98</sup> « Il vaut mieux... », *La Vérité*, n°344, 26 novembre 1954.

<sup>99</sup> « Retrait du contingent », n°360, 10 juin 1955.

<sup>100</sup> « Nous mangeons à la table des partisans », n°353, 18 avril 1955.

<sup>101</sup> LANUQUE Jean-Guillaume, « Messali Hadj et les trotskystes français », *op. cit.*, p. 5.

<sup>102</sup> LAMBERT P., « Messali Hadj », *La Vérité*, n°343, 12 novembre 1954.

<sup>103</sup> DUCROS Roger, « Cessez-le-feu immédiat », *La Vérité*, n° 426, 12 octobre 1956.

<sup>104</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Résolution sur la révolution algérienne et les tâches du Parti », décembre 1954, p. 4.

Néanmoins, malgré les réserves de la tendance Bleibtreu et du groupe Raoul, elle assimile le MTLD-MNA à un parti « prolétarien révolutionnaire ». D'abord à cause de sa composition sociale : en l'absence d'une bourgeoisie musulmane, les Algériens sont des paysans pauvres, des prolétaires ou des petits commerçants. Pour P. Lambert, ils constituent un « peuple-classe » dont les messalistes constituent l'avant-garde<sup>105</sup>. Le bureau politique des trotskystes majoritaires prévoit que la résistance des autorités coloniales obligera les messalistes à aller plus loin. En Algérie, ils devront vaincre l'impérialisme et exproprier les entreprises françaises, les banques... Les dirigeants lambertistes pronostiquent un processus de « transcroissance » de la révolution démocratique en socialiste<sup>106</sup>. Ils ont ainsi l'impression d'appliquer la théorie de la révolution permanente et donc de se comporter en trotskystes orthodoxes. De plus, pour le PCI, les révolutions algérienne et française sont indissociables. En métropole, les trotskystes doivent donc appuyer les messalistes en menant campagne auprès des organisations ouvrières. Il faut les sommer de lutter contre la « sale guerre » et d'être solidaires des insurgés<sup>107</sup>. Les dirigeants lambertistes escomptent ainsi recruter, gagner de l'influence et constituer le parti révolutionnaire de masse indispensable<sup>108</sup>.

Cette stratégie du PCI majoritaire nous inspire plusieurs remarques. D'abord, le sort de l'Algérie ne constitue pas sa principale préoccupation. Pour P. Lambert, l'important ce sont les messalistes agissant en métropole car ce sont des agitateurs efficaces et très combattifs<sup>109</sup>. Ils pourraient fournir aux trotskystes la base prolétarienne qui leur manque cruellement<sup>110</sup>. Le principal centre d'intérêt de la direction majoritaire demeure les ouvriers en métropole, Algériens ou Français, et non les maquis du Maghreb. Constatons aussi que cette stratégie ressemble à celle adoptée par le mouvement des Assises : il s'agit toujours de faire pression sur les organisations ouvrières. Enfin, elle conduit le PCI majoritaire à mener des activités clandestines d'aide aux messalistes et d'autres publiques. Nous allons présenter celles-ci successivement.

---

<sup>105</sup> LAMBERT P., « La parole au peuple algérien (I) », *Les cahiers rouges*, n°1, juin-juillet 1955.

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>107</sup> « Pas de nouvelle sale guerre ! », *La Vérité*, n°343, 12 novembre 1954.

<sup>108</sup> CERMTRI, PCI 1954, « Résolution sur la révolution algérienne et les tâches du Parti », décembre 1954, p. 6.

<sup>109</sup> HARBI M., *Le FLN...*, *op. cit.*, p. 112 et entretien avec Henri Benoits le 29/1/2015.

<sup>110</sup> Lettre du BP du PCI du 12/9/1953, *op. cit.*.

## Les activités clandestines du PCI

Bien entendu, P. Lambert les dirige. Dès le 3 novembre 1954, il se rend auprès de Messali Hadj et se concerte avec lui<sup>111</sup>. Ensuite, les deux hommes demeurent en liaison par l'intermédiaire d'Y. Dechezelles – avocat de Messali Hadj – et de la mère d'A. Cardinal<sup>112</sup>. Le chef trotskyste se charge aussi des relations avec le MNA et, à ce titre, il rencontre régulièrement Mohammed Maroc puis Abdallah Filali, deux dirigeants de ce parti<sup>113</sup>. Au PCI majoritaire, il dispose de l'aide de Jacques Simon, un jeune juif algérien. Venu à Paris, ce dernier adhère au parti en septembre 1955. Pour P. Lambert, il effectue des tâches liées au conflit algérien, en particulier il tient à jour toute une documentation<sup>114</sup>. A ce titre, il participe aux réunions du comité central majoritaire<sup>115</sup>. Par ailleurs, A. Cardinal sert de « boîte à lettres » au MNA. Elle reçoit et achemine le courrier de cette organisation entre l'Algérie, la France et la Belgique<sup>116</sup>.

Les témoignages de lambertistes<sup>117</sup> constituent notre principale source sur leurs activités illicites d'appui au MNA. Ils se souviennent d'avoir logé des messalistes pourchassés par la police car l'hébergement dans une famille française constitue alors la meilleure cachette. Ainsi, P. Broué accueille chez lui successivement trois cadres du MNA<sup>118</sup>. De plus, les lambertistes transportent leurs hôtes à des lieux de réunion. Pendant un temps, l'ancien métallurgiste C. Monnier devient même chauffeur de responsables messalistes à plein temps. Leur organisation lui verse un salaire et P. Lambert se charge des déclarations à la Sécurité sociale<sup>119</sup>. D'autre part, les lambertistes transportent des journaux ainsi que l'argent collecté en métropole par les militants du MNA. Certains – dont Henri Peulet<sup>120</sup>, Jacques Simon<sup>121</sup>,

---

<sup>111</sup> *La Vérité*, n°343, 12 novembre 1954.

<sup>112</sup> HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 189.

<sup>113</sup> *Ibid*

<sup>114</sup> SIMON Jacques, *Juif berbère d'Algérie*, Paris, l'Harmattan, 2012, p. 89-129.

<sup>115</sup> HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 191.

<sup>116</sup> Archives de la Préfecture de police, G<sup>A</sup> br7, *La tendance lambertiste au sein du mouvement trotskyste français*.

<sup>117</sup> Mémoires de P. Broué déjà cités, entretiens avec C. Monnier le 27/2/2008 ainsi qu'avec J. Simon et C. Kahn dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 184-191.

<sup>118</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 91-92.

<sup>119</sup> Entretien avec C. Monnier, déjà cité.

<sup>120</sup> Y. Dechezelles et P. Lambert, « Hommage à Henri Peulet », *Informations ouvrières*, n°494, 4 juillet 2001.

<sup>121</sup> SIMON Jacques, *Juif berbère d'Algérie*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 106.

Janine Macquard et Annie Cardinal<sup>122</sup> - se chargent d'emmener ces fonds à Alger. La dernière citée se souvient d'avoir simulé une grossesse et caché l'argent sur son ventre<sup>123</sup>. En décembre 1955, J. Simon transporte deux millions lors de son premier voyage<sup>124</sup>. Par ailleurs, le PCI majoritaire rend d'autres services au MNA. Ainsi, à la demande de P. Lambert, des militants donnent leur carte d'identité pour servir de faux papiers à des Algériens. Ensuite, convoqués par la police, ils déclarent les avoir perdus. Afin d'éviter les poursuites, P. Lambert leur conseille de « prendre l'air idiot »<sup>125</sup>. D'autres trotskystes majoritaires aident à l'impression de tracts ou de journaux messalistes<sup>126</sup>. En contrepartie de tous ces services, le MNA verse de l'argent au PCI mais, semble-t-il, des sommes limitées<sup>127</sup>.

Les activités secrètes que nous venons d'énumérer s'apparentent à celles que mènent alors d'autres militants, anticolonialistes ou « pablistes », en faveur du FLN. Comme eux, ils sont des « porteurs de valise », terme que la presse utilisera pour les qualifier<sup>128</sup>, et risquent la prison. Ainsi, en novembre 1957, D. Renard et C. Monnier convoient deux cadres messalistes quand la police les arrête. Ils demeurent 25 jours en détention avant d'obtenir une libération conditionnelle<sup>129</sup>. La même année, les autorités judiciaires accusent Henri Geneste – jeune militant majoritaire – d'atteinte à la sûreté de l'Etat<sup>130</sup> car il a aidé des messalistes à ronéotyper des tracts. Un tribunal le condamne à deux ans de prison, puis un autre en appel à trois ans<sup>131</sup>. H. Geneste purgera cette peine malgré une tentative de grève de la faim et les campagnes des lambertistes en sa faveur<sup>132</sup>.

A la différence du PCI minoritaire et des organisations qui lui succèdent<sup>133</sup>, le courant lambertiste ne fera guère mention de ces activités clandestines<sup>134</sup>. Probablement, parce que le

---

<sup>122</sup> Selon le DVD *Messali Hadj, une vie au service du peuple algérien* produit par les Amis de Fraternité et réalisé en 2006 par Benny Malapa.

<sup>123</sup> *Ibid.*

<sup>124</sup> SIMON J., *Juif...*, *op. cit.*, p. 106.

<sup>125</sup> Entretien avec C. Monnier déjà cité.

<sup>126</sup> « Henri Geneste condamné en appel », *La Vérité*, n° 508, 17 juillet 1958.

<sup>127</sup> Selon J. Simon dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 190.

<sup>128</sup> A l'occasion du procès du réseau Jeanson en septembre-octobre 1960 selon René HAMON et Patrick ROTMAN, *Les porteurs de valises*, Paris, Albin Michel, 1979, p. 11.

<sup>129</sup> « Renard, Bensid, Kader et Monnier en liberté provisoire », *La Vérité*, n°478, 28 novembre 1957.

<sup>130</sup> « Henri Geneste jugé le 27 février », *La Vérité*, n°491, 27 février 1958.

<sup>131</sup> « Henri Geneste condamné en appel », *op. cit.*

<sup>132</sup> CERMTRI, 62 à 64 OT, Projet de rapport et d'orientation, p. 38.

<sup>133</sup> L'aide apportée par le PCI minoritaire au FLN est valorisée en particulier dans les ouvrages d'André FICHAUT, Michel LEQUENNE, François MOREAU et Sylvain PATIEU – précédemment cités – comme dans celui de Pierre FRANK, *La Quatrième Internationale - Contribution à l'histoire du mouvement trotskyste*, Paris, Maspero, 1969.

<sup>134</sup> Ainsi dans la brochure *Quelques enseignements...*, *op. cit.*

MNA abandonnera la lutte lors du retour au pouvoir du général de Gaulle. Ensuite, en l'état de la documentation disponible, les lambertistes respecteront le cadre légal.

Après cette présentation de leurs menées secrètes, nous allons examiner comment ils agissent publiquement en faveur des messalistes.

### **Le soutien public du PCI**

Le PCI majoritaire manifeste d'abord son appui aux messalistes par le biais de *La Vérité*. A partir de la Toussaint 1954, chaque numéro du journal comprend au moins un article consacré à l'Algérie car les rédacteurs veulent rendre les travailleurs français solidaires des insurgés. De plus, parler de Messali Hadj favorise l'achat de *La Vérité* par les Maghrébins de métropole. Ainsi, comme les usines Renault emploient nombre d'entre eux, J. Simon y vend régulièrement 20 à 25 *Vérité* quand ailleurs les diffuseurs du PCI en placent 2 ou 3<sup>135</sup>. Quant au MNA, il achète systématiquement un nombre fixe d'exemplaires de chaque numéro. Le comité de rédaction en tient compte : quand la diffusion diminue, il met en première page du numéro suivant une photo du *zaim*<sup>136</sup>. Par ailleurs, le journal publie fréquemment des textes du MNA : communiqués, lettres ouvertes, entretiens avec Messali Hadj... Nous avons dénombré 8 documents de ce type sur les 11 numéros de *La Vérité* parus au printemps 1955.

Très vite, l'appui insistant de *La Vérité* au MNA provoque la réaction des autorités. Comme elles ignorent le rôle joué par le FLN dans le soulèvement, elles en attribuent la responsabilité aux messalistes. En conséquence, elles s'acharnent d'abord sur les organisations soutenant le MNA<sup>137</sup>. Ainsi, à partir de novembre 1954, le pouvoir n'accepte plus la diffusion de *La Vérité* en Algérie<sup>138</sup>. Surtout, certains articles du journal entraînent l'intervention de la police judiciaire qui convoque pour interrogatoire des responsables du PCI majoritaire. D'ailleurs, la réitération de ces assignations provoque en mars 1955 l'ultime conflit entre la direction et la tendance Bleibtreu. Le même mois, la police saisit le journal pour la première fois : elle s'empare de 1200 exemplaires au siège du parti<sup>139</sup> et recherche les autres copies chez les marchands de journaux<sup>140</sup>. Deux autres confiscations de *La Vérité* auront lieu en 1955. Après la police judiciaire, les juges convoquent les dirigeants

---

<sup>135</sup> HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 189.

<sup>136</sup> Entretien avec J. Simon le 22/11/2008.

<sup>137</sup> PATIEU S., *Les camarades ...*, *op. cit.*, p. 78-79.

<sup>138</sup> « Calendrier de la répression contre le PCI », *La Vérité*, n°352, 1<sup>er</sup> avril 1955.

<sup>139</sup> « Lettre au juge Pérez », *La Vérité*, n°351, 18 mars 1955.

<sup>140</sup> « Calendrier de la répression contre le PCI », *op. cit.*

lambertistes à cause des articles du journal. Ils commencent par D. Renard, devenu gérant de l'hebdomadaire<sup>141</sup>.

Le PCI majoritaire ne tient aucun compte des mesures prises contre lui : il continue de dénoncer l'emploi de la torture par la police et l'armée française<sup>142</sup>. Ainsi, *La Vérité* traite E. Faure de criminel de guerre et l'accuse d'avoir créé des « camps de concentration » en Algérie<sup>143</sup>. En même temps, le PCI donne la plus large publicité possible aux poursuites dont il fait l'objet car il veut se présenter comme le meilleur défenseur des libertés démocratiques et ainsi s'attirer la sympathie des travailleurs français<sup>144</sup>. La lutte contre la répression constitue pour les lambertistes un nouveau moyen de développer leur influence dans la classe ouvrière<sup>145</sup>.

Pour convaincre ses lecteurs, *La Vérité* signale toutes les prises de position favorables à Messali Hadj, qu'elles proviennent d'organisations ou de personnalités. Certes, il s'avère difficile pour les observateurs de comprendre les divergences entre les nationalistes algériens<sup>146</sup>. Néanmoins, la grande popularité de Messali Hadj auprès des masses musulmanes impressionne certains d'entre eux. De plus, le chef du MNA a su tisser des liens avec des militants français de tous horizons. En conséquence, il dispose en métropole d'autres appuis en dehors du PCI majoritaire. Comme les lambertistes se concertent avec eux et les évoquent fréquemment, nous allons les présenter.

### Les alliés des lambertistes

Signalons d'abord *La Révolution prolétarienne*, favorable à Messali Hadj depuis longtemps. Elle laisse s'exprimer des partisans du FLN<sup>147</sup> mais se prononce majoritairement pour le MNA<sup>148</sup>. De plus, le dirigeant algérien a adhéré au cercle Zimmerwald, situé dans la mouvance de la revue et a été président d'honneur du cercle de Niort<sup>149</sup>. Se réclamant de l'internationalisme prolétarien, le cercle Zimmerwald veut lutter contre une nouvelle guerre

<sup>141</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°15, p. 2.

<sup>142</sup> Ainsi l'article « La répression en Algérie », *La Vérité*, n° 382, 25 novembre 1955.

<sup>143</sup> « *La Vérité* poursuivie » *La Vérité*, n°387, 30 décembre 1955.

<sup>144</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°3, p. 2.

<sup>145</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n° 4, p. 1-2.

<sup>146</sup> PATIEU S., *Les camarades...*, *op. cit.*, p. 56.

<sup>147</sup> Comme Jean-Pierre FINIDORI, « Vive la révolution algérienne », n° 423, décembre 1957, p. 14.

<sup>148</sup> SIDI MOUSSA Nedjib, *Le Mouvement National Algérien (MNA) en France*, Master 2, Paris I, 2007, p. 118.

<sup>149</sup> SIMON J., *Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre*, *op. cit.*, p. 144.

mondiale. Présidé par A. Rosmer, il rassemble des militants de gauche plus opposés à l'URSS qu'aux USA. Son activité principale consiste à tenir des conférences<sup>150</sup>.

La FEN adopte une attitude similaire. Le 3 novembre 1954, au cours de son congrès, ses trois tendances s'accordent pour demander la libération de Messali Hadj<sup>151</sup>. Ensuite, P. Ruff – toujours à la tête du SERP – apporte un soutien indéfectible au dirigeant nationaliste<sup>152</sup>. De son côté, R. Chéramy plaide sa cause auprès des dirigeants de la FEN qu'il connaît bien. Sur ses conseils, Denis Forestier – secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (SNI) – rencontre des responsables messalistes et tient compte de leurs avis<sup>153</sup>. Lors du congrès de son organisation, en juillet 1955, ce dirigeant influent fait voter un texte qui ne remet pas en cause le maintien de l'Algérie dans le cadre de la démocratie française. Par contre, il réclame l'ouverture d'une « conférence de la table ronde réunissant toutes les parties concernées » puis l'élection d'une assemblée constituante souveraine par tous les Algériens. Cela correspond exactement à la solution préconisée par le MNA depuis quelques mois<sup>154</sup>. Ce texte va constituer l'argumentaire des motions majoritaires de la FEN pendant plusieurs années. Cette fédération constitue désormais le principal appui des messalistes dans le monde syndical. D'ailleurs, en 1974, Messali Hadj finira ses jours dans une clinique de la Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN) – liée à la FEN<sup>155</sup>.

A la FEN, notons l'attitude ambivalente des lambertistes sur le conflit en Afrique du nord. Publiquement, le PCI majoritaire conserve une position radicale : il réclame l'indépendance de l'Algérie et reproche aux dirigeants autonomes de ne pas soutenir clairement cette revendication. Cela correspond aux textes de *L'École émancipée*<sup>156</sup> où écrivent des enseignants lambertistes<sup>157</sup>. Néanmoins, R. Chéramy – membre du bureau politique majoritaire et proche de P. Lambert – se concerte discrètement avec les responsables de la FEN et les conseille<sup>158</sup>. Les lambertistes reproduiront ce genre de pratiques avec des dirigeants réformistes.

---

<sup>150</sup> Voir à ce sujet GRAS C., *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, F. Maspero, Paris, 1971, p. 417-418 et FRANK P., « Cercle Zimmerwald », *IVe Internationale*, n° 75, sept. 1956, p. 46.

<sup>151</sup> BRUCY G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 194.

<sup>152</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, *op. cit.*, p. 146-147.

<sup>153</sup> BRUCY G., *Histoire de la FEN*, *op. cit.*, p. 196.

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> BONNEMAISON J., *Alexandre Hébert*, *op. cit.*, p. 79.

<sup>156</sup> BLOCH G., « Le congrès du SNI », *La Vérité*, n° 368, 10 août 1955 et « La valse hésitation », *L'École émancipée*, n° 6, 10 décembre 1955.

<sup>157</sup> Comme Rolande De Paepe, R. Chéramy, P. Duthel et Janine Macquard.

<sup>158</sup> BRUCY G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 196.



Parmi les cadres de FO, seul A. Hébert apparaît comme un partisan résolu de Messali Hadj, en liaison permanente avec le MNA pour l'infrastructure et l'argent<sup>159</sup>. D'ailleurs, pendant un temps l'organe du MNA est imprimé dans les locaux nantais de son union départementale<sup>160</sup>. Pour l'instant et en dehors d'A. Hébert, seulement quelques militants de la confédération expriment leur sympathie pour le dirigeant algérien comme Pierre Dercourt, Ida Boireau<sup>161</sup> ou G. Tharreau<sup>162</sup>.

A l'extrême gauche de l'époque, seule la FCL décide de soutenir le MNA. Cet appui apparaît bien plus pragmatique que celui du PCI majoritaire : l'organisation libertaire ne porte pas de jugement définitif sur le FLN. Néanmoins, la FCL et le PCI majoritaire se côtoient fréquemment et mènent des actions communes<sup>163</sup>.

Le MNA dispose aussi d'appuis dans une mouvance « socialiste de gauche », indépendante du PCF et la SFIO. En particulier, la Nouvelle gauche - constituée à partir d'organisations socialistes dissidentes - regroupe les anticolonialistes les plus résolus<sup>164</sup> et, à ce titre, compte des partisans du MNA. Yves Dechezelles apparaît comme le plus notable. Avocat et ami de Messali Hadj<sup>165</sup>, il devient aussi celui de P. Lambert<sup>166</sup>. Y. Dechezelles assurera la défense des lambertistes inculpés durant la guerre d'Algérie. Par ailleurs, l'hebdomadaire socialisant *Demain* manifeste de la sympathie pour le MNA.

Surtout, Messali Hadj possède des appuis à la SFIO. Au cours de l'année 1955, ce parti prend conscience de la gravité du conflit algérien. De plus, comme il ne participe pas aux gouvernements de P. Mendès France et E. Faure, il peut plus aisément adopter une attitude combative. Ainsi, lors de son congrès de juillet 1955, il condamne les colonialistes et préconise des négociations afin de rétablir la paix en Algérie<sup>167</sup>. Cela explique le soutien au dirigeant nationaliste de certains organismes de la SFIO comme les Jeunesses socialistes<sup>168</sup> ou la Fédération de la Seine<sup>169</sup>. De même, des personnalités du parti s'engagent publiquement

<sup>159</sup> Selon J. Simon dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, op. cit., p. 189.

<sup>160</sup> SIDI MOUSSA N., « Face... », op. cit., p. 19.

<sup>161</sup> CERMTRI, ALGERIE 1954-1957, tract d'octobre 1954.

<sup>162</sup> « Le 1<sup>er</sup> mai à 20h30 », *La Vérité*, n°355, 6 mai 1955.

<sup>163</sup> PATIEU S., *Les camarades...*, op. cit., p. 59.

<sup>164</sup> BIONDI Jean-Pierre, *Les anticolonialistes*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 293.

<sup>165</sup> Selon sa notice du *Maitron*.

<sup>166</sup> CHARPIER F., *Histoire...*, op. cit., p. 339.

<sup>167</sup> LAFON François, *Guy Mollet*, Fayard, 2006, p. 433.

<sup>168</sup> *Bulletin d'information du Comité pour la libération de Messali Hadj*, n°3, avril 1955.

<sup>169</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de G. Bloch à F. Bottari du 2 avril 1955, p. 3.

comme Marceau Pivert, un des militants les plus résolus dans la lutte anticolonialiste. Toujours ennemi du capitalisme et encore plus du stalinisme, il voit dans l'émergence du Tiers monde le moyen de constituer une troisième force internationale. Avec l'appui des populations colonisées, elle pourrait parvenir au socialisme<sup>170</sup>. Par ailleurs, il connaît depuis longtemps Messali Hadj et agit en sa faveur avant le soulèvement de la Toussaint. Au printemps 1955, il constate avec satisfaction l'évolution de la direction du Parti socialiste. Lui-même va plus loin et se prononce pour « le droit du peuple algérien à disposer de lui-même »<sup>171</sup>. Nommons aussi Jean Rous, ancien trotskyste et ami du nationaliste algérien. Il s'agit d'un défenseur des peuples dominés, seul français participant à la conférence des non-alignés à Bandung en avril 1955<sup>172</sup>. Les anticolonialistes résolus de la SFIO soutiennent généralement Messali Hadj<sup>173</sup> car les moyens préconisés par le *zaim* pour obtenir l'indépendance – des négociations et des élections – correspond mieux à la culture socialiste que celui du FLN – la lutte armée.

Des personnalités prennent aussi le parti des messalistes. Nous avons déjà mentionné certaines d'entre elles précédemment, car il s'agit d'intellectuels qui se sont déjà mobilisés aux côtés de P. Lambert et des trotskystes. Signalons dans cette catégorie J. Cassou<sup>174</sup> - conservateur du Musée national d'art moderne - et D. Guérin. A leurs côtés, d'autres personnalités apparaissent comme le militant CFTC Louis Houdeville<sup>175</sup> - secrétaire de l'Union indépendante des Comités de défense sociale et d'entraide - et la journaliste Claude Gérard, gaulliste militant au MRP. Celle-ci dirige le Centre de documentation africaine et publie des articles favorables au MNA<sup>176</sup>. André Breton se prononce publiquement en faveur des messalistes et assiste à tous les procès de *La Vérité*<sup>177</sup>. Enfin, citons le jeune sociologue Edgar Morin, fondateur avec ses amis d'un Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du nord. Grâce à Clara Malraux, P. Lambert parvient à le rencontrer. Il le séduit grâce à sa connaissance du nationalisme algérien, de l'efficacité de ses réseaux et de son antistalinisme – E. Morin vient de rompre avec le PCF mais veut rester

---

<sup>170</sup> GASTÉUIL Quentin, *L'hiver d'un engagement socialiste au prisme de l'antistalinisme : Marceau Pivert (1946-1958)*, Master 2, Paris I, 2012, p. 204.

<sup>171</sup> *Bulletin d'information du comité...*, n°4, juin 1955.

<sup>172</sup> GASTÉUIL Q., *L'hiver...*, *op. cit.*, p. 213-214.

<sup>173</sup> MORIN Gilles, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au PSA*, thèse, Paris II, 1991, p. 192.

<sup>174</sup> *Bulletin d'information du Comité...*, n°2, février 1955.

<sup>175</sup> *Ibid.*

<sup>176</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, *op. cit.*, p. 123-124.

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 102.

proche du mouvement ouvrier<sup>178</sup>. Ce brillant intellectuel devient un partisan du MNA et ne changera jamais d'avis<sup>179</sup>. De plus, il demeure pendant plusieurs années un compagnon de route des lambertistes, écrivant dans *La Vérité*<sup>180</sup>.

La variété des organisations et personnalités citées montre que le choix par les lambertistes de soutenir les messalistes n'était pas absurde. D'ailleurs, aux lendemains de la Toussaint 1954, le PCI minoritaire affirme publiquement sa solidarité avec le peuple algérien en lutte et soutient les messalistes, mais sans les excès de P. Lambert<sup>181</sup>. Ensuite, il cherche à comprendre ce qui se passe. Cela l'amène à voir dans le FLN l'organisation la plus résolue à lutter contre l'impérialisme français<sup>182</sup>. En janvier 1956, les trotskystes minoritaires se prononcent publiquement en sa faveur : ils « s'inclinent devant Messali Hadj mais soutiennent le FLN »<sup>183</sup>. Désormais, ils apportent au Front un soutien inconditionnel<sup>184</sup> et l'aident clandestinement<sup>185</sup>. Comme les membres de l'autre PCI, les minoritaires voient dans l'insurrection algérienne une révolution mais, pour eux, le FLN la dirige.

Les autres organisations d'extrême gauche condamnent aussi la répression menée par l'« Etat bourgeois » mais n'aident pas concrètement les nationalistes algériens. Ainsi, la Fédération anarchiste doute du caractère véritablement progressiste de la guerre d'indépendance algérienne. Elle exprime donc de la bienveillance pour les « prolétaires nord-africains » mais refuse de prendre parti pour les nationalistes algériens ou en faveur de l'Etat français<sup>186</sup>. *Socialisme ou Barbarie* se divise sur la conduite à tenir<sup>187</sup>. Quand, aux anciens militants de *Lutte de classe* qui constituent en 1956 le groupe Voix ouvrière, ils expriment leur accord politique avec les insurgés mais sans aller plus loin<sup>188</sup>.

Parmi les soutiens à Messali Hadj en métropole, notons l'importance des réformistes – membres ou non de la SFIO – et des libertaires. Certes, dès 1946, P. Lambert et ses camarades s'étaient concertés avec des réformistes, mais uniquement sur le plan syndical. Le

---

<sup>178</sup> LEMIEUX Emmanuel, *Edgar Morin l'indiscipliné*, Paris, Le Seuil, 2009, p. 353.

<sup>179</sup> MORIN Edgar, *Itinérance*, Paris, Arléa, 2006, p. 46-51.

<sup>180</sup> En particulier, le grand article « Les conseils ouvriers en Pologne », n°446, 15 février 1957.

<sup>181</sup> « Lettre du BP du PCI à Messali Hadj », *La Vérité des travailleurs*, n°33, septembre 1955.

<sup>182</sup> « Les trotskystes dans la révolution algérienne », *La Vérité des travailleurs*, n°37, janvier 1956.

<sup>183</sup> *Ibid.*

<sup>184</sup> PRIVAS Jacques, « Où en est le MNA ? » *Quatrième internationale*, n°1, janvier 1958, p. 26-30.

<sup>185</sup> PATTIEU S., *Les camarades...*, *op. cit.*, p. 62-67.

<sup>186</sup> *Ibid.*, p.58-59.

<sup>187</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, *op. cit.*, p. 81-85.

<sup>188</sup> Entretien avec Jacques Mornand le 25/11/2008 et Robert BARCIA, *La véritable histoire de Lutte ouvrière*, Paris, Denoël, 2003, p. 189-192.

conflit algérien marque une évolution : il les amène à lutter avec certains cadres de la SFIO. Ainsi, R. Chéramy côtoie au cercle Zimmerwald M. Pivert comme Y. Dechezelles et Maurice Chambelland – proche de Monatte<sup>189</sup>. A eux quatre, ils résument l'accord des lambertistes, de socialistes de gauche et de syndicalistes révolutionnaires pour soutenir le MNA.

La pluralité des appuis aux messalistes ne gêne pas P. Lambert, toujours désireux de disposer de nouveaux contacts. Au contraire, il a besoin de beaucoup d'alliés pour lutter contre la répression<sup>190</sup> et peser sur les organisations ouvrières. De plus, fort de ses relations privilégiées avec Messali Hadj, il veut coordonner ses soutiens en métropole. Il le fait probablement sans déplaisir car nous connaissons son goût pour les questions d'organisation. Cela demeurera une constante chez les lambertistes : avant de mener une action d'envergure, ils créent une structure appropriée, commission ou comité, afin d'orienter et coordonner leurs activités ainsi que celles de leurs contacts extérieurs. Aussi, pour mettre fin à la guerre d'Algérie et appuyer le MNA, ils mettent en avant un tel organisme.

### **Le Comité Messali**

En octobre 1954, les lambertistes contribuent à la constitution du Comité pour la libération inconditionnelle de Messali Hadj<sup>191</sup>. A la suite du soulèvement, son nom évolue en Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression, nous le nommerons Comité Messali par convention. Cet organisme se fixe pour objectif d'amener les militants ouvriers et les démocrates à agir pour l'arrêt des opérations militaires en Algérie et la libération des détenus politiques – dont Messali Hadj<sup>192</sup>. Par contre, ce comité ne réclame pas l'indépendance de l'Algérie comme le fait *La Vérité* car il veut convaincre l'opinion française.

Le Comité Messali se structure à partir de comités locaux qui tiennent leur première conférence nationale le 6 mars 1955. Sous la présidence de M. Pivert, cette assemblée désigne un bureau de 23 membres chargé d'assurer la coordination indispensable. En voici la composition au cours de son existence<sup>193</sup> :

---

<sup>189</sup> « Cercle Zimmerwald », *La Révolution prolétarienne*, n° 396 et 401, juin et décembre 1955, p. 23 et 22.

<sup>190</sup> PATTIEU S., *Les camarades...*, *op. cit.*, p. 70-71.

<sup>191</sup> « Pour la libération immédiate de Messali Hadj », *La Vérité*, n°341, 15 octobre 1954.

<sup>192</sup> *Bulletin du Comité Messali*, n°1, novembre 1954, p. 4.

<sup>193</sup> SIDI MOUSSA Nedjib, « Face à la guerre d'Algérie... », *op. cit.*, p. 21.

	1er bureau (1955)	2° bureau (fév. 1957)	3° bureau (juil. 1957)
Georges Bardin	x		
André Breton		X	x
Elie Boisselier	x	X	x
Annie Cardinal			x
Jean Cassou	x	X	x
Robert Chéramy	x	X	x
Yves Dechézelles	x	X	x
René Dumont		X	
Paul Duthel		X	
Jean Duvignaud			x
Henri Féraud		X	
Georges Fontenis	x		
Daniel Guérin	x		
Alexandre Hébert	x	X	x
Louis Houdeville	x	X	x
Yvonne Issartel	x		
Yves Jouffa			x
Madeleine Kahn	x		
Pierre Lambert	x	X	x
Charles Lemoine	x	X	x
Jean-Daniel Martinet		X	x
Guy Marty	x		
Marceau Pivert	x	X	x
Daniel Renard	x	X	x
Jean Rous	x	X	x
Paul Ruff	x		
Laurent Schwartz	x		x
Geneviève Serreau			x
Marcel Valière	x		x

A dessein, la liste des membres de cette instance reflète la variété des organisations et personnalités adhérentes. Ainsi, M. Pivert, C. Lemoine, G. Fontenis, D. Guérin, P. Ruff et J. Rous appartiennent à ce bureau. Celui-ci compte un représentant des Jeunesses socialistes,

désigné par le secrétaire national de cette organisation – Pierre Mauroy<sup>194</sup>. Notons la présence de nombreux enseignants – au moins huit. Par ailleurs, les lambertistes comptent cinq représentants au bureau<sup>195</sup> et leurs alliés proches sept<sup>196</sup>, ce qui garantit aux premiers une majorité de fait. Surtout, Elie Boisselier – membre du PCI majoritaire – assure les rôles de secrétaire et de trésorier du Comité Messali. Cet ingénieur de la RATP demeure un fidèle de P. Lambert, qu’il côtoie depuis la fin des années 1940 à la commission syndicale<sup>197</sup>.

Le comité œuvre principalement à faire voter des résolutions par des organisations – surtout syndicales – et à préparer des meetings, ou plus fréquemment de simples réunions publiques. Les lambertistes ont déjà mené de telles activités lors de la campagne des Assises, aussi ils peuvent montrer aux autres membres du comité leur savoir faire. De plus, le bureau politique presse les membres du PCI majoritaire à agir pour le Comité Messali<sup>198</sup>. Ainsi, il enjoint à chaque cellule de contribuer à la préparation d’une réunion de soutien<sup>199</sup>. Le rôle prédominant de cette organisation apparaît quand nous examinons les villes où le Comité Messali tient des réunions en 1955 : Paris (au moins six fois), Lyon, Clermont-Ferrand, Nantes, Billancourt, Puteaux, Saint-Etienne et Lourches (département du Nord)<sup>200</sup>. Ces agglomérations correspondent à l’implantation du PCI majoritaire<sup>201</sup>.

Les alliés de Messali Hadj en France – et particulièrement les lambertistes – essaient de se lier à tous ceux qui veulent mettre fin au conflit. Ils constatent avec satisfaction l’évolution de l’opinion publique : elle se préoccupe de plus en plus du conflit et un mouvement d’opposition à la guerre grandit. Ce phénomène s’accélère après les massacres d’août 1955 en Algérie car le gouvernement décide d’y transférer une partie du contingent. Cela provoque des manifestations d’« appelés »<sup>202</sup>. Par ailleurs, les intellectuels commencent à changer de sujet d’engagement. Précédemment, ils intervenaient principalement sur les rapports Est-Ouest. Désormais, ils se mobilisent à propos du conflit Nord-africain : certains d’entre eux constituent le comité d’action contre la poursuite de la guerre d’Algérie – précédemment

---

<sup>194</sup> Le délégué se nomme Guy Marty, selon les Archives Boisselier, F Delta Res 286, Lettre du 15/3/55 du Comité Messali à P. Mauroy.

<sup>195</sup> P. Lambert, D. Renard, Elie Boisselier, R. Chéramy et G. Bardin.

<sup>196</sup> Y. Dechezelles, A. Hébert, C. Lemoine, P. Ruff, M. Valière, J. Cassou et Yvonne Issartel, institutrice dans l’Hérault et militante École émancipée.

<sup>197</sup> Selon sa notice du Maitron.

<sup>198</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°3, p. 3.

<sup>199</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°9, p. 3.

<sup>200</sup> Selon *La Vérité* et le *Bulletin d’information du Comité Messali*.

<sup>201</sup> Nous avons un doute seulement pour Lourches, voir chapitre suivant.

<sup>202</sup> BIONDI J-P., *Les anticolonialistes...*, *op. cit.*, p. 315.

évoqué. Cet organisme reçoit l'adhésion de nombreux gens de lettres – de François Mauriac à Jean-Paul Sartre<sup>203</sup>. Pour mettre fin aux hostilités, d'autres comités se constituent mêlant des intellectuels avec des militants de gauche et d'extrême gauche<sup>204</sup>.

En accord avec le MNA, les lambertistes se mettent en relation avec tous ces organismes et essaient de coopérer avec eux. Ainsi, en octobre 1955, tous les groupements de jeunesse à gauche se regroupent en un Comité contre l'envoi du contingent en Algérie<sup>205</sup> mais les délégués des Jeunesses socialistes le quittent rapidement - sous la pression de la direction du PS<sup>206</sup> - et ceux de l'UJRF<sup>207</sup> en prennent prétexte pour faire de même<sup>208</sup>. Le mois suivant, les jeunes du PCI parviennent à participer à cette instance où ils se disputent l'appellation de trotskystes avec les représentants du PCI minoritaire. Les délégués lambertistes préconisent la constitution de comités locaux de jeunes pour agir contre le départ des appelés en Algérie<sup>209</sup>. Le comité contre l'envoi du contingent préfère la tenue d'un meeting central mais la répression qui s'abat sur lui met fin à ses activités<sup>210</sup>. Citons aussi le cas du Comité pour la justice et la liberté Outre-mer, constitué sous les auspices de M. Pivert et J. Rous. Lors de sa réunion du 30 octobre 1955, P. Lambert, R. Chéramy et Y. Dechezelles y exposent le point de vue du MNA. Ils apprécient l'adoption par l'assemblée d'une plate-forme proche de leurs propositions<sup>211</sup>. Parfois, les trotskystes majoritaires se trouvent à l'origine de nouvelles structures : ainsi, en juillet 1955, R. Chéramy fonde le Comité contre l'exécution de Ben Boulaïd – dirigeant nationaliste condamné à mort<sup>212</sup>. Le PCI majoritaire appuie les actions de cet organisme jusqu'à l'évasion de Ben Boulaïd en novembre<sup>213</sup>.

## **Une alliance fragile**

En métropole, la coalition favorable à Messali Hadj veut influencer l'opinion publique. Pourtant, elle ne dispose guère des moyens de ses ambitions car elle regroupe seulement des

---

<sup>203</sup> SIRINELLI Jean-François, « Les intellectuels dans la mêlée », dans RIOUX J-P., *La guerre..., op. cit.*, p. 117-118.

<sup>204</sup> Sur ces comités voir STORA B., « La gauche et les minorités anticoloniales », dans RIOUX J-P., *La guerre..., op. cit.*, p. 67.

<sup>205</sup> BIONDI J-P., *Les anticolonialistes..., op. cit.*, p. 315.

<sup>206</sup> HAMON M. et ROTMAN P., *Les porteurs..., op. cit.*, p. 37.

<sup>207</sup> L'Union de la jeunesse républicaine de France constitue l'organisation des jeunes communistes.

<sup>208</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n° 15.

<sup>209</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n° 15, p. 1-2.

<sup>210</sup> HAMON H. et ROTMAN P., *Les porteurs..., op. cit.*, p. 37.

<sup>211</sup> « Pour une solution pacifique du problème algérien », *La Vérité*, n°379, 4 novembre 1955.

<sup>212</sup> STORA B., « *La gauche...* », *op. cit.*, p. 67.

<sup>213</sup> « Ben Boulaïd libre », *La Vérité*, n°381, 18 novembre 1955.

personnalités ou des organisations aux moyens très limités. Une seule exception : la FEN qui dispose d'un nombre d'adhérents conséquent – plus de 200 000 en 1954<sup>214</sup> - et dont les dirigeants appuient les propositions de Messali Hadj. Pourtant, ils doivent tenir compte du mécontentement de la tendance Unité et action car elle adopte une orientation hostile au MNA, similaire à celle du PCF comme nous le verrons plus loin. De plus, au sein même de la majorité autonome, les enseignants d'Algérie refusent l'indépendance de ce territoire et considèrent le MNA comme une organisation terroriste. Ils obligent les dirigeants autonomes à modérer leur soutien aux messalistes<sup>215</sup>.

Parmi les autres appuis à Messali Hadj, nous avons mentionné la FCL mais elle ne compte que 2 à 300 adhérents<sup>216</sup>. A la SFIO, il faut relativiser l'influence des partisans du MNA. Le plus connu d'entre eux, M. Pivert, ne dirige plus une importante tendance comme la Gauche révolutionnaire d'avant-guerre car la direction du Parti socialiste l'a marginalisé. Son influence dans le parti décline et il contrôle de moins en moins son ancien fief, la fédération de la Seine<sup>217</sup>. D'ailleurs la diffusion de sa revue – *Correspondance socialiste internationale* (CSI) – ne dépasse pas 1800 exemplaires<sup>218</sup>. Les autres anticolonialistes résolus – comme J. Rous ou Oreste Rosenfeld – pèsent peu à l'intérieur de la SFIO. Le PCI lui-même regroupe moins de cent militants. Cela diminue ses capacités d'action, d'autant plus que certains de ses membres n'approuvent pas l'appui exclusif aux messalistes<sup>219</sup>. Comme *La Vérité* a gagné des lecteurs algériens, son tirage peut atteindre 10 000 exemplaires<sup>220</sup> mais elle compte moins de 700 abonnés<sup>221</sup> et seulement quelques milliers de copies sont effectivement vendues<sup>222</sup>. En conséquence, les lambertistes ne parviennent pas à alerter l'opinion sur l'usage de la torture en Algérie. En janvier 1955, la presse découvre cette pratique à la suite des articles dénonciateurs de Claude Bourdet et François Mauriac<sup>223</sup>. Ceux-ci paraissent respectivement dans *France Observateur* et *L'Express*, des hebdomadaires aux tirages bien supérieurs à ceux de *La Vérité*.

---

<sup>214</sup> BRUCY G., *Histoire de la FEN*, op. cit., p. 188.

<sup>215</sup> *Ibid.*, p. 199.

<sup>216</sup> PATIEU S., *Les camarades...*, op. cit., p. 41.

<sup>217</sup> KERGOAT J., *Marceau Pivert...*, op. cit., p. 284-287 et GASTEUIL Q., *L'hiver...*, op. cit., p. 244.

<sup>218</sup> *Ibid.*, p. 110.

<sup>219</sup> Comme nous l'avons vu à la fin du chapitre précédent.

<sup>220</sup> « Le journal *La Vérité* de nouveau saisi », *Le Monde*, 22-23 avril 1956.

<sup>221</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, op. cit., p. 96.

<sup>222</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre à B. du 10/3/1955.

<sup>223</sup> SIRINELLI Jean-François, « Les intellectuels dans la mêlée », dans RIOUX J-P., *La guerre...*, op. cit., p. 118.



D'autre part, nous avons vu le rôle pivot du PCI majoritaire dans la coalition pro-MNA. Cela présente des désavantages pour les messalistes car le PCF a totalement marginalisé l'extrême gauche. Le PCI majoritaire, pour ceux qui le connaissent, apparaît comme un groupuscule<sup>224</sup>. De plus, il inquiète car il relie le soutien aux messalistes avec la révolution sociale en France<sup>225</sup>. Par ailleurs, le PCI majoritaire ne constitue pas un partenaire facile car P. Lambert considère le MNA comme sa « chasse gardée »<sup>226</sup> et ne permet pas à ses alliés de le contacter directement. Quand la FCL supprime le Comité de lutte contre la répression colonialiste qu'elle animait, R. Berné la morigène publiquement<sup>227</sup>.

Ce réseau des partisans de Messali Hadj apparaît d'autant plus faible qu'il se heurte à un obstacle et à des adversaires de plus en plus déterminés.

D'abord, la répression ne cesse pas : la police saisit périodiquement des journaux et la justice poursuit des militants pro-MNA. En plus, l'opinion publique métropolitaine constitue un obstacle car si elle prend peu à peu conscience du drame qui se joue en Afrique du nord, bien peu de Français approuvent les nationalistes algériens. En particulier, l'idéologie coloniale est enracinée en milieu ouvrier. Ainsi, à la Régie Renault, si les travailleurs souhaitent la fin du conflit, ils ne se mobilisent guère en faveur de l'indépendance de l'Algérie<sup>228</sup>. Le PCF tient compte de cet état d'esprit : il réclame la paix mais ne s'engage pas aux côtés des nationalistes<sup>229</sup> et demeure hostile aux messalistes. De même, la CGT refuse de coopérer avec le MNA et ses alliés car elle se trouve embarrassée par la présence dynamique et envahissante des militants messalistes dans l'immigration algérienne<sup>230</sup>. Quand, à la Régie Renault, ceux-ci réunissent les représentants des organisations syndicales et politiques afin de lutter contre la répression en Afrique du Nord, les délégués PCF et CGT se retirent à cause de la présence d'un trotskyste majoritaire<sup>231</sup>. Le 1<sup>er</sup> mai 1955, au cours du grand meeting à Vincennes organisé par la CGT, cette dernière refuse la parole au représentant du MNA<sup>232</sup>. Les milliers de travailleurs algériens présents se retirent alors en masse. Les jours suivants,

<sup>224</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 455.

<sup>225</sup> HARBI Mohammed, *Le FLN mirage et réalité*, Paris, Jeune Afrique, 1980, p. 162.

<sup>226</sup> FONTENIS Georges, *Changer le monde*, Alternative libertaire, Paris, 2008, p. 140.

<sup>227</sup> BERNE R., « La FCL et le front unique », *La Vérité*, n° 362, 24 juin 1955.

<sup>228</sup> PITTI Laure, « Renault, la forteresse ouvrière à l'épreuve de la guerre d'Algérie », *Vingtième siècle*, n° 83, juillet-septembre 2004, p. 143.

<sup>229</sup> BECKER Jean-Jacques, « L'intérêt bien compris du PCF », dans RIOUX J-P., *La guerre...*, *op. cit.*, p. 235-244.

<sup>230</sup> STORA B., « La gauche... », *op. cit.*, p. 65.

<sup>231</sup> « Pas d'exclusive à l'unité », *La Vérité*, n°345, 10 décembre 1954.

<sup>232</sup> « Trop révolutionnaire pour Duclos », *La Vérité*, n° 355, 6 mai 1955.

*L'Humanité* mène campagne contre le MNA et les lambertistes tandis que des heurts se produisent entre messalistes et cégétistes. *La Vérité* accuse le bloc PCF-CGT d'avoir voulu cette rupture avec l'organisation algérienne<sup>233</sup>. En 1956, le PCF reconnaîtra le « fait national algérien » et désignera le FLN comme l'interlocuteur avec lequel il faut négocier la paix<sup>234</sup>.

Après la CGT et le PCF, le Front apparaît au second semestre 1955 comme un nouvel adversaire du MNA en métropole. D'abord extrêmement faible, la Fédération de France du FLN se développe alors. Surtout, les opposants à la guerre d'Algérie font connaissance avec lui grâce à un reportage dans les maquis algériens du journaliste Robert Barrat<sup>235</sup> et à un ouvrage de Francis et Colette Jeanson, *L'Algérie hors-la-loi*<sup>236</sup>. Selon ces textes, le Front se trouve à l'origine de l'insurrection et dirige la lutte armée. Particulièrement partial, le livre des époux Jeanson insinue que la police contrôle certaines unités du MNA<sup>237</sup>. Désormais, une rumeur chemine faisant des messalistes « la dernière carte du gouvernement français »<sup>238</sup>. Dans l'intelligentsia de métropole, il existe maintenant un « lobby FLN » et des hebdomadaires comme *Témoignage chrétien*, *France Observateur* ou *L'Express* installent, semaine après semaine, le Front comme seul interlocuteur valable<sup>239</sup>. Ainsi, le 27 janvier 1956, lors d'un meeting du Comité d'action des intellectuels, le représentant du MNA obtient difficilement la parole. Les orateurs français, sauf J. Rous et D. Guérin, ont déjà fait valoir leur préférence pour le FLN<sup>240</sup>.

## Les lambertistes contre le FLN

À partir de novembre 1955, *La Vérité* s'oppose à cette montée en puissance du Front. Ainsi, Y. Dechezelles réfute les insinuations des époux Jeanson à l'encontre des messalistes<sup>241</sup>. Surtout, pour disqualifier le FLN, P. Lambert publie une série d'articles utilisant principalement trois arguments. D'abord, il affirme le ralliement de la quasi-totalité des musulmans d'Algérie à Messali Hadj à cause de son passé mais aussi de ses orientations politiques<sup>242</sup>. D'autre part, P. Lambert se fonde sur un reportage de C. Gérard<sup>243</sup>, pour attester

<sup>233</sup> BERNE R., « Vague de calomnies », *La Vérité*, n° 358, 27 mai 1955.

<sup>234</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, *op. cit.*, p. 117.

<sup>235</sup> « Un journaliste français chez les « hors-la-loi » algériens », *France Observateur*, 15 septembre 1955.

<sup>236</sup> Le Seuil, 1955.

<sup>237</sup> *Ibid.*, p. 263.

<sup>238</sup> STORA B., « La gauche... », *op. cit.*, p. 70.

<sup>239</sup> *Ibid.*, p. 71.

<sup>240</sup> STORA B., « La gauche... », *op. cit.*, p. 70.

<sup>241</sup> « Lettre ouverte à Francis et Colette Jeanson », *La Vérité*, n° 389 et 390, 13 et 20 janvier 1956.

<sup>242</sup> « Qu'est-ce que le FLN – II », *La Vérité*, n° 409, 11 mai 1956.

l'existence de puissants maquis messalistes en Algérie<sup>244</sup>. Surtout, il prétend que les centralistes et les nationalistes modérés, d'abord surpris par l'insurrection, ont rejoint le Front et en ont pris la direction. En conséquence, le FLN accepterait désormais une indépendance par étapes, à la différence de Messali Hadj<sup>245</sup>. Cela convient à certains éléments de la bourgeoisie française, désireux de mettre fin au conflit par la négociation et qui ont déjà pris des contacts avec le Front<sup>246</sup>. Le dirigeant du PCI assimile à ces « colonialistes éclairés » les mendésistes mais aussi le PCF, des progressistes et des journalistes de gauche. Parmi ceux-ci, il dénonce régulièrement Gilles Martinet<sup>247</sup>, directeur de *France Observateur* et un des dirigeants de la Nouvelle gauche. Le dirigeant du PCI reproche à cet ancien communiste d'être resté proche du PCF et de privilégier le FLN aux dépens des messalistes<sup>248</sup>. P. Lambert critique aussi Jean Daniel de *L'Express* ainsi que des journalistes du *Monde* et de *Témoignage chrétien*<sup>249</sup>. Il les accuse de vouloir faire du Front l'interlocuteur du gouvernement français lors des négociations officielles. Cela sauverait les intérêts impérialistes en Algérie mais priverait les musulmans du droit d'élire leurs représentants. Il accuse donc le FLN de trahir la cause de l'indépendance. Cela l'amène à polémiquer avec D. Guérin car ce dernier, anticolonialiste éminent, aspire à la réconciliation entre les deux factions nationalistes. D. Guérin reproche donc publiquement aux époux Jeanson leurs attaques contre le MNA comme à P. Lambert sa dénonciation du Front<sup>250</sup>. Le dirigeant majoritaire réplique dans *La Vérité* : il maintient ses analyses et juge D. Guérin favorable au FLN<sup>251</sup>. En fait, l'écrivain libertaire ne choisira pas entre les deux mouvements rivaux<sup>252</sup> et quittera le Comité Messali.

Les textes de P. Lambert sur les nationalistes algériens illustrent sa tendance à expliquer les événements de manière manichéenne : il donne totalement raison à Messali Hadj et à ses partisans en cherchant à discréditer le FLN par tous les moyens. Précédemment, il avait procédé de même avec les centralistes. Les années suivantes, il conservera cette habitude de diaboliser ses adversaires. Par ailleurs, le chef des trotskystes majoritaires a des « têtes de

---

<sup>243</sup> « Comment j'ai vu le maquis », *Demain*, n° 23, 17 au 23 mai 1956.

<sup>244</sup> « Les maquis messalistes », *La Vérité*, n° 411, 25 mai 1956.

<sup>245</sup> « Premières conclusions », *La Vérité*, n° 388, 6 janvier 1956.

<sup>246</sup> « L'heure de vérité », *La Vérité*, n° 408, 4 mai 1956.

<sup>247</sup> En particulier, dans « L'interlocuteur valable », *La Vérité*, n°379, 4 novembre 1955.

<sup>248</sup> « Des élections libres », *La Vérité*, n°381, 18 novembre 1955.

<sup>249</sup> « Maquis et formations politiques », n° 383, 2 décembre 1955.

<sup>250</sup> Dans *France Observateur*, n° 290, du 26/1/1956.

<sup>251</sup> « Mise au point », n° 395, 24 février 1956.

<sup>252</sup> GUERIN D., *Quand l'Algérie s'insurgeait*, La pensée sauvage, 1979, p. 80-86.

turc » qu'il critique régulièrement. Nous avons déjà mentionné parmi elles G. Martinet. Signalons aussi son habitude de se présenter comme celui qui sait décrypter les événements. Il semble satisfait de dévoiler au lecteur les menées souterraines des « colonialistes éclairés ». Plus tard, Jean-Christophe Cambadélis écrira :

« [P. Lambert a] une lecture « complotique » des événements. Rien n'est ce qu'il est. Tout est caché. Tout n'est qu'apparence »<sup>253</sup>.

Pourtant, les diatribes de P. Lambert à l'encontre du FLN comportent des inexactitudes. D'abord, au début de 1956, la grande majorité des Algériens musulmans soutient le Front<sup>254</sup>. A cette date, il existe peu de vrais maquis messalistes et le MNA détient seulement la primauté parmi l'émigration en métropole<sup>255</sup>. Certes, les autorités françaises prennent des contacts avec le FLN en 1955-1956 mais ils n'aboutissent pas car si les premières veulent d'abord un cessez-le-feu<sup>256</sup>, le second exige la reconnaissance de l'indépendance algérienne en préalable à toute négociation<sup>257</sup>. Car, contrairement aux dires de P. Lambert, le Front demeure dirigé par des anciens de l'O.S, partisans de la lutte armée jusqu'à la séparation avec la France. Il accueille des nationalistes modérés – comme Ferhat Abbas – mais leur concède seulement des rôles de représentation sans pouvoirs réels<sup>258</sup>. Comme préalable à un cessez-le-feu, Messali Hadj apparaît plus modéré que le FLN car il n'exige pas la reconnaissance de l'indépendance. En fait, jusqu'en janvier 1956, la position du MNA se rapproche de celle de la SFIO qui préconise le dialogue pour mettre fin au conflit<sup>259</sup>. D'ailleurs les candidats socialistes aux élections législatives – programmées le 2 janvier 1956 – font campagne sur le thème « Paix en Algérie ». Le secrétaire général de la SFIO – Guy Mollet – dénonce « une guerre imbécile et sans issue »<sup>260</sup>. Le scrutin donne un avantage relatif à la coalition de Front républicain dominée par le Parti socialiste. Lors du congrès de cette organisation - qui débute le 14 janvier 1956, les délégués se prononcent de nouveau pour une paix négociée et prévoient l'organisation d'élections libres en Algérie avec un collège unique<sup>261</sup>. Les

---

<sup>253</sup> CAMBADELIS Jean-Christophe, *Le chuchotement de la vérité*, Paris, 2000, p. 196.

<sup>254</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 179-180.

<sup>255</sup> *Ibid.*, p. 449 et 454.

<sup>256</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 179.

<sup>257</sup> HARBI M., *Le FLN...*, *op. cit.*, p. 151 et STORA B., « La gauche... », *op. cit.*, p. 72.

<sup>258</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 186-189.

<sup>259</sup> STORA B., « La gauche... », *op. cit.*, p. 72.

<sup>260</sup> BIONDI J-P., *Les anticolonialistes*, *op. cit.*, p. 316.

<sup>261</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, *op. cit.*, p. 114.

lambertistes considèrent cette orientation comme plus progressiste que celle du PCF<sup>262</sup>. De même, le MNA espère une ouverture du gouvernement Guy Mollet, investi le 5 février 1956<sup>263</sup>.

P. Lambert prend des libertés avec les faits afin de prouver que le PCI majoritaire combat avec les nationalistes algériens les plus radicaux. En réalité, son organisation constitue le flanc gauche d'une coalition réformiste appuyant les messalistes et désireuse de rallier le Parti socialiste à ses vues. De même, le FLN dispose du soutien d'un ensemble d'organisations - dont le PCF - et d'intellectuels. Cohérent avec ses choix antérieurs, le PCI minoritaire se veut l'avant-garde de ce groupement. Il vise à gagner les militants communistes qui jugent leur parti trop timide dans son soutien au Front<sup>264</sup>. A l'occasion du conflit algérien, chacune des deux organisations trotskystes confirme son orientation antérieure : l'une vers les réformistes et l'autre en direction du Parti communiste.

---

<sup>262</sup> CERMTRI, PCI 1956, « La situation dans le mouvement ouvrier français », p. 6.

<sup>263</sup> SIDI MOUSSA N., *Le MNA...*, *op. cit.*, p. 99.

<sup>264</sup> KRIVINE Alain, *Ça te passera avec l'âge*, Paris, Flammarion, 2006, p. 47-57.



## CHAPITRE VII

# « LA CLASSE OUVRIÈRE MONTE A L'ASSAUT »<sup>1</sup>

(avril 1955 – juin 1956)

Reprenons notre étude du courant lambertiste en avril 1955, juste après le départ des partisans de M. Bleibtreu. Pour rassurer les autres sections du CI, G. Bloch affirme qu'ils se contentaient de critiquer sans militer effectivement et que leur démission marque la fin des conflits internes qui paralysaient le parti depuis des années. Selon le dirigeant lambertiste, le PCI n'a jamais été en si bonne santé et se consacre désormais exclusivement à ses interventions extérieures – comme la lutte contre la répression<sup>2</sup>. Afin de vérifier cette affirmation, nous allons commencer par examiner la situation de cette organisation au début du printemps 1955.

### **L'état du parti lambertiste**

Malgré les dires de la direction, la scission de mars 1955 provoque un nouvel affaiblissement du PCI majoritaire car une douzaine de militants partent avec M. Bleibtreu. De plus, le découragement conduit d'autres membres de l'organisation à le quitter peu après<sup>3</sup>. Par contre, en juillet 1955, le bureau politique se réjouit de quelques adhésions<sup>4</sup>. Cela nous amène à estimer l'effectif du parti entre 70 et 75 militants<sup>5</sup>, soit une légère diminution par

---

<sup>1</sup> Titre de *La Vérité*, n° 364.

<sup>2</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, lettre de G. Bloch à F. Bottari du 2 avril 1955 et FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., lettre de G. Bloch à Preston du 18 avril 1955.

<sup>3</sup> Comme Jean Guillet et Serge Dhénin selon LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 314.

<sup>4</sup> CERMTRI, PCI 1955, Bilan oral de l'activité du Parti, p. 1.

<sup>5</sup> Cela correspond au schéma de S. MICHELET, *L'exclusion...*, *op. cit.*, p. 231. J. Simon indique un nombre proche : il évalue l'effectif du PCI en RP à une soixantaine de militants dans *Juif'berbère...*, *op. cit.*, p. 96.

rapport au VIIIe congrès. Ces difficultés à recruter s'expliquent partiellement par les risques de poursuites judiciaires alors encourus par les adhérents. En conséquence, l'ancienneté moyenne au PCI dépasse les sept ans<sup>6</sup> et la répartition des militants varie peu. Le nombre de cellules en région parisienne passe de huit à sept car celle réunissant les postiers disparaît à cause de la scission, les cellules Fonctionnaires et Instituteurs fusionnent tandis que le PCI forme une nouvelle unité à Suresnes avec des membres de la cellule Renault. Nantes constitue toujours la principale implantation du PCI en province tandis que le groupe de Clermont-Ferrand demeure et celui de Lyon - hier très faible - se développe un peu. La seule nouveauté consiste en la formation d'une cellule dans le Nord<sup>7</sup>.

*La Vérité - Panhard* cite les principales professions où militent les lambertistes : « les mineurs du Nord, les métallurgistes de Renault et de Nantes, les ouvriers de la RATP, les cheminots, les instituteurs et les fonctionnaires »<sup>8</sup>. Pour compléter cette liste, nous nous contentons d'ajouter des employés – comme L. Eemans à la Caisse nationale d'escompte de Paris (CNEP). Quand ils le peuvent, ces militants éditent des journaux d'entreprise. Nous en avons identifié sept : *La Vérité - Renault*, *Cheminot*, *Panhard*, *Métro*, *Snecma* et *CIT* auxquels nous ajoutons *La Vérité nantaise*<sup>9</sup>. Surtout, les lambertistes continuent d'animer les groupes de syndicalistes « unitaires » évoqués dans le chapitre IV, chacun de ces comités essayant de publier un bulletin. En février 1956, le PCI organise une réunion de 33 syndicalistes chevronnés pour débattre des problèmes rencontrés dans leurs activités. Ces militants de la région parisienne appartiennent au PCI, lui sont proches ou dialoguent avec lui. Nous présentons leur liste - classée par organisation syndicale - dans le tableau qui suit<sup>10</sup>. Notons le nombre important de membres de la CGT (12) et de la FEN (11) par rapport à ceux de FO (5). A cette date, seuls deux lambertistes éminents – J. Lefèvre et R. Dumont – appartiennent à cette dernière confédération mais cela va changer. Ainsi, en octobre 1956 le dernier nommé intervient pour la première fois lors d'un congrès FO<sup>11</sup>.

---

<sup>6</sup> CERMTRI, PCI 1955, « A propos de l'exclusion des camarades B., L. et F. », mars 1955, p. 3.

<sup>7</sup> CERMTRI, PCI 1955, Bilan oral de l'activité du Parti, p. 1-3.

<sup>8</sup> « Panhard », *La Vérité*, n° 352, 1<sup>er</sup> avril 1955.

<sup>9</sup> A partir des cartons du CERMTRI.

<sup>10</sup> CERMTRI, PCI 1956, Convocation à la réunion du 18 février 1956.

<sup>11</sup> « Compte rendu du Ve congrès confédéral », *FO informations*, supplément au n°56 de décembre 1956, p. 92-93.



	<b>Membres du PCI</b>	<b>Alliés ou liaisons</b>
FEN	Paul Bossut et Rolande de Paepe (instituteurs dans la Seine) Janine Macquard (institutrice de l'Oise) Jeannette Harding (professeur)	Paul Ruff et Louis Letonturier (professeurs) Marcel Pennetier (instituteur dans la Seine) Julien Desachy, Adrien Bonnel et Puget (instituteurs de l'Oise)
CGT	Lucien Kiner, Jean Gouttefangeas, Pierre Henger et Georges Van Bever (métallurgistes) Serge Dhénin Pierre Lambert et Louis Eemans (employés) Paul Hirzel (Livre) Serge Selleron (ouvrier RATP)	Varet et Roger Marchand (métallurgistes)
FO	Jean Lefèvre (métallurgiste) René Dumont (Bibliothèque nationale)	Gabriel Tharreau (métallurgiste) Alexandre Hébert (cheminot) Pierre Dercourt et Ida Boireau (employés)
Autonomes	Henri Lafière (postier FNSA-PTT) Jean Maertens (cheminot)	Louis Portes (postier FNSA-PTT)
Inorganisés	Stéphane Just (ouvrier RATP) Lucienne Favrot (cheminote)	Roland Renard (métallurgiste)

Pour la direction majoritaire, les principaux progrès du PCI concernent ses publications au niveau national. D'abord, *La Vérité* passe d'une périodicité bimensuelle à hebdomadaire avec le n°354 du 29 avril 1955. Le journal ne compte plus que deux pages au lieu de quatre mais sur un format agrandi<sup>12</sup>. Selon les responsables lambertistes, il s'agit d'un tournant majeur

<sup>12</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, Lettre de G. Bloch à F. Bottari du 2 avril 1955 ; CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de G. Bloch à Preston du 18 avril 1955.

pour le parti car jusque-là, *La Vérité* se contentait d'expliquer les positions politiques des trotskystes majoritaires. Désormais, avec ce nouveau rythme de parution, le journal devrait enfin devenir un organe d'agitation, capable de susciter et d'organiser les luttes des travailleurs<sup>13</sup>. Cet objectif paraît bien ambitieux pour le petit PCI mais la direction persistera dans cette orientation au cours des années 1955-1958. En conséquence, elle réserve désormais les articles de fond à la revue théorique en préparation<sup>14</sup> car, depuis 1952, le PCI majoritaire prévoit de disposer d'une publication qui pourrait rivaliser avec *Quatrième Internationale*, aux mains des « pablistes »<sup>15</sup>. En août 1955, le premier numéro paraît sous le titre *Les Cahiers rouges*, identique à celui d'une publication pivertiste d'avant-guerre. Cette livraison comprend des articles de P. Lambert, D. Renard, P. Broué et J. Cassou ainsi que des contributions de trotskystes étrangers : Tom Kerry – syndicaliste du SWP – et Francesco Bottari<sup>16</sup>. Pourtant, nous devons nuancer ces progrès des publications du PCI. D'abord, comme nous l'avons vu précédemment, *La Vérité* ne parvient à être hebdomadaire que grâce à ses lecteurs maghrébins<sup>17</sup>. D'autre part, *Les Cahiers rouges* n'auront pas d'autre numéro et *L'Unité syndicale* continue de paraître mais avec des difficultés : seuls cinq numéros sont publiés en 1955 par manque d'argent<sup>18</sup>.

En effet, les embarras financiers du PCI s'aggravent avec le conflit algérien. D'abord, à cause des mesures répressives prises par les autorités : chaque saisie de *La Vérité* supprime des recettes et les poursuites contre les rédacteurs du journal occasionnent des frais de justice. Surtout, les activités entreprises par le parti pour lutter contre la guerre provoquent de nouvelles dépenses. Pour y faire face, il lance en mars 1955 une grande souscription « contre la répression » avec l'objectif de collecter un million de francs d'ici le 1<sup>er</sup> mai<sup>19</sup>. Malgré la mobilisation de toute l'organisation, ce but n'est pas atteint<sup>20</sup> et les difficultés financières perdurent. Elles expliquent le déménagement du PCI en juin 1956 au 5 rue de Charonne dans

<sup>13</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°6.

<sup>14</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, Lettre de G. Bloch à F. Bottari du 2 avril 1955 ; CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de G. Bloch à Preston du 18 avril 1955.

<sup>15</sup> CERMTRI, PCI 1952, « Compte rendu du comité central des 27 et 28 septembre 1952 », p. 12-13.

<sup>16</sup> CERMTRI, PCI 1955.

<sup>17</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre d'Albert du 1/6/1955.

<sup>18</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, Lettre de G. Bloch à F. Bottari du 2 avril 1955 ; CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de G. Bloch à Preston du 18 avril 1955.

<sup>19</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°4, 29 mars 1955, p. 2.

<sup>20</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°7, 3 mai 1955, p. 2.

le Xe arrondissement. Le nouveau local consiste seulement en une grande pièce mais son loyer est certainement moins élevé que l'ancien siège du parti, plus vaste<sup>21</sup>.

Au chapitre III, nous avons résumé la composition sociale du PCI majoritaire en 1952 par la prédominance d'un ensemble ouvriers-employés. Selon nous, cette caractéristique demeure en 1955 car l'organisation a peu recruté et les partisans de M. Bleibtreu appartenaient à des catégories sociales variées.

A l'issue de ce rapide état du PCI majoritaire, nous allons nous intéresser à ses membres et à leurs activités militantes. Cela nous amène d'abord à examiner les obligations que leur fixe la direction.

### **Une direction pointilleuse**

Dans la continuité du mouvement trotskyste d'avant-guerre, l'organisation lambertiste demeure extrêmement exigeante par rapport à ses membres. D. Renard l'exprime très bien :

« Le trotskysme [... ...] n'est en aucune façon comparable à la philatélie ou à la culture physique ; le trotskysme est un engagement qui commande toute la vie de l'individu qui s'y consacre et ne peut, à aucun moment être arrêté par des considérations d'ordre personnel ou autre. Aux camarades ouvriers qui viennent au parti, nous demandons les plus grands sacrifices, y compris celui de leur propre situation »<sup>22</sup>.

Nous avons signalé les mesures prises sous l'impulsion de P. Lambert afin d'assurer au PCI un fonctionnement rigoureux. M. Bleibtreu et M. Lequenne partis, la direction persévère dans cette voie et affiche sa volonté de revenir à « une pratique communiste d'organisation »<sup>23</sup>. En conséquence, elle ne cesse pas de rappeler aux militants leurs multiples obligations et pas seulement financières<sup>24</sup>. Déjà, l'adhésion ne va pas de soi. Le candidat doit remplir un questionnaire demandant, entre autres, des informations sur ses conditions d'existence<sup>25</sup>. Généralement, l'adhérent se voit remettre une carte de stagiaire. Revenu au parti, Raoul se trouve dans cette situation en 1954<sup>26</sup>.

Une fois titularisé, le nouveau militant est affecté à une cellule. Première obligation : il doit participer à la réunion hebdomadaire de cette instance, laquelle se tient dans l'arrière-

---

<sup>21</sup> Entretien avec P. Levasseur le 28/1/2006.

<sup>22</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de D. Renard à G. Bloch du 6-4-1952, p. 1.

<sup>23</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°6, p. 3.

<sup>24</sup> Ainsi CERMTRI, PCI 1955, NPO n°4, p. 2 qui donne la cellule Renault en exemple.

<sup>25</sup> CERMTRI, PCI 1954, « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », 21 mai 1954, p. 20.

<sup>26</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 95.

salle d'un café ou chez un militant. Afin de faciliter la diffusion de *La Vérité* – disponible chaque mercredi à 19 heures, la direction fixe au jeudi soir la réunion des cellules en région parisienne<sup>27</sup>. Chaque séance comprend deux séquences principales. La première vise à une appropriation par les militants des orientations du PCI et une réflexion sur leurs applications dans leurs lieux d'intervention. Cette partie peut comprendre une ou plusieurs communications correspondant à un exposé de politique générale, un commentaire d'articles de *La Vérité* ou le compte rendu d'une assemblée syndicale. Elles sont complétées généralement par une discussion. Cette première séquence ne nous paraît guère originale pour une organisation politique. Par contre, l'importance attribuée à la seconde paraît spécifique aux lambertistes : elle consiste à examiner l'exécution des tâches précédemment affectées. Pour ce courant politique, les tâches militantes modestes, voire ingrates doivent être effectuées avec soin. Tous les participants à la réunion doivent donc être précis sur leurs activités et surtout sur les résultats obtenus. Ainsi, chacun doit indiquer le nombre de *Vérité* vendues – la direction fixe l'objectif de 5 numéros par semaine, la quantité de tracts distribués, la participation éventuelle à un collage d'affiche... sans oublier le règlement mensuel de sa phalange. Ensuite, le secrétaire de cellule distribue les tâches nouvelles pour la semaine à venir : écriture d'articles pour le journal d'entreprise, participation au service d'ordre<sup>28</sup>...

Comme chaque membre du PCI doit être un syndicaliste actif et que l'aide aux messalistes implique des activités supplémentaires, être lambertiste ne constitue pas une sinécure. Certes, le PCI d'avant 1952 exigeait déjà beaucoup de ses membres mais l'organisation lambertiste réclame de l'abnégation. Ainsi, lors de sa première rencontre avec G. Bloch, J. Simon se voit chargé d'une série de tâches fastidieuses au local du parti. Il les exécute sans broncher et, désormais, éprouve du respect pour ce dirigeant<sup>29</sup>. Ces exigences perdureront aussi un auteur qualifiera les lambertistes de « forçats du militantisme », toujours prêts et motivés même face aux tâches ingrates<sup>30</sup>.

Certains membres du PCI apparaissent moins consciencieux et se contentent de participer aux réunions de cellule et, de temps en temps, à une vente de *La Vérité*<sup>31</sup>. Pourtant, la grande

---

<sup>27</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°6, p. 4.

<sup>28</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, *op. cit.*, p. 94-95.

<sup>29</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, *op. cit.*, p. 96.

<sup>30</sup> CAMPINCHI P., *Les lambertistes*, *op. cit.*, p. 69-70.

<sup>31</sup> CERMTRI, PCI 1956, Bulletin 56-3, p. 2. et HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 179.

majorité des adhérents semblent faire de son mieux pour satisfaire la direction. Ainsi, en février 1958, le PCI majoritaire et le groupe qui publie *Socialisme et Barbarie* – nous le nommerons SouB par convention – décident de tenir une assemblée générale commune afin de parvenir entre eux à l'unité d'action. Comme le bureau politique lambertiste demande à tous ses militants de venir<sup>32</sup>, ils sont 35 le jour venu, bien plus nombreux que les membres de SouB. Vexés, les dirigeants de ce groupe reconnaissent le sérieux des militants lambertistes<sup>33</sup>. Par contre, la direction autoritaire du PCI ne les habitue guère à prendre des initiatives comme le remarque Georges Van Bever dans un bulletin intérieur. Ce militant expérimenté de la cellule Renault décrit ses camarades « pendus aux basques de la direction du parti en réclamant des textes, des consignes, des directives »<sup>34</sup>.

Au-delà de cette appréciation, comment expliquer l'acceptation de cette discipline par les militants ? Selon nous, ils considèrent que P. Lambert a rendu l'organisation plus efficace et a mis fin aux luttes de fractions. Pour Raoul, il a éliminé « tout un groupe de comitards, coupés des masses, sans aucune liaison ni souci de se lier à la classe, desséchés par de longues années de guérillas inter-bureau politique et CEI »<sup>35</sup>. Bien entendu, la direction lambertiste conforte les membres du PCI dans cette opinion. Elle s'attribue le mérite d'avoir renoué avec les traditions bolchéviques après « deux décennies d'attitudes cliquardes et de micro-fractionnisme complaisant »<sup>36</sup>. Surtout, les membres du PCI partagent les principales valeurs de leurs dirigeants. Ainsi, ils apprécient la dénonciation du PCF et la bureaucratie soviétique par leur parti. Signalons ainsi la séance du Cercle Lénine le 5 novembre 1954 où intervient Brigitte Gerland, journaliste allemande rescapée des camps soviétiques. Elle décrit leur fonctionnement et la vie misérable des déportés<sup>37</sup>. Cette réunion constitue un succès auprès des sympathisants de l'organisation car il y a trois cents participants<sup>38</sup>. Le PCI majoritaire et les organisations qui lui succéderont tiendront de nombreuses réunions publiques sur ce thème.

---

<sup>32</sup> CERMTRI, PCI 1958, Note du bureau politique, 22/2/1958.

<sup>33</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, *op. cit.*, p. 217.

<sup>34</sup> CERMTRI, PCI 1956, Bulletin 56-3, p. 9.

<sup>35</sup> BROUE P., « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 148. Extrait d'une lettre de 1954.

<sup>36</sup> *Quelques enseignements...*, *op. cit.*, p. 102-103.

<sup>37</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de R. Berné du 15 novembre 1954 et « Brigitte Gerland », *La Vérité*, n°343, 12 novembre 1954.

<sup>38</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de R. Berné du 15 novembre 1954.

Comme ils détestent le PCF, les lambertistes acceptent la confrontation avec les militants communistes. A cause des agressions de ces derniers, le PCI avait cessé les ventes publiques de *La Vérité*<sup>39</sup>. Pour accompagner la nouvelle formule du journal, la direction décide d'y recourir à nouveau en procédant le dimanche matin à des ventes à la criée sur cinq sites de la région parisienne. Chaque militant lambertiste accepte d'y participer une ou deux fois par mois<sup>40</sup> malgré la réaction des communistes car ceux-ci essaient de les chasser et lacèrent leurs journaux – en particulier rue de l'Ouest dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement. Pourtant, les lambertistes leur tiennent tête et maintiennent leurs ventes publiques de *La Vérité*<sup>41</sup>. La direction du PCI s'affirme prête à combattre pour que tout organe ouvrier puisse être vendu librement dans la rue. Ainsi, elle propose son aide à la FCL qui connaît aussi des difficultés avec les « staliniens » mais l'organisation libertaire refuse<sup>42</sup>.

Les lambertistes prennent l'habitude de raconter leurs heurts avec les communistes comme des faits d'armes<sup>43</sup>. Leur dénonciation des « staliniens » a pour corollaire celle des « pablistes » qu'ils considèrent comme leurs complices. Ainsi, au sein du PCI, M. Bleibtreu est marginalisé au printemps 1953 quand il semble s'inspirer des thèses du SI. Les lambertistes se remémorent l'exigence de M. Pablo en 1952 : 16 militants du PCI devaient se renier publiquement afin d'adhérer au PCF. Peu avant sa mort, P. Broué évoquera encore cette consigne<sup>44</sup>. Surtout, les lambertistes considèrent qu'en rompant avec les « pablistes », le PCI a mis fin aux errements passés. Il a pris un nouveau départ et commencé réellement la construction d'un parti révolutionnaire<sup>45</sup>.

Les membres du PCI acceptent aussi les exigences de leur organisation à cause de ce qu'elle leur apporte. En particulier, le mouvement trotskyste a toujours veillé à donner une solide formation à ses militants comme il a déjà été signalé. Selon M. Lequenne : « On avait une culture qui nous rendait redoutables aux gens du PC »<sup>46</sup>. Le courant lambertiste conserve cette habitude. Ainsi, en janvier 1956, à la suite de quelques adhésions, le PCI met en place

---

<sup>39</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°7.

<sup>40</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°6.

<sup>41</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°9 et « Rue de l'Ouest », *La Vérité*, n° 361, 17 juin 1955.

<sup>42</sup> LAMBERT P., « Une lettre », *La Vérité*, n°366, 22 juillet 1955.

<sup>43</sup> Nous l'avons encore constaté en 2003-2005 au CERMTRI.

<sup>44</sup> BROUE Pierre, « Un demi-siècle au PCI chez les « lambertistes » », *Le marxisme aujourd'hui*, n°52, été 2003, p. 37.

<sup>45</sup> CERMTRI, PCI 1956, Bulletin 56-3, p. 2.

<sup>46</sup> Entretien avec M. Lequenne dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, op. cit., p. 163.

une école de stagiaires en région parisienne<sup>47</sup>. Chaque année, le camp d'été permet d'approfondir les connaissances des militants<sup>48</sup>. En particulier, Raoul s'investit beaucoup dans la formation des nouveaux adhérents car il veut leur apprendre à penser par eux-mêmes et, plus tard, être critiques par rapport à la direction<sup>49</sup>.

La sociabilité constitue un autre apport du PCI. Selon L. Eemans, le bon fonctionnement d'une cellule exige l'existence de rapports cordiaux entre ses membres<sup>50</sup>. Souvent, il y a même de l'amitié, comme dans sa relation avec P. Lambert. Nous avons évoqué la bonne entente entre Raoul, F. de Massot, C. Kahn et E. Lejeune. Les trois premiers viennent au mariage de ce dernier en 1958<sup>51</sup>. De même, G. Van Bever évoque le plaisir des membres du PCI de retrouver leurs camarades de cellule<sup>52</sup>. Cette sociabilité semble atténuer les contraintes du militantisme.

Par ailleurs, dans la continuité du PCI majoritaire<sup>53</sup>, le courant lambertiste respecte la vie familiale de ses membres. Ses dirigeants donnent l'exemple en étant mariés et en ayant des enfants. P. Lambert part en vacances avec femme et enfants même s'il s'y ennue<sup>54</sup>. Quand il se présentera à l'élection présidentielle de 1988, il déclarera :

« Je suis un homme tranquille, qui habite dans le même immeuble depuis 1948. Je suis marié, j'ai des enfants et des petits-enfants »<sup>55</sup>.

L. Eemans veille à consacrer du temps à sa famille. Ainsi, comme son épouse apprécie le cinéma, il l'accompagne régulièrement voir des films<sup>56</sup>. Pierre Broué – père de cinq enfants – évoque avec plaisir sa vie familiale dans ses souvenirs<sup>57</sup>. Par contre, à une époque où les divorces étaient peu fréquents<sup>58</sup>, nous remarquons une grande proportion de divorcés parmi les lambertistes. Ainsi, P. Lambert, S. Just, D. Renard, Raoul et P. Broué – deux fois – se trouvent dans cette situation. Les lambertistes semblent davantage respecter le cadre familial que l'institution matrimoniale.

---

<sup>47</sup> CERMTRI, PCI 1956, NPO n°1.

<sup>48</sup> Entretien avec Jeaninne Selleron le 8/3/2009.

<sup>49</sup> HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, op. cit., p. 145.

<sup>50</sup> Entretien de Louis Eemans avec Céline Malaisé le 20 février 2002, p. 17.

<sup>51</sup> Entretien avec F. de Massot le 29/10/2008.

<sup>52</sup> CERMTRI, PCI 1956, Bulletin 56-3, p. 3.

<sup>53</sup> Voir le début du chapitre III.

<sup>54</sup> Entretien avec P. Levasseur le 29/10/2008.

<sup>55</sup> BOURSEILLER Christophe, *Cet étrange Monsieur Blondel*, Paris Bartillat, 1997, p. 205.

<sup>56</sup> Entretien de Louis Eemans avec Céline Malaisé le 20 février 2002, p. 18.

<sup>57</sup> BROUE P., *Souvenirs et portraits*, op. cit.

<sup>58</sup> Entre 1953 et 1963, il y a en France 10 divorces pour 100 mariages selon Fabienne Daguet, « Mariage, divorce et union libre », *Insee première*, septembre 1996.

Précédemment, nous avons signalé les espoirs mis par P. Lambert dans la classe ouvrière. Les autres dirigeants du PCI adoptent la même attitude. Ainsi, D. Renard proclame « faire fi de l'éducation livresque »<sup>59</sup>. Cette disposition plaît aux membres du PCI qui comprennent mal les débats complexes de 1951-1952 et 1954-1955<sup>60</sup>. Cela explique la démarche de Raoul : il veut convaincre S. Just et surtout D. Renard à cause de leur prestige de militants ouvriers<sup>61</sup>. J. Simon devient lambertiste en partie à cause d'une rencontre avec ce dirigeant. Il le décrit avec admiration : « un vrai « prolo » d'une trentaine d'années, bien charpenté, la cigarette au bec, en chemise à carreaux et pantalon de velours tenu par des bretelles, la voix forte et bien timbrée. Ouvrier chez Renault, il avait joué un rôle très actif pendant la grève de 1947 »<sup>62</sup>. Après son adhésion, J. Simon change ses habitudes : « Pour m'intégrer dans ma classe, j'ai changé le lait grenadine, ma boisson habituelle, pour le « gros rouge » sur le zinc et je suis devenu un lecteur assidu de *L'Humanité* et de la rubrique sportive de *France-soir* »<sup>63</sup>. Cet ouvriérisme paraît même intransigeant comme le montre le cas de Marcel Monnier, membre de la cellule Renault et tourneur à la Régie. Insatisfait de sa condition d'ouvrier, il quitte cette entreprise pour devenir dessinateur. D. Renard lui en fait le reproche : « Tu quittes ta classe » et M. Monnier est exclu<sup>64</sup>. Cet ouvriérisme n'apparaît pas spécifique au PCI majoritaire car Trotsky le partageait. Ainsi, en 1937, il donne le conseil suivant aux dirigeants du SWP :

« Nous pouvons poser sans tarder une règle générale : un membre du Parti qui n'a pas gagné au Parti un nouvel ouvrier au cours de trois ou six mois n'est pas un bon membre du Parti »<sup>65</sup>.

Le PCI minoritaire demeure aussi dans cette tradition : lors de sa constitution, il cherche à placer le maximum d'ouvriers dans son comité central<sup>66</sup>. De même, l'Union communiste privilégie l'implantation dans les usines<sup>67</sup>. Plus largement, les communistes, trotskystes, anarchistes... considèrent les ouvriers comme les seuls qualifiés pour diriger le mouvement socialiste et révolutionnaire<sup>68</sup>. Ils voient dans ces travailleurs les acteurs les plus en pointe du

---

<sup>59</sup> AR, Aux questions publiques, p. 1.

<sup>60</sup> Entretien avec C. Monnier, déjà cité.

<sup>61</sup> AR, L5, 23/12/1954, p. 2.

<sup>62</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, op. cit., p. 90.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 95.

<sup>64</sup> Entretien avec C. Monnier déjà cité.

<sup>65</sup> TROTSKY L., *Défense du marxisme*, op. cit., p. 198.

<sup>66</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 4/4/1953.

<sup>67</sup> MOYON Richard, « Barta » dans « *Cahiers Léon Trotsky*, n° 49, janvier 1993, p. 25.

<sup>68</sup> GAUTRAT Jacques, « La nouvelle classe ouvrière, un témoignage » dans J-M. CHAPOULIE (dir.), *Sociologues et sociologies*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 239-243.



changement comme le pensait déjà le syndicalisme révolutionnaire au début du XXe siècle puis le léninisme.

Néanmoins, le PCI ne comprend au bureau politique que deux ouvriers - D. Renard et S. Just, les autres membres de cette instance étant professeurs agrégés – G. Bloch et R. Chéramy – ou employés – P. Lambert et R. Berné<sup>69</sup>. D'ailleurs, ce dernier connaît le latin et P. Lambert a commencé des études d'histoire. En dehors du bureau politique, le PCI comprend des instituteurs et d'autres intellectuels comme P. Broué, Elie Boisselier, C. Kahn (ancien élève d'HEC), Raoul (journaliste<sup>70</sup>)... De plus, il entretient des liens étroits avec les enseignants de la FEN, continue d'animer le Cercle Lénine - fréquenté par de brillants esprits comme J. Duvignaud, D. Guérin ou Laurent Schwartz<sup>71</sup> - et contacte les intellectuels opposés à la guerre d'Algérie comme E. Morin. Ce parti combine donc une mentalité ouvriériste avec la présence d'une minorité intellectuelle et des relations dans l'intelligentsia. Comme le PCF, l'organisation lambertiste veut développer son implantation en milieu ouvrier car elle veut « agir dans les masses et faire agir les masses »<sup>72</sup>. Néanmoins, à la différence du Parti communiste de cette époque<sup>73</sup>, elle permet davantage aux intellectuels d'accéder à des postes de responsabilité.

Parmi les membres du PCI, signalons aussi la présence d'une quinzaine de femmes, soit plus de 20%<sup>74</sup>. A un moment où il n'était déjà pas banal d'être femme et syndicaliste<sup>75</sup>, cela mérite d'être souligné. Par contre, les structures dirigeantes de l'organisation ne comptent qu'un élément féminin : Annie Cardinal à la commission de contrôle. De plus, ces militantes se trouvent généralement en couple avec un membre du parti. Par rapport à ces femmes - en grande majorité employées ou enseignantes - le PCI a les mêmes exigences que pour les hommes. Ainsi, J. Selleron se souvient d'avoir collé des affiches la nuit tandis que son époux – appartenant aussi au PCI – gardait leur fils<sup>76</sup>. En conséquence, elles abandonnent parfois le

---

<sup>69</sup> Selon leurs notices du *Maitron*.

<sup>70</sup> BROUE P., « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 11-12.

<sup>71</sup> « Cercle Lénine », *La Vérité*, n° 327, 1<sup>er</sup> janvier 1954.

<sup>72</sup> CERMTRI, PCI 1951, Résolution syndicale, p. 3.

<sup>73</sup> PUDAL Bernard, *Prendre parti*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, p. 188.

<sup>74</sup> CERMTRI, PCI 1954, Liste de souscription de décembre 1954.

<sup>75</sup> Voir dans le recueil *La CGT dans les années 1950*, *op. cit.* et les articles de S. Liszek et C. Rouanet sur les militantes syndicales.

<sup>76</sup> Entretien avec Jeannine Selleron le 8/3/2009.

militantisme à la naissance de leurs enfants comme les deux sœurs Renée et Denise Mazet. Cette dernière s'y résigne afin que son fils « ne soit pas élevé par la concierge »<sup>77</sup>.

Après ces explications sur l'engagement des lambertistes, nous allons étudier leur manière de militer ensemble et donc comment fonctionne leur organisation.

## Le fonctionnement du PCI

Après la scission de 1955, le PCI majoritaire demeure apparemment la même organisation. Ainsi, le bureau politique se réunit fréquemment et, dès que nécessaire, donne ses consignes aux militants par une « Note politique et d'organisation » (NPO). En région parisienne, il convoque régulièrement les secrétaires de cellule<sup>78</sup>. Les commissions syndicales et coloniales continuent leurs activités comme le comité central qui conserve la même périodicité à ses sessions – tous les deux ou trois mois<sup>79</sup>. Une nouveauté à l'automne 1955 : le mouvement des appelés, précédemment évoqué, amène le bureau politique à s'intéresser à la jeunesse qu'il avait négligée depuis la dissolution du MRJ en 1953. Il crée une nouvelle commission jeunes qui publie le bulletin *Jeunes Front rouge* à partir d'avril 1956<sup>80</sup>. Le PCI veut mobiliser cette tranche d'âge autour de l'antimilitarisme et de la lutte contre le départ du contingent en Algérie. A plus long terme, il aspire à construire une organisation révolutionnaire de la jeunesse<sup>81</sup>. Pourtant, faute de militants, cet objectif sera remis à plus tard et *Jeune Front rouge* cessera bientôt de paraître.

La direction lambertiste garantit la liberté d'expression à tous les membres du PCI. Selon elle :

« Notre parti est l'organisation ouvrière la plus démocratique qui soit. La discussion y a lieu dans le plus strict respect des opinions de chacun. Les tendances qui se sont exprimées au IXe congrès du parti sont représentées au sein du comité central proportionnellement à leurs forces. Les bulletins intérieurs de discussion sont ouverts à tous... Dans tous les organismes du parti, cellules, assemblées générales, commissions... les militants interviennent librement pour défendre leur point de vue »<sup>82</sup>.

Pourtant, en 1954, le bureau politique ne diffuse pas les textes de Raoul car ils lui déplaisent<sup>83</sup>. Par ailleurs, J. Simon découvre à la cellule Renault une discipline « quasi-

---

<sup>77</sup> Entretien avec D. Mazet le 13/12/2011.

<sup>78</sup> CERMTRI, PCI 1956, NPO n°9-A, p. 3.

<sup>79</sup> CERMTRI, PCI 1956, Bilan oral..., *op. cit.*, p. 5.

<sup>80</sup> Un exemplaire est disponible dans CERMTRI, PCI 1956

<sup>81</sup> CERMTRI, PCI 1956, Projet de résolution sur la situation politique et les tâches, p. 5.

<sup>82</sup> CERMTRI, PCI 1955, Décisions du comité central du PCI, p. 6.

<sup>83</sup> AR, A2, p. 1.

militaire » et l'absence de vraies discussions. Il préfère les réunions de l'École émancipée, aux débats bien plus intéressants<sup>84</sup>. D'ailleurs, en novembre 1955, le bureau politique s'inquiète du manque de discussion politique au sein du PCI. Il constate que les militants n'écrivent pas dans le bulletin intérieur sur l'actualité ou les orientations prises par le parti. Les *Cahiers rouges* ne paraissent pas faute d'articles et *La Vérité* manque de rédacteurs<sup>85</sup>. La direction demande donc aux membres du comité central de susciter des échanges parmi les militants<sup>86</sup>. Elle semble ensuite accepter cette situation car pour le Xe congrès du PCI – en avril 1957 – il n'y a pas de délibération préliminaire ni d'élection de délégués comme précédemment. Cela constitue une première dans l'histoire de cette organisation. Par ailleurs, la direction rédige de moins en moins de documents destinés exclusivement aux militants – comme les comptes rendus des réunions du comité central<sup>87</sup>. La crainte d'une perquisition doit contribuer à cette raréfaction des documents internes mais ce risque existait déjà en 1955.

La brochure *Quelques enseignements...* explique l'étiologie de la vie interne du parti par la scission de 1952 qui affaiblit considérablement le PCI majoritaire. Il ne dispose plus d'un nombre de militants aguerris suffisant pour demeurer une organisation fonctionnant selon le centralisme démocratique. En conséquence, un groupe de militants expérimentés, réunis autour de P. Lambert, « porte à bout de bras » le PCI de 1952 à 1958. Ce « noyau » – comme le nomme la brochure – anime et dirige le parti sans un véritable contrôle de ses adhérents<sup>88</sup>.

Ce plaidoyer en faveur de la direction lambertiste nous inspire deux remarques. Notons d'abord l'emploi du terme « noyau », les syndicalistes révolutionnaires nommaient ainsi le groupe autour de P. Monatte. Surtout, cette interprétation de l'histoire du PCI ne convainc pas car, comme nous l'avons vu, cette organisation a connu de vrais débats de 1952 à 1955. Nous préférons les explications données par Raoul en 1954-1955. Il éclaire le fonctionnement du PCI en classant ses membres en trois catégories correspondant à leur pouvoir dans l'organisation. D'abord, les cinq membres du bureau politique – R. Berné, S. Just, D. Renard, G. Bloch et P. Lambert<sup>89</sup>. Ils veulent tout diriger même si P. Lambert domine nettement cette équipe avec G. Bloch comme adjoint<sup>90</sup>. Ensuite, ceux que Raoul nomme « les lieutenants »,

---

<sup>84</sup> HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 190 et entretien avec J. Simon le 6/5/2006.

<sup>85</sup> CERMTRI, PCI 1955, Bilan oral..., *op. cit.*, p. 4-5.

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> CERMTRI, cartons PCI 1957 et PCI 1958.

<sup>88</sup> *Quelques enseignements...*, *op. cit.*, p. 100-101.

<sup>89</sup> R. Chéramy appartient aussi au bureau politique mais il se consacre surtout à la FEN.

<sup>90</sup> CERMTRI, PCI 1955, Caractérisation du parti : nos tâches, p. 1-2.

au nombre d'une quinzaine. Ils constituent l'épine dorsale du parti : H. Lafièvre, H. Baratier, J. Lefèvre, R. Chéramy, J. Maertens, G. Nouvel... Ce sont des militants syndicaux reconnus dans leur entreprise, voire dans leur corporation. Tous ont de l'influence dans leur cellule et appartiennent au comité central ou sont suppléants car P. Lambert les estime et veille à conserver leur soutien. Enfin, les autres membres de l'organisation relèvent de la troisième catégorie car, le plus souvent, ils suivent les militants des deux ensembles précédents.

Selon Raoul, l'attitude autoritaire du premier groupe – le bureau politique – empêche une véritable discussion. Pour que celui-ci autorise de vrais débats internes, Raoul voit une seule solution : une rencontre entre les principaux militants de sa tendance – E. Lejeune, H. Lafièvre et lui-même – avec le bureau politique afin de « laver totalement le linge sale ». Raoul prévoit que P. Lambert « gueulera comme un âne » mais il espère convaincre D. Renard et S. Just<sup>91</sup>. Ainsi, Raoul reconnaît l'impossibilité de mener sereinement un débat au PCI sans agressivité car si le chef des majoritaires use de violences verbales, G. Bloch l'a aussi attaqué lors d'une assemblée générale, en novembre 1954. Selon Raoul, ils ne respectent pas la « dignité des militants »<sup>92</sup> et « leurs méthodes puent »<sup>93</sup>. Précédemment, nous avons vu l'attitude batailleuse et vindicative des dirigeants lambertistes à l'encontre de M. Bleibtreu et M. Lequenne. Ils la conserveront les années suivantes<sup>94</sup>. Ainsi, B. Fraenkel évoquera des « engueulades monstres » entre les responsables du PCI. Il mentionnera aussi les militants qui « s'écrasent » devant P. Lambert, craignant qu'il ne se mette en colère et use d'attaques personnelles<sup>95</sup>. Ces pratiques des dirigeants du PCI – et particulièrement du premier d'entre eux, peuvent s'expliquer de différentes manières. D'abord, notons la certitude des trotskystes d'avoir raison et de polémiquer sans ménager leurs contradicteurs. Ainsi, en 1930-1931, Trotsky rédige de furieuses diatribes contre P. Monatte, son ancien compagnon de lutte. Ce dernier en est affecté<sup>96</sup>. Précédemment, nous avons évoqué les remarques de M. Pivert à ce sujet et l'attitude dogmatique des CCistes. Ensuite, certains partisans de M. Pablo usent en 1951-1952 d'attaques violentes et insultantes contre les majoritaires français<sup>97</sup>. A cela s'ajoute le caractère colérique de P. Lambert lequel influence ses camarades de la direction. Pour

---

<sup>91</sup> AR, L5, p. 2.

<sup>92</sup> AR, C1, p. 2.

<sup>93</sup> *Ibid.*

<sup>94</sup> Voir BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 95 et entretien avec C. Tranchant le 30/10/2006.

<sup>95</sup> FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 97.

<sup>96</sup> TROTSKY L., *Le mouvement...*, *op. cit.*, p. 364-366.

<sup>97</sup> En particulier, M. Mestre, M. Corvin et George Clarke selon LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 241.

preuve, dans ses mémoires P. Broué évoque peu ses travaux historiques mais insiste sur les nombreux conflits survenus au cours de sa vie professionnelle et militante, combats oraux dont il est généralement sorti vainqueur. Cela l'amène à raconter de violentes disputes avec d'autres dirigeants du PCI comme S. Just, C. Berg ou G. Bloch. Ainsi, en 1960, à l'issue d'une altercation avec ce dernier :

« Gérard Bloch était tellement en colère contre moi qu'il claqua la porte de mon appartement, faisant tomber toutes les baguettes d'électricité du côté entrée »<sup>98</sup>.

Outre la violence verbale, les cadres du PCI en viennent, au fil des ans, à imiter leur chef. Selon P. Campinchi :

« Un seul P. Lambert, mais beaucoup de sosies. On pointe du doigt. On serre le poing. On parle comme Lambert »<sup>99</sup>.

Enfin, la complaisance du courant lambertiste pour les agressions orales s'explique par son histoire. Au cours de l'hiver 1952-1953, P. Lambert commence à tenir des réunions clandestines avec des cadres sympathisants pour préparer les séances du comité central majoritaire<sup>100</sup>. Ce courant change alors de nature : la sensibilité « syndicaliste » devient une fraction lancée à la conquête du PCI. Elle y parvient en mars 1953. Comme l'écrit Jean-Marie Brohm en 1967<sup>101</sup>, cette fraction s'échine ensuite à conserver la direction du parti. Pourtant, elle n'a pas de légitimité internationale car l'organisation fondée par Trotsky l'a exclue. Aussi, elle réagit vivement à toute critique pouvant fragiliser son hégémonie sur le PCI. Cela l'amène à exclure les dirigeants de la tendance Bleibtreu puis conduit les cadres lambertistes à utiliser la violence verbale pour faire taire les opposants potentiels.

Dans une telle organisation, l'existence d'une tendance paraît problématique. Cela nous amène à examiner la situation des opposants après mars 1955.

## **Le groupe Raoul toléré**

Comme nous l'avons vu précédemment, le groupe Raoul a condamné fermement les exclusions de M. Bleibtreu et M. Lequenne. Ensuite, il continue de s'opposer à la direction, lui reprochant de ne supporter aucune critique<sup>102</sup> et d'employer des méthodes d'inquisition

---

<sup>98</sup> Voir BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 95.

<sup>99</sup> CAMPINCHI P., *Les lambertistes*, *op. cit.*, p. 71-72..

<sup>100</sup> Comme nous l'avons vu au chapitre III.

<sup>101</sup> Dans le bulletin interne *Etudes et documents*, vol. 2, n° 6, p. 19 - consultable au CERMTRI. Ce militant de l'OCI a pour pseudo Johanès. Il la quittera peu après.

<sup>102</sup> AR, L1, p. 2.

moyenâgeuses<sup>103</sup>. Surtout, ses membres doutent que le PCI constitue l'embryon du parti révolutionnaire<sup>104</sup>, ils y demeurent seulement grâce à un compromis provisoire entre les partisans et les adversaires du départ<sup>105</sup>. Raoul lui-même hésite : il craint « d'échanger un âne borgne contre un cheval aveugle »<sup>106</sup>. Le groupe continue de tenir ses réunions auxquelles participent entre douze et quinze militants<sup>107</sup>. Pour assurer son développement, Raoul presse ses membres d'établir une plateforme et de militer à l'extérieur du PCI<sup>108</sup>. Il leur suggère plusieurs lieux : les syndicats autonomes – en particulier la FNSA-PTT, la jeunesse, la mouvance Nouvelle gauche<sup>109</sup>...

Raoul donne l'exemple : il renoue avec Cornelius Castoriadis – principal animateur de SouB avec Claude Lefort – qu'il avait fréquenté au PCI dans les années 1946-1948<sup>110</sup>. Nous expliquons ce rapprochement par une hostilité commune envers le PCF et la bureaucratie soviétique ainsi que des interrogations partagées sur le rôle du parti révolutionnaire. D'ailleurs, d'autres lambertistes discutent avec des membres de SouB et lisent leur revue<sup>111</sup> alors que tous ont rompu avec les « pablistes ». Les discussions entre Raoul et C. Castoriadis semblent fructueuses car ce dernier écrira plus tard que Raoul se trouvait alors à « quelques millimètres de travailler avec nous »<sup>112</sup>. D'ailleurs, son groupe engage des pourparlers avec les « socio-barbares », prenant le risque d'être exclu du PCI pour activité fractionnelle. En janvier 1956, une réunion a même lieu avec les représentants de la tendance Raoul, SouB et Cyril Lionel Robert James. Plus connu sous le pseudonyme de Johnson, ce militant noir antillais a animé le groupe Johnson-Forest<sup>113</sup> qui définissait l'URSS comme un capitalisme d'état. Proche de SouB, cette tendance a appartenu au Workers Party puis au SWP qu'elle a quitté ensuite. Lors de la réunion précédemment évoquée, C. L. R. James conteste la nécessité du parti d'avant-garde. Raoul approuve la mise en cause de ce principe léniniste car il privilégie les organisations autonomes de « la classe », le parti révolutionnaire devant se

---

<sup>103</sup> AR, Aux questions politiques, p. 2.

<sup>104</sup> CERMTRI, PCI 1955, Les tâches qui nous incombent, p. 3.

<sup>105</sup> CERMTRI, PCI 1955, Mardi, p. 4.

<sup>106</sup> CERMTRI, PCI 1955, Préambule, p. 1.

<sup>107</sup> CERMTRI, PCI 1955, Mardi, p. 1.

<sup>108</sup> AR, C8, p. 6.

<sup>109</sup> CERMTRI, PCI 1955, Mardi, p. 5-6.

<sup>110</sup> CASTORIADIS C., « Raoul », *op. cit.*, p. 188.

<sup>111</sup> Entretien avec D. Lafèvre le 22/2/2006, avec J. Ribes le 17/10/2008 et avec C. Kahn le 22/12/2007.

<sup>112</sup> CASTORIADIS C., « Raoul », *op. cit.*, p. 188.

<sup>113</sup> Pseudonyme de Raya Dunayevskaya.

mettre à leur service<sup>114</sup>. La position de Raoul sur ce sujet surprend les socio-barbares car elle ne correspond pas à la ligne du PCI majoritaire<sup>115</sup>.

A l'automne 1956, SouB et la tendance oppositionnelle du PCI envisagent de lancer ensemble un appel pour un journal ouvrier mais cela n'aboutit pas et les pourparlers cessent. Plusieurs raisons peuvent expliquer cet échec. D'abord, SouB continue de stigmatiser le trotskysme dans sa revue et refuse toujours le travail syndical, ce qui mécontente les membres du PCI. D'autre part, Raoul se trouve le leader incontesté de son groupe, il risque de perdre cette position s'il intègre SouB où existent de fortes personnalités<sup>116</sup>. C. Castoriadis donne une autre explication : Raoul n'apprécie pas la tiédeur du militantisme de certains socio-barbares car il est avant tout un militant<sup>117</sup>. En vrai lambertiste, il a besoin d'appartenir à une organisation au fonctionnement rigoureux. De plus, Raoul se décourage car il constate que son groupe piétine, ses membres ayant du mal à effectuer les tâches prévues. Il se plaint de ne pas avoir le temps de rédiger des textes car il doit sans cesse « regonfler » des camarades démotivés<sup>118</sup>. L'absence d'écrits des autres membres de son groupe l'amène à penser « qu'ils sont retournés à l'analphabétisme »<sup>119</sup> et il n'accepte pas d'être seul à prendre des initiatives<sup>120</sup>. Tout cela n'incite pas Raoul à constituer une organisation indépendante. Enfin, Raoul reconnaît maintenant des qualités au PCI majoritaire : il compte des militants ouvriers sérieux et il sympathise avec les syndicalistes révolutionnaires<sup>121</sup>. Ses divergences avec la direction sur le programme du parti sont importantes mais non décisives – elles portent essentiellement sur le rôle du parti révolutionnaire.

Le groupe Raoul demeure aussi au PCI pour une autre raison : la direction recherche un accord avec lui. Ainsi, en janvier 1956, D. Renard répond dans un bulletin intérieur à son texte sur l'Algérie – évoqué au chapitre V. Ce dernier pressait le PCI d'entreprendre la constitution d'un parti révolutionnaire algérien. Pour D. Renard, cette consigne ne tient pas compte de la situation actuelle de l'Algérie où existe un parti nationaliste radical comme le MNA<sup>122</sup>. Pourtant, le plus important dans cette réponse est le ton employé par le dirigeant

---

<sup>114</sup> AR, C8, p. 3.

<sup>115</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, *op. cit.*, p. 214.

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 215-216.

<sup>117</sup> CASTORIADIS C., « Raoul », *op. cit.*, p. 189.

<sup>118</sup> AR, P1, p. 3 et L5, p. 1.

<sup>119</sup> AR, A propos de la réunion de lundi, p. 7.

<sup>120</sup> BROUE P., « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 97.

<sup>121</sup> AR, C2, p. 3 et CERMTRI, PCI 1955, 5, p. 5.

<sup>122</sup> CERMTRI, PCI 1956, Bulletin intérieur n° 1-1956, « Polémique fructueuse », p. 6-19.

lambertiste, bien différent de celui employé contre M. Bleibtreu. D. Renard ménage Raoul, il approuve même un de ses raisonnements avec la formule « il parle d'or »<sup>123</sup>. De plus, il intitule son texte « Polémique fructueuse » afin de montrer que la direction juge positive la discussion avec le groupe oppositionnel.

Cette attitude s'explique en partie par les changements à la tête de l'organisation. Le 14 juillet 1955, R. Berné se noie alors qu'il traverse la Marne à la nage avec S. Just et P. Lambert<sup>124</sup>. Le disparu assumait d'importantes responsabilités<sup>125</sup>, comme la direction de *La Vérité*. Certes, G. Bloch le remplace immédiatement à la tête du journal<sup>126</sup>, néanmoins ce décès affaiblit le bureau politique. Autre modification à la tête du PCI : P. Broué rejoint Paris en septembre 1956 car il obtient un poste de permanent syndical à mi-temps au SNES. Il participe aux réunions du bureau politique mais, à cause de ses fonctions syndicales, il n'a pas d'activités publiques au parti<sup>127</sup>. Ces deux changements facilitent les relations entre Raoul et la direction car si le premier détestait R. Berné<sup>128</sup>, il entretient des relations amicales avec P. Broué<sup>129</sup>. De plus, P. Lambert a besoin des compétences intellectuelles des membres du groupe et, probablement, veut éviter une nouvelle scission qui serait fatale à son organisation. En conséquence, la direction reconnaît le groupe comme une tendance du PCI<sup>130</sup>. Raoul et François de Massot font des exposés lors des assemblées générales<sup>131</sup> et le dernier nommé intègre le comité de rédaction de *La Vérité*<sup>132</sup>. Surtout, ces deux militants entrent au comité central en 1956<sup>133</sup>.

Ce rapprochement avec le groupe Raoul permet à P. Lambert de disposer de nouveaux cadres pour son parti. Périodiquement, il fera venir des nouveaux éléments au comité central. Ainsi, dans les années 1960, Charles Berg, Claude Chisserey et Jean-Jacques Marie accèderont à la direction. La décennie suivante ce sera le tour de Jean-Christophe Cambadélis

---

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>124</sup> Selon sa notice de *Maitron*.

<sup>125</sup> « Robert Berné », *La Vérité*, n° 366, 22 juillet 1955.

<sup>126</sup> HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 190.

<sup>127</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 80 et 85.

<sup>128</sup> AR, L5, p. 2.

<sup>129</sup> BROUE P., « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 133.

<sup>130</sup> AR, A propos de la réunion de lundi, p. 4.

<sup>131</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, *op. cit.*, p. 97.

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, *op. cit.*, p. 178 et CERMTRI, PCI 1957, compte rendu du CC du 17/3/1957.



et Benjamin Stora. En 1977, les deux derniers cités intègrent le comité central lors du départ de P. Broué, G. Bloch et Raoul de cette instance<sup>134</sup>.

Après ces considérations sur le fonctionnement du PCI, nous allons achever cet examen de l'organisation lambertiste en présentant la manière dont elle voit la situation des travailleurs français et ce qu'elle leur propose de faire pour l'améliorer.

### **Encore les Assises**

Le PCI doit reconnaître la progression de la production industrielle - elle atteint l'indice 171 en mars 1955 sur une base 100 en 1938 - mais il l'explique seulement par les crédits américains et l'endettement public. Selon lui, l'économie française n'arrivera pas les prochaines années à faire face à la concurrence internationale et connaîtra donc une grave crise<sup>135</sup>. Le PCI conserve la vision catastrophiste de l'avenir évoquée précédemment.

*La Vérité* reproche à la bourgeoisie française de maintenir les salaires pratiquement bloqués. Ainsi, elle attribue aux catégories les plus défavorisées un pouvoir d'achat divisé par deux depuis 1938<sup>136</sup>, ce qui paraît très exagéré<sup>137</sup>. Pourtant, le PCF partage ce constat : il croit alors en « une paupérisation relative et absolue de la classe ouvrière »<sup>138</sup>. Selon *La Vérité*, depuis août 1953 les travailleurs jugent leur condition insupportable et se préparent donc à mener une lutte d'ensemble contre le régime capitaliste<sup>139</sup> malheureusement les organisations ouvrières s'y opposent. Parmi celles-ci, la direction lambertiste fait un sort particulier au PCF. Elle considère que l'avant-garde ouvrière se détache de lui car il soutient de plus en plus ouvertement le régime bourgeois<sup>140</sup>. Selon les dirigeants lambertistes, depuis deux décennies la IVe Internationale persévère dans l'erreur en voulant se construire avec des éléments venus du stalinisme<sup>141</sup>. Ils ne croient pas en la possibilité d'une opposition communiste. Ainsi, en juin 1955, ils mettent fin au « travail Marty » commencé il y a plus de deux ans<sup>142</sup>. Quand l'ancien dirigeant communiste meurt – en novembre 1956, P. Lambert lui reprochera « de ne

---

<sup>134</sup> STORA B., *La dernière génération...*, *op. cit.*, p. 157-160.

<sup>135</sup> CERMTRI, PCI 1955, Bulletin intérieur n° 6-1955, p. 6-8.

<sup>136</sup> JUST S., « Poisson d'avril et loi d'urgence », *La Vérité*, 15 avril 1955.

<sup>137</sup> RIOUX J-P, *La France...*, *op. cit.*, p. 271.

<sup>138</sup> FAUVET Jacques, *Histoire du PCF*, Tome 2, Paris, Fayard, 1965, p. 270.

<sup>139</sup> JUST S., « Poisson... », *op. cit.*

<sup>140</sup> CERMTRI, PCI 1957, La situation dans le mouvement ouvrier français, p. 1.

<sup>141</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>142</sup> CERMTRI, PCI 1955, « Bulletin intérieur n°6-1955 », p. 24.

pas avoir opposé publiquement devant la classe ouvrière, une ligne politique révolutionnaire à celle du PCF »<sup>143</sup>.

L'année précédente, les dirigeants lambertistes avaient approuvé certaines orientations de la CGT<sup>144</sup>. Au printemps 1955, ils apprécient encore que B. Frachon propose périodiquement aux autres dirigeants confédéraux de se rencontrer « pour organiser et mener en commun l'action »<sup>145</sup> puis ils se montrent plus critiques avec la CGT, mais de manière moins virulente qu'avec le PCF. D'abord, le PCI dénonce l'agressivité des cégétistes à l'encontre des messalistes. Surtout, il reproche à la confédération de préconiser des grèves tournantes, correspondant à des débrayages répétés, déclenchés en général à l'échelle d'un atelier – quelque fois d'une entreprise – pour l'obtention de revendications générales de salaires. P. Lambert juge ce type d'actions particulièrement inefficaces car elles usent la combativité ouvrière. Il exprime un avis plus nuancé sur les grèves partielles et limitées « usine par usine » pour des revendications particulières. P. Lambert ne rejette pas ces dernières à condition d'en faire le déclencheur de mouvements sociaux de plus grande ampleur. Au cours de telles grèves, il faut faire comprendre aux travailleurs que la satisfaction de leurs revendications consiste à rallier à leur lutte d'autres entreprises et d'autres corporations. Pour le PCI, la tactique « usine par usine » de la CGT vise à saboter la combativité ouvrière et à empêcher la généralisation des luttes<sup>146</sup>.

Les dirigeants lambertistes voient dans la SFIO un autre obstacle à l'unité des travailleurs car elle refuse toute entente avec le Parti communiste. Néanmoins, les responsables du PCI majoritaire apprécient que des socialistes – y compris des cadres – s'opposent à cette ligne et prônent le front unique des partis ouvriers. Ils jugent particulièrement importante la coopération avec des membres de la SFIO – dont M. Pivert – au sein du Comité Messali<sup>147</sup>. En conséquence, *La Vérité* espère en un virage à gauche du Parti socialiste<sup>148</sup>. Le PCI adopte une attitude similaire envers FO. Il condamne sa direction crispée dans l'anticommunisme mais s'allie avec A. Hébert et apprécie que certains cadres de cette confédération – comme le

---

<sup>143</sup> « André Marty », *La Vérité*, n°434, 30 novembre 1956.

<sup>144</sup> Voir le chapitre V.

<sup>145</sup> « Après les propositions de Frachon », *La Vérité*, n°362, 24 juin 1955.

<sup>146</sup> CERMTRI, PCI 1955, Bulletin intérieur n°6-1955, p. 12-13, « Tous ensemble et en même temps », *La Vérité*, n° 369, 19 août 1955 et LAMBERT P., « Grèves partielles et grèves tournantes », *La Vérité*, n° 519, mai-juin 1960, p. 26-29.

<sup>147</sup> CERMTRI, PCI 1955, « Bulletin intérieur n°6-1955 », p. 11.

<sup>148</sup> DROUIN R., « Où va le parti socialiste ? », *La Vérité*, n°349, 11 février 1955.

métallurgiste G. Tharreau<sup>149</sup> – adoptent une attitude plus constructive et dialoguent avec les syndicalistes « unitaires »<sup>150</sup>.

La seule grande organisation de travailleurs qui trouve grâce aux yeux des lambertistes demeure la FEN. Elle constitue selon eux un modèle d'unité syndicale<sup>151</sup> et, comme nous l'avons vu précédemment, sa majorité réformiste appuie les messalistes.

Selon les lambertistes, les organisations ouvrières - hormis la FEN - ont profité de la guerre froide pour diviser la classe ouvrière. Maintenant, la détente internationale les amène parfois à conclure des accords partiels mais elles s'en servent pour démobiliser les travailleurs<sup>152</sup>. En conséquence, le PCI préconise toujours la tenue d'Assises nationales pour l'unité d'action syndicale, préparées conjointement et solidairement par toutes les centrales<sup>153</sup>. Ces instances organiseraient l'assaut général de la classe ouvrière pour le pouvoir. Dans ce but, elles œuvreraient à la constitution d'un gouvernement des partis ouvriers, appuyé sur les syndicats et contrôlé par les masses<sup>154</sup>. Le résultat final serait une république soviétique, inspirée de celle dirigée par Lénine et Trotsky de 1917 à 1923<sup>155</sup>.

Pour l'heure, la direction lambertiste se déclare prête à soutenir toutes les initiatives positives et unitaires des syndicats<sup>156</sup>. Sous l'égide du PCI, *L'Unité syndicale* tient un discours très modeste : il « ne lance pas d'ultimatum et ne vise pas à se substituer aux organisations syndicales »<sup>157</sup>, il soumet seulement ses solutions à discussion. Ainsi, le journal préconise des augmentations uniformes de salaire mais se satisferait de revendications moins radicales si elles étaient acceptées par toutes les organisations de travailleurs<sup>158</sup>. D'ailleurs, comme nous avons vu précédemment, les dirigeants lambertistes se concertent avec ceux de la FEN et sont même entrés en contact avec B. Frachon. Pourtant, le PCI ne cesse pas de critiquer publiquement les états-majors syndicaux et d'affirmer à ses militants qu'il prépare leur

---

<sup>149</sup> « Réflexions sur les mouvements revendicatifs », *L'Unité syndicale*, n°21, novembre 1955.

<sup>150</sup> CERMTRI, PCI 1957, La situation dans le mouvement ouvrier français, p. 1.

<sup>151</sup> SONTET R., « Le Front unique de la victoire », *La Vérité*, n°353, 15 avril 1955.

<sup>152</sup> CERMTRI, FRANCE 1952-1957 L'UNITE SYNDICALE, Document préparatoire à la réunion du 24 avril 1955, p. 1.

<sup>153</sup> « Une journée pour l'unité », *La Vérité*, n°353, 15 avril 1955.

<sup>154</sup> « Après les propositions de Frachon », *op. cit.*

<sup>155</sup> MONGE R., « Un socialiste écrit à *La Vérité* », *La Vérité*, n° 414, 15 juin 1956.

<sup>156</sup> CERMTRI, FRANCE 1952-1957 L'UNITE SYNDICALE, Document préparatoire à la réunion du 24 avril 1955, p. 7.

<sup>157</sup> *Ibid.*

<sup>158</sup> *Ibid.*, p. 5.

élimination<sup>159</sup>. Il explique cette attitude contradictoire par son incapacité actuelle à les renverser et par la nécessité d'adopter une démarche souple. L'organisation lambertiste soutient donc toute initiative positive prise par un responsable<sup>160</sup> si elle permet d'initier une dynamique unitaire<sup>161</sup>. En même temps, par ses critiques, elle prépare le futur débordement des états-majors syndicaux. Elle escompte qu'au cours de la campagne pour les Assises les travailleurs prendront conscience de la couardise et de la mollesse de ces derniers. Ils se rallieront au comité permanent pour les Assises qui deviendra la nouvelle direction de la classe ouvrière<sup>162</sup>.

De plus, comme nous l'avons exposé précédemment, la campagne déjà évoquée s'inscrit bien dans la stratégie lambertiste du front unique. En effet, ce courant politique apprécie de lancer des mots d'ordre très unitaires qui permettent à un militant d'accrocher un collègue dans son entreprise ou d'obtenir des signatures pour une pétition. En particulier, ils facilitent le vote d'une résolution par une section syndicale<sup>163</sup> car les membres des appareils les réfutent difficilement. L'appel aux Assises entre dans cette catégorie des mots d'ordre unitaires puisque préconiser des conférences démocratiques avec des représentants des différentes organisations ouvrières paraît séduisant.

Au printemps 1955, cette campagne constitue encore « l'épine dorsale de l'agitation politique du parti »<sup>164</sup>, concurrencée seulement par la lutte contre la guerre d'Algérie. Le PCI avait échoué à organiser une conférence des syndicalistes « unitaires » en décembre 1954. En conséquence, il contribue à la tenue d'une journée pour les Assises le 24 avril 1955. Peu après, *Le Monde libertaire* - publié par le groupe anarchiste dirigé par M. Joyeux - exprime sa déconvenue<sup>165</sup>. La réunion lui a semblé terne car la cinquantaine de militants présents avait bien peu de résultats tangibles à présenter. Par contre, *La Vérité* exprime sa satisfaction : les participants ont décidé la tenue d'une assemblée publique sur le même thème les 25 et 26 juin<sup>166</sup>. Bien entendu, les lambertistes se mobilisent pour faire venir le maximum de responsables syndicaux à ce rassemblement. Le résultat paraît néanmoins décevant : seules la

---

<sup>159</sup> CERMTRI, PCI 1955, Bulletin intérieur n° 6-1955, p. 15.

<sup>160</sup> CERMTRI, FRANCE 1952-1957 L'UNITE SYNDICALE, Document préparatoire à la réunion du 24 avril 1955, p. 5.

<sup>161</sup> CERMTRI, PCI 1955, Bulletin intérieur n°6-1955, p. 11.

<sup>162</sup> *Ibid.*, p. 14-16.

<sup>163</sup> Entretien avec J. Dupont le 23/12/2008.

<sup>164</sup> CERMTRI, PCI 1955, Bulletin intérieur n°6-1955, p. 16.

<sup>165</sup> WALTER Henri, « L'unité syndicale », n°8, mai 1955.

<sup>166</sup> « Le 24 avril », *La Vérité*, n°354, 29 avril 1955.

FEN, la FNSA-PTT et la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) se sont fait représenter. D'ailleurs, *La Vérité* évoque succinctement l'assemblée et ne mentionne pas la résolution adoptée<sup>167</sup>. Pour le bureau politique, les membres du parti n'avaient pas compris l'importance de cette assemblée car un tiers des militants de la RP étaient absents<sup>168</sup>. Pourtant, la direction du PCI considère que les grèves en cours valident sa stratégie<sup>169</sup>. Cela nous conduit à évoquer ces conflits sociaux et l'attitude des lambertistes à leur égard.

### **Le retour des luttes ouvrières et leurs suites**

Le 10 juin 1955, les métallurgistes d'Albert – localité de la Somme – manifestent en masse dans la rue et obtiennent le lendemain des hausses de salaires. Les jours suivants, une succession de luttes revendicatives débute en Loire-Atlantique où un patronat de combat maintient depuis longtemps les salaires bloqués<sup>170</sup>. La première concerne les ouvriers des chantiers navals de Saint-Nazaire et dure jusqu'en août. A ce moment là, les métallurgistes de Nantes prennent le relais et commencent une grève qui gagne d'autres corporations de la ville et s'achève seulement début octobre 1955. Si les travailleurs obtiennent gain de cause avec une majoration des salaires de 22% à Saint-Nazaire et de 12 à 15 % à Nantes, ces longs conflits ont pour particularité d'être émaillés de débrayages, de grèves perlées et de conciliations avortées. Surtout, ils étonnent la France par leur dureté car les ouvriers séquestrent leurs patrons, occupent leurs usines et les disputent aux CRS. Ils affrontent même ces derniers dans des émeutes d'une rare violence. Ainsi, le 19 août à Nantes, Jean Rigollet – un jeune maçon – est tué par balle.

Nous expliquons en partie l'emploi de ces méthodes par les traditions syndicalistes révolutionnaires fort vivaces en Loire-Atlantique<sup>171</sup>. Comme les lambertistes demeurent nostalgiques du syndicalisme d'action directe, ils les approuvent et les donnent en exemple aux autres travailleurs. Ainsi, *La Vérité* apprécie que les grévistes cherchent à obtenir l'appui de la population locale en manifestant en masse dans les rues et en acceptant la confrontation

---

<sup>167</sup> « Sous le signe de Penhoët », *La Vérité*, n°363, 1<sup>er</sup> juillet 1955.

<sup>168</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°12.

<sup>169</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO n°13.

<sup>170</sup> Sur ces luttes ouvrières, voir Louis OURY, *Les Prolos*, Paris, Denoël, 1973 et Loris CASTELLANI, *Les grèves de la métallurgie à Saint-Nazaire en 1955*, maîtrise, Paris VII, 1982. En 2005, le numéro 33 de la revue *Agone* intitulé *Le syndicalisme et ses armes* comprend plusieurs articles sur ce sujet. Il est disponible à l'adresse <http://atheles.org/agone/revueagone/agone33/> consultée le 4/1/2019.

<sup>171</sup> GUIN Yannick, *Le mouvement ouvrier nantais : essai sur le syndicalisme d'action directe à Nantes et à Saint-Nazaire*, Paris, Maspero, 1976.

avec la police<sup>172</sup>. De même, P. Lambert loue le souhait des grévistes nantais de généraliser leur action. Leur revendication d'une augmentation de « 40 francs de l'heure pour tous » correspond aux mots d'ordre unitaires préconisés par les lambertistes, partisans de la lutte « tous ensemble »<sup>173</sup>. *La Vérité* approuve aussi les grévistes quand, plusieurs fois, ils désavouent les cadres syndicaux locaux qui veulent arrêter le mouvement<sup>174</sup>. Parmi ces derniers, le journal apprécie seulement A. Hébert car il est le seul à défendre publiquement et vigoureusement l'action directe et les violences ouvrières<sup>175</sup>. De plus, il appelle sans cesse à une généralisation totale ou partielle du mouvement afin de parvenir « à une victoire pour l'ensemble des métallos français »<sup>176</sup>. *La Vérité* félicite aussi le MNA de vouloir associer son combat à celui du peuple français en appelant les Algériens du département à se joindre aux grévistes<sup>177</sup>. Ainsi Messali Hadj fait déposer une couronne aux couleurs nationales algériennes à l'emplacement du décès de Jean Rigollet<sup>178</sup>.

Tout cela explique l'importance des conflits sociaux de Loire-Atlantique dans la mémoire du courant lambertiste<sup>179</sup> où ils rejoignent le soulèvement de 1953 en Allemagne de l'Est et les grèves d'août de la même année en France<sup>180</sup>. Leur point commun : il s'agit de mouvements de masse où les travailleurs prennent l'initiative en bousculant, si nécessaire, leurs organisations traditionnelles.

Durant l'été 1955, le PCI somme les organisations ouvrières de profiter de la situation pour appeler à la grève générale afin de submerger les résistances gouvernementales et patronales<sup>181</sup>. En particulier, il escompte que les métallurgistes de Renault rejoindront ceux de Nantes dans la lutte. Pour cela, ses militants multiplient les distributions de tracts et tiennent un meeting place Nationale<sup>182</sup>. A Nantes, les lambertistes mènent des activités publiques et d'autres au sein de la CGT où ils militent. Les premières s'effectuent par le biais du Comité

<sup>172</sup> JUST S., « La bonne méthode », *La Vérité*, n° 362, 24 juin 1955 et LAMBERT P., « Que tous les travailleurs frappent ensemble », *La Vérité*, n° 365, 15 juillet 1955.

<sup>173</sup> LEPAGE V., « 40 francs de l'heure uniforme », *La Vérité*, n° 369, 19 août 1955.

<sup>174</sup> RENARD D., « Tous ensemble chez les patrons », *La Vérité*, n° 363, 1<sup>er</sup> juillet 1955.

<sup>175</sup> LAMBERT P., « Une interview d'A. Hébert », n° 370, 2 septembre 1955.

<sup>176</sup> Articles du *Libertaire* n°11 d'octobre 1955 reproduits dans « Masse et dirigeants », *Agone*, n°33, 2005, p. 142-147.

<sup>177</sup> « Un appel du MNA », n° 365, 15 juillet 1955.

<sup>178</sup> « Nantes à l'heure de la grève générale », *La Vérité*, n° 370, 2 septembre 1955.

<sup>179</sup> Ainsi, pour le 20<sup>ème</sup> anniversaire des grèves de Loire-Atlantique « Entretien avec A. Hébert », *Informations ouvrières*, n° 717, 10 septembre 1975.

<sup>180</sup> D'ailleurs chacun de ces trois événements donnera lieu à un cahier du CERMTRI : respectivement les numéros 90 de septembre 1998, 111 de novembre 2003 et 49 de juin 1988.

<sup>181</sup> « On les aura », *La Vérité*, n° 372, 16 septembre 1955.

<sup>182</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, op. cit., p. 94-98.

national des Assises auquel appartiennent des syndicalistes de FO – A. Hébert en étant le plus connu<sup>183</sup>. Au titre de cette instance, les lambertistes prennent la parole au cours de meetings ou interviennent dans les assemblées ouvrières et syndicales<sup>184</sup>. Comme le résume un responsable local CGT – Gaston Jacquet :

« Durant toute la grève, ils [les trotskystes] ont essayé de pousser, appelaient à passer sur le ventre des responsables syndicaux quelles que soient leurs étiquettes »<sup>185</sup>.

Pourtant, comme en août 1953, les membres du PCI ne sont pas écoutés. Ainsi, le 25 août 1955, P. Lambert et G. Nouvel tiennent une conférence publique à Nantes mais elle n'attire pas plus de 15 personnes<sup>186</sup>. Lorsque les membres du comité des Assises nantais viennent distribuer des tracts à Saint-Nazaire, les syndicalistes locaux les forcent à déguerpir<sup>187</sup>. Les rapports de police rédigés à l'époque sont quasiment vierges de témoignages portant sur l'activité des groupes trotskystes ou anarchistes, indice de leurs faibles influences<sup>188</sup>. D'ailleurs, quand les organisations syndicales proposent la tenue du référendum qui arrêtera le mouvement, le comité nantais des Assises envisage de s'y opposer publiquement. Finalement, il y renonce car il estime qu'il n'aurait pas le poids suffisant pour remplacer les dirigeants actuels et conduire les travailleurs en lutte<sup>189</sup>. Cela montre la difficulté pour les lambertistes de réaliser leur objectif de débordement des états-majors syndicaux. Notons que leurs alliés pivertistes et syndicalistes révolutionnaires se trouvent dans une situation similaire par rapport aux directions de leurs organisations respectives. Ainsi, malgré leurs importantes divergences, A. Hébert demeure à FO et M. Pivert rompra avec son parti seulement quelques jours avant sa mort<sup>190</sup>.

Revenons aux grèves de Loire-Atlantique. Au cours de celles-ci, les communistes dénoncent régulièrement les provocations commises par les trotskystes dont « les attaches policières sont connues »<sup>191</sup>. Le préfet de Loire-Atlantique reprend ces accusations et les rend responsables de l'émeute durant laquelle J. Rigollet a été tué. Le PCI lui fait un procès en diffamation mais le tribunal correctionnel de Nantes se déclare incompétent le 19 octobre

---

<sup>183</sup> PATILLON Christophe, « Masse et dirigeants », *Agone*, n°33, 2005, p. 119.

<sup>184</sup> *La situation dans le mouvement...*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>185</sup> Entretien réalisé en janvier 1993 par Jean-Luc Souchet (CHT) reproduit dans *Agone*, n°33, 2005, p. 132-138.

<sup>186</sup> PATILLON Christophe, « Masse... », *op. cit.*, p. 108.

<sup>187</sup> MALNÔE Paul, *De toutes mes forces*, Silœ, Nantes, 2001, p. 186.

<sup>188</sup> PATILLON Christophe, « Masse... », *op. cit.*, p. 108.

<sup>189</sup> *La situation dans le mouvement...*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>190</sup> JOUBERT J-P, *Révolutionnaires...*, *op. cit.*, p. 249.

<sup>191</sup> Comme l'écrit Etienne Fajon dans son article de *L'Humanité* du 20 août 1955.

1955<sup>192</sup>. Au même moment, la CGT locale sanctionne les lambertistes les plus actifs. Ainsi, elle élimine G. Nouvel de la commission exécutive des métaux nantais, où il était parvenu à se faire élire<sup>193</sup>.

Pour la direction lambertiste, le compromis approuvé le 4 octobre par les grévistes nantais n'offre à la bourgeoisie française qu'un répit car les travailleurs demeurent très combatifs. Bientôt, des conflits sociaux de grande ampleur s'ajouteront aux assauts des insurgés algériens et aux manifestations d'appelés<sup>194</sup>. Comme il juge la situation révolutionnaire, le PCI préconise la mise en place de comités pour la grève générale. Ils feraient pression sur les confédérations syndicales pour qu'elles tiennent les Assises destinées à organiser le grand mouvement d'ensemble des travailleurs<sup>195</sup>.

Pourtant, au cours des semaines suivantes, les lambertistes constatent que le climat social s'apaise<sup>196</sup>. Ils expliquent cette évolution par les concessions du patronat et de l'Etat<sup>197</sup> car ces derniers signent une série d'accords salariaux favorables aux travailleurs. Le 15 septembre 1955, la direction de Renault paraphe le plus emblématique avec des représentants des salariés. La première concède une 3<sup>ème</sup> semaine de congés payés et programme des augmentations de salaires mais les seconds s'engagent à ne recourir à la grève qu'après avoir épuisé toutes les possibilités de conciliation. Seule la section CGT de l'entreprise refuse d'approuver ce texte mais, peu après, la direction confédérale se prononce en faveur de la signature<sup>198</sup>. En effet, cela correspond à la nouvelle stratégie cégétiste visant à abandonner la lutte frontale contre le patronat et le gouvernement afin de réintégrer le jeu social<sup>199</sup>. Finalement, à la suite de la venue de B. Frachon, 70% des cégétistes de la Régie acceptent l'accord lors d'un vote<sup>200</sup>.

Bien entendu, le PCI dénonce la décision de la CGT, l'accusant de se mettre « à plat ventre devant la bourgeoisie » et de briser les mouvements revendicatifs potentiels<sup>201</sup>. Surtout, la direction lambertiste espère constituer un regroupement avec les cégétistes de la Régie

---

<sup>192</sup> CERMTRI, PCI 1955, « M. Rix se défile », *La Vérité nantaise*, n° 2, octobre 1955.

<sup>193</sup> « Nantes : à bas la calomnie ! », *La Vérité*, n° 378, 25 octobre 1955.

<sup>194</sup> LEROUX P., « Des combats d'aujourd'hui à la révolution », *La Vérité*, n° 376, 14 octobre 1955.

<sup>195</sup> LEROUX P., « Comment agir », *La Vérité*, n° 375, 7 octobre 1955.

<sup>196</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, *op. cit.*, p. 98.

<sup>197</sup> JUST S., « La proie et l'ombre », n° 383, 2 décembre 1955.

<sup>198</sup> VIGUIER A., *Renault...*, *op. cit.*, p. 187-195.

<sup>199</sup> HATZFELD Nicolas, « Les syndicats de l'automobile aux congrès fédéraux » dans *La CGT dans les années 1950*, *op. cit.*, p. 44-46.

<sup>200</sup> Le 22 novembre 1955, voir VIGUIER A., *Renault...*, *op. cit.*, p. 193.

<sup>201</sup> TARANT F., *La Vérité*, n° 379, 4/11/1955.



opposés à l'accord, soit approximativement 30% des 5000 syndiqués. En conséquence, le bureau politique presse les militants de la cellule Renault à prendre contact avec ces mécontents<sup>202</sup>. Il va être déçu : il y aura peu de défections parmi les cégétistes<sup>203</sup> et la cellule Renault ne tirera aucun profit de cet épisode<sup>204</sup>.

En décembre 1955, *La Vérité* ne peut que déplorer la signature d'un accord pour toute la métallurgie parisienne - inspiré de celui de la Régie<sup>205</sup>. Les années suivantes, des conflits sociaux se produiront mais de bien moindre ampleur que ceux de l'été 1955. Apparemment, le PCI n'accepte pas cette réalité : il continue sa propagande pour la grève générale et prévoit encore « des actions de classe de grande envergure sur le terrain des entreprises et dans la rue »<sup>206</sup>. Pourtant, il cesse sa campagne pour les Assises car il doute. En février 1956, il consulte les syndicalistes qui lui sont proches sur les actions à mener<sup>207</sup>. Ses activités dans les entreprises diminuent<sup>208</sup> et, après un numéro en décembre 1955, *L'Unité syndicale* cesse de paraître durant 15 mois. En fait, à la fin de l'année 1955, l'actualité politique prime, obligeant les lambertistes à se positionner par rapport à elle.

### **Le revirement du gouvernement Guy Mollet**

Revenons à cet automne 1955 où, si le climat social s'améliore, la situation en Algérie ne cesse de se dégrader. En conséquence, le 20 octobre 1955, le président du conseil – E. Faure - propose d'avancer les élections législatives prévues pour juin 1956. Aussitôt, *La Vérité* annonce qu'il y aura des candidats trotskystes<sup>209</sup>. Lors de sa réunion du 11 novembre, le comité central prévoit de présenter des listes dans quatre départements : la Seine (deux listes), le Puy-de-Dôme, la Loire-Atlantique et le Nord<sup>210</sup>. Cette décision semble naturelle : les trotskystes participent aux élections législatives depuis 1936<sup>211</sup>. Quant au choix des départements, il correspond approximativement à l'implantation du PCI.

Finalement, l'Assemblée nationale renverse le gouvernement ce qui amène E. Faure à la dissoudre le 2 décembre. Deux jours plus tard, le comité central lambertiste change d'avis par

<sup>202</sup> CERMTRI, PCI 1955, NPO 9-A, p. 1-2 et NPO n°16, p. 7.

<sup>203</sup> VIGUIER A., *Renault...*, *op. cit.*, p. 194.

<sup>204</sup> BROUE P., *Raoul*, *op. cit.* p. 114.

<sup>205</sup> JUST. S., « La proie et l'ombre », *La Vérité*, n° 383, 2 décembre 1955.

<sup>206</sup> CERMTRI, PCI 1956, NPO n° 1, p. 4.

<sup>207</sup> CERMTRI, PCI 1956, Convocation à la réunion du 11/2/1956.

<sup>208</sup> CERMTRI, PCI 1956, Projet de résolution sur la situation politique, p. 7.

<sup>209</sup> « Il y aura des candidats trotskystes », n° 379, 4 novembre 1955.

<sup>210</sup> CERMTRI, PCI 1956, BI n° 1-1956, p. 2-3.

<sup>211</sup> CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 133.

6 voix contre 3 : il décide de ne pas participer aux élections programmées le 2 janvier 1956<sup>212</sup>. Selon la résolution votée, ce scrutin servira plus que jamais à distraire les travailleurs des luttes à mener. Il s'avère donc préférable que le PCI ne s'en mêle pas et consacre toutes ses forces à préparer l'assaut contre la bourgeoisie<sup>213</sup>. Cet argument n'explique pas le revirement du comité central car la situation politique était la même un mois auparavant. D'ailleurs, lors de l'assemblée générale du 13 décembre, Raoul met au vote un texte protestant contre la non-participation. Six militants l'approuvent alors que seize autres appuient la direction et huit s'abstiennent<sup>214</sup>. Ce résultat montre les hésitations des lambertistes sur ce sujet.

Pour élucider la volte-face du comité central, nous ne pouvons que formuler des hypothèses. D'abord, le MNA appelle l'émigration algérienne au boycott des élections françaises<sup>215</sup>, cela peut amener le PCI à adopter un mot d'ordre similaire<sup>216</sup>. Ce changement peut aussi s'expliquer par l'absence de P. Lambert lors de la réunion du 11 novembre. Il a peut-être obtenu ensuite le revirement de la direction car il manifestera ultérieurement peu de goût pour les élections politiques. Ainsi, lors des scrutins législatifs suivants, il y aura seulement un candidat lambertiste en 1967 – S. Just – et dix-neuf en 1973<sup>217</sup>. De même, ce courant politique sera moins présent aux scrutins présidentiels que les autres « grandes » organisations trotskystes – Voix ouvrière/Lutte ouvrière et le PCI minoritaire/la Ligue communiste/la LCR. Nous expliquons en partie cette réticence par l'influence du syndicalisme révolutionnaire qui refuse l'électoralisme<sup>218</sup> et lui préfère l'action directe de la classe ouvrière<sup>219</sup>. D'ailleurs, les autres groupes trotskystes veulent participer aux élections de 1956. Le PCI minoritaire ne présente pas de candidats par manque de temps et appelle à voter PCF. Néanmoins, il critique le boycott des majoritaires et l'attribue à l'« influence anarchiste »<sup>220</sup>. Enfin, le GBL propose aux deux PCI de constituer pour les élections un « bloc ouvrier révolutionnaire » parrainé par A. Marty. Ce projet échoue car le vieux dirigeant se refuse et les lambertistes refusent<sup>221</sup>.

---

<sup>212</sup> CERMTRI, PCI 1956, BI n° 1-1956, p. 20.

<sup>213</sup> « Le PCI ne participera pas aux élections truquées », *La Vérité*, n° 384, 9 décembre 1955.

<sup>214</sup> CERMTRI, PCI 1957, NPO n°1, p. 6.

<sup>215</sup> « Déclaration du MNA », *La Vérité*, n° 386, 23 décembre 1955.

<sup>216</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, op. cit., p. 111.

<sup>217</sup> SALLES Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire*, Paris, PUR, 2005, p. 114.

<sup>218</sup> DREYFUS M., *Histoire de la CGT*, op. cit., p. 47.

<sup>219</sup> GUIN Y., *Le mouvement...*, op. cit., p. 277.

<sup>220</sup> « Votez PCF », *La Vérité des travailleurs*, n° 36, décembre 1955.

<sup>221</sup> CERMTRI, PCI 1955, Propositions du GBL au groupe Lambert.

En décembre 1955, *La Vérité* dénonce la mascarade électorale et prévoit que le futur parlement ressemblera à l'ancien. Le journal reproche aux deux grands partis ouvriers de prétendre le contraire et de se préparer à trahir de nouveau les travailleurs<sup>222</sup>. En conséquence, il n'appelle pas à voter en leur faveur, comme le PCI l'avait fait lors du précédent scrutin législatif en 1951<sup>223</sup>. Pourtant, aux lendemains de l'élection, *La Vérité* exprime sa satisfaction : la bourgeoisie ne disposera pas d'une majorité parlementaire stable au parlement. En effet, si la coalition gouvernementale de centre droit perd une centaine de sièges, le Front républicain progresse peu tandis que le PCF obtient plus de 150 députés et le mouvement poujadiste – populiste – une cinquantaine. Néanmoins, le journal pressent que la SFIO et le PCF vont venir « au secours » de la bourgeoisie<sup>224</sup>. La campagne électorale étant terminée, il constate déjà que G. Mollet adopte un ton plus modéré afin de ne pas heurter ses alliés du Front républicain<sup>225</sup>.

Le 5 février, l'Assemblée nationale investit le dirigeant socialiste comme président du conseil avec P. Mendès France comme ministre d'Etat et F. Mitterrand au ministère de la Justice. Le lendemain, G. Mollet se rend à Alger où des Européens le prennent à partie et lui lancent des projectiles. Cet épisode restera dans l'histoire comme la « journée des tomates ». G. Mollet cède aux colons et donne la priorité à la répression de l'insurrection en nommant ministre résident en Algérie Robert Lacoste qui affiche la plus grande fermeté. G. Mollet ne parle plus d'élections dans ce territoire mais réclame aux députés des pouvoirs spéciaux afin d'engager le contingent dans le conflit et de généraliser l'état d'urgence à toute l'Algérie. Soucieux de ne pas rompre avec les socialistes, les députés communistes appartiennent à la majorité qui donne son accord le 12 mars 1956. Assuré du soutien de l'assemblée, le gouvernement décide en avril l'envoi des appelés en Algérie et le rappel des réservistes.

Bien entendu, *La Vérité* dénonce la « tourbe fasciste » qui s'en est prise à G. Mollet le 6 février<sup>226</sup>. Survient alors un épisode instructif. Pour empêcher des groupes d'extrême droite de mener une opération similaire dans la capitale, les fédérations SFIO de la région parisienne proposent aux organisations démocratiques une réunion le 10 février. Le PCI participe à l'assemblée et approuve sa décision de créer un comité de vigilance antifasciste de la région

---

<sup>222</sup> LEROUX P., « Deux espoirs... », *La Vérité*, n° 387, 30 décembre 1955.

<sup>223</sup> FRANK P., « Front unique des organisations ouvrières », *La Vérité*, n° 275, 7 juin 1951.

<sup>224</sup> JUST S., « La solution n'est pas au parlement », *La Vérité*, n° 388, 6 janvier 1956.

<sup>225</sup> DUCROS R., « Un gouvernement des seuls partis ouvriers », *La Vérité*, n° 390, 20 janvier 1956.

<sup>226</sup> BLOCH G., « Les mobilisés doivent rentrer », *La Vérité*, n° 393, 10 février 1956.

parisienne<sup>227</sup>. Les socialistes ont apprécié sa collaboration car ils connaissent son antistalinisme. Si l'absence des communistes du nouvel organisme gêne le bureau politique majoritaire, il appelle néanmoins les militants des autres régions à créer des organismes similaires en prenant contact d'abord avec les instances locales de la SFIO, de FO et la FEN<sup>228</sup>. Cela constitue un nouvel exemple d'accord entre les lambertistes et les réformistes.

Le comité de vigilance semble avoir eu une existence très brève. Surtout, les relations entre le PCI et les socialistes se dégradent car, les semaines suivantes, *La Vérité* constate le changement de cap du gouvernement évoqué précédemment. Elle reproche à ce dernier de céder aux « colons, bourgeois et patrons » et de renier le mandat reçu de ses électeurs<sup>229</sup>. Ainsi, au lieu de retirer immédiatement les troupes françaises d'Afrique du nord, il s'apprête à mener une guerre à outrance contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance<sup>230</sup>. Le journal insiste sur les conséquences néfastes des décisions gouvernementales pour la classe ouvrière. D'abord, des centaines de milliers de jeunes travailleurs verseront leur sang pour défendre les propriétés des colons<sup>231</sup>. Ensuite, la guerre coûte déjà plus d'un milliard par jour et ce montant ne cessera pas d'augmenter, cela entraînera le blocage des salaires, la hausse des prix et l'accélération des cadences dans les usines<sup>232</sup>. Le PCI s'oppose donc aux pouvoirs spéciaux et appelle toute la population parisienne à manifester devant l'Assemblée nationale pendant le débat parlementaire<sup>233</sup>. En fait, les militants lambertistes – peu nombreux – se joignent à la manifestation organisée par le MNA le 9 mars, jumelée à une grève générale des travailleurs algériens. La police empêche les manifestants d'atteindre le Palais Bourbon mais leur nombre important - environ 10 000<sup>234</sup> - prouve l'influence du MNA sur l'émigration algérienne. De plus, la grève est massive dans les régions et les branches industrielles où les Algériens travaillent. Ainsi, chez Renault, elle provoque l'arrêt presque total de certains départements<sup>235</sup>.

<sup>227</sup> « Un comité de vigilance antifasciste », *La Vérité*, n° 394, 17 février 1956.

<sup>228</sup> CERMTRI, PCI 1956, Lettre du BP datée du 11/2/1956.

<sup>229</sup> « *La Vérité saisie* », n° 402, 7 avril 1956.

<sup>230</sup> « A bas la guerre d'Algérie », *La Vérité*, n° 399, 23 mars 1956.

<sup>231</sup> JUST S., « Plus un homme », *La Vérité*, n° 396, 2 mars 1956.

<sup>232</sup> LAMBERT P., « Halte à la sale guerre », *La Vérité*, n° 399, 23 mars 1956.

<sup>233</sup> JUST S., « Plus un homme », *La Vérité*, n° 396, 2 mars 1956.

<sup>234</sup> SIDI MOUSSA N., *Le MNA...*, *op. cit.*, p. 109 et TARTAKOWSKY Danièle, « Les manifestations de rue », dans RIOUX, dir., *La Guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, p.131-132.

<sup>235</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, *op. cit.*, p. 120-121.

Opposés à l'envoi du contingent en Algérie, les lambertistes approuvent au printemps 1956 les actions des jeunes militaires contre leur départ vers l'Afrique du nord. Surtout, le PCI apprécie le soutien fréquent des populations aux appelés en colère. Comme des comités pour la paix en Algérie se constituent dans des usines de la région parisienne, *La Vérité* leur suggère de se réunir en congrès et d'appeler à une grande manifestation<sup>236</sup>. Cette proposition nous semble typiquement lambertiste car elle se réfère à trois de leurs moyens d'action préférés : le comité de travailleurs, l'assemblée ouvrière et la manifestation de masse.

En plus de sa politique algérienne, le PCI reproche au gouvernement ses mesures économiques et sociales. Pour *La Vérité*, G. Mollet a octroyé une troisième semaine de congés payés aux salariés mais ensuite il crée de nouveaux impôts et, afin de limiter les hausses de salaire, il en vient même à manipuler l'indice des prix<sup>237</sup>. Notons que cette accusation s'avérera exacte<sup>238</sup>. Jusqu'à la chute du gouvernement Mollet – en mai 1957 – le PCI dénoncera son action, constatant qu'« aucun gouvernement de droite n'aurait pu imposer au peuple français une telle politique »<sup>239</sup>. Il considère le PCF tout aussi coupable car les députés communistes ont voté les pouvoirs spéciaux avec les socialistes et les mendésistes<sup>240</sup>. De plus, ce parti n'appelle pas les travailleurs à s'opposer aux mesures prises par le gouvernement. Pour la direction lambertiste :

« Le Parti communiste est devenu ouvertement et directement le chien de garde de l'impérialisme et de la social-démocratie. Il est seulement plus cynique et utilise des phrases gauchistes »<sup>241</sup>.

### **L'appui au MNA continue**

Par contre, le PCI persiste dans son soutien à Messali Hadj. Aux lendemains du vote des pouvoirs spéciaux, *La Vérité* proteste énergiquement contre le transfert du dirigeant algérien à Belle-Isle. Le journal juge ce dernier aussi digne d'admiration qu'Auguste Blanqui, enfermé au même endroit un siècle auparavant. *La Vérité* conclut :

« Là où il fallait un Bonaparte ou un Thiers pour enfermer Blanqui, c'est le secrétaire général du Parti socialiste Guy Mollet, qui, avec la bénédiction de Thorez et Duclos, monte la garde devant la geôle où il retient le chef du mouvement national algérien »<sup>242</sup>.

<sup>236</sup> DUCROS R., « Les civils avec nous », *La Vérité*, n° 410, 18 mai 1956.

<sup>237</sup> « Blocage des salaires, impôts nouveaux », *La Vérité*, n° 416, 29 juin 1956.

<sup>238</sup> RIOUX J-P., *La France...*, op. cit., p. 249.

<sup>239</sup> « *La Vérité saisie* », n° 402, 7 avril 1956.

<sup>240</sup> LAMBERT P., « Halte à la sale guerre », *La Vérité*, n° 399, 23 mars 1956.

<sup>241</sup> CERMTRI, PCI 1956, Projet de résolution sur la situation politique, p. 4.

<sup>242</sup> « A Belle-Isle, où Napoléon III détint Blanqui », n° 402, 7 avril 1956.

Le refus de la CGT de s'engager pour l'indépendance algérienne amène les messalistes à constituer le 14 février 1956 à Alger une centrale syndicale indépendante, l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA)<sup>243</sup>. P. Lambert les approuve et félicite la nouvelle organisation d'être ouverte aux travailleurs européens<sup>244</sup>. Le 24 février, le FLN réplique en créant l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) mais *La Vérité* n'en informe pas ses lecteurs car elle privilégie l'USTA.

A cause de ce soutien au MNA, les émigrés algériens apprécient *La Vérité*. Ainsi, un dimanche matin à Barbès, un seul militant en vend 78 exemplaires<sup>245</sup>. Par contre, l'attitude du PCI lui attire les foudres du nouveau gouvernement. A partir d'avril 1956, ce dernier sanctionne tous ceux qui protestent contre la poursuite du conflit ou dénoncent l'emploi de la torture. Ainsi, les autorités inculpent C. Bourdet puis l'universitaire catholique H-I. Marrou pour leurs articles dans *France Observateur* et *Le Monde*. Peu après, la police arrête J. Simon - surpris pendant une distribution de tracts à des appelés - ainsi que C. Gérard pour son reportage sur les maquis messalistes - cité précédemment<sup>246</sup>. En avril 1956, elle saisit plusieurs fois *Le Libertaire* et *La Vérité*<sup>247</sup>, allant même disloquer les plombs de cette dernière à l'imprimerie<sup>248</sup>. L'organe lambertiste sera encore saisi dix autres fois jusqu'à la fin de l'année. Par ailleurs, en mai 1956, la justice inculpe P. Lambert, G. Bloch, D. Renard et S. Just pour atteinte à la sûreté de l'Etat à cause d'articles du journal parus de novembre 1954 à décembre 1955<sup>249</sup>.

Avec de telles méthodes, les autorités obtiennent des résultats : ainsi, la FCL arrête la publication du *Libertaire* en juillet 1956 car le journal totalise alors trois millions de francs d'amendes. Désormais, cette organisation n'a plus d'expression publique. Une partie de ses militants entreprennent d'agir dans la clandestinité mais ils n'y parviendront pas. La FCL va mourir, en partie victime de sa témérité : elle croyait pouvoir gagner le bras de fer contre l'Etat<sup>250</sup>. Les deux PCI, organisations plus solides, résistent mieux car chacune dispose d'un

---

<sup>243</sup> STORA B., « un syndicat messaliste, l'USTA », *Le mouvement social*, n° 116, juillet-septembre 1981, p. 95-122.

<sup>244</sup> « Vive l'USTA », *La Vérité*, n° 395, 24 février 1956.

<sup>245</sup> CERMTRI, PCI 1956, NPO n° 3, p. 1.

<sup>246</sup> SIMON J., *Juif berbère...*, *op. cit.*, p. 126.

<sup>247</sup> Numéros 401, 403, 404 et 405.

<sup>248</sup> « *La Vérité saisie* », n° 402, 7 avril 1956.

<sup>249</sup> CERMTRI, *Quatre militants trotskystes traduits devant le Tribunal militaire*, SPEL, 1960, p. 9.

<sup>250</sup> PATTIEU S., *Les camarades ...*, *op. cit.*, p. 96-99.

réseau d'alliés prompts à se mobiliser en sa faveur<sup>251</sup>. En particulier, le PCI majoritaire ne se laisse pas intimider car il veut toujours apparaître comme le meilleur défenseur des libertés démocratiques et des intérêts ouvriers<sup>252</sup>. Il lance une nouvelle souscription et proteste contre les poursuites auprès de l'ensemble des élus et journaux de gauche<sup>253</sup>. Signalons aussi son meeting du 20 avril pour la liberté de la presse et contre la guerre d'Algérie, présidé par P. Lambert. Comme 700 à 800 personnes assistent à la réunion, *La Vérité des travailleurs* le qualifie de « parfaitement réussi »<sup>254</sup>. Suite à l'arrestation de membres du PCI minoritaire et du GBL pour leur aide au FLN<sup>255</sup>, P. Lambert s'y déclare solidaire de ces militants et donne la parole au représentant des « pablistes » - Rodolphe Prager. Cela se renouvellera rarement. Parmi les autres orateurs, signalons C. Bourdet, E. Morin, A. Breton – qui rend hommage à Trotsky, Pierre de Massot<sup>256</sup> et Pierre Mathieu - membres respectifs du PCF et de la SFIO. Quand ces deux derniers expriment leur opposition à leurs directions, ils obtiennent les applaudissements enthousiastes de la salle. Notons aussi l'action de militants d'extrême droite qui tentent de perturber la réunion mais le service d'ordre lambertiste les expulse sans grande difficulté<sup>257</sup>.

Ces activistes, partisans de l'Algérie française, reviennent plus nombreux le 24 avril pour le meeting organisé salle Wagram par le Comité d'action des intellectuels. Les lambertistes y participent pour appuyer le représentant du Comité Messali, Yves Dechezelles. Celui-ci n'a guère le temps de parler car la réunion se transforme rapidement en bataille rangée entre partisans et adversaires de l'Algérie française. Avec difficulté, ces derniers l'emportent grâce au service d'ordre de la Nouvelle gauche et à celui des lambertistes dirigé par S. Just<sup>258</sup>. La réunion reprend ensuite dans un calme relatif mais la police survient et disperse brutalement les auditeurs. Le lendemain, toute la presse fait état de cette réunion particulièrement mouvementée<sup>259</sup>.

---

<sup>251</sup> *Ibid.*

<sup>252</sup> CERMTRI, PCI 1956, NPO n° 4, p. 4.

<sup>253</sup> « Souscription nationale », *La Vérité*, n° 405, 20 avril 1956.

<sup>254</sup> « La lutte pour leur libération », n° 41, mai 1956.

<sup>255</sup> Il s'agit de S. Minguet, Raymond Bouvet et P. Frank (PCI minoritaire) ainsi que J. Weil (GBL et Nouvelle gauche). Ils seront libérés le 9 mai. Voir PATTIEU S., *Les camarades ...*, *op. cit.*, p. 81-83.

<sup>256</sup> Père de François de Massot.

<sup>257</sup> « Deux meetings pour la défense des libertés », *La Vérité*, n° 408, 4 mai 1956.

<sup>258</sup> *Ibid.*, CRAIPEAU Y., *Mémoires...*, *op. cit.*, p. 254-255 et SIMON J., *Juif berbère...*, *op. cit.*, p. 124-125.

<sup>259</sup> Voir en particulier « De violents incidents interrompent une réunion sur la répression en Algérie », *Le Monde*, 26 avril 1956.

La direction du PCI attribue la victoire sur les « fascistes » aux lambertistes qui, selon elle, ont constitué le « fer de lance » du service d'ordre. Elle escompte que leur bravoure accroîtra l'influence de l'organisation et facilitera le recrutement<sup>260</sup>. Surtout, elle veut doter le PCI de ce qu'elle estime être « un vrai service d'ordre » :

« Il doit être rationnellement organisé et apprendre les méthodes visant à assurer non seulement la défense de nos réunions, mais également la défense des réunions des organisations ouvrières et démocratiques qui nous feront appel. Il doit être à même d'encadrer dans cette action de défense les militants des autres organisations »<sup>261</sup>.

Dans le passé, les trotskystes se sont trouvés fréquemment contraints d'accepter la bagarre pour défendre leur droit d'expression. Ainsi, nous avons évoqué le meeting du 9 juin 1950, lequel avait donné lieu à une véritable bataille rangée avec les communistes, ces derniers voulant garder le contrôle du monde ouvrier à tout prix. En 1956, les lambertistes doivent aussi faire face à l'agressivité des activistes d'extrême droite. Un tel contexte explique que le PCI évolue par rapport à l'emploi de la violence. Cela apparaît à propos de la défense des points de vente de *La Vérité* comme lors de la réunion du 24 avril. Désormais, la direction lambertiste ne voit plus dans l'usage de la force un ultime recours mais un moyen d'affirmation du parti. Elle se félicite que ses militants commencent à apparaître comme les « durs » de la gauche<sup>262</sup>. D'ailleurs, elle se propose même de conseiller et d'aider les autres organisations en ce domaine comme nous l'avons vu pour la FCL. Effectivement, les lambertistes prêteront plus tard leur service d'ordre à des réformistes. De plus, selon nous, cet usage plus fréquent de la violence contre les adversaires nous semble complémentaire au développement de l'agressivité verbale à l'intérieur de l'organisation.

Désormais, le PCI n'a plus de relations avec le Parti socialiste – dont G. Mollet demeure secrétaire général. Ainsi, Guy Marty – représentant des Jeunesses socialistes – quitte le Comité Messali et entre dans un cabinet ministériel<sup>263</sup>. Par contre, les deux autres socialistes de cette instance – J. Rous et M. Pivert – y demeurent car ils appartiennent à l'opposition à G. Mollet. Celle-ci regroupe les partisans de M. Pivert et les « blumistes » - parmi lesquels nous citerons Daniel Mayer, Robert Verdier, Oreste Rosenfeld et André Philip. En juillet 1956, au congrès SFIO de Lille ces opposants critiquent la politique algérienne de G. Mollet et préconisent des négociations avec les nationalistes algériens. Pourtant ils restent

---

<sup>260</sup> CERMTRI, PCI 1956, NPO n° 4.

<sup>261</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>262</sup> *Ibid.*

<sup>263</sup> Selon sa notice du *Maitron*.



minoritaires car leur texte recueille un peu moins de 10% des mandats<sup>264</sup>. *La Vérité* explique ce faible résultat par l'action de la bureaucratie du parti car elle « a bien en main la plupart des sections, sections réduites à des squelettes, à un appareil routinier »<sup>265</sup>. Néanmoins, le PCI appuie les minoritaires car il veut soutenir « tout pas en avant effectué par tel ou tel élément de « gauche » du PS, ceci est tout aussi vrai dans le mouvement syndical »<sup>266</sup>. Ainsi, les lambertistes félicitent les syndicats enseignants – FEN, SNES, SERP – pour leurs prises de position lors de leurs congrès. Tous les trois critiquent en effet la politique algérienne du gouvernement et prônent des solutions proches de celles de Messali Hadj<sup>267</sup>. En conséquence, *La Vérité* publie pour la première fois un texte de D. Forestier<sup>268</sup> relatif à la situation difficile des instituteurs en Algérie. Le journal apprécie aussi le déroulement du comité confédéral national (CCN) FO des 5 et 6 mai. Pour en comprendre les raisons, il faut en évoquer les principaux épisodes et les résultats.

### Retour à Amiens

Suite à une proposition d'A. Hébert, l'assemblée se réunit à Amiens afin de célébrer le cinquantenaire de la Charte<sup>269</sup>. Comme R. Bothereau désapprouve la politique gouvernementale en Algérie<sup>270</sup>, il surprend les délégués en déclarant dans son exposé introductif : « A priori, on ne peut repousser aucune solution, pas même celle de l'indépendance algérienne »<sup>271</sup>. Surtout, il obtient l'adoption d'une résolution demandant que « tout soit mis en œuvre pour obtenir rapidement un cessez-le-feu »<sup>272</sup>. Par cette démarche, R. Bothereau demeure fidèle au camp atlantique car les autorités américaines pressent, en vain, le gouvernement Mollet à négocier<sup>273</sup>. Le vote de ce texte mécontente les partisans de l'Algérie française - comme A. Lafont, R. Le Bourre et les délégués d'Afrique du nord - mais satisfait le tonitruant opposant A. Hébert<sup>274</sup>.

Le CCN traite aussi d'une proposition de René Richard – membre du bureau confédéral. Il préconise un « travaillisme à la française » impliquant une intervention de la confédération

<sup>264</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, op. cit., p. 240.

<sup>265</sup> PERRIN J., « Un nouveau parti révolutionnaire », *La Vérité*, n° 418, 13 juillet 1956.

<sup>266</sup> CERMTRI, PCI 1956, Projet de résolution sur la situation politique, p. 4.

<sup>267</sup> DEFER J., « Les enseignants contre la guerre d'Algérie », *La Vérité*, n° 408, 4 mai 1956.

<sup>268</sup> « L'école et la guerre d'Algérie », *La Vérité*, n° 396, 2 mars 1956.

<sup>269</sup> TROUSSET G., *Libertaires...*, op. cit., p. 166.

<sup>270</sup> LEFEBVRE D., « Le parti socialiste et FO », dans *La naissance de Force ouvrière*, op. cit., p. 59.

<sup>271</sup> TARRANT F., « Un pas en avant ? », *La Vérité*, n° 410, 18 mai 1956.

<sup>272</sup> « Au CCN de la CGT-FO », *La Révolution prolétarienne*, n° 407, juin 1956, p. 15-18.

<sup>273</sup> WALL Irwin M., *Les Etats-Unis et la guerre d'Algérie*, Soleb, Paris, 2006, p. 47-50.

<sup>274</sup> « Au CCN de la CGT-FO », *La Révolution prolétarienne*, n° 407, juin 1956, p. 15-18.

dans la vie politique. Cela l'amène à prôner une association avec la CFTC afin de mieux peser sur les orientations des partis<sup>275</sup>. A. Hébert mène l'assaut contre cette orientation car ce militant anticlérical ne veut pas d'entente avec la CFTC<sup>276</sup>. Surtout, depuis 1948, il se montre particulièrement soucieux de maintenir l'indépendance de la confédération par rapport aux partis mais aussi à l'Etat. Selon A. Hébert, l'intégration à ce dernier menace le mouvement ouvrier authentique<sup>277</sup>. A l'issue du débat au CCN d'Amiens, R. Richard et ses partisans échouent à convaincre les délégués qui votent une motion réaffirmant l'indépendance syndicale vis-à-vis du politique<sup>278</sup>. Ce résultat s'explique par une volonté de plus en plus marquée des militants FO à régler leurs différends directement avec le patronat et de prendre leur distance par rapport aux partis et à l'Etat<sup>279</sup>. Cela se confirmera les années suivantes<sup>280</sup>. D'ailleurs, R. Bothereau approuve cette motion et exprime son refus de tout ce qui peut conduire FO sur la voix de la politisation<sup>281</sup>. En effet, malgré ses sympathies socialistes, il reproche au gouvernement Mollet sa politique algérienne mais aussi de vouloir s'attribuer tout le mérite des réformes sociales récemment votées<sup>282</sup>.

Les convergences à Amiens entre le secrétaire général et A. Hébert résultent d'un arrangement passé le mois précédent durant le congrès FO de Loire-Atlantique. Les partisans de R. Bothereau dans cette fédération tentent alors d'évincer A. Hébert, lui reprochant son radicalisme lors des grèves de l'année précédente. Ce dernier, difficilement réélu – 61 voix contre 47 à un réformiste, prend conscience de la précarité de sa situation dans son UD. Cela l'incite à se concerter avec R. Bothereau venu assister au congrès. Au cours d'un repas, le dirigeant confédéral obtient du leader minoritaire qu'il soutienne sa motion sur l'Algérie lors du CCN<sup>283</sup>. Un rapprochement commence entre les deux hommes et, désormais, A. Hébert et

---

<sup>275</sup> GEORGI Frank, « Les rapports entre la CFTC et FO », dans *La naissance de Force ouvrière*, op. cit., p. 222-223.

<sup>276</sup> HEBERT A., « Solution de facilité ? », *La Révolution prolétarienne*, n° 413, janvier 1957, p. 15.

<sup>277</sup> VALIDIRE J-L., *André Bergeron, une force ouvrière*, Paris, Plon, 1984, p. 132-133 et PERNOT Jean-Marie « FO et l'intégration : usages et enjeux d'un débat », dans DREYFUS M. et PIGENET M., dir., *Les meuniers du social*, Publications de la Sorbonne, 2011, p. 68.

<sup>278</sup> « Au CCN de la CGT-FO », *La Révolution prolétarienne*, n° 407, juin 1956, p. 15-18.

<sup>279</sup> YON K., *Retour sur les rapports entre syndicalisme et politique : le cas de la CGT-FO. Éléments pour la sociologie d'un "monde de pensée"*, op., cit., p. 234.

<sup>280</sup> *Ibid.*, p. 291.

<sup>281</sup> VALIDIRE J-L., *André Bergeron...*, op. cit., p. 133.

<sup>282</sup> *Ibid.*, p. 146.

<sup>283</sup> BONNEMAISON J., *Alexandre...*, op. cit., p. 68-70, HAZO Bernard, *L'homme qui dit non*, FO Loire-Atlantique, Nantes, s. d., p. 66, un entretien avec A. Hébert du 27/2/2006, p. 10 déposé au Centre d'Histoire du Travail (CHT) de Nantes, LE MAREC Yannick, *La CGT Force ouvrière à Nantes et Saint-Nazaire de 1948 à 1958*, maîtrise d'histoire, J. FIERAIN (dir.), Université de Nantes, 1983, p. 15 de la synthèse rédigée par Yvon

ses partisans constituent une ressource pour la direction confédérale. Cela se vérifie lors du congrès FO d'octobre 1956. A l'instigation de R. Bothereau, André Bergeron présente une résolution sur l'Algérie similaire à celle votée à Amiens. Principal représentant de la minorité confédérale, A. Hébert la défend à la tribune. L'assemblée n'adopte pas le texte mais R. Bothereau fera élire A. Bergeron au bureau confédéral lors du CCN suivant le congrès. En effet, ce dernier possède plusieurs qualités pour le secrétaire général : il apparaît proche des minoritaires, favorable à des négociations en Afrique du nord et ami d'I. Brown<sup>284</sup>.

*La Vérité* n'évoque pas l'accord entre le secrétaire général et A. Hébert mais juge prometteuses les prises de position de FO à Amiens puis lors de son congrès. Certes, le journal reproche toujours à la direction sa recherche du compromis et son manque de combativité mais, sur l'Algérie, il se satisfait de la condamnation par R. Bothereau de l'intégration à la métropole prônée par les partisans de l'Algérie française<sup>285</sup>. Les lambertistes apprécient aussi le rejet du travaillisme par le secrétaire général car ils craignent une entente entre les partis de gauche et les confédérations syndicales pour juguler les luttes ouvrières. En se référant à la Charte d'Amiens, la direction de FO écarte ce danger et, à juste titre, donne la priorité à la lutte revendicative. Le courant lambertiste demeurera très attaché à ce texte car il a le mérite de rappeler l'existence de la lutte des classes<sup>286</sup>.

Jusqu'à-là, les lambertistes manifestaient surtout de l'intérêt pour la minorité de FO à cause de sa fidélité au syndicalisme révolutionnaire. A partir du CCN d'Amiens, ils approuvent la volonté d'indépendance de la direction confédérale car, parmi les trotskystes français, les lambertistes apparaissent les plus soucieux de ne pas transformer les syndicats en « courroie de transmission » des partis politiques ou de l'Etat<sup>287</sup>. Cela les amène à cloisonner leurs activités politiques et syndicales. Dans le cadre de ces dernières, ils cherchent à convaincre les travailleurs qu'ils sont les meilleurs défenseurs de leurs intérêts tout en s'abstenant de vanter le programme de leur organisation<sup>288</sup>. Les années suivantes, ils imiteront A. Hébert et se rapprocheront de la direction de FO.

---

GOURHAND et un texte de ce dernier élaboré au sein de l'Atelier de recherches historiques (Pr Rémi Fabre) de l'Université permanente de Nantes : *L'entente A. Hébert-R. Bothereau (1956)*, septembre 2016, 5 p.

<sup>284</sup> YON. K., *Retour...*, *op. cit.*, p. 347-348 et notices Maitron d'A. Bergeron et A. Hébert.

<sup>285</sup> « Des militants FO condamnent Lacoste », *La Vérité*, n° 430, 2 novembre 1956.

<sup>286</sup> TARRANT F., « Un pas en avant ? », *La Vérité*, n° 410, 18 mai 1956.

<sup>287</sup> VALIDIRE J-L, *André Bergeron...*, *op. cit.*, p. 165.

<sup>288</sup> YON K., *Retour...*, *op. cit.*, p. 429-431.

Revenons à l'attitude du PCI par rapport au conflit au Maghreb. Selon lui, la « révolution algérienne » en cours constitue toujours l'amorce de la révolution en France puis dans le monde. Surtout, il persiste à voir dans le MNA la direction de la première et prévoit le ralliement des maquis FLN à l'organisation de Messali Hadj. D'ailleurs, la direction lambertiste continue à dénigrer le Front. Ainsi, elle compare l'insurrection algérienne à la lutte des partisans yougoslaves durant la Seconde Guerre mondiale. Selon elle, Messali Hadj se comporte de manière identique à Tito alors que le FLN peut être assimilé à l'armée de Mihajlovic, laquelle aurait passé des accords avec les Allemands<sup>289</sup>.

Pourtant, au début de l'été 1956 si l'insurrection algérienne continue, en France les manifestations des appelés et des adversaires du conflit cessent car le gouvernement demeure inflexible et le PCF reste sur sa réserve. En fait, seule l'extrême gauche et des membres de la Nouvelle gauche ont soutenu les soldats révoltés. Le pays s'installe dans la guerre. Cela constitue une nouvelle déception pour les lambertistes mais ils trouvent alors dans les événements de Pologne de nouveaux motifs d'espoir.

---

<sup>289</sup> CERMTRI, PCI 1956, Projet de rapport politique, p. 13-17.

## CHAPITRE VIII CONTRE SUEZ ET BUDAPEST (juin 1956 – avril 1957)

Comme nous l'avons signalé, à la fin du mois de juin 1956 les lambertistes se passionnent pour les troubles survenus en Pologne. Les jours suivants, ils s'intéressent aussi à deux autres faits importants : la nationalisation par l'Égypte du canal de Suez et la publication d'un « Appel pour l'unité de front des révolutionnaires ». Ces événements et leurs suites affectent les activités du PCI et suscitent des discussions en son sein. Surtout, ils conduisent le courant lambertiste à préciser ses orientations politiques et ses alliances comme nous allons le voir. Le présent chapitre étudie donc successivement chacun de ces trois épisodes, en commençant par le dernier cité.

### **Les lambertistes et l'unité des révolutionnaires**

Pour expliquer le contenu de l'« Appel pour l'unité de front des révolutionnaires », nous devons d'abord en retracer la genèse.

En dehors du PCI majoritaire, il existe en France d'autres groupes d'extrême gauche à cette époque : la FCL, le PCI minoritaire, la Fédération anarchiste, le GBL, SouB... Comme l'organisation lambertiste, ils ne disposent que d'une faible audience et de peu de moyens car le Parti communiste a réussi à les marginaliser. En novembre 1955, Louis Vandendriessche – un instituteur de l'Oise – propose un remède dans une tribune de *L'École émancipée*. Jugeant secondaires les divergences entre les groupes révolutionnaires, il leur propose de s'unir dans un seul parti afin de décupler leurs forces<sup>1</sup>. Cet article provoque une discussion dans la revue

---

<sup>1</sup> « Pour un parti révolutionnaire unique », *L'École émancipée*, n°4, 12 novembre 1955.

qui s'achève seulement en mai 1956. Plusieurs animateurs de la tendance comme H. Féraud et Julien Desachy – y participent mais aucun enseignant lambertiste. Peu d'intervenants préconisent la constitution d'un parti révolutionnaire unifié mais tous prônent une meilleure coordination entre les organisations existantes<sup>2</sup>. Au-delà des seuls enseignants, ce débat suscite l'intérêt des militants d'avant-garde, y compris parmi les lambertistes<sup>3</sup>. En conséquence, la direction du PCI majoritaire se prononce aussi pour le regroupement des révolutionnaires dans un même parti « au sein duquel chaque tendance et chaque militant aurait un libre et égal droit à l'expression »<sup>4</sup>. D'ailleurs, à partir de janvier 1956, elle invite l'avant-garde ouvrière à s'exprimer sur ce sujet dans *La Vérité*<sup>5</sup>. Pour cela, le journal crée une nouvelle rubrique « Construire le parti révolutionnaire »<sup>6</sup>.

Pourtant, le bureau politique majoritaire adopte au premier semestre 1956 une série de mesures contraires à sa volonté unitaire affichée. Ainsi, le débat dans *La Vérité* tourne vite court car le journal publie seulement trois lettres de non-lambertistes<sup>7</sup>. Aucune ne provient du PCI minoritaire, du GBL ou de M. Mestre et ses partisans car *La Vérité* considère ces trois groupes comme plus ou moins alignés sur les « staliniens ». Elle juge la FCL et le PCI majoritaire comme les seules organisations d'avant-garde, préconise une union entre elles puis clôt la discussion<sup>8</sup>. Ensuite, le bureau politique lambertiste propose en mars 1956 à l'organisation libertaire de mener des actions communes voire, ultérieurement, de fusionner. La FCL refuse car elle veut une concertation avec tous les groupes d'extrême gauche<sup>9</sup>. Elle préfère alors s'associer avec le GBL et des militants isolés dont les plus notables sont Julien Brassamain et Roland Renard<sup>10</sup>. Ensemble, ils lancent en juin 1956 un « Appel pour l'unité de front des révolutionnaires »<sup>11</sup>. Ce texte presse les militants d'extrême gauche, organisés ou non, de se regrouper afin de lutter contre la guerre d'Algérie et combattre les groupes fascistes

---

<sup>2</sup> Voir en particulier DESACHY J., « Pour un parti révolutionnaire », *L'École émancipée*, n° 16, 5 mai 1956 et FÉRAUD H., « A propos de l'unité des partis révolutionnaires », *L'École émancipée*, n° 17, 19 mai 1956.

<sup>3</sup> CERMTRI, PCI 1956, Projet de résolution sur la situation politique, p. 9 et CERMTRI, PCI 1956, Bulletin 56-3, p. 8.

<sup>4</sup> LAMBERT P., « Par quel bout commencer », *La Vérité*, n° 416, 29 juin 1956.

<sup>5</sup> MONGE R., « Tâche centrale de l'heure », *La Vérité*, n° 388, 6 janvier 1956.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Il s'agit d'un sympathisant de la FCL, d'un abondanciste et d'un ancien membre du Parti socialiste unitaire dans les numéros 392 à 394 de *La Vérité* du 3/2 au 17/2 /1956.

<sup>8</sup> MONGE R., « Le front unique des révolutionnaires », *La Vérité*, n° 394, 17 février 1956.

<sup>9</sup> CERMTRI, PCI 1956, Résolution sur l'unité FCL-PCI.

<sup>10</sup> Le premier - cité précédemment - a appartenu au CC du PCI. Le second est un métallurgiste de la SNECMA, exclu du PCF et de la CGT en 1950 pour « titisme » selon *La Vérité*, n° 383, 2 décembre 1955.

<sup>11</sup> Publié en particulier dans *Le Libertaire*, n° 487, 12 juillet 1956.

de plus en plus actifs. Pour les signataires, cette conjonction séduira bien des militants communistes ébranlés par la crise du PCF – que nous évoquerons plus loin - et préparera la constitution d'un parti révolutionnaire.

Le PCI minoritaire approuve la démarche, reproduit l'appel dans *La Vérité des travailleurs* mais, selon lui, le PCF organise la très grande majorité des ouvriers révolutionnaires. L'unité des organisations d'extrême gauche ne changera pas cette situation. De plus, comme nous l'avons vu précédemment, depuis 1954 la IVe Internationale propose inlassablement une discussion aux sections du CI afin de parvenir à l'unification des trotskystes. En conséquence, le PCI minoritaire veut commencer le regroupement des révolutionnaires par un dialogue avec le « groupe Lambert » - comme il l'appelle<sup>12</sup>. Par contre, dans *La Vérité*, P. Lambert refuse de souscrire à l'appel car il le juge trop vague et lui reproche de prévoir une discussion approfondie. Il propose donc aux autres groupes et aux inorganisés la rédaction d'un manifeste commun des révolutionnaires contre la guerre d'Algérie. A la différence de l'appel, ce nouveau texte préconiserait seulement des actions concrètes et précises à mener dès maintenant<sup>13</sup>.

Afin de parvenir à un accord, les signataires de l'« Appel pour l'unité de front » et le PCI minoritaire acceptent de rencontrer les délégués du PCI majoritaire le 19 juillet 1956. Ils rédigent ensemble un « Appel aux travailleurs de France » pour obtenir l'arrêt de la guerre d'Algérie avec les actions à mener pour y parvenir. Parmi celles-ci, les manifestations de masse et la grève générale ont été probablement suggérées par les lambertistes. Pourtant, malgré les demandes réitérées de J. Brassamain – coordinateur des signataires du premier appel, *La Vérité* ne publie pas ce texte, ne voulant pas donner à la police une raison supplémentaire de saisir le journal. En septembre, le PCI minoritaire et le GBL reproduisent l'« Appel aux travailleurs de France » dans leurs périodiques car la FCL – alors agonisante – n'en a plus les moyens<sup>14</sup>. La tentative de regroupement des révolutionnaires s'achève alors, aucune des actions prévues ne sera entreprise. D'ailleurs, peu après, M. Bleibtreu et M. Lequenne décident de rejoindre la Nouvelle gauche et le GBL disparaît<sup>15</sup>.

---

<sup>12</sup> « Regroupement révolutionnaire », *La Vérité des travailleurs*, n° 45, 16-31 juillet 1956.

<sup>13</sup> LAMBERT P., « Par quel bout commencer ? », *La Vérité*, 29 juin 1956.

<sup>14</sup> CERMTRI, PCI 1956, Documents d'information édités par les signataires de l'Appel pour l'unité de front.

<sup>15</sup> Mais les postiers du groupe (C. Margne, G. Mougard...) refusent de les suivre selon LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 300-301.

Même si le PCI minoritaire a peu soutenu la démarche<sup>16</sup>, les lambertistes apparaissent comme les principaux responsables de cet échec. Leur refus de publier le second appel nous semble spécieux car *La Vérité* défie régulièrement les autorités françaises en dénonçant les crimes commis par son armée en Algérie. Fort de sa qualité d'ancien déporté, G. Bloch signe nombre de ces textes. Ainsi, en juillet 1956, il écrit une lettre ouverte à G. Mollet où il dénonce les centres d'hébergement mis en place par l'armée en Algérie, les comparant aux camps de concentration nazis<sup>17</sup>. Selon nous, le peu d'enthousiasme de la direction lambertiste pour l'unification des révolutionnaires résulte de son refus de dialoguer avec les autres groupes trotskystes car elle se comporte comme une fraction soucieuse de garder le pouvoir au PCI majoritaire. Elle ne veut pas débattre de nouveau avec des cadres expérimentés comme P. Frank, J. Grinblat, M. Bleibtreu ou M. Lequenne car ils se sont révélés de redoutables adversaires politiques. Ils critiqueraient certaines orientations lambertistes comme la priorité à l'activité syndicale – peu conforme à la tradition bolchevique – et le soutien inconditionnel aux messalistes. Cela jetterait le trouble parmi les membres du PCI majoritaire et pourrait susciter de nouveaux débats internes, périlleux pour les dirigeants lambertistes.

Le bureau politique du PCI tire de cet épisode une bien intéressante leçon : il faut dénoncer davantage le « pablisme » afin de prévenir une nouvelle tentative d'union des révolutionnaires<sup>18</sup>. Selon nous, la stratégie élaborée en 1950-1951 par M. Pablo présente l'avantage d'être facile à dénoncer. En effet, la troisième guerre mondiale n'a pas éclaté et le PCF ne s'est pas radicalisé. Surtout, les mesures bureaucratiques prises alors par les « pablistes » - comme l'exclusion de la section française - permettent de les faire passer pour des traîtres avec lesquels les révolutionnaires ne doivent pas discuter. En conséquence, les lambertistes dénonceront inlassablement les méfaits des « pablistes »<sup>19</sup> - particulièrement ceux de 1951-1952 - mais seront très discrets sur d'autres épisodes de leur histoire, comme la prise de pouvoir par P. Lambert en mars 1953 ou l'exclusion de M. Bleibtreu en mars 1955<sup>20</sup>. De plus, en juin-juillet 1956, les lambertistes montrent leur préférence pour un débat avec les socialistes. *La Vérité* publie deux longues lettres d'A. Pâris, secrétaire de la section SFIO de

---

<sup>16</sup> *La Vérité des travailleurs* publie le second appel dans un petit encadré, en dernière page du n° 47, 16-30 septembre 1956.

<sup>17</sup> « A bas les camps de concentration », *La Vérité*, n° 417, 6 juillet 1956.

<sup>18</sup> CERMTRI, PCI 1956, Projet de résolution, *op. cit.*, p. 8-9.

<sup>19</sup> En particulier dans les ouvrages cités en note dans la partie « Ecrits partisans » de l'introduction.

<sup>20</sup> *Quelques enseignements...* n'évoque jamais la première et mentionne seulement la seconde sans aucune explication en p. 102.



Malakoff. Il exprime son soutien à la politique de G. Mollet et la rédaction réfute patiemment chacun de ses arguments<sup>21</sup>. Pour les lambertistes, le nombre de déçus du molletisme va augmenter et ils veulent les recruter. Les réactions du gouvernement au second événement de l'été 1956 les confortent dans cette orientation.

### **Suez et l'aggravation de la guerre**

Quand, le 26 juillet 1956, le colonel Nasser annonce la nationalisation du canal, il provoque l'indignation des autorités britanniques et françaises. Ces dernières se déchaînent d'autant plus contre le dirigeant égyptien qu'il aide le FLN. Au même moment, l'armée française peine à contenir le Front : ainsi, ses militants posent des bombes dans les cafés d'Alger fréquentés par les européens. Le gouvernement Mollet rend donc Nasser responsable de ses difficultés<sup>22</sup>. Afin de l'éliminer, il prépare avec le Royaume-Uni une intervention militaire synchronisée avec une offensive israélienne. Pourtant, comme nous l'avons évoqué au chapitre VI, des émissaires de G. Mollet rencontrent périodiquement des représentants du FLN en vue d'un cessez-le-feu. Ces négociations s'arrêtent quand le 21 octobre 1956 l'armée française de sa propre initiative détourne sur Alger l'avion transportant quatre dirigeants du FLN. Le gouvernement l'approuve même si cela entraîne pour longtemps l'enterrement de tout compromis. Quelques jours plus tard, il persiste à privilégier l'option militaire en déclenchant avec les britanniques un raid sur le canal de Suez et Port-Saïd. La conjonction des condamnations soviétiques et américaines stoppe cette opération et sauve le régime égyptien.

L'échec de l'expédition franco-britannique réjouit les lambertistes. Certes, ils n'éprouvent aucune sympathie pour le régime dictatorial de Nasser qui foule aux pieds les droits syndicaux et emprisonne les militants ouvriers. Néanmoins, ils approuvent la nationalisation du canal car il appartient au peuple égyptien et non aux puissances occidentales<sup>23</sup>. Les lambertistes jugent l'impérialisme français en pleine décadence, essayant de restaurer ses positions traditionnelles menacées en Afrique du nord et au Proche-orient par des initiatives comme l'interception du DC3 ou l'intervention à Suez. En Algérie, P. Lambert prévoit à juste titre de futures négociations entre la France et les insurgés mais après bien des morts inutiles. Inlassablement, il rappelle la proposition de Messali Hadj de discussions sans

---

<sup>21</sup> « Un socialiste écrit à *La Vérité* » et « Sur la politique de la SFIO », n° 414 et 417, 15 juin et 6 juillet 1956.

<sup>22</sup> LAFON François, *Guy Mollet*, Fayard, Paris, p. 558.

<sup>23</sup> RENARD., « Le canal appartient à l'Égypte », LEPAGE V., « L'avenir de Nasser », MONGE R., « Mollet a fait faillite » dans *La Vérité*, n° 420, 421 et 433 des 31/8, 7/9 et 23/11/1956.

aucun préalable entre le gouvernement français et les nationalistes algériens<sup>24</sup>. Il cite plusieurs fois en exemple la conférence d'Aix-les-bains en 1955. Réunissant des représentants du gouvernement français et de toutes les formations politiques marocaines, elle a préparé l'accession du royaume chérifien à l'indépendance<sup>25</sup>.

Malgré son échec sur le canal, le gouvernement persiste dans une politique belliqueuse en menant une guerre totale en Algérie où, au début de 1957, l'armée française dispose de plus de 450 000 soldats, sans compter les supplétifs musulmans<sup>26</sup>. Robert Lacoste charge alors le général Massu de démanteler le FLN à Alger pour mettre fin aux attentats. En neuf mois, ses troupes y parviennent en utilisant les pires moyens. *La Vérité* insiste sur l'horreur de la répression, G. Bloch décrit ainsi les parachutistes en action :

« Le rictus des paras [...] évoque irrésistiblement, pour un ancien concentrationnaire comme moi, un air de connaissance. Oui, ce visage de sadisme rassasié, de haine satisfaite, ce visage inhumain d'ennemis des hommes, nous l'avons vu à d'autres avant ceux-là [...] Nous l'avons vu aux hommes à la tête de mort, aux SS de Heinrich Himmler »<sup>27</sup>.

Le gouvernement réagit en saisissant ce numéro du journal. La semaine suivante, la rédaction publie « Notre tableau d'honneur » avec les dates des 16 saisies de *La Vérité* depuis le début du conflit<sup>28</sup>. De plus, le PCI doit faire face à plusieurs procédures judiciaires. La plus grave aboutit à l'inculpation de P. Lambert, G. Bloch, S. Just et D. Renard pour atteinte à la sécurité de l'Etat à cause de leurs articles<sup>29</sup>. Ils parviennent à éviter les tribunaux militaires mais la Cour d'appel de Paris les condamne à 6 mois de prison avec sursis le 10 juillet 1957. Le même jugement punit d'une peine identique P. Frank et J. Grinblat, poursuivis eux aussi<sup>30</sup>. Malgré des accusations similaires, les deux PCI n'ont pas mené de campagne commune. Par contre, lors du procès, G. Lauré, J. Rous, M. Pivert et Pierre Tribié – secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires FO et trésorier confédéral – viennent témoigner en faveur des dirigeants lambertistes, montrant ainsi leurs liens avec les réformistes<sup>31</sup>.

Les lambertistes continuent de soutenir inconditionnellement Messali Hadj malgré le déclin de son influence. Ainsi, le MNA contrôle désormais un seul maquis important : celui

---

<sup>24</sup> LAMBERT P., « La paix en Algérie », *La Vérité*, n° 430, 2/11/1956.

<sup>25</sup> En particulier, LAMBERT P., « Le temps de la grande duperie », *La Vérité*, n° 440, 11 janvier 1957.

<sup>26</sup> RIOUX J-P., *La France...*, *op. cit.*, p. 104.

<sup>27</sup> « Halte au martyr du peuple algérien ! », n° 451, 22 mars 1957.

<sup>28</sup> N° 452, 16 mars 1957.

<sup>29</sup> « Nous ne nous tairons pas », *La Vérité*, n° 446, 15 février 1957.

<sup>30</sup> « Six mois de prison », *La Vérité*, n° 466, 12 juillet 1957.

<sup>31</sup> « Le procès du trotskysme », *La Vérité*, n° 462, 14 juin 1957.

de Mohamed Bellounis dans le Sud-algérien<sup>32</sup>. En métropole, les Algériens prennent progressivement conscience que le FLN dirige la lutte armée. A partir du 28 janvier 1957, le Front organise une grève de huit jours pour montrer sa représentativité lors d'un débat à l'ONU. La participation à ce mouvement des Algériens émigrés montre son influence croissante parmi eux<sup>33</sup>. *La Vérité* nie ces réalités. Elle décrit un FLN en plein désarroi et en totale désorganisation face à un MNA en progrès<sup>34</sup> et soutenu par la quasi-totalité de l'émigration<sup>35</sup>. Le journal persiste à dénoncer le Front, l'accusant – par exemple – de refuser des élections libres au collège unique comme les ultras, partisans de l'Algérie Française<sup>36</sup>. Surtout, P. Lambert condamne les attentats commis contre des civils européens :

« Il est indéniable que le système d'attentats aveugles employé par le FLN sur une large échelle est condamnable, ne serait-ce que parce qu'il a permis de fournir une certaine base psychologique dans la population européenne aux opérations Massu »<sup>37</sup>.

Sur ce sujet, Messali Hadj adopte la même position. Nous la jugeons juste : le terrorisme aveugle du FLN soude le million d'Européens à l'armée française et aux colonialistes les plus extrémistes.

Nous avons mentionné précédemment la création par les nationalistes algériens de deux syndicats rivaux : l'USTA et l'UGTA. La répression s'abat sur eux en Algérie et dès 1957 met fin à leurs activités. En conséquence, le syndicalisme algérien va déployer ses activités en métropole. Néanmoins, le FLN n'y crée pas une filiale de l'UGTA afin de ne pas déplaire à la CGT. Il constitue seulement une Amicale générale des travailleurs algériens (AGTA). Par contre, les messalistes s'inspirent des méthodes du mouvement ouvrier français dont ils se veulent proches. Pour organiser les Algériens de métropole et les soustraire à la tutelle cégétiste, ils mettent en place la fédération de France de l'USTA au cours du premier semestre 1957<sup>38</sup>. Sous la direction d'Abdallah Filali – bras droit de Messali Hadj, le nouvel organisme parvient à publier un mensuel – *La Voix du travailleur algérien* – et à tenir un

---

<sup>32</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, op. cit., p. 452.

<sup>33</sup> AMIRI Linda, « La Fédération de France du FLN » dans *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, Paris, La découverte, 2013, p. 580.

<sup>34</sup> « Sur le caractère et la représentativité du MNA », *La Vérité*, n° 452, 29 mars 1957.

<sup>35</sup> « Le procès des trotskystes », *La Vérité*, n° 434, 30 novembre 1957.

<sup>36</sup> LAMBERT P., « Où va le FLN ? », *La Vérité*, n° 448, 1<sup>er</sup> mars 1957.

<sup>37</sup> LAMBERT P., « Tortures », *La Vérité*, n° 456, 26 avril 1957.

<sup>38</sup> GUERIN D., *Quand l'Algérie...*, op. cit., p. 116-118.

congrès à Paris du 28 au 30 juin 1957. Tolérée par les autorités françaises, la fédération aurait pu compter entre 15 et 20 000 membres à ses meilleurs moments<sup>39</sup>.

L'USTA et l'UGTA ont voulu adhérer à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) rassemblant les centrales syndicales anticommunistes. Cela s'explique par l'orientation de cette organisation depuis 1955 : sous l'influence américaine de l'AFL-CIO, elle critique ouvertement la politique coloniale de la France en Afrique du Nord. En juillet 1956, le comité exécutif de la CISL décide l'adhésion de la seule UGTA. La centrale messaliste ne s'avoue pas vaincue et ne cessera pas de réclamer son adhésion à la confédération internationale. En particulier, sa fédération de France tente d'établir des liens privilégiés avec la CGT-FO et de ne pas entrer en concurrence avec elle. L'USTA obtient quelques résultats car, avec la prolongation du conflit, les partisans d'une paix négociée deviennent plus nombreux dans la confédération réformiste comme nous l'avons vu précédemment. Par aversion envers le Parti communiste et la CGT, ils préfèrent le plus souvent le MNA au Front<sup>40</sup>. L'USTA dispose d'alliés dans la minorité syndicaliste révolutionnaire traditionnelle – comme A. Hébert – mais aussi parmi les dirigeants d'importantes fédérations comme Adolphe Sidro – des employés et des cadres – et R. Lapeyre – des travaux publics. Ce dernier reproche publiquement à la CISL d'avoir choisi la centrale liée au Front<sup>41</sup>.

De même, les lambertistes apprécient particulièrement l'USTA car elle se veut une véritable organisation ouvrière quand le MNA demeure un mouvement nationaliste, radical certes mais recrutant sans critère de classe. En particulier, *La Vérité* la félicite pour son antistalinisme et dénonce les attaques de la CGT et du PCF à son encontre<sup>42</sup>. Le journal publie les communiqués de l'USTA mais Raoul juge cela insuffisant. Il presse J. Simon d'y militer afin d'y constituer une fraction trotskyste mais P. Lambert s'y oppose. Finalement, les trois hommes parviennent à un compromis : J. Simon continuera de militer au PCI mais il assurera des tâches de secrétariat et de documentation à l'USTA<sup>43</sup>. Bien entendu, le PCI soutient la demande d'adhésion du syndicat messaliste à la CISL. R. Dumont – alors le lambertiste le

---

<sup>39</sup> SIMON J., *La fédération de France de l'USTA*, L'Harmattan, Paris, 2002, p. 7-20 et STORA B., « L'union des syndicats des travailleurs algériens USTA », *Le mouvement social*, n° 116, juillet 1981, p. 109-122.

<sup>40</sup> BERGOUNIOUX Alain, *Force ouvrière*, *op. cit.*, p. 153.

<sup>41</sup> « Appel à l'opinion », *La Vérité*, n° 473, 17 octobre 1957.

<sup>42</sup> LEPAGE V., « Un véritable congrès ouvrier », *La Vérité*, n° 465, 5 juillet 1957.

<sup>43</sup> SIMON J., *Juif...*, *op. cit.*, p. 129-131.

plus éminent de FO – écrit même à J.H. Oldenbrock – secrétaire général de cette confédération. Il l’informe du soutien des Algériens de France à l’USTA et de l’évolution de R. Bothereau, selon lui de plus en plus favorable à cette centrale<sup>44</sup>. Le soutien au syndicat messaliste constitue un nouveau motif de rapprochement entre des cadres FO et le PCI. Cela explique en partie l’appui d’un membre éminent de la confédération réformiste – P. Tribié – aux dirigeants lambertistes lors de leur procès.

Par ailleurs, P. Lambert continue dans *La Vérité* de reprocher à *L’Express*, au *Monde* et à *France Observateur* de valoriser le FLN aux dépens du MNA. Il baptise cet ensemble « le front des amis du Front »<sup>45</sup>. Si G. Martinet demeure sa tête de turc, P. Lambert s’attaque désormais aussi à Hubert Beuve-Méry en le traitant de « faussaire ». Il reproche au *Monde* d’ignorer le MNA et se sert de la religion de son directeur pour le disqualifier :

« Sauf erreur, M. Beuve-Méry est un « honnête » chrétien. Ceci explique le jésuitisme qu’il imprime à son quotidien »<sup>46</sup>.

Comme nous l’avons signalé précédemment, les trotskystes français puis les lambertistes ne se voulaient pas des anticléricaux militants. Ainsi, *La Vérité* avait un discours nuancé sur la CFTC et regardait avec sympathie ses minoritaires appartenant à la tendance Reconstruction. Cela permit à Louis Houdeville, militant à cette confédération, de devenir un compagnon de route des lambertistes et d’appartenir au bureau du Comité Messali. Pourtant, nous constatons une évolution. Ainsi, durant les grèves de Nantes, *La Vérité* critique particulièrement Gilbert Declercq, secrétaire de l’Union départementale CFTC et très engagé dans la tendance Reconstruction. Le journal le décrit faisant des discours « filandreux et volontairement désespérants » et l’accuse d’essayer de briser le mouvement revendicatif à Nantes<sup>47</sup>. Ensuite, en mars 1957, P. Lambert accuse la hiérarchie catholique de réaliser un front unique avec l’appareil du PCF. Il fournit comme preuves l’appui de catholiques progressistes au FLN et les accords passés entre la CFTC et la CGT<sup>48</sup>. Ce dernier argument s’avère contestable : la CGT réalise plus fréquemment l’unité d’action avec la CFTC à cause des refus réitérés de FO<sup>49</sup>. Par contre, le premier reproche s’avère fondé : les évêques ne

<sup>44</sup> « L’attitude de la CISL », *La Commune*, n°5, novembre 1957 et STORA B., « L’union... », *op. cit.*, p. 114-117.

<sup>45</sup> « Où va le FLN », *La Vérité*, n° 448, 1<sup>er</sup> mars 1957.

<sup>46</sup> « M. Beuve-Méry », *La Vérité*, n° 444, 1<sup>er</sup> février 1957.

<sup>47</sup> RENARD D., « Nantes » n° 376, 14 octobre 1955.

<sup>48</sup> « La guerre continue », *La Vérité*, n° 450, 15 mars 1957.

<sup>49</sup> GEORGI F., « Les relations entre la CGT et la CFTC » dans *La CGT dans les années 1950*, *op. cit.*, p. 367.

découragent pas leurs fidèles engagés dans la lutte anticolonialiste et ceux-ci préfèrent nettement les activistes du FLN aux militants du MNA<sup>50</sup>. En métropole, une gauche chrétienne, alors en plein essor, opère la jonction avec la coalition favorable au FLN<sup>51</sup>. Dans l'opinion française cette dernière se heurte à celle favorable au MNA où les anticléricaux sont nombreux. Citons parmi eux les pivertistes, les syndicalistes de la FEN – très engagés dans le combat laïc – et certains de FO. En effet, dans cette confédération nombre de militants – et pas seulement des minoritaires – éprouvent une profonde méfiance envers l'Eglise<sup>52</sup>. Selon nous, cette proximité avec des anticléricaux explique pour une bonne part l'évolution des lambertistes sur ce sujet d'autant plus que M. Bleibtreu et ses partisans, n'étant plus au PCI, ne peuvent pas s'y opposer.

Si l'hostilité du courant lambertiste à la hiérarchie catholique apparaît à ce moment, sa stalinophobie s'exacerbe encore. Pour en comprendre les raisons nous devons revenir un peu en arrière.

### **La crise du mouvement communiste**

En février 1956, lors du XXe congrès du Parti communiste soviétique, Nikita Khrouchtchev – devenu de fait le principal responsable de cette organisation et de l'URSS – lit devant les seuls délégués un rapport où il dénonce les crimes commis par Staline. En particulier, il lui reproche d'avoir ordonné des exécutions et des déportations de masse tout en mettant en place le culte de sa personne. La teneur de ce texte va être connue les mois suivants à l'étranger<sup>53</sup> où il fait l'effet d'une bombe car jamais un dirigeant communiste n'avait dressé un tel constat de la période stalinienne. En France, la direction du PCF nie l'existence du rapport puis en minimise l'importance car elle n'approuve pas la déstalinisation initiée par N. Khrouchtchev. Pourtant, les informations émises par la presse sur ce document préoccupent les militants communistes, déjà décontenancés par le vote des pouvoirs spéciaux. Le trouble apparaît particulièrement important parmi les intellectuels – membres ou sympathisants du parti. Durant le XIVe congrès du PCF, en juillet 1956, l'équipe dirigeante refuse d'en tenir compte et explique les critiques internes par « les influences petites-

---

<sup>50</sup> STORA B., « La gauche et les minorités anticoloniales » dans RIOUX J-P., *La guerre...*, *op. cit.*, p. 67.

<sup>51</sup> WINOCK M., « Pacifisme et attentisme » dans RIOUX J-P., *La guerre...*, *op. cit.*, p. 19.

<sup>52</sup> BERGOUNIOUX Alain, *Force ouvrière*, *op. cit.*, p. 187.

<sup>53</sup> Le 4 juin, le département d'Etat américain le rend public. Le lendemain, *Le Monde* commence sa publication intégrale.

bourgeoises »<sup>54</sup>. Elle est reconduite avec l'approbation du représentant soviétique – Mikhaïl Souslov, lequel rend un hommage appuyé à Maurice Thorez<sup>55</sup>.

En Europe de l'Est, le rapport Khrouchtchev amplifie les crises en cours et précipite les mouvements de révolte latents<sup>56</sup>. Ainsi, en Pologne, les métallurgistes de Poznan se mettent en grève pour des revendications salariales mais le mouvement social dégénère le 28 juin en un soulèvement populaire contre les autorités locales. Le lendemain, les troupes russes et polonaises répriment l'insurrection en tuant une cinquantaine de révoltés mais, pour les dirigeants soviétiques et ceux des démocraties populaires, il ne s'agit que d'un répit.

Selon *La Vérité* il n'y a pas de doute : cette crise du mouvement communiste annonce l'effondrement de l'appareil bureaucratique et le renouveau du mouvement ouvrier<sup>57</sup>. En conséquence, l'hebdomadaire y consacre de nombreux articles, rédigés le plus souvent par E. Boisselier ou G. Bloch. Ces écrits se situent dans la continuité de ceux de Trotsky concernant l'Union soviétique et dénonçant la prise de pouvoir par une caste sociale, la bureaucratie. Cela permet aux lambertistes de se présenter comme les défenseurs de la mémoire de Trotsky dont ils reprennent les analyses et publient des textes<sup>58</sup>. Ils se veulent les continuateurs de son combat et sont fiers de n'avoir jamais cédé - comme les « pablistes » - aux pressions staliniennes. Pour les lambertistes, le rapport Khrouchtchev veut nier l'existence de la bureaucratie, source et fondement du pouvoir de Staline comme celui du nouveau secrétaire général<sup>59</sup>. Certes, ils reconnaissent le grand essor de l'industrie soviétique par la planification et la collectivisation des moyens de production. Par contre, ils dénoncent les inégalités sociales croissantes et la gabegie causée par la gestion des administrateurs<sup>60</sup>. Comme l'organisation économique échappe aux travailleurs, cela ouvre la voie à de nombreux abus fréquemment évoqués par *La Vérité*. Ainsi, le journal cite Chvernik, ancien président des syndicats soviétiques :

---

<sup>54</sup> FAUVET J., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 290.

<sup>55</sup> JUST S., « Le triomphe du meilleur stalinien de France », *La Vérité*, n° 421, 7 septembre 1956.

<sup>56</sup> DREYFUS Michel, « 1956, l'année terrible », *Communisme*, n° 29-31, 1992, p. 239.

<sup>57</sup> MONGE R., « A Poznan », *La Vérité*, n° 417, 6 juillet 1956.

<sup>58</sup> En particulier dans le n° 407 de *La Vérité* du 27 avril 1956.

<sup>59</sup> BLOCH G., « Du bon usage des hommes », *La Vérité*, n° 419, 20 juillet 1956.

<sup>60</sup> En particulier dans le n° 407 de *La Vérité* du 27 avril 1956.

« Dans sa hâte de mettre en service le plus rapidement possible une installation de douches à la mine Karl Marx, les constructeurs n'ont prévu qu'un robinet général pour les 400 cabines »<sup>61</sup>.

Pour le PCI majoritaire, la bureaucratie soviétique veut maintenir sa domination économique et sociale malgré ses tares. Cela l'amène à louvoyer depuis la mort de Staline et à faire des concessions limitées aux masses. Ainsi, elle améliore le ravitaillement et prend des mesures de libéralisation. Au XXe congrès, elle rend Staline responsable de toutes les souffrances endurées par le prolétariat russe. Cette caste dirigeante veut de cette manière rassurer les soviétiques : l'ancien secrétaire général étant mort, ses méthodes dictatoriales n'auront plus cours. A l'extérieur, la bureaucratie vise à maintenir le statu quo international en adoptant une politique de détente avec l'impérialisme américain<sup>62</sup>. Comme le prolétariat soviétique compte désormais plusieurs dizaines de millions d'ouvriers et de kolkoziens, les lambertistes prévoient que les mesures de libéralisation et la destruction du mythe de Staline inciteront les travailleurs à aller plus loin. Pour *La Vérité*, inévitablement, ils chasseront la caste au pouvoir et rétabliront la démocratie soviétique<sup>63</sup>. Sur ce point, le courant lambertiste précisera son analyse. En 1963, *La Vérité* envisagera une alternative à la révolution politique en Russie : le rétablissement graduel du capitalisme par la bureaucratie<sup>64</sup>. Cette anticipation se révélera fondée trente ans plus tard.

Pour *La Vérité*, si le rapport Khrouchtchev permet à la bureaucratie de se dédouaner de ses crimes passés, il met la direction du PCF en difficulté car elle a encensé Staline pendant plus de vingt ans. Cela explique ses réticences par rapport à la déstalinisation. Pourtant, les responsables soviétiques ne lui en tiennent pas rigueur car ils craignent la constitution d'une opposition au sein de ce parti<sup>65</sup>. Surtout, P. Lambert insiste sur les liens étroits entre la bureaucratie soviétique et l'appareil des partis communistes. Dans chacun d'entre eux, une commission des cadres sélectionne les responsables suivant les consignes des hiérarques russes<sup>66</sup>. Cette affirmation de P. Lambert s'avérera exacte<sup>67</sup>. Pour le dirigeant du PCI, la déstalinisation voulue par Khrouchtchev ne touchera pas l'appareil constitué dans les partis

---

<sup>61</sup> BOIVIN E., « Réalités sociales de l'URSS », *La Vérité*, n° 407, 27 avril 1956.

<sup>62</sup> CERMTRI, PCI 1956, Projet de rapport politique, p. 2.

<sup>63</sup> BOIVIN E., « A propos d'un projet de loi », *La Vérité*, n° 410, 10 mai 1956.

<sup>64</sup> VARGA Michel, « Où va l'URSS », *La Vérité*, n° 525-526, octobre 1963, p. 106-108.

<sup>65</sup> JUST S., « Le triomphe du meilleur stalinien de France », *La Vérité*, n° 421, 7 septembre 1956.

<sup>66</sup> « PCF et appareil », *La Vérité*, n°419, 20 juillet 1956.

<sup>67</sup> Voir en particulier ROBRIEUX P., *Histoire intérieure du Parti communiste*, tome 1, Paris, Fayard, 1980, p. 384-392.



communistes. En France, il demeurera en place et cela rend illusoire toute tentative de redresser le PCF et de le ramener sur une voie révolutionnaire. P. Lambert conclut sur la nécessité de détruire l'appareil du PCF<sup>68</sup>. Pour mieux lutter contre lui, le PCI majoritaire prend alors deux initiatives. D'abord, il commence une campagne pour la révision des procès de Moscou de 1936-1938 et la réhabilitation des compagnons de Lénine condamnés alors<sup>69</sup>. Ensuite, *La Vérité* publie un appel aux « travailleurs et démocrates français » afin d'amener les organisations ouvrières à débattre pour préciser les faits évoqués par le rapport Khrouchtchev. Un collectif de 32 intellectuels signe ce texte dont des lambertistes, leurs compagnons de route de l'époque - E. Morin, J. Cassou... - mais aussi des écrivains très éloignés du trotskysme comme André Bazin, Marguerite Duras ou Louis-René des Forêts<sup>70</sup>. Cela confirme la capacité de P. Lambert à convaincre des personnalités de signer une pétition ou de participer à un comité.

Ces deux interventions n'auront pas de suite mais les lambertistes ne cesseront pas de se référer à l'histoire soviétique pour combattre les partis communistes. D'ailleurs, ce courant politique a le goût de l'histoire – son principal dirigeant avait commencé des études dans cette discipline. Ainsi, *La Vérité* se réfère fréquemment au passé et célèbre les anniversaires des grands événements du mouvement ouvrier. En 1957, cela l'amène à consacrer un grand article commémoratif à chacun des épisodes suivants : la Commune, la révolution de février 1917, les Thèses d'avril de Lénine, juin 1936, le déclenchement de la guerre d'Espagne, la grève Renault de 1947, celle des mineurs en 1948 et juin 1953 en Allemagne orientale<sup>71</sup>. Surtout, pour le 40<sup>ème</sup> anniversaire d'Octobre 1917, *La Vérité* mène une grande enquête durant plusieurs numéros sur les enseignements de cette révolution. Cette commémoration s'achève par un meeting le 8 novembre 1957<sup>72</sup>. Autre signe de cet intérêt pour Clio : un des meilleurs spécialistes de l'histoire du trotskysme – P. Broué – appartient à ce courant. Enfin, en 1977, l'OCI innove en étant la première organisation trotskyste française à créer un centre d'archives ouvert au public : le CERMTRI.

---

<sup>68</sup> LAMBERT P., « PCF... », *op. cit.*

<sup>69</sup> « Révision des procès staliniens », *La Vérité*, n° 395, 24 février 1956.

<sup>70</sup> « Appel aux travailleurs et démocrates français », *La Vérité*, n°419, 20 juillet 1956.

<sup>71</sup> Respectivement dans les numéros 451, 461, 462, 464 à 466, 471, 473 et 462.

<sup>72</sup> *La Vérité* n° 473 à 479 du 10/10/1957 au 5/12/1957.

### « Notre printemps en octobre »

Revenons à la Pologne, en ce début d'automne 1956 où l'agitation ne cesse de croître. Le 21 octobre, elle provoque l'arrivée au pouvoir de Bronislaw Gomulka, une victime des purges staliniennes. Il parvient à contrôler la contestation puis à l'étouffer peu à peu. Par contre, la situation en Hongrie évolue de manière beaucoup plus dramatique. Les 24-25 octobre, un soulèvement populaire élimine les responsables prosoviétiques et amène la formation d'un gouvernement présidé par Imre Nagy – dirigeant communiste mais antistalinien. Dans tout le pays des conseils ouvriers – nommés aussi comités révolutionnaires – se constituent et dirigent les usines comme les localités. Les négociations entre l'URSS et I. Nagy n'aboutissent pas, aussi à partir du 4 novembre, l'Armée rouge envahit Budapest et liquide en quelques jours les centres de résistance armées<sup>73</sup>. Cette sanglante répression soulève une immense vague de protestations à travers le monde. Par contre, les partis communistes approuvent l'intervention soviétique car, selon eux, les troupes russes ont mis fin à un soulèvement contre-révolutionnaire. Cet assentiment secoue profondément le PCF, davantage que le XXe congrès ou le vote des pouvoirs spéciaux. Dans les usines, certains militants refusent de distribuer des tracts ; fréquemment ils rendent ou déchirent leur carte. Surtout, Budapest entraîne la protestation ou le départ de nombreux intellectuels du parti mais aussi une immense perte de prestige chez tous les compagnons de route.

En octobre 1956, les manifestations de travailleurs en Europe orientale enthousiasment les lambertistes. Ainsi, un dimanche, Raoul – journaliste au siège parisien de l'United Press – téléphone à P. Broué de venir d'urgence à son bureau. Il lui montre les dépêches récemment arrivées de Hongrie :

« Il n'y avait aucun doute, contre le stalinisme c'était une révolution soviétique, une nouvelle « révolution des conseils » qui était en train d'exploser »<sup>74</sup>.

Affecté en septembre à Paris, P. Broué se passionne pour les événements d'Europe orientale. Il consulte sur ce sujet la presse internationale et veut en rendre compte dans *La Vérité*. Comme G. Bloch se montre réticent, il proteste alors auprès du bureau politique et obtient gain de cause<sup>75</sup>. Malgré ses difficultés financières, le PCI publie plusieurs numéros du

---

<sup>73</sup> Sur ce sujet, lire François FEJTŐ, *Budapest l'insurrection*, Bruxelles, Complexe, 1981.

<sup>74</sup> BROUÉ P., « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 133 et BROUÉ P., *Souvenirs et portraits, op. cit.*, p. 85.

<sup>75</sup> *Ibid.*

journal sur 4 pages au lieu de 2 afin de mieux rendre compte de l'actualité<sup>76</sup>. Pour la première fois, P. Broué écrit chaque semaine dans *La Vérité*, soit 29 articles entre octobre 1956 et mars 1957. Ils correspondent à la grande majorité des textes publiés sur ce sujet, les autres étant dus à G. Bloch. A cause de ses responsabilités au SNES, P. Broué signe ses textes sous les pseudonymes de Pierre Brabant pour la Pologne et François Manuel pour la Hongrie. Rédigés avec talent, ils l'imposent comme une des meilleures plumes du PCI. D'ailleurs, P. Broué les utilise pour rédiger une brochure *La révolution hongroise des conseils ouvriers* éditée et diffusée par la SPEL avec une préface de R. Chéramy<sup>77</sup>.

Dans tous ses articles sur l'Europe de l'Est, *La Vérité* énonce une certitude : les travailleurs de Pologne et de Hongrie ne songent pas à restaurer le capitalisme car ils tiennent à l'économie planifiée et aux nationalisations effectuées<sup>78</sup>. Par contre :

« Ils veulent bénéficier des fruits de l'économie socialiste, abolir les privilèges des bureaucrates, abattre le régime policier qui les défend et chasser les occupants russes qui lui permettent de se maintenir »<sup>79</sup>.

*La Vérité* titre « Notre printemps en octobre »<sup>80</sup> et qualifie de révolutions les soulèvements dans ces deux pays<sup>81</sup>. Nous utiliserons aussi ce terme par convention. Les trotskystes majoritaires insistent sur le rôle important de la classe ouvrière dans ces insurrections où elle utilise ses moyens de lutte traditionnels : grèves, manifestations de masse, meetings<sup>82</sup>... Surtout, en Hongrie, les travailleurs élisent des conseils ou comités qui exercent partout le pouvoir et dissolvent les organismes du parti « stalinien »<sup>83</sup>. Cela amène G. Bloch à écrire :

« Depuis 39 ans, le monde n'avait pas connu d'expression aussi authentique, aussi complète, aussi comparable aux soviets russes de 1917, de la démocratie prolétarienne »<sup>84</sup>.

Selon les lambertistes, les insurgés hongrois reprennent en fait le programme trotskyste<sup>85</sup>. Cela les amène à soutenir sans réserve le dernier gouvernement d'I. Nagy constitué le 3 novembre<sup>86</sup>. Surtout, pour les trotskystes majoritaires, ces mouvements sociaux à l'Est

<sup>76</sup> « A nos lecteurs », *La Vérité*, n° 432, 16 novembre 1956.

<sup>77</sup> Elle sera rééditée par l'OCI en 1976 avec toujours F. Manuel comme auteur.

<sup>78</sup> « Vivent les conseils ouvriers hongrois » et LEPAGE V., « Partout les masses », *La Vérité*, n° 430, 2 novembre 1956.

<sup>79</sup> BLOCH G., « Poznan : le drapeau rouge », *La Vérité*, n° 426, 12 octobre 1956.

<sup>80</sup> BRABANT P., « Ce printemps de Pologne », *La Vérité*, n° 428, 26 octobre 1956.

<sup>81</sup> *Ibid.* et MANUEL F., « Fraternalisations à Budapest », *La Vérité*, n° 430, 2 novembre 1956.

<sup>82</sup> BRABANT P., « Ce printemps de Pologne », *La Vérité*, n° 428, 26 octobre 1956.

<sup>83</sup> « Parti ouvrier et appareil stalinien », *La Vérité*, n° 431, 9 novembre 1956.

<sup>84</sup> « D'octobre 1917 à octobre 1956 », *La Vérité*, n° 431, 9 novembre 1956.

<sup>85</sup> MANUEL F., « La révolution hongroise », *La Vérité*, n° 431, 9 novembre 1956.

<sup>86</sup> MANUEL F., « Les assassins staliniens », *La Vérité*, n° 431, 9 novembre 1956.

continuent la vague révolutionnaire qui, selon eux, déferle depuis 1953. Les masses de ces pays reprennent l'initiative et vont détruire tous les régimes bureaucratiques, y compris en URSS<sup>87</sup>. Comme les prolétaires des nations impérialistes rejoindront alors les travailleurs des pays d'Europe orientale et des colonies dans leur combat, le glas sonnera aussi pour la bourgeoisie.

Ensuite, les lambertistes persévèrent dans leur optimisme. Selon eux, la révolution polonaise ne cesse pas de se consolider<sup>88</sup>. A partir du 4 novembre, les troupes soviétiques occupent toute la Hongrie mais *La Vérité* ne doute pas :

« Une deuxième phase est commencée, celle de la lutte d'un peuple armé contre une armée d'occupation étrangère. Nous savons qu'en ce combat c'est toujours le peuple qui gagne »<sup>89</sup>.

Le journal met ses espoirs dans la grève générale initiée par le conseil central des ouvriers de Budapest le 9 décembre<sup>90</sup>. Il évoque aussi la multiplication des désertions dans l'armée russe, dont des unités entières rallient les insurgés<sup>91</sup>. *La Vérité* reconnaît l'échec de la révolution hongroise seulement au début de 1957. Elle constate la disparition des conseils ouvriers dont les membres sont arrêtés, déportés en Russie ou exécutés. Le journal peut seulement presser les organisations ouvrières d'organiser un mouvement de solidarité en leur faveur<sup>92</sup>. Selon P. Broué, la Hongrie revient maintenant à un « ordre » relatif, tout proche de la paix des cimetières. Le gouvernement de Janos Kadar – mis en place par les soviétiques – se méfie de la classe ouvrière. Pour se maintenir, il fait des concessions économiques à la paysannerie aisée et aux éléments petits-bourgeois des villes. La bureaucratie prépare ainsi une renaissance capitaliste<sup>93</sup>. Cette prédiction de P. Broué paraît pertinente : la Hongrie s'acheminera bien vers l'économie de marché. Quant à la Pologne, il finit par reconnaître que l'élan de l'octobre polonais est coupé<sup>94</sup>. B. Gomulka procède à une « kadarisation à froid » et, sans effusion de sang, retire peu à peu leurs pouvoirs aux conseils ouvriers<sup>95</sup>. Ensuite,

---

<sup>87</sup> « Parti ouvrier et appareil stalinien », *La Vérité*, n° 431, 9 novembre 1956.

<sup>88</sup> BRABANT P., « Les travailleurs polonais », *La Vérité*, n° 432, 16 novembre 1956.

<sup>89</sup> MANUEL F., « La révolution hongroise continue », *La Vérité*, n° 433, 23 novembre 1956.

<sup>90</sup> MANUEL F., « La contre-révolution stalinienne », *La Vérité*, n° 436, 13 décembre 1956.

<sup>91</sup> MANUEL F., « Terreur contre-révolutionnaire en Hongrie », *La Vérité*, n° 437, 20 décembre 1956.

<sup>92</sup> MANUEL F., « Sauvons Sandor Racz », *La Vérité*, n° 438, 27 décembre 1956.

<sup>93</sup> MANUEL F., « La contre-révolution poursuit la restauration de la bureaucratie », *La Vérité*, n° 445, 8 février 1957.

<sup>94</sup> BRABANT P., « Confusion politique », *La Vérité*, n° 441, 18 janvier 1957.

<sup>95</sup> BRABANT P., « La question du pouvoir est posée en Pologne », *La Vérité*, n° 447, 22 février 1957.

P. Broué rend compte inlassablement de toutes les mesures prises contre les opposants en Pologne et en Hongrie, dénonçant sans cesse B. Gomulka et « Kadar-le-bourreau »<sup>96</sup>.

A partir de février 1957, le PCI majoritaire tire les enseignements des échecs de ces révolutions. D'abord, les illusions sur la déstalinisation et la démocratisation de la bureaucratie se sont évanouies avec l'action des chars soviétiques. Ensuite, les lambertistes constatent l'erreur des contestataires de ne pas s'être organisé en force indépendante<sup>97</sup>. *La Vérité* appelle donc les ouvriers et intellectuels de Pologne à constituer « ce parti révolutionnaire qui a manqué à leurs frères de Hongrie »<sup>98</sup>. Par là, les lambertistes restent fidèles aux principes organisationnels du léninisme. Néanmoins, malgré leurs limites, ils jugent ces soulèvements porteurs d'avenir. En particulier, ils considèrent la révolution hongroise comme la première des révolutions politiques contre la bureaucratie<sup>99</sup>. Jusque-là, les trotskystes majoritaires commentaient avec intérêt l'évolution de l'URSS par le biais des articles d'E. Boisselier dans *La Vérité*. Désormais, ils jugent imminente une nouvelle révolution en Europe orientale. Cela amène P. Broué à scruter l'actualité dans les démocraties populaires et à constater avec satisfaction les progrès de la contestation parmi les intellectuels de Tchécoslovaquie et de la République démocratique allemande<sup>100</sup>. A Paris même, il prend contact avec des exilés hongrois dont l'historien Balasz (ou Balazs) Nagy<sup>101</sup> apparaît le plus notable. Cet ancien communiste a été un des secrétaires du Cercle Petöfi de Budapest où se retrouvaient les contestataires avant l'insurrection. B. Nagy tente de reconstituer cet organisme à Paris avec l'aide des lambertistes<sup>102</sup>.

Par ailleurs, P. Broué et G. Bloch essaient d'obtenir des informations sur les dissidents demeurés en Europe orientale et d'entrer en relation avec eux. Ainsi, par l'intermédiaire de Denys Mascolo, ils prennent contact avec Leczek Kolakowski<sup>103</sup>, jeune philosophe communiste. *La Vérité* publie son texte contestataire « Qu'est-ce que le socialisme ? »<sup>104</sup> au

<sup>96</sup> MANUEL F., « Kadar-le-bourreau prépare de nouveaux crimes », *La Vérité*, n° 465, 5 juillet 1957.

<sup>97</sup> MANUEL F., « La contre-révolution poursuit la restauration de la bureaucratie », *La Vérité*, n° 445, 8 février 1957.

<sup>98</sup> BRABANT P., « Les tâches des révolutionnaires », *La Vérité*, n° 462, 14 juin 1957.

<sup>99</sup> MANUEL F., « Du nouveau sur Imre Nagy », *La Vérité*, n° 519, mai-juin 1960.

<sup>100</sup> BRABANT P., « A Prague et Berlin », *La Vérité*, n° 465, 5 juillet 1957.

<sup>101</sup> BROUÉ P., *Souvenirs et portraits, op. cit.*, p. 86 et PRESUMEY Vincent, *La vie et l'œuvre de Pierre Broué, op. cit.*, p. 11.

<sup>102</sup> « Déclaration du Cercle Petöfi », *La Vérité*, n° 514, 15 décembre 1958.

<sup>103</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, Lettre de G. Bloch à L. Kolakowski du 2/4/1957.

<sup>104</sup> N° 450 du 15/3/1957.

mécontentement de Khrouchtchev et Gomulka<sup>105</sup>. P. Broué échange des lettres avec Krzyeztof Teodor Toplitz, jeune intellectuel désireux de connaître le trotskysme<sup>106</sup>. Surtout, il parvient à correspondre avec Kaziniez Badowski, fondateur du mouvement trotskyste en Pologne. Malgré la surveillance policière, ce vétéran forme deux brillants élèves dont il veut faire des trotskystes : Jacek Kuron et Karol Modzelewski<sup>107</sup>. Ces premiers contacts des lambertistes vers l'Europe de l'Est paraissent bien modestes mais ils s'étofferont les années suivantes. Surtout, ils constituent pour eux un progrès appréciable car le trotskysme revient ainsi en Europe de l'Est où il a été expulsé dans les années 1930<sup>108</sup>.

Les événements de Pologne et Hongrie entraînent une évolution du courant lambertiste : il a désormais les yeux fixés sur l'URSS et les démocraties populaires où il prévoit une révolution prochaine. Cette démarche ne correspond pas à celle de bien des militants de gauche, hier membres ou sympathisants du PCF. Désemparés à la suite de la crise du mouvement communiste, ils vont placer leurs espoirs dans la lutte des peuples colonisés pour leur libération et considérer la lutte anticoloniale comme la forme nouvelle du combat révolutionnaire. Cette sensibilité tiers-mondiste va influencer la IV<sup>e</sup> Internationale et le PCI minoritaire<sup>109</sup> mais pas les lambertistes.

Bien entendu, les membres du PCI majoritaire ne se contentent pas d'attendre la chute de la bureaucratie russe, ils redoublent d'agressivité contre son agence locale, l'appareil du PCF<sup>110</sup>. Ils se montrent particulièrement virulents à l'encontre de sa direction et de sa presse, traitant *L'Humanité* de « torchon stalinien »<sup>111</sup>. Si *La Vérité* continue d'appeler les travailleurs à briser l'appareil du Parti communiste, elle leur enjoint maintenant de mettre à la porte du mouvement ouvrier ses permanents, ces « canailles bureaucratiques »<sup>112</sup>. Le journal approuve cette menace d'un ouvrier : « Je ne sais pas comment cela viendra, mais une chose est certaine : entre les ouvriers et les « permanents » cela se terminera à coups de pioche »<sup>113</sup>.

---

<sup>105</sup> Selon P. Broué dans *Souvenirs et portraits, op. cit.*, p. 86.

<sup>106</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, Lettre de Krzyeztof Teodor Toplitz à P. Broué du 1/12/1956 et réponse.

<sup>107</sup> BROUÉ P., *Souvenirs et portraits, op. cit.*, p. 86.

<sup>108</sup> MARIE Jean-Jacques, *Le trotskysme*, Paris, Flammarion, 1970, p. 90.

<sup>109</sup> MOREAU François, *Combats et débats de la IV<sup>ème</sup> Internationale, op. cit.*, p. 167.

<sup>110</sup> LAMBERT P., « Il faut briser l'appareil stalinien », n°431, 9 novembre 1956.

<sup>111</sup> Supplément au n° 430, 2 novembre 1956.

<sup>112</sup> *Ibid.*

<sup>113</sup> « Partout les masses », *La Vérité*, n° 430, 2 novembre 1956.

*La Vérité* reproduit une lettre d'un lecteur souhaitant « que soient fusillés les Thorez, Duclos et toute cette bande de traîtres... »<sup>114</sup>. En particulier, le PCI majoritaire reproche à la direction du PCF de désorienter les travailleurs en approuvant les soviétiques. Le journal constate l'arrêt des luttes revendicatives depuis novembre 1956<sup>115</sup>. Certes, les lambertistes condamnent les attaques contre les locaux du PCF par des manifestants de droite ou d'extrême droite mais ils jugent que ce parti a favorisé de telles violences en approuvant l'intervention russe. Surtout, ils prévoient la fin prochaine de ces agressions car la bourgeoisie ne veut pas éliminer les dirigeants du Parti communiste qu'elle utilise comme « chiens de garde » à son service<sup>116</sup>. De plus, *La Vérité* constate la persistance des violences des « staliniens » contre les trotskystes : Henri Baratier est agressé lors d'un collage d'affiches<sup>117</sup>.

Si P. Lambert montre de l'agressivité envers les membres de l'appareil du PCF, il exprime sa sympathie pour les adhérents de base. Selon lui, ils ne doivent pas demeurer au parti car ses cadres n'ont ni souplesse, ni compréhension envers les ouvriers critiques. Ou bien ils parviennent à les ramener sur la « ligne du parti », ou bien ils « les matraquent »<sup>118</sup>. De plus, les oppositions internes regroupent seulement des intellectuels coupés des masses et la direction les contrôle<sup>119</sup>. P. Lambert invite donc les opposants à quitter le PCF et à construire le parti révolutionnaire avec les trotskystes et d'autres militants ouvriers<sup>120</sup>. Notons la pertinence de cette analyse : parmi les oppositionnels du PCF il y a des dirigeants, des responsables municipaux ou des intellectuels, mais pas de syndicalistes dans les entreprises<sup>121</sup>.

L'intervention russe en Hongrie constitue une formidable opportunité pour le PCI majoritaire mais aussi pour les autres organisations d'extrême gauche. Depuis 1948, elles ont mangé leur pain noir, désormais elles espèrent pouvoir enfin redresser la tête en dénonçant l'action des soviétiques. Parmi elle, SouB insiste – plus encore que les lambertistes – sur la mise en place de conseils de travailleurs en Pologne et en Hongrie. Le groupe voit en eux « la mise en pratique d'une véritable contre-gestion ouvrière »<sup>122</sup>. Par ailleurs, la situation

<sup>114</sup> Dans *La Vérité*, n° 431, 9 novembre 1956.

<sup>115</sup> « Indices », *La Vérité*, n° 439, 4 janvier 1957.

<sup>116</sup> LEPAGE V., « Hongrie, Suez, Algérie », *La Vérité*, n° 432, 16 novembre 1956.

<sup>117</sup> *Ibid.*

<sup>118</sup> LAMBERT P., « Une opposition dans le PCF ? », *La Vérité*, n° 441, 18 janvier 1957.

<sup>119</sup> LAMBERT P., « Otez votre chemise sale », *La Commune*, n° 1, avril 1957.

<sup>120</sup> « Il faut briser l'appareil stalinien », *La Vérité*, n°431, 9 novembre 1956.

<sup>121</sup> DREYFUS M., « 1956... », *op. cit.*, p. 245.

<sup>122</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, *op. cit.*, p. 78.

devenant plus favorable aux révolutionnaires, d'anciens militants de l'Union communiste regroupés autour de Pierre Bois et Robert Barcia constituent une nouvelle organisation : Voix ouvrière, précédemment citée. Ils revendiquent l'héritage de l'Union communiste et tiennent une assemblée « de fondation » à Paris en novembre 1956. Puis, le groupe diffuse systématiquement des feuilles d'entreprises dans quelques usines de la région parisienne<sup>123</sup>. Voix ouvrière se singularise en réclamant le retrait des armées russes de Hongrie mais aussi celui des contingents américains en France, ce dont les lambertistes ne parlent jamais<sup>124</sup>. Quant à la IVe Internationale, elle juge contre-révolutionnaire l'intervention russe mais reproche à I. Nagy « d'avoir commencé à manœuvrer en dehors du camp de classe »<sup>125</sup>. De plus, elle approuve pendant un temps l'action de B. Gomulka<sup>126</sup>. En effet, les « pablistes » continuent de se placer dans « le même camp » que la bureaucratie, les lambertistes le leur reprocheront pendant longtemps<sup>127</sup>. Le PCI minoritaire veut profiter du trouble des militants communistes mais sans rompre avec sa stratégie entriste. Ainsi, A. Fichaut persiste à demander son adhésion au PCF pendant plusieurs années. Finalement admis en octobre 1956, son premier acte militant consiste à vendre le numéro de *L'Humanité Dimanche* approuvant l'intervention russe en Hongrie. Il quittera le PCF seulement en 1969, emmenant avec lui une seule camarade entriste<sup>128</sup>.

Nous avons déjà évoqué cette différence de stratégie entre les deux PCI. Elle se confirme lors du congrès de la FEN du 20 au 22 novembre 1956.

### Un congrès mouvementé<sup>129</sup>

A son ouverture, les trois tendances adoptent des positions différentes sur les problèmes de l'heure. Si les autonomes condamnent l'intervention russe en Hongrie, ils trouvent des justifications au raid franco-britannique sur Suez. A l'inverse, Unité et action désapprouve ce dernier mais soutient les soviétiques. L'École émancipée (EE) se singularise en stigmatisant les deux opérations militaires. Pour l'Algérie, les autonomes continuent de plaider pour une solution négociée mais sans parler d'indépendance. Par contre, les deux tendances

<sup>123</sup> BARCIA R., *La véritable...*, *op. cit.*, p. 172-182.

<sup>124</sup> *Lutte de classe*, n° 1, 24/11/1956 reproduit dans *Les cahiers du Cermtri*, n° 122, 2006, p. 64.

<sup>125</sup> FRANK P., « Les communistes polonais », *La Vérité des travailleurs*, n° 52, déc. 1956.

<sup>126</sup> GERMAIN E., « La révolution politique en Pologne et en Hongrie », *IVe Internationale*, n° 10-12, déc. 1956, p. 7.

<sup>127</sup> MARIE J-J, *Le trotskysme...*, *op. cit.*, p. 126.

<sup>128</sup> FICHAUT A., *Sur le pont...*, *op. cit.*, p. 85-86 et 162-163.

<sup>129</sup> G. Brucy résume ce congrès dans *Histoire de la FEN*, *op. cit.*, p. 204-209 comme *Le Monde* dans les numéros 3680 à 3682, du 22 au 24 novembre 1956.



minoritaires font davantage de concessions aux insurgés : les ex-cégétistes reconnaissent l'existence d'un fait national algérien – comme le PCF – et l'EE se prononce clairement pour l'indépendance.

Une grande sérénité caractérise habituellement les congrès de la FEN. Celui-là va faire exception. Si des divergences s'expriment à propos de Suez, de violents affrontements marquent la discussion sur la Hongrie. Cela commence quand des enseignants communistes affirment devant l'assemblée leur approbation des soviétiques et dénoncent les insurgés hongrois comme des fascistes. Ils ne peuvent pas terminer leurs interventions à cause des cris et des huées des délégués appartenant aux autres tendances. R. Chéramy leur succède à la tribune. Dans son exposé – préparé avec P. Broué<sup>130</sup>, il met en accusation les orateurs communistes :

« Si nous avons été à Budapest, vous auriez été du côté des fusilleurs et nous avec les ouvriers révolutionnaires. Vous n'êtes capables que de répéter mécaniquement les vérités fabriquées dans les officines soviétiques »<sup>131</sup>.

Les autonomes et les membres de l'EE applaudissent son discours<sup>132</sup>. Ensuite, les dirigeants de la FEN tiennent des propos similaires. Cette convergence amène D. Forestier à rédiger avec la minorité syndicaliste révolutionnaire une motion sur la crise internationale qui s'élève contre l'intervention franco-britannique et celle des Soviétiques. Ce texte obtient un beau succès auprès de l'assemblée – 6060 voix contre 653 à celui d'Unité et action condamnant Suez mais muet sur la Hongrie. Cela constitue un échec pour cette tendance : la moitié de ses délégués n'ont pas soutenu sa motion<sup>133</sup>. En contrepartie de son appui aux autonomes, l'École émancipée obtient du secrétaire général de la FEN – Adrien Lavergne – une déclaration sur l'Algérie d'inspiration messaliste : elle appelle à un cessez-le-feu immédiat et à l'établissement d'une solution négociée « en dehors et au-dessus de tout préalable et de toute exclusive ». Les délégués votent ce texte à l'unanimité et à main levée<sup>134</sup>.

Ce congrès constitue un succès pour la direction de la FEN. En une période de forte tension politique, elle a permis l'expression de toutes les opinions<sup>135</sup>. *La Vérité* rend compte de cette réussite et donne la fédération en modèle. Selon le journal, les textes votés

---

<sup>130</sup> BROUE P., *Souvenirs et portraits, op. cit.*, p. 79.

<sup>131</sup> « Les débats sur la Hongrie », *Le Monde*, n° 3680, 22/11/1956.

<sup>132</sup> FRANK P., « Ne pas confondre », *La Vérité des travailleurs*, n° 54, janvier 1954.

<sup>133</sup> « La moitié des cégétistes refusent d'approuver l'intervention », *Le Monde*, n° 3681, 23 novembre 1956.

<sup>134</sup> BOCQUET L., « Le congrès de la FEN », *L'École émancipée*, n° 7, 20/12/1956.

<sup>135</sup> BRUCY G., *Histoire..., op. cit.*, p. 208-209.

correspondent au sentiment « de l'immense majorité des travailleurs et démocrates de ce pays » - mais sans le prouver. Il en attribue le mérite à l'EE car, pour obtenir la condamnation de Suez et Budapest, elle a accepté que la motion Forestier réclame l'internationalisation du canal et mette ses espoirs dans une ONU rénovée. *La Vérité* juge ces deux propositions erronées mais approuve la tendance syndicaliste révolutionnaire d'avoir accepté un compromis avec la majorité autonome<sup>136</sup>. Comme nous l'avons vu, les lambertistes dénoncent régulièrement les appareils mais passent parfois des accords avec eux si cela sert leur politique.

Néanmoins, cet épisode choque Gaston Diot. Cet instituteur du Rhône siège au bureau national du SNI où il est le seul représentant de l'EE. Il proteste publiquement contre cette collusion avec les réformistes mais les dirigeants historiques de la tendance – M. Valière, Yvonne Issartel, Georges Sarda, Paul Duthel – le désavouent et expriment leur accord avec la motion votée. Isolé, G. Diot démissionne de son poste et quitte l'EE en juin 1957<sup>137</sup>. Son remplacement au bureau national par P. Duthel<sup>138</sup> montre que, pour le moment, le PCI majoritaire conserve son influence sur la tendance syndicaliste révolutionnaire. Cette situation se modifiera au cours de la décennie suivante<sup>139</sup>.

De son côté, le PCI minoritaire porte un jugement sévère sur ce congrès. P. Frank dénonce le discours de R. Chéramy :

« Il est commode dans un milieu réformiste de s'attirer des applaudissements pour des propos révolutionnaires contre les staliniens [...] et de faire silence sur les positions réformistes »<sup>140</sup>.

Surtout, il reproche à l'EE d'avoir passé un accord avec les réformistes. Elle s'éloigne ainsi des enseignants révolutionnaires nombreux à Unité et action. Le dirigeant minoritaire rappelle la stratégie de son parti :

« Nous ne voulons pas nous associer avec les réformistes contre le stalinisme : nous nous tournons du côté des communistes pour les arracher au stalinisme »<sup>141</sup>.

Bien entendu, les lambertistes ne tiennent pas compte de ces reproches. D'ailleurs, ils ne cherchent toujours pas à s'associer aux autres groupes révolutionnaires. Ils se contentent de

---

<sup>136</sup> BLOCH G., « l'EE au congrès de la FEN », *La Vérité*, n° 434, 30/11/1956.

<sup>137</sup> DIOT G., « L'EE ou le réformisme » et « Lettre ouverte à Diot », *L'École émancipée*, n° 20, 8 juin 1957.

<sup>138</sup> « CN du SNI », *L'École émancipée*, n°9, 11 janvier 1958.

<sup>139</sup> DEBOURDEAU Jean-Pierre, « La crise de l'EE », *Dissidences*, n° 4, p. 102-113.

<sup>140</sup> FRANK P., « Ne pas confondre », *op. cit.*

<sup>141</sup> *Ibid.*

rester en contact avec SouB, en particulier avec deux de ses dirigeants – C. Castoriadis et Pierre Guillaume<sup>142</sup>. Le PCI veut profiter de la situation à sa manière.

### Naissance du CLADO

Pour les lambertistes, Suez et Budapest nuisent au déclenchement des luttes revendicatives car l'avant-garde ouvrière se méfie désormais des appareils PC, PS, CGT et FO. Pourtant, la direction du PCI juge son potentiel révolutionnaire intact. Elle veut donc profiter du trouble actuel des militants ouvriers pour regrouper ceux disposés à rompre avec les appareils même s'ils ne veulent pas encore de changements radicaux. Elle prend pour modèle le comité nantais des Assises dont elle juge l'action exemplaire durant les grèves de 1955<sup>143</sup>. En conséquence, P. Lambert réunit une quarantaine de membres du PCI et de contacts le 8 novembre 1956, quatre jours après le déclenchement de l'attaque soviétique. Ils applaudissent le communiqué du MNA condamnant les interventions à Suez et en Hongrie puis constituent le Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière (CLADO)<sup>144</sup>.

Le nouvel organisme nous paraît d'inspiration lambertiste, dans la continuité des GAR et du Comité Messali. Là aussi, il s'agit d'une structure large, ouverte « à tous les travailleurs manuels et intellectuels, militants politiques et syndicaux, socialistes, adhérents du PCF, trotskystes, Nouvelle gauche, syndicalistes et inorganisés ». Sa ligne politique se résume en quelques mots : mettre en place un front unique « contre Suez et Budapest, pour l'indépendance de la classe ouvrière et des travailleurs ». Afin de parvenir à un large rassemblement, le CLADO ne demande pas aux militants de quitter leurs organisations actuelles mais seulement de « confronter les expériences et les progrès obtenus dans la voie de la démocratisation du mouvement ouvrier »<sup>145</sup>. En fait, la direction lambertiste fixe un objectif plus ambitieux au nouvel organisme : réunir une avant-garde pour construire le parti révolutionnaire mais elle le dit seulement aux membres du PCI et aux autres sections du CI<sup>146</sup>. Cette méthode ne correspond pas à celle préconisée par Lénine dans *Que faire* mais cela ne

---

<sup>142</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, *op. cit.*, p. 214.

<sup>143</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, Lettre de G Bloch à S. Mage du 10/4/1957.

<sup>144</sup> KERGOAT J., *Marceau Pivert...*, *op. cit.*, p. 311-312, MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 275, RUFF P., « Editorial », *La Commune*, n°1, avril 1957 et « L'action indépendante de classe se développe », *La Vérité*, n° 432, 16 novembre 1956.

<sup>145</sup> « Appel pour la libération du mouvement ouvrier », n° 436, 13 décembre 1956.

<sup>146</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, Lettre de G Bloch à S. Mage du 10/4/1957.

gêne pas P. Lambert qui la juge dépassée. Selon lui : « le parti ne se construira pas suivant le canon bolchevik »<sup>147</sup>.

Les trotskystes majoritaires veulent peser sur les choix décisifs du CLADO mais ils prennent garde de limiter leur participation visible afin de ne pas en paraître les propriétaires<sup>148</sup>. Ainsi, P. Ruff assure le secrétariat de cet organisme car s'il n'appartient pas au PCI, il approuve particulièrement cette création. De plus, sa responsabilité au SERP lui assure une grande notoriété parmi les syndicalistes enseignants très présents dans le comité. Néanmoins, l'appel à rejoindre la nouvelle instance paraît dans *La Vérité* le 13 décembre et ensuite, les lambertistes font preuve de leur savoir-faire habituel pour assurer son développement. Ainsi, l'assemblée constitutive du CLADO nomme un bureau provisoire afin d'organiser régulièrement des assemblées générales présidées par P. Ruff. Une commission se réunit pour préparer la mise en place d'un organe<sup>149</sup>. Elle opte pour un journal mensuel dont elle évalue à 200 000 francs le coût de chaque numéro. Pour cela, elle trouve 200 militants acceptant de verser 1000 francs par mois durant un an<sup>150</sup>.

En avril 1957, ces efforts aboutissent à la parution de *La Commune*, mensuel sous-titré « Tribune du CLADO »<sup>151</sup>. Ce titre veut rendre hommage aux communards mais aussi aux insurgés hongrois dont les destinées sont jugées similaires<sup>152</sup>. De plus, P. Lambert doit apprécier ce nom, identique à celui de l'organe du groupe Molinier. Le journal compte douze pages regroupées en grandes rubriques : politique française, luttes ouvrières, chroniques internationales, jeunes... En fait, les rédacteurs de *La Commune* veulent concurrencer *France Observateur* jugé trop favorable aux appareils<sup>153</sup>, particulièrement à celui du PCF. Eux-mêmes s'affirment être des antistaliniens résolus dès l'éditorial du premier numéro<sup>154</sup>. A cela s'ajoute un appui sans réserve à Messali Hadj : les pages centrales du journal contiennent des textes du dirigeant nationaliste et de D. Forestier réitérant leurs demandes d'une conférence

---

<sup>147</sup> CERMTRI, PCI 1957, Compte rendu du CC du 17/3/57, p. 3-4.

<sup>148</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, Lettre de G Bloch à S. Mage du 10/4/1957.

<sup>149</sup> CERMTRI, PCI 1956, Compte rendu de la discussion sur le journal.

<sup>150</sup> CERMTRI, PCI 1957, AG du CLADO du 10/2/1957, p. 1.

<sup>151</sup> Les sept numéros de *La Commune* sont consultables au CERMTRI.

<sup>152</sup> LETONTURIER L-P, « 1871 », *La Commune*, n° 1, avril 1957.

<sup>153</sup> CERMTRI, PCI 1957, Compte rendu du CC du 17/3/57, p. 3.

<sup>154</sup> RUFF P., « Editorial », *La Commune*, n° 1, avril 1957.

de la Table ronde sans exclusive ni préalable<sup>155</sup>. Comme le souhaitait P. Lambert, avec *La Commune* Messali Hadj dispose enfin d'une tribune<sup>156</sup>.

Combien de personnes se mobilisent en faveur du CLADO ? Ce nombre s'avère difficile à apprécier car ses promoteurs veulent constituer un réseau de groupes locaux pratiquant la discussion et l'échange. Il n'existe pas d'adhésion formelle à ce comité mais seulement des personnes d'accord sur ses objectifs et qui soutiennent les initiatives de ses animateurs en venant aux assemblées générales et en achetant *La Commune*. Les partisans les plus motivés du CLADO essaient de constituer un comité local dans leur ville ou leur entreprise mais nous ignorons le nombre de ces instances. Lors d'une assemblée générale, le 10 février 1957, ses dirigeants annoncent la constitution de groupes actifs dans dix départements<sup>157</sup>. Néanmoins, nous avons repéré seulement quatre d'entre eux. Ainsi, en banlieue sud, L. Eemans constitue dès le 28 octobre 1956, un comité d'unité ouvrière avec des démissionnaires de la SFIO : Robert Clusan, René Tassel et Prébet<sup>158</sup>. Un autre groupe se forme dans l'Aisne autour de Nataf – membre du PCI<sup>159</sup>. Nous avons précédemment évoqué l'équipe d'étudiants de Dijon menés par P. Roy. En fait, le CLADO nantais apparaît comme le comité local le plus actif : il compte une trentaine de participants – surtout des syndicalistes – et parvient à publier un bulletin *Lettre aux militants*<sup>160</sup>. D'autre part, nous connaissons l'écho recueilli par l'appel de création - 200 personnes se sont manifestées<sup>161</sup> - et le nombre de participants aux assemblées générales - au maximum 150<sup>162</sup>. L'effectif militant en faveur du nouvel organisme semble donc modeste et proche de celui des autres regroupements lambertistes.

Le positionnement syndical ou politique des partisans du CLADO peut être apprécié à partir de quelques documents<sup>163</sup> et de la liste des premiers signataires de l'appel en sa faveur. Celle-ci, datant de la fin 1956<sup>164</sup>, comprend 40 noms détaillés dans l'annexe 2.

---

<sup>155</sup> *La Commune*, n° 1, avril 1957.

<sup>156</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, op. cit., p. 275.

<sup>157</sup> « Une réunion du CLADO », *La Vérité*, n° 448, 1<sup>er</sup> mars 1957.

<sup>158</sup> « Travailleurs de la banlieue sud », *La Vérité*, n° 430, 2 novembre 1956.

<sup>159</sup> Et « Dans l'Aisne », *La Vérité*, n° 462, 14 juin 1957.

<sup>160</sup> Les trois premiers numéros sont dans CERMTRI, PCI 1958.

<sup>161</sup> CERMTRI, PCI 1957, AG du CLADO du 10/2/1957.

<sup>162</sup> « Le comité pour la démocratie ouvrière » et « La réunion du CLADO », *La Vérité*, n° 438 et 463, 27 déc. 1956 et 21 juin 1957.

<sup>163</sup> CERMTRI, PCI 1957, AG du CLADO du 10/2/1957, CERMTRI, PCI 1956, Compte rendu de la discussion sur le journal et CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, Lettre de G Bloch à S. Mage du 10/4/1957.

<sup>164</sup> Selon le tract « Appel pour la libération du mouvement ouvrier » dans CERMTRI, PCI 1956.

En dehors des lambertistes, le nouveau comité attire en priorité des syndicalistes enseignants, particulièrement « la gauche de l'autonomie » dont P. Ruff et Louis-Paul Letonturier constituent les principales figures à Paris<sup>165</sup>. Des socialistes de gauche rejoignent aussi le CLADO comme M. Pivert et J. Rous. S'y ajoutent des dissidents du PCF à l'instar de E. Morin et J. Duvignaud, des membres de la Nouvelle gauche comme Y. Dechezelles et des syndicalistes de FO – tels A. Hébert, Armand Capocci, Georges Lamizet et Georges Walusinski. Après le CCN d'Amiens, Budapest donne un nouvel argument aux lambertistes pour se rapprocher de FO. Son anticommunisme comme son laïcisme sourcilieux leur conviennent de plus en plus. Cela amène G. Bloch à reconnaître le poids important des réformistes dans le CLADO<sup>166</sup>.

Il semble judicieux de comparer le Comité Messali à cette nouvelle instance. Certes, il existe une différence entre ces deux organismes : le premier a une tonalité anticolonialiste quand le second s'oriente davantage vers les syndicalistes enseignants. Nous constatons aussi au CLADO davantage de syndicalistes FO et l'absence de libertaires en dehors d'A. Hébert. En effet, à la fin de 1956, la FCL a disparu et la Fédération anarchiste de M. Joyeux se refuse à soutenir les nationalistes algériens. Néanmoins, les deux organismes recrutent dans la même mouvance mêlant socialistes de gauche et syndicalistes révolutionnaires. Ce milieu convient beaucoup plus aux lambertistes que les signataires de l'« Appel pour l'unité de front des révolutionnaires » évoqué précédemment. Ainsi, M. Pivert et P. Monatte écriront dans *La Commune*<sup>167</sup>. D'ailleurs, 11 des 16 dirigeants du Comité Messali<sup>168</sup> signent l'appel pour le CLADO. Selon nous, les deux comités reflètent le réseau de relations du chef des trotskystes majoritaires à un moment donné. D'ailleurs, le Comité Messali disparaîtra après la création du nouveau rassemblement<sup>169</sup>.

Si P. Lambert apparaît très actif au CLADO, R. Chéramy et P. Broué y jouent aussi un rôle très important car ils militent au SNES en association étroite avec P. Ruff et L-P. Letonturier. Ainsi, P. Broué devient le gérant de *La Commune*. A ce titre, la police le convoque et lui demande : « Pourquoi vous ? Nous ne vous connaissons pas ». Il répond :

---

<sup>165</sup> BROUE P., *Souvenirs et portraits, op. cit.*, p. 83.

<sup>166</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B, Lettre de G Bloch à S. Mage du 10/4/1957.

<sup>167</sup> Respectivement dans les numéros 1 d'avril 1957 et 2 de mai 1957.

<sup>168</sup> De plus, les 5 autres – E. Boiselier, P. Duthel, H. Féraud, L. Houdeville et C. Lemoine – appartiennent au PCI ou demeurent proches de lui selon la composition du bureau de ce comité indiqué au chapitre VI.

<sup>169</sup> Selon le carton du CERMTRI Algérie 1957, le Comité Messali publie son dernier bulletin en mars-avril 1957 et son dernier communiqué en juillet de la même année.

« C'est pour ça ! »<sup>170</sup>. Par ailleurs, tous les membres du PCI participent à la vente de *La Commune* – ils diffusent 400 exemplaires de chaque numéro – et la direction les incite à acheter des actions du journal.

S'il y a continuité entre le Comité Messali et le CLADO, le second permet aux lambertistes d'entrer en relation avec de nouveaux militants. Citons ainsi Michel Rocard, cet ex-secrétaire national des Etudiants socialistes écrit sous pseudonyme dans *La Commune* car il est élève à l'Ecole nationale d'administration (ENA)<sup>171</sup>. Le journaliste et écrivain Maurice Clavel appartenait au groupe La Nation socialiste, animé par l'ancien dirigeant communiste Auguste Lecoœur. Il rejoint le CLADO et participe au lancement de son journal<sup>172</sup>. A Dijon, le jeune surveillant d'internat Pierre Roy milite au PCF et à l'Union des étudiants communistes (UEC). A la suite des événements de Hongrie et de discussions avec P. Broué, il en démissionne avec quelques camarades étudiants dont François Goudet. P. Roy vient aux réunions du nouveau comité où P. Lambert lui fait une grande impression. Devenu membre du PCI, il recrute Yves Dorey – son futur beau-frère – et accède au comité central en 1958<sup>173</sup>. P. Roy réside ensuite à Paris mais un petit groupe lambertiste existe désormais à Dijon avec F. Goudet et Y. Dorey. Il se développera plus tard<sup>174</sup>. Surtout, nous insisterons sur l'investissement d'E. Morin dans le nouvel organisme.

### **Avec E. Morin et Arguments**

Il prend des responsabilités au CLADO dès sa constitution et participe à ses débats. En janvier 1957, E. Morin se rend en Pologne avec C. Lefort de SouB et ses deux amis D. Mascolo et R. Antelme. Les quatre intellectuels viennent enquêter sur ce qui reste de la révolte ouvrière de l'automne précédent. En fait, le voyage renforce leur antistalinisme car ils découvrent la haine des Polonais envers les Russes<sup>175</sup>. E. Morin rend compte de ses investigations lors de deux réunions publiques organisées par le CLADO et par le PCI. Cette dernière, le 8 mars 1957, porte plus spécifiquement sur les conseils ouvriers en Pologne et C. Castoriadis y représente SouB<sup>176</sup>. E. Morin présente ses conclusions sur ce sujet dans un grand article de *La Vérité*. Selon lui, les conseils ouvriers polonais ne correspondent pas à des

<sup>170</sup> BROUE P., *Souvenirs et portraits, op. cit.*, p. 87.

<sup>171</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 275 et 321.

<sup>172</sup> CERMTRI, PCI 1957, AG du CLADO du 10/2/1957, p. 1.

<sup>173</sup> Entretien avec P. Roy le 12/6/2009 et BROUE P., *Souvenirs et portraits, op. cit.*, p. 79.

<sup>174</sup> Selon la notice Maitron de F. Goudet.

<sup>175</sup> LEMIEUX Emmanuel, *Edgar Morin...*, *op. cit.*, p. 384-388.

<sup>176</sup> « Discussion animée », *La Vérité*, n°451, 22 mars 1957.

soviets car ils ne jouent plus de rôle politique. Néanmoins, ils tentent désormais de gérer les usines et, s'ils atteignent cet objectif, ils ouvriraient la voie à un nouveau type de socialisme<sup>177</sup>. P. Broué lui répond en citant Lénine : « Les conseils ouvriers ne peuvent se développer véritablement [...] que s'ils prennent tout le pouvoir d'Etat ». Il ne voit pas d'avenir à des conseils se contentant de gérer les entreprises<sup>178</sup>. Nous voyons là s'opposer une analyse moderniste, de type « deuxième gauche » avant la lettre, avec la tradition trotskyste.

P. Broué traite à nouveau les conseils ouvriers dans la revue *Arguments* dont E. Morin assure la direction et la gérance. Elle compte parmi ses autres animateurs J. Duvignaud, compagnon de route du PCI depuis la campagne pour la Yougoslavie<sup>179</sup>. Né en novembre 1956, *Arguments* se présente modestement comme un « bulletin de recherches, discussions et mises au point dans les domaines sociologiques, politiques et esthétiques »<sup>180</sup>. Dans le numéro 4 de juin-septembre 1957, P. Broué critique les articles et ouvrages parus sur la révolution hongroise<sup>181</sup>. Il reconnaît que les conseils ouvriers exigeaient le pluralisme politique et des élections libres au suffrage universel. Néanmoins, selon lui, les prolétaires hongrois ne souhaitaient pas une démocratie bourgeoise car ils voulaient autoriser seulement les partis attachés à la collectivisation des moyens de production. Un parlement élu au suffrage universel se serait heurté aux conseils comme l'assemblée constituante russe de 1918 aux soviets dirigés par les bolcheviks. En fait, P. Broué assimile exagérément les conseils hongrois aux soviets de la révolution d'Octobre afin de demeurer dans la grille d'analyse trotskyste. D'ailleurs, le socialiste hongrois François Fejtö – réfugié en France et devenu spécialiste des démocraties populaires – lui répond dans le même numéro de la revue. Il insiste sur la dimension nationale et démocratique de la révolution hongroise. Les sociaux-démocrates dominaient les conseils et leur modèle était l'Autriche de 1956 et non la Russie de 1917<sup>182</sup>. Dans les pages suivantes, J. Duvignaud se rallie à ce point de vue car il considère

---

<sup>177</sup> « Les conseils ouvriers en Pologne », n° 446, 15 février 1957.

<sup>178</sup> « La question du pouvoir est posée en Pologne », *La Vérité*, n° 447, 22 février 1957.

<sup>179</sup> Les deux autres membres fondateurs sont Roland Barthes – ancien compagnon de route du PCF – et Colette Audry – antistalinienne influencée par Trotsky.

<sup>180</sup> *Arguments*, n°1, décembre 1956 – janvier 1957, p. 1.

<sup>181</sup> « Témoignages et études sur la révolution hongroise », p. 21-29. V. Présemy évoque ce texte et la discussion avec F. Fejtö dans *Pierre Broué, op. cit.*, p. 12.

<sup>182</sup> « Quelques réflexions à propos de l'étude de la révolution hongroise », *Arguments*, n°4, juin-septembre 1957, p. 29-31.



F. Fejtö comme le mieux informé sur la révolution hongroise<sup>183</sup>. Néanmoins, en 1963 P. Broué répétera son analyse de 1957 dans son livre *Le parti bolchevique*<sup>184</sup>.

P. Broué doit à *Arguments* de publier son premier ouvrage car E. Morin l'introduit auprès de Jérôme Lindon, directeur des éditions de Minuit qui publie la revue. Ce dernier lui passe commande d'un livre *La révolution et la guerre d'Espagne*<sup>185</sup> qu'il écrira en collaboration avec Emile Témime et le fera connaître comme historien<sup>186</sup>. Une autre militante lambertiste – Jacqueline Bois, professeur d'allemand – coopère aussi avec l'équipe du périodique. Cette dernière s'intéresse aux auteurs marxistes hétérodoxes, en particulier à Georg Lukacs. A la demande de la direction du PCI, J. Bois traduit son ouvrage *Histoire et conscience de classe* avec Kostas Axelos – directeur de la collection Arguments aux éditions de Minuit<sup>187</sup>. *La Vérité* qualifiera cet ouvrage de « capital » lors de sa publication en 1960<sup>188</sup>.

*La Vérité* exprime son appui à *Arguments* dès son premier numéro. Elle la qualifie de « publication marxiste » et apprécie un article de J. Duvignaud dénonçant la bureaucratie soviétique et faisant référence à Trotsky<sup>189</sup>. Surtout, les lambertistes approuvent l'objectif de la revue : profiter des événements de Hongrie pour mettre fin à l'hégémonie du PCF parmi les intellectuels<sup>190</sup>. Un tel but satisfait aussi les réseaux pro-américains. Ils constatent avec satisfaction la condamnation de l'intervention soviétique par les intellectuels français neutralistes ou progressistes dont J-P. Sartre constitue le meilleur représentant. Ainsi, *Preuves* se réjouit : « Saint-Germain-des-Prés commence à se fissurer »<sup>191</sup>. En conséquence, l'organe du Congrès pour la liberté de la culture félicite E. Morin pour ses prises de position<sup>192</sup> et juge très positive l'apparition d'*Arguments* parmi les revues intellectuelles parisiennes. Cette dernière sera reconnaissante : à partir de 1958, elle conseille la lecture de *Preuves*<sup>193</sup>. En 1962, *La Vérité* qualifiera cette dernière de « revue vivante, sans pédantisme et sans trop de

<sup>183</sup> « A propos de l'article de Broué », *Ibid.*, p. 32.

<sup>184</sup> Paris, Editions de Minuit, p. 486.

<sup>185</sup> Paris, Minuit, 1961, 542 pages.

<sup>186</sup> BROUÉ P., *Souvenirs et portraits*, *op. cit.*, p. 87-88.

<sup>187</sup> Entretien avec J. Bois le 7/6/2009.

<sup>188</sup> « Notes de lecture », n° 519, mai - juin 1960, p. 32.

<sup>189</sup> « Une nouvelle publication marxiste : *Arguments* », *La Vérité*, n° 440, 11 janvier 1957.

<sup>190</sup> GRÉMION P., *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 258.

<sup>191</sup> GRÉMION P., « Regard sur la diplomatie américaine des idées pendant la guerre froide », *Communisme*, n° 62-63, 2000, p. 81.

<sup>192</sup> CARAT J., « Quelques consciences », *Preuves*, n° 71, janvier 1957, p. 57.

<sup>193</sup> GRÉMION P., *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 259.

prétentions » et appréciera ses articles sur l'URSS<sup>194</sup>. Voilà un nouvel exemple d'affinités entre les lambertistes et les partisans du camp atlantique. Tous condamnent Suez et Budapest. D'ailleurs, les relations entre la SFIO et le gouvernement des USA n'ont jamais été si mauvaises<sup>195</sup>.

La révolution hongroise a entraîné de la part du PCI une recrudescence de sa lutte contre le PCF et la création du CLADO mais elle a aussi une autre conséquence.

### **Les comités de lutte et le premier congrès lambertiste**

Au cours de l'année 1956, l'actualité a contraint la direction du PCI à donner la priorité au combat politique et à moins parler de grève générale<sup>196</sup>. De plus, durant cette période, il n'y a pas eu de conflits sociaux d'ampleur et les événements de Hongrie ont freiné le développement des luttes. Enfin, le CLADO attire davantage les « prolétaires en faux col »<sup>197</sup> et constitue surtout un lieu de discussion et de confrontation des expériences. Pour l'instant, il ne permet pas d'intervenir dans les entreprises. En conséquence, le PCI a négligé le travail ouvrier. Ainsi, *L'Unité syndicale* ne paraît pas, la cellule Renault périclité depuis le départ de D. Renard de la Régie<sup>198</sup> et il n'y a plus de coordination des quelques métallurgistes lambertistes<sup>199</sup>. D'ailleurs, près de la moitié des trotskystes majoritaires milite seulement au sein du parti<sup>200</sup>.

Pourtant, en février 1957, l'agitation sociale reprend sous la forme d'un grand nombre de conflits limités, particulièrement dans la fonction publique<sup>201</sup>. La direction lambertiste juge ces mouvements partiels prometteurs, surtout quand les travailleurs en ont l'initiative, et veut agir pour les généraliser. Comme elle juge la crise de la bourgeoisie française profonde, elle prévoit pour bientôt des luttes de grande ampleur<sup>202</sup>. En conséquence, les responsables du PCI veulent relancer le travail ouvrier mais avec une tactique différente. Autrefois, ils voulaient contraindre les confédérations à s'unir via le mouvement pour les Assises incluant la création de comités d'unité d'action dans les entreprises. Maintenant, ils considèrent qu'après Suez et Budapest les travailleurs se méfient davantage des appareils. De plus, l'action des conseils

---

<sup>194</sup> « Revue des revues », *La Vérité*, n° 523, hiver 1962, p. 113.

<sup>195</sup> WALL Irwin M., *Les Etats-Unis et la guerre d'Algérie*, Sobeb, Paris, 2006, p. 101.

<sup>196</sup> CERMTRI, PCI 1957, Note politique, p. 4.

<sup>197</sup> CERMTRI, PCI 1957, Compte rendu du CC du 17/3/57, p. 3.

<sup>198</sup> En 1955, selon AL, Aux membres titulaires et suppléants du CC.

<sup>199</sup> AR, H1, p. 2.

<sup>200</sup> CERMTRI, PCI 1957, Note politique, p. 2.

<sup>201</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, op. cit., p. 313.

<sup>202</sup> CERMTRI, PCI 1958, Note pour la préparation de l'assemblée des métallos parisiens, p. 5.

ouvriers en Europe orientale constitue un exemple pour les masses. Cela amène le PCI à prôner désormais des comités de lutte. Ils regrouperaient les travailleurs les plus combattifs d'une usine ou d'une administration pour préparer des actions puis agiraient pour leur généralisation. Bien entendu, ces instances s'opposeraient aux consignes défaitistes des syndicats, comme les grèves tournantes. Quant un débrayage commencerait, ils ne devraient pas devenir des comités de grève – lesquels représentent tous les travailleurs – mais en être le moteur<sup>203</sup>. De même, si les lambertistes mènent l'agitation pour ces nouvelles instances, ils n'abandonnent pas leur militantisme dans les syndicats car la direction considère ces activités complémentaires<sup>204</sup>. Comme souvent chez les lambertistes, une nouvelle orientation se traduit par une mesure organisationnelle : cette fois, la création de comités de lutte.

Cette démarche ne nous paraît guère originale. Les révolutionnaires ont depuis longtemps tenté de regrouper dans les usines les travailleurs les plus combattifs. Ainsi, le PCI a déjà préconisé la constitution de tels organismes en 1947-1948 mais sans grand succès<sup>205</sup>. Le PCI majoritaire revient donc à une tactique antérieure. Pourtant, le groupe Raoul l'approuve car elle vise l'action autonome de la classe ouvrière. En effet, les comités de lutte ne se donneraient pas pour priorité de faire pression sur les syndicats mais de construire des organisations nouvelles, propres aux prolétaires<sup>206</sup>. Plus largement, Raoul considère positive l'évolution récente du PCI. Ce dernier devient plus modeste car il ne se présente plus comme le Parti révolutionnaire déjà constitué. Par le CLADO, l'organisation lambertiste cherche à développer un courant révolutionnaire dont elle deviendra seulement une composante<sup>207</sup>. Surtout, il devient plus facile aux membres de son groupe de s'y exprimer. Maintenant, Raoul constate : « Il n'y a pas de muraille de Chine entre la direction et la base »<sup>208</sup>.

Selon nous, Raoul approuve le lancement du CLADO car ce groupement concerne surtout des socialistes de gauche. D'ailleurs, comme la direction du PCI<sup>209</sup>, il s'intéresse à la Nouvelle gauche<sup>210</sup> appartenant à cette mouvance politique<sup>211</sup>. Déjà, lors du premier congrès

---

<sup>203</sup> Les comités de lutte sont évoqués pour la première fois dans TARRANT F., « La tâche de l'heure », *La Vérité*, n° 440, 11 janvier 1957 puis théorisés par S. JUST dans CERMTRI, PCI 1957, « Des luttes partielles à un mouvement d'ensemble », 6 p.

<sup>204</sup> CERMTRI, PCI 1957, Projet de rapport politique, p. 8.

<sup>205</sup> CERMTRI, PCI 1948, BI n° 55, p. 6.

<sup>206</sup> AR, H1, p. 4.

<sup>207</sup> AR, H1, p. 3-6.

<sup>208</sup> AR, H1, p. 3-6.

<sup>209</sup> CERMTRI, PCI 1957, Compte rendu du CC du 17/3/57, p. 3.

<sup>210</sup> AR, H1, p. 1.

<sup>211</sup> KESLER J-F, *De la Gauche...*, op.cit., p. 209.

de cette organisation en novembre 1955, *La Vérité* a exprimé sa sympathie pour sa base militante «qui veut s'inscrire dans la lutte de classe de ce pays»<sup>212</sup>. La direction des trotskystes majoritaires y a envoyé un militant expérimenté : Lucien Kiner, métallurgiste, syndiqué CGT et membre du PCI depuis 1950<sup>213</sup>. Quand ce parti a commencé à publier un organe – *Nouvelle gauche*, il en est devenu le directeur-gérant<sup>214</sup>. Ensuite, l'influence de la Nouvelle gauche croît car elle dénonce l'action du gouvernement Mollet et la répression en Hongrie. De plus, à la différence de la minorité de la SFIO, elle peut exprimer publiquement ses critiques, en particulier dans *France Observateur*<sup>215</sup>. Pour P. Lambert, une aile révolutionnaire s'y constitue. Pour l'aider à se développer, il obtient du comité central en mars 1957 la décision d'y envoyer d'autres membres du PCI<sup>216</sup>. Comme Raoul a fort envie de militer à l'extérieur de l'organisation lambertiste<sup>217</sup>, il obtient l'accord de la direction d'adhérer à la Nouvelle gauche avec son ami Claude Kahn<sup>218</sup>. Tout cela contribue à l'apaisement des tensions à l'intérieur du PCI et, selon nous, permet la tenue du Xe congrès.

A l'origine, il devait avoir lieu au second semestre 1955<sup>219</sup> mais, après plusieurs reports, il se tient finalement du 20 au 22 avril 1957<sup>220</sup>. Cela permet à la direction de respecter les statuts du PCI et de ne plus prêter le flanc aux critiques du PCI minoritaire. En effet, ce dernier se félicite d'organiser un congrès chaque année et se moque des lambertistes, incapables d'en faire autant<sup>221</sup>.

Ce congrès du PCI apparaît différent des précédents. D'abord, à cause du faible effectif du parti, tous ses membres sont conviés : il y a 35 présents<sup>222</sup>. Ensuite, comme nous l'avons écrit précédemment, il n'y a pas eu de débats préliminaires dans les cellules. Surtout, les grandes questions politiques ne suscitent pas de divergences notables. Ainsi, au début du congrès, les participants approuvent l'action des trotskystes majoritaires contre la guerre d'Algérie et l'intervention russe en Hongrie<sup>223</sup>. Cela permet à la direction de ne pas mener de discussion

---

<sup>212</sup> BERNARD Charles, « Nouvelle gauche, Front populaire », n° 381, 18 novembre 1955.

<sup>213</sup> CERMTRI, PCI 1952 (suite), « Fiche statistique sur le VIII<sup>e</sup> congrès », 3 p.

<sup>214</sup> *Nouvelle gauche*, n° 1, 15 avril 1956, p. 8.

<sup>215</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, op. cit., p. 290.

<sup>216</sup> CERMTRI, PCI 1957, Compte rendu du CC du 17/3/57, p. 1.

<sup>217</sup> AR, H1, p. 7.

<sup>218</sup> Entretien avec C. Tranchant le 30/10/2006.

<sup>219</sup> CERMTRI, PCI 1955, Bulletin intérieur n° 6-1955, p. 21.

<sup>220</sup> CERMTRI, PCI 1957, Note politique, p. 1.

<sup>221</sup> « Bilan encourageant », *La Vérité des travailleurs*, n° 54, 1-15 janvier 1957.

<sup>222</sup> CERMTRI, PCI 1957, Note politique, p. 3.

<sup>223</sup> *Ibid.*, Note politique, p. 1.

d'ensemble et de mettre l'accent sur les tâches à mener, en particulier pour développer le CLADO et relancer le travail ouvrier<sup>224</sup>. Afin d'atteindre ce dernier objectif, l'assemblée approuve l'agitation pour les comités de lutte comme la relance de *L'Unité syndicale* et du comité de liaison des métallurgistes. Tous ces efforts devraient être couronnés par la tenue d'une assemblée ouvrière nationale<sup>225</sup>.

Raoul, F. de Massot et E. Lejeune présentent un texte *Cinq points pour le Xe congrès du PCI*<sup>226</sup> destiné à résumer aux congressistes les positions de leur groupe<sup>227</sup>. La direction accepte la discussion de ce document puisqu'il ne remet pas en cause ses orientations mais les complète. Ainsi, il approuve les comités de lutte car ils constitueraient des organisations autonomes de la classe ouvrière mais le texte va plus loin en préconisant l'union des révolutionnaires favorables au pouvoir des conseils. Raoul et ses partisans songent d'abord à SouB, aussi ils mettent aux voix une résolution mandatant le comité central pour établir des contacts réguliers avec ce groupe. Le Xe congrès adopte cette motion à l'unanimité<sup>228</sup>. Selon Raoul, le PCI vient de faire un grand pas en avant, il s'éloigne du « pablisme » jugé opposé au pouvoir des conseils<sup>229</sup>. Par ailleurs, le texte de son groupe constate la radicalisation d'une part importante des employés et fonctionnaires. Comme la Nouvelle gauche les attire, les révolutionnaires doivent y aller pour se mêler à cette avant-garde<sup>230</sup>. Comme nous l'avons vu, cette proposition convient aussi à P. Lambert.

Au cours de ce Xe congrès, plusieurs points d'accord apparaissent donc entre la tendance oppositionnelle et la direction. Ces convergences entraînent peu après la disparition du groupe Raoul<sup>231</sup>. Ses principaux membres suivent ensuite des itinéraires différents. F. de Massot et Raoul intègrent le noyau dirigeant du PCI. C. Kahn va à la Nouvelle gauche avec ce dernier mais demeure un militant lambertiste de base, plutôt critique, quittera l'OCI en 1970 et rejoindra ultérieurement le Parti socialiste<sup>232</sup>. E. Lejeune se marie en 1958, part en Belgique et cesse de militer<sup>233</sup>. En avril 1958, R. Révalo – lambertiste lyonnais – se plaindra du

---

<sup>224</sup> AR, H1, p. 4.

<sup>225</sup> CERMTRI, PCI 1957, Note politique, p. 1.

<sup>226</sup> CERMTRI, PCI 1957.

<sup>227</sup> AR, H1, p. 7.

<sup>228</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>229</sup> *Ibid.*, p. 4-7.

<sup>230</sup> CERMTRI, PCI 1957, *Cinq points...*, *op. cit.*, p. 6-7.

<sup>231</sup> AR, H1. Le groupe se réunit encore le 6 mai 1957. Ensuite, il n'y a plus de compte-rendu de réunion dans les archives de Raoul.

<sup>232</sup> Entretien avec C. Kahn le 8/12/2007.

<sup>233</sup> Entretien avec F. de Massot le 29/10/2008.

fonctionnement de l'organisation à Raoul. Dans sa réponse, ce dernier tiendra un discours très différent de celui des années 1954-1957. Il insistera sur les qualités du PCI :

« Existe-t-il en France ou ailleurs une organisation d'une cinquantaine d'hommes [...] qui puisse présenter le bilan, aussi petit soit-il, que nous pouvons présenter ? »<sup>234</sup>.

Pour les dirigeants des trotskystes majoritaires, le ralliement de Raoul constitue un important succès. Quatre décennies plus tard, F. de Massot l'expliquera par la capacité de son organisation politique à surmonter les divergences par la discussion<sup>235</sup>. Pour notre part, nous le considérons comme une conséquence des événements de Hongrie. Ils ont resserré les rangs du parti lambertiste car l'antistalinisme en constitue le ciment.

---

<sup>234</sup> AR, D1, p. 3.

<sup>235</sup> MASSOT F. de, « Mise au point », *La Vérité*, mars 1956, n° 623, p. 162.

## CHAPITRE IX LES DÉCONVENUES (avril 1957 - juin 1958)

Au printemps 1957, l'effectif du PCI continue de stagner faute de recrutements conséquents mais sa direction peut se prévaloir de plusieurs réussites comme la constitution du CLADO et la parution de *La Commune*. Le parti semble sortir de son isolement et gagner en influence. Il escompte profiter de la crise du PCF et du discrédit croissant du gouvernement Mollet. Surtout, après le ralliement de Raoul et pour la première fois depuis longtemps, il n'existe plus d'opposition en son sein. L'organisation semble apaisée et son Xe congrès s'est déroulé sans les affrontements du précédent. Pourtant, elle va connaître dans différents domaines une série de difficultés et de déboires que nous étudierons dans ce chapitre. Cela commence avec le Comité international (CI) mais pour en comprendre les causes, il nous faut revenir en arrière.

### **Le revirement du SWP**

Nous avons précédemment évoqué la situation délicate dans laquelle se trouve le CI au premier semestre 1955. Il ne dispose plus d'un organe car son *Bulletin* cesse de paraître et sa principale activité consiste à tenir une réunion tous les deux mois à Londres ou à Paris. Par manque de moyens, seules les sections britannique, française, suisse et chinoise y participent avec les minorités des organisations italienne et allemande – celles-ci étant demeurées à la IVe Internationale<sup>1</sup>. Le SWP se contente de formuler des conseils au comité sans participer à ses débats. Le CI progresse seulement en Amérique du sud sous l'égide de N. Moreno. Là, en

---

<sup>1</sup> CERMTRI, COMITE INTERNATIONAL 1952 À 1954 CORRESP. FONDS G.B, « Comité international Session des 6 et 7 novembre 1954 », 4 p.

octobre 1954, les groupes argentin, péruvien et chilien décident de mener de concert la lutte contre le « pablisme ». Ils tiendront une conférence en mars 1957, et constitueront le Secrétariat latino-américain du trotskysme orthodoxe (SLATO)<sup>2</sup>. Néanmoins, ces sections se plaignent de ne pas avoir de contacts réguliers avec le secrétariat du CI<sup>3</sup>. Le SLATO perdurera et sera à l'origine d'un courant trotskyste international : le « morenisme ».

Les difficultés du CI résultent surtout des divergences entre ses membres, en premier lieu des lambertistes avec les autres sections. D'abord, le PCI majoritaire n'accepte pas leurs reproches concernant l'exclusion de M. Bleibtreu car il leur refuse le droit de s'ingérer dans son fonctionnement interne<sup>4</sup>. Les autres organisations du CI n'évoquent plus cet épisode mais les relations entre les différents protagonistes en demeurent affectées. Ainsi, peu après, G. Healy porte ce jugement sur les délégués français :

« Les camarades français se croient infaillibles. Ils considèrent que ce comité est une partie de leur section »<sup>5</sup>.

Tout cela amène B. Gerland à constater :

« C'est rudement difficile à organiser un grand mouvement international quand les leaders ne s'entendent pas et même se méprisent »<sup>6</sup>.

Les lambertistes se plaignent aussi du manque d'intérêt des autres sections, et particulièrement des Britanniques, pour l'insurrection en Algérie<sup>7</sup>. Le PCI la considère comme le début d'une révolution prolétarienne mais G. Healy juge sa démarche « aventuriste, romantique et dangereuse »<sup>8</sup>. Le groupe healyste manifeste ainsi un certain scepticisme envers les révolutions coloniales comme cela se confirmera ultérieurement.

Surtout, les lambertistes refusent la mise en place d'une commission paritaire pour organiser une discussion puis un congrès commun à tous les trotskystes. En conséquence, ils préconisent aux autres membres du CI de formuler des conditions préalables inacceptables par

---

<sup>2</sup> ALEXANDER Robert J., *International trotskyism : 1929-1985*, Durham, Duke University Press, 1991, p. 538.

<sup>3</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de José D. Speroni à Lambert du 20/2/1957.

<sup>4</sup> CERMTRI, PCI 1955, BI n°6-1955, p. 30.

<sup>5</sup> CERMTRI, FRANCE CI 1953-1964, Compte rendu du CI des 2 et 3/2/1957.

<sup>6</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de B. Gerland à G. Bloch, s.d.

<sup>7</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de G. Bloch à Preston du 18/4/1955.

<sup>8</sup> CERMTRI, FONDS GERARD BLOCH 1952 À 1958 NOTES ET CORRESP., Lettre de B. Gerland à G. Bloch du 18/4/1955.



les « pablistes »<sup>9</sup>. Cela les amène à s'opposer particulièrement à Peng Shuzi, le dirigeant de la section chinoise. Cette dernière se trouve en exil à Hong Kong mais son responsable réside à Paris, cela lui permet de participer aux réunions du comité où il se fait l'avocat de la réunification des trotskystes<sup>10</sup>. Peng Shuzi se préoccupe particulièrement des organisations demeurées avec le SI car, si elles comptent des « pablistes », elles regroupent aussi des trotskystes qu'il qualifie « d'orthodoxes » mais trompés par le dirigeant de la IVE Internationale. Le vétéran chinois place dans cette dernière catégorie le LSSP ceylanais mais aussi P. Frank et Livio Maitan – dirigeant de la section italienne. Selon lui, ces deux responsables aspirent à l'unification des trotskystes et commencent à s'éloigner de M. Pablo. Ce pronostic se révélera fondé cinq ans plus tard. Par contre, Peng Shuzi ne considère pas les lambertistes comme des trotskystes « orthodoxes » mais des sectaires<sup>11</sup>.

Entre deux avis si divergents, le secrétaire du CI - G. Healy - se trouve en position d'arbitre. Il se réfère alors au conseil du SWP de ne pas accepter la commission paritaire<sup>12</sup> et fixe en septembre 1955 la ligne du comité : tant que les divisions internes perdurent, s'abstenir de tout contact avec le SI. Les prochaines réunions permettront de se mettre d'accord et de rédiger des documents afin de pouvoir ensuite se confronter avec les « pablistes »<sup>13</sup>. Ce report doit satisfaire les lambertistes qui, de plus, parviennent à convaincre G. Healy de l'importance de l'insurrection au Maghreb. Ce dernier rencontre Messali Hadj au cours de l'année 1955<sup>14</sup> et, en novembre 1955, le CI fait une déclaration publique en faveur de la révolution algérienne. Il salue le combat du MNA et de son principal dirigeant tout en approuvant l'action du PCI en faveur de ces derniers<sup>15</sup>. *Labour review*, la revue des healystes, publie même un article en faveur des messalistes<sup>16</sup>.

Au cours des réunions suivantes du CI, la situation des lambertistes s'améliore même si de nouvelles divergences avec les autres sections apparaissent périodiquement. Ainsi, le PCI réclame une aide financière pour faire face aux poursuites judiciaires et parvenir à publier *La Vérité* – seul hebdomadaire trotskyste en Europe – sur quatre pages. Comme il réitère

---

<sup>9</sup> CERMTRI, FRANCE CI 1953-1964, Aux membres du CI.

<sup>10</sup> PENG LI-PAN, « Mes années passées avec Peng Shuzi », *Cahiers de Cermtri*, n° 55, décembre 1989, p. 30.

<sup>11</sup> CERMTRI, GB, RSL et SLL BI, Appendice 2, p. 73-83.

<sup>12</sup> CERMTRI, GB, RSL et SLL BI, Appendice 1, p. 57-72.

<sup>13</sup> CERMTRI, GB, RSL et SLL BI, Appendice 3, p. 84-88.

<sup>14</sup> CERMTRI, SLL BI 1959-1963, Réponse au camarade Peng, p. 47.

<sup>15</sup> « Le CI solidaire de la Révolution algérienne », *La Vérité*, n° 380, 11 novembre 1955.

<sup>16</sup> BANDA Michael, « Marxism and the Algerian revolution », vol.3, n°2, mars-avril 1958, p. 37-44.

régulièrement sa demande, nous supposons qu'il peine à obtenir les sommes espérées<sup>17</sup>. De leur côté, les autres membres du CI reprochent au PCI de s'abstenir lors des élections de janvier 1956 puis de refuser d'intervenir dans le PCF quand celui-ci connaît les difficultés évoquées au chapitre précédent<sup>18</sup>.

De son côté, la IVe Internationale fonctionne de manière plus harmonieuse et prépare son Ve congrès programmé en octobre 1957. Elle corrige ses perspectives du IIIe congrès de 1951 car la troisième guerre mondiale n'a pas eu lieu et le système capitaliste connaît une expansion sans précédent<sup>19</sup>. Par contre, ses dirigeants continuent à mettre leurs espoirs dans le mouvement communiste même s'il demeure dirigé par la bureaucratie soviétique. Ainsi, dans les textes préparatoires au Ve congrès, E. Mandel décrit cette dernière comme une caste dont les racines profondes plongent dans le prolétariat. Cela l'amène à espérer une alliance entre les couches inférieures de la bureaucratie et la classe ouvrière en voie de radicalisation<sup>20</sup>. M. Pablo insiste sur le désarroi des communistes français et italiens après le XXe congrès et les événements de Hongrie. Plus que jamais, il préconise l'entrisme « sui generis » dans ces pays<sup>21</sup>. De plus, pour exploiter au mieux la crise des partis « staliniens », il juge l'unité des trotskystes indispensable. En novembre 1956, le comité exécutif international (CEI) renouvelle sa proposition au CI de mettre en place une commission paritaire afin de préparer un congrès mondial commun<sup>22</sup>.

Comme les trotskystes ceylanais appuient cette offre, J-P. Cannon et la direction du SWP proposent en mars 1957 l'unification des trotskystes via un « compromis organisationnel souple » : pendant un certain délai, la direction internationale compterait un nombre égal de représentants des deux tendances. Les responsables du parti américain expliquent leur revirement par l'évolution positive de la IVe Internationale depuis que les « pablistes ultras » - comme M. Mestre en France - l'ont quitté en 1954<sup>23</sup>. De plus, ils veulent tenir compte du maintien au SWP de partisans de M. Pablo<sup>24</sup>, certains approuvant même l'intervention russe

---

<sup>17</sup> CERMTRI, FONDS BLOCH BI CORRESP. 1947 À 1963, Compte rendu du CI du 15/9/1956.

<sup>18</sup> CERMTRI, FRANCE CI 1953-1964, Compte rendu du CI du 2/2/1957 et CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de José D. Speroni à Lambert du 20/2/1957.

<sup>19</sup> MOREAU F., *Combats...*, *op. cit.*, p. 163-167.

<sup>20</sup> GERMAIN E., « Rapport d'E. Germain », *IVe Internationale*, numéro spécial, déc. 1957, p. 107.

<sup>21</sup> PABLO M., « Déclin et chute du stalinisme », *IVe Internationale*, numéro spécial, déc. 1957, p. 101.

<sup>22</sup> « 18<sup>e</sup> plenum du CEI », *IVe Internationale*, n° 1-3, mars 1957, p. 69-70.

<sup>23</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettres de J-P Cannon des 12/3 et 23/4/1957.

<sup>24</sup> CERMTRI, SLL BI 1959-1963, Réponse au camarade Peng, *op. cit.*, p. 34.

en Hongrie<sup>25</sup>. Enfin, le SWP veut profiter des graves dissensions qui agitent le PC américain à la suite des événements de 1956. Pour rallier les déçus du stalinisme, le SWP préconise désormais le « regroupement » consistant à réunir tous les partisans du socialisme aux USA en une seule organisation<sup>26</sup>. Cela le conduit à mettre sous le boisseau son identité trotskyste. Surtout, il lui paraît désormais difficile de refuser de parler d'unité avec une tendance proche comme celle des « pablistes »<sup>27</sup>.

Dans sa réponse au SWP en mai 1957, le SI se réjouit du début de la discussion avec les trotskystes dissidents. Il promet des concessions organisationnelles mais refuse une direction paritaire de l'Internationale<sup>28</sup>. Quant au CI, il se divise sur ce sujet. Si certains membres comme Peng Shuzi<sup>29</sup> approuvent les négociations, la section française se montre réticente mais aussi la britannique et cela constitue une nouveauté. En effet, à la différence du SWP, les événements de 1956 accentuent la stalinophobie du groupe Healy. Proclamant sa fidélité au trotskysme, il mène une vigoureuse offensive en direction du Parti communiste de Grande-Bretagne (PCGB), plus affecté par le XXe congrès et la Hongrie que son homologue français<sup>30</sup>. Certes, les healystes recrutent au maximum 200 membres du PCGB mais à leur échelle cela paraît considérable. De plus, parmi ces ralliés au trotskysme il y a des intellectuels comme Peter Fryer, Cliff Slaughter ou Tom Kemp mais aussi des syndicalistes ouvriers. Le premier nommé était le correspondant à Budapest du *Daily Worker*, le quotidien du PC britannique. Quand ce journal refusa de publier ses articles – jugés trop favorables aux insurgés – il quitta le Parti communiste. Les progrès du groupe Healy lui permettent en avril 1957 d'impulser le lancement d'un hebdomadaire, *The Newsletter*, dont P. Fryer devient le rédacteur en chef<sup>31</sup>. La section britannique explique cette croissance par son intransigeance et dénonce désormais le « pablisme » sans retenue. Selon elle, « le gouffre qui sépare le révisionnisme pabliste de nos propres positions ne cesse de s'approfondir »<sup>32</sup>. De plus, le groupe Healy se trouve conforté dans son hostilité au SI par les attaques à son encontre de la section britannique de la IVe Internationale, la Revolutionary socialist league<sup>33</sup>.

<sup>25</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de G. Bloch à Owen Cahill du 18/4/1957.

<sup>26</sup> ALEXANDER R-J., *International...*, op. cit., p. 845.

<sup>27</sup> *L'Héritage...*, op. cit., chap. 24.

<sup>28</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre du SI à la direction du SWP le 7/5/1957.

<sup>29</sup> CERMTRI, SLL BI 1959-1963, A propos des suggestions et propositions sur l'unité, p. 7.

<sup>30</sup> MOREAU F., *Combats...*, op. cit., p. 282.

<sup>31</sup> ALEXANDER R-J., *International...*, op. cit., p. 474-475.

<sup>32</sup> Cité par Peng Shuzi dans CERMTRI, SLL BI 1959-1963, A propos des suggestions..., op. cit., p. 7.

<sup>33</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de Burns à J-P Cannon du 16/5/1957.

Au cours de l'été 1957, l'échange de reproches et de critiques entre le SI et le CI aboutit à l'arrêt des négociations. La seconde tentative d'unification des trotskystes s'achève mais la divergence apparue au printemps 1957 entre les deux sections anglo-saxonnes va persister et s'aggraver les années suivantes<sup>34</sup>. Par contre, la volonté commune de combattre le SI rapproche le PCI et le groupe healyste. Ainsi, F. de Massot rend compte de l'actualité française dans *The Newsletter*<sup>35</sup> et P. Fryer procède de même pour la Grande-Bretagne dans *La Vérité*<sup>36</sup>. D'ailleurs, quand ce dernier publie un ouvrage sur l'insurrection hongroise – *Hungarian Tragedy* – P. Broué l'encense dans *Arguments*<sup>37</sup>. Le groupe healyste invite même P. Lambert à son congrès en juin 1957<sup>38</sup>. L'alliance entre les deux sections va se révéler durable : elles rompront seulement en 1971<sup>39</sup>.

Au même moment, les dirigeants du PCI continuent de s'intéresser à l'extrême gauche américaine. Nous avons mentionné les sympathies de Raoul pour le groupe Johnson-Forest et l'appui de P. Lambert en 1948 au Workers Party dirigé par Max Shachtman. Les années suivantes, ce dernier évolue du trotskysme vers le socialisme de gauche<sup>40</sup>. Ce changement ne gêne pas les lambertistes car G. Bloch correspond avec Owen Cahill, shachtmaniste et favorable à Messali Hadj. Ainsi, O. Cahill plaide la cause du MNA auprès des membres du congrès des Etats-unis<sup>41</sup>. De même, le périodique shachtmaniste *Labor Action* publie des articles du journaliste américain Daniel Faber soutenant le MNA<sup>42</sup>. Cela constitue un nouvel exemple de proximité entre lambertistes, messalistes et socialistes de gauche.

Néanmoins, le PCI veut garder de bons rapports avec le SWP, voire les améliorer<sup>43</sup>. Ainsi, jusque dans les années 1980, P. Lambert considèrera ce parti comme une organisation trotskyste de premier plan avec laquelle il veut s'allier<sup>44</sup>. En conséquence, G. Bloch propose en 1957 à la section américaine de lui fournir des articles sur la France pour *The Militant*. Il

---

<sup>34</sup> CERMTRI, SLL BI 1959-1963, Réponse au camarade Peng, *op. cit.*, p. 34.

<sup>35</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de G. Bloch à P. Fryer du 20/5/1957.

<sup>36</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de G. Bloch à S. Mage du 29/5/1957.

<sup>37</sup> « Témoignages et études sur la révolution hongroise », *Arguments*, n°4, juin-sept. 1957, p. 22-23.

<sup>38</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de P. Larde à Preston et Steven du 27/5/1957.

<sup>39</sup> MOREAU F., *Combats...*, *op. cit.*, p. 285.

<sup>40</sup> ALEXANDER R.-J., *International...*, *op. cit.*, p. 810-813.

<sup>41</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., CI, Lettres entre G. Bloch et O. Cahill en 1957.

<sup>42</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Correspondance entre socialistes américains et belges, p. 1.

<sup>43</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre du PCI au SWP du 5/10/1956.

<sup>44</sup> BENJAMIN Alain, « Présentation » dans le numéro de *La Vérité* sur Lambert, n° 60-61, mars 2008, p. 225-226.

lui demande aussi un nouveau correspondant pour *La Vérité*<sup>45</sup>, probablement par méfiance envers R. Carlton jugé trop proche de M. Lequenne<sup>46</sup>. Surtout, *La Vérité* appuie totalement la nouvelle orientation du SWP aux Etats-Unis<sup>47</sup>. Ce dernier affecte à *La Vérité* un correspondant pour l'Amérique : Shane Mage, mais il s'agit d'un jeune militant sans responsabilité dans l'organisation<sup>48</sup>. De plus, le parti américain ne semble pas désireux de publier des articles des lambertistes car il les soupçonne de s'être associé aux healystes afin de saboter ses efforts pour unifier les trotskystes<sup>49</sup>. Désormais, le SWP porte un jugement très négatif sur le PCI, lui reprochant de trop s'intéresser à des groupes de gauche marginaux comme les anarchistes aux dépens du PCF. Il insiste pour que les lambertistes coopèrent avec les autres trotskystes français mais nous avons vu qu'ils s'y refusent. En 1953, la section US considérait les majoritaires comme les « seuls véritables trotskystes français »<sup>50</sup>, maintenant elle juge leur organisation à la fois « sectaire et opportuniste »<sup>51</sup>.

Ce ressentiment des Américains doit contrarier la direction du PCI mais elle ne change pas d'orientation pour autant. Elle la résume dans ses textes destinés à la première conférence du CI – programmée en juin 1958. D'abord, elle s'interdit toujours d'intervenir à l'intérieur du PCF car selon elle, l'avant-garde ouvrière continue de se détacher de lui<sup>52</sup>. Ensuite, le PCI soutient toujours les messalistes et dénonce l'appui des « pablistes » au FLN<sup>53</sup>. Enfin, pour lui, au niveau international une nouvelle vague révolutionnaire déferle depuis août 1953 et le prolétariat des pays avancés en constitue l'avant-garde. Le PCI ne cède pas aux influences tiers-mondistes alors en progrès : il juge les révoltes des pays colonisés importantes seulement parce qu'elles éperonnent les classes ouvrières occidentales. Ainsi, le PCI persiste à voir dans les messalistes avant tout des militants dynamiques et relativement nombreux en métropole. Ils constituent un ferment révolutionnaire parmi les travailleurs français<sup>54</sup>.

La conférence se tient dans la ville anglaise de Leeds entre le 1<sup>er</sup> et le 7 juin 1958<sup>55</sup>. Elle réunit des délégués étatsuniens, canadiens, britanniques, français – P. Lambert est présent,

<sup>45</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de G. Bloch à S. Mage du 19/4/1957.

<sup>46</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de R. Carlton à G. Bloch du 24/4/1956.

<sup>47</sup> JONES E., « USA : nouvelles perspectives », *La Vérité*, n° 497, 17/4/1958.

<sup>48</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de S. Mage à G. Bloch du 2 mai 1957.

<sup>49</sup> « Les problèmes de la IVe Internationale », *Informations internationales*, n° 11, p. 35.

<sup>50</sup> « Quarantième anniversaire... », *op. cit.*, p. 234.

<sup>51</sup> CERMTRI, PCI SU 1952 à 1960, Extraits du c.r. de la réunion du CI.

<sup>52</sup> CERMTRI, PCI 1958, Bulletin de discussion n°3, p. 1 et 3.

<sup>53</sup> CERMTRI, PCI 1958, Bulletin de discussion n°2, 89 p.

<sup>54</sup> CERMTRI, PCI 1958, Bulletin de discussion n°4, p. 3-5.

<sup>55</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de Preston du 20/3/1958.

allemands, suisses et d'Amérique du sud – dont N. Moreno<sup>56</sup>. Le nombre de participants paraît très inférieur à la centaine de délégués et observateurs du Ve congrès organisé par le SI<sup>57</sup>. La conférence de Leeds vote seulement un texte de cinq pages où elle renouvelle sa dénonciation du « pablisme » et condamne en bloc toutes les composantes de la bureaucratie soviétique. L'assemblée décide aussi une offensive idéologique contre le stalinisme, la social-démocratie et les différentes variétés de centrisme. Enfin, elle décide la publication d'un organe et la tenue d'une nouvelle conférence en 1959<sup>58</sup>. Malgré la présence de F. Dobbs à Leeds, ces décisions inspirées par la SLL déplaisent au SWP car la section américaine veut clore les discussions sur le « pablisme » et considère l'offensive idéologique préconisée comme une critique de sa politique du « regroupement »<sup>59</sup>. Comme il influence d'autres sections du CI, les mesures organisationnelles votées par l'assemblée n'auront pas de suite et le comité demeure impuissant. Pour sa part, P. Lambert revient déçu de Leeds<sup>60</sup> car le PCI se trouve désormais subordonné à la section britannique et en froid avec le SWP. D'ailleurs, *La Vérité* ne rend pas compte de la première conférence du CI.

Malgré ses efforts, nous constatons donc une régression de l'influence du PCI parmi le mouvement trotskyste international. Pour l'année succédant au Xe congrès, nous allons maintenant examiner le manque de succès dans d'autres secteurs et d'abord dans le travail ouvrier.

### **Le travail ouvrier à la peine**

A la suite du Xe congrès, la direction lambertiste prend des mesures pour donner un nouveau souffle à son intervention dans les entreprises. Outre l'agitation pour les comités de lutte, elle réitère sa consigne de former dans chaque corporation une instance pour coordonner l'action de ses militants et de ses sympathisants. Elle rebaptise comités de liaison ces organismes autrefois nommés unitaires. Par ailleurs, le PCI modifie sa tactique : il n'a plus de réticence envers les luttes partielles ou catégorielles car il conseille désormais à ses membres d'en généraliser les revendications au maximum. Ainsi, il préconise d'ajouter aux exigences

---

<sup>56</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., « Note » dans Recueil des textes du SI de 1958.

<sup>57</sup> « Avant propos », *IVe Internationale*, n° spécial, déc. 1957, p. 2.

<sup>58</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Recueil des textes du SI de 1958, « Résolutions adoptées à la conférence du CI ».

<sup>59</sup> *L'héritage...*, *op. cit.*, chap. 25, p. 10-12.

<sup>60</sup> Entretien avec F. de Massot le 20/10/2015.

des travailleurs en lutte celle d'une augmentation mensuelle de 10 000 francs pour tous – soit une hausse de plus de 40% du salaire minimum<sup>61</sup>.

Un mouvement social confirme alors la direction du PCI dans la nécessité de cette orientation. Depuis longtemps, les employés de banque parisiens sont mécontents de leurs rémunérations et de leur temps de travail<sup>62</sup>. En conséquence, le 24 juin 1957, les mécanographes de la Caisse nationale d'escompte de Paris (CNEP) commencent des débrayages puis ce mouvement s'étend et aboutit le 10 juillet à une grève nationale du personnel bancaire<sup>63</sup>. Comme les directions des établissements finissent par consentir des augmentations de salaires, le travail reprend le 29 juillet<sup>64</sup>. Ce conflit social passionne les lambertistes pour plusieurs raisons. D'abord, à cause du rôle important de l'un d'entre eux : L. Eemans travaille au CNEP et y diffuse depuis des années la *Tribune libre des employés*. Cette feuille d'entreprise se réclame de *L'Unité syndicale* et appelle les travailleurs à l'action. L. Eemans a conseillé ses collègues mécanographes à l'origine du mouvement puis en devient un des animateurs. De même, les lambertistes apprécient que la lutte soit initiée par des employés, à la base, et qu'ils recourent à des manifestations de rue. D'ailleurs, les organisations syndicales, débordées, mettent plus d'une semaine pour prendre la direction du mouvement<sup>65</sup>. A son issue, *La Vérité* se félicite de la constitution par L. Eemans d'un comité de lutte au CNEP avec les travailleurs les plus combattifs. Pour le journal, la grève des banques constitue « le prologue naturel, et sans doute le modèle des prochains combats qui se déclencheront dans la classe ouvrière française »<sup>66</sup>.

Quand, à l'automne 1957, l'agitation sociale reprend – particulièrement à Nantes et Saint-Nazaire, les trotskystes majoritaires y voient le début du mouvement de grande ampleur tant attendu<sup>67</sup>. P. Lambert se rend donc en Loire-Atlantique où il se concerte avec A. Hébert et Paul Malnoë – secrétaire de l'union locale FO de Saint-Nazaire. Là, à sa grande déception, il assiste à l'arrêt du mouvement et à la reprise du travail<sup>68</sup>. Désormais, le contexte social

<sup>61</sup> CERMTRI, PCI 1957, Note politique, p. 4-6.

<sup>62</sup> SIWEK-POUYDESSEAU Jeanne, « Les employés et fonctionnaires CGT », dans *La CGT dans les années 1950*, *op. cit.*, p. 297.

<sup>63</sup> « La grève des banques de juillet 1957 », *L'Unité syndicale*, n° spécial, novembre 1957, 24 p.

<sup>64</sup> SIWEK-POUYDESSEAU J., « Les employés... », *op. cit.*, p. 297.

<sup>65</sup> « La grève des banques... », *op. cit.*, p. 4 et « Comment s'est déclenchée la grève des banques », *L'Unité syndicale*, n° spécial, juillet 1957, p. 8.

<sup>66</sup> « La grève des banques » et « Le comité de lutte du CNEP », *La Vérité*, n° 467, 5 septembre 1957.

<sup>67</sup> « A Nantes, l'action se durcit », *La Vérité*, n° 474, 24 octobre 1957.

<sup>68</sup> LAMBERT P., « Grèves en Loire-Atlantique », *La Commune*, n° 5, novembre 1957.

devient peu revendicatif<sup>69</sup> mais, selon les lambertistes, il s'agit seulement d'une accalmie temporaire. Ils prévoient toujours la prochaine entrée en lutte de tous les prolétaires<sup>70</sup>.

Par ailleurs, la direction entreprend de reconstituer les comités de liaison en commençant par la métallurgie. En effet, le PCI ne cesse pas de s'affaiblir dans cette importante branche. En région parisienne, il est implanté seulement dans sept entreprises : Renault (Boulogne), AOIP (Paris XIIIe), Breguet (Paris XIVe), CIT (Paris XVe), Jaeger (Levallois), SKF et Genève (Ivry). En outre, il dispose seulement d'un militant dans chaque usine. A la Régie Renault, la cellule se délite après le départ de D. Renard<sup>71</sup> et J. Lefèvre demeure le seul trotskyste majoritaire dans l'usine de Boulogne<sup>72</sup>.

D. Renard – assisté de P. Henger, met en place le nouveau comité de liaison réunissant chaque mois des membres du PCI, des sympathisants et des alliés. Parmi ces derniers, signalons des métallurgistes appartenant à SouB – comme Jacques Gautrat, pseudonyme : Daniel Mothé – ou à sa mouvance. Le comité publie un *Bulletin du comité de liaison des métallurgistes de la RP* destiné à informer les ouvriers des mouvements sociaux en cours et des conditions de travail dans les diverses entreprises. De plus, à partir de novembre 1957, cette instance tient des réunions régulières ouvertes à tous les métallurgistes<sup>73</sup>. Par ce moyen, les lambertistes espèrent acquérir suffisamment d'influence parmi les travailleurs pour pouvoir lancer un appel à la grève au moment opportun<sup>74</sup>.

Au niveau national, *L'Unité syndicale* cesse sa parution en juillet 1957<sup>75</sup> et la tendance du même nom disparaît aussi. Pour la remplacer, le PCI s'associe à SouB avec lequel il se concerta depuis janvier 1958<sup>76</sup>. Le premier se rallie à la volonté du second de promouvoir l'autonomie ouvrière. Ensemble, ils s'adressent aux groupes ouvriers constitués dans les entreprises, « désireux de lutter contre les bureaucraties syndicales et partisans d'une action généralisée de la classe ouvrière »<sup>77</sup>. Pour permettre à ces groupes de s'informer et de se coordonner, les trotskystes majoritaires et SouB mettent en place un comité intercorporatif.

---

<sup>69</sup> DREYFUS M., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 250.

<sup>70</sup> « Comment assurer la victoire des revendications ? », *La Vérité*, n° 479, 5 décembre 1957.

<sup>71</sup> Entretien avec C. Monnier le 27/2/2008.

<sup>72</sup> CERMTRI, PCI 1957, Note n°2 pour la préparation de l'assemblée des métallos parisiens.

<sup>73</sup> CERMTRI, PCI 1957, Bulletin du comité de liaison des métallurgistes de la RP, n°2, p. 1-2.

<sup>74</sup> CERMTRI, PCI 1958, Bulletin du comité de liaison des métallurgistes de la RP, n°3, p. 2.

<sup>75</sup> *L'Unité syndicale*, n° spécial, juillet 1957, p. 1.

<sup>76</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, *op. cit.*, p. 216.

<sup>77</sup> CERMTRI, PCI 1958, Bulletin du comité de liaison des métallurgistes de la RP, n°6, p. 16-17.



Cette instance se réunit pour la première fois le 27 avril 1958. Les collectifs représentés peuvent être classés en trois catégories<sup>78</sup> :

Groupes contrôlés ou influencés par le PCI	Comité de liaison des métallos, <i>Tribune libre Employés-Sécurité sociale</i> , <i>Tribune libre du CNEP</i> , <i>Tribune libre des cheminots</i> , Comité de liaison des fonctionnaires unitaires, CLADO nantais, École émancipée
Groupes influencés par SouB	<i>Tribune Ouvrière</i> , <i>La Tribune des enseignants</i> , Conseil du personnel des Assurances Générales-Vie
Autres	Syndicat de la Charpente en fer, Comité de liaison et d'action syndicaliste, Union des syndicalistes, <i>Bulletin PTT Chèques postaux</i>

Le premier ensemble montre un recul de l'implantation du PCI car les instances contrôlées par ce parti apparaissent moins nombreuses qu'en 1953 (voir le tableau du chapitre IV). De plus, les cinq premiers groupes cités comptent seulement quelques militants et sont dirigés par des lambertistes chevronnés : respectivement D. Renard, P Lambert, L. Eemans, L. Favrot et R. Dumont. Le CLADO nantais a un peu plus d'importance : ses réunions peuvent compter jusqu'à 30 participants<sup>79</sup>. Il dispose de trois animateurs : Georges Hivert – n'appartenant pas au PCI, G. Nouvel et A. Hébert. Surtout, le PCI continue d'influencer l'École émancipée – environ 7% des 240 000 syndiqués de la FEN votent pour elle<sup>80</sup>. D'ailleurs, P. Duthel représente désormais la tendance au bureau national du syndicat<sup>81</sup>. P. Broué résume ainsi la situation de son parti en 1958 : « ...sauf à Nantes et dans nos syndicats [enseignants] le PCI n'était rien »<sup>82</sup>.

La seconde catégorie réunit des tentatives d'organisation ouvrière en dehors des syndicats et soutenues par SouB comme *Tribune Ouvrière* et le conseil mis en place par des employés aux Assurances-Vie<sup>83</sup>. La première constitue une expérience originale : la publication depuis 1954 chez Renault du mensuel *Tribune ouvrière*, écrit par et pour des ouvriers – dont

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> CERMTRI, PCI 1958, Bulletin du comité de liaison des métallurgistes de la RP, n°3, p. 9.

<sup>80</sup> BATSCH Laurent, *La FEN au tournant*, Paris, La Brèche, 1987, p. 165.

<sup>81</sup> « CN du SNI », *L'École émancipée*, n° 9, 11 janvier 1958.

<sup>82</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 93.

<sup>83</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, *op. cit.*, p. 66-69.

J. Gautrat<sup>84</sup>. Selon les socio-barbares, ce journal a permis « un embryon d'organisation des ouvriers, permanente, indépendante des bureaucraties syndicales et politiques »<sup>85</sup>. *La Tribune des enseignants* a pour particularité d'être l'organe d'instituteurs niant l'importance du travail à l'intérieur des syndicats et proches de SouB<sup>86</sup>. Leurs critiques du fonctionnement du SNI provoquent en juillet 1957 leur exclusion temporaire par le conseil syndical de la Seine. Signalons dans cette assemblée l'attitude de P. Bossut. En 1950, il avait voté la même peine pour punir l'indiscipline d'un enseignant communiste<sup>87</sup>. Cette fois, il se prononce contre les sanctions infligées aux contestataires et *Socialisme ou Barbarie* l'approuve<sup>88</sup>.

Dans la dernière catégorie, insistons sur le syndicat des charpentiers en fer de la région parisienne, membre de la fédération CGT du bâtiment. P. Lambert apprécie cette association combative et dirigée par des syndicalistes révolutionnaires refusant la mainmise communiste<sup>89</sup>. Il félicite ses responsables de respecter la démocratie ouvrière en organisant chaque mois une assemblée générale pour rendre compte de leur gestion. D'ailleurs, le chef des trotskystes majoritaires se lie à Roger Hoyez, secrétaire général du syndicat et anarcho-syndicaliste<sup>90</sup>. A la demande des charpentiers en fer, il accepte d'en devenir un autre secrétaire et d'écrire en 1960 une brochure présentant leurs revendications. Satisfait de cette collaboration, P. Lambert reproduira ce document dans son ouvrage *Itinéraires* écrit en 2002 avec D. Gluckstein<sup>91</sup>. Pour l'heure, il vante ce syndicat aux membres du PCI, voyant en lui un possible levier pour mobiliser la classe ouvrière<sup>92</sup>.

Le comité de liaison et d'action syndicaliste correspond en fait à Joachim Salamero, ouvrier métallurgiste à l'usine Dassault près de Bordeaux. Il constitue un groupe oppositionnel au sein de la CGT locale tout en militant à la Fédération anarchiste et à la Libre pensée<sup>93</sup>. Les trotskystes majoritaires entrent en contact avec lui en 1957 et recueillent son témoignage dans *La Vérité*<sup>94</sup>. J. Salamero demeurera un fidèle allié des lambertistes durant les

<sup>84</sup> *Ibid.* et CERMTRI, PCI 1957, Note n°1 pour la préparation de l'assemblée des métallos parisiens.

<sup>85</sup> « Un journal ouvrier chez Renault », *Socialisme ou barbarie*, n° 15-16, oct.-déc. 1954, p. 72.

<sup>86</sup> CERMTRI, PCI 1958, Note d'information du 19/3/1958.

<sup>87</sup> Voir chapitre III.

<sup>88</sup> « Au SNI : réintégration des exclus », *Socialisme ou barbarie*, n° 24, mai-juin 1958, p. 136-138.

<sup>89</sup> « Mort d'un charpentier en fer », *IO*, n° 33, 19 mars 1960.

<sup>90</sup> Selon sa notice du *Maitron*.

<sup>91</sup> GLUCKSTEIN D. et LAMBERT P., *Itinéraires*, *op. cit.*, p. 64 et 245-251.

<sup>92</sup> Entretien avec C. Kahn le 8/12/2007.

<sup>93</sup> Selon sa biographie du *Maitron*, son entretien avec K Yon dans sa thèse *Retour sur les rapports...*, *op. cit.*, annexe et CERMTRI, PCI 1958, Lettre de Jo Salamero du 15/6/1958.

<sup>94</sup> « Les métallos de Bordeaux ont la parole », n° 481, 19 décembre 1957.

décennies à venir. Patronnée par *La Révolution prolétarienne*<sup>95</sup>, l'Union des syndicalistes constitue un modeste groupement. Elle a pour secrétaire Raymond Guilloire, un des principaux rédacteurs de la revue. Il coopère avec les lambertistes en 1958 car il les juge « dans une phase syndicaliste supportable »<sup>96</sup>. Enfin, nous ne disposons pas d'information sur le *Bulletin PTT chèques postaux*.

Lors de sa première réunion, le 27 avril 1958, le comité intercorporatif discute de la publication d'un « journal ouvrier » et décide la tenue d'une « assemblée ouvrière » le 22 juin. Selon nous, les lambertistes se trouvent à l'origine de cette dernière disposition car leur Xe congrès avait fixé cet objectif à leur action dans les entreprises<sup>97</sup>. De plus, nous avons vu leur goût pour de telles réunions. Par contre, l'attitude à adopter par rapport aux syndicats divise les membres du comité car si les lambertistes continuent de s'y investir, pour SouB ils sont devenus réactionnaires<sup>98</sup>. Ainsi, ses partisans ne veulent pas travailler avec « les grands messieurs du syndicalisme » comme A. Hébert<sup>99</sup>. Cela mécontente les trotskystes majoritaires dont nous connaissons les liens avec ce dernier. L'assemblée ouvrière a bien lieu le 20 juin et compte presque une centaine de participants. Ces derniers débattent des mêmes sujets qu'au comité intercorporatif : l'utilité des syndicats et l'appui à apporter au PUMSUD. Ils conviennent seulement de la création d'un hypothétique comité de liaison. La réunion a peu d'échos : même *La Vérité* n'en parle pas. Les événements du printemps 1958 – que nous étudierons plus loin – modifient la stratégie des lambertistes et cette assemblée n'aura pas de suite<sup>100</sup>.

Nous venons de résumer le travail ouvrier du PCI dans les douze mois suivant le Xe congrès. Son bilan paraît maigre car le PCI et ses alliés ont constitué bien peu de structures ouvrières autonomes. Ainsi, *La Vérité* atteste de l'existence d'un seul comité de lutte : celui du CNEP<sup>101</sup>. Le comité de J. Salamero est de création récente mais lui-même reconnaît sa fragilité : s'il tombe malade, cette instance ne se réunit plus<sup>102</sup>. Nous expliquons en partie ce

---

<sup>95</sup> « L'Union des syndicalistes », *La Commune*, n° 1, avril 1957.

<sup>96</sup> GUILLOIRE R., « La journée du 22 juin 1958 », *La Révolution prolétarienne*, n° 430, juillet-août 1958, p. 17.

<sup>97</sup> CERMTRI, PCI 1958, Bulletin du comité de liaison des métallurgistes de la RP, n°6, mai 1958, p. 16-17.

<sup>98</sup> GUILLOIRE R., « La journée... », *op. cit.*

<sup>99</sup> CERMTRI, PCI 1958, Note d'information du 19/3/1958.

<sup>100</sup> CERMTRI, PCI 1958, Assemblée ouvrière du 22 juin 1958, 11 p. et GUILLOIRE R., « La journée... », *op. cit.*, p. 17-20.

<sup>101</sup> « Le comité de lutte du CNEP », *La Vérité*, n° 467, 5 septembre 1957.

<sup>102</sup> CERMTRI, PCI 1958, Lettre de J. Salamero du 15/6/1958.

peu de résultats par la contradiction dans laquelle se trouvent les lambertistes. D'un côté, ils exhortent les travailleurs à se diriger eux-mêmes. De l'autre, ils ont pour habitude de prêcher la ligne politique du PCI dans les groupes auxquels ils appartiennent. De plus, comme nous l'avons vu, le fonctionnement de ce parti paraît bien peu libertaire et sa direction plutôt autoritaire. Il est vrai que la tâche était difficile : SouB, plus souple et moins exigeant par rapport à ses membres, ne parvient guère à impulser des organisations ouvrières de travailleurs. Sa principale réussite, *Tribune Ouvrière*, s'avère en fait très fragile car les quelques rédacteurs du journal demeurent isolés au sein de l'usine. De plus, les relations entre eux sont parfois tendues, en particulier entre D. Gautrat et P. Bois de Voix ouvrière. *Tribune Ouvrière* disparaîtra en 1960 mais elle aura servi de modèle aux feuilles d'entreprises du groupe de P. Bois et R. Barcia<sup>103</sup>.

Finalement, par son travail dans les entreprises en 1957-1958, le PCI parvient seulement à deux résultats. D'abord, il a permis aux trotskystes majoritaires de se lier à des anarcho-syndicalistes et des libertaires – comme R. Hoyez et J. Salamero – quand le CLADO regroupait davantage des réformistes. D'autre part, sa nouvelle orientation - aider la classe ouvrière à forger ses formes d'organisation autonome - a permis le ralliement du groupe Raoul.

Outre une nouvelle orientation du travail ouvrier, le Xe congrès avait validé des actions vers les socialistes de gauche : la construction du CLADO et l'entrisme à l'UGS. Nous allons examiner maintenant les activités menées dans ces secteurs.

### **Le semi-échec du CLADO**

Pour le premier, nous avons évoqué la modeste mobilisation en sa faveur. Ses activités obtiennent bien peu d'échos et ses assemblées générales se font rares, la dernière ayant lieu le 14 juin 1957<sup>104</sup>. Comme l'écrivait P. Broué, le CLADO n'a pas disposé d'une force militante suffisante<sup>105</sup>. Cela s'explique en partie par la résistance du PCF. Certes, l'année 1956 fut pour lui une année terrible où il a perdu beaucoup de prestige auprès des intellectuels. Néanmoins, le parti « profond » est peu touché et le nombre d'adhérents demeure à peu près identique<sup>106</sup>. D'ailleurs, le CLADO ne compte pratiquement pas de partisans venu du PCF.

---

<sup>103</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, op. cit., p. 66-69 et BARCIA R., *La véritable...*, op. cit., p. 170-172.

<sup>104</sup> « La réunion du CLADO », *La Vérité*, n° 463, 21 juin 1957.

<sup>105</sup> BROUÉ P., *Souvenirs...*, op. cit., p. 87.

<sup>106</sup> COURTOIS S. et LAZAR M., *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, p. 311-312 et DREYFUS Michel, *PCF : crises et dissidences*, op. cit., p. 245.

Le nouveau regroupement attire davantage de socialistes de gauche, critiques envers le gouvernement Mollet. Néanmoins, en nombre restreint car le comité a des concurrents. D'abord, au sein de la SFIO, les minoritaires s'organisent : ils fondent en janvier 1957 le Comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie (CSEAPA). Cela afin de constituer un point de ralliement aux opposants et empêcher leur départ du Parti socialiste. D'autre part, même si M. Pivert soutient le CLADO, sa revue *CSI* n'en parle pratiquement pas. Malade, il consacre ses dernières forces à son organe plutôt qu'à *La Commune*<sup>107</sup>. A l'extérieur de la SFIO, il y a la Nouvelle gauche dont nous avons évoqué les progrès mais aussi les mendésistes car leur leader, mécontent de la politique algérienne du gouvernement, en a démissionné en mai 1956. Enfin, à l'extrême gauche, les lambertistes se trouvent en rivalité avec le PCI minoritaire, SouB ou Voix ouvrière, lesquels veulent aussi profiter de la situation.

P. Broué expliquera aussi les difficultés de recrutement de ce rassemblement par le désenchantement des militants de gauche : « Budapest et Suez se complétaient au fond, renvoyant toutes les deux au désarroi et à l'abstention »<sup>108</sup>. L'intervention en Hongrie discrédite le stalinisme, mais aussi toutes les dissidences du communisme. Ainsi, les trois groupes révolutionnaires cités parviennent à recruter – davantage que les lambertistes – mais de manière limitée : le nombre de trotskystes minoritaires ne dépasse pas la soixantaine<sup>109</sup> quand en 1959 SouB compte environ 45 militants et Voix ouvrière 30<sup>110</sup>.

En l'absence d'une force militante consistante, le CLADO se résume en fait à *La Commune*. Pourtant, sa naissance s'avère difficile : le coût du premier numéro dépasse les prévisions et il faut un nouvel effort financier des contributeurs<sup>111</sup>. Ensuite, les problèmes de trésorerie persistent<sup>112</sup> : seuls sept numéros paraissent entre avril 1957 et mars 1958. Les difficultés financières et les événements de mai-juin 1958 – que nous étudierons plus loin – semblent avoir eu raison du journal mais aussi les divergences entre les animateurs du CLADO<sup>113</sup>. Nous n'avons pas trace de ces différends

---

<sup>107</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, op. cit., p. 292.

<sup>108</sup> BROUÉ P., *Souvenirs...*, op. cit., p. 87.

<sup>109</sup> FICHAUT A., *Sur le pont...*, op. cit., p. 109.

<sup>110</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, op. cit., p. 104 et 221.

<sup>111</sup> « La page de nos lecteurs », *La Commune*, n°2, mai 1957.

<sup>112</sup> Article de Suzanne Walon sur les problèmes de trésorerie dans *La Commune*, n°5, novembre 1957, p. 5.

<sup>113</sup> PLUET-DESPATIN Jacqueline, *La presse trotskiste...*, op. cit., p. 149.

s sauf de celui opposant les lambertistes à E. Morin. Ce dernier se plaint dans *La Commune* du sectarisme des groupes de gauche qu'il côtoie :

« Reprenons le cas du stalinien déstalinisé naïf que j'évoque. Je le connais bien ; c'était le mien il y a deux ans lorsque, sortant d'une longue catalepsie politique, je faisais mes premiers pas comme un grand. J'ai rencontré Lambert. On m'a dit : « Méfie-toi de Lambert ! ». J'ai rencontré d'autres camarades, on m'a dit : « Méfie-toi de Frank, de Pablo, de G. Martinet, de Bleibtreu, de Lecoeur, d'Hervé ! » (complétez la liste, tous y sont passés) et comme sans doute je ne me méfie pas assez, chacun m'a dit « Méfie-toi de toi-même »<sup>114</sup>.

Surtout, il déplore la dispersion des adversaires du stalinisme et leurs querelles comme « s'il était plus important de déterminer le sexe de la bureaucratie que de se liguier contre elle ». Il les presse donc de s'unir et de mettre de côté leurs divergences<sup>115</sup>. Les lambertistes n'apprécient pas cette critique et, en novembre 1957, l'enseignante J. Harding réplique dans le même journal. Elle affirme sa volonté unitaire et se moque de la revue d'E. Morin : « Malgré ma grande bonne volonté, je ne comprends rien aux discussions byzantines d'*Arguments*, il s'agit là de jeux stériles d'intellectuels »<sup>116</sup>.

Nous expliquons en partie cet échange par la volonté d'E. Morin d'être désormais un esprit libre, et de ne plus obéir aux consignes d'un parti<sup>117</sup>. D'ailleurs, il considère les lambertistes comme « une secte de vieux-croyants »<sup>118</sup> et ses relations avec eux continueront à se dégrader comme nous le verrons ultérieurement.

Jusqu'à la disparition du CLADO, au second trimestre 1958, *La Commune* a voulu « représenter tous les courants de la gauche française »<sup>119</sup>. Pourtant, le journal ne publie pas d'articles favorables à la SFIO ou au PCF mais détaille les positions des trotskystes majoritaires : lutte contre la guerre d'Algérie et soutien au MNA, dénonciation de la répression en Europe orientale... *La Commune* comprend aussi des articles d'alliés et de contacts du PCI, particulièrement de socialistes de gauche et de syndicalistes révolutionnaires, même s'ils ne correspondent pas aux orientations de ce parti. Ainsi, l'article « L'économie française en marche »<sup>120</sup> rend compte de l'enrichissement du pays depuis la guerre et critique seulement le conservatisme des entreprises et des consommateurs. Cela ne correspond pas aux

---

<sup>114</sup> MORIN E., « Lettre aux directeurs de la gauche », *La Commune*, n°3, juin 1957.

<sup>115</sup> *Ibid.*

<sup>116</sup> HARDING J., « Lettre au néo-déstalinisé naïf », *La Commune*, n° 5, novembre 1957.

<sup>117</sup> LEMIEUX Emmanuel, *Edgar Morin...*, *op. cit.*, p. 308-309.

<sup>118</sup> MORIN E., *Autocritique*, Paris, Julliard, 1959, p. 198.

<sup>119</sup> « La page de nos lecteurs », *La Commune*, n°2, mai 1957.

<sup>120</sup> N° 5, novembre 1957.

analyses lambertistes insistant - comme le PCF - sur la paupérisation de la classe ouvrière<sup>121</sup>. Signalons aussi l'article d'Ignazio Silone<sup>122</sup>, célèbre écrivain italien, critiquant les appareils des organisations ouvrières. Sa signature dans *La Commune* nous paraît importante car cet adversaire résolu du stalinisme a des responsabilités au Congrès pour la liberté de la culture<sup>123</sup>. Cela confirme l'existence de contacts entre les lambertistes et les réseaux proaméricains. Le journal publie même l'article d'un adversaire : celui de R. Barrat essayant de disculper les dirigeants FLN du massacre de Mélouza<sup>124</sup> - nous expliquons plus loin ce dont il s'agit. *La Commune* ne craint pas de se contredire : alors que le CLADO est très critique envers les appareils syndicaux, elle publie des articles de D. Forestier et G. Lauré, responsables d'importantes organisations<sup>125</sup>. Enfin, elle se permet un certain éclectisme en publiant un poème de Jean-Jacques Lebel<sup>126</sup> - artiste plasticien et écrivain, appartenant à la mouvance surréaliste - ou en organisant un débat sur le théâtre populaire avec Geneviève Serreau - auteur de mises en scène et d'adaptations théâtrales<sup>127</sup>. *La Commune* parvient ainsi à présenter une grande variété de contributeurs et cela constitue le principal résultat du CLADO pour les lambertistes. Ils n'ont guère progressé dans la construction du parti révolutionnaire mais ils ont développé leurs réseaux.

Nous avons évoqué précédemment l'entrée de quelques trotskystes majoritaires à la Nouvelle gauche (NG). Celle-ci continue de se développer, aussi le PCI lui fait des propositions d'actions communes mais elle rejette ses offres<sup>128</sup>. En décembre 1957, elle fusionne avec d'autres organisations dont la principale est le Mouvement de libération du peuple (MLP). Autrefois, proche du PCF, ce parti rassemble surtout des chrétiens de gauche et dispose d'une implantation ouvrière réelle, surtout en province, quand la NG est essentiellement intellectuelle et parisienne<sup>129</sup>. Cette dernière et ses partenaires constituent donc l'Union de la gauche socialiste (UGS), forte de 4 à 5000 membres, pour la plupart très actifs<sup>130</sup>. Au sein de la NG puis de l'UGS, les lambertistes militent en région parisienne –

<sup>121</sup> « Les prix montent en flèche », *La Vérité*, n° 500, 9 mai 1958.

<sup>122</sup> « Ignazio Silone nous dit », n° 5, novembre 1957.

<sup>123</sup> GRÉMION P., *Intelligence...*, op. cit., p. 57.

<sup>124</sup> « Après Mélouza », n° 5, novembre 1957.

<sup>125</sup> Pour Forestier dans le n° 1. Pour Lauré, dans les n° 2, 5 et 6.

<sup>126</sup> « Poème », n° 2, mai 1957.

<sup>127</sup> SERREAU G. et MORIN E., « Y a-t-il un théâtre populaire ? », n° 4, juillet 1957.

<sup>128</sup> BLOCH G., « Où va l'UGS ? », *La Vérité*, n° 496, 10 avril 1958.

<sup>129</sup> HEURGON Marc, *Histoire du PSU I. La fondation et la guerre d'Algérie*, Paris, La découverte, 1994, p. 9 et 11.

<sup>130</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, op. cit., p. 393.

avec Raoul, L. Kiner et C. Kahn – et dans l'Hérault – autour de J. Faucher. Raoul se sent particulièrement à l'aise parmi les socialistes de gauche. D'ailleurs, il y rencontre Christiane Tranchant, une jeune militante. Elle devient sa compagne pour le reste de sa vie, militera à l'OCI où elle sera trésorière pour la région parisienne<sup>131</sup>. Il se lie aussi avec le fils d'un joaillier, Francis Tour, qui deviendra lambertiste et sera surnommé « le bijoutier rouge »<sup>132</sup>.

Les trotskystes majoritaires facilitent leur implantation en ne cherchant pas à débaucher quelques militants mais en prétendant seulement vouloir présenter la doctrine révolutionnaire aux éléments combattifs de la NG-UGS<sup>133</sup>. Raoul et ses camarades veulent saper leurs espoirs en un redressement du PCF ou de la SFIO et les convaincre de construire le parti révolutionnaire avec d'autres forces. Ils obtiennent des résultats car, en avril 1958, ils disposent d'un réseau de sympathisants dans des arrondissements parisiens – les VIIe, XVIIe, XVIIIe, XIXe et XXe, à la section Seine-sud et à la commission entreprise de l'UGS<sup>134</sup>. C. Kahn et F. Tour siègeront au bureau fédéral de Paris-ville et L. Kiner à celui de Seine-sud<sup>135</sup>. Ce dernier sera même élu suppléant au Comité politique national (CPN) de l'UGS<sup>136</sup>. Ce travail de fraction constitue un des seuls progrès des lambertistes en 1957-1958. Par contre, dans les deux domaines suivants, leur échec apparaît clairement.

### **L'essoufflement de *La Vérité***

Pour la direction du PCI, *La Vérité* demeure le principal moyen d'expression du parti car *La Commune* constitue une tribune libre où écrivent des non-trotskystes<sup>137</sup>. La première dénonce inlassablement la politique menée par G. Mollet jusqu'à sa chute le 21 mai 1957 puis par ses deux successeurs – les radicaux Maurice Bourgès-Maunoury et Félix Gaillard. Selon ce journal, ces gouvernements se trouvent dans une impasse en Algérie car ils refusent de négocier avec les nationalistes mais ne parviennent pas à les vaincre. A juste titre, *La Vérité* diagnostique la crise du régime<sup>138</sup>. Nous étudierons plus loin les actions et les prises de position des lambertistes par rapport à la poursuite de ce conflit. Signalons déjà l'insistance du journal à déplorer ses conséquences sociales : pour payer la guerre, l'Etat augmente les

---

<sup>131</sup> Entretien avec C. Tranchant le 30/10/2006.

<sup>132</sup> Entretien avec F. Tour le 15/11/2008.

<sup>133</sup> BLOCH G., « Où va l'UGS ? », *La Vérité*, n° 496, 10 avril 1958.

<sup>134</sup> AR, D1 du 21/4/1958.

<sup>135</sup> FC, 1-JRC-5B-5D, 1959, *Lettre ouverte à tous les militants*, p. 9.

<sup>136</sup> FC, 1-JRC-5B-5D, PUGS, *Courrier de l'UGS*, n°18, 1/12/1959, p. 1.

<sup>137</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de G. Bloch à S. Mage du 29/5/1957.

<sup>138</sup> Ainsi MONGE R., « Majorité de gauche ou révolution ouvrière ? », *La Vérité*, n° 498, 24 avril 1958.



impôts et les tarifs des services publics<sup>139</sup>. Comme à son habitude, *La Vérité* exagère les dégâts pour les travailleurs. Selon elle, de septembre 1957 à mars 1958, leur pouvoir d'achat diminue de manière catastrophique : de 20 à 40 % selon les métiers<sup>140</sup>. En fait, il augmente même si l'inflation limite cette hausse<sup>141</sup>.

Jugeant la situation sociale scandaleuse, le journal ne cesse pas d'appeler les ouvriers à la lutte « tous ensemble ». Ainsi, il publie en septembre 1957 une « Lettre ouverte à tous les militants sur les perspectives des prochaines luttes ouvrières » afin d'expliquer aux travailleurs la nécessité de préparer la grève générale et de recourir aux manifestations de masse<sup>142</sup>. Le mois suivant, *La Vérité* veut aller plus loin en lançant une vaste enquête dans tous les milieux ouvriers sur les conditions de vie et de travail mais aussi sur les meilleurs moyens de faire céder le patronat et le gouvernement<sup>143</sup>. Cette investigation porte un titre plutôt réformiste – « Comment arracher un pouvoir d'achat décent ? » - et le journal publie les 24 témoignages recueillis du n° 481 (19/12/1957) à 492 (6/3/1957). Ces derniers ne paraissent guère originaux car les personnes interrogées appartiennent au PCI ou en sont proches – comme A. Hébert<sup>144</sup> ou J. Salamero<sup>145</sup>. Ils répètent donc les analyses lambertistes habituelles. D'ailleurs, P. Lambert clôt l'enquête par une nouvelle dénonciation des appareils syndicaux<sup>146</sup>.

Par contre, sans craindre la contradiction, *La Vérité* approuve en juin 1957 la déclaration « Pour un mouvement syndical uni et démocratique » (PUMSUD) rédigée par trois responsables syndicaux : D. Forestier, Aimé Pastre et Roger Lapeyre – les deux derniers étant secrétaires généraux respectivement du syndicat CGT du personnel pénitentiaire et de la fédération FO des travaux publics. A. Pastre et R. Lapeyre étant minoritaires dans leurs confédérations, ce texte a pour principal soutien la majorité autonome de la FEN qui veut profiter de ses succès à son dernier congrès et du trouble des membres de la CGT depuis Budapest. L'appel réaffirme donc l'orientation des enseignants autonomes depuis 1948 : la réunification mais pas dans une centrale existante. Ils veulent construire pour tous les travailleurs une organisation respectant le droit de tendance et les principes de la Charte

<sup>139</sup> *Ibid.*

<sup>140</sup> « Les prix montent en flèche », *La Vérité*, n°500, 9 mai 1958.

<sup>141</sup> RIOUX J-P. , *La France...*, *op. cit.*, p. 270-271.

<sup>142</sup> Supplément au n°472 du 10 octobre 1957.

<sup>143</sup> « Une nouvelle enquête », n° 480, 12 décembre 1957.

<sup>144</sup> N°482 du 27/12/1957.

<sup>145</sup> N° 481 du 19/12/1957.

<sup>146</sup> LEPAGE V., « Le président et le secrétaire général », *La Vérité*, n° 492, 6 mars 1958.

d'Amiens<sup>147</sup>. Après cette déclaration, le PUMSUD continue sur sa lancée, inaugure bientôt un siège et constitue une association. Les organisations syndicales affiliées en juin 1958 totalisent 360 000 adhérents<sup>148</sup>.

Les lambertistes appuient sans réserve le PUMSUD car, selon eux, il mène un combat inspiré de celui de leur tendance Unité syndicale depuis 1948<sup>149</sup>. De plus, la réussite du PUMSUD aboutirait à la constitution d'une seule confédération au fonctionnement identique à celui de la FEN. Cette fédération demeure leur modèle par son respect de la démocratie ouvrière<sup>150</sup>. Enfin, la centrale syndicale ouvrière unifiée isolerait la CFTC qui serait alors condamnée<sup>151</sup>. En conséquence, P. Lambert critique R. Bothereau et B. Frachon, opposés au PUMSUD. En particulier, il reproche à ce dernier de préconiser « le réformisme le plus plat »<sup>152</sup> et de songer seulement à sauvegarder l'appareil de sa centrale<sup>153</sup>.

Par ailleurs, la direction lambertiste continue de miser sur *La Vérité*<sup>154</sup>. Cela l'amène à consacrer une partie notable des forces du parti à préparer le passage à quatre pages<sup>155</sup>, effectif à partir du 14 juin 1957. Afin de séduire le lecteur, *La Vérité* comprend désormais de nouvelles rubriques. Ainsi, de juin à novembre 1957, elle publie une étude détaillée de Louis Houdeville sur la crise du logement. Comme cela était prévisible, il en rend le système capitaliste responsable mais il n'en reste pas là et décrit comment sera l'habitat à l'avenir<sup>156</sup>. Autre nouveauté : le journal dispose désormais d'une rubrique cinéma rédigée par le lambertiste montpelliérain Marcel Oms – sous le pseudonyme d'Emmo<sup>157</sup>. Surtout, G. Bloch développe beaucoup la partie internationale pour laquelle il met en place un réseau de correspondants<sup>158</sup>. Ainsi, le journal consacre des articles aux élections à venir en République fédérale allemande et au Royaume-Uni où il adopte une position différente de celle du PCI pour les législatives françaises de 1956. A ces deux occasions, il préconise de voter pour les socialistes même s'ils seront très timorés au pouvoir et ne prendront aucune mesure

---

<sup>147</sup> Le texte de la déclaration est dans BRUCY Guy, *Histoire de la FEN*, op. cit., p. 209-211.

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 212.

<sup>149</sup> ARTAUD R., « De l'inaction à l'unité syndicale ? », *La Vérité*, n° 463, 21 juin 1957.

<sup>150</sup> CHERAMY R., « Le congrès d'Ivry contre l'unité », *La Vérité*, n° 464, 28 juin 1957.

<sup>151</sup> LAMBERT P., « PUMSUD », *La Vérité*, n° 486, 23 janvier 1958.

<sup>152</sup> LAMBERT P., « Ce qu'omet un rapport fleuve », *La Vérité*, n° 463, 21 juin 1957.

<sup>153</sup> LAMBERT P., « Un front unique... », *La Vérité*, n° 489, 13 février 1958.

<sup>154</sup> CERMTRI, FONDS BLOCH BI CORRESP. 1947 À 1963, compte rendu du CI du 15/9/1956.

<sup>155</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de G. Bloch à S. Mage du 29/5/1957.

<sup>156</sup> Du n° 462 – 14 juin 1957 au n° 476 – 7 novembre 1957.

<sup>157</sup> Selon sa notice du *Maitron*.

<sup>158</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de G. Bloch à S. Mage du 18/4/1957.

révolutionnaire. En effet, *La Vérité* prévoit que leur victoire radicalisera la classe ouvrière et celle-ci contraindra ses dirigeants socialistes à aller plus avant. La construction d'un parti révolutionnaire de masse sera alors possible<sup>159</sup>. Plus tard, les lambertistes donneront cette consigne lors des élections en France, en particulier lors de la présidentielle de 1981 où ils soutiendront le candidat socialiste dès le premier tour.

Malgré de nombreux appels à l'aide auprès des militants et des lecteurs<sup>160</sup>, la publication de *La Vérité* sur 4 pages se révèle au-dessus des forces du parti. Ainsi, au cours de l'été 1957, le journal suspend sa parution durant 6 semaines au lieu de 4 habituellement<sup>161</sup>. Surtout, en novembre 1957, la rédaction réduit le format de *La Vérité* à cause de ses difficultés financières et appelle ses lecteurs à la soutenir<sup>162</sup>. Puis, en février 1958, elle réduit sensiblement le tirage du journal<sup>163</sup>. En fait, les lambertistes éprouvent de plus en plus de mal à assurer la parution hebdomadaire de *La Vérité*<sup>164</sup>. Cette situation résulte des saisies et poursuites à son encontre mais aussi de la diminution de son lectorat maghrébin. Pour comprendre les causes de cette dernière, nous allons examiner l'évolution du conflit MNA-FLN et les réactions correspondantes du PCI durant la dernière année de la IV<sup>e</sup> République.

## L'effondrement du MNA

*La Vérité* continue à dénoncer les exactions de l'armée française et des colonialistes en Algérie. En conséquence, les autorités saisissent de nouveau le journal en septembre 1957<sup>165</sup> et lui infligent des amendes<sup>166</sup>. Surtout, les procès à l'encontre des lambertistes se succèdent. Avant même celui des quatre dirigeants en juillet 1957 – évoqué précédemment, le ministère public poursuit D. Renard – gérant de *La Vérité* – à cause d'un article dénonçant les tortures subies par un cadre messaliste<sup>167</sup>. Son procès commence en correctionnelle en mai 1957 mais connaîtra de nombreux reports. Pour faciliter sa défense, P. Lambert lui succède comme gérant du journal. Enfin, au début de 1958, la justice militaire commence une nouvelle instruction à l'encontre de P Lambert, S. Just, G. Bloch et D. Renard à cause de leurs articles

<sup>159</sup> HERMAN C., « Pour qui voteront les ouvriers allemands » et FRYER P., « Le congrès du Labour Party », n° 454 et 471, 12 avril et 3 octobre 1957.

<sup>160</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. B., Lettre de G. Bloch du 27 juillet 1957.

<sup>161</sup> « Pour une presse libre », *La Vérité*, n° 467, 5 septembre 1957.

<sup>162</sup> « Défendons *La Vérité* », *La Vérité*, n° 478, 28 novembre 1957.

<sup>163</sup> Annonce dans le n°490, 20 février 1958.

<sup>164</sup> Entretien avec F. de Massot le 30/9/2015.

<sup>165</sup> « Pour compenser la saisie du précédent », *La Vérité*, n° 471, 3 octobre 1957.

<sup>166</sup> « Pour une presse libre », *La Vérité*, n° 467, 5 septembre 1957.

<sup>167</sup> « Nouveau procès contre *La Vérité* », n° 456, 26 avril 1957.

publiés en 1956 et 1957<sup>168</sup>. Toutes ces péripéties amènent *La Vérité* à se considérer – non sans exagération – comme l’opposant le plus déterminé à la guerre et la principale cible de la répression gouvernementale<sup>169</sup>. En fait, les textes contre la torture de *Témoignage chrétien*, *France Observateur*, *L’Express* ou *Le Monde* disposent d’un nombre de lecteurs bien plus important que l’hebdomadaire du petit PCI. Jacques Soustelle – partisan éminent de l’Algérie française – ne s’y trompe pas : il fustige « ces quatre grands de la trahison et de la propagande antifrançaise » mais ne cite pas *La Vérité*<sup>170</sup>. Le courant lambertiste aura toujours tendance à surestimer son importance et son influence.

Pour la direction lambertiste, la classe politique française hésite entre deux stratégies pour conserver l’Algérie. La première consiste à aller encore plus loin dans une politique de force et à intervenir dans les autres pays du Maghreb comme le réclame les colonialistes et les Français d’Algérie<sup>171</sup>. La seconde vise à camoufler l’exploitation coloniale derrière une façade d’Etat où la bourgeoisie musulmane obtiendrait une partie du pouvoir. Selon le PCI, une fraction « libérale et progressiste » de la bourgeoisie – avec des journaux comme *Le Monde*, *L’Express* et *France Observateur* – préconise ce compromis que la direction du Front accepterait et le PCF approuverait<sup>172</sup>. Comme le MNA refuse un tel accord, les lambertistes continuent donc de le soutenir dans son conflit avec le FLN et, régulièrement, *La Vérité* dénonce ce dernier et ses partisans français<sup>173</sup>.

En Algérie, nous avons évoqué la résistance du maquis de Bellounis à la pression des troupes du FLN. Le 29 mai 1957, celles-ci exécutent 301 habitants du douar de Beni Ilmane réputé messaliste<sup>174</sup>. Aussitôt, la grande presse française dénonce les « égorgeurs du mouvement nationaliste » et le président de la République fustige à la radio « cet odieux terrorisme »<sup>175</sup>. Le FLN nie sa responsabilité dans ce carnage connu sous le terme de « massacre de Mélouza » mais il ne convainc pas nombre de ses partisans en France. Ainsi, douze personnalités de gauche dont R. Barrat et C. Bourdet en appellent aux dirigeants du Front afin qu’ils désavouent de tels procédés. Comme ils ne le font pas, la cote du MNA

<sup>168</sup> « Front uni pour la défense des libertés ! », *La Vérité*, n° 492, 6 mars 1958.

<sup>169</sup> « Pour une presse libre », *La Vérité*, n° 467, 5 septembre 1957.

<sup>170</sup> BIONDI J-P., *Les anticolonialistes...*, *op. cit.*, p. 331.

<sup>171</sup> FORGUE F., « Le peuple veut la paix en Algérie », *La Vérité*, n° 438, 24 avril 1957.

<sup>172</sup> CERMTRI, PCI 1958, Bulletin de discussion n°4, p. 75-76.

<sup>173</sup> Ainsi P. Lambert, « Le point de la situation en Algérie II », *La Vérité*, n° 483, 9 janvier 1958.

<sup>174</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 453.

<sup>175</sup> AGERON C-R, « Les français devant la guerre civile algérienne » dans RIOUX J-P (s.d.), *La guerre d’Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, p. 56-57,

remonte dans l'opinion de gauche<sup>176</sup>. Pour *La Vérité*, Mélouza ne constitue pas une exception mais un exemple de la manière dont le FLN traite les populations civiles. Selon elle, le Front a déjà commis de nombreux massacres mais ils étaient de moindre ampleur. Le journal évoque « un leitmotiv qui circule maintenant dans le djebel : plutôt l'enfer avec les colonialistes que le ciel avec le FLN »<sup>177</sup>. Selon lui, les méthodes totalitaires du Front devenant de plus en plus insupportables, l'influence de ce dernier décroît au sein de l'ALN<sup>178</sup>. Quant à cette dernière, *La Vérité* la juge toujours en progrès : le nombre de maquis augmente et ses troupes disposent d'un meilleur armement. En conséquence, l'armée nationaliste pourrait déclencher prochainement une offensive générale sur tout le territoire<sup>179</sup>.

En fait, en dehors de la responsabilité du Front dans le massacre de Mélouza, les informations de *La Vérité* s'avèrent inexactes. D'abord, avec la venue du contingent, le dispositif militaire français gagne en efficacité et, à partir de juin 1957, les insurgés perdent peu à peu du terrain. Surtout, l'emprise du FLN sur les combattants nationalistes n'a jamais été aussi forte. Le seul maquis messaliste conséquent demeure celui de Bellounis<sup>180</sup>.

Messali Hadj a longtemps cru que sa supériorité sur le FLN en métropole ne pourrait pas être mise en cause et lui permettrait de l'emporter en Algérie<sup>181</sup>. Pourtant, à partir de 1956, le Front prend progressivement en main l'émigration algérienne. Le MNA réagit, semble-t-il<sup>182</sup>, par l'assassinat de cadres du FLN provoquant alors une riposte encore plus meurtrière de ce dernier. Un engrenage infernal commence en métropole où périront environ 4300 Algériens des deux camps<sup>183</sup>. Effrayé par ce massacre et voyant le FLN prendre le dessus en France, Messali Hadj appelle à la cessation des assassinats le 1<sup>er</sup> septembre 1957. Néanmoins, les tueries continuent de plus belle<sup>184</sup>. En septembre et octobre 1957, les commandos du FLN exécutent les dirigeants de l'USTA en métropole, dont Ahmed Bekhat – son secrétaire général – et A. Filali – « bras droit » de Messali Hadj. Comme les méthodes employées correspondent à celles du Guépéou, P. Lambert accuse les communistes d'aider les tueurs du Front et de

---

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> « Après le massacre de Mélouza », *La Vérité*, n° 463, 21 juin 1957.

<sup>178</sup> ROUMIEUX J., « L'Algérie en plein boom », *La Vérité*, n° 466, 12 juillet 1957. J. Roumieux est le pseudonyme utilisé par J. Simon dans *La Vérité*.

<sup>179</sup> ROUMIEUX J., « L'Algérie à la veille de l'ONU », *La Vérité*, n° 467, 5 septembre 1957.

<sup>180</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 293.

<sup>181</sup> HARBI Mohammed, *Le FLN mirage et réalité*, *op. cit.*, p. 152.

<sup>182</sup> *Ibid.* et MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 454.

<sup>183</sup> AGERON C-R, « Les français ... », *op. cit.*, p. 55.

<sup>184</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 454-455.

l'UGTA<sup>185</sup>. Il s'agit là d'une nouvelle manifestation de sa stalinophobie. En effet, le PCF ne condamne pas publiquement ces meurtres mais ne les approuve pas car ils donnent raison aux partisans de l'Algérie française<sup>186</sup>. Constatons aussi que *La Vérité* n'évoque jamais l'élimination de partisans du Front par les messalistes<sup>187</sup>.

Les meurtres des syndicalistes algériens heurtent profondément les lambertistes dont nous avons évoqué l'attachement à l'USTA. Ils entreprennent aussitôt une campagne pour les dénoncer<sup>188</sup>. En particulier, le 17 octobre 1957, 44 personnalités alertent l'opinion dans *La Vérité*<sup>189</sup>. Si la plupart d'entre elles ont déjà paraphé des pétitions lambertistes, certaines signatures nouvelles – comme celles de Michel Leiris, Maurice Nadaud ou Geneviève Serreau – montrent que l'indignation par rapport à ces meurtres dépasse le cadre des partisans habituels du MNA<sup>190</sup>. Ainsi, la FEN les condamne mais la Ligue des droits de l'homme proteste aussi « contre les assassinats de syndicalistes proches du MNA par les militants du FLN qui, loin de servir une cause politique, la discréditent et la désavouent »<sup>191</sup>. De même, Albert Camus dénonce « l'assassinat des meilleurs militants syndicalistes algériens »<sup>192</sup>.

Pour donner plus d'importance aux obsèques d'A. Bekhat, les partisans français de l'USTA mettent en place un comité d'organisation<sup>193</sup> auquel appartient P. Lambert mais aussi plusieurs syndicalistes notables de FO : Antoine Laval<sup>194</sup>, Raymond Patoux<sup>195</sup>, A. Sidro et bien sûr A. Hébert. Le 21 novembre 1957, 250 à 300 personnes assistent à l'enterrement dont M. Pivert, J. Rous et Pierre Hervé – dissident du PCF. A son issue, G. Lauré, P. Sidrot et P. Lambert prennent la parole<sup>196</sup>.

Ensuite, le PCI continue son action en faveur de l'USTA. Au comité d'organisation précédemment cité succède en janvier 1958 un comité de défense des syndicalistes algériens

---

<sup>185</sup> « L'assassinat d'Ahmed Bekhat », *La Vérité*, n° 475, 23 octobre 1957.

<sup>186</sup> AGERON C-R, « Les français... », *op. cit.*, p. 58-59.

<sup>187</sup> Evoqués par Ali HAROUN, *La 7<sup>ème</sup> wilaya*, Paris, Seuil, 1986.

<sup>188</sup> « Attentats contre des syndicalistes », *La Vérité*, n° 473, 17 octobre 1957.

<sup>189</sup> « Appel à l'opinion », *La Vérité*, n° 473, 17 octobre 1957.

<sup>190</sup> AGERON C-R, « Les français... », *op. cit.*, p. 57-58.

<sup>191</sup> *Ligue-information*, 5 novembre 1957.

<sup>192</sup> « Post Scriptum », *La Révolution prolétarienne*, n° 422, novembre 1957.

<sup>193</sup> « Après le meurtre d'A. Bekhat », *La Commune*, n° 5, novembre 1957.

<sup>194</sup> Secrétaire général adjoint de la Fédération de la métallurgie.

<sup>195</sup> Secrétaire de l'UD FO de la région parisienne.

<sup>196</sup> « L'enterrement d'A. Bekhat », *La Vérité*, n° 478, 28 novembre 1957.

destiné à les protéger de la répression policière et des assassinats. Il aura une existence éphémère mais sa composition est instructive<sup>197</sup> :

Ida Boireau employée FO ; Georges Lauré enseignant FEN ; Adolphe Sidro employé FO ; Maurice-André Bernard Livre CGT ; Outaleb Bâtiment USTA ; Charles Lemoine mineur CGT ; Antoine Laval métallurgiste FO ; M. Hachemi produits chimiques USTA ; Gabriel Tharreau métallurgiste FO ; Louis Houdeville employé CFTC ; René Dumont fonctionnaire FO ; Henri Baratier métallurgiste CGT ; Roger Lapeyre travaux publics FO ; Robert Chéramy enseignant FEN ; Alexandre Hébert cheminot FO ; Pierre Lambert employé CGT ; Paul Malnoë métallurgiste FO ; Paul Ruff enseignant FEN ; Jean Boireau Livre CGT ; Jean Lefebvre métallurgiste FO ; Louis-Paul Letonturier enseignant FEN ; Marcel Baufrière journaliste FO ; Georges Nouvel métallurgiste CGT ; Armand Capocci journaliste FO ; Abderrahmane Bensid métallurgiste USTA ; Pierre Dercourt employé FO.

Parmi les 26 membres de cette instance, 12 appartiennent à FO car cette confédération compte désormais davantage d'amis de l'USTA que les autres. La plupart d'entre eux appartiennent à la majorité puisqu'ils ont approuvé le rapport moral lors du congrès de 1956<sup>198</sup>. Cela constitue une nouveauté : jusque-là le PCI appréciait bien davantage les minoritaires. Constatons la présence de P. Malnoë : il entreprend pour la première fois une action avec les lambertistes. Parmi les autres syndicalistes FO, signalons quatre membres de la Fédération des employés et cadres (FEC) : Adolphe Sidro – son secrétaire général, Armand Capocci, Ida Boireau et Pierre Dercourt. Les deux derniers cités sont respectivement secrétaire de la FEC<sup>199</sup> et responsable de sa section Organismes sociaux<sup>200</sup>. Comme P. Lambert travaille à la Sécurité sociale, ils ont milité avec lui à la CGT avant la scission de 1947. Ensuite, partis à FO, ils demeurent très liés au dirigeant trotskyste<sup>201</sup>. Ainsi, I. Boireau et P. Dercourt signent en 1954 l'appel pour constituer le Comité Messali puis militent en faveur du MNA<sup>202</sup>. A. Capocci apparaît comme un des fondateurs du CLADO et assure le secrétariat du comité de défense des syndicalistes algériens. Quant à A. Sidro, il semble coopérer avec les lambertistes à partir de 1957. Les liens de P. Lambert avec la FEC-FO seront de plus en plus étroits et il adhèrera à cette fédération en 1961 ou 1962<sup>203</sup>.

<sup>197</sup> « Un comité de défense des syndicalistes algériens », *La Vérité*, n° 484, 16 janvier 1958.

<sup>198</sup> Dans la liste des 12 syndicalistes FO, seuls R. Dumont et R. Lapeyre ont voté contre. G. Tharreau s'est abstenu. J. Lefebvre (PCI) n'a pas participé au congrès. Voir « Compte rendu du Ve congrès confédéral », *FO informations*, supplément au n°56 de décembre 1956, p. 299-378.

<sup>199</sup> « L'audition des témoins », *La Vérité*, n°462, 14 juin 1957.

<sup>200</sup> SIWEK-PUYDESSEAU J., « Les cols blancs, fonctionnaires et employés » dans DREYFUS M. (dir), *La naissance de Force ouvrière*, op. cit., p. 127.

<sup>201</sup> GLUCKSTEIN D. et LAMBERT P., *Itinéraires*, op. cit., p. 62.

<sup>202</sup> CERMTRI, ALGERIE 1954-1957, tract d'octobre 1954.

<sup>203</sup> GLUCKSTEIN D. et LAMBERT P., *Itinéraires*, op. cit., p. 62.

Les mois suivants, la proximité du PCI avec la confédération réformiste se confirme. Ainsi, quand le CCN de FO des 10-11 mai 1958 réclame – comme le MNA – une négociation sans exclusive ni préalable en Algérie, *La Vérité* l'en félicite<sup>204</sup>. Au même moment, le journal apprécie le discours de Pierre Bérégovoy – alors militant peu connu – au congrès FO de la région parisienne où il condamne la poursuite de la guerre et stigmatise la détention de Messali Hadj<sup>205</sup>.

Revenons à l'automne 1957. Pour contrer « l'effet Mélouza » et la réprobation qui a suivi le meurtre des syndicalistes, les partisans du FLN mettent en avant « l'affaire Bellounis »<sup>206</sup>. Elle a pour origine les difficultés du chef maquisard à tenir tête aux troupes du Front. Il se résout à un accord avec l'armée française afin d'obtenir les armes et l'équipement logistique nécessaires. Bellounis rend public cette collusion en novembre 1957 puis, le mois suivant, il rejette toute filiation avec le MNA et proclame que l'Algérie doit rester liée à la France<sup>207</sup>. Comme Messali Hadj ne le désavoue pas, cette entente constitue une aubaine pour le FLN et ses partisans en métropole. Ils s'en servent contre le MNA afin de le discréditer<sup>208</sup>. Par contre, *La Vérité* consacre seulement quelques lignes à Bellounis où elle qualifie de simple armistice l'accord passé avec l'armée française et refuse de le considérer comme un traître à la cause de l'indépendance<sup>209</sup>. La gêne des lambertistes par rapport à cette affaire suscite l'ironie du PCI minoritaire. Pour J. Grinblat et E. Mandel, le FLN dirige la révolution algérienne et le PCI majoritaire commet une lourde faute en soutenant totalement les messalistes<sup>210</sup>. G. Bloch réplique en reprochant au PCI minoritaire de soutenir le Front uniquement par suivisme envers le PCF. Il ne parle pas de Bellounis mais attaque E. Mandel, tête de turc des trotskystes majoritaires. G. Bloch rappelle son abandon des « Dix thèses » en 1951 et son ralliement soudain à M. Pablo. Pour longtemps, les événements de 1951-1952 fourniront des arguments aux lambertistes en situation difficile<sup>211</sup>.

Par ailleurs, les règlements de compte entre Algériens continuent mais, peu à peu, le MNA cède du terrain aux assauts du FLN même si certaines régions – Nord et Est de la France,

---

<sup>204</sup> « Le CCN de FO », *La Vérité*, n° 502, 22 mai 1958.

<sup>205</sup> « A propos d'un congrès », *La Vérité*, n° 501, 15 mai 1958.

<sup>206</sup> STORA B., « *La gauche...* », *op. cit.*, p. 75.

<sup>207</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 458.

<sup>208</sup> GUERIN D., *Quand l'Algérie...*, *op.cit.*, p. 88.

<sup>209</sup> FORGUE F., « Les alibis des tueurs », *La Vérité*, n° 477, 14 novembre 1957.

<sup>210</sup> PRIVAS (GRINBLAT) J., « Où en est le MNA ? », *IVe Internationale*, n° 1, janvier 1958, p. 24-30 et CERMTRI, PCI 1958, Correspondance entre socialistes américains et belges, février 1958.

<sup>211</sup> BLOCH G., « Un socialiste belge « sui generis » », *La Vérité*, n° 493, 13 mars 1958.



Sarre surtout – constituent de véritables cimetières de cadres pour ce dernier<sup>212</sup>. Les premiers mois de 1958 voient le MNA et l'USTA perdre définitivement la partie en France et nombre de leurs dirigeants et militants passer au Front<sup>213</sup>. Certains trotskystes majoritaires se rendent compte de la situation. Ainsi, C. Kahn qui héberge chez lui des messalistes recherchés par la police. Un jour, l'un d'eux vient le voir et lui dit : « Claude, je vais te quitter, je passe au FLN car le MNA s'est compromis avec les autorités françaises et s'est discrédité ». C. Kahn en parle aussitôt à P. Lambert mais celui-ci nie l'effondrement du MNA<sup>214</sup>. Dans *La Vérité*, il reconnaît l'affaiblissement de ce mouvement mais persiste à croire en sa victoire car il représente « l'espoir de tout un peuple »<sup>215</sup>. Le PCI confirme son appui indéfectible au MNA dans ses documents préparatoires à la conférence du CI de juin 1958 comme nous l'avons vu précédemment. Néanmoins, il ne s'agit pas d'une lubie du seul Pierre Lambert car M. Pivert conserve la même attitude<sup>216</sup> malgré les revers des messalistes. Plus tard, des personnalités aussi différentes qu'E. Morin et G. Healy<sup>217</sup> demeureront convaincues d'avoir choisi le bon camp.

Le 30 avril 1958, le FLN fusille trois soldats français prisonniers en représailles à l'exécution de trois condamnés à mort algériens. Dans un article intitulé « Un crime contre la révolution algérienne », *La Vérité* reproche de nouveau au Front de considérer en bloc le peuple français comme complice de son impérialisme. Il creuse ainsi un fossé entre les travailleurs français et algériens. Malgré la quasi-victoire du FLN sur le MNA, les lambertistes continuent à dénoncer le premier<sup>218</sup>. Par ailleurs, l'exécution des trois militaires déclenche un engrenage fatal à la IV<sup>e</sup> République.

### La crise du 13 mai

Ce jour-là, une émeute survenue à Alger aboutit à la mise en place d'un comité de salut public soutenu par les colons et l'armée. Il exige un changement de régime à Paris afin de vaincre les insurgés. La dernière crise politique de la IV<sup>e</sup> République commence. Dès le 15 mai, le général de Gaulle se déclare prêt à assumer « les pouvoirs de la République ». Les organisations de gauche organisent le 28 mai une grande manifestation contre les factieux et

---

<sup>212</sup> MEYNIER G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 533.

<sup>213</sup> STORA B., *Messali Hadj*, *op. cit.*, p. 269.

<sup>214</sup> Entretien avec C. Kahn le 8/12/2007.

<sup>215</sup> « III – Nouvelle étape », *La Vérité*, n° 490, 20 février 1958.

<sup>216</sup> JOUBERT J-P, *Révolutionnaires...*, *op. cit.*, p. 247.

<sup>217</sup> CERMTRI, SLL BI 1959-1963, Réponse au camarade Peng, *op. cit.*, p. 52-55.

<sup>218</sup> « Un crime contre la révolution algérienne », *La Vérité*, n° 501, 15 mai 1958.

le retour au pouvoir du général mais cela ne suffit pas car, le 1<sup>er</sup> juin, l'Assemblée nationale investit Charles de Gaulle comme président du Conseil. Les élus communistes se prononcent contre mais 42 députés socialistes - dont G. Mollet - votent pour. A la SFIO, une véritable bataille commence entre la direction et la minorité. Cette dernière condamne le ralliement de Guy Mollet au Général et la participation de socialistes au nouveau gouvernement.

Les lambertistes réagissent durant ces événements d'abord par *La Vérité*. Aux lendemains du 13 mai, le journal accuse les factieux et de Gaulle de vouloir imposer une dictature militaire aux Français. Un tel régime ne se mettra en place qu'en détruisant ou asservissant le mouvement ouvrier organisé. Il supprimera le droit de grève, les libertés de réunion et de presse ainsi que la possibilité de se syndiquer<sup>219</sup>. Il y a péril car le dernier gouvernement constitué – celui de Pierre Pflimlin – n'ose pas affronter de Gaulle et les mutins<sup>220</sup>. De plus, la SFIO le soutient et le PCF ne prend guère d'initiatives. Selon leur stratégie habituelle, les lambertistes somment les organisations ouvrières de réagir en appelant les travailleurs à la grève générale et à des manifestations de masse afin d'imposer leurs solutions<sup>221</sup>. Aussi, elle félicite la FEN d'avoir servi d'intermédiaire entre les différentes organisations afin d'obtenir le maximum de participants à la manifestation du 28 mai<sup>222</sup>. Les 100 à 200 000 manifestants se révéleront insuffisants mais, pour *La Vérité*, il s'agit d'une première victoire. Le journal titre « La classe ouvrière se dresse contre la dictature ! » et croit une grève générale possible<sup>223</sup>. Le journal appuie donc l'appel à la grève de la FEN pour le 30 mai<sup>224</sup> et reproche aux autres organisations syndicales de ne pas s'y associer. Ce jour-là, seuls les enseignants cessent le travail, au grand regret des lambertistes qui insistent sur la responsabilité de la CGT et du PCF<sup>225</sup>. Par ailleurs, *La Vérité* publie une pétition de 52 intellectuels dénonçant la tentative du Général de revenir au pouvoir. Parmi les signataires, nous remarquons la présence d'écrivains jusque-là très étrangers au PCI comme Claude Roy ou Arthur Adamov<sup>226</sup>. Cet épisode confirme le goût des lambertistes pour les pétitions.

---

<sup>219</sup> « La classe ouvrière est résolue », *La Vérité*, n° 502, 22 mai 1958.

<sup>220</sup> « Bilan d'un gouvernement », *La Vérité*, n° 503, 29 mai 1958.

<sup>221</sup> MONGE R, « Plus un sou, plus un homme », *La Vérité*, n° 501, 15 mai 1958.

<sup>222</sup> LANGLADE Robert, « Comment de Gaulle a pris le pouvoir », Supplément à *La Vérité* n°508, 17 juillet 1958 reproduit dans *Les Cahiers du CERMTRI*, n°131, nov.2008, p. 32.

<sup>223</sup> *La Vérité*, n° 503, 29 mai 1958.

<sup>224</sup> « L'appel de la FEN », *La Vérité*, n° 504, 5 juin 1958.

<sup>225</sup> « Déclaration du PCI », *La Vérité*, n° 502, 22 mai 1958.

<sup>226</sup> « L'équivoque de Gaulle », « Déclaration du PCI », *La Vérité*, n° 502, 22 mai 1958

Pour lutter contre les putschistes, les trotskystes majoritaires usent aussi de leur autre moyen habituel d'action : la constitution ou la participation à un nouvel organisme de coordination. Ainsi, le PCI appartient au comité de liaison formé sur le plan parisien avec la Fédération socialiste, l'UD FO, la Fédération anarchiste (FA)... Il plaide pour l'admission du PCF et de la CGT à cette instance mais il essuie un refus. Néanmoins, les lambertistes en demeurent membres<sup>227</sup>. Surtout, ils constituent un organisme plus combatif : le Comité d'action révolutionnaire (CAR) avec la FA et les Groupes anarchistes d'action révolutionnaires (GAAR) nés en 1955 d'une scission de la FCL<sup>228</sup>. Certains alliés habituels du PCI rejoignent aussitôt le CAR comme le syndicat des charpentiers en fer ou SouB. Signalons aussi l'appartenance à ce comité des groupes rive gauche des Jeunesses socialistes de la Seine, en conflit avec la direction de la SFIO<sup>229</sup>. Les représentants des organisations membres du CAR se réunissent au siège de la FA, 3 rue Ternaux dans le XIe<sup>230</sup>. La participation des lambertistes à ces deux comités montre leur ambivalence car les réformistes dirigent le premier quand le second se veut révolutionnaire.

Les activités du CAR consistent d'abord en la distribution de tracts et au collage d'une affiche « Alerte aux travailleurs »<sup>231</sup>. Surtout, ses partisans se distinguent pendant la manifestation du 28 mai en chantant *L'Internationale* et en lançant des mots d'ordre offensifs : « A bas de Gaulle », « Fusillez les généraux », « A bas l'armée » ou « Paras = SS ». A son issue, ils refusent de se disperser mais le service d'ordre les y oblige<sup>232</sup>. Le CAR n'aura pas le temps de mener d'autres actions avant le vote du parlement le 1<sup>er</sup> juin.

L'investiture du général provoque deux nouvelles déceptions pour les lambertistes. D'abord, l'entrée de G. Mollet dans son gouvernement porte un coup décisif à M. Pivert<sup>233</sup>. Déjà gravement malade, il décède dans la nuit du 2 au 3 juin. Aussitôt, *La Vérité* lui rend un vibrant hommage et rappelle les combats menés en commun, en particulier au Comité Messali et au CLADO<sup>234</sup>. Le 5 juin, P. Lambert assiste à son enterrement au Père Lachaise où il

<sup>227</sup> LEPAGE V., « De Gaulle au pouvoir », *La Vérité*, n° 504, 5 juin 1958.

<sup>228</sup> « Informations », *Noir et Rouge*, n°10, printemps 1958, p. X-XI et BIARD R., *Histoire du mouvement anarchiste*, Paris, Galilée, 1976, p. 125-127.

<sup>229</sup> « Vive la grève générale », *La Vérité*, n°503, 29 mai 1958.

<sup>230</sup> JOYEUX M., *Sous les plis...*, *op. cit.*, p. 192.

<sup>231</sup> Reproduits dans *Les Cahiers du CERMTRI*, n°131, novembre 2008, pp. 61 et 64-65.

<sup>232</sup> « Informations », *op. cit.*, p. XI et LANGLADE R., « Comment... », *op. cit.*, p. 33.

<sup>233</sup> KERGOAT J., *Marceau Pivert*, *op. cit.*, p. 334.

<sup>234</sup> « Marceau Pivert », *La Vérité*, n° 504, 5 juin 1958.

retrouve A. Rosmer, P. Monatte et P. Ruff<sup>235</sup>. Enfin, l'attitude de Messali Hadj constitue une ultime déconvenue pour les lambertistes. Dès le 2 juin, ce dernier se déclare prêt à négocier avec les nouvelles autorités françaises sans faire du principe de l'indépendance algérienne un préalable<sup>236</sup>. P. Lambert se rend auprès de lui pour le faire changer d'avis mais il n'y parvient pas<sup>237</sup>. La déclaration de Messali Hadj achève de le discréditer auprès des Algériens. Quant au PCI, cela montre son erreur quand il présentait le MNA comme un bien meilleur champion de l'indépendance algérienne que le FLN. L'engagement des lambertistes aux côtés des messalistes aboutit à un fiasco.

---

<sup>235</sup> KERGOAT J., *Marceau Pivert, op. cit.*, p. 355 et JOUBERT J-P, *Révolutionnaires..., op. cit.*, p. 249.

<sup>236</sup> *La voix du peuple*, juillet 1958, n°37, p. 1-4 et STORA B., *Messali Hadj, op. cit.*, p. 271-272.

<sup>237</sup> *Ibid.*

## CHAPITRE X LE RÉARMEMENT (juin 1958 - décembre 1959)

Après son investiture le 1<sup>er</sup> juin 1958, le général de Gaulle met en place le régime qu'il souhaitait sans grande difficulté. Ainsi, il fait adopter par référendum le 28 septembre 1958 la constitution de la Ve République. Ensuite, il obtient aux élections législatives des 23 et 30 novembre 1958 une large majorité parlementaire avant d'être élu président le mois suivant. La gauche se trouve alors dans un piètre état : le PCF perd plus de 1 600 000 voix aux législatives et la SFIO, discréditée, quitte le gouvernement en janvier 1959. Surtout, ses militants sont démoralisés par la victoire du Général et par sa popularité auprès de nombreux travailleurs. Cela s'avère particulièrement vrai pour les lambertistes dont le journal prédisait la venue de grandes luttes ouvrières<sup>1</sup> et considérait impossible le revirement de Messali Hadj. Nous examinerons donc dans ce chapitre la situation désastreuse du courant lambertiste après le 1<sup>er</sup> juin 1958 et surtout comment sa direction réagit pour le « réarmer »<sup>2</sup>.

### **Crise de l'organisation et tournant politique**

Au PCI, des cellules cessent de se réunir et bien des membres critiquent la direction<sup>3</sup>. D'ailleurs, cette dernière constate un relâchement de la discipline dans tous les domaines<sup>4</sup> et son embarras à percevoir les phalanges<sup>5</sup>. Cela aggrave les difficultés financières du parti car il doit subvenir aux besoins de la famille d'Henri Geneste, condamné en appel à trois ans de

---

<sup>1</sup> « Editorial », *La Vérité*, n° 497, 17 avril 1958.

<sup>2</sup> CERMTRI, PCI 58, Projet de rapport politique pour le comité central des 19-21 septembre 1958, p. 1.

<sup>3</sup> *Ibid.* et entretien avec Claude Kahn le 21/12/2007.

<sup>4</sup> CERMTRI, XI<sup>e</sup> congrès, *Compte rendu*, p. 4.

<sup>5</sup> CERMTRI, *Etudes et documents*, n° 3, septembre 1960, p. 4.

prison pour avoir aidé les messalistes à imprimer des tracts<sup>6</sup>. En conséquence, le PCI réduit encore le format de *La Vérité* et suspend sa parution sept semaines durant l'été<sup>7</sup>. Surtout, certains lambertistes, découragés, cessent de militer<sup>8</sup>. Le camp d'été constitue un rendez-vous important pour les membres du parti, auquel ce dernier convie aussi quelques compagnons de route. Cette année-là, il compte seulement une trentaine de participants<sup>9</sup>. L'organisation perd des militants expérimentés – comme J. Maertens ou R. Sontet – après H. Baratier et G. Van Bever auparavant. P. Duthel ne rompt pas mais se consacre encore davantage à ses activités syndicales<sup>10</sup>. Selon la brochure *Quelques enseignements de notre histoire*, le PCI majoritaire compte seulement une cinquantaine de membres en septembre 1958<sup>11</sup>. Pourtant, les départs ne s'accompagnent pas de la constitution d'une opposition comme en 1955 avec le groupe Raoul et, sous l'égide de P. Lambert, le comité central réagit dès le mois de juin 1958.

Pour l'Algérie, il reconnaît avoir sous-estimé la force contre-révolutionnaire constituée par les français d'Algérie mais ne va pas plus loin dans la repentance<sup>12</sup>. Ainsi, la direction considère avoir eu raison de soutenir Messali Hadj, malheureusement celui-ci n'a pas disposé de l'appui de la classe ouvrière française, chloroformée par ses directions, et cela explique sa capitulation du 2 juin 1958. D'ailleurs, le comité central croit encore possible un redressement du MNA aussi *La Vérité* s'abstient de condamner publiquement sa reddition même si cela étonne certains lambertistes<sup>13</sup>. Désormais, *La Vérité* ne parle plus du MNA<sup>14</sup> mais, en octobre 1958, comme Messali Hadj ne se déjuge pas, P. Lambert fixe publiquement la nouvelle orientation des lambertistes par rapport à la guerre d'Algérie. Il justifie de nouveau la lutte menée depuis 1954 par les trotskystes majoritaires avec les messalistes puis il insiste sur l'importance de la prise du pouvoir par de Gaulle. Elle constitue une grave défaite pour le prolétariat français et, sans l'appui de ce dernier, les nationalistes algériens ne peuvent plus réaliser une révolution sociale. Toujours selon P. Lambert, de Gaulle entreprend maintenant de construire en Algérie un état bourgeois lié à la France et préservant les intérêts de

---

<sup>6</sup> « Henri Geneste condamné en appel à trois ans de prison », *La Vérité*, n° 508, 17 juillet 1958.

<sup>7</sup> « Défendons *La Vérité* », *La Vérité*, n°509, 17 juillet 1958.

<sup>8</sup> Selon L. Eemans dans son entretien avec C. Malaisé le 20/2/2002, p. 19.

<sup>9</sup> CERMTRI, FRANCE CI 1953-1964, Lettre de G. Bloch du 30/10/1959.

<sup>10</sup> BROUÉ P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 106.

<sup>11</sup> *Quelques enseignements de notre histoire*, *op. cit.*, p. 100. A noter que Raoul indique une cinquantaine de militants dans un texte de 1957 cité précédemment.

<sup>12</sup> CERMTRI, PCI 58, Projet de rapport politique pour le comité central des 19-21 septembre 1958, p. 8-10.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 10-12.

<sup>14</sup> A partir du n° 504 du 5 juin 1958.

l'impérialisme français. Les nationalistes algériens ne parviendront qu'à constituer un état de ce type. D'ailleurs, le MNA accepte maintenant cette solution et le FLN finira par s'y rallier à condition que de Gaulle le reconnaisse comme seul représentant des Algériens lors des négociations<sup>15</sup>. Désormais, les révolutionnaires doivent donc cesser de participer à la lutte des insurgés et se consacrer à d'autres tâches. Selon nous, la fin de l'appui aux messalistes s'explique aussi par le ralliement des Algériens de métropole au FLN. P. Lambert était très intéressé par cette force militante<sup>16</sup>. Désormais, il comprend qu'il ne l'aura pas comme alliée et même qu'elle lui est hostile. En conséquence, au cours des années suivantes, la presse lambertiste commente les événements mais l'organisation ne mène plus d'action concrète d'aide aux nationalistes algériens. Pourtant, jusque-là, les trotskystes respectaient la résolution de l'IC évoquée au chapitre VI :

« Tout parti qui désire appartenir à la IIIe Internationale est tenu... ...d'appuyer non seulement par des paroles, mais par des faits, les mouvements libérateurs des colonies »<sup>17</sup>.

La politique de soutien au MNA se termine mais la direction du PCI empêche la tenue d'une discussion à ce propos. Elle craint probablement qu'un tel débat n'affaiblisse encore plus le parti. De plus, le courant lambertiste manifeste là une de ses spécificités : sa difficulté à reconnaître ses erreurs<sup>18</sup>. Néanmoins, certains militants regrettent l'absence d'un débat sur ce sujet comme J. Simon<sup>19</sup> ou B. Fraenkel – ce dernier vient d'adhérer au PCI.

De même, le comité central considère justes ses perspectives antérieures pour la métropole. Selon lui, la classe ouvrière était sur le point de prendre le pouvoir. Malheureusement, la bourgeoisie a pris les devants et, à cause de la pusillanimité des partis communiste et socialiste, le prolétariat français vient de connaître sa plus grande défaite depuis 1945. Il est impossible, selon la direction du PCI, de mesurer à présent l'ampleur de ce recul – probablement très important, mais il implique déjà un changement d'orientation. Dans la période à venir, la bourgeoisie va profiter de son avantage pour diminuer le niveau de vie des travailleurs. A son service, de Gaulle veut établir un pouvoir fort et mener une offensive bonapartiste contre les syndicats et les libertés ouvrières<sup>20</sup>. Comme la capacité d'action du prolétariat sera limitée pour un temps, l'avant-garde révolutionnaire doit s'adapter à cette

---

<sup>15</sup> *IO*, n° 1, 18/10/1958 et « Où en est la situation ? », *IO*, n° 10, avril 1959.

<sup>16</sup> Voir chapitre VI.

<sup>17</sup> Reproduite dans ROBRIEUX, *Histoire...*, tome 1, *op. cit.*, p. 561.

<sup>18</sup> FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 95.

<sup>19</sup> Entretien avec J. Simon le 22/11/2008.

<sup>20</sup> CERMTRI, PCI 58, Projet de rapport politique pour le CC du 22 juin, p. 4-5 et 22.

situation. Elle doit « reculer avec la classe en préparant les positions qui lui permettront de remonter avec la classe » quand celle-ci reprendra l'offensive<sup>21</sup>.

Cette sombre prédiction des lambertistes nous inspire deux remarques. D'abord, dans les premiers mois du nouveau régime elle ne semble guère originale. Nombre d'opposants de gauche traitent de Gaulle d'aspirant-dictateur, voire de fasciste<sup>22</sup>. Pourtant, les lambertistes conserveront longtemps leur vision d'un mouvement ouvrier sur la défensive et d'une bourgeoisie belliqueuse, décidée à l'écraser. Comme Henri Weber<sup>23</sup>, nous expliquons ce pessimisme par leur incapacité à analyser la situation des pays avancés en 1958. Leur principal dirigeant, comme l'atteste d'anciens membres de son courant<sup>24</sup>, reste marqué par les crises politiques et économiques des années 1930. Il continue de reproduire les visions apocalyptiques du *Programme de transition*. Ainsi, les trotskystes majoritaires prévoient toujours une crise économique mondiale et dénoncent régulièrement la baisse des salaires réels. Cela amène Georges Van Bever, dans *La Vérité*, à affirmer qu'un manoeuvre en 1954 touche moins de la moitié de son salaire réel de 1938. Selon lui, il se produit un effondrement du pouvoir d'achat de l'ouvrier par rapport à l'avant-guerre<sup>25</sup>.

Les lambertistes persisteront dans leur catastrophisme politique jusqu'en juin 1969. A la suite de l'échec du Général lors de son référendum deux mois auparavant, ils considéreront alors que le prolétariat reprend l'offensive et jugeront la révolution imminente. Pour la première fois depuis 1958, leur résolution politique manifesterà un grand optimisme :

« La période qui vient de s'ouvrir est celle de la révolution imminente, de la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, sur la base du Programme de transition, de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale »<sup>26</sup>.

En juin 1958, le PCI prend donc un important tournant politique. Pour tenir compte de sa nouvelle stratégie et mettre fin à la crise de l'organisation, le comité central entreprend de réviser ses tâches et ses modes d'action. Pour cela, il prend une série de décisions lors de ses sessions de juin et septembre 1958. Au cours de ce dernier mois, le PCI se réunit en conférence pour les avaliser<sup>27</sup>. En fait, il s'agit d'une assemblée générale des membres restants du courant lambertiste, ce dernier étant trop faible pour tenir un congrès. Examinons

---

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>22</sup> POPEREN Jean, *La gauche française 1958-1965*, Paris, Fayard, 1972, p. 102.

<sup>23</sup> WEBER H., *Qu'est-ce que l'AJS ?*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>24</sup> Particulièrement CAMBADELIS Jean-Christophe, *Le chuchotement...*, *op. cit.*, p. 197.

<sup>25</sup> « Que nous réserve le SMIG ? », n° 329, 5 février 1954.

<sup>26</sup> « Résolution politique de l'OT », *La Vérité*, n° 544, juin 1969, p. 18.

<sup>27</sup> CERMTRI, OT 62-64, Projet de résolution sur le changement de dénomination de l'organisation, 2 p.



successivement les mesures prises pour « réarmer<sup>28</sup> » l'organisation et leurs premières conséquences.

### **L'abandon du nom PCI**

La première décision concerne la dénomination de l'organisation. Malgré son faible effectif, elle a conservé depuis 1952 le titre de parti afin de ne pas apparaître plus faible que le PCI minoritaire. Des motifs « contingents » amènent l'assemblée à décider l'abandon de ce titre<sup>29</sup>. Par commodité, nous nommerons désormais cette organisation groupe Lambert ou groupe La Vérité, termes les plus couramment utilisés.

Nous ne connaissons pas les raisons de cette renonciation mais nous pouvons faire des hypothèses. D'abord, l'organisation lambertiste se trouve en crise, ne fonctionne plus du tout comme un parti et le « vieux noyau », précédemment évoqué, dirige tout. Ensuite, cela facilitera l'entrée de certains de ses membres au Parti socialiste autonome (PSA) alors créé : ils n'appartiendront pas à deux partis en même temps. Enfin, les lambertistes prévoient la mise en œuvre par le gouvernement de mesures répressives contre les révolutionnaires. Disparaître officiellement gênera les investigations de la police. D'ailleurs, l'organisation se prépare à la clandestinité au cas où la répression s'intensifierait. Elle prend déjà des précautions comme la diffusion des rapports adoptés lors de la conférence sous une couverture portant seulement l'intitulé « Bulletin économique et social »<sup>30</sup>. Le groupe veut s'organiser de manière cloisonnée et impose à ses membres des règles de sécurité strictes. Ainsi, chaque cellule ne doit pas compter plus de cinq militants même si, pour le moment, cette consigne ne semble pas suivie d'effet.

L'organisation n'a plus d'existence officielle mais elle veut garder sa place dans la continuité du mouvement trotskyste. D'ailleurs, elle continue à dénier toute légitimité au PCI minoritaire qui conservera son nom jusqu'à son interdiction en juin 1968. Cette disposition du groupe La Vérité l'amènera à continuer de numéroter ses congrès en considérant celui du PCI en novembre 1944 comme le premier. De plus, suite à la croissance de ses effectifs, l'OCI reprendra le nom de PCI en 1981 pour une décennie puis participera à la constitution du Parti des travailleurs (PT) en 1991 avec d'autres groupes. Elle en deviendra le Courant communiste internationaliste (CCI). Le mouvement lambertiste se perpétuera sous cette nouvelle

---

<sup>28</sup> Projet de rapport politique pour le CC des 19-21 septembre 1958, *op. cit.*, p. 1.

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> CERMTRI, PCI 1958, Résolution d'ensemble sur les tâches de l'organisation, p. 8.

appellation très proche de PCI. En 2008, le PT se transformera en Parti ouvrier indépendant (POI) sans modifier le fonctionnement du CCI.

Les lambertistes seront toujours disposés à évoquer certains moments de leur histoire et multiplieront les références mémorielles. Par contre, le PCI minoritaire et surtout la Ligue communiste qui lui succèdera auront des rapports plus distanciés à l'impératif de filiation historique. Comme le dira Alain Krivine – un de leurs dirigeants : « Nous préférons plonger dans le mouvement actuel des masses que de retourner toujours aux textes du passé<sup>31</sup>».

### **La Vérité mensuelle**

En septembre 1958, le groupe Lambert prend une autre importante décision : transformer *La Vérité* en revue car les ventes de l'hebdomadaire continuent de diminuer et sa publication s'avère encore plus déficitaire qu'avant<sup>32</sup>. Les Algériens messalistes n'achètent plus le journal et la démoralisation qui suit l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle aggrave encore cette situation : il y a moins de lecteurs et de rédacteurs. Les lambertistes doivent changer son rythme de parution même si cela entraînera une baisse de prestige pour leur courant politique à cause de l'importance du titre *La Vérité* pour le mouvement trotskyste français. Sous-titrée, « mensuel trotskyste » et non plus organe du PCI, *La Vérité* constitue désormais la revue théorique qui manquait aux lambertistes depuis l'arrêt des *Cahiers rouges*.

Bien entendu, la rédaction n'explique pas ce changement de périodicité par le manque de lecteurs mais en donne une raison politique : la victoire de la bourgeoisie au printemps 1958 ajourne une nouvelle fois l'échéance de la révolution socialiste<sup>33</sup>. Pour la revue, il ne s'agit plus de donner « des mots d'ordre pour une action impossible dans l'immédiat », mais de fournir « aux travailleurs d'avant-garde des études sérieuses et des analyses approfondies »<sup>34</sup>. D'ailleurs, *La Vérité* proclame sa fidélité aux idées de Trotsky et, plus largement, au marxisme. Elle considère toute révision de ce dernier comme une attaque inspirée par la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Cela amène la revue à intervenir dans les débats intellectuels, particulièrement riches au début de la Ve République car, après l'Algérie et Budapest, la facile victoire du général provoque une crise du mouvement ouvrier dont les

---

<sup>31</sup> *Fragments d'un discours révolutionnaire : à l'école des trotskysmes français*, série de Jean Birnbaum diffusée sur France culture du 29 juillet au 30 août 2002, émission n° 17 : « Krivine balaye » disponible sur [hussonet.free.fr/trotsk.htm](http://hussonet.free.fr/trotsk.htm) consulté le 15/2/2018.

<sup>32</sup> Entretien avec F. de Massot le 25/4/2006.

<sup>33</sup> « Pourquoi *La Vérité* mensuelle », *La Vérité*, n° 513, 15 novembre 1958, p. 3.

<sup>34</sup> *Ibid.*

grandes organisations se sont révélées bien décevantes. En conséquence, les réflexions et les initiatives se multiplient pour fournir à la gauche un nouveau projet de société. Politiquement, la volonté de changement se manifeste par l'existence de l'UGS mais aussi par l'affirmation d'une minorité dans la SFIO et le maintien de groupes oppositionnels dans le PCF.

Par ailleurs, et contrairement aux prévisions lambertistes, la croissance économique continue et même s'accélère. Elle provoque des mutations radicales dans les structures de production et permet la hausse des salaires. Les habitudes de consommation des travailleurs changent comme leur mode de vie. Cette modernisation de la société française suscite aussi bien des commentaires et des analyses. Dans ce contexte, des sociologues établissent un lien entre cette évolution et le peu de réaction des travailleurs en mai 1958. Cela les amène à s'interroger sur le présent et l'avenir de la classe ouvrière en France. Certains auteurs – comme Alain Touraine ou Michel Crozier – prévoient son embourgeoisement ou au moins son intégration dans une société de classes moyennes. Pour d'autres, elle demeure mais change. Ainsi, le jeune sociologue Serge Mallet constate le nombre croissant d'ouvriers très qualifiés et de techniciens. Selon lui, ils privilégient souvent les revendications qualitatives – portant sur la gestion de l'entreprise et le statut du salarié – aux dépens de celles concernant les salaires. S. Mallet voit dans ces « couches nouvelles » la nouvelle avant-garde de la classe ouvrière, l'agent historique de la révolution sociale. Car il se veut un marxiste convaincu et milite au groupe communiste dissident Tribune du communisme<sup>35</sup>. L'écho rencontré par ses thèses amène E. Morin à lui confier avec Alain Touraine la préparation d'un dossier d'*Arguments* sur ce sujet, lequel paraît au début de 1959<sup>36</sup>. Ensuite, S. Mallet continuera à étudier les transformations du mode de production capitaliste. Il persistera dans sa volonté de rejeter les schémas obsolètes et deviendra un des principaux animateurs de la mouvance « moderniste » du Parti socialiste unifié (PSU) dont nous évoquerons la naissance. En 1963, il publiera son livre le plus connu *La nouvelle classe ouvrière*<sup>37</sup> dont le titre servira à nommer le débat initié par les sociologues<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> Sur ce débat, voir GEORGI Frank, « La nouvelle classe ouvrière » dans J-M. CHAPOULIE (dir), *Sociologues et sociologies*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 227-238 et ADAM Gérard, « Où en est le débat sur la nouvelle classe ouvrière ? », *Revue française de science politique*, n°5, 1968, p. 1003-1023.

<sup>36</sup> N° 12-13, janvier-mars 1959, p. 2-33.

<sup>37</sup> Paris, Le Seuil.

<sup>38</sup> Signalons la même année, la parution d'un ouvrage sur le même sujet : *Une nouvelle classe ouvrière* chez Julliard. Son auteur, Pierre Belleville, est aussi sociologue et membre du PSU.

Les analyses de ces chercheurs rencontrent un certain écho auprès de la CFTC mais le PCF et la CGT les rejettent. Selon ces derniers, la classe ouvrière demeure essentiellement la même et constitue toujours le principal facteur de changement social, encadré par son parti et son organisation syndicale<sup>39</sup>. Devenue mensuelle, *La Vérité*, donne son avis dans plusieurs articles<sup>40</sup>. D'abord, elle explique la victoire du général par la trahison des directions ouvrières et non par une défaillance du prolétariat. Ensuite, la revue exprime des certitudes proches de celles du PCF et de la CGT : le marxisme demeure le guide pour comprendre les transformations de la société française et la classe ouvrière la force révolutionnaire principale. *La Vérité* reconnaît des évolutions comme l'importance croissante du secteur tertiaire mais elle assure que bien des éléments de celui-ci – comme les employés de banque – rejoindront les autres travailleurs dans la lutte des classes. Cette dernière continue et les lambertistes prônent une lutte résolue contre le patronat pour arracher des conditions de vie décentes<sup>41</sup>. Enfin, ils veulent disqualifier les sociologues précédemment évoqués en les accusant d'œuvrer pour la bourgeoisie. Selon *La Vérité*, ils se prêtent à une manœuvre politique pour affaiblir le camp des travailleurs :

« L'offensive que les rénovateurs de tout poil mènent contre le marxisme n'a pas depuis un demi-siècle d'autre signification que celle de la pénétration idéologique de l'ennemi de classe dans les rangs du mouvement ouvrier »<sup>42</sup>.

A cette occasion, les lambertistes confirment leur habitude de proférer des invectives sur leurs contradicteurs. Ainsi, suite à la parution du dossier d'*Arguments* déjà cité, *La Vérité* s'acharne sur son directeur E. Morin. La revue fustige ses « âneries » sur les travailleurs et voit en lui « le type même de l'intellectuel qui n'a pas su ou voulu se débarrasser de l'idéologie stalinienne pour se lier à la classe ouvrière »<sup>43</sup>. Cette attaque met fin aux relations entre les lambertistes et le sociologue du CNRS. Désormais, *La Vérité* n'annonce plus les parutions d'*Arguments*. De même, P. Lambert s'en prend à S. Mallet : il lui reproche de dédaigner les revendications salariales traditionnelles - il les baptise « luttes pour le beefsteak » - et de préconiser la participation des salariés à la gestion de leur entreprise<sup>44</sup>.

---

<sup>39</sup> GEORGI F., « La Nouvelle... », *op. cit.*, p. 233.

<sup>40</sup> FORGUE F., « Y a-t-il encore une classe ouvrière? » et TARRANT F., « Les marchands de vent », n° 516, mars 1959, p. 8-17, LAMBERT Pierre, « Les rénovateurs en tous genres », n° 514, 15 décembre 1958, p. 9-12 et CARIER Hubert, « L'aristocratie ouvrière aujourd'hui », n° 522, automne 1961, p. 43.

<sup>41</sup> LAMBERT Pierre, « Les rénovateurs en tous genres », *op. cit.*, p. 9-12.

<sup>42</sup> CARIER Hubert, « L'aristocratie ouvrière aujourd'hui », n° 522, automne 1961, p. 43.

<sup>43</sup> TARRANT F., « Les marchands de vent », *op. cit.*, p. 16-17.

<sup>44</sup> LAMBERT Pierre, « Les rénovateurs en tous genres », *op. cit.*, p. 9-12.

Ultérieurement, la revue le traitera de « marchand de vent » et de « défenseur de l'ordre bourgeois »<sup>45</sup>. Car S. Mallet choque *La Vérité* par son goût de la modernité. En s'intéressant aux « couches nouvelles » - essentiellement les techniciens, il prend ses distances avec l'ouvriérisme auquel les lambertistes sont très attachés. Au quotidien, ces militants conseillent et aident les ouvriers à lutter contre les tracasseries du petit chef et du bureau des méthodes. Ils ne veulent pas supprimer la frontière entre exécutants et dirigeants dans l'atelier<sup>46</sup>. Enfin, le groupe La Vérité veut demeurer fidèle à sa vision mythologique de la classe ouvrière, laquelle privilégie les travailleurs manuels. SouB réagit de la même manière. Autrefois, l'organe « social-barbare » dialoguait avec *Arguments*<sup>47</sup>. A la suite de la parution du dossier sur la classe ouvrière, SouB fait à la revue d'E. Morin des reproches similaires à ceux des lambertistes<sup>48</sup>. Pourtant, les débats intellectuels en cours finiront par semer le trouble chez les socio-barbares : en 1959, C. Castoriadis commence à mettre en cause le marxisme. Cela provoque d'âpres débats à SouB<sup>49</sup>.

Au-delà de ces polémiques, que savons nous des transformations de la classe ouvrière ? En fait, elle n'a jamais été homogène et sa diversité s'accroît avec la croissance économique. La proportion de techniciens augmente – comme le constate S. Mallet – mais il faut aussi prendre en compte les changements de mentalité des prolétaires. Ils vivent plus confortablement et apparaissent mieux intégrés à la société. Surtout, ils n'ont pas pour objectif de renverser la société bourgeoise comme le souhaitent les lambertistes mais de consommer davantage<sup>50</sup>. Cela amènera J. Gautrat à écrire :

« L'idéal-type des salariés n'est ni le prolétaire russe ni le régime bolchevik, mais la classe moyenne américaine. La plupart des ouvriers souhaitent ne plus être ouvriers »<sup>51</sup>.

Cette réalité, le groupe La Vérité ne peut pas l'admettre. Aussi, afin de prouver ses dires, la revue promet de publier des études décrivant la réalité sociale française et expliquant l'évolution du capitalisme<sup>52</sup>. Pourtant, cette préoccupation apparaît peu dans les 11 numéros (dont le n°517-518 double) parus entre novembre 1958 et juin 1963. Les 105 articles

---

<sup>45</sup> CARIER H., « Les marchands de vent », n°527, février-avril 1964, p. 103-109.

<sup>46</sup> GAUTRAT Jacques, « La nouvelle classe ouvrière, un témoignage » dans J-M. CHAPOULIE (dir.), *Sociologues et sociologies*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 239-243

<sup>47</sup> « Les idées de Socialisme ou barbarie », *Arguments*, n° 4, juin-septembre 1957, p. 8-21.

<sup>48</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, *op. cit.*, p. 295-304.

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> BERSTEIN Serge, *La France de l'expansion 1. La République gaullienne*, Paris, Seuil, p. 194-198.

<sup>51</sup> GAUTRAT Jacques, « La nouvelle classe ouvrière... », *op. cit.*, p. 240-241.

<sup>52</sup> FORGUE F., « Y a-t-il encore... », *op. cit.*, p. 15.

correspondants – les critiques de livres et les notes courtes n'étant pas prises en compte – peuvent être classés ainsi :

Thème	Nombre d'articles
Actualité internationale	29
Grands auteurs marxistes du passé : vies, textes et enseignements	25
Actualité politique française	15
Histoire du mouvement ouvrier	11
Syndicalisme et actualité sociale (grèves...)	9
La Jeunesse	5
Etudes économiques ou sociales	5
Sur l'Eglise catholique	5
Cinéma	2

La réflexion théorique dans *La Vérité* consiste principalement à reproduire des textes d'auteurs marxistes (Marx, Trotsky, Rosa Luxembourg, Paul Lafargue) et à les commenter. La revue publie seulement cinq études sur l'économie et les structures sociales de la France à cette époque<sup>53</sup>. Le goût des lambertistes pour le passé – déjà évoqué – se confirme avec le nombre conséquent – onze – d'articles sur l'histoire du mouvement ouvrier. Ainsi, P. Broué - sous son pseudonyme de P. Brabant - donne avec « La Révolution allemande » (1918-1923) un résumé en trois articles de sa future thèse<sup>54</sup>. Dans cette recherche, il détaille les tentatives des communistes allemands pour prendre le pouvoir aux lendemains de la Première guerre mondiale. Il affirme que les prolétaires de ce pays voulaient alors la révolution mais qu'elle n'a pas eu lieu à cause de la trahison des dirigeants sociaux-démocrates et des atermoiements de ceux du Parti communiste allemand. P. Broué attribue donc aux appareils du mouvement ouvrier germanique la responsabilité de l'échec en 1923. De même, il vante la politique de front unique préconisée en 1921 par Lénine et Trotsky puis adoptée par l'Internationale

<sup>53</sup> LEPAGE V., « Vers la crise », n° 514, p. 13-14, LANGLOIS H., « Où en est l'économie française » et KEMP T., « L'économie européenne » n° 516, p. 49-55, CARIER H., « Les marchands de vent », *op. cit.*, p. 103-109 et FORGUE F., « Y a-t-il encore... », *op. cit.*, p. 15.

<sup>54</sup> N° 515, 516 et 517-518, février, mars et juin-septembre 1959, p. 45-52, 41-48 et 41-48.

communiste<sup>55</sup>. P. Broué montre ainsi sa fidélité aux orientations lambertistes. Il soutiendra sa thèse en 1971 et les éditions de Minuit la publieront aussitôt<sup>56</sup>.

Le goût du groupe *La Vérité* pour le passé se conjugue avec la méfiance envers la nouveauté dans tous les domaines. Ainsi, la revue approuve un article de *Preuves* dénonçant le Nouveau roman et intitulé « Une littérature de l'ennui »<sup>57</sup>. De même, elle évoque l'arrivée du rock and roll en France mais rejette cette nouvelle musique « pour chérubins calamiteux et mercantis de tout poil ». Pour elle, il s'agit seulement d'une affaire de « gros sous »<sup>58</sup>. D'ailleurs, les lambertistes ironisent fréquemment sur *France Observateur*, lui reprochant de se faire l'écho des idées à la mode et de publier des articles d'E. Mandel écrits sous un pseudonyme<sup>59</sup>.

A l'automne 1958, *La Vérité* devient donc la revue de l'organisation et le restera jusqu'à nos jours. Par ailleurs, du point de vue des publications le groupe parvient à innover en dépit de sa détresse financière.

### **Naissance d'Informations ouvrières**

En complément de *La Vérité* et selon la volonté de P. Lambert<sup>60</sup>, le groupe publie à partir du 18 octobre 1958 *Informations ouvrières (IO)*, modeste bulletin ronéotypé de 4 pages en format 21x27. Selon nous, il s'inspire de l'exemple de *The Newsletter* – réalisé par des membres de la SLL – car les deux publications comptent le même nombre de pages et ne se réclament pas du trotskysme. En effet, le nouveau périodique ne prétend pas donner des directives aux militants ouvriers mais seulement leur fournir des analyses et de la documentation. Il souhaite permettre aux prolétaires de tirer les leçons des péripéties de la lutte des classes<sup>61</sup>. Avec ce périodique, l'organisation vise à faire le lien avec les 2 ou 300 sympathisants ou membres du groupe, voire d'en faire le point de départ d'un nouveau regroupement. Par ailleurs, avec *IO*, P. Lambert veut rompre avec les mauvaises habitudes des trotskystes français de publier des journaux déficitaires comme le PCI avec *La Vérité*. Désormais, il veut que son courant applique le principe : « Qui veut nous lire, nous paye »<sup>62</sup>.

---

<sup>55</sup> Dans le second article.

<sup>56</sup> Sous le titre *Révolution en Allemagne (1918-1923)*, Paris, 988 p.

<sup>57</sup> « Revue des revues », *La Vérité*, n° 523, hiver 1962, p. 114.

<sup>58</sup> « Gros sous, révoltes et chansons », *La Vérité*, n° 527, février 1964, p. 117-118.

<sup>59</sup> BLOCH G., « Quelques enseignements de la grève générale belge », n° 522, automne 1961, p. 61-92.

<sup>60</sup> Entretien avec F. de Massot du 22/6/ 2016.

<sup>61</sup> *IO* n° 24, 47, et 81 des 24/1/1960, 17/9/1960 et 23/9/1961.

<sup>62</sup> Entretien avec F. de Massot du 30/9/ 2015.

En conséquence, *IO* est vendu par abonnement et par les militants de la main à la main. Il ne possède pas d'existence légale car le titre n'a pas été déposé auprès des autorités administratives. Cette clandestinité perdurera jusqu'en février 1964 avec la publication d'un supplément mensuel imprimé.

Comme *IO* coûte beaucoup moins cher à fabriquer que *La Vérité*, il se révèle rentable et procure un petit bénéfice<sup>63</sup>. Cela permettra au groupe d'acheter le matériel technique nécessaire pour son édition et de la documentation pour la rédaction des articles<sup>64</sup>. P. Lambert en rédige la majorité et commande les autres à des membres de son organisation comme F. de Massot, D. Renard, Xavier Mourre<sup>65</sup>... A. Cardinal l'assiste en se chargeant de la correspondance et de la gestion des abonnements<sup>66</sup>. Les autres militants effectuent par roulement la saisie des textes sur des stencils et l'expédition<sup>67</sup>. Généralement, un exemplaire de *IO* correspond à un seul article traitant d'un sujet d'actualité. Sur les 55 numéros parus avant le 1<sup>er</sup> janvier 1961, nous constatons l'importance accordée à la France : 25 articles concernent les événements politiques et 16 les syndicats. Par contre, seuls quatre numéros concernent l'international mais, comme nous l'avons vu, *La Vérité* y consacre de nombreuses pages. De plus, si *IO* traite de la grève générale belge de 1960-1961<sup>68</sup> ou des journées de juin 1960 au Japon<sup>69</sup>, il ne s'intéresse pas aux pays du Tiers monde (hors Algérie). En particulier, *IO* n'évoque jamais la révolution cubaine qui se déroule alors. Enfin, durant cette période, un seul article concerne la publication d'un livre : il s'agit du second tome de *l'Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre* par A. Rosmer. La critique d'*IO* s'avère dithyrambique<sup>70</sup> car les lambertistes apprécient beaucoup l'auteur. En effet, il ne renie pas son passé syndicaliste révolutionnaire et défend la mémoire de Trotsky. Surtout, il demeure un antistalinien résolu et dès 1948, reproche aux trotskystes français leur complaisance envers les communistes<sup>71</sup>. Aussi, en juin 1962, le groupe *La Vérité* amènera ses jeunes cadres consulter le vieux révolutionnaire<sup>72</sup>.

---

<sup>63</sup> Entretien avec F. de Massot dans HENTZGEN J., *Agir au sein de la classe...*, op. cit., p. 170.

<sup>64</sup> « Reprise de contact », *IO*, n° 81, 23/9/1961.

<sup>65</sup> Entretien avec P. Levasseur le 24/10/2009.

<sup>66</sup> Archives de la Préfecture de police, G<sup>A</sup> br7, *La tendance lambertiste au sein du mouvement trotskyste français*, notice d'A. Cardinal.

<sup>67</sup> Entretien avec C. Monnier le 27/2/2008.

<sup>68</sup> « La grève générale en Belgique », n° 59, 1<sup>er</sup> janvier 1961.

<sup>69</sup> « Le Japon dans la tourmente révolutionnaire », n° 45, 25 juin 1960.

<sup>70</sup> « De Zimmerwald à la révolution russe », n° 31, 5 mars 1960.

<sup>71</sup> GRAS C., *Alfred Romer...*, op. cit., p. 421.

<sup>72</sup> Entretien avec F. de Massot du 30/9/2015.



*IO* et *La Vérité* continuent d'accuser la bureaucratie soviétique et le PCF de trahir les prolétaires. En particulier, elles reprochent à ce dernier de s'identifier à la classe ouvrière et de qualifier de bourgeoises toutes les autres formations politiques. Plus que jamais, les lambertistes contestent au PCF un tel monopole<sup>73</sup>. *IO* ironise sur l'attitude de ce parti envers de Gaulle : comme les relations franco-soviétiques s'améliorent en octobre 1959, il modère aussitôt ses critiques<sup>74</sup>. En conséquence, les communistes continuent à vilipender les lambertistes et en particulier D. Renard. A la suite de son arrestation en octobre 1957, ce dernier perd son emploi mais parvient à se faire engager à l'usine Lavalette à Saint-Ouen. Il adhère alors à FO et devient le responsable de la section locale. En avril 1959, les communistes distribuent un tract sur son lieu de travail où ils accusent les troskystes de tous les crimes, dénoncent D. Renard comme un provocateur et appellent les syndiqués FO à lui retirer leur confiance. *La Vérité* proteste et les lambertistes diffusent une brochure répondant point par point aux accusations du PCF<sup>75</sup>. Malgré cette affaire, D. Renard conservera le soutien des syndiqués FO et occupera à partir de 1963 des responsabilités en région parisienne à la Fédération des métaux<sup>76</sup>.

Surtout, la presse lambertiste dénonce sans cesse le régime gaulliste. Elle considère le maintien des libertés publiques comme provisoire et elle accuse le gouvernement de mener un intense travail de reprise en main de l'état bourgeois<sup>77</sup>. La constitution adoptée en septembre 1958 facilite la tâche du pouvoir et les impérialismes anglo-saxons le soutiennent car ils apprécient l'ordre et la stabilité de la Vème République<sup>78</sup>. Les lambertistes prévoient des mesures d'austérité contre les classes populaires. Selon *La Vérité*, le gouvernement et le patronat envisagent déjà de supprimer le SMIG et des avantages pour les classes populaires comme les allocations familiales<sup>79</sup>. Plus que jamais, les travailleurs ont besoin des syndicats pour défendre leurs conditions de vie et ne pas les voir s'aggraver<sup>80</sup>. Le pouvoir gaulliste le sait, aussi, pour mener à bien sa politique, il cherche à domestiquer les organisations syndicales traditionnelles et à les intégrer dans l'Etat. Comme le Général parle de mettre en place une association « capital-travail », *La Vérité* l'accuse de prendre pour modèle la charte

<sup>73</sup> LAMBERT P., « Le non ouvrier à la dictature », *La Vérité*, n°511, 25 septembre 1958.

<sup>74</sup> « Sur la visite de Khrouchtchev à de Gaulle », *IO*, n°14, 31 octobre 1959.

<sup>75</sup> *La calomnie stalinienne*, SPEL, 16 p. jointe à *La Vérité*, n° 517-518, juin-septembre 1959.

<sup>76</sup> Selon sa notice du *Maitron*.

<sup>77</sup> LAMBERT P., « La lutte ouvrière contre la dictature », *La Vérité*, n°509, 11 septembre 1958.

<sup>78</sup> *IO*, n°9, 23 décembre 1958.

<sup>79</sup> TARRANT F., « L'offensive patronale a commencé », *La Vérité*, n° 513, 15/11/1958, p. 17.

<sup>80</sup> « Où va le mouvement syndical », *IO*, n°2, 25 octobre 1958.

du Travail édictée par le maréchal Pétain<sup>81</sup>. De Gaulle ne semble pas avoir eu de si sombres desseins mais les lambertistes ne cesseront pas moins de l'accuser de vouloir mettre en place un état corporatiste. Pour l'heure, cela les amène à réorienter leur travail ouvrier, autre résolution prise lors de leur conférence de septembre 1958.

## Retour aux confédérations syndicales

Les lambertistes n'exhortent plus les travailleurs à mener des actions de débordement et à préparer la grève générale car cela serait voué à l'échec et accentuerait leur démoralisation. De même, ils ne les encouragent plus à former des structures autonomes, indépendantes des appareils, comme le comité de liaison des métallurgistes. Certes, les lambertistes ne veulent pas rompre le contact avec les militants rencontrés dans ces organismes mais l'expression et le développement de ces derniers ne constituent plus un de leurs objectifs. D'ailleurs, ils ne semblent plus se concerter avec SouB, ni mener d'actions avec elle.

Désormais, le groupe La Vérité donne la priorité à l'action dans les syndicats<sup>82</sup> et privilégie les grandes centrales par rapport aux organismes autonomes jugés sans avenir<sup>83</sup>. Néanmoins, il se refuse à envoyer ses membres à la CFTC car il ne la considère pas comme une véritable organisation syndicale et la soupçonne d'être favorable aux projets corporatistes du Général<sup>84</sup>. Par contre, malgré la mainmise du PCF sur la CGT et la difficulté d'y travailler, le groupe persiste à y placer des militants et envisage même d'y créer une tendance un jour<sup>85</sup>. Par ailleurs, les lambertistes continuent d'apprécier la FEN particulièrement pour son opposition au nouveau régime<sup>86</sup>. Ils la qualifient de « colonne vertébrale de la classe ouvrière organisée syndicalement »<sup>87</sup> et D. Forestier écrit dans *La Vérité*<sup>88</sup>. En conséquence, lors du congrès du SNI en juillet 1958, la tendance EE élabore une motion de synthèse avec la majorité. Son principal orateur, P. Duthel, est particulièrement apprécié de l'assemblée<sup>89</sup>. Les lambertistes apprécient aussi que la fédération enseignante persiste à appuyer le PUMSUD

---

<sup>81</sup> « Les syndicats devant les intentions sociales du général », *La Vérité*, n° 510, 18 septembre 1958 et PERRIN J., « Les masses exposées aux coups », *La Vérité*, n° 511, 25 septembre 1958.

<sup>82</sup> CERMTRI, PCI 58, « Projet de résolution sur le travail ouvrier pour le comité central des 19-21 septembre 1958 », 6 p.

<sup>83</sup> « Les syndicats devant les intentions sociales du général », *La Vérité*, n° 510, 18 septembre 1958.

<sup>84</sup> « De Gaulle et les syndicats », *IO*, n°4, 8 novembre 1958.

<sup>85</sup> CERMTRI, PCI 58, « Projet de résolution sur le travail ouvrier pour le comité central des 19-21 septembre 1958 », p. 2-3.

<sup>86</sup> « De Gaulle et les syndicats », *IO*, n°4, 8 novembre 1958.

<sup>87</sup> CERMTRI, PCI 58, Résolution d'ensemble sur les tâches de l'organisation, 9 p.

<sup>88</sup> « Pourquoi et comment ont lutté les enseignants », *La Vérité*, n° 505, 12 juin 1958.

<sup>89</sup> « Le congrès de Brest », *La Révolution prolétarienne*, n°431, septembre 1958, p. 9-14.

car, pour eux, le « Mouvement syndical uni peut devenir le centre de rassemblement et d'organisation des travailleurs »<sup>90</sup>.

Enfin, les lambertistes s'inquiètent de la neutralité bienveillante des dirigeants de FO envers le nouveau régime<sup>91</sup> car ceux-ci préfèrent la venue au pouvoir de C. de Gaulle dans la légalité à un nouveau Front populaire avec les communistes<sup>92</sup>. Cela amène R. Bothereau à se satisfaire de l'investiture du Général le 1<sup>er</sup> juin 1958<sup>93</sup>. De plus, au sein du bureau confédéral, une aile progauilliste et Algérie française s'affirme<sup>94</sup>. Le groupe La Vérité dénonce cette tendance menée par R. Le Bourre et A. Lafond – P. Lambert accusait déjà ce dernier d'être un colonialiste en 1952. Pour les lambertistes, cette centrale devient très vulnérable et sera la première à laquelle le pouvoir gaulliste s'attaquera pour la transformer en organisme corporatif<sup>95</sup>. En conséquence, lors de leur conférence de septembre 1958, ils décident d'investir plus de forces à FO que dans le passé. Les lambertistes veulent même y construire « sans doctrinarisme ni sectarisme » une tendance axée sur l'indépendance du syndicalisme envers l'appareil d'état. Cette démarche leur semble beaucoup plus aisée que dans la CGT et leur paraît complémentaire du travail mené à l'intérieur du PSA<sup>96</sup>. Le comité central envisage même déjà la tenue d'une première conférence de cette tendance.

Le groupe La Vérité n'est pas le seul à critiquer l'attitude bienveillante du bureau confédéral envers de Gaulle. Ainsi, en région parisienne, 58 militants de FO adoptent une attitude combative : ils appellent publiquement à voter « non » au référendum. Parmi eux, il y a des syndicalistes connus comme M. Gibelin, M. Lequenne, Pierre Bérégovoy et Maurice Labi<sup>97</sup> mais pas A. Hébert et aucun lambertiste. Néanmoins, cette fronde amène la direction de la confédération à adopter une attitude moins bienveillante envers le gouvernement. De plus, les projets d'association « capital-travail » de ce dernier l'inquiètent car elle veut conserver son indépendance<sup>98</sup>. Aussi, lors du CCN de FO d'octobre 1958, R. Bothereau fait

---

<sup>90</sup> Projet de rapport politique pour le CC des 19-21 septembre 1958, *op. cit.*, p. 14.

<sup>91</sup> PERRIN J., « Les syndicats et le général », *La Vérité*, n°510, 18 sept. 1958.

<sup>92</sup> YON K., *Retour sur les rapports...*, *op. cit.*, p. 248.

<sup>93</sup> BERGOUNIOUX Alain, *Force ouvrière*, *op.cit.*, p. 15 et VALIDIRE J-L, *André Bergeron...*, *op. cit.*, p. 148.

<sup>94</sup> « Les syndicats devant les intentions sociales du général », *La Vérité*, n° 510, 18 septembre 1958.

<sup>95</sup> CERMTRI, PCI 58, « Projet de résolution sur le travail ouvrier pour le comité central des 19-21 septembre 1958 », p. 1 et 3-4.

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>97</sup> « Des militants parisiens FO répondent non », *La Révolution prolétarienne*, n°431, septembre 1958.

<sup>98</sup> YON K., *Retour sur les rapports...*, *op. cit.*, p. 249, BERGOUNIOUX Alain, *Force ouvrière*, *op.cit.*, p. 152 et VALIDIRE J-L, *André Bergeron...*, *op. cit.*, p. 151.

voter une résolution condamnant ce type de démarche<sup>99</sup>. Les lambertistes approuvent publiquement ce texte<sup>100</sup>. Par ailleurs, nous avons signalé la hantise de l'intégration chez A. Hébert comme le rapprochement depuis 1956 entre ce dernier et R. Bothereau. Le syndicaliste nantais reconnaîtra avoir passé un accord à la fin de 1958 avec l'appareil réformiste de FO contre la guerre d'Algérie et le corporatisme. Comme les lambertistes s'associent à cette entente, A. Hébert la qualifiera de « jonction des révolutionnaires avec la fraction réformiste organisée de la classe ouvrière »<sup>101</sup>. Elle aura une première conséquence en 1959 lors du congrès fédéral FO de Loire-Atlantique : il est réélu à une très large majorité secrétaire général – par 98 voix contre 14 – car les réformistes ne cherchent plus à l'éliminer comme en 1956<sup>102</sup>. A. Hébert demeurera à ce poste jusqu'en 1992 où il sera remplacé par son fils Patrick, militant lambertiste.

Revenons au début de 1959. Un incident révèle publiquement les contacts d'A. Lafond avec les responsables gaullistes. Cela provoque ou accélère la démission du premier de tous ses mandats syndicaux et la rupture de la direction Bothereau avec la tendance liée au gouvernement. Néanmoins, au congrès national des 15-18 avril 1959, des délégués protestent vivement contre la passivité de la confédération devant le coup d'état. A leur grande surprise, lors de la discussion sur le rapport moral, A. Hébert vient au secours de la direction. Pour la première fois, il appelle à voter « pour » à cause du refus de l'intégration par le bureau confédéral. Selon lui, le secrétaire général de FO a résisté à la tentation gaulliste. De même, à la tribune, les deux principaux délégués lambertistes - D. Renard et R. Dumont - expriment leur satisfaction que Force ouvrière demeure une organisation ouvrière indépendante. Sur le vote du rapport moral, ils expliquent leur préférence personnelle envers le « pour » mais s'abstiennent afin de respecter les consignes de leurs mandants<sup>103</sup>. Pour D. Renard – dont c'est la première prise de parole dans cette instance, la CGT-FO est démocratique aussi il conclut : « notre ambition est d'en faire la grande confédération de tous les travailleurs de France »<sup>104</sup>. Ces interventions limitent la fronde envers les dirigeants de FO : le vote

---

<sup>99</sup> *La Révolution prolétarienne*, n°432, octobre 1958, p. 1.

<sup>100</sup> « De Gaulle et les syndicats », *IO*, n°4, 8 novembre 1958.

<sup>101</sup> « Entretien avec A. Hébert » dans PCI, *Le PCI à Nantes*, Nantes, Andola, 1982, p. 23.

<sup>102</sup> GOURHAND Yvon, *L'entente A. Hébert-R. Bothereau (1956)*, op. cit., p. 3.

<sup>103</sup> « Compte rendu sténographié des débats du VI<sup>e</sup> congrès confédéral », *Force Ouvrière Informations*, Supplément au n° 83 de mai 1959, pages 57 et 93.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 95.

« contre » obtient seulement 11,5% des mandats<sup>105</sup>. Par ailleurs, mal réélu au bureau confédéral, R. Le Bourre démissionne peu après.

Dans *La Révolution prolétarienne*, le chroniqueur Raymond Guillore rend compte du congrès. Lui aussi ne comprend pas pourquoi le héraut du syndicalisme révolutionnaire a volé au secours du bureau confédéral. D'ailleurs, l'intervention d'A. Hébert mécontente les opposants à la direction, particulièrement les anciens minoritaires comme H. Lapeyre<sup>106</sup>. Cela oblige le premier à s'expliquer lors d'une réunion le 22 mai 1959 avec une cinquantaine de syndicalistes. Selon A. Hébert, avec le départ d'A. Lafond et de R. Le Bourre, FO s'est transformée de centrale gouvernementale en confédération réformiste. R. Dumont, D. Renard et P. Lambert interviennent dans ce sens. Le dernier nommé insiste sur le nouveau rapport de forces : l'important c'est d'avoir des syndicats indépendants du pouvoir. Malgré ces arguments, certains participants demeurent dubitatifs – comme M. Joyeux – ou condamnent A. Hébert – tel G. Rino<sup>107</sup>. *La Vérité des travailleurs* profite de la situation : elle reproche à « Renard et Lambert » d'avoir voté le rapport moral d'un Bothereau « serviteur fidèle du capitalisme ». Le journal les qualifie d'« ex-trotskyistes »<sup>108</sup>. Pourtant, le groupe *La Vérité* assume leur attitude lors du congrès de la confédération réformiste et *IO* rejette les critiques émises par des militants syndicalistes ou d'extrême gauche. Elle les attribue à une « fausse gauche syndicale », « peu avare de phrases radicales » mais « disposée à bloquer avec les appareils »<sup>109</sup>. Les lambertistes renouvelleront cette dénonciation qui plaira aux militants de FO attachés à leur culture syndicale et méfiants par rapport à la CFTC à cause de son langage gauchisant et de ses liens avec la hiérarchie catholique<sup>110</sup>.

Associés à A. Hébert, les lambertistes ont rendu un fier service à la direction Bothereau contestée par des délégués désireux d'une opposition réelle au régime gaulliste. Néanmoins, ils n'évoqueront jamais cet épisode<sup>111</sup>. Leur principal dirigeant préférera dater le début de son entente avec les dirigeants de FO au Xe congrès, en mars 1969. Les délégués discutent alors du référendum fixé au 27 avril concernant la régionalisation et la transformation du Sénat.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 331 et PRESUMEY V., « Compléments sur Pierre Lambert 1920-2008 », *op. cit.*, p. 5-8.

<sup>106</sup> GUILLORE Raymond, « Chronique de l'Union des syndicalistes », *La Révolution prolétarienne*, n° 439, mai 1959, p. 3-10.

<sup>107</sup> GUILLORE Raymond, « Chronique de l'Union des syndicalistes », *La Révolution prolétarienne*, n° 440, juin 1959, p. 7-9.

<sup>108</sup> « Des ex-trotskyistes », *La Vérité des travailleurs*, n° 95, mai 1959, p. 2.

<sup>109</sup> « Dans les combats en retraite, préparer l'action révolutionnaire », *IO*, n°19, 25 avril 1959.

<sup>110</sup> GEORGI F., « Les rapports... », *op. cit.*, p. 229-230.

<sup>111</sup> En particulier dans *Quelques enseignements...*, *op. cit.*.

P. Lambert participe avec des réformistes à la commission sur les réformes institutionnelles. Leur texte, proposant le vote « non » au référendum, est approuvé par A. Bergeron – devenu secrétaire général – et adopté par l'assemblée. P. Lambert expliquera l'échec du Général par cette décision du congrès FO<sup>112</sup>. Selon V. Présumey, il lui paraît plus révolutionnaire de dater son alliance avec la direction confédérale de la victoire du « non » au référendum gaulliste plutôt qu'au congrès de 1959 où cette dernière présentait un triste bilan<sup>113</sup>. Pourtant, à ce moment-là, le groupe La Vérité ne se contente pas de se rapprocher des réformistes à FO, il agit de même sur le plan politique.

### L'entrisme au PSA

Lors de l'assemblée générale de septembre 1958, une autre décision concerne les socialistes. Depuis juin 1958, les lambertistes dénoncent le ralliement de la SFIO au Général. Ainsi, *La Vérité* publie les derniers écrits de M. Pivert où il qualifie G. Mollet de traître et appelle ses camarades à « refaire un vrai parti socialiste démocratique » et pour cela « à demander l'appui de l'Internationale [socialiste] »<sup>114</sup>. Dans la SFIO, les partisans de M. Pivert demeurent dans la minorité car, contrairement à la direction, elle prône une opposition résolue au régime gaulliste et le vote « non » au référendum sur la nouvelle constitution. Vaincus au congrès de la SFIO des 11-14 septembre, les minoritaires constituent aussitôt le PSA précédemment cité. *La Vérité* approuve la scission et la volonté du secrétaire général de la nouvelle organisation - Edouard Depreux - de constituer un parti de classe<sup>115</sup>. Selon le journal, le PSA peut former un pôle de résistance à l'offensive anti-ouvrière du nouveau régime. Il compte bientôt 2800 adhérents<sup>116</sup> et pourrait regrouper tous les adversaires de l'Etat fort gaulliste, comme les communistes dissidents<sup>117</sup> mais aussi les « vrais militants sociaux-démocrates » restés à la SFIO - comme l'ancien ministre Albert Gazier<sup>118</sup>. Selon *La Vérité*, les révolutionnaires n'ont pas le choix : ils doivent participer à la construction de ce parti<sup>119</sup>.

<sup>112</sup> GLUCKSTEIN D. et LAMBERT P., *Itinéraires, op. cit.*, p. 64-72.

<sup>113</sup> PRESUMEY V., « Compléments sur Pierre Lambert 1920-2008 », *op. cit.*, p. 6.

<sup>114</sup> « Les derniers écrits de Marceau Pivert », *La Vérité*, n° 505, 12 juin 1958.

<sup>115</sup> « Socialisme contre molletisme », *La Vérité*, n° 510, 18 septembre 1958.

<sup>116</sup> MORIN G., *De l'opposition..., op. cit.*, p. 500.

<sup>117</sup> « Socialisme contre molletisme », *La Vérité*, n° 510, 18 septembre 1958.

<sup>118</sup> « La crise de la social-démocratie française », *La Vérité*, n° 513, 15 novembre 1958, p. 10.

<sup>119</sup> *Ibid.*

Jusqu'à-là, les lambertistes n'ont jamais manifesté un tel engouement envers une organisation politique française. Cet appui au PSA peut sembler étrange car ce parti demeure électoraliste et compte à sa direction plusieurs anciens ministres SFIO. Le groupe La Vérité apprécie beaucoup moins l'UGS où il a envoyé des militants – dont Raoul. Pourtant, cette dernière dispose d'un effectif à peu près équivalent, compte des révolutionnaires et attire des jeunes avides d'engagement<sup>120</sup>. Cette préférence pour les socialistes autonomes s'explique de différentes manières. D'abord, nombre de partisans de Messali Hadj – comme J. Rous et O. Rosenfeld – appartiennent au PSA et les trotskystes majoritaires ont agi avec eux dans le passé<sup>121</sup>. De même, celui-ci compte bien plus d'antistaliniens, voire d'anticommunistes, que l'UGS<sup>122</sup>. Ensuite, le nouveau parti recrute principalement parmi les syndicalistes de la FEN et de FO, dans les mouvements laïcs traditionnels, la Ligue des droits de l'homme, les loges maçonniques<sup>123</sup>... En fait, sa base appartient à la « galaxie laïque », cet ensemble d'organisations qui a constitué la matrice et l'identité du socialisme hexagonal<sup>124</sup>. Ses militants sont fréquemment anticléricaux et donc le groupe La Vérité les préfère à ceux de l'UGS où, selon lui, il y a trop de « crypto-staliniens et de cléricaux »<sup>125</sup>. De plus, le PSA a le culte du passé : il veut revenir à la SFIO des origines et se réfère fréquemment aux grands ancêtres - Jean Jaurès, Léon Blum et Jules Guesde<sup>126</sup>. La volonté du nouveau parti de renouer avec la tradition social-démocrate française plaît au groupe La Vérité car, pour ce dernier, il s'avère indispensable de régénérer le courant réformiste traditionnel défiguré par le molletisme<sup>127</sup>. Nous ne qualifierons donc pas cette opération de travail de fraction – comme celui mené à l'UGS – mais d'entrisme car il s'agit d'y envoyer un nombre conséquent de militants, d'y rester longtemps et de vivifier le nouveau parti. Néanmoins, cet entrisme décidé en 1958 diffère de celui effectué en 1934 à la SFIO : il s'agissait alors seulement d'y gagner des militants. Il ressemble encore moins à l'opération « sui generis » de 1952 car les entrants au PSA ne capitulent pas et ne cachent pas leurs convictions trotskystes.

---

<sup>120</sup> Voir chapitre précédent.

<sup>121</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, op. cit., p. 605.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 618.

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 659.

<sup>124</sup> FERHAT Ismaïl, « Le parti socialiste et la galaxie laïque » dans CASTAGNEZ N. et MORIN G. (dir), *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Élysée*, Rennes, PUR, 2015, p. 191.

<sup>125</sup> LAMBERT P., « Avant tout, le front unique », *La Vérité*, n° 512, 2 octobre 1958.

<sup>126</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, op. cit., p. 618.

<sup>127</sup> « La crise de la social-démocratie française », *La Vérité*, n° 513, 15 novembre 1958, p. 10.

D'ailleurs, depuis quelques temps, les lambertistes coopèrent avec des jeunes socialistes. En effet, la section de la Seine des Jeunes socialistes (JS) était dirigée par des membres de la minorité comme Jean-Jacques Marie et Jean Garabau. Fils d'un électricien socialiste, le premier était très proche de M. Pivert - il l'assistait pour CSI - et était devenu le secrétaire adjoint de la fédération de la Seine des JS. En février 1958, lors d'une réunion avec les jeunes communistes de Seine et Seine-et-Oise, il fait adopter un texte réclamant le retrait des armées françaises d'Algérie et des troupes soviétiques de Hongrie. Les jours suivants, le bureau national des JS SFIO dissout la fédération de la Seine<sup>128</sup>. J-J. Marie et ses camarades dénoncent cette décision dans *La Vérité*<sup>129</sup> et conservent leur organisation. La fédération « maintenue » compte une centaine d'adhérents dont une quarantaine milite vraiment. Si ce groupement accepte de mener des actions avec les jeunes communistes, il continue de dénoncer le stalinisme. Cela amène I. Brown à s'intéresser à lui. Par l'intermédiaire de M. Pivert, il rencontre deux fois J-J. Marie mais ces contacts n'auront pas de suite<sup>130</sup>. De son côté, P. Lambert envoie F. de Massot participer aux activités des exclus<sup>131</sup>.

Lors de la scission de la SFIO, la fédération « maintenue » rallie aussitôt le PSA et constitue le pivot des Jeunes socialistes autonomes (JSA). Comptant entre 300 et 500 membres<sup>132</sup>, elles regroupent essentiellement des étudiants et des élèves d'écoles normales d'instituteurs. Ce sont des activistes, ouvriéristes, partisans de la lutte des classes et intransigeants dans leur dénonciation du nouveau régime. Le radicalisme des JSA leur suscite des sympathies parmi les autres jeunes et à Paris elles éclipsent totalement les jeunes molletistes<sup>133</sup>. Par ailleurs, elles ne coopèrent pas avec les Etudiants socialistes autonomes (ESA), plus modérés et plus élitistes<sup>134</sup>. J-J. Marie devient le secrétaire général adjoint des JSA. Il a rencontré précédemment P. Lambert aux réunions de *La Commune* mais commence une vraie discussion avec lui seulement lors de la manifestation du 4 septembre 1958 contre le référendum gaulliste<sup>135</sup>. En novembre 1958, le jeune militant écrit dans *La Vérité* un article où

---

<sup>128</sup> Notice *Maitron* de J-J. Marie et entretien avec lui le 16/9/2015.

<sup>129</sup> « Un appel des jeunesses socialistes », *La Vérité*, n° 506, 19 juin 1958.

<sup>130</sup> Entretien avec J-J. Marie le 16/9/2015.

<sup>131</sup> Entretien avec J-J. Marie le 17/2/2017.

<sup>132</sup> *Ibid.* et FC, 1-JRC-5B-5D, UPS 1960, Bulletin intérieur RP.

<sup>133</sup> BOUNEAU Christine, *Socialisme et jeunesse en France 1879-1969*, MSH Aquitaine, Bordeaux, p. 445.

<sup>134</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 504, 521, 584 et 639.

<sup>135</sup> Entretien avec J-J. Marie le 16/9/2015.



il montre sa proximité avec les lambertistes<sup>136</sup>. Par ailleurs, ces derniers prêtent leur local plusieurs soirs par semaine aux JSA pour tenir leurs réunions<sup>137</sup>.

Le PCI envisage d'abord l'entrée de tous ses membres au PSA<sup>138</sup> mais celui-ci recrute surtout des employés, des cadres moyens ou des professions libérales<sup>139</sup> car il a peu mordu sur les éléments ouvriers de la SFIO<sup>140</sup>. De plus, à la base les sections sont uniquement territoriales et interviennent peu dans les entreprises<sup>141</sup>. En conséquence, le PCI modifie sa consigne et envoie au PSA surtout ses jeunes et ses enseignants mais pas ses ouvriers d'usine et ses postiers. Finalement, entre 20 et 30 lambertistes y adhèrent<sup>142</sup>. Parmi eux, nous remarquons des militants expérimentés comme R. Chéramy, F. de Massot, Louis Eemans, P. Broué, P. Roy et J. Bois<sup>143</sup>. Les nouveaux arrivants ne cachent pas leurs idées révolutionnaires mais E. Depreux leur fait bon accueil. Il dit à L. Eemans : « De Léon [Blum] à Léon [Trotsky], il y a de la place pour tout le monde »<sup>144</sup>. D'ailleurs, ce dernier devient secrétaire de sa section de Fontenay-aux-Roses<sup>145</sup>.

F. de Massot et P. Broué rejoignent respectivement les sections du Ve et du Xe arrondissement où ils se plaisent<sup>146</sup>. Le premier se souvient de réunions avec 35 à 40 participants et de leur niveau intellectuel élevé. Ainsi, il y rencontre Victor Faÿ – ancien cadre communiste – et les élèves de l'École normale supérieure Alain Badiou et Emmanuel Terray. Robert Verdier exerce un magistère sur les socialistes autonomes de l'arrondissement. Il voit en F. de Massot un jeune de valeur mais le juge « influencé par J-J. Marie » car les blumistes se méfient des pivertistes jugés trop radicaux<sup>147</sup>. Par ailleurs, F. de Massot a des responsabilités aux JSA : il se charge du bulletin fédéral et dirige un des quatre groupes du département de la Seine. De son côté, P. Roy est un des deux animateurs de celui du XVème arrondissement<sup>148</sup>.

<sup>136</sup> « Réponse de J-J. Marie », n° 513, 15/11/1958, p. 23-24.

<sup>137</sup> CERMTRI, PSA, *Lien - Bulletin de la Seine des JSA*, oct. ou nov. 1958.

<sup>138</sup> CERMTRI, PCI 58, « Résolution d'ensemble sur les tâches de l'organisation », p. 2.

<sup>139</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 579.

<sup>140</sup> Entretien avec P. Levasseur du 21/10/2009.

<sup>141</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 504.

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 523 et entretien avec F. de Massot le 30/9/2015.

<sup>143</sup> Entretien avec F. de Massot le 30/9/2015, P. Roy le 12/6/2009 et J. Bois le 7/6/2009. Pour P. Broué, voir *Jeune garde, Organe des JSA*, n° 1, janvier 1959 dans CERMTRI, PSA.

<sup>144</sup> Entretien avec P. Levasseur du 21/10/2009.

<sup>145</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 523.

<sup>146</sup> BROUÉ P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 94-95 et entretien avec F. de Massot le 6/7/2015.

<sup>147</sup> *Ibid.*

<sup>148</sup> CERMTRI, JSA, Note JSA du 12/3/1959.

Au PSA, les membres du groupe La Vérité ont pour chef de file R. Chéramy. Il assure la liaison du nouveau parti avec D. Forestier et les autres dirigeants de la FEN. Par respect pour l'indépendance syndicale, ceux-ci n'adhèrent pas au PSA mais lui apportent une aide - y compris matérielle - constante<sup>149</sup>. Par ailleurs, les lambertistes entreprennent de constituer un courant « de gauche » dans ce parti<sup>150</sup>. Pour cela, plusieurs d'entre eux – F. de Massot, P. Broué, R. Chéramy... participent à un rassemblement pour continuer *CSI* avec des membres du PSA. Ce courant comprend d'abord la vieille garde pivertiste maintenue par Germaine Pivert – sa veuve – et Charles Lancelle auxquels se joignent des jeunes JSA conduits par J-J. Marie mais aussi J. Rous, Georges Rino – militant de la FEC-FO et minoritaire notoire – et O. Rosenfeld, « blumiste de gauche » et homme-clé de ce groupement. Un militant UGS important les rejoint : Yves Dechezelles, ami de P. Lambert<sup>151</sup>. Dans ce rassemblement, les lambertistes se singularisent par un anticléricalisme plus marqué. Ainsi, P. Broué préconise de poser des conditions strictes aux catholiques pour qu'ils puissent adhérer au PSA<sup>152</sup>. Les autres rédacteurs de *CSI* paraissent plus compréhensifs : ils leur demandent seulement de se prononcer contre l'attribution de fonds publics à l'enseignement privé<sup>153</sup>. Néanmoins, la revue suscite la méfiance croissante d'E. Depreux qui – comme les blumistes – craint de voir le nouveau parti dirigé par l'extrême gauche<sup>154</sup>.

Une fois le PSA proclamé, la principale préoccupation de ses membres devient l'avenir de leur organisation. En effet, très vite l'UGS propose au nouveau parti de mener une discussion en vue d'une fusion. Un comité d'entente se met en place entre les deux organisations<sup>155</sup>. Le groupe La Vérité approuve cette démarche car si l'UGS a bien des défauts, « il y a une tendance de classe se cherchant à l'intérieur »<sup>156</sup>. Dans celle-ci, Raoul et ses camarades argumentent aussi en faveur de l'unification même s'ils considèrent que les éléments les plus modérés et réformistes de l'Union y sont le plus favorables<sup>157</sup>.

Par contre, *La Vérité* refuse l'absorption du PSA par l'Union des forces démocratiques (UFD). Créée en juillet 1958 sous l'égide de D. Mayer – nouveau président de la Ligue des

<sup>149</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 518 et 523.

<sup>150</sup> Entretien avec J-J. Marie le 16/9/2015.

<sup>151</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 674.

<sup>152</sup> « Les catholiques et le socialisme », *CSI*, n°99-100, sept.-oct. 1959, p. 3.

<sup>153</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 672.

<sup>154</sup> *Ibid.*, p. 674 et entretien avec J-J. Marie le 16/9/2015.

<sup>155</sup> HEURGON Marc, *Histoire du PSU I...*, *op. cit.*, p. 44-45.

<sup>156</sup> LAMBERT P., « Le non ouvrier à la dictature », *La Vérité*, n° 511, 25 septembre 1958.

<sup>157</sup> AR, D2 et G4.

droits de l'homme, elle rassemble des individualités et des organisations de la gauche non-communiste afin de lutter contre le pouvoir gaulliste et la guerre d'Algérie. La minorité SFIO en fait partie, comme l'UGS, les mendésistes et F. Mitterrand. L'UFD constitue seulement un cartel électoral : elle mène campagne pour le « non » au référendum et parraine des candidats aux législatives. Néanmoins, à la fin de 1958 et au début de 1959, P. Mendès France – en voie d'exclusion du parti radical – entreprend de la transformer en un vaste parti travailliste, orienté vers le centre gauche et regroupant tous les éléments hostiles au nouveau régime comme au PCF. Certains dirigeants du PSA approuvent cette orientation<sup>158</sup> mais la presse lambertiste reproche à l'UFD d'être une résurgence du Front républicain. Pour *La Vérité*, elle prône une politique de collaboration de classe dans le cadre du régime parlementaire comme le cartel électoral de 1956. Cela ne peut pas réussir car la bourgeoisie ne veut plus d'une telle solution, elle préfère l'Etat fort du Général<sup>159</sup>. Surtout, pour le groupe *La Vérité*, cette opération a pour principal défaut d'empêcher l'apparition d'une force ouvrière indépendante. Quand le régime gaulliste s'effondrera, l'« UFD-parti » pourrait assurer la relève sans remettre en cause l'ordre social<sup>160</sup>. Les lambertistes ne se contentent pas de dénoncer l'« opération UFD » dans leur presse, ils agissent contre elle avec leurs alliés de la gauche du PSA<sup>161</sup>. Ainsi, dans *CSI*, J-J. Marie qualifie l'UFD de « regroupement ambigu » et résume son rejet du projet de P. Mendès France par cette formule : « Nous ne voulons pas d'un prince de l'opposition »<sup>162</sup>. Par contre, il préconise de hâter les pourparlers avec l'UGS afin de parvenir à la fusion des forces « authentiquement socialistes »<sup>163</sup>.

A l'UGS, les lambertistes s'allient à d'autres éléments de gauche - comme Y. Dechezelles - et parviennent ainsi à mettre en minorité le bureau de la fédération parisienne plutôt favorable à cette opération<sup>164</sup>. Cette fronde se répète ailleurs dans le parti et, finalement, en février 1959, la majorité des membres impose à la direction nationale le maintien de l'UFD comme simple cartel. Cela entraîne l'abandon du projet mendésiste. *La Vérité* s'en félicite mais en attribue le mérite au PSA<sup>165</sup> alors que son échec résulte davantage de la base UGS<sup>166</sup>.

<sup>158</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I, op. cit.*, p. 49 et MORIN G., *De l'opposition..., op. cit.*, p. 551.

<sup>159</sup> LEPAGE V., « Le crétinisme parlementaire a la vie dure », *La Vérité*, n° 508, 17 juillet 1958.

<sup>160</sup> FORGUE F., « Compromis et principes », *La Vérité*, n° 515, février 1959.

<sup>161</sup> MORIN G., *De l'opposition..., op. cit.*, p. 552.

<sup>162</sup> *Ibid.*, p. 553.

<sup>163</sup> « Notre combat », *CSI*, n° 88, septembre-octobre 1958, p. 9.

<sup>164</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I, op. cit.*, p. 46.

<sup>165</sup> FORGUE F., « Après le premier congrès du PSA », *La Vérité*, n° 517-518, juin-septembre 1958.

<sup>166</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I, op. cit.*, p. 52-54.

Selon nous, la revue veut convaincre ses lecteurs que le premier est plus révolutionnaire que la seconde.

Le PSA tient son premier congrès à Montrouge du 1<sup>er</sup> au 3 mai 1959. Pour diriger le parti, l'assemblée élit une Commission administrative permanente (CAP) – comme la SFIO d'avant-guerre. R. Chéramy, J-J. Marie et P. Broué présentent leur candidature mais seul le premier est élu. Les délégués constituent aussi une instance plus large que la CAP : la délégation du congrès. Elle compte 80 membres dont deux lambertistes : J. Bois et André Cardinal – instituteur de Loire-Atlantique et frère d'Annie<sup>167</sup>. Par ailleurs, le congrès tourne la page UFD et se prononce pour l'unification avec l'UGS. De plus, il affirme l'identité socialiste du futur parti et « sa fidélité sans compromission pour l'école publique ». *La Vérité* félicite l'assemblée pour ces résolutions, inspirées selon elle par les laïcs et la gauche du PSA. Pour la revue, ces assises affirment la nature ouvrière et socialiste de ce parti, préalables à la construction d'un parti révolutionnaire<sup>168</sup>. Par contre, les lambertistes préfèrent ignorer le message de P. Mendès France, lu avec enthousiasme par E. Depreux à la tribune, où il affirme vouloir lutter avec les congressistes en vue de la réalisation de l'idéal socialiste. L'opération « UFD-parti » ayant échoué, il envisage désormais son adhésion au PSA avec ses partisans – exclus du Parti radical et regroupés dans le Centre d'action démocratique (CAD). Depuis plusieurs semaines, l'ancien président du conseil a commencé une négociation avec les dirigeants socialistes autonomes à ce sujet<sup>169</sup>.

En septembre 1959, la venue de P. Mendès France et des membres du CAD devient publique. Pour la direction du PSA, il s'agit d'adhésions individuelles mais *IO* proteste immédiatement : il y a eu négociation – ce qui est avéré<sup>170</sup> - et en fait, il s'agit d'une fusion entre les socialistes autonomes et les cadistes. Selon les lambertistes, la réussite de l'opération transformera le PSA en un simple avatar du Parti radical dirigé par P. Mendès France. Cela empêchera la constitution d'une force ouvrière indépendante du stalinisme et de la bourgeoisie. En conséquence, le groupe *La Vérité* veut tout faire pour revenir à la seule unification des socialistes autonomes avec l'UGS. Il confie à R. Chéramy l'organisation de la lutte à l'intérieur du PSA contre la venue des mendésistes<sup>171</sup>. Constatons à cette occasion un

---

<sup>167</sup> CERMTRI, PSA, Résultats des élections à la CA du parti.

<sup>168</sup> FORGUES F., « Après... », *op. cit.*, p. 15-19.

<sup>169</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I*, *op. cit.*, p. 52-54.

<sup>170</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I*, *op. cit.*, p. 60-61.

<sup>171</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 94.

nouvel exemple -après l'abandon soudain du MNA - de la versatilité de la direction lambertiste. Hier, elle encensait le congrès de Montrouge et exprimait de l'empathie pour les dirigeants des socialistes autonomes. Désormais, sa presse les dénonce et ne cesse de les critiquer<sup>172</sup>.

Lors de la réunion de la délégation du congrès du 25 octobre 1959, R. Chéramy et Louis Astre – syndicaliste du SNES et membre de la CAP – présentent un texte évoquant les équivoques liées à l'adhésion des mendésistes mais l'assemblée le repousse par 46 voix contre 18. Puis, A. Cardinal présente une motion plus radicale car totalement opposée à leur entrée mais elle obtient seulement 9 suffrages contre 52<sup>173</sup>. Ce dernier résultat montre l'influence limitée des lambertistes parmi les socialistes autonomes. D'ailleurs, même R. Chéramy ne vote pas pour cette motion et cela surprend J-J. Marie « qui ne trouve pas ce trotskyste très révolutionnaire ». Malgré leurs années communes de militantisme, P. Broué ne parvient pas à convaincre R. Chéramy qu'il fait fausse route<sup>174</sup>. Désormais, celui-ci s'intègre de plus en plus au milieu dirigeant des socialistes autonomes<sup>175</sup>. Les mois suivants, il quitte le groupe La Vérité mais son départ se fait très discrètement, probablement à l'amiable<sup>176</sup>. Ainsi, la presse du groupe n'attaque pas publiquement le démissionnaire comme elle l'avait fait pour M. Bleibtreu et M. Lequenne<sup>177</sup>. D'ailleurs, P. Lambert continuera de discuter avec lui de problèmes politiques ou syndicaux jusqu'en 1970<sup>178</sup>. A la grande satisfaction de la direction, le départ de R. Chéramy ne provoque pas de remous dans le groupe La Vérité<sup>179</sup>. Néanmoins, il constitue une défection importante à cause de sa notoriété dans le syndicalisme enseignant.

P. Mendès France puis les cadistes adhèrent au PSA malgré des difficultés dans certaines sections. Néanmoins, les lambertistes avec de jeunes pivertistes menés par J-J. Marie continuent à manifester une opposition irréductible à leur adhésion. Cela provoque leur rupture avec la vieille garde pivertiste et les autres animateurs de *CSI* comme J. Rous et O. Rosenfeld, plus souples sur ce sujet<sup>180</sup>. Ainsi, dans le numéro de novembre 1959 de la

---

<sup>172</sup> *IO*, n° 13, 26 septembre 1959.

<sup>173</sup> CERMTRI, PSA, Circulaire n° 40 du 30/10/1959.

<sup>174</sup> BROUÉ P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 94-95.

<sup>175</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I*, *op. cit.*, p. 61 et MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 563-564.

<sup>176</sup> BROUÉ P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 94-95.

<sup>177</sup> « Ceux qui désertent devant la répression », *La Vérité*, n° 352, 1<sup>er</sup> avril 1955.

<sup>178</sup> LAMBERT P., « R. Chéramy », *IO*, n° 2098, 28 août 2002.

<sup>179</sup> CERMTRI, *Etudes et documents*, n°3, septembre 1960, p. 4.

<sup>180</sup> *Ibid.*

revue, ce dernier se réjouit de l'arrivée de P. Mendès France et de ses amis<sup>181</sup> quand J-J. Marie et Y. Déchezelles s'en désolent<sup>182</sup>. Vaincus dans les instances du PSA et de plus en plus isolés, les lambertistes se trouvent réduits à préparer leur sortie en essayant de rallier le maximum de membres du parti<sup>183</sup>. En décembre 1959, ils font circuler dans les sections un « Appel pour le maintien d'un parti de classe » afin de constituer un comité de liaison rassemblant les socialistes autonomes opposés à la venue des cadistes. Le texte est signé de 32 militants, principalement des lambertistes et des JSA<sup>184</sup>, mais il a peu d'écho. Dans le titre de l'appel, le terme « maintien » paraît contestable car il y a fort peu d'ouvriers parmi les socialistes autonomes<sup>185</sup>. Par contre, le PSA rassemble nombre d'initiés et de dignitaires francs-maçons car ils sont largement majoritaires dans la CAP élue au congrès de Montrouge<sup>186</sup>. Pourtant, cela ne paraît pas choquer les lambertistes car ils n'en parlent jamais.

D'abord, l'UGS proteste contre la venue des mendésistes parmi les socialistes autonomes car cela entraînerait leur appartenance au futur parti socialiste unifié. En conséquence, l'Union suspend les pourparlers de fusion avec les socialistes autonomes<sup>187</sup>. Puis, soucieux de ne pas laisser leur formation isolée, les dirigeants de l'UGS changent d'avis et, les 31 octobre-1<sup>er</sup> novembre 1959, leur conseil national donne les trois quarts des mandats à la reprise des négociations<sup>188</sup>. Cette majorité comprend des révolutionnaires comme M. Bleibtreu et M. Lequenne, venus à l'UGS via la Nouvelle gauche. Ils animent un groupe publiant *Tribune marxiste* et dont tous les membres veulent aller au PSU, voyant là un champ d'action plus vaste<sup>189</sup>.

Obéissant aux consignes lambertistes, Raoul et ses camarades de la fédération Paris-ville appartiennent à la minorité. Ils ont pour tactique de refuser la fusion afin de permettre aux socialistes autonomes de prendre conscience de la nocivité des mendésistes. Si néanmoins elle se fait, ils préconisent à leurs camarades UGS de quitter aussitôt le « PSA-UGS-CAD » - ainsi nomment-ils le futur parti unifié. Comme les lambertistes du PSA, ils prônent dès maintenant la constitution d'un comité de liaison entre tous ceux qui veulent construire un parti socialiste

<sup>181</sup> « Les problèmes d'actualité », n°101, novembre 1959, p. 3.

<sup>182</sup> « Une nouvelle étape », n°101, novembre 1959, p. 3.

<sup>183</sup> *IO*, n° 13, 26 septembre 1959.

<sup>184</sup> CERMTRI, PSA 1959-1960, Appel pour le maintien d'un parti de classe, 6 p.

<sup>185</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 579.

<sup>186</sup> *Ibid.*, p. 522.

<sup>187</sup> *Ibid.*, p. 650.

<sup>188</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I*, *op. cit.*, p. 83.

<sup>189</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 303.

ouvrier. Il s'agit des socialistes autonomes refusant Mendès France et des UGS opposés à l'unification mais aussi des inorganisés ou des membres d'autres organisations<sup>190</sup>. Cette stratégie amène les lambertistes de l'UGS à s'associer aux autres adversaires de la fusion. Citons parmi eux le trotskyste Jean-René Chauvin. « Droitier », il a été exclu du PCI en 1948 et depuis milite dans différents groupes à gauche de la SFIO et du PCF. Les lambertistes coopèrent avec lui car il a rejeté le « pablisme » et ne croit pas en l'« Etat dégénéré »<sup>191</sup>. En dehors de J-R. Chauvin, ces derniers s'allient principalement à des anciens du MLP qui jugent le PSA trop réformiste. Leur origine chrétienne amène D. Renard à juger cette alliance « contre-nature »<sup>192</sup>. Néanmoins, les lambertistes se résignent à cette contradiction car leurs partenaires appartiennent à la classe ouvrière ou sont liés à elle. Leur leader, Jean Bonneville, de Bordeaux, appartient au comité politique national de l'UGS<sup>193</sup>. Les lambertistes de l'Union se réunissent avec les autres minoritaires. Ils participent à la rédaction de résolutions pour le conseil fédéral de Paris et des textes destinés aux cadres minoritaires<sup>194</sup>. Raoul met beaucoup d'espoir dans cette minorité UGS car elle est parvenue à gagner à la politique plusieurs centaines de jeunes<sup>195</sup>. En effet, Raoul a toujours pensé que l'organisation trotskyste avait absolument besoin d'un renouvellement de ses cadres<sup>196</sup>. Il a dû être d'accord avec une ultime orientation du groupe Lambert après juin 1958.

### **Vers la jeunesse**

A ce moment-là, la situation de la jeunesse française s'avère difficile car elle éprouve des difficultés à s'intégrer dans une société entre deux mondes, en pleine mutation économique et sociale. De plus, la guerre d'Algérie constitue pour les garçons une épreuve traumatisante. Cela amène nombre de politiques, journalistes et essayistes de parler d'une « crise de la jeunesse »<sup>197</sup>.

De son côté, le PCI majoritaire n'a plus mené d'activités spécifiques vers les jeunes depuis la dissolution du MRJ en 1953. Une seule tentative en 1956 a rapidement avorté. Le retour au pouvoir du Général amène la direction lambertiste à agir de nouveau dans ce

---

<sup>190</sup> AR, G3 du 8/10/1959 et G2 du 23/11/1959.

<sup>191</sup> FC, 2-JRC-1A-1C, Corresp. 54-62, Lettre du 29/6/1960.

<sup>192</sup> CERMTRI, 62 à 64 OT, Lettre de Garnier du 6/11/1959.

<sup>193</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I, op. cit.*, p. 82.

<sup>194</sup> AR, G3 du 8/10/1959 et G2 du 23/11/1959.

<sup>195</sup> AR, G1, 17 février 1960.

<sup>196</sup> Entretien avec C. Tranchant le 30/10/2006.

<sup>197</sup> Sur ce sujet, voir l'ouvrage érudit de Ludivine BANTIGNY, *Le plus bel âge ?*, Fayard, Paris, 2007.

domaine. D'abord, car elle prévoit une offensive du gouvernement pour encadrer énergiquement la jeunesse et l'isoler des forces démocratiques et ouvrières. En conséquence, les jeunes doivent s'unir pour résister aux menées du régime, puis lutter avec l'ensemble des travailleurs contre l'Etat gaulliste<sup>198</sup>. Notons que le groupe La Vérité n'est pas le seul à se méfier des nouvelles autorités : le 8 août 1958, sous l'impulsion de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) – principal syndicat étudiant, 37 associations de jeunesse et d'éducation populaire mettent en garde le gouvernement contre toute « politisation » ou « unification » de la jeunesse<sup>199</sup>. Par ailleurs, le comité central du groupe La Vérité croit en la combativité des jeunes et constate - à juste titre<sup>200</sup> - leur peu d'enthousiasme envers les partis de gauche<sup>201</sup>. Pourtant, s'il leur semble opportun d'agir de nouveau dans ce domaine, les lambertistes ne disposent pas à l'été 1958 des ressources militantes suffisantes pour créer une organisation de jeunesse. Ils doivent se contenter de mener quelques actions.

D'abord, le groupe La Vérité met en place le Centre d'études marxistes (CEM) en novembre 1958. Il est ouvert à tous mais surtout destiné aux jeunes. Ses séances bimensuelles mêlent exposés et discussions comme le Cercle Lénine quelques années auparavant. G. Bloch semble en être le principal intervenant et P. Broué en assure le secrétariat<sup>202</sup>. *Jeune garde*, l'organe des JSA, conseille à ses membres de participer au CEM<sup>203</sup>. Ce dernier est appelé à durer : il essaiera en province et, avec quelques évolutions, il fonctionnera encore dans les années 1970.

Le groupe La Vérité décide aussi d'agir dans deux regroupements de jeunes existants afin de les influencer politiquement : les JSA – comme nous l'avons vu précédemment – et l'ajisme<sup>204</sup>. Ce dernier est un mouvement de loisir reposant sur les auberges de jeunesse. Tous les deux apparaissent en France au début des années 1930. L'ajisme prend son essor pendant le Front populaire et demeure ensuite lié au mouvement ouvrier. Il constitue un lieu de discussion et de formation pour les militants de gauche et d'extrême gauche. En particulier, il devient un vivier fructueux pour les trotskystes car le PCF ne parvient jamais à y devenir hégémonique. Par contre, l'ajisme souffre de sa division entre plusieurs organismes. Suite à

<sup>198</sup> « Les jeunes face au pouvoir fort », *La Vérité*, n° 513, 15 novembre 1958.

<sup>199</sup> BANTIGNY L., *Le plus bel âge ?*, op. cit., p. 260-261.

<sup>200</sup> *Ibid.*

<sup>201</sup> CERMTRI, PCI 1958, Projet de rapport politique pour le CC du 22 juin, p. 11.

<sup>202</sup> CERMTRI, PCI 1958, Note du 6 janvier 1958 et BDIC, F Delta 278 France-tendance P. Lambert, dossier 1958.

<sup>203</sup> CERMTRI, PSA, « CEM », *Jeune garde, Organe des JSA*, n° 1, janvier 1959.

<sup>204</sup> CERMTRI, PCI 1958, Résolution d'ensemble sur les tâches de l'organisation, p. 7.



une intervention ministérielle, la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ) est constituée en 1956 afin de regrouper les ajistes laïcs<sup>205</sup>. Cette évolution inquiète des militants des auberges engagés à gauche. Ils suspectent le gouvernement de vouloir affadir l'ajisme et de faire de la FUAJ une structure bureaucratique, seulement préoccupée de questions de gestion. Ils craignent de voir les auberges devenir un réseau d'hôtels à bon marché<sup>206</sup>. Pour parer à ce danger, un groupe d'ajistes parisiens se constitue autour du couple formé par Jean Ribes et sa compagne Madeleine Briselance, de celui unissant Maryse et Maurice Sedes et de Jean-Claude Larnicol. Le premier nommé en restera la personnalité la plus marquante. Né en 1930, J. Ribes occupe des responsabilités dans une fédération d'auberges puis devient élève à l'école normale supérieure de Saint-Cloud. Son parcours politique apparaît significatif : antistalinien convaincu, il appartient successivement aux Jeunesses socialistes dissoutes en 1947, à l'ASR puis au RDR. Il fréquente les trotskystes mais ne rejoint pas le PCI car il ne considère pas la bureaucratie soviétique comme une caste mais comme une classe. Cela l'amène à se rapprocher de SouB à partir de 1953-1954<sup>207</sup>.

Comme ses idées rencontrent un écho auprès du public des auberges, le groupe s'associe avec une équipe d'ajistes wallons animée par Gabriel Thoveron. Ensemble, ils publient à partir de juin 1956 une nouvelle série de *Révoltes*, « bulletin culturel et technique ». En effet, un périodique destiné aux usagers des auberges avec le même titre a déjà paru à Lyon de 1949 à 1951. Son directeur, Roger Rocher, était un ancien trotskyste, proche de P. Duthel<sup>208</sup>. R. Rocher donne son accord à la reprise du nom car la nouvelle équipe veut donner au nouveau *Révoltes* une orientation similaire. Comme le précédent, le périodique se fixe pour objectif de « venir en aide aux militants et animateurs des auberges et des groupes par ses rubriques techniques »<sup>209</sup>. Pour cela, il fournit des fiches très pédagogiques expliquant en détail comment projeter des diapositives, mettre en scène une pièce de théâtre ou enseigner une danse<sup>210</sup>. Néanmoins, *Révoltes* veut aussi « favoriser la prise de conscience des réalités sociales par les jeunes »<sup>211</sup>. En conséquence, la publication comprend des articles

---

<sup>205</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 71-73 et RIBES Jean, « Notes pour un historique de l'ajisme », fiches 4 à 7, *Révoltes*, n°17, décembre 1962.

<sup>206</sup> PLUET-DESPATIN Jacqueline, *La presse trotskiste...*, op. cit., p. 143-144.

<sup>207</sup> CERMTRI, Fonds J. Ribes, Lettres de J. Ribes de 1955 à 1957 et entretien avec J. Ribes le 25/9/2009.

<sup>208</sup> Entretien avec Alain Rocher le 21/11/2015 et PLUET-DESPATIN Jacqueline, *La presse trotskiste...*, op. cit., p. 143-144.

<sup>209</sup> « Voici *Révoltes* », *Révoltes*, n°1, juin 1956, p.2.

<sup>210</sup> Ainsi dans le n°7 paru en mars 1958, fiches 17 et 20 à 23.

<sup>211</sup> « Voici *Révoltes* », *Révoltes*, n°1, juin 1956, p.2.

contestataires et anticonformistes. Ainsi, un texte se prononce contre la guerre d'Algérie et rappelle que « nos principaux adversaires sont chez nous »<sup>212</sup>. *Révoltes* dénonce fréquemment le cléricisme<sup>213</sup> et prône la contraception afin de limiter les naissances<sup>214</sup>. Par ailleurs, le périodique préconise la gestion des entreprises par les ouvriers<sup>215</sup>. Il est vendu par abonnement et de la main à la main – mais discrètement – dans les auberges. Rédigée avec soin, la revue trimestrielle connaît un succès relatif : en 1957 elle compte 400 abonnés pour un tirage de 1300 exemplaires<sup>216</sup>. Cela lui permet d'équilibrer ses comptes – chaque numéro revient environ à 150 000 francs<sup>217</sup> – et de fonctionner sans aucune subvention extérieure. Surtout, son lectorat dépasse le cadre des auberges pour s'étendre en direction des syndicalistes et des militants politiques, en particulier d'extrême gauche<sup>218</sup>.

Peu à peu l'équipe de *Révoltes* tisse des liens avec les lambertistes. D'abord, J. Ribes signe le premier appel en faveur du CLADO<sup>219</sup> et écrit dans *La Commune*<sup>220</sup>. Il devient le secrétaire du Comité de défense et de soutien d'Henri Geneste<sup>221</sup> car ce dernier est ajiste. De plus, J. Ribes adhère à l'UGS où il milite en compagnie d'Y. Dechezelles, L. Kiner et Raoul. Ce dernier le convaincra peu à peu que la bureaucratie soviétique n'est pas une classe<sup>222</sup>. Enfin, en 1957, Lucienne Bloch – épouse de Gérard – puis Claude Selleron – autre lambertiste – rejoignent le comité de rédaction de la revue<sup>223</sup>. La première obtient de J. Ribes et M. Briselance qu'ils participent au camp d'été lambertiste en 1958. Puis, comme celui de 1959 consacre une partie de son programme aux jeunes, L. Bloch y convie d'autres membres de l'équipe de *Révoltes*<sup>224</sup>. A l'automne 1958, *La Vérité* applique la nouvelle orientation en initiant une « Tribune libre de la jeunesse ». J-J. Marie y expose son point de vue : la situation est mûre pour construire une organisation révolutionnaire de la jeunesse. Comme les JSA peuvent en constituer l'embryon, il préconise d'y militer<sup>225</sup>. J. Ribes objecte que ces derniers

---

<sup>212</sup> « Ceux d'en face », *Révoltes*, n°7, mars 1958, fiche 1.

<sup>213</sup> Particulièrement dans son n°12, décembre 1959.

<sup>214</sup> « Dieudonné ou Désiré », *Révoltes*, n°9, octobre 1958, fiches 10 et 11.

<sup>215</sup> BLOCH Lucienne, « La gestion ouvrière est-elle possible ? », *Révoltes*, n°5, août 1957.

<sup>216</sup> « *Révoltes* et ses lecteurs », *Révoltes*, n°5, août 1957, fiche 2.

<sup>217</sup> « *Révoltes* augmente », *Révoltes*, n°7, mars 1958.

<sup>218</sup> SEDES René, *Quand les auberges de jeunesse ouvraient toutes les routes*, Autoédition, 2005, p. 231.

<sup>219</sup> Voir annexe 2.

<sup>220</sup> « Où va l'ajisme? », *La Commune*, n°3, juin 1957.

<sup>221</sup> « A propos du Comité Geneste », *Révoltes*, n°8, juin 1958, fiche 9.

<sup>222</sup> Entretien avec J. Ribes le 25/9/2009.

<sup>223</sup> Respectivement au n°5 d'août et au n°6 de novembre.

<sup>224</sup> CERMTRI, Fonds Jean Ribes, Lettre de L. Bloch à J. Ribes au printemps 1959.

<sup>225</sup> MARIE J-J., « Réponse de J-J Marie », *La Vérité*, n° 513, 15 novembre 1958.

peuvent seulement recruter un petit nombre de membres car les jeunes se méfient des groupes politiques. Il privilégie une instance « large » comme la FUAJ permettant à beaucoup de jeunes de mener un travail d'éducation et de confrontation des opinions. Cela permettra à moyen terme de constituer les cadres d'une organisation révolutionnaire<sup>226</sup>. En fait, il y a complémentarité entre les deux démarches. D'ailleurs, pour les JSA les auberges constituent le milieu de travail le plus intéressant<sup>227</sup>. Le tournant vers la jeunesse des lambertistes se révélera fructueux : ils recruteront bientôt aux JSA et à moyen terme aux auberges. D'ailleurs, les lambertistes ne sont pas les seuls à adopter cette démarche : en 1960, le PCI minoritaire parviendra à recruter un groupe de militants de l'Union des étudiants communistes (UEC) dont Alain Krivine<sup>228</sup>, embryon de la future Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR).

Les décisions prises par la direction lambertiste en septembre 1958 visaient – entre autres – à mobiliser de nouveau les militants démoralisés. Elles concernaient principalement les enseignants – par l'entrée au PSA – ou les jeunes – par l'adhésion aux JSA ou à la FUAJ. Afin d'atteindre le même objectif avec les salariés non-enseignants, P. Lambert prend une initiative importante au début de 1959<sup>229</sup>.

### **L'accord avec Voix ouvrière**

A ce moment là, Voix ouvrière (VO) compte une trentaine de militants et intervient dans quatre ou cinq entreprises de la région parisienne<sup>230</sup>. Le groupe s'est inspiré de *Tribune ouvrière* pour concevoir un bulletin bien particulier : un simple recto-verso intitulé *Voix ouvrière*. Il comporte sur une page un éditorial politique – commun à toutes les entreprises – et sur l'autre des « brèves » narrants les faits et méfaits de l'exploitation sur le lieu de diffusion. Les membres de VO distribuent largement ces feuilles d'entreprises aux portes des usines où le groupe compte des militants ainsi qu'à l'intérieur mais là discrètement. Ces derniers ne peuvent pas diffuser les bulletins devant leur lieu de travail par crainte de représailles aussi VO affecte à cette tâche des lycéens ou des étudiants recrutés par l'organisation. Depuis longtemps, trotskystes et lambertistes distribuent des feuilles

---

<sup>226</sup> RIBES J., « Pas d'accord avec les conclusions de J-J. Marie, *La Vérité*, n°515, 1<sup>er</sup> février 1959.

<sup>227</sup> CERMTRI, PSA, *Jeune garde, Organe des JSA*, n° 1, janvier 1959.

<sup>228</sup> KRIVINE Alain, *Ca te passera avec l'âge*, Flammarion, Paris, 2006, p. 81.

<sup>229</sup> Entretien avec Jacques Mornand le 21/11/2009.

<sup>230</sup> *Ibid.*

d'entreprises mais jamais avec une telle régularité et une si faible périodicité : toutes les deux semaines et le même jour, sous la même forme<sup>231</sup>.

Les dirigeants lambertistes ont déjà eu des contacts dans le passé avec ceux de Voix ouvrière car, ces derniers, même s'ils en parlent peu, rejettent les théories de M. Pablo et son « entrisme sui generis ». D'ailleurs, soucieux de leur indépendance, ils se tiennent à l'écart de la IVe Internationale et de ses organisations dissidentes<sup>232</sup>. P. Lambert, constatant le succès relatif des feuilles VO, veut que ses militants ouvriers diffusent des bulletins similaires avec des « brèves » correspondant à leurs entreprises<sup>233</sup>. Selon nous, il apprécie aussi le caractère centralisé de ce dispositif. P. Lambert rencontre R. Barcia et les deux dirigeants constatent leur divergence sur l'analyse de la situation : le premier croit plus que le second aux risques de dictature. Néanmoins, les deux organisations passent un accord : des bulletins respectant le modèle VO seront diffusés dans des entreprises où le groupe La Vérité possède des militants. VO continuera à en rédiger l'éditorial, P. Lambert ou D. Renard étant seulement consultés. La première se chargera aussi de l'impression des exemplaires même si A. Cardinal y participe. R. Barcia, dans son livre de souvenirs, énumère les lieux de distribution : la Caisse d'allocations familiales (CAF) de la rue Viala dans le XVe arrondissement – où travaille P. Lambert, chez Lavalette et dans des usines de province comme Brissonneau à Nantes – où milite G. Nouvel, Michelin à Clermont-Ferrand, aux Câbles de Lyon et quelques autres. Cette courte liste nous montre le peu d'implantation des lambertistes dans les entreprises en 1959. Néanmoins, cela permet à VO de commencer des diffusions en province. Pour les initier, P. Bois ou R. Barcia se rendent en différentes villes avec P. Lambert. A Nantes, ils se concertent avec les lambertistes locaux et A. Hébert<sup>234</sup>. Sur les conseils de ce dernier, de jeunes VO vont les distribuer – en stop, faute d'argent – aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. Cela irrite P. Malnöe - ce dernier a des relations difficiles avec A. Hébert<sup>235</sup> - qui menace de jeter ces révolutionnaires dans le bassin<sup>236</sup>.

Les deux organisations tirent bénéfice de cet accord. Des lambertistes militent de nouveau sur leur lieu de travail et VO commence la diffusion de ses feuilles d'entreprises en

---

<sup>231</sup> BARCIA R., *La véritable...*, *op. cit.*, p. 170-173.

<sup>232</sup> *Ibid.*, p. 185-187.

<sup>233</sup> Entretien avec Jacques Mornand le 21/11/2009.

<sup>234</sup> BARCIA R., *La véritable...*, *op. cit.*, p. 195-196.

<sup>235</sup> GOURHAND Yvon, *A. Hébert et...*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>236</sup> Entretien avec Jacques Mornand le 21/11/2009.

province<sup>237</sup>. De plus, les rapports entre les militants des deux groupes sont bons malgré la différence d'âge – le groupe La Vérité compte alors plus de trentenaires et quadragénaires que VO. Jacques Mornand – alors jeune militant à VO – se souvient d'avoir trouvé alors P. Lambert très ouvert et pas sectaire. En conséquence, les deux groupes tiennent des assemblées générales et des réunions de cellule communes<sup>238</sup>. Les dirigeants lambertistes envisagent une fusion comme – selon G. Bloch – certains membres de VO<sup>239</sup>. Enfin, P. Lambert constate les résultats de la méthode utilisée par cette organisation : recruter des lycéens et étudiants pour aller diffuser les bulletins dans les entreprises. Cela le conforte dans l'orientation vers la jeunesse décidée précédemment<sup>240</sup>. En décembre 1959, le rapport politique adopté par le groupe La Vérité voit dans le travail jeune « le point de départ d'un renforcement politique et militant »<sup>241</sup>. Cela nous amène à examiner où en est le réarmement décidé l'année précédente.

### La convalescence perdue

Un an et demi après le retour au pouvoir du Général, le groupe La Vérité semble aller mieux car il a revu sa stratégie et fixé de nouvelles tâches aux militants. De plus, il a noué des liens avec VO, les JSA et l'équipe de *Révoltes*. Aussi, le camp d'été de 1959 – tenu dans une auberge de jeunesse du Puy-de-Dôme – comptait des représentants de ces trois mouvances<sup>242</sup>. Pour G. Bloch, il s'agit d'un succès : il y avait 47 participants dont 20 n'appartenaient pas à l'organisation<sup>243</sup>.

Par ailleurs, l'année précédente P. Lambert a l'agréable surprise d'être contacté par Boris Fraenkel. Il s'agit d'un intellectuel juif, né en 1921 à Dantzig puis réfugié en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Son ralliement au trotskysme provoque son expulsion de ce pays et son arrivée en France où il doit s'engager à ne pas faire de politique. Il s'installe à Paris en 1950 et gagne sa vie comme instructeur aux Centres d'enseignement aux méthodes d'éducation active (CEMEA). Ces organismes laïcs assurent alors la préparation au diplôme de moniteur de colonies de vacances. Boris Fraenkel se veut un trotskyste orthodoxe aussi il

<sup>237</sup> BARCIA R., *La véritable...*, op. cit., p. 196.

<sup>238</sup> Entretien avec Jacques Mornand le 21/11/2009.

<sup>239</sup> CERMTRI, FRANCE CI 1953-1964, Lettre de G. Bloch du 30/10/1959 et CERMTRI, OT 1959-1961, *Etudes et documents*, n°1, p. 24.

<sup>240</sup> Entretien avec Jacques Mornand le 21/11/2009.

<sup>241</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Projet de rapport politique, décembre 1959, p. 16.

<sup>242</sup> CERMTRI, Formation, Camp d'été 1959, 7 p.

<sup>243</sup> CERMTRI, FRANCE CI 1953-1964, Lettre de G. Bloch du 30/10/1959.

désapprouve le cours suivi par la IV<sup>e</sup> Internationale à partir de 1951. Néanmoins, il ne s'engage pas à cause de sa promesse faite aux autorités françaises. Il change d'avis avec la venue au pouvoir du Général car il craint l'instauration d'une dictature militaro-policière. Cela l'amène à rencontrer P. Lambert en octobre 1958 et tous deux sympathisent immédiatement. B. Fraenkel décide d'adhérer à son groupe et amène avec lui trois autres militants : Denise Salomon – sa compagne, Guy Bonhomme et Christian Lidove. La première est professeur de collègue et très investie à l'École émancipée. Les deux derniers viennent d'entrer à l'École normale supérieure d'éducation physique (ENSEP) à Joinville. Ils connaissent B. Fraenkel depuis un stage aux CEMEA<sup>244</sup>.

Pour P. Lambert, ces quatre adhésions constituent « un cadeau tombé du ciel »<sup>245</sup> car nous n'avons pas connaissance d'autres recrutements avant décembre 1959. A ce moment-là, le groupe La Vérité compte seulement 53 membres<sup>246</sup>. En région parisienne, les assemblées générales se tiennent dans une salle de classe et les militants sont contents quand il y a trente participants<sup>247</sup>. Surtout, le traumatisme du printemps 1958 ne semble pas surmonté. La discipline demeure très relâchée, le cloisonnement inexistant et les cellules mènent une vie anarchique. La direction ne parvient pas à faire fonctionner les commissions et, faute d'articles, à faire paraître un bulletin intérieur<sup>248</sup>. Elle est loin d'avoir atteint son objectif de constituer une fraction homogène et centralisée respectant une discipline stricte<sup>249</sup>.

Par ailleurs, faute d'argent et de militants<sup>250</sup>, le groupe La Vérité n'arrive pas à alimenter le dispositif éditorial mis en place à l'automne 1958. Les ventes de la revue se limitent à quelques centaines d'exemplaires<sup>251</sup> et elle paraît seulement quatre fois en 1959. La même année, *IO* n'a que 13 numéros et l'organisation suspend sa parution de janvier à avril puis de mai à septembre. Cela s'avère fâcheux pour le groupe Lambert car *IO* devient son organe officieux. De plus, l'entrisme au PSA accapare certains militants.

---

<sup>244</sup> Notices Maitron de B. Fraenkel et D. Salomon, FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 86-100 et QUINON Manuel, *La réception de Marcuse en France*, DEA de sociologie, Université Paris IV, 2003, Annexes, p. 5-22.

<sup>245</sup> FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 94.

<sup>246</sup> Entretien le 15/10/2008 avec J-J. Marie.

<sup>247</sup> Entretien avec Jeanne Selleron le 8/3/2009.

<sup>248</sup> CERMTRI, *Etudes et documents*, n°3, septembre 1960, p. 4.

<sup>249</sup> Projet de rapport politique pour le CC des 19-21 septembre 1958, *op. cit.*, p. 22.

<sup>250</sup> Entretien avec F. de Massot le 30/9/2015.

<sup>251</sup> Entretien avec P. Levasseur le 24/10/2008.

Les difficultés de la direction à « réarmer » l'organisation s'expliquent aussi par la poursuite des procédures judiciaires à son encontre<sup>252</sup>. Certes, en janvier 1959 une amnistie annule les 6 mois de prison avec sursis infligés à P. Lambert, S. Just G. Bloch et D. Renard<sup>253</sup>. Néanmoins, en mai 1959, une nouvelle condamnation – la cinquième depuis le début de la guerre – frappe le groupe. Il chiffre alors à 1 220 000 francs ses dépenses en amendes et frais de procès dues aux poursuites en justice. De plus, il estime à un million les subsides versés à la famille d'Henri Geneste condamné à 3 ans de prison. La direction estime qu'il lui faut trouver d'extrême urgence 400 000 francs. Cela l'amène à solliciter l'aide des autres sections du CI<sup>254</sup> mais nous ignorons leur réponse. Néanmoins, les lambertistes ne sont pas au bout de leurs peines : en juillet 1959 le juge d'instruction poursuivant les quatre dirigeants pour leurs articles en 1956-1957 se déclare incompétent. La procédure est alors transférée au Tribunal des forces armées et, malgré les recours mis en œuvre, la cour d'appel de Paris confirme ce renvoi en février 1960<sup>255</sup>. Ces péripéties contraignent le groupe à mener une bataille judiciaire coûteuse en temps et en argent.

A la fin de 1959, si le réarmement du groupe s'avère bien incomplet, il a permis à P. Lambert d'accroître sa mainmise sur l'organisation. Plus que jamais, il est le maître incontesté de ce qui en reste et décide de tout<sup>256</sup>. S. Just supporte mal son autoritarisme et regrette que l'organisation trotskyste n'ait plus d'existence officielle<sup>257</sup>. Cela, ajouté à ses problèmes personnels, l'amènent à quitter le groupe au début de 1959<sup>258</sup>. De même, D. Renard semble accepter difficilement l'hégémonie de P. Lambert. C. Tranchant et Boris Fraenkel se souviennent de leurs fréquentes « engueulades »<sup>259</sup>. Par contre, Raoul se fait une raison : en se comportant en « despote éclairé », P. Lambert sauve l'organisation<sup>260</sup>. En fait,

---

<sup>252</sup> *Ibid.*

<sup>253</sup> CERMTRI, *Quatre militants trotskystes traduits devant le tribunal militaire*, Supplément à *La Vérité* n°519, SPEL, avril 1960.

<sup>254</sup> CERMTRI, FRANCE CI 1953-1964, Lettre aux sections du CI du 22/5/1959.

<sup>255</sup> *Quatre militants...*, *op. cit.*, p. 1-4.

<sup>256</sup> Entretiens avec C. Khan (le 21/12/2007), C. Tranchant (le 30/10/2006), Francis Tour (le 15/11/2008) et Claude Monnier (le 11/2/2009). JUST S., *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI*, *op. cit.*, p. 12-13. Sur ce point, seul le témoignage de P. Broué diverge un peu. Selon lui, P. Lambert ne dispose pas d'une majorité automatique au comité central. Il doit manœuvrer pour y imposer ses vues. P. Broué raconte comment il peut se moquer impunément de la mauvaise prononciation de P. Lambert au cours d'une réunion de cette instance. P. Broué, *Souvenirs et portraits*, *op. cit.*, p. 93 et 95. Sur ce sujet, nous adoptons le point de vue des autres militants précités.

<sup>257</sup> JUST S., *Comment le révisionnisme...*, *op. cit.*, p. 12-13.

<sup>258</sup> *Ibid.*, p. 44.

<sup>259</sup> FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 97 et entretien avec C. Tranchant le 30/10/2006.

<sup>260</sup> Entretien le 15/10/2008 avec J-J. Marie.

ce dernier domine le bureau politique où siègent désormais trois « anciens » - lui, G. Bloch et D. Renard – et deux « nouveaux » - Raoul et F. de Massot<sup>261</sup>. La situation difficile de l'organisation en 1958 lui permet de la dominer plus que jamais.

---

<sup>261</sup> Entretien avec P. Levasseur le 24/10/2008.



## CHAPITRE XI

### L'ARRIVÉE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION (décembre 1959 – novembre 1961)

En décembre 1959, J-J. Marie et quatre autres cadres des JSA - Pierre Levasseur, Xavier Mourre, André Mutter et Charles Lantigny - rejoignent le groupe *La Vérité*<sup>1</sup>. A des dates proches, le couple Sedes, J-C. Larnicol et une partie de l'équipe de *Révoltes* y adhèrent aussi. Ils retrouvent J. Ribes qui semble avoir fait la même démarche un peu avant<sup>2</sup>. De son côté, B. Fraenkel commence à exploiter une autre filière : il recrute pour l'organisation dans des Écoles normales d'instituteurs (ENI) et à l'ENSEP<sup>3</sup>. Ces adhésions constituent une importante nouveauté car depuis 1947 l'effectif du PCI puis du courant lambertiste n'a pas cessé de diminuer. Par contre, à la fin de 1959, la direction du groupe n'espère plus grand-chose du PSA à cause de l'arrivée des mendésistes. Selon elle, la fusion de ce parti et de l'UGS aura lieu mais le futur Parti socialiste unifié (PSU) sera seulement « un vague comité électoral radical-socialiste politiquement à la remorque des gaullistes »<sup>4</sup>. Néanmoins, elle décide de continuer sa lutte au PSA et à l'UGS afin de prouver sa détermination à ses alliés dans ces formations. Il s'agit pour les lambertistes de conserver leurs contacts et leurs liaisons pour l'avenir<sup>5</sup>. Nous examinerons donc d'abord comment se clôt leur action dans ces deux formations puis nous étudierons comment ce nouveau contexte amène l'organisation à changer d'orientation à la fin de 1959.

---

<sup>1</sup> Entretien avec J-J. Marie le 16/9/2015.

<sup>2</sup> Entretien avec J. Ribes le 25/9/2009.

<sup>3</sup> FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 99.

<sup>4</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Projet de rapport politique, décembre 1959, p. 15.

<sup>5</sup> *Ibid.*

## La fin de l'entrisme au PSA et ses suites

Au début de janvier 1960, le PSA, l'UGS et Tribune du communisme fixent le calendrier des congrès préliminaires à la fusion : fédéraux en février-mars, de chaque composante les 1<sup>er</sup> et 2 avril et enfin d'unification, rassemblant tout le monde, le 3 avril<sup>6</sup>. Les lambertistes s'opposent à ce processus par l'action de leurs membres au PSA et à l'UGS mais aussi par leur presse. Ainsi, *IO* reproche au projet de programme préparé pour le PSU de ne pas faire appel à l'action des masses et, en fait, à viser le maintien du régime capitaliste. Le périodique préconise donc aux militants des trois organisations de voter contre ce texte lors des congrès à venir<sup>7</sup>. Comme alternative à la fusion, le groupe La Vérité réitère sa proposition de construire un parti qualifié de « socialiste ouvrier » ou « ouvrier de lutte de classe ». Maintenant, il envisage d'y inclure des réformistes et des staliniens pourvu qu'ils rompent avec la bourgeoisie et son Etat<sup>8</sup>. Cette offre nouvelle s'explique par le goût des lambertistes pour le passé : ils veulent ainsi sauvegarder les tendances du mouvement ouvrier et les juxtaposer dans un même parti. Ils refusent de rester en tête à tête avec des révolutionnaires<sup>9</sup> et préfèrent une organisation « large » ou « centriste ». D'ailleurs, P. Lambert a approuvé la résolution de G. Bloch en 1948 puis est devenu l'un des créateurs du CLADO. En 1959-1960, il se prononce pour la constitution d'un parti « large » en allant chercher des arguments chez Marx<sup>10</sup>. Ainsi, P. Lambert rappelle que la Ière Internationale admettait en son sein toutes les sociétés ouvrières « aspirant à l'émancipation complète de la classe ouvrière »<sup>11</sup>. Cette délimitation ne nous semble pas très restrictive.

Comme nous l'avons vu au premier chapitre, en 1935 Trotsky avait condamné la tentative moliniériste de constituer les GAR, organisation « large » s'il en fût. Il préconisait la construction d'un parti révolutionnaire et une lutte politique résolue contre les réformistes et les staliniens. Se référant à Trotsky, en janvier 1960, D. Renard exprime son opposition dans un bulletin intérieur où il réfute les arguments de P. Lambert. Selon lui, Marx avait dû s'adapter au niveau de conscience de la classe ouvrière dans les années 1860. De plus, la Ière Internationale a volé en éclats dans la décennie suivante. Enfin, la situation a bien changé

---

<sup>6</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I*, op. cit., p. 89.

<sup>7</sup> « Avant la fusion du PSA et de l'UGS », *IO*, n°30, 27/2/1960.

<sup>8</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Projet de rapport politique, décembre 1959, p. 11-15.

<sup>9</sup> Voir le début du chapitre VII.

<sup>10</sup> LAMBERT P., « Marx et les problèmes du parti ouvrier I », *La Vérité*, n° 515, février 1959, p. 7-13.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 10.

depuis cette époque. En particulier, Lénine a enrichi la doctrine marxiste par rapport à l'organisation des révolutionnaires. Il a prouvé que leur parti ne doit pas cohabiter dans la même structure avec des réformistes et des anarchistes<sup>12</sup>. A la construction d'un parti ouvrier indépendant, D. Renard préfère le renforcement du groupe La Vérité et sa fusion avec VO<sup>13</sup>. Il réitérera cet avis en 1965<sup>14</sup> mais au cours des années 1960 il perdra son influence dans l'organisation<sup>15</sup>. P. Lambert l'emportera et l'OCI constituera en 1967 les Comités d'alliance ouvrière (CAO), organisation « large ». Surtout, les lambertistes formeront le Parti des travailleurs (PT) en 1991 puis le Parti ouvrier indépendant (POI) avec des anarcho-syndicalistes, des socialistes et des communistes. Ces organisations - comme les GAR - seront fondées sur quelques mots d'ordre ou actions concrètes à mener mais ne chercheront pas à constituer un corps de doctrine partagé par tous leurs adhérents. D'ailleurs, au sein du PT et du POI, chacun des courants précités constituera une tendance permanente et instituée.

Revenons au PSA dans les premiers mois de 1960. Après avoir distribué dans les sections l'« Appel pour le maintien d'un parti de classe », les lambertistes et leurs alliés mettent en place un comité de liaison et diffusent le bulletin *Lutte de classe* géré par Max Clémenceau. Ce dernier est un ami d'enfance de Raoul avec lequel il a rallié le trotskysme. Malade, il quitte le PCI à la Libération<sup>16</sup> mais adhère au PSA lors de sa constitution. Il ne rejoindra pas le groupe La Vérité même s'il en demeurera proche. Outre M. Clémenceau, F. de Massot et L. Eemans écrivent dans le bulletin où ils continuent à reprocher aux dirigeants du PSA la venue des mendésistes. Par ailleurs, ils critiquent le « manque de combativité » du parti à l'encontre du gouvernement<sup>17</sup>. Malgré leurs efforts, le congrès fédéral de la Seine des 12-13 mars 1960 montre le peu d'influence des lambertistes au sein du PSA. P. Broué et L. Eemans y présentent une résolution reprenant les critiques de leur groupe envers le projet de programme. L'assemblée refuse de la mettre aux voix et élit un seul d'entre eux – J-J. Marie – dans la délégation pour le congrès national, M. Clémenceau et L. Eemans étant seulement suppléants<sup>18</sup>.

---

<sup>12</sup> Sur ce sujet, voir l'exposé pédagogique d'Henri WEBER : *Marxisme et conscience de classe*, Paris, UGE, 1975, p. 94-134.

<sup>13</sup> GARNIER dans CERMTRI, OT 1959-1961, *Etudes et documents (ED)*, n°1, janvier 1960, p. 5-24.

<sup>14</sup> TARRANT F., « Article pour la discussion au XIVe congrès », *ED*, 22/12/1965, p. 5-14.

<sup>15</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 91.

<sup>16</sup> BROUE P., *Raoul*, *op. cit.*, p. 7-29.

<sup>17</sup> CERMTRI, PSA, *Lutte de classe*, n° 1 et 2.

<sup>18</sup> CERMTRI, PSA, *L'Avenir socialiste*, n° spécial de mars 1960.

Par ailleurs, la proximité des congrès d'avril exacerbe les tensions dans le groupe éditant *CSI*. La majorité du comité de rédaction accepte l'unification et prévoit de fusionner l'organe pivertiste avec *Tribune marxiste* pour constituer un nouveau périodique : la *Nouvelle Revue marxiste*. Cela choque les lambertistes soucieux de maintenir l'organe pivertiste. De plus, la direction de *CSI* refuse la publication d'une tribune libre de J-J. Marie où il dénonce une nouvelle fois le processus de fusion. En conséquence, les lambertistes du PSA et leurs alliés quittent *CSI*<sup>19</sup>.

A l'UGS, les lambertistes continuent le combat au sein de la minorité afin de recueillir plus de 33% des mandats au congrès national : cela empêcherait la dissolution de l'Union. Par ailleurs, comme les minoritaires se veulent révolutionnaires, ils suscitent l'intérêt de groupes d'extrême gauche comme SouB ou Voix communiste - organisation créée en 1958 à l'initiative d'oppositionnels communistes et de membres du PCI minoritaire. Ainsi, la première y envoie certains de ses membres – comme Jean-François Lyotard<sup>20</sup> - et diffuse une lettre ouverte aux minoritaires de l'UGS et du PSA pour discuter d'une unification<sup>21</sup>. Raoul met en garde les minoritaires : ces groupes ne veulent pas d'une véritable fusion mais seulement débaucher des militants – surtout des jeunes – dans leurs rangs. Il préconise de débattre avec ces organisations mais en « mettant sur la table » ce qu'ils cherchent à cacher – ainsi pour SouB le refus du travail syndical. Raoul reconnaît avoir gardé des relations suivies avec le groupe La Vérité mais il rassure les minoritaires : cette organisation ne cherchera pas à recruter parmi eux<sup>22</sup>. Ceci est inexact car il est venu à l'UGS pour cela et appartient à la direction lambertiste.

Les 1<sup>er</sup> et 2 avril 1960, le PSA, l'UGS et Tribune du communisme se réunissent séparément pour procéder à leur dissolution et désigner leurs représentants à la direction du parti unifié<sup>23</sup>. Les délégués PSA approuvent tous les textes à mains levées et un seul d'entre eux vote contre le rapport moral d'E. Depreux<sup>24</sup>. Par contre, le congrès de l'UGS connaît des débats houleux car la minorité persiste à refuser l'unification et obtient encore 21,5% des mandats. Comme ses délégués ne parviennent pas à empêcher la dissolution de l'Union, ils se

---

<sup>19</sup> « Pourquoi *Correspondances socialistes* ? », *Correspondances socialistes*, n°1, avril 1960, LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 252 et entretien avec J-J. Marie le 18/2/2007.

<sup>20</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, op. cit., p. 235.

<sup>21</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Lettre ouverte de SouB aux camarades minoritaires de l'UGS et du PSA, 6 p.

<sup>22</sup> AR, G1, 17 février 1960.

<sup>23</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I*, op. cit., p. 99.

<sup>24</sup> IO, n°36, 12 avril 1960.

retirent et annoncent leur intention de former un « parti socialiste de lutte de classe ». Le 3 avril, une partie d'entre eux décide de continuer l'UGS en créant une structure provisoire l'Union pour le socialisme (UPS)<sup>25</sup>. Le même jour, la grande majorité des représentants de l'UGS et ceux des deux autres formations proclament le PSU lors du congrès d'unification.

Commentant ces événements, *IO* déplore le manque de débats politiques pendant le processus de fusion, particulièrement chez les socialistes autonomes. Le périodique l'explique par la participation des mendésistes, ces « représentants de la bourgeoisie libérale ». A cause d'eux, le PSU n'a pas de caractère de classe : il sera « un champ de bataille entre les influences bourgeoises et ouvrières » et « non le creuset d'où sortira l'organisation socialiste dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre »<sup>26</sup>. La diversité des membres du nouveau parti apparaît incontestable. D'ailleurs, *Le Monde* prévoit qu'il aura du mal à établir un programme et se fixer des objectifs<sup>27</sup>. Néanmoins, il ne semble pas raisonnable d'en rendre les mendésistes seuls responsables. Cela résulte plutôt de la variété des cultures politiques présentes dans le nouveau parti. Ainsi, de profondes divergences opposent catholiques et laïcs à propos de la querelle scolaire, libéraux et marxistes, réformistes et révolutionnaires... En fait, seule la lutte contre la guerre d'Algérie constitue un lien entre les membres du PSU<sup>28</sup>. Le groupe La Vérité ne veut pas le reconnaître car il croit en un parti « large » réunissant des tendances historiques du mouvement ouvrier. Il n'accepte pas que cette diversité explique les désaccords entre les adhérents de la nouvelle organisation.

Très pessimistes sur l'avenir du PSU, les lambertistes ne cherchent pas à y constituer une tendance. Ils y laissent seulement une fraction constituée de quelques militants - dont L. Eemans et P. Roy<sup>29</sup> - afin d'y gagner des militants ouvriers mais aussi de contribuer à l'éclatement d'un parti qu'ils jugent nuisible<sup>30</sup>. Pour le premier congrès du PSU en mars 1961, ils présentent en région parisienne un texte d'orientation « Pour un parti socialiste ouvrier » hostile aux éléments bourgeois - les mendésistes - et aux cléricaux - venus de l'UGS<sup>31</sup>.

---

<sup>25</sup> FC, 1-JRC-5B-5D, UPS 1960, Déclaration de la minorité au congrès UGS et HEURGON M., *Histoire du PSU I, op. cit.*, p. 100.

<sup>26</sup> *IO*, n° 36, 12 avril 1960.

<sup>27</sup> MAMY G., « Discrètes luttes d'influence au PSA », *Le Monde*, 5 avril 1960.

<sup>28</sup> NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, Paris, Roblot, 1973, p. 93-94.

<sup>29</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Après le congrès, 4 p. et entretien avec P. Roy le 12/6/2009.

<sup>30</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 21.

<sup>31</sup> *Correspondances socialistes*, n° 7, février-mars 1961.

Notons son très faible écho : à Paris seulement 10% des adhérents de la XIVe section votent pour ce texte<sup>32</sup>.

Les autres lambertistes du PSA n'adhèrent pas au PSU mais reviennent au groupe La Vérité avec des recrues – entre 15 ou 20 militants, surtout des jeunes<sup>33</sup>. Ensuite, de l'extérieur du PSU, celui-ci mène des actions pour recruter des socialistes autonomes ralliés ou non au nouveau parti.

D'abord, le comité de liaison précité tient une ou deux réunions au printemps 1960<sup>34</sup> mais, comme il obtient peu de résultats<sup>35</sup>, il disparaît rapidement. Surtout, à partir d'avril 1960, les lambertistes publient *Correspondances socialistes (CS)* sous titré « organe mensuel de l'internationalisme militant ». Ce périodique se réclame de M. Pivert et veut continuer *CSI* car les dirigeants de ce dernier en ont accepté la disparition. Comme son prédécesseur, la nouvelle revue se veut un organe de combat contre le stalinisme et la collaboration de classe<sup>36</sup>. *CS* hérite aussi de *CSI* son intérêt pour l'action des socialistes de gauche à l'étranger. Son comité de rédaction comprend d'anciens socialistes autonomes – M. Clémenceau, P. Levasseur, J-J. Marie, F. de Massot et X. Mourre, d'ex-minoritaires UGS – Raoul, Claude Meillassoux et Gérard Suberville – et C. Lemoine<sup>37</sup>. Dans cette instance il y a donc cinq lambertistes et l'un d'entre eux – J-J. Marie – dirige *CS*<sup>38</sup>. La naissance de cette dernière provoque une protestation publique de la directrice de *CSI* – G. Pivert. Selon elle, *CS* aurait dû prendre un autre titre et reproche aux jeunes qui l'éditent de faire preuve d'« un révolutionnarisme verbal et verbeux »<sup>39</sup>. Sa diatribe paraît dans le dernier numéro de *CSI*. La *Nouvelle Revue marxiste* qui lui succède n'aura que deux livraisons<sup>40</sup>. Le courant pivertiste disparaît alors mais, comme nous le voyons avec *CS*, un de ses rameaux participe au renouveau de l'organisation lambertiste.

Comme pour *La Commune*, dans *CS* le groupe La Vérité présente ses positions mais aussi celles de ses alliés et contacts – comme A. Hébert, R. Hoyez, l'UPS, *Révoltes...* La spécificité de *CS* consiste à se placer dans la continuité de *CSI* et donc d'y ajouter des articles de

<sup>32</sup> « Tout se tient... », *IO*, n°70, 25 mars 1961.

<sup>33</sup> Entretien avec J-J. Marie le 18/2/2007.

<sup>34</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Annonce de la réunion du 4/5/1960, 2 p.

<sup>35</sup> Entretien avec J-J. Marie le 18/2/2007.

<sup>36</sup> « Pourquoi *Correspondances socialistes* ? », *Correspondances socialistes (CS)*, n°1, avril 1960.

<sup>37</sup> *CS*, n°3, juin 1960.

<sup>38</sup> Entretien avec J-J. Marie le 18/2/2007.

<sup>39</sup> « A nos lecteurs, nos amis », *CSI*, n°106, avril-mai 1960.

<sup>40</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, op. cit., p. 302.

socialistes de gauche étrangers – comme le shachtmaniste André Giacometti<sup>41</sup> (Suisse) ou L-A. Cousillas (Argentine)<sup>42</sup>. Certains de ces textes sont d'inspiration réformiste et pas du tout trotskyste. Ainsi, A. Giacometti voit dans la CISL et l'Internationale socialiste les représentants actuels du mouvement ouvrier libre dans le monde. De plus, il estime possible que les Etats-Unis transforment certaines dictatures de leur sphère d'influence – comme la Corée du sud – en démocraties<sup>43</sup>. Cet auteur espère dans un changement de politique des USA une amélioration de la condition des travailleurs dans ces pays.

CS a un tirage de 2000 exemplaires<sup>44</sup>. J-J. Marie y fait « à peu près tout » en plus d'y rédiger des articles. Aussi son départ pour l'URSS en décembre 1960 va nuire au périodique<sup>45</sup>. A. Mutter et P. Levasseur le remplacent difficilement et le journal fait des dettes<sup>46</sup>. Aussi, « pour des raisons matérielles », le comité de rédaction suspend la parution de CS après le numéro 8 de juin 1961. Lors de son XIe congrès en septembre 1961, le groupe La Vérité regrettera cet arrêt et envisagera une relance du titre<sup>47</sup>. Seuls deux numéros renéotypés paraîtront en 1962 ou en 1963<sup>48</sup>, signe de l'intérêt persistant des lambertistes pour les socialistes de gauche. De plus, ceux restés au PSU se réclament de CS et du comité de liaison.

Après le 3 avril 1960, les anciens minoritaires UGS se dispersent. Nombre d'entre eux se résolvent à aller au PSU comme Y. Dechezelles. D'autres – environ un millier – retournent à un militantisme social d'aide aux familles ouvrières, vont au PCF ou rejoignent l'UPS<sup>49</sup>. Cette dernière regroupe donc seulement une partie des minoritaires. Néanmoins, elle s'organise avec une coordination nationale à Bordeaux autour de J. Bonneville<sup>50</sup>, Raoul assurant le secrétariat administratif à Paris<sup>51</sup>. L'UPS essaye de mettre en place une direction par région<sup>52</sup>. Raoul, L. Kiner, C. Kahn et J-R. Chauvin appartiennent à celle de Paris<sup>53</sup>.

---

<sup>41</sup> Pseudonyme de Daniel Gélín selon CERMTRI, FRANCE COMITE INTERNATIONAL 1953-1964, Lettre de G. Healy du 10/10/1961.

<sup>42</sup> Respectivement dans les numéros 1, 2 et 4 d'avril, mai et octobre 1960.

<sup>43</sup> GIACOMETTI A., « Le soulèvement de Corée », CS, n°3, juin 1960.

<sup>44</sup> CERMTRI, CSI et *Correspondances socialistes*, Lettre du 6 mars 1962.

<sup>45</sup> Il devient lecteur de français à la faculté de Lettres de Léninegrad.

<sup>46</sup> CERMTRI, CSI et *Correspondances socialistes*, Lettre du 6 mars 1962.

<sup>47</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 20.

<sup>48</sup> CERMTRI, FONDS BLOCH BI Corresp. 1947 à 1963, Texte de Pelo sur le PSU, p. 3.

<sup>49</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I, op. cit.*, p. 100 et 396.

<sup>50</sup> CERMTRI, Regroupement rév. Chauvin, UPS (bulletin parisien), n°2, juin 1960.

<sup>51</sup> AR, E6, Lettre de Raoul du 6/7/1960.

<sup>52</sup> FC, 1-JRC-5B-5D, UPS 1960, L'UPS se constitue, 3 avril 1960.

<sup>53</sup> AR, E2, Lettre de Raoul du 25/4/1960.

Raoul se montre fort actif. Il met en place un bulletin pour la région parisienne et impulse l'action de l'UPS dans plusieurs secteurs : entreprises, jeunes et lutte contre la guerre d'Algérie<sup>54</sup>. En particulier, il organise avec F. Tour une table ronde réunissant le groupe La Vérité, SouB et des ex-JSA afin de mettre en place un cercle d'études socialistes, premier pas avant l'établissement d'un cartel entre ces organisations. Le principe du cercle est accepté malgré une violente altercation entre P. Lambert et C. Castoriadis<sup>55</sup> peut-être à cause de l'abandon du marxisme par ce dernier.

Pourtant, à la fin du mois de juin, J-R. Chauvin alerte Raoul : il y a du « flottement » à l'UPS<sup>56</sup>. Certes, Raoul avait constaté la difficulté de ses membres à cesser d'être des opposants pour devenir des militants actifs, prenant des initiatives. Il les décrit « ayant toujours des haricots sur le feu qui les font éluder leurs responsabilités »<sup>57</sup>. Surtout, l'UPS est profondément divisé entre ses deux pôles de Paris et Bordeaux, dominés respectivement par les troskystes et les ex-MLP<sup>58</sup>. Les premiers aspirent à construire un parti léniniste quand les seconds souhaitent plutôt une simple coordination et croient en un socialisme de « promotion populaire à base de structure économique »<sup>59</sup>. Raoul et J-R. Chauvin déplorent l'incapacité des ex-MLP à élaborer une plate-forme politique et leur volonté de rester entre-soi<sup>60</sup>. Les girondins publient *UPS*, le mensuel de l'organisation mais refusent des articles des parisiens trop critiques envers le PCF. Cela amène J-R. Chauvin à protester contre cette censure<sup>61</sup>. De plus, Raoul maintenait le dialogue entre Parisiens et Girondins mais désormais son métier – il est journaliste à l'United Press – l'amène à s'absenter davantage<sup>62</sup>. En octobre, une partie des parisiens avec J-R. Chauvin quittent l'organisation pour constituer le groupe Octobre mais ce dernier aura une existence éphémère<sup>63</sup>. En décembre 1960, l'UPS tient la conférence nationale prévue depuis sa fondation mais elle donne lieu à un dialogue de sourds entre girondins et

---

<sup>54</sup> AR, E3, Lettre de Raoul du 17/5/1960.

<sup>55</sup> Lettres de Raoul du 6/7/1960 dans AR, E6, et FC, 1-JRC-5B-5D et lettre de J-R. Chauvin du 19/6/1960 dans FC, 2-JRC-1A-1C, Corresp. 54-62.

<sup>56</sup> FC, 2-JRC-1A-1C, Corresp. 54-62, Lettre de J-R. Chauvin du 29/6/1960 et AR, E5, Lettre de Raoul du 21/6/1960.

<sup>57</sup> AR, E2, Lettre de Raoul du 25/4/1960.

<sup>58</sup> Lettre de J-R. Chauvin du 29/6/1960, *op. cit.* et lettres de Raoul du 6/7/1960 dans AR, E6, et FC, 1-JRC-5B-5D.

<sup>59</sup> *UPS*, revue mensuelle de l'UPS, n°2, juin 1960, p. 19-22.

<sup>60</sup> Lettre de Raoul du 6/7/1960 et de J-R. Chauvin du 19/6/1960, *op. cit.*

<sup>61</sup> FC, 1-JRC-5B-5D, Lettre de Raoul du 6/7/1960 et 2-JRC-1A-1C, Corresp. 54-62, Lettre de J-R. Chauvin du 18/9/1960.

<sup>62</sup> BROUÉ P., *Raoul, op. cit.*, p. 132.

<sup>63</sup> FC, 2-JRC-1A-1C, Corresp. 54-62, Lettre de J-R. Chauvin du 28/10/1960.



parisiens<sup>64</sup>. Ensuite, les premiers maintiennent une Union squelettique jusqu'en 1968<sup>65</sup> mais les lambertistes « réintègrent la maison-mère »<sup>66</sup> avec quelques recrues dont F. Tour et C. Tranchant.

L'entrisme des lambertistes au PSA et leur travail de fraction à l'UGS leur a permis de recruter des militants mais ils n'ont pas construit le parti « ouvrier de lutte de classe » qu'ils souhaitaient. Ils renouvelleront cette tentative. Surtout, ils tirent un enseignement de leurs activités dans ces deux partis : il faut être fort et rigoureux pour intervenir efficacement dans des organismes extérieurs. Ainsi, un militant déplore que le travail chez les socialistes de gauche n'ait pas été coordonné par une commission du groupe La Vérité. Selon lui, aucune ligne politique n'a été définie ou impulsée avec continuité<sup>67</sup>. Plus tard, C. Kahn confirmera cette critique : il se souviendra d'avoir été totalement libre de son action quand il appartenait à l'UGS<sup>68</sup>. A la fin de 1959, les déceptions des lambertistes au PSA et à l'UGS comme l'arrivée de jeunes convainquent leur direction de procéder différemment.

### **Une nouvelle priorité : le renforcement du groupe**

La direction ne parle plus de réarmement mais de renforcer l'organisation et d'en « raffermir la discipline »<sup>69</sup> afin de recruter, de pouvoir tirer le meilleur parti des événements à venir et de se préparer à de probables mesures répressives. Cette consolidation doit être « matérielle, numérique, organisationnelle et politique »<sup>70</sup>. Nous avons mentionné les critiques de P. Lambert sur le fonctionnement de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, en particulier sur son manque de rigueur<sup>71</sup>. A la tête du PCI majoritaire depuis 1953, il a pris des mesures pour y remédier comme nous l'avons mentionné dans les chapitres IV et VII. Néanmoins, il a dû tolérer un certain laisser-aller en 1958-1959 car le réarmement entrepris alors a modifié bien des orientations du groupe mais n'a guère permis de progresser en matière de discipline. Désormais, il donne la priorité à la construction d'un authentique parti bolchévique enracinée dans le prolétariat même si un tel objectif « exige beaucoup de

---

<sup>64</sup> « Après le conférence nationale de l'UPS », CS, n°6, déc. et janvier 1961.

<sup>65</sup> Selon la notice de J. Bonneville dans le *Maitron*. Ce militant adhéra au PCF en 1971.

<sup>66</sup> BROUE P., *Raoul, op. cit.*, p. 132.

<sup>67</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XI<sup>e</sup> congrès, p. 24-25.

<sup>68</sup> Entretien avec C. Khan le 22/12/2007.

<sup>69</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Projet de rapport politique, décembre 1959, p. 15.

<sup>70</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 3.

<sup>71</sup> Voir en particulier le chapitre IV.

méthode et de persévérance »<sup>72</sup>. Certes, la direction reconnaît que dans leur sphère d'action les lambertistes agissent le plus fréquemment isolés. Néanmoins, l'organisation les aide par son programme – le *Programme de transition* de Trotsky. Surtout, elle accumule et assimile les expériences individuelles de ses membres puis les généralise afin de nourrir le travail isolé de chacun d'entre eux<sup>73</sup>. Signalons que les dirigeants du groupe La Vérité ne se contentent pas d'expliquer la nécessité d'une organisation centralisée et structurée, ils flattent les militants en leur promettant de devenir des cadres révolutionnaires poursuivant le combat engagé par Trotsky pour la révolution socialiste<sup>74</sup>. D'ailleurs, P. Lambert se targue d'appliquer la méthode du marxisme aux tâches de la construction du parti. Il répète à ses partisans la nécessité d'appliquer ses consignes<sup>75</sup>. Sous son égide, ceux-ci développent ce que K. Yon nommera un « culte de l'organisation »<sup>76</sup>. De simple moyen chez Trotsky, elle devient chez les lambertistes une fin en soi.

Pourtant, cette démarche suscite des résistances. P. Lambert lui-même constate le refus de certains militants à se plier à ses exigences disciplinaires. Il dénonce « la susceptibilité de petits-bourgeois s'efforçant de fuir la réalité en se réfugiant dans des attitudes de dépit »<sup>77</sup>. Quand une nouvelle recrue – Francis Tour – émet une critique sur le fonctionnement du groupe, P. Lambert lui répond : « Tu n'as qu'à fonder ta propre organisation ». Cette réponse stupéfait son interlocuteur<sup>78</sup>.

En conséquence, le groupe consacre à son renforcement son assemblée générale de septembre 1960 – baptisée conférence – puis une partie notable de son XIe congrès un an après. A chacune de ces occasions, il constate les progrès accomplis. D'abord, la direction parvient à mieux percevoir les phalanges et, malgré des résistances, la discipline dans l'organisation s'améliore<sup>79</sup>. Pour remédier au manque de discussion politique, la conférence de 1960 décide la publication régulière d'un bulletin intérieur intitulé *Etudes et documents* (ED) – par souci de discrétion – où tous les membres du groupe sont invités à s'exprimer<sup>80</sup>.

<sup>72</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 2.

<sup>73</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, ED, n°9, p. 2.

<sup>74</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 8.

<sup>75</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, « Quel type d'organisation devons-nous construire ? », ED, n°16.

<sup>76</sup> YON Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, mémoire de DEA de Sciences politiques, Paris I, 2001, p. 54-56.

<sup>77</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, « Quel type d'organisation devons-nous construire ? », ED, n°16, p. 1.

<sup>78</sup> Entretien avec F. Tour le 15/11/2008.

<sup>79</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, ED, n°3, p. 3-4 et Compte rendu du XIe congrès, p. 23.

<sup>80</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, ED, n°3, p. 3-4.

En même temps, le bureau politique presse les cellules de ne pas compter plus de cinq membres par souci d'efficacité. Afin de remédier au manque d'ouvriers, il structure celles-ci selon le principe de l'amalgame, mélangeant les professions<sup>81</sup>. Ainsi, G. Bonhomme se voit affecté dans une unité constituée avec un autre étudiant et quatre ouvriers du Livre. Comme il a peu de points communs avec ces derniers, il juge cette répartition des militants peu efficace<sup>82</sup>. Par ailleurs, en Ile-de-France, la direction rétablit les rayons pour regrouper les cellules et redonne vie au comité régional parisien. De plus, elle instaure une liaison plus régulière avec les provinciaux<sup>83</sup>. Comme les commissions nationales ne se réunissent quasiment plus, le bureau politique assure la remise en route de celles jugées indispensables : ouvrière – dirigée par D. Renard, formation – aussi nommée éducation – et jeunes. Elle dote chacune d'un bureau composé de parisiens<sup>84</sup>. A partir d'avril 1961, la commission ouvrière se voit rattacher une instance spécifiquement enseignante constituée des deux sous-commissions SNES et SNI. De plus, le XIe congrès décide la création de deux autres instances : internationale et publications. Enfin, il munit la commission jeunes de deux subdivisions : étudiante et ajisme<sup>85</sup>. La création de ces comités concernant la jeunesse montre l'importance de la nouvelle génération pour les lambertistes.

Le groupe La Vérité se dote donc au début des années 1960 d'un mini-appareil même s'il ne dispose pas encore de permanents. Sa direction doit même préciser les responsabilités et les pouvoirs des différentes instances par crainte de chevauchements<sup>86</sup>. Il s'agit là d'une importante évolution. Comme nous l'avons vu, depuis la Libération P. Lambert constitue patiemment un réseau de personnes qui partagent certaines de ses idées et avec lesquelles il peut échanger des informations ou des services. Un tel dispositif relève du relationnel et apparaît souple car en constante évolution. P. Lambert continuera à le faire vivre et à enrichir son carnet d'adresses. Par contre, quand il met en place un appareil, il adopte une démarche différente. Comme il domine le bureau politique et le comité central, il choisit les militants du groupe à nommer aux postes de responsabilité. Il leur donne du pouvoir et de l'autorité sur les autres adhérents de l'organisation et en contrepartie ces cadres lui font allégeance et lui rendent compte. Un appareil a pour particularité d'être hiérarchisé et structuré – à la

---

<sup>81</sup> Compte rendu du XIe congrès, p.4.

<sup>82</sup> Entretien avec G. Bonhomme le 27/6/2017.

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 3-4.

<sup>85</sup> *Ibid.* et CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 10, 12, 16, 19 et 22.

<sup>86</sup> Compte rendu du XIe congrès, p. 5-6.

différence d'un réseau – car ses membres se voient attribuer des fonctions précises et complémentaires<sup>87</sup>. Pour durer, cette instance a besoin du secret et doit disposer d'un corps de doctrine rigoureux pour que ses membres se sentent légitimes<sup>88</sup>. Ainsi, dans les années 1920 et 1930, la mise en place de l'appareil stalinien dans le Parti communiste a nécessité la mise en place d'écoles de cadres conséquentes. A leur échelle, les lambertistes procèdent de façon identique. Ils constituent alors tout un dispositif de formation dont le module de base apparaît particulièrement utile car la direction enjoint aux cellules d'axer leurs efforts sur le recrutement<sup>89</sup>.

### **Le retour des GER**

Le mouvement trotskyste d'avant-guerre incorporait un postulant comme stagiaire dans une cellule laquelle, au bout de trois mois, décidait ou non de l'intégrer définitivement. Pendant l'Occupation, le CCI oblige les candidats à l'adhésion de faire un pré-stage dans un Groupe d'études révolutionnaires (GER). Il s'agit d'organismes transitoires, séparés du reste de l'organisation afin de parer aux risques de l'illégalité. Après la Libération, le PCI revient à la procédure d'avant-guerre mais, en février 1960, le groupe La Vérité rétablit les GER<sup>90</sup>. Cela montre la filiation de l'organisation avec le CCI et sa volonté de revenir à la clandestinité. D'ailleurs, P. Lambert et G. Bloch animent le premier de ces stages avec, parmi les participants, P. Levasseur venu des JSA et Christian Coustal – dont nous verrons le rôle aux auberges<sup>91</sup>. Désormais, il appartient à chaque cellule de repérer les liaisons susceptibles d'adhérer au groupe et de leur proposer de participer à un GER. A l'issue de celui-ci, la cellule décide si la liaison peut lui être affectée pour un ultime stage de trois mois. Durant cette période, le postulant participe aux activités de cet organisme, milite, verse ses cotisations mais n'a pas le droit de vote. A l'issue de ce délai, la cellule confirme ou non son adhésion<sup>92</sup>. Ce dispositif perdurera jusqu'en 1981 où l'OCI modifie la procédure de recrutement car elle escompte attirer de nouveaux militants après l'élection présidentielle. En conséquence, elle revient au dispositif antérieur : l'intégration directement dans une cellule comme stagiaire<sup>93</sup>.

---

<sup>87</sup> Selon J-M. Brohm dans QUINON M., *La réception...*, Annexes, p. 47.

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 4.

<sup>90</sup> CERMTRI, 1981 Comité central OCI, Résolution du CC du 5/4/1981, p. 3.

<sup>91</sup> Entretien avec P. Levasseur le 24/10/2009.

<sup>92</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de règlement sur la sécurité, 7 p. et Projet de règlement intérieur, 7 p.

<sup>93</sup> CERMTRI, 1981 Comité central OCI, *op. cit.*, p. 3.

Les GER de 1960 durent dix semaines à raison d'une réunion hebdomadaire. Celle-ci comprend un exposé théorique suivi d'une discussion, d'un court débat sur la situation politique puis de l'examen des tâches pratiques fixées à chaque postulant. Ces dernières peuvent correspondre à la diffusion d'une VO ou d'un tract comme d'une résolution à présenter dans son syndicat<sup>94</sup>. L'originalité des GER réside dans cette complémentarité entre l'enseignement théorique et l'acquisition de la pratique militante<sup>95</sup>. L'expérience du premier GER se révèle concluante et le groupe La Vérité en programme six autres à Paris ou en province durant l'hiver 1960-1961<sup>96</sup>. A cause de la jeunesse des participants, il presse ses militants expérimentés de les encadrer afin de réaliser un amalgame entre les générations<sup>97</sup>. Désormais, les GER s'inscrivent dans la vie quotidienne de l'organisation, au point d'y devenir une véritable institution<sup>98</sup>.

La direction ne se contente pas d'assurer une formation de base aux nouveaux arrivants, elle juge indispensable d'élever le niveau théorique des militants en place<sup>99</sup>. Pour cela, elle presse les cellules de programmer des exposés et des lectures obligatoires prescrites par la commission de l'éducation. En particulier, le comité central leur ordonne de consacrer mensuellement une importante partie d'une réunion hebdomadaire à un thème de théorie marxiste. En octobre 1961, il s'agit de l'impérialisme avec un exposé sur *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine suivi d'une discussion prolongée. De plus, la commission citée met en place – entre autres – des journées d'études pour les cadres de l'organisation. La première session traite de la révolution hongroise les 25 et 26 novembre 1961<sup>100</sup>. Elle suscite l'intérêt des militants – surtout des jeunes – aussi la direction décide de programmer une autre session. B. Nagy anime les réunions correspondantes. Il a habité pendant un temps à Bruxelles où avec d'autres hongrois émigrés il a constitué l'Institut Imre Nagy d'histoire sociale. Ses contacts avec les lambertistes le décident à revenir à Paris et à

---

<sup>94</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 21.

<sup>95</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Résolution sur la formation des militants, p. 1-2.

<sup>96</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 21-22.

<sup>97</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 8.

<sup>98</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Résolution sur la formation des militants, p. 1.

<sup>99</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, « Quel type d'organisation devons-nous construire ? », *ED*, n°16.

<sup>100</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, « Résolution sur la formation des militants », *ED*, n°8, p. 10-13.

adhérer à leur groupe sous le pseudonyme de Michel Varga<sup>101</sup>. Il va y exercer d'importantes responsabilités, chargé en particulier des relations avec les dissidents d'Europe orientale<sup>102</sup>.

Nous avons mentionné l'importance de la formation des militants pour les trotskystes – en particulier ceux du CCI puis les lambertistes. Pourtant, à partir de 1960, ces derniers lui manifestent encore plus d'intérêt et cela pour plusieurs raisons. D'abord, ils s'en servent pour recruter. Ainsi, le GER peut plaire à des postulants désireux d'apprendre et de se cultiver. En effet, l'organisation dispose à la fois de brillants intellectuels – comme G. Bloch, P. Broué, F. de Massot et B. Fraenkel – et de militants très expérimentés – dont P. Lambert, D. Renard ou Raoul – pour animer les GER. Dans ses souvenirs, P. Broué raconte comment il a procédé à Grenoble. Quand, en 1965, il devient assistant à son Institut d'études politiques, cette ville constitue un « désert » pour l'OCI. Aussitôt, il crée un cercle d'études hebdomadaire sur les problèmes du socialisme. Par ce moyen, il recrute une trentaine de nouveaux adhérents au cours de sa première année universitaire<sup>103</sup>. De plus, cette orientation convient particulièrement à certains militants soucieux d'approfondir leurs connaissances et de devenir formateur. En effet, l'organisation les incite à assurer des exposés et encadrer des GER. Ainsi, telle lambertiste âgée nous a montré avec satisfaction les notes de ses interventions<sup>104</sup>. D'ailleurs, si la direction enjoint à chaque militant de mener une activité « large » extérieure au groupe, elle le contraint aussi à effectuer un travail « étroit » à l'intérieur de celui-ci comme de participer à l'animation d'un GER<sup>105</sup>.

En plus d'un moyen de recrutement, la formation permet au groupe de transmettre aux stagiaires sa vision du monde et ses usages militants<sup>106</sup>. Ces objectifs correspondent à ceux énoncés par la politiste Frédérique Matonti à propos de la formation dans les partis :

« Former un militant ou un cadre, c'est le rendre conforme à l'image qu'un parti souhaite présenter de lui-même, c'est pour ce faire l'imprégner progressivement non seulement des idées du parti, de sa langue au point qu'elle lui devienne « naturelle » mais encore de l'ensemble des dispositions corporelles attendues au point qu'elles paraissent innées »<sup>107</sup>.

---

<sup>101</sup> CERMTRI, FRANCE COMITE INTERNATIONAL 1953-1964, Correspondance entre B. Nagy et G. Bloch, 3 lettres et BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 95.

<sup>102</sup> CHARPIER F., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 296-297 et SALLES J-P., *La Ligue communiste...*, *op. cit.*, p. 243.

<sup>103</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 106.

<sup>104</sup> Entretien avec J. Selleron le 8/3/2009.

<sup>105</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 16.

<sup>106</sup> YON Karel, *Des révolutionnaires...*, *op. cit.*, p. 54-56.

<sup>107</sup> MATONTI Frédérique, « Le Front national forme ses cadres », *Genèses*, n°10, 1993, p. 136-137 citée dans YON K., *Des révolutionnaires...*, *op. cit.*, p. 56.

L'initiation au corps de doctrine de l'organisation s'avère particulièrement nécessaire pour les membres de l'appareil lambertiste alors en cours de constitution.

La direction du groupe *La Vérité* ne cesse de donner des consignes précisant les connaissances et les compétences à acquérir par ses membres. Ainsi, elle fixe la liste des dix exposés des GER et interdit des modifications importantes<sup>108</sup>. Elle prévoit aussi des stages de moniteurs de GER afin qu'ils respectent bien ses instructions<sup>109</sup>. De même, la commission de la formation prépare des schémas pour les exposés afin qu'ils respectent l'orthodoxie lambertiste<sup>110</sup>. Le comité central ne recule pas devant la contrainte : il enjoint aux cellules de « contrôler rigoureusement » l'étude de certains textes par les membres du groupe<sup>111</sup>. De même, nous avons vu comment les GER permettent de vérifier l'adhésion des nouvelles recrues à la culture de l'organisation.

Cette surveillance des lectures et des opinions des militants montre la méfiance des dirigeants envers les idées qui circulent à l'extérieur du groupe. Cela correspond, comme nous l'avons vu, à l'orientation de *La Vérité* consistant à fuir la nouveauté théorique. La volonté de se tenir à distance de la société de l'époque se marque aussi par le maintien du groupe dans la clandestinité. Seule, *La Vérité* demeure déclarée auprès des autorités administratives afin d'être vendue en kiosque.

### **Une organisation toujours clandestine**

Le groupe *La Vérité* illustre la volonté de répression du pouvoir gaulliste par les poursuites contre ses quatre dirigeants – P. Lambert, D. Renard, G. Bloch et S. Just. En février 1960, ils ont été renvoyés devant un tribunal militaire pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Comme l'accusation dispose seulement d'articles de *La Vérité*, ils argumentent qu'il s'agit d'un délit d'opinion passible seulement de la juridiction civile. Les quatre se pourvoient donc en cassation mais cette démarche n'est pas suspensive, le jugement par le tribunal militaire pouvant avoir lieu à tout moment. Aussi, l'organisation entreprend une campagne de protestation comprenant entre autres, la publication d'une brochure<sup>112</sup> et la constitution d'un comité de défense des inculpés. Ida Boireau (FO-FEC), dont nous avons signalé les liens

---

<sup>108</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 21 et CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Résolution sur la formation des militants, p. 1.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>110</sup> CERMTRI, 1965 OCI, Rapport intérimaire sur la commission de la formation, p.3.

<sup>111</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, « Résolution sur la formation des militants », *ED*, n°8, p. 11.

<sup>112</sup> *Quatre militants...*, *op. cit.*, p. 1-4.

anciens avec P. Lambert, en assure le secrétariat. Comme pour le procès de 1957, les lambertistes obtiennent la participation de syndicalistes réformistes connus – G. Lauré, P. Tribié, D. Forestier..., FO étant la centrale la plus représentée. Au cours de cette campagne, les quatre se présentent comme des militants ouvriers, défenseurs des libertés démocratiques et persécutés à ce titre par le pouvoir gaulliste. D'ailleurs, ils parlent peu de la guerre d'Algérie<sup>113</sup>.

Une fois encore, les lambertistes prouvent leurs qualités d'organiseurs : ils vendent 1500 brochures et le Comité recueille plus de 500 adhésions<sup>114</sup>. Surtout, le 27 octobre 1960, la chambre criminelle de la cour suprême casse le renvoi devant un tribunal militaire<sup>115</sup>. Pour la direction du groupe, cela montre la réussite de la campagne<sup>116</sup>. L'affaire revient devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Finalement, à l'issue d'une longue bataille juridique, le 12 février 1962, la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle reconnaîtra que les articles des quatre dirigeants n'avaient pas porté atteinte à la sûreté de l'Etat et les relaxera<sup>117</sup>.

Cette victoire judiciaire du groupe n'altère pas son goût pour le secret. D'ailleurs, son comité central prédit encore l'imminence de mesures répressives du pouvoir contre les organisations ouvrières<sup>118</sup>. Pour déjouer les menées policières, il multiplie les consignes de sécurité, en particulier lors des recrutements. Ainsi, tout postulant à un GER doit être présenté par un militant qui doit faire un rapport précis sur le candidat, ses moyens d'existence, ses origines et son mode de vie<sup>119</sup>. Au cours du GER, les membres du groupe ne doivent en aucun cas révéler aux postulants la structure de l'organisation et ses activités<sup>120</sup>. Par ailleurs, la direction se méfie des relations entre les lambertistes appartenant à des cellules différentes. Elle leur enjoint de ne pas discuter de leurs activités militantes. Surtout, elle pose un principe absolu : chaque membre du groupe doit en connaître le moins possible sur la structure de l'organisation, juste ce qui s'avère indispensable à l'exécution de ses tâches. Ainsi, il risque moins de parler lors d'un interrogatoire de police<sup>121</sup>. Le dispositif de sécurité mis en place nous semble d'une importance excessive car depuis juin 1958 le groupe ne mène plus

---

<sup>113</sup> « Des militants ouvriers menacés », *La Vérité*, n° 519, mai-juin 1960, p. 1-3.

<sup>114</sup> CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. BLOCH, Lettre de G. Bloch du 19 juin 1960.

<sup>115</sup> « A nos lecteurs », *La Vérité*, n°520, hiver 1960-1961, p. 2.

<sup>116</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 3.

<sup>117</sup> « Un jugement », *La Vérité*, n° 523, hiver 1962, p. 12-17.

<sup>118</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de règlement sur la sécurité, p. 2.

<sup>119</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Bulletin (sans titre) de 1963, p. 2.

<sup>120</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de règlement intérieur, p. 1-2.

<sup>121</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de règlement sur la sécurité, p. 5-6.



d'activités illégales. D'ailleurs, *La Vérité* n'est plus saisie et ses membres ne subissent plus de tracasseries policières – les poursuites contre ses quatre dirigeants concernent des faits antérieurs à cette date. Les membres du groupe ne risquent plus une peine de prison comme Henri Geneste condamné à trois ans de détention en 1958. Les mesures de sécurité doivent en partie s'expliquer par la volonté d'isoler les opposants potentiels. La crainte de la police permet aux dirigeants de limiter la concertation entre les militants comme la connaissance précise des opérations menées par l'organisation. Par ailleurs, l'absence de risque explique en partie les recrutements du groupe.

### L'arrivée de jeunes

Un cercle vertueux s'enclenche au début de 1960 provoquant une augmentation de l'effectif du groupe. Il s'agit d'une importante nouveauté car depuis 1947 celui du PCI puis des lambertistes n'a cessé de décroître. Les progrès seront continus : l'organisation comptera 135 militants en mai 1962<sup>122</sup>, 439 en janvier 1967 et 4429 en 1979<sup>123</sup>. Le maximum sera atteint en mai 1983 : 6332 militants – stagiaires compris<sup>124</sup>, avant une décrue inachevée à ce jour.

Revenons à la période 1960-1962. Dans cet intervalle, l'organisation fait plus que doubler son effectif. Ainsi, de septembre 1961 à septembre 1962 il y a entre 50 et 70 adhésions. Il s'agit essentiellement de jeunes, voire de très jeunes<sup>125</sup>. Ainsi, Charles Berg - pseudonyme de Charles Stobnicer, devenu ensuite Jacques Kirsner - adhère au groupe à l'âge de quinze ans<sup>126</sup>. En 1961, la majorité des participants au camp d'été ont entre 20 et 30 ans, nombre d'entre eux étant proches de la limite inférieure<sup>127</sup>. Lors du XIe congrès – en septembre 1961, la moyenne d'âge des participants se situe à 30 ans et 5 mois. Pour les camps d'été de 1963, elle diminuera à 26 ans et demi. La répartition selon leur année d'adhésion des 88 lambertistes participants apparaît significative : 12 sont venus au PCI jusqu'en 1950, 9 de 1951 à 1958, 7 en 1959 et 60 depuis<sup>128</sup>. Cela confirme le peu de recrutements dans les années 1950 puis leur nombre croissant.

<sup>122</sup> CERMTRI, FONDS BLOCH BI CORRESP. 1947 À 1963, Liste de diffusion accompagnant la note n°3.

<sup>123</sup> SALVAING Pierre, *Ce que je sais de ce que fut l'Organisation Communiste Internationaliste*, p. 194 mis en ligne sur le site Lutte de classe consulté le 17/5/2017 : [http://www.luttedefclasse.org/dossier44/oci\\_112016.pdf](http://www.luttedefclasse.org/dossier44/oci_112016.pdf)

<sup>124</sup> *Ibid.*, p. 206.

<sup>125</sup> CERMTRI, FRANCE COMITE INTERNATIONAL 1953-1964, Lettre de G. Bloch du 9/4/1962.

<sup>126</sup> LANDAIS K., *Passions militantes...*, *op. cit.*, p. 398-399.

<sup>127</sup> Lettre de G. Bloch du 9/4/1962.

<sup>128</sup> CERMTRI, PCI-OCI Textes pour formation-éducation, Rapport sur les camps d'été 1963, p. 5-6.

De même, la composition sociale de l'organisation évolue comme le montre cette répartition des 81 participants au XIe congrès<sup>129</sup> :

Enseignants	28	Ouvriers	18
Etudiants	10	Autres	1
Employés	24		

Nous avons estimé le nombre d'enseignants du PCI majoritaire à une quinzaine en 1952. Comme tous ne sont pas venus au XIe congrès, leur nombre a donc considérablement augmenté. Par contre, la direction se plaint du nombre insuffisant d'ouvriers parmi les nouveaux arrivants<sup>130</sup>.

Seule une liste de diffusion de mai 1962 permet de connaître la répartition géographique des militants<sup>131</sup> :

Région parisienne	97 militants	Rhône	9
Dijon	6	Loire-Atlantique	12
Montpellier	6	Isolés (P. Broué à Montereau et un militant à Toulouse)	2
Clermont-Ferrand	3	Total	135

Il y a donc continuité de l'implantation lambertiste car depuis 1952 seul Dijon constitue une nouveauté. Ce courant politique essaïmera au-delà de ses bastions au cours des années suivantes.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette progression après des années de stagnation ou de décroissance du nombre d'adhérents. D'abord, le travail jeunes du groupe que nous examinerons plus loin. Ensuite, la volonté de la direction de faire du recrutement une priorité et de créer pour cela un dispositif spécifique. Enfin, l'absence du risque signalé précédemment car depuis juin 1958 l'organisation lambertiste se contente de commenter les péripéties du conflit en Afrique du nord.

<sup>129</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 1 et 8.

<sup>130</sup> *Ibid.*, p. 4 et CERMTRI, FRANCE COMITE INTERNATIONAL 1953-1964, Lettre de G. Bloch du 9/4/1962.

<sup>131</sup> CERMTRI, FONDS BLOCH BI CORRESP. 1947 À 1963, Liste de diffusion accompagnant la note n°3.

## **Guerre d'Algérie : au-dessus de la mêlée**

Après son arrivée au pouvoir, le général de Gaulle continue d'abord la politique de ses prédécesseurs consistant à soumettre la rébellion par la force. Puis, peu à peu, il infléchit sa politique et en septembre 1959 se prononce pour le droit à l'autodétermination du peuple algérien. Cela amène sa rupture avec les partisans de l'Algérie française puis l'insurrection de ceux-ci à Alger durant la « semaine des barricades ». Les autorités parviennent à maintenir l'ordre mais les partisans de l'intégration à la France ne désarment pas. Comme de Gaulle se résout à une négociation avec le FLN, une partie de l'armée se soulève lors du putsch des généraux d'avril 1961 mais celui-ci échoue. Si les organisations de gauche s'opposent de plus en plus à de Gaulle pour sa politique économique et sociale, elles se trouvent amenées à appuyer son évolution vers une négociation avec le FLN et la lutte contre les « ultras » civils ou militaires.

Durant cette période, le groupe conserve l'orientation fixée en octobre 1958. Ainsi, *IO* rend hommage aux « fellaghas » car, malgré leurs échecs sur le plan militaire, ils continuent leur combat. Néanmoins, l'organe lambertiste juge ce dernier sans issue car les nationalistes algériens – FLN comme MNA – acceptent désormais la construction d'un « état bourgeois préservant les intérêts de l'impérialisme français ». Le groupe *La Vérité* refuse de voir le progrès que constituera une Algérie indépendante et ne fournit plus aucune aide aux insurgés. Quand l'USTA tient son second congrès en novembre 1959, aucun de ses membres n'y assiste - alors qu'A. Hébert est présent<sup>132</sup> - et la presse lambertiste n'en parle pas. Le XIe congrès de l'organisation en septembre 1961 ne traite pas du conflit<sup>133</sup>. Cela semble paradoxal car il demeure la principale préoccupation des Français. Les lambertistes se mettent en retrait sur ce sujet car ils considèrent leur groupe seulement comme un aiguillon pour amener les partis de gauche et les syndicats à agir contre la guerre<sup>134</sup>. Ils ne cessent de leur reprocher leur appui – direct ou indirect – à la politique algérienne du Général. Le groupe presse les organisations ouvrières de se détacher de ce dernier et de mener elles-mêmes la lutte contre les colonialistes. Ainsi, quand à l'issue de la semaine des barricades, elles décident un arrêt de

---

<sup>132</sup> SIMON Jacques, *Le second congrès de l'USTA*, Paris, L'Harmattan, 2000.

<sup>133</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *Compte rendu du XIe congrès*, 24 p.

<sup>134</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 17-18.

travail d'une heure pour condamner l'insurrection, *IO* proteste. Pour le périodique, la grève a été négociée avec l'Elysée et aboutit à plébisciter de Gaulle<sup>135</sup>.

Comme la guerre d'Algérie semble interminable, elle suscite chez les jeunes – particulièrement les étudiants – des réactions de refus. Certains optent pour l'objection de conscience ou l'insoumission, voire la désertion. En septembre 1960, 121 intellectuels les approuvent : ils appellent « à ne pas prendre les armes contre le peuple algérien » et à soutenir le FLN. Ce texte a un grand retentissement<sup>136</sup> mais le groupe *La Vérité* condamne « l'irresponsabilité criminelle et l'orientation petite-bourgeoise » de cet appel à l'insoumission. Selon lui, il n'y a pas de lutte réelle en dehors du mouvement ouvrier. Il demande à ses jeunes adhérents mobilisés d'obéir car l'ensemble du prolétariat doit assurer la défense du contingent. Les militants lambertistes doivent donc faire de la propagande dans leurs syndicats pour le retrait des troupes d'Algérie. Cet épisode constitue un nouvel exemple de la volonté des lambertistes de se méfier des aventures et de rester au cœur de la classe.

Néanmoins, le mouvement pour l'insoumission s'amplifie, particulièrement chez les étudiants. Cela inquiète l'UNEF, alors forte de 80 000 adhérents. Autrefois apolitique, la guerre d'Algérie a provoqué sa radicalisation et ses nouveaux dirigeants, en voisinage idéologique avec ceux du PSU, en font une partenaire des grandes centrales ouvrières<sup>137</sup>. Afin d'arrêter le développement de l'insoumission le syndicat étudiant organise une manifestation nationale contre la guerre le 27 octobre 1960. *IO* approuve cette initiative car il s'agit d'une action de masse et l'UNEF propose à toutes les organisations ouvrières de s'y associer. Le PCF et la CGT mettent leur veto et les autorités interdisent la manifestation mais les responsables étudiants ne cèdent pas : ils tiennent à la place un meeting à la Mutualité et un rassemblement dans les rues voisines qui ont un grand retentissement. *IO* félicite l'UNEF de ce succès et signale la participation de l'UD FO et du syndicat des charpentiers en fer CGT<sup>138</sup>. Les lambertistes vont désormais intervenir au sein du syndicat étudiant comme nous le verrons plus loin.

Plus tard, en avril 1961, survient l'échec du putsch des généraux. Selon *La Vérité*, de Gaulle pourra maintenant conclure un accord avec le FLN pour construire une république algérienne indépendante mais préservant les intérêts essentiels de l'impérialisme français. Le

---

<sup>135</sup> « Faux dilemmes, vrais problèmes », *IO*, n°27, 6/2/1960.

<sup>136</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I*, op. cit., p. 160.

<sup>137</sup> HEURGON M., *Histoire du PSU I*, op. cit., p. 133 et 175-176.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 175-183 et *IO* n° 51 et 52, 22 et 29/10/1960.

conflit d'Afrique du nord se trouve donc en voie de règlement et de Gaulle va être débarrassé de ce boulet. Pour la revue, le Général en profitera pour mettre au pas les organisations ouvrières aussi elle appelle à lutter contre sa volonté d'intégrer les syndicats à l'Etat<sup>139</sup>.

### La dénonciation de l'intégration

Pour les lambertistes, il s'agit d'un processus au cours duquel l'Etat commence par se subordonner les syndicats puis les inclus dans son appareil administratif<sup>140</sup>. Leurs craintes à ce sujet s'expliquent en partie par l'importance de ces instances dans leur culture politique. Les lambertistes voient en eux l'organisation élémentaire des travailleurs car « une tendance libérale bourgeoise [les mendésistes] peut adhérer au PSA et en modifier la nature mais des bourgeois ne peuvent adhérer au syndicat »<sup>141</sup>. De plus, les syndicats constituent le cadre naturel dans lequel les travailleurs reprendront un jour l'offensive contre le régime bonapartiste. Cela explique la volonté du gouvernement de les soumettre<sup>142</sup>. Pour les lambertistes, le clivage entre révolutionnaires et réformistes ne se situe pas dans la croyance ou non en la lutte des classes mais sur l'attitude à adopter envers l'Etat<sup>143</sup>. Les trotskystes doivent combattre ce dernier en priorité<sup>144</sup>. Sur ce sujet, encore une fois, nous constatons leur filiation avec le syndicalisme révolutionnaire et P. Monatte. En 1929, dans *La Révolution prolétarienne* ce dernier insiste sur « les dangers de l'étatisme »<sup>145</sup> et Trotsky exprime son désaccord. Le révolutionnaire russe voit dans la bourgeoisie l'adversaire principal du prolétariat. Elle dispose d'instruments à son service : l'Etat mais surtout les bureaucraties syndicales. Privilégier « les dangers de l'étatisme » a pour conséquence de sous-estimer la lutte contre les dirigeants syndicaux soumis à la classe possédante<sup>146</sup>.

Dans le chapitre VII, nous avons évoqué l'attitude contradictoire des lambertistes envers les centrales ouvrières. Désormais, ils sont disposés à soutenir toute fraction de leurs bureaucraties soucieuse de lutter contre l'intégration<sup>147</sup>. Ils ne cherchent plus à renverser les directions ouvrières mais à les alerter sur les menées du gouvernement et du patronat pour les éliminer. Pour le groupe La Vérité, l'Etat utilisera trois leviers pour parvenir à l'intégration

<sup>139</sup> « Où est l'intérêt de la classe ouvrière ? », *La Vérité*, n° 521, mai 1961, 4 p.

<sup>140</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°6, p. 24-25.

<sup>141</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *Projet de rapport politique*, décembre 1959, p. 15.

<sup>142</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°6, p. 24.

<sup>143</sup> « Collaboration de classes : réformisme et intégration », *IO*, n° 79, 24/6/1961.

<sup>144</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°6, p. 24.

<sup>145</sup> *La Révolution prolétarienne*, n°79, 1<sup>er</sup> mai 1929, p. 2.

<sup>146</sup> TROTSKY L., *Le mouvement communiste en France*, *op. cit.*, p. 359-361.

<sup>147</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 10.

des syndicats. D'abord, il se servira de la présence de leurs représentants à la préparation du Plan de modernisation et d'équipement. Ensuite, il développera des systèmes d'intéressement capital-travail censés associer les travailleurs aux résultats de leurs entreprises. Enfin, le régime gaulliste instituera des arbitrages obligatoires lors des conflits sociaux. Selon les lambertistes, la CGT résistera aux manœuvres gouvernementales à cause de sa dépendance à la bureaucratie soviétique. Celle-ci saura s'y opposer. Le groupe La Vérité juge toujours FO comme la plus menacée car elle constitue la force vive du réformisme en France, étant plus liée à la classe ouvrière que la SFIO. Une autre raison confirme les lambertistes dans leur intérêt pour cette confédération : il y existe un courant « réformiste de gauche » d'inspiration syndicaliste révolutionnaire avec lequel ils se sentent bien des affinités<sup>148</sup>. Certes, ils constatent « la dépendance de la direction de FO envers l'impérialisme américain par l'intermédiaire de l'AFL-CIO ». Néanmoins, ils ne la dénoncent pas car ils estiment que cela éloigne les chefs réformistes de l'Etat français, donc du corporatisme<sup>149</sup>. Encore une fois, les lambertistes font preuve de compréhension envers les amis des USA.

Afin d'agir davantage dans FO, le groupe y envoie certains militants. Ainsi, employée à la RATP, Jeannine Selleron y adhère et a la surprise d'y rencontrer seulement des francs-maçons<sup>150</sup>. Son frère Claude, secrétaire de la section CGT de l'Association paritaire d'action sociale (APAS), démissionne sur les conseils de P. Lambert et rejoint la confédération réformiste<sup>151</sup>. P. Levasseur veut quitter cette dernière quand il rejoint le groupe La Vérité mais D. Renard l'en dissuade. Ce jeune postier travaille à la Recette principale de Paris laquelle compte 200 syndiqués FO. Aux PTT, les dirigeants de ce syndicat en région parisienne sont des réformistes de gauche opposés aux responsables très droitiers de la fédération nationale. Ils manquent de militants aussi ils acceptent de faire élire un trotskyste comme P. Levasseur secrétaire de sa section. Ensuite, celui-ci continuera à avoir des responsabilités dans la même fédération des PTT<sup>152</sup>. Cadre à Air France et militant cégétiste, C. Kahn se voit pressé par l'organisation de rallier la centrale réformiste. Il refuse à cause de l'attitude trop conciliante du syndicat local FO envers la direction de l'entreprise. C. Kahn demeure à la CGT d'Air

---

<sup>148</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°6, p. 15.

<sup>149</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Travail ouvrier, p. 5.

<sup>150</sup> Entretien avec J. Selleron le 8/3/2009.

<sup>151</sup> *Ibid.* et CERMTRI, OT 1959-1961, Note de C. Selleron du 20/1/1959.

<sup>152</sup> Entretien avec P. Levasseur du 24/10/2008 et CERMTRI, « Les P et T. », *BP*, n° 2, p. 28.

France et y devient secrétaire de la section des cadres<sup>153</sup>. Enfin, comme nous l'avons vu, P. Lambert adhère à la FEC réformiste en 1961 ou 1962.

Afin de mobiliser les militants de la confédération contre l'intégration, les lambertistes usent de plusieurs arguments. D'abord, ils évoquent la Charte d'Amiens prônant l'indépendance envers les partis mais aussi par rapport à l'Etat<sup>154</sup>. Par ailleurs, le groupe La Vérité tient compte de l'orientation modérée de la grande majorité des adhérents à la confédération. Pour les convaincre, *IO* ne condamne pas le réformisme mais rappelle que pour négocier il faut des organisations indépendantes de l'Etat et du patronat. L'intégration amènera leur destruction et leur remplacement par des structures administratives<sup>155</sup>. Les cadres de FO risquent donc de perdre leurs places lors de ce processus. Les lambertistes ne veulent pas paraître extrémistes aux yeux des réformistes : ils jugent normale la présence de syndicalistes dans des instances où ils peuvent défendre les intérêts ouvriers. *IO* cite dans cette catégorie la commission supérieure des conventions collectives ou les prudhommes. Par contre, le périodique considère qu'en siégeant au Conseil supérieur du plan (CSP) ils servent de caution morale à la politique gouvernementale<sup>156</sup>.

Féru d'histoire, le groupe La Vérité se sert aussi du destin de René Belin, un des dirigeants de la CGT de l'entre-deux-guerres. En 1940, il devient ministre du Travail du maréchal Pétain et, à ce titre, signe le décret de dissolution de la confédération puis, l'année suivante, promulgue une Charte du travail de type corporatiste. A la Libération, R. Belin sera exclu à vie de la CGT et ne jouera plus un rôle notable dans le mouvement syndical<sup>157</sup>. Néanmoins, au début des années 1960, les réformistes de FO gardent en mémoire ce triste épisode<sup>158</sup>. En particulier, R. Bothereau – ancien résistant – ne pardonnera jamais à R. Belin et à ses anciens camarades confédérés ayant servi à Vichy<sup>159</sup>. Les lambertistes le savent et assimilent les projets d'association « capital-travail » du Général à la Charte du travail<sup>160</sup>. Selon eux, les cadres de FO qui accepteraient ces projets seront plus tard jugés comme

---

<sup>153</sup> Entretien avec C. Kahn le 21/12/2007.

<sup>154</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n°6, p. 25.

<sup>155</sup> « Collaboration de classes : réformisme et intégration », *IO*, n°79, 24/6/1961.

<sup>156</sup> « Les syndicats devant l'intégration », *IO*, n°90, 28/11/1961.

<sup>157</sup> Selon sa biographie du *Maitron*.

<sup>158</sup> PERNOT J-M., « FO et l'intégration... », *op. cit.*, p. 65-66.

<sup>159</sup> PENNETIER C., « Robert Bothereau : le troisième âge du syndicalisme » dans *La naissance de Force ouvrière*, *op. cit.*, p. 38.

<sup>160</sup> « Collaboration de classes : réformisme et intégration », *IO*, n° 79, 24/6/1961.

R. Belin et ses amis l'ont été à la Libération<sup>161</sup>. En 2002, P. Lambert fustigera encore ce dernier et rendra hommage à L. Jouhaux d'avoir refusé la Charte du travail<sup>162</sup>.

Le VIIe congrès de FO se tient du 22 au 25 novembre 1961, les délégués lambertistes – D. Renard et R. Dumont – mènent l'assaut contre l'intégration en compagnie d'A. Hébert. Ils parviennent à en faire un des deux principaux sujets de débat de ce congrès, l'autre étant l'unité d'action avec la CGT – toujours refusée par le bureau confédéral. Très combatif, D. Renard résume la position des lambertistes sur ces deux points :

« Pourquoi n'aurais-je pas le droit de faire l'unité d'action à Saint-Ouen, alors que, pratiquement, vous la faites avec les délégués de la CGT au CSP ?<sup>163</sup> ».

Il reproche au bureau confédéral d'avoir approuvé récemment le IVe Plan lequel ne prévoit pas la réduction des heures supplémentaires ou l'avancement de l'âge de la retraite<sup>164</sup>. A. Hébert émet le même reproche mais il montre sa connivence avec les dirigeants de FO par cette remarque :

« Si on continue ainsi on se retrouvera ensemble avec les dirigeants confédéraux – car ce sont des militants ouvriers – dans des camps de concentration »<sup>165</sup>.

En fait, le pouvoir gaulliste n'emprisonnera pas R. Bothereau. Au contraire, après son départ du secrétariat général, il siègera au conseil général de la Banque de France et deviendra conseiller d'Etat en service extraordinaire<sup>166</sup>.

Revenons au congrès de 1961 où plusieurs votes montrent qu'une partie des délégués approuve la dénonciation de l'intégration. Ainsi, les lambertistes et A. Hébert préconisent de ne pas voter le rapport moral à cause de l'attitude trop compréhensive du bureau confédéral envers le pouvoir gaulliste, en particulier son acceptation du IVe plan. En conséquence, le nombre de votes « contre » progresse par rapport au congrès de 1959 (15,7 contre 11,5%)<sup>167</sup> même si le texte est adopté. Surtout, la commission économique de l'assemblée se prononce pour le retrait du délégué FO au CSP. R. Bothereau doit intervenir en urgence pour maintenir la participation de la centrale à la préparation des plans mais, mobilisés par D. Renard et

---

<sup>161</sup> « Entre l'intégration et l'indépendance », *IO*, n°80, 1/7/1961.

<sup>162</sup> GLUCKSTEIN D. et LAMBERT P., *Itinéraires, op. cit.*, p. 72.

<sup>163</sup> *Compte-rendu sténographié des débats du VIIe congrès confédéral, FO Hebdo*, 1961, p. 47.

<sup>164</sup> *Ibid.*, p. 274.

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>166</sup> PENNETIER C., « Robert Bothereau : le troisième âge du syndicalisme » dans *La naissance de Force ouvrière, op. cit.*, p. 41.

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 296.



A. Hébert, 28% des suffrages exprimés approuvent la commission<sup>168</sup>. Par ailleurs, D. Renard et P. Dercourt présentent des textes complémentaires pour le retrait de FO de la Commission de l'intéressement et de ses représentants dans les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale. L'assemblée les rejette mais le premier obtient 23,3% des voix<sup>169</sup>.

Le groupe La Vérité est donc parvenu à convaincre une fraction des membres de FO du danger de l'intégration. D'ailleurs, *IO* rend compte avec satisfaction des débats de ce congrès<sup>170</sup>. Ce succès relatif a sûrement confirmé les lambertistes dans leur volonté de s'investir dans cette confédération car les autres centrales négligent ce thème<sup>171</sup>. De même, les autres organisations d'extrême gauche ne privilégient pas ce sujet dans leur propagande. Cela favorise l'isolement des lambertistes dans la nébuleuse révolutionnaire.

Par ailleurs, le groupe La Vérité continue d'agir au sein de la FEN.

### **Avec la FEN dans le combat laïc**

Nous avons signalé combien les lambertistes appréciaient l'engagement contre la Ve République des responsables de la fédération enseignante. Cela se confirme quand la querelle scolaire se ravive en janvier 1959. A ce moment-là, le nouveau premier ministre – Michel Debré – exprime sa volonté d'élargir considérablement l'aide aux écoles privées par une loi. Refusant l'attribution de ressources publiques à l'enseignement confessionnel, la gauche politique et syndicale – à l'exception de la CFTC – se mobilise aussitôt dans le cadre du Comité national d'action laïque (CNAL) où la FEN et le SNI jouent un rôle essentiel<sup>172</sup>. Le groupe La Vérité se place à l'avant-garde des protestataires. En juin 1959, *La Vérité* consacre la majeure partie d'un numéro à dénoncer « une offensive contre l'école publique menée par l'Eglise catholique et un gouvernement réactionnaire à sa dévotion ». Pour appuyer ses dires, la revue publie une série de textes très anticléricaux – dont une lettre ouverte de Jules Guesde contre l'Eglise catholique – et rappelle une sentence de Pie XI : « l'école, si elle n'est pas un temple devient une tanière ». Dans un article, P. Lambert soutient le projet du CNAL de nationalisation de l'enseignement, considérant qu'il correspond entièrement aux besoins de la classe ouvrière. Selon lui, ce programme est irréalisable dans le cadre du parlement bourgeois

---

<sup>168</sup> *Ibid.*, p. 259-285.

<sup>169</sup> *Ibid.* et GUILLORE Raymond, « Le congrès confédéral FO », *La Révolution prolétarienne*, n°467, décembre 1961, p.3-7.

<sup>170</sup> « Les syndicats devant l'intégration », *IO*, n°90, 28/11/1961.

<sup>171</sup> PERNOT J-M., « FO et l'intégration... », *op. cit.*, p. 60.

<sup>172</sup> BRUCY G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 228-230.

mais motive les masses pour s'attaquer au régime capitaliste. D'ailleurs, il constate la timidité du PCF et de la SFIO sur ce sujet<sup>173</sup>.

En décembre 1959, la fédération enseignante ne s'associe pas à une journée de grève de la fonction publique mais *IO* l'excuse car son combat pour la laïcité l'accapare<sup>174</sup>. Ce même mois, le parlement vote la loi Debré permettant la rémunération par l'Etat des enseignants du privé. Le CNAL réagit par une campagne nationale de pétitions couronnée par un rassemblement de masse à Vincennes le 19 juin 1960. Le succès s'avère incontestable mais le gouvernement ne cède pas et la loi demeure. Désormais, les syndicats enseignants s'y adaptent<sup>175</sup> mais les lambertistes refusent ce qu'ils considèrent comme une capitulation et multiplient les critiques envers la tendance autonome. Ainsi, ils reprochent aux organisateurs de la manifestation du 19 juin de ne pas avoir osé continuer celle-ci dans Paris<sup>176</sup>. Ensuite, ils accusent les dirigeants de la FEN et du SNI de céder à l'offensive anti-laïque, de rechercher un accommodement avec le gouvernement<sup>177</sup> et même d'accepter l'intégration de leurs syndicats à l'Etat. Enfin, ils estiment la plate-forme revendicative des enseignants trop favorable à la hiérarchie<sup>178</sup>. En conséquence, la tendance École émancipée (EE) du SNI rompt en 1961 avec la majorité réformatrice<sup>179</sup>. Au niveau de la fédération, elle conserve environ 6% des votes lors des congrès<sup>180</sup>. L'EE se trouve particulièrement affaiblie au SNES à cause du départ de R. Chéramy – après avoir quitté le groupe La Vérité, il a rejoint les autonomes<sup>181</sup>. P. Broué en devient l'animateur et parvient en 1962 à constituer une liste pour la CA du SNES mais elle ne dépasse pas 4% des voix<sup>182</sup>. La brouille entre les autonomes et les lambertistes sera passagère. Ils s'allieront de nouveau. En particulier, à la fin des années 1960, la tendance dirigée par l'OCI – l'EE-Front unique ouvrier (FUO) – nouera des liens étroits avec les majoritaires – devenus tendance Unité, indépendance et démocratie (UID) – afin de lutter contre la progression d'Unité et action<sup>183</sup>.

<sup>173</sup> « Le dossier de la laïcité », *La Vérité*, n° 517-518, juin-septembre 1959, p. 5-14.

<sup>174</sup> « Les mouvements revendicatifs (I) », *IO*, n°18, 28/11/1959.

<sup>175</sup> BRUCY G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 235.

<sup>176</sup> LANTIER C., « Mener un combat laïque », *CS*, n°4, octobre 1960.

<sup>177</sup> « Problèmes du mouvement syndical », *IO*, n° 62, 21/1/1961.

<sup>178</sup> CERMTRI, CLER, Plate-forme du CLER, p. 3.

<sup>179</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 12.

<sup>180</sup> BRUCY G., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 366.

<sup>181</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 12.

<sup>182</sup> DALANCON A., *Histoire du SNES*, *op. cit.*, p. 251.

<sup>183</sup> BATSCH L., *La FEN au tournant*, *op. cit.*, p. 32.

Au cours de la lutte contre la loi Debré, les lambertistes ont insisté sur l'aspect révolutionnaire du projet du CNAL. Pourtant, la pétition massivement signée réclamait l'abrogation de la loi et non la nationalisation de l'enseignement<sup>184</sup>. En fait, dans ce combat ils se rapprochent de nouveau de militants réformistes, anticléricaux et fréquemment franc-maçons appartenant à la « galaxie laïque ». Les membres de ce milieu ne veulent pas la révolution mais le strict respect de la loi de 1905 séparant l'Eglise de l'Etat. Soulignons que P. Lambert ne se défie pas de la franc-maçonnerie. Il juge discutable la condamnation de celle-ci par l'Internationale communiste en 1922. A la fin des années 1960, il fera participer A. Hébert – maçon notoire – aux réunions du bureau politique de l'OCI malgré les vives protestations de S. Just<sup>185</sup>.

Par contre, les lambertistes persisteront dans leur dénonciation de la hiérarchie catholique. Ainsi, ils publieront en 1963 une brochure *Une mystification : la doctrine sociale de l'Eglise*<sup>186</sup> constituée d'extraits d'encycliques et d'autres textes pontificaux. Le document insiste particulièrement sur la CFTC l'accusant de « servir » les desseins du pouvoir gaulliste dans sa tentative de mise en place de l'ordre corporatif. Il reproche même à la CGT et à FO de reconnaître la confédération chrétienne comme une centrale ouvrière<sup>187</sup>.

Du point de vue syndical, le groupe La Vérité ne se contente pas d'agir dans FO et à la FEN, il conserve des membres à la CGT. Dans les centrales ouvrières, il préconise toujours à ses militants d'accéder à des postes de responsabilité. En cas de conflit avec l'appareil bureaucratique, il leur conseille même de louvoyer pour ne pas perdre une position importante. Le bureau politique explique cela par l'intérêt d'occuper des places stratégiques quand la classe ouvrière repartira à l'offensive<sup>188</sup>.

Si le groupe La Vérité s'éloigne des partisans d'organisations ouvrières autonomes, il veut maintenir le contact avec les syndicalistes rencontrés depuis une quinzaine d'années dans divers regroupements. Pour cela, il constitue en décembre 1959 un comité de liaison des syndicalistes révolutionnaires (CLSR) dont R. Hoyez assure le secrétariat. Nous y retrouvons des alliés habituels des lambertistes comme A. Hébert, C. Lemoine, P. Bois ou M. Joyeux –

---

<sup>184</sup> BATSCH L., *La FEN...*, op. cit., p. 155.

<sup>185</sup> TROTSKY L., *Le mouvement...*, op. cit., p. 251-253 et entretien avec J. Kirsner le 30/10/2017.

<sup>186</sup> Supplément de 16 pages d'*IO* en novembre 1963.

<sup>187</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>188</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 9-10.

redevenu salarié après avoir été libraire<sup>189</sup>. Le groupe La Vérité parvient à y adjoindre des figures nouvelles comme Louis Bocquet – responsable national de l'EE – ou Pierre Riguidel – anarcho-syndicaliste de FO<sup>190</sup>. Lors de l'assemblée générale du PUMSUD en décembre 1959, les membres de ce comité se signalent par leurs diatribes contre l'intégration et leur défense de la Charte d'Amiens<sup>191</sup>. Le 24 avril 1960, 117 personnes assistent à la première réunion plénière du CLSR. Ils ébauchent un programme revendicatif valable pour tous les travailleurs puis, probablement influencés par les lambertistes, ils décident la constitution d'un comité permanent et la publication d'un bulletin mensuel<sup>192</sup>. Pourtant, le CLSR parviendra seulement à publier trois numéros de son bulletin<sup>193</sup>. En septembre 1961, les lambertistes constatent qu'ils en constituent les seules ressources et décident de mettre en sommeil ce comité. Ils expliquent cet échec par la création en 1960 de l'Union anarcho-syndicaliste (UAS) pilotée par A. Hébert. Cette nouvelle organisation concurrence le CLSR auprès de la mouvance syndicaliste-libertaire<sup>194</sup>.

Au même moment, toujours dans le cadre de leur travail ouvrier, les lambertistes prennent une résolution concernant leurs activités avec VO.

### **L'éloignement de Voix ouvrière**

Depuis 1959, les deux groupes continuent à diffuser des feuilles d'entreprises ensemble même s'ils ne tiennent plus de réunions communes<sup>195</sup>. Pourtant, à l'automne 1961, les lambertistes mettent fin à cette collaboration. Plusieurs raisons expliquent cette décision. D'abord leur organisation fonctionne de nouveau et même recrute. Elle s'est initiée aux méthodes de VO et n'a donc plus besoin du tutorat de celle-ci. Ensuite, en avril 1961, les deux groupes constatent leurs divergences sur la tactique à suivre dans les entreprises. VO demeure méfiante par rapport aux syndicats – souvenons-nous de l'Union communiste déclenchant la grève Renault de 1947 contre la CGT – et appelle les travailleurs à mener des luttes sans les attendre. Pour les lambertistes, les ouvriers ne sont pas prêts à prendre de telles initiatives actuellement aussi ils conviennent les ouvriers à rejoindre les syndicats et à y lutter contre

---

<sup>189</sup> Selon sa biographie du *Maitron*.

<sup>190</sup> « Assemblée du CLSR », *IO*, n° 37, 25 avril 1960.

<sup>191</sup> *IO*, n°20, 12 décembre 1959.

<sup>192</sup> « Assemblée du CLSR », *IO*, n° 37, 25 avril 1960.

<sup>193</sup> Ils sont dans CERMTRI, OT 1959-1961.

<sup>194</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 14.

<sup>195</sup> Seule la cellule des métallurgistes lambertistes continue de le faire avec ceux de VO selon CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°8, p. 4.

l'intégration<sup>196</sup>. De plus, P. Bois participe au CLSR mais y manifeste un certain scepticisme. Enfin, A. Hébert change d'avis par rapport aux bulletins *VO* : désormais ils le gênent dans son action dans FO. Il intervient auprès de P. Lambert pour arrêter leur diffusion en Loire-Atlantique et ce dernier tient plus à son accord avec ce dirigeant syndical qu'avec *VO*<sup>197</sup>.

Le comité central du groupe La Vérité vote cet arrêt par 13 voix contre 2. Les deux opposants veulent continuer à cause du sérieux et de la rigueur des membres de *VO*<sup>198</sup>. La fin de ce travail de concert se fait à l'amiable : les deux organisations demeurent en contact et mènent des actions communes jusqu'à la rupture en 1966 – lors de la 3<sup>ème</sup> conférence du CI à Londres<sup>199</sup>.

Les lambertistes ont beaucoup apprécié les feuilles *VO*. Elles permettent d'envoyer régulièrement des messages politiques aux travailleurs en sus de l'activité syndicale<sup>200</sup>. En conséquence, le XI<sup>e</sup> congrès décide la publication d'un bulletin d'usine : *Correspondance ouvrière (CO)*<sup>201</sup>. Comme pour *VO*, il s'agit d'une feuille ronéotypée bimensuelle avec une partie rédigée centralement et des échos d'entreprise. Le groupe La Vérité entreprend d'éditer *CO* dans les quatre usines de la région parisienne et les deux ou trois de province où il est implanté<sup>202</sup>. Nous insistons sur la modestie de cet ancrage. Par ailleurs, les lambertistes veulent constituer aux endroits où ils disposent de liaisons ou de contacts des Groupes d'ouvriers révolutionnaires (GOR). Ils conçoivent le GOR comme une sorte de GER, préliminaire à une cellule, car incluant de la formation et des tâches pratiques autour du *CO* à distribuer dans l'entreprise. Ce travail a un caractère semi-légal car les militants ne doivent pas se réclamer du groupe La Vérité mais seulement exprimer leur sympathie envers ses idées<sup>203</sup>. De plus, comme *VO*, les étudiants de l'organisation diffusent *CO*<sup>204</sup>.

Nous venons d'examiner les différentes facettes du travail ouvrier lambertiste en 1960-1961. Il faut maintenant étudier ses activités dans la jeunesse que le groupe considère désormais comme presque aussi importantes<sup>205</sup>.

---

<sup>196</sup> Bulletin *Voix ouvrière* du 27/3/1961 et CERMTRI, OT 1959-1961, Sur un article programmatique, p. 22-24.

<sup>197</sup> Entretien avec Jacques Mornand le 21/11/2009.

<sup>198</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°8, p. 3-5.

<sup>199</sup> BARCIA R., *La véritable...*, *op. cit.*, p. 199.

<sup>200</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n° 8, p. 4.

<sup>201</sup> CERMTRI, FRANCE COMITE INTERNATIONAL 1953-1964, Lettre de G. Bloch du 9/4/1962.

<sup>202</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n°8, p. 3.

<sup>203</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XI<sup>e</sup> congrès, p. 11-12.

<sup>204</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n° 9, p. 7.

<sup>205</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, *ED*, n°3, p. 15.

## Les résultats prometteurs du travail jeunes

Pour la direction, la nouvelle génération sera l'agent principal de la future remontée ouvrière. En conséquence, seuls les groupes politiques qui auront participé aux luttes de la jeunesse pourront y jouer un rôle<sup>206</sup>. De plus, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les premiers résultats obtenus dans ce domaine se révèlent encourageants.

Le recrutement s'effectue via plusieurs biais. D'abord, il y a B. Fraenkel auquel P. Lambert laisse une grande liberté de manœuvre. Instructeur aux CEMEA, il y rencontre régulièrement des élèves des Écoles normales d'instituteurs (ENI) obligés d'y faire un stage. Il en profite pour enrôler des normaliens des établissements d'Auteuil et de Versailles comme Michel Bernard, Gérard Iltis<sup>207</sup>, Claude Chisserey et Michel Zalewsky (pseudo : « Sérac »)<sup>208</sup>. En même temps, il intervient à l'ENSEP par l'intermédiaire de G. Bonhomme et C. Lidove. Jusqu'à son exclusion de l'OCI en 1966, il y gagne une trentaine de militants à l'organisation<sup>209</sup> - le plus notable est Jean-Marie Brohm en 1960<sup>210</sup>. B. Fraenkel suscite même des grèves aux ENI et à l'ENSEP – en 1961<sup>211</sup>.

Les succès de B. Fraenkel s'expliquent par sa personnalité charismatique - J-M. Brohm dira de lui « c'était un mage »<sup>212</sup> - mais aussi par ses grandes qualités de pédagogue et d'enseignant. De plus, comme il dispose d'une vaste culture germanique et philosophique, il initie ses interlocuteurs à des marxistes hétérodoxes comme Georges Lukacs, Rosa Luxembourg ou Wilhelm Reich. En particulier, il entreprend de faire connaître en France la pensée d'Herbert Marcuse jusque-là inconnue. B. Fraenkel fait aussi profiter ses interlocuteurs étudiants de ses nombreux contacts intellectuels : avec les rédacteurs d'*Arguments*, à l'École pratique des hautes études (EPHE), avec K. Axelos et les éditions de Minuit... Les membres de l'intelligentsia parisienne concernés possèdent des caractéristiques communes : ils revendiquent la liberté de penser, condamnent le stalinisme et critiquent l'université jugée trop sclérosée<sup>213</sup>. Enfin, pour gagner des jeunes, B. Fraenkel tient un discours très efficace, construit sur les trois « anti » : anti-religion, anti-militarisme et anti-

---

<sup>206</sup> *Ibid.*, p. 14-15.

<sup>207</sup> QUINON M., *La réception...*, Annexes, p. 5-24.

<sup>208</sup> FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 103.

<sup>209</sup> Entretien avec Pierre Laguillaumie le 11/6/2017.

<sup>210</sup> QUINON M., *La réception...*, Annexes, p. 15.

<sup>211</sup> QUINON M., *La réception...*, Annexes, p. 23 et FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 103.

<sup>212</sup> QUINON M., *La réception...*, p. 28.

<sup>213</sup> QUINON M., *La réception...*, Annexes, p. 23-24.

répression sexuelle. Sur ce dernier thème, il conçoit la lutte en faveur de la liberté sexuelle comme partie intégrante de la lutte des classes, d'où son intérêt pour W. Reich et H. Marcuse. Pour appuyer ses propos, il loue une chambre de bonne en face de l'ENI d'Auteuil et la met à disposition de ses contacts pour qu'ils y viennent avec leur petite amie<sup>214</sup>. B. Fraenkel racontera s'être alors interdit toute relation amoureuse avec ces normaliens<sup>215</sup>. Pourtant, Guy Bonhomme et Jean Puyade se souviennent de sa libido hypertrophiée comme de la nécessité de le remettre à sa place quand il se révélait trop entreprenant<sup>216</sup>.

Le goût de B. Fraenkel pour les idées iconoclastes – comme le freudo-marxisme – peut sembler contradictoire avec l'orientation de *La Vérité*, soucieuse de défendre un marxisme traditionnel et méfiante envers les idées nouvelles. D'ailleurs, quand G. Bonhomme organise en 1960 une réunion avec H. Marcuse pour des lambertistes, leur chef intervient peu et se contente d'interroger le philosophe américain sur la pertinence des idées de Sartre<sup>217</sup>. En fait, la pensée d'H. Marcuse ne plaît pas à P. Lambert<sup>218</sup> mais comme B. Fraenkel recrute des cadres pour son organisation, il le laisse agir. Il lui permet même de mener ses GER comme il l'entend, sans intervention de la commission de la formation<sup>219</sup>. Par ailleurs, il a conscience que le « réseau Fraenkel » recrute seulement de futurs enseignants. Pour la direction du groupe, le meilleur moyen de gagner de jeunes ouvriers consiste à agir dans les mouvements de loisirs<sup>220</sup>. Elle amplifie donc son action à la FUAJ.

### L'implantation aux auberges de jeunesse

Dans sa volonté à maintenir l'esprit culturel et éducatif de l'ajisme, l'équipe de *Révoltes* ne se trouve pas isolée à la FUAJ. Dès 1957, une tendance s'y est constituée afin de combattre l'orientation trop technicienne et gestionnaire du Comité directeur (CD) de la Fédération et de son secrétaire général – Eugène Quet. De plus, cette opposition critique aussi le poids trop important des communistes et des catholiques dans cet organisme. La minorité a pour particularité de ne pas regrouper des éléments marginaux mais des cadres de la FUAJ, en fait une partie de son appareil. D'ailleurs son principal animateur, René Sedes – frère de Maurice,

---

<sup>214</sup> FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 99.

<sup>215</sup> *Ibid.*, p. 122 et QUINON M., *La réception...*, Annexes, p. 24.

<sup>216</sup> Entretien avec G. Bonhomme le 27/6/2017 et avec J. Puyade le 20/12/2017.

<sup>217</sup> QUINON M., *La réception...*, Annexes, p. 24.

<sup>218</sup> *Ibid.*, p. 37 et entretien avec G. Bonhomme le 27/6/2017.

<sup>219</sup> FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 122-123.

<sup>220</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Mars 62, p. 2-3.

dirige son service national « Auberges ». En février 1958, une véritable guerre interne commence entre cette tendance et la majorité du CD<sup>221</sup>.

Lors du vote de la loi Debré en décembre 1959, la direction adopte une attitude prudente afin de ne pas mécontenter le pouvoir gaulliste et les éléments confessionnels du CD. Néanmoins, elle n'empêche pas le départ d'une partie des catholiques de la FUAJ<sup>222</sup>. Surtout, la querelle scolaire exacerbe le débat à l'intérieur de cette dernière car la minorité se range résolument dans le camp laïc. Cela lui permet de progresser et d'obtenir 37% des voix au congrès de 1960 avec 10 sièges sur 24 au CD.

Malgré sa proximité avec les idées de la minorité, *Révoltes* demeure d'abord en dehors du débat. La défense de l'école publique précipite le ralliement du comité de rédaction au groupe La Vérité et son agrégation à la minorité de la FUAJ. Comme cette dernière est très structurée et organisée<sup>223</sup>, les lambertistes essaient de la contrôler. Ainsi, ils tentent de placer un des leurs au bureau de quatre personnes qui dirige la tendance. Ils échouent car R. Sedes se méfie un peu de l'équipe de *Révoltes*. Par contre, il accepte leur participation – J. Ribes, J-C. Larnicol et le couple Sedes – à l'équipe nationale de coordination de la minorité<sup>224</sup>. De plus, quand celle-ci commence en octobre 1960 à publier un organe - *Germinal*, J. Ribes et J-C. Larnicol appartiennent au comité de rédaction<sup>225</sup>. Sous leurs plumes, apparaissent des thèmes récurrents au groupe La Vérité. Ainsi, J-C. Larnicol insiste particulièrement sur la volonté de l'Etat de domestiquer la FUAJ<sup>226</sup>. De son côté, J. Ribes décrit la lutte des minoritaires contre le CD comme celle de militants contre des bureaucrates et des technocrates. Selon nous, il transpose à la FUAJ le combat des trotskystes contre la direction stalinienne dans l'URSS des années 1920<sup>227</sup>. Par ailleurs, leurs textes dans *Germinal* apparaissent bien plus violents contre le CD que ceux des non-lambertistes.

Nombre de membres de la minorité expliquent les mauvais choix de la majorité seulement par les défauts de ses dirigeants<sup>228</sup>. Cela amène la direction lambertiste - dans les textes internes – à juger les premiers incapables de réflexion politique. D'ailleurs, le groupe La Vérité ne croit guère en l'avenir de la minorité mais veut recruter ses éléments de valeur,

---

<sup>221</sup> SEDES R., *Quand les auberges...*, *op. cit.*, p. 124-132.

<sup>222</sup> Ils reconstituent l'ancienne Ligue française pour les auberges de jeunesse (LFAJ).

<sup>223</sup> SEDES R., *Quand les auberges...*, *op. cit.*, p. 136-143.

<sup>224</sup> FS, SEDES R., *Rapport ...*, *op. cit.*, p. 4 et entretien avec R. Sedes le 24/6/2017.

<sup>225</sup> *Germinal*, n°1, octobre-novembre 1960.

<sup>226</sup> LARNICOL J-C., « La FUAJ et la fin de la guerre », *Germinal*, n°5, avril-mai 1962, p. 9.

<sup>227</sup> RIBES J., « Clubs de jeunes et groupes ajistes », *Germinal*, n°4, avril-mai 1961, p. 19.

<sup>228</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Mars 62, p. 2-3.



particulièrement ses jeunes ouvriers qui pourraient devenir ses militants dans les entreprises<sup>229</sup>. Pour cela, à partir de 1960, il met en place un dispositif qu'il donne en exemple lors d'un camp d'été<sup>230</sup>.

La sous-commission ajiste (COMAJ)<sup>231</sup> coordonne la fraction lambertiste à la FUAJ. Elle rassemble mensuellement les militants de la région parisienne, moins souvent les autres. Surtout, elle dispose d'un bureau formé de J. Ribes, J-C. Larnicol, Maurice Sedes et C. Coustal qui se réunit chaque semaine. Tous les quatre apparaissent comme des militants chevronnés, les trois premiers connaissant bien le milieu ajiste<sup>232</sup>. La COMAJ organise l'insertion de militants lambertistes à la FUAJ. Elle affecte chaque « parachuté » à un groupe ajiste et, après un bref temps d'adaptation dans celui-ci, elle veille à ce qu'il accède à des responsabilités. Pour cela, avant une élection à l'intérieur des auberges, la sous-commission tient systématiquement une réunion avec les lambertistes concernés pour décider des candidats à soutenir ou à éliminer. Dans certains cas, le groupe La Vérité exerce même des pressions de l'extérieur afin d'obtenir le résultat désiré<sup>233</sup>. Ainsi, venus aux auberges en 1960, C. Coustal et C. Lantigny accèdent l'année suivante au conseil d'administration de la fédération de la Seine<sup>234</sup> et puis deviennent respectivement secrétaire départemental et responsable culturel<sup>235</sup>.

De plus, les militants de l'organisation pratiquent la « pêche à la ligne » à l'intérieur de la FUAJ : lors de sorties en auberges, ils repèrent des éléments intéressants et leur proposent de participer à un groupe d'étude – moyen de recrutement privilégié par le groupe La Vérité comme nous l'avons vu précédemment. Ainsi, en septembre-octobre 1961, les lambertistes appartenant au CA de la Seine obtiennent l'accord des autres membres pour tenir un cercle de formation ajiste destiné aux usagers. Durant les réunions, ils convient certains participants à un groupe de formation « générale » lequel ne dépend pas des auberges mais de la COMAJ. Au cours des séances de cette seconde instance, les animateurs insistent sur la trahison des

---

<sup>229</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 14-17 et FS, SEDES R., *Rapport ..., op. cit.*, p. 3.

<sup>230</sup> FS, Déposition Denise Hemery de sept. 1963.

<sup>231</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XIe congrès, p. 19 et FS, SEDES R., *Rapport ..., op. cit.*, p. 4.

<sup>232</sup> FS, Déposition Denise Hemery de sept. 1963.

<sup>233</sup> FS, SEDES R., *Rapport ..., op. cit.*, p. 3-4.

<sup>234</sup> FS, Note sur l'organisation d'un groupe politique au sein de la FUAJ et FS, SEDES R., *Rapport ..., op. cit.*, p. 4.

<sup>235</sup> *Ibid.*

organisations ouvrières et leur persécution des trotskystes. A un moment opportun, ils suggèrent à des auditeurs de venir à un cercle de formation politique correspondant à un GER<sup>236</sup>. Durant ce processus constitué d'une savante imbrication de groupes d'études, les lambertistes usent périodiquement de la technique du clivage. L'animateur énonce d'un ton péremptoire une orientation politique ou une action à mener et presse les participants à donner leur avis. Cela lui permet de repérer dans l'assemblée les éléments susceptibles d'être recrutés et de ne plus perdre de temps avec les autres<sup>237</sup>.

La COMAJ a pour autre tâche de superviser le contenu de *Révoltes*. Pour le groupe La Vérité, elle doit demeurer une revue de formation politique et culturelle des jeunes, consacrant des numéros entiers à des grandes orientations lambertistes comme la lutte contre le cléricanisme et le pouvoir gaulliste<sup>238</sup>. Par contre, il ne veut pas qu'elle intervienne dans les débats de la FUAJ<sup>239</sup>.

Au début de 1962, le groupe La Vérité se satisfait des quelques résultats obtenus en région parisienne et en Loire-Atlantique. Dans la première, une quinzaine de ses membres militent désormais aux auberges et une dizaine de leurs contacts suivent un GER. Surtout, certains d'entre eux occupent des postes de responsabilité dans les instances locales. A Nantes, le groupe lambertiste se développe grâce à son travail à la FUAJ et constitue à cette date un GER. Seule déception des dirigeants du groupe La Vérité : la majorité des recrues appartiennent au milieu employé<sup>240</sup>.

## **Naissance du CLER à l'université**

Par ailleurs, nous avons évoqué la prise de conscience politique de nombreux étudiants et leur hostilité au régime gaulliste<sup>241</sup>. Le groupe La Vérité recrute désormais parmi eux mais il ne dispose pas d'un relais dans le milieu universitaire. Sa direction prend conscience de ce manque lors de la préparation de la journée du 27 octobre 1960. En conséquence, elle constitue au printemps 1961 le Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER)<sup>242</sup> au cours d'une réunion à l'Ecole normale supérieure à laquelle participent P. Lambert et F. de

---

<sup>236</sup> *Ibid.*

<sup>237</sup> NICK C., *Les trotskistes, op. cit.*, p. 527-528 et FS, SEDES R., *Rapport ..., op. cit.*, p. 2.

<sup>238</sup> N°12 de décembre 1959 et n°18 de juin 1963.

<sup>239</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu du XI<sup>e</sup> congrès, p. 18.

<sup>240</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Mars 1962, p. 2-3.

<sup>241</sup> MAUPEOU-ABBOUD N., *Ouverture du ghetto étudiant*, Paris, Anthropos, 1974, p. 33.

<sup>242</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, « 1<sup>er</sup> bilan du travail étudiant », *Bilans et perspectives (BP)*, n°5, février 1964, p. 27.

Massot. A ce moment, le membre le plus en vue du CLER est Gérard Rauzy, mathématicien. Son principal fait d'arme consiste à avoir refusé de serrer la main du général de Gaulle lors d'une visite de ce dernier dans son établissement<sup>243</sup>.

Sur le plan politique, le nouvel organisme veut propager les idées lambertistes dans l'enseignement supérieur. Cela consiste, dans la continuité de *La Vérité*, à affirmer l'existence de la lutte des classes, la pertinence du marxisme et la nécessité de construire le parti révolutionnaire. Par contre, le CLER s'oppose aux « idées à la mode » tout en dénonçant le stalinisme et le réformisme<sup>244</sup>. En conséquence, il se prépare à combattre des organisations présentes dans le milieu universitaire comme l'Union des étudiants communistes (UEC), les groupements catholiques, les Etudiants socialistes unifiés (ESU)<sup>245</sup>...

Bien entendu, le CLER milite pour l'arrêt de la guerre d'Algérie. Pour cela, il exige le retrait de l'armée française mais il n'exprime aucune sympathie pour le FLN<sup>246</sup>. Surtout, il critique les « activistes », ces étudiants décidés à combattre physiquement les partisans de l'Algérie française. Citons leur principale organisation : le Front universitaire antifasciste (FUA) constitué à la fin de 1961 et où A. Krivine avec des jeunes du PCI minoritaire jouent un rôle important. Ses groupes tiennent le Quartier latin et en chassent les membres de l'organisation armée secrète (OAS), structure paramilitaire et terroriste opposée à l'indépendance de l'Algérie<sup>247</sup>. Le CLER ne participe pas au FUA car il lui reproche d'empêcher les étudiants de « sortir du ghetto du Quartier latin »<sup>248</sup>. Pour lutter contre la guerre et les fascistes, le CLER exhorte les grandes organisations ouvrières à mener des actions de masse (grèves, manifestations...)<sup>249</sup>. Cela correspond à l'orientation lambertiste évoquée précédemment.

De même, le CLER, comme le groupe La Vérité, privilégie l'action syndicale. En l'espèce, à l'UNEF car il s'agit d'une organisation de masse et le comité approuve son combat pour améliorer la condition étudiante. De plus, les lambertistes ont beaucoup apprécié son coup d'éclat du 27 octobre 1960. Par la suite, ils soupçonnent ses dirigeants de vouloir se réconcilier avec le gouvernement et revenir à l'apolitisme d'antan de l'UNEF, voire même

---

<sup>243</sup> Entretiens avec P. Roy le 12/6/2009 et avec G. Bonhomme le 27/6/2017.

<sup>244</sup> CERMTRI, CLER, Plate-forme du CLER, 7 p.

<sup>245</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Les tâches de la Comète, p. 5.

<sup>246</sup> CERMTRI, CLER, Plate-forme du CLER, 7 p.

<sup>247</sup> PATTIEU S., *Les camarades...*, *op. cit.*, p. 190-191.

<sup>248</sup> « 1<sup>er</sup> bilan... », *op. cit.*, p. 26.

<sup>249</sup> « A pied ou en voiture », *BLER*, n°2, p. 13.

accepter l'intégration à l'Etat. Le CLER a donc aussi pour mission de combattre les membres modérés du syndicat et de préconiser un rapprochement avec les centrales ouvrières<sup>250</sup>.

Voilà les objectifs affichés par le CLER. Néanmoins, les lambertistes le créent avant tout pour prendre contact avec des étudiants et préparer leur passage ultérieur au groupe La Vérité via un GER<sup>251</sup>. L'adhésion au comité se fait facilement car il s'agit d'un organisme légal, séparé du groupe La Vérité, disposant de son autonomie financière et de son propre matériel de reproduction<sup>252</sup>. Quand les étudiants lambertistes diffusent des tracts pouvant entraîner des poursuites, ils protègent le comité en les signant « Groupe d'étudiants révolutionnaires »<sup>253</sup>. En son sein, les jeunes du groupe La Vérité se réunissent en fraction et reçoivent des consignes de la sous-commission étudiante – la « Comète ». A charge pour eux de convaincre leurs camarades du CLER de la pertinence de celles-ci. Généralement, ils ne rencontrent pas de difficultés car leur fraction dirige en fait ce comité et elle n'admet pas qu'un adhérent appartienne à une organisation politique autre<sup>254</sup>. Cela s'explique par le manque de militantisme des membres du CLER n'appartenant pas au groupe La Vérité. Les lambertistes constatent l'impossibilité de sortir le bulletin du comité « si aucun d'entre eux n'est là pour faire tourner la ronéo »<sup>255</sup>. Le CLER se développe lentement. En octobre 1961, il compte seulement une quinzaine de membres<sup>256</sup>. En mars 1962, la majorité des étudiants lambertistes l'ont rejoint mais son effectif n'a pas beaucoup augmenté<sup>257</sup>.

Par ailleurs, le groupe La Vérité ne se contente pas d'agir à l'UNEF : il envoie deux de ses militants aux ESU et un à l'UEC en cachant leur affiliation afin d'y recruter<sup>258</sup>.

Ainsi commence le travail étudiant des lambertistes. Il leur fournira nombre de militants les 25 années suivantes. Constatons une divergence avec VO : à la différence du groupe La Vérité, elle consacre toutes ses forces à son implantation dans les entreprises et ne mène pas de travail spécifiquement étudiant<sup>259</sup>.

---

<sup>250</sup> Compte-rendu XIe congrès, *op. cit.*, p. 15.

<sup>251</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Les tâches de la Comète, p. 3.

<sup>252</sup> Compte-rendu XIe congrès, *op. cit.*, p. 16.

<sup>253</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de règlement sur la sécurité, p. 4.

<sup>254</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Les tâches de la Comète, 10 p.

<sup>255</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Document de Rivière (J. Ribes) pour la conférence jeunes, p. 5.

<sup>256</sup> « 1<sup>er</sup> bilan... », *op. cit.*, p. 27.

<sup>257</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Mars 62, p. 2.

<sup>258</sup> Compte-rendu XIe congrès, *op. cit.*, p. 16.

<sup>259</sup> BARCIA R., *La véritable ...*, *op. cit.*, p. 202.

Les bons résultats du groupe La Vérité auprès des jeunes expliquent son développement. Depuis plusieurs années, il tient une assemblée générale de ses membres à la rentrée de septembre. En 1961, il franchit une étape : il convoque à sa place le XI<sup>e</sup> congrès<sup>260</sup>.

### **Enfin, un congrès**

Raoul réclamait sa tenue depuis le début de 1960. La campagne à mener contre les poursuites judiciaires peut expliquer ce retard. De plus, le congrès a du décevoir ses attentes car il se tient sans véritable discussion préliminaire à la base et il n'y a pas d'élection de délégués même si la direction promet de faire mieux la prochaine fois<sup>261</sup>. Pourtant, le PCI majoritaire de 1952 et 1954, dans un contexte difficile, était parvenu à le faire. Enfin, Raoul jugeait indispensable que le congrès dresse un bilan de l'activité des trotskystes français depuis une quinzaine d'années. Cela afin de mieux préparer l'avenir<sup>262</sup>. P. Lambert se méfiait probablement d'une discussion sur ce sujet car elle n'a pas lieu.

En fait, l'assemblée se consacre d'abord au fonctionnement du groupe en prenant les mesures organisationnelles précédemment évoquées. Ensuite, elle passe en revue les domaines de travail des militants. Enfin, à propos des relations internationales, elle décide la tenue d'une conférence spécifique à Pâques 1962<sup>263</sup> - nous en examinerons les résultats au chapitre suivant. Ce regain d'intérêt du courant lambertiste envers le mouvement trotskyste mondial s'explique en partie par ses progrès en France.

---

<sup>260</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n°9, p. 1 et 6.

<sup>261</sup> *Ibid.* et AR, L1, 4 p.

<sup>262</sup> *Ibid.*

<sup>263</sup> Compte-rendu XI<sup>e</sup> congrès, *op. cit.*, p. 9-10.



## CHAPITRE XII CONTRE L'INTÉGRATION (novembre 1961 - novembre 1963)

Durant l'automne puis l'hiver 1961-1962, le gouvernement poursuit des négociations avec le FLN dans une ambiance dramatique. Plus que jamais opposés à ces tractations, les partisans de l'Algérie française appuient l'OAS, laquelle multiplie les attentats en métropole. La gauche politique et syndicale répond par de grandes manifestations exigeant la fin du conflit. Contraint de lutter sur deux fronts, le général de Gaulle accepte de faire des concessions au FLN. Cela permet la conclusion des accords d'Evian le 18 mars 1962 entraînant un cessez-le-feu puis l'indépendance de l'Algérie le 1<sup>er</sup> juillet 1962. La fin du conflit libère la Ve République d'un problème paralysant et constitue une victoire pour le Général. Profitant de son regain de popularité, il décide un référendum afin de faire élire le président de la République au suffrage universel. Les Français approuvent cette modification de la constitution puis, lors des législatives de novembre 1962, accordent à de Gaulle une majorité parlementaire. Signalons lors de ces élections, un début de rapprochement entre la SFIO et le PCF qui leur permet d'augmenter leurs nombres de députés.

Au cours des premiers mois de 1962, les lambertistes commentent et prennent position sur ces événements mais ils mènent campagne sur un autre sujet.

### **Pour la démocratie ouvrière**

Nous avons évoqué des tentatives communistes d'entraver la vente de la presse trotskyste dans la rue. Néanmoins, les lambertistes continuent de les accuser de pratiquer une opposition

seulement verbale à de Gaulle et en fait de soutenir sa politique<sup>1</sup>. Au début de 1962, le PCF prend des mesures contre les groupes révolutionnaires qui le critiquent auprès des ouvriers. Ainsi, des communistes agressent systématiquement les distributeurs des bulletins d'entreprise *CO* et *VO*, particulièrement aux portes des usines Lavalette et SAVIEM de Saint-Ouen. De plus, ils diffusent des tracts accusant les trotskystes d'avoir été complices des hitlériens et mettent en cause personnellement D. Renard et P. Lambert<sup>2</sup>.

Le groupe *La Vérité* et *VO* se concertent alors. Ils envoient des militants le 14 février 1962 devant la SAVIEM pour appuyer les six diffuseurs habituels de *VO* – P. Lambert et R. Barcia étant physiquement présents<sup>3</sup>. Des communistes maniant des barres de fer les accusent d'appartenir à l'OAS et veulent les chasser. Les trotskystes des deux organisations parviennent à les repousser et, victorieux, distribuent leurs bulletins aux accents de *L'Internationale* et aux cris de « Démocratie ouvrière ». De plus, ils constatent avec satisfaction que les ouvriers présents ne soutiennent pas les communistes. D'ailleurs, certains de ces derniers ne participent pas à la bagarre<sup>4</sup>. Cette échauffourée du 14 février 1962 restera mémorable pour les militants qui y ont participé<sup>5</sup>.

Bien entendu, *IO* et *La Vérité* dénoncent les agissements du PCF. Selon la revue, Etienne Fajon – directeur de *L'Humanité* – dirigeait personnellement ces agressions<sup>6</sup>. Surtout, les lambertistes décident d'exploiter la situation pour recruter des militants ouvriers – y compris des communistes – choqués par de tels procédés et renforcer leurs liaisons dans tous les secteurs où ils sont implantés<sup>7</sup>. Pour cela, ils lancent une campagne de pétition axée sur un appel « Pour la démocratie ouvrière » publié dans leur presse<sup>8</sup> et diffusé dans des tracts. Ce texte dénonce les méthodes staliniennes employées par le PCF contre des militants d'autres organisations. Comme lors de la pétition en 1958 pour défendre les cadres de l'USTA, il y a parmi les premiers signataires des syndicalistes réformistes – FO ou FEN – ayant d'importantes responsabilités comme G. Lauré, A. Sidrot, R. Patoux ou P. Ruff. De même, un

---

<sup>1</sup> « Unité et diversion », *IO*, n° 99, 3/2/1962 et CERMTRI, FONDS BLOCH BI CORRESP. 1947 À 1963, Résolution, p. 1.

<sup>2</sup> « Pour la démocratie ouvrière », *La Vérité*, n° 523, hiver 1962, p. 18-32 et BARCIA R., *La véritable...*, *op. cit.*, p. 198-199.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> « Pour la démocratie... », *op. cit.*, p. 18-20.

<sup>5</sup> Entretien avec J. Mornand le 21/11/2009 et avec des militants lambertistes au CERMTRI en juillet 2004.

<sup>6</sup> « Pour la démocratie... », *op. cit.*, p. 19.

<sup>7</sup> CERMTRI, FONDS BLOCH BI CORRESP. 1947 À 1963, Résolution, p. 3-4.

<sup>8</sup> *IO*, n° 104, 10/3/1962.



membre de FO assure la correspondance liée à l'appel, en 1962 il s'agit d'I. Boireau – proche de P. Lambert<sup>9</sup>. Signalons l'apparition parmi les signataires de Camille Pallordet, secrétaire du syndicat des cheminots FO de la RP. Franc-maçon et ex-membre de la SFIO, il rejoint alors le groupe La Vérité<sup>10</sup>.

Suite à l'appel, I. Boireau et P. Dercourt signent le 19 février une lettre ouverte à B. Frachon lui demandant « d'intervenir personnellement pour que cessent calomnies et violences »<sup>11</sup>. Cette campagne rencontre un certain écho car plusieurs dizaines de militants CGT envoient spontanément leurs signatures<sup>12</sup>. D'ailleurs, *Le Monde* en rend compte dans un article où il résume le texte et donne la liste des principaux signataires<sup>13</sup>. B. Frachon se trouve contraint de s'exprimer à ce sujet dans *L'Humanité*. Il accuse les trotskystes – sans les nommer – de faire le jeu de la bourgeoisie mais appelle à l'arrêt immédiat des violences qu'il juge contre-productives<sup>14</sup>. *IO* se déclare satisfait, jugeant qu'il condamne ainsi les initiatives de l'appareil du PCF. D'ailleurs, la diffusion des bulletins d'usine se déroule désormais sans incident notable<sup>15</sup>.

VO consacre un article de son périodique *La lutte de classe*<sup>16</sup> à cette affaire et donne un récit des événements dans une brochure *Pour la démocratie ouvrière* rédigée avec les lambertistes<sup>17</sup>. Par contre, le groupe ne va pas au-delà, car il ne veut probablement pas s'associer avec des réformistes comme le fait dans sa campagne le groupe La Vérité. Le PCI minoritaire adopte une position encore différente : il critique le comportement du PCF mais n'aide pas les lambertistes et les membres de VO. Au contraire, il reproche à ces derniers leur sectarisme et rappelle l'opportunisme des premiers envers R. Bothereau<sup>18</sup>. En conséquence, les militants du PCI minoritaire refusent de signer l'appel pour la démocratie ouvrière. Le groupe La Vérité se promet d'exploiter cette déroboade au niveau international<sup>19</sup>.

---

<sup>9</sup> « Pour la démocratie... », *op. cit.*, p. 32.

<sup>10</sup> Selon sa notice du *Maitron*.

<sup>11</sup> « Pour la démocratie... », *op. cit.*, p. 25.

<sup>12</sup> Lettre de G. Bloch du 9/4/1962, *op. cit.*

<sup>13</sup> « Des syndicalistes de toutes tendances s'élèvent contre la campagne communiste visant des militants ouvriers », n° 5331 du 9/3/1962.

<sup>14</sup> « Tout pour préserver et renforcer l'union », n° 5453, 10/3/1962.

<sup>15</sup> BARCIA, *La véritable...*, *op. cit.*, p. 198 et *IO*, n° 104, 10/3/1962.

<sup>16</sup> « De la démocratie... rénovée », n° 38, 17 avril 1962.

<sup>17</sup> Editée par la SPEL en mars 1962.

<sup>18</sup> « L'affaire de la SAVIEM », *La Vérité des travailleurs*, n° 124, mars 1962.

<sup>19</sup> Lettre de G. Bloch du 9/4/1962, *op. cit.*

Ensuite, les lambertistes continuent de dénoncer le Parti communiste car, selon eux, Khrouchtchev veut la coexistence pacifique avec les pays capitalistes. En conséquence, il ordonne au PCF d'empêcher toute activité révolutionnaire en France. Comme ce parti demeure « le plus fidèle valet de la bureaucratie russe », il obéit. Cela explique son silence sur l'intégration et son acharnement à impulser de nouveau des grèves tournantes. Nous avons mentionné ce type d'action au chapitre VII. Comme le groupe La Vérité juge les grèves tournantes toujours inefficaces, il accuse les communistes et la CGT de les mettre en œuvre afin de démoraliser les travailleurs<sup>20</sup>. Le PCF ne réplique pas à ces dénonciations par de nouvelles agressions mais use de la calomnie et de manœuvres bureaucratiques à l'encontre des lambertistes et de leurs alliés. Ainsi, la CGT exclut J. Salamero car il a signé l'appel pour la démocratie ouvrière. Le 18 mai 1962, A. Hébert et P. Lambert interviennent au cours du meeting de protestation organisé à Bordeaux<sup>21</sup>. Les années suivantes, les communistes recourent à la violence épisodiquement contre les lambertistes. Ainsi, à la fin de l'année 1967, ils transforment des réunions publiques de l'OCI en batailles rangées, particulièrement à Montrouge et à Lyon<sup>22</sup>.

Revenons à l'automne 1962. Au lendemain de la guerre d'Algérie, les lambertistes constatent la popularité du Général. Ils maintiennent leur prédiction selon laquelle il va en profiter pour passer à l'offensive dans de brefs délais et détruire les organisations ouvrières. En conséquence, le groupe La Vérité presse, plus que jamais, les travailleurs à défendre leurs syndicats menacés. Dans sa propagande, il accuse leurs appareils de faciliter les manœuvres du Général en propageant les pires illusions<sup>23</sup>. Désormais, la lutte contre l'intégration constitue la seule base de leur travail syndical<sup>24</sup>. Inlassablement, ils dénoncent certains dirigeants comme des partisans du « corporatisme » dans le mouvement ouvrier. Examinons de qui il s'agit et comment le groupe La Vérité les combat.

### **La dénonciation des « corporatistes » dans les confédérations**

Pour les lambertistes, ils appartiennent d'abord à la CFTC. Pourtant, celle-ci poursuit son évolution : lors de son congrès en juin 1961, la minorité l'emporte et un de ses animateurs,

---

<sup>20</sup> *Ibid.* et « Grèves partielles et grèves tournantes », *La Vérité*, n° 519, mai-juin 1960, p. 27.

<sup>21</sup> *IO*, n° 117, 16 juin 1962.

<sup>22</sup> APP, *La tendance...*, *op. cit.*, notice de C. Stobnicer et BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 108-109.

<sup>23</sup> « Le mouvement ouvrier le dos au mur », *IO*, n° 132, 17/11/1962 et CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n° 13, p. 1-4.

<sup>24</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *Travail ouvrier*, p. 4.

Eugène Descamps, devient secrétaire général. Le discrédit de la SFIO et du PCF décide la nouvelle direction à prendre ses responsabilités. Celle-ci veut intervenir dans tous les domaines de la vie des travailleurs et ne pas se cantonner à leur situation dans les entreprises car, pour la nouvelle équipe, engagement syndical et prise de conscience politique vont de pair<sup>25</sup>. Cela explique les déclarations d'E. Descamps favorables à la planification et appelant à reconstruire la vie démocratique. Néanmoins, cela provoque la colère des lambertistes pour lesquels le dirigeant d'une confédération syndicale ne doit pas intervenir dans la vie politique. Ils assimilent abusivement les prises de position de la CFTC comme un appui aux orientations autoritaires du Général. A l'automne 1962, *IO* accuse la confédération « d'avoir définitivement choisi son camp : celui de la dictature et de l'intégration »<sup>26</sup>. Tout ceci explique ce paradoxe : la nouvelle majorité de la CFTC se positionne plus « moderne » et à gauche que l'ancienne mais le groupe La Vérité la critique plus sévèrement car il juge plus nocive « une fausse gauche qu'une vraie droite »<sup>27</sup>. En novembre 1964, elle se « déconfessionnalisera » et deviendra la Confédération française démocratique du travail (CFDT). Cependant, pour le groupe La Vérité, cette victoire de l'aile moderniste ne constituera pas un progrès mais l'annonce d'une nouvelle offensive pour désintégrer le mouvement ouvrier<sup>28</sup>.

Selon ce groupe, la tentation intégrationniste se développe aussi dans les sommets de FO même si ce phénomène lui paraît moins patent qu'à la CFTC. Nous avons vu comment les lambertistes luttèrent sur ce thème lors du VIIe congrès de 1961, obtenant l'appui de 28% des délégués à un retrait du représentant de la confédération au CSP. Le congrès terminé, ils entreprennent de constituer une minorité avec les militants qui les ont rejoints à cette occasion<sup>29</sup>. Après plusieurs mois de discussion, la tendance naît en mars 1962. Elle publie un bulletin, *Le Militant*, dont le premier numéro affirme son refus de l'intégration et sa fidélité à la Charte d'Amiens<sup>30</sup>. C. Pallordet – conseillé par D. Renard – assure la gestion de ce périodique diffusé à 2000 exemplaires<sup>31</sup>.

---

<sup>25</sup> HEURGON M., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 258-259.

<sup>26</sup> *IO*, n° 128, 20/9/1962.

<sup>27</sup> Entretien avec un militant lambertiste âgé en novembre 2015 au CERMTRI.

<sup>28</sup> « Correspondances », *IO*, n° 222, 14/11/1964.

<sup>29</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, compte rendu XIe congrès, p. 14.

<sup>30</sup> Disponible au CERMTRI.

<sup>31</sup> « Le VIIIe congrès de la CGT-FO », *BP*, n°6, juin 1964, p. 7.

Par ailleurs, au sein de cette minorité apparaît une sensibilité « moderniste » ou « novatrice » représentée par Maurice Labi – secrétaire général de la fédération de la chimie, Antoine Laval (Métallurgie), G. Rino, Robert Cottave (Ingénieurs et cadres) et P. Sidro. Pour eux, les syndicats doivent contester le système et aussi chercher à conquérir le pouvoir économique. Cela les amène à accepter la planification démocratique comme la participation aux organismes officiels de décision ou de consultation. De plus, ces militants veulent « rajeunir » la confédération dont ils jugent « archaïques » les structures et les orientations. Enfin, ils réfléchissent à la possibilité d'une réunification syndicale et apprécient les contacts récemment établis entre les directions de la CFTC et de FO<sup>32</sup>. Cette orientation provoque une crise au comité de rédaction du *Militant*. Deux modernistes, G. Rino et Claude Payement, jugent excessives les critiques émises par le bulletin contre la CFTC. En mars 1963, cela entraîne leur départ avec trois autres membres de cette instance. Pour les lambertistes, ils partent car ils se refusent à combattre l'intégration et cèdent aux manœuvres de Reconstruction<sup>33</sup>. Ainsi, *IO* accuse publiquement M. Labi et R. Cottave d'y être les partisans les plus décidés de l'intégration et de pactiser avec le pouvoir pour « occuper des places que leur concèderait l'ordre corporatif gaulliste ». Selon le périodique, ils rejoignent la « fausse gauche » syndicale et politique constituée de la CFTC et du PSU<sup>34</sup>.

Dans leur campagne contre l'intégration, le groupe La Vérité se félicite d'un vote du comité général de l'UD de la RP – à majorité réformiste. Le 26 octobre 1963, cette assemblée approuve une résolution sur ce thème qui exige le retrait de la confédération du CSP et des comités d'expansion régionaux<sup>35</sup>.

Surtout, A. Hébert et les lambertistes parviennent à faire de la lutte contre l'intégration le thème dominant du VIII<sup>e</sup> congrès de FO qui se déroule du 20 au 23 novembre 1963. Ils avaient déjà insisté sur ce sujet en 1961 et cela les avaient amené à s'opposer à la direction. Désormais, ils voient dans le courant moderniste leur principal adversaire dans la centrale. A. Hébert apparaît comme le plus virulent : il assimile la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise préconisée par M. Labi à l'« Arbeitsfront » hitlérien<sup>36</sup>. P. Lambert intervient pour la première fois devant cette assemblée – il y représente les employés de

<sup>32</sup> BERGOUNIOUX, A., *Force ouvrière*, op. cit., p. 154-155.

<sup>33</sup> « Les principes d'action des syndicalistes FO », *Le Monde*, 7 août 1963 et CERMTRI, Fonds Renard FO doc divers, Quelques notes pour un bilan, 7 p.

<sup>34</sup> « Informations », *IO*, n° 172, 28/9/1963.

<sup>35</sup> « Sans conclure », *BP*, n° 4, décembre 1963, p. 3.

<sup>36</sup> *Compte-rendu sténographié des débats du VIII<sup>e</sup> congrès confédéral, FO Hebdo*, 1963, p. 42-44.

Brest<sup>37</sup>. Il se déclare syndicaliste révolutionnaire et fustige à son tour M. Labi. Ce dernier réplique en dénonçant les immobilistes et les conservateurs de la confédération<sup>38</sup>. Par ailleurs, P. Lambert réclame un additif à la résolution économique du congrès exigeant le retrait des représentants de la confédération au CSP et à la Commission des revenus mais l'assemblée rejette sa demande à main levée<sup>39</sup>. Néanmoins, les lambertistes apprécient la résolution générale adoptée car elle « refuse d'engager la confédération dans la voie du corporatisme et de l'absorption »<sup>40</sup>. Surtout, désormais, A. Bergeron est secrétaire général et il donnera toujours des gages à la minorité Lambert-Hébert à propos de leur principale préoccupation. Ainsi, il déclarera en avril 1966 lors du IXe congrès :

« Je le dis à Boussel et à ses amis dont je connais les conceptions : jamais je n'accepterai que nous nous engageons dans la voie de l'intégration du syndicalisme dans l'appareil d'Etat »<sup>41</sup>.

Inspiré par le syndicalisme révolutionnaire, la défiance de l'Etat était jusque là l'apanage de la minorité de FO. A partir de 1963, A. Bergeron et la nouvelle équipe qui dirige la confédération se l'approprient. En conséquence, la centrale n'élabore plus de plan économique et social alternatif à celui du gouvernement<sup>42</sup>. Bientôt, elle optera pour la politique contractuelle, négociée avec le patronat et à l'écart de l'Etat comme de ses technocrates<sup>43</sup>. Les modernistes qui, comme M. Labi<sup>44</sup>, jugent la crainte de l'intégration injustifiée trouveront peu de soutiens dans la confédération et se disperseront. M. Labi quittera FO en 1972 avec seulement une partie des syndiqués de sa fédération et rejoindra la CFDT.

Surtout, au-delà de la direction confédérale, le discours de la minorité Lambert-Hébert influence bien des militants de la centrale car il légitime leurs convictions. Ainsi, au début des années 1960, nombre d'entre eux s'inquiètent du rapprochement qui s'esquisse entre la SFIO et le PCF. De plus, ils demeurent sceptiques envers ceux qui « repensent le socialisme » dans les clubs, au PSU, à la CFTC, dans la minorité socialiste... car les adhérents de FO se méfient

---

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 146.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 44.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 146-150 et 252-262.

<sup>40</sup> « Le VIIIe congrès... », *op. cit.*, p. 3-4.

<sup>41</sup> *Compte-rendu sténographié des débats du IXe congrès confédéral, FO Hebdo*, 1966, p. 177.

<sup>42</sup> PERNOT J.-M., « FO... », *op. cit.*, p. 66.

<sup>43</sup> YON K., *Retour...*, *op. cit.*, p. 291.

<sup>44</sup> *Compte-rendu sténographié des débats du VIIIe congrès confédéral, FO Hebdo*, 1963, p. 44.

de ce qui change dans la société ou le salariat<sup>45</sup>. Ils n'approuvent pas la notion de nouvelle classe ouvrière et se défient des salariés plus jeunes et qualifiés qu'eux, disposant d'un bagage intellectuel supérieur comme M. Labi – titulaire d'un doctorat d'études politiques. En conséquence, les idées de modernisation stimulent chez les militants de FO un réflexe de défense identitaire<sup>46</sup>. Ils approuvent la minorité Lambert-Hébert quand celle-ci critique les modernistes et vante la modestie du travail syndical traditionnel<sup>47</sup>. Enfin, l'anticléricalisme demeure vivace à FO et cette minorité en use à l'encontre de la CFTC. Lors du congrès de 1963, A. Hébert qualifie celle-ci de syndicat « jaune ». Ensuite, l'assemblée applaudit P. Levasseur quand il défend la laïcité et appelle à lutter contre « la centrale affiliée au Vatican »<sup>48</sup>. La lutte contre l'intégration permet à des militants de FO de refuser l'unité contre la CFTC bien qu'elle soit en voie de rejoindre le camp laïc. A ce sujet nous constatons une évolution des lambertistes : jusque-là ils étaient des partisans de l'unité syndicale, maintenant, ils constatent que l'existence de plusieurs centrales constitue un frein vers le corporatisme<sup>49</sup>.

En cette fin de 1963, l'influence des lambertistes à FO apparaît en progrès. Hier groupe périphérique dans celle-ci, ils sont parvenus à convaincre la majorité de ses membres – réformistes compris – de la nécessité de lutter contre l'intégration<sup>50</sup>. Au congrès confédéral de 1966, leur minorité lutte de classes comprend A. Hébert et ses alliés habituels mais aussi des militants estimés au sein de la confédération comme P. Malnoë, René Gatineau - des PTT Ile-de-France - ou Henri Lubin - de la Fédération des fonctionnaires<sup>51</sup>.

Bien entendu, les lambertistes examinent comment les autres centrales évoluent sur ce sujet. Ils constatent avec satisfaction que la CGT et la FEN condamnent l'intégration mais ils leur reprochent de ne pas mener campagne contre elle<sup>52</sup>. Enfin, pour le groupe La Vérité, tous les intégrationnistes n'agissent pas uniquement dans les confédérations ouvrières. Ils exercent aussi une influence néfaste au PSU.

---

<sup>45</sup> BRANCIARD Michel, *Syndicats et partis*, tome 2, Syros, Paris, 1982, p. 200.

<sup>46</sup> PERNOT J-M, « FO... », *op. cit.*, p. 60.

<sup>47</sup> YON K., *Retour...*, *op. cit.*, p. 256-264.

<sup>48</sup> *Compte-rendu sténographié des débats du VIIIe congrès confédéral, FO Hebdo*, 1963, p. 34 et 66-67.

<sup>49</sup> « Le VIIIe congrès... », *op. cit.*, p. 2.

<sup>50</sup> PERNOT J-M., « FO... », *op. cit.*, p. 70.

<sup>51</sup> CERMTRI, Fonds Renard FO doc divers, La minorité Lutte de classes au IXe congrès confédéral.

<sup>52</sup> « Ils préparent la catastrophe », *IO*, n° 135, 8/12/1962.

## Le combat au PSU

Les lambertistes demeurent très critiques envers ce parti et cela pour plusieurs raisons. D'abord, les ex-PSA le quittent davantage que les anciens de l'UGS car les laïcs intransigeants s'en vont quand les chrétiens et les partisans de Mendès France y demeurent et se coordonnent. Enfin, le PSU cherche à attirer les couches sociales les plus dynamiques et prône un renouveau socialiste. Il se veut modernisateur et se sent proche des « nouveaux syndicalistes » de la CFTC. S. Mallet symbolise cette orientation et devient alors l'idéologue du PSU<sup>53</sup>. Tout cela provoque l'ire de *IO* qui dénonce à la tête de ce parti une coalition « clérico-mendesiste » ou « clérico-moderniste » favorable au corporatisme<sup>54</sup>. En particulier, le périodique continue de s'acharner sur G. Martinet, le traitant de « pro-stalinien » car il demeure influent au PSU et co-dirige *France Observateur* – où écrit S. Mallet<sup>55</sup>.

Pour les lambertistes, le PSU ira de crise en crise mais pour l'instant il continue de recruter des jeunes et quelques ouvriers. En septembre 1961, lors de leur XI<sup>e</sup> congrès, ils décident d'agir davantage dans ce parti mais sans en faire une priorité<sup>56</sup>. Cela entraîne la constitution d'une commission spécifique<sup>57</sup>. L. Eemans dirige la fraction lambertiste du PSU tout en assurant le secrétariat de la section de Fontenay-aux-Roses de celui-ci<sup>58</sup>. Les lambertistes continuent leur infiltration aux ESU et interviennent aux Jeunesses socialistes unifiées (JSU). Ces derniers s'avèrent peu nombreux et P. Lambert y envoie J. Garabuaui revenu en mars 1962 du service militaire. Là, il y rencontre des membres du PCI minoritaire mais il devient néanmoins secrétaire national des JSU. Quelques mois plus tard, C. Berg lui succédera<sup>59</sup>. Aux ESU, le groupe La Vérité dispose seulement de quelques militants sur le demi-millier d'adhérents à cette organisation. Néanmoins, les lambertistes profitent de leur implantation à la Sorbonne – que nous préciserons plus loin. En avril 1963, ils parviennent à placer trois des leurs – Benoît Dhavennas, Didier Froment et Gérard Serfati – dans le bureau national de sept membres des ESU<sup>60</sup>.

<sup>53</sup> HEURGON M., *Histoire...*, op. cit., p. 248-249 et 258-259.

<sup>54</sup> *IO*, n° 132 et 137, 17/11/1962 et 22/12/1962.

<sup>55</sup> « Conclusion », *IO*, n° 113, 19/5/1962.

<sup>56</sup> CERMTRI, OT 1959-1961, Compte rendu XI<sup>e</sup> congrès, p. 19-20.

<sup>57</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n°9, p. 6-7.

<sup>58</sup> CERMTRI, PSU Textes et circ. de 1962 et 1963, Lettre du sec. féd. Seine-Banlieue du 26/11/1963.

<sup>59</sup> Entretien avec J. Garabuaui le 18/4/2017 et avec J. Kirsner le 30/10/2017.

<sup>60</sup> PINGAUD Etienne, « Le PSU dans les universités parisiennes » dans T. KERNALEGENN, dir., *Le PSU vu d'en bas*, Rennes, PUR, 2009, p. 269-270, GILLET J-C., « Les années grises » dans R. BARRALIS, dir., *Au*

Comme l'avaient prévu les lambertistes, la fin de la guerre d'Algérie amène au PSU une baisse des effectifs et d'après débats sur l'orientation à suivre. Ainsi, le congrès d'Alfortville en février 1963 voit s'affronter quatre principaux textes<sup>61</sup>. Sur la droite du parti, des anciens du PSA et des mendésistes rallient une motion A ouvertement réformiste. Les partisans du texte B se situent au centre, derrière G. Martinet, E. Depreux et S. Mallet. Ils mettent leurs espoirs dans les « couches nouvelles » - les classes moyennes salariées – et prônent la participation aux nouveaux centres de décision économiques ou politiques que le gouvernement veut mettre en place. Les motions C - pilotée par J. Poperen - et E - émanant de la tendance Socialiste-révolutionnaire (S-R) - rallient les minorités de gauche. Elles donnent la priorité à l'action vers la classe ouvrière, la seconde étant un peu plus radicale. Comme le texte B obtient une majorité seulement relative, le parti connaît alors une crise de direction jusqu'au congrès de la Grange-aux-Belles en novembre 1963. La motion B devient alors majoritaire car sa proposition de « contre-plan » - donc d'action à l'intérieur du système actuel - rallie les mendésistes<sup>62</sup>.

Le groupe La Vérité n'apprécie pas les différentes motions selon le clivage gauche-droite mais en fonction de leur attitude envers l'intégration. Cela le conduit à dénoncer le texte B, accusant ses signataires d'être néo-corporatistes et d'appuyer la CFTC. *IO* reproche aux trois autres motions de sous-estimer les menaces d'intégration et donc de ne pas mener une lutte résolue contre la B. Parmi elles, le périodique se montre particulièrement sévère envers le texte E bien que la tendance S-R se dise la plus radicale du PSU. D'ailleurs, elle a pour animateurs M. Bleibtreu et des membres du PCI minoritaire comme M. Lequenne - revenu en 1961 à la IV<sup>e</sup> Internationale et à sa section française. Les lambertistes reprochent à la motion E son aventurisme : elle fixe des objectifs révolutionnaires à une classe ouvrière sur la défensive. De plus, les S-R croient possible une évolution de l'appareil stalinien vers le communisme authentique. A cette motion, les lambertistes préfèrent la motion A, car « elle a le mérite de demeurer réformiste », et surtout la C<sup>63</sup>. Certes, J. Poperen préconise l'unité avec les communistes mais il a toutes les caractéristiques d'un socialiste de gauche et appartient à

---

*cœur des luttes des années soixante*, Paris, Publisud, 2010, p. 90-91 et « Mouvement des MJSU », *Tribune socialiste*, n°145, 20 avril 1963, p. 8.

<sup>61</sup> Le texte D antiatlantique et laïc a une audience marginale.

<sup>62</sup> POPEREN J., *La Gauche...*, op. cit., p. 334-355 et BERGOUNIOUX A., « Le PSU dans la gauche » dans CASTAGNEZ N., *Le PSU-Histoire et postérité*, Rennes, PUR, 2013, p. 96-99.

<sup>63</sup> *IO*, n° 142 et 159, 9/2/1963 et 8/6/1963.



la franc-maçonnerie<sup>64</sup>. Surtout, à la demande de J. Garabua, il ne revendique plus la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Pour le groupe La Vérité, cette officialisation constituerait un préliminaire à l'intégration<sup>65</sup>.

Entre les deux congrès de 1963, les lambertistes du PSU mènent résolument la lutte contre la tendance Depreux-Martinet-Mallet, appelant les partisans des autres motions à expulser les signataires de la motion B. Chez les jeunes, les membres du groupe appartenant aux ESU et JSU se défient de la direction du PSU. A la Pâques 1963, ils parviennent à faire voter dans les conférences nationales de ces deux organismes la fusion en un « Mouvement de la jeunesse socialiste unifiée » revendiquant une pleine autonomie<sup>66</sup>. Dans leur combat contre la motion B, ils enfreignent la discipline du parti. E. Depreux avertit alors C. Berg : « Charles, mais t'es fou ! On va être obligé de te virer »<sup>67</sup>. Peu après, les responsables du PSU dissolvent le bureau des JSU<sup>68</sup>.

Lors du congrès de novembre 1963 des socialistes unifiés, les lambertistes en fraction constatent leur défaite. Ils y font une déclaration solennelle contre la nouvelle direction « intégrationniste » et appellent à la scission. La plupart d'entre eux reviennent alors au groupe La Vérité avec des recrues. Selon la direction de celui-ci, il s'agirait d'une quarantaine de personnes<sup>69</sup> dont une douzaine de jeunes<sup>70</sup>. Seuls quelques-uns demeurent au PSU en observation<sup>71</sup>.

La défiance du groupe La Vérité envers la tendance S-R s'explique pour une bonne part par le rôle important qu'y joue les « pablistes » car le premier continue de dénoncer ces derniers en France et au niveau international comme nous allons le voir.

## La révolution cubaine et l'éclatement du CI

La conférence de Leeds en juin 1958 ne permet pas au CI de prendre un nouveau départ, en conséquence il demeure seulement un lieu de discussion entre quelques sections. Ainsi, il s'avère incapable d'avoir une correspondance un peu suivie avec ses groupes en Amérique latine quand la IVe Internationale forme un réseau mondial avec ses publications et ses

---

<sup>64</sup> Selon sa notice du *Maitron*.

<sup>65</sup> Entretien avec J. Garabua le 18/4/2017.

<sup>66</sup> GILLET J.-C., « Les années grises », *op. cit.*, p. 91 et « Mouvement des MJSU », *Tribune socialiste*, n°145, 20 avril 1963, p. 8.

<sup>67</sup> LANDAIS K., *Passions...*, *op. cit.*, p. 339.

<sup>68</sup> CERMTRI, PSU 1960-1964 2<sup>ème</sup> congrès, Déclaration du courant unitaire au CPN, p. 4.

<sup>69</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, EEMANS L., Bilan de notre action au PSA et au PSU, p. 2.

<sup>70</sup> LANDAIS K., *Passions...*, *op. cit.*, p. 399.

<sup>71</sup> EEMANS L., *Bilan...*, *op. cit.*, p. 3.

instances au fonctionnement régulier. Cette situation s'explique en partie par les divergences entre les membres du CI envers les propositions d'unification renouvelées périodiquement par le SI<sup>72</sup>. Au sein du premier, la section britannique demeure fermement opposée à une réunification avec M. Pablo et ses partisans proches. Elle préconise une discussion politique au niveau international au cours de laquelle elle espère gagner des sections de la IVe comme celles d'Italie – dirigée par Livio Maitan – et de Ceylan<sup>73</sup>. Par ailleurs, les *healyistes* deviennent assez nombreux pour constituer en février 1959 la Socialist labour league (SLL). Celle-ci se veut antistalinienne mais elle appelle aussi à la lutte contre la direction du Parti travailliste et les bureaucraties syndicales. Le groupe La Vérité salue la création de la nouvelle organisation<sup>74</sup> et dans les discussions au CI appuie la SLL contre la section américaine. Il s'inquiète du rapprochement de celle-ci avec M. Pablo. En décembre 1959, la direction lambertiste écrit aux autres membres du comité pour protester contre *The Militant* qui vient de caractériser *La Vérité des travailleurs* et *Quatrième Internationale* comme des publications trotskystes<sup>75</sup>.

De son côté, le SWP continue de critiquer les lambertistes : il les accuse d'être tombé dans l'opportunisme et d'évoluer comme une secte<sup>76</sup>. De même, les relations de ce parti avec la SLL se dégradent encore de 1958 à 1960<sup>77</sup> car il résume désormais la situation internationale par le conflit entre les forces de la révolution socialiste et celles de la contre-révolution capitaliste<sup>78</sup>. Comme M. Pablo en 1951-1952, le SWP met la bureaucratie soviétique dans le premier des deux camps et constate que les trotskystes doivent rejoindre celui-ci. D'ailleurs, la section américaine se félicite des progrès du mouvement communiste et prévoit une croissance plus forte des forces productives en URSS qu'en Occident. Selon elle, cela facilitera l'élimination de la bureaucratie au pouvoir par le prolétariat<sup>79</sup>. En conséquence, le SWP – soutenu par Peng Shuzi – devient au CI le principal partisan d'une réunification. Il prône la tenue d'une commission paritaire avec la IVe afin de conclure un accord politique. Cela devient d'autant plus réalisable que désormais E. Mandel – de nature plus conciliante –

---

<sup>72</sup> CERMTRI, FRANCE COMITE INTERNATIONAL 1953-1964, Lettre de F. de Massot du 17/1/1960 et CERMTRI, PCI SU 1952 à 1960 Bulletins intérieurs, Lettre ouverte aux org. du CI, p. 2.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>74</sup> WHITE J., « Le 1<sup>er</sup> congrès de la SLL », *La Vérité*, n° 517-518, juin-septembre 1959.

<sup>75</sup> CERMTRI, CI 1952 à 1962 Corresp. Fonds G. B, Lettre aux membres du CI du 15/12/1959.

<sup>76</sup> Extraits du c- rendu du CI des 3 et 4/1/1959, *op. cit.*, p. 3.

<sup>77</sup> Réponse au camarade Peng, *op. cit.*, p. 43.

<sup>78</sup> « La lutte mondiale pour le socialisme », (juin 1961), *Informations internationales*, n°8, p. 1, 4 et 26.

<sup>79</sup> CERMTRI, « La lutte mondiale pour le socialisme », *Informations internationales*, n°8, s.d., p. 1, 4 et 26.

remplace M. Pablo comme secrétaire général de la IVe. Cette substitution a pour origine l'arrestation du second à Amsterdam en juin 1960 suite à sa tentative de fabriquer de la fausse monnaie française pour le FLN<sup>80</sup>. Enfin, le SWP comme la IVe constatent qu'ils portent un jugement similaire sur le processus en cours à Cuba.

En janvier 1959, le Mouvement du 26 juillet - dirigé par Fidel Castro - prend le pouvoir dans l'île grâce à une armée de guérilleros. Ensuite, du fait de l'hostilité des Etats-Unis, le nouveau régime se radicalise. Le SWP approuve avec enthousiasme les actions des dirigeants cubains. Pour lui, l'évolution à gauche d'une direction petite-bourgeoise aboutit à l'édification du premier état ouvrier de l'hémisphère occidental. Il prévoit la mise en place prochaine de conseils ouvriers dans l'île. Surtout, la révolution cubaine a un impact très positif sur la situation internationale car les pays coloniaux ou semi-coloniaux s'inspirent de l'exemple cubain et vont probablement l'imiter<sup>81</sup>. Aux Etats-unis même, le SWP mène campagne pour cette révolution à 250 kilomètres de Miami et connaît ainsi sa première vague de recrutement depuis les années 1940<sup>82</sup>.

A partir de janvier 1961, la SLL adopte une position inverse de celle du SWP. Pour elle, il ne s'agit pas de s'unir mais de se délimiter. Le socialisme ne se construira pas automatiquement comme semble le croire les Américains. Il faut constituer de par le monde une vraie direction révolutionnaire en luttant de manière résolue contre les staliniens, les sociaux-démocrates et... les « pablistes ». La section anglaise du CI reproche au SWP de ne plus essayer de convaincre les ouvriers américains et de s'orienter vers une intelligentsia radicale, laquelle soutient à fond le régime castriste. Pourtant, à Cuba, contrairement aux analyses du SWP, il n'existe pas d'état ouvrier. Selon la SLL, la révolution aboutit à la mise en place d'un régime bonapartiste, lequel dirige un état capitaliste. A Cuba, comme ailleurs, il faut un parti prolétarien, expression de l'indépendance politique de la classe ouvrière.

Par rapport à la révolution cubaine, signalons d'abord le silence de la presse lambertiste. Seule la discussion au sein du CI amène le groupe La Vérité à se prononcer publiquement sur ce sujet par trois textes dont un « Rapport et thèses sur la révolution cubaine »<sup>83</sup>. Ces

---

<sup>80</sup> PATTIEU S., *Les camarades...*, *op. cit.*, p. 182-183.

<sup>81</sup> CERMTRI, « La lutte mondiale pour le socialisme », *Informations internationales*, n°8, s.d., p. 1-27.

<sup>82</sup> MOREAU F., *Combats...*, *op. cit.*, p. 176.

<sup>83</sup> Reproduit dans *La Vérité*, n° 590, février 1980, p. 110-134. Les deux autres textes sont « Révolution cubaine : première étape » (signé Francesco Rodriguez), *La Vérité*, n° 522, automne 1961, p. 9-32 et CERMTRI, CI 1952 À 1962 CORRESP. FONDS G. BLOCH, Pour qui le test est-il acide ?, 11 p. Nous avons analysé ces

documents sont de P. Broué, devenu en septembre 1961 responsable de la commission internationale<sup>84</sup>. Le comité central débat du rapport précité et l'approuve avec seulement quelques corrections minimales<sup>85</sup>. Ensuite, toute l'organisation en discute avant de l'adopter en juin 1962, lors de la conférence consacrée aux relations internationales.

Sur la nature de l'état cubain, l'analyse de P. Broué se situe à mi-chemin de celles de la SLL et du SWP. Il constate une dualité de pouvoir entre les débris de l'état bourgeois et des éléments de mobilisation prolétarienne annonçant un état ouvrier. Comme les dirigeants cubains se sont radicalisés sous la pression de l'impérialisme, P. Broué qualifie leur gouvernement d'ouvrier et paysan. Dans le *Programme de transition*, Trotsky nomme ainsi un gouvernement prêt à rompre avec la bourgeoisie. Pour l'avenir, l'intellectuel lambertiste dit ignorer si les autorités cubaines ouvriront la voie à la dictature du prolétariat ou restaureront l'état bourgeois. Les accords passés entre Cuba et l'URSS ne le rendent pas optimiste car il est persuadé que cette dernière cherche un compromis avec les impérialistes sur le dos des travailleurs de l'île. De même, l'influence croissante des communistes cubains dans l'appareil d'état lui semble de mauvaise augure car ils en profitent déjà pour persécuter les trotskystes locaux et les empêcher de s'exprimer. P. Broué les rend responsables de deux mesures prises par les autorités cubaines en mai 1961 : l'interdiction du livre de Trotsky *La révolution permanente* et la saisie de *Voz Proletaria* - le journal des trotskystes cubain, qui ne paraîtra plus<sup>86</sup>. Pour P. Broué, l'emprise soviétique peut empêcher le régime cubain à se muer en état ouvrier.

Par ailleurs, les lambertistes montrent de nouveau dans ces textes leur résistance à la vague tiers-mondiste. Ils se déclarent solidaires des luttes des peuples colonisés. Néanmoins, une fois l'indépendance obtenue, ils prévoient que leurs classes ouvrières auront encore à lutter contre des bourgeoisies nationales corrompues liées aux puissances occidentales. Isolées, elles ne parviendront pas à mener à bien des révolutions socialistes. Pour les lambertistes, il revient aux prolétariats des puissances impérialistes de s'insurger et de tracer ainsi la voie aux classes ouvrières du Tiers monde. Selon P. Broué, la révolution cubaine sera vaincue si elle reste cantonnée dans l'île. D'autres pays d'Amérique latine doivent prendre le

---

textes de manière plus détaillée dans notre article « P. Broué et la discussion sur Cuba », *Dissidences*, n° 11, mai 2012, p. 107-120.

<sup>84</sup> AR, Echange de lettres entre P. Broué et Raoul, octobre 1962.

<sup>85</sup> Lettre de G. Bloch à S. Mage du 9/4/1962, *op. cit.*

<sup>86</sup> « Rapport et thèses... », *op. cit.*, p.122-123.

relais et surtout il faudrait un soulèvement aux Etats-Unis. Dans *La Vérité*, il résume ainsi sa pensée : « Le sort de l'humanité ne se règlera pas dans les sierras mais dans les métropoles industrielles »<sup>87</sup>. D'ailleurs, le changement de société aux Etats-Unis passera par la constitution de conseils ouvriers et non « par l'action de douze fermiers du Minnesota prenant le maquis et se laissant pousser la barbe »<sup>88</sup>. Cette remarque ironique exprime le scepticisme de P. Broué par rapport aux guérillas paysannes.

Nous venons d'indiquer les principaux arguments des lambertistes au cours de la discussion sur Cuba. Ce résumé ne peut pas rendre compte des qualités des textes de P. Broué. Dans ceux-ci, les connaissances et les compétences de l'historien appuient la démonstration du militant. Elles lui permettent d'expliquer la situation actuelle à Cuba à partir des exemples de l'Espagne républicaine en 1936-1937 et de l'Allemagne de 1923. D'ailleurs, l'auteur des thèses du SWP sur Cuba – J. Hansen – reconnaît la qualité des textes émis par le Français pour l'occasion. En particulier, il trouve le rapport précité bien plus lucide et cohérent que les documents britanniques<sup>89</sup>. Pour notre part, nous constatons les efforts de P. Broué pour restituer la complexité des phénomènes sociaux. Néanmoins, nous notons aussi sa volonté d'expliquer les événements internationaux seulement avec la grille d'analyse trotskyste.

Si les sections française et britannique divergent sur la nature de l'état cubain, elles se rejoignent sur l'essentiel : la nécessité d'un véritable parti révolutionnaire dans l'île relié à une direction internationale. Pour elles, la discussion a montré l'actualité des divergences de 1953, la seule nouveauté consistant au ralliement du SWP au « pablisme ». Ainsi, quand ce parti voit en Cuba un état ouvrier, P. Broué juge sa démarche intellectuelle similaire à celle du IIIe congrès mondial de 1951 reconnaissant comme tels la Bulgarie ou l'Albanie<sup>90</sup>. Tout cela explique la satisfaction des Britanniques et des Français de voir se constituer dans le parti américain une opposition, la Revolutionary tendency. Ses dirigeants – Tim Wohlforth et James Robertson – approuvent l'orientation de la SLL et se concertent avec elle<sup>91</sup>. Comme S. Mage se lie au premier, il envoie régulièrement à G. Bloch et P. Broué les textes de la

---

<sup>87</sup> « Révolution cubaine : première étape ? », *op. cit.*, p.32.

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> « Cuba – the acid test », *Bulletin de discussion du SWP*, vol. 24, n°2, janvier 1963, p. 31.

<sup>90</sup> « Rapport et thèses... », *op. cit.*, p. 115 et 125.

<sup>91</sup> ALEXANDER R-J, *International...*, *op. cit.*, p. 864-866.

minorité<sup>92</sup>. Notons l'itinéraire de T. Wohlforth et J. Robertson : ils étaient des cadres de l'organisation de jeunesse shachtmaniste avant de rejoindre le SWP<sup>93</sup>. Le premier conserve des relations avec les dirigeants de son ancienne organisation. De son côté, G. Healy se concerta avec M. Shachtman et lui conseille d'aller voir les lambertistes à Paris<sup>94</sup>. Ces derniers comme les healystes prétendent être plus révolutionnaires que le SWP mais ils demeurent en contact avec M. Shachtman devenu social-démocrate.

En février 1962, le SLL obtient du CI la mise en place de la commission paritaire avec le SI envisagée depuis 1954. Celle-ci se réunit à partir de septembre 1962. Au cours des réunions de la commission, deux blocs antagonistes se constituent. D'un côté, le SI, le SWP, les Suisses, le SLATO et d'autres membres du CI s'associent dans une approbation enthousiaste de la révolution cubaine. Ces organisations conviennent de mettre de côté les divergences passées et de procéder à une réunification lors d'un congrès. Celui-ci se tient en juin 1963, il proclame le rassemblement des trotskystes dans une IV<sup>e</sup> Internationale rénovée où le Secrétariat unifié remplace le SI. De l'autre côté, les sections anglaise et française décident de continuer ensemble la lutte contre le « pablisme ». Elles refusent de participer au congrès de réunification et continuent le Comité international. Toutes deux organisent à Londres en septembre 1963 la seconde conférence du CI. Cette réunion leur permet d'affirmer leur volonté de lutter plus que jamais contre le « pablisme » car, selon elles, cette doctrine continue de guider la IV<sup>e</sup> même si désormais E. Mandel la dirige avec l'appui de L. Maitan et P. Frank<sup>95</sup>.

A ce moment-là, le groupe La Vérité peut apparaître affaibli : il conserve seulement la SLL comme alliée. Néanmoins, les discussions précédemment résumées lui ont permis de s'affirmer au sein du mouvement trotskyste international. La suite de documents qu'il a rédigée pour l'occasion montre son autonomie par rapport à la SLL. Le groupe La Vérité semblait un vassal de cette dernière, il en devient un partenaire. D'ailleurs, P. Lambert le dit à G. Healy : « Nous ne serons pas des pions pour les besoins de la section anglaise »<sup>96</sup>. De fait,

---

<sup>92</sup> Lettre de G. Bloch à S. Mage du 9/4/1962, *op. cit.*

<sup>93</sup> ALEXANDER R.-J., *International...*, *op. cit.*, p. 812.

<sup>94</sup> CERMTRI, FRANCE COMITE INTERNATIONAL 1953-1964, Lettre de G. Healy du 10/10/1961 et du 18/10/1962.

<sup>95</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Compte rendu de la II<sup>e</sup> conférence du CI, 11 p.

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 6.

jusqu'en 1971, le CI restera dominé par leurs deux fortes personnalités. Ils négocieront – plus ou moins laborieusement – des compromis, chacun restant maître de « son » organisation<sup>97</sup>.

Par ailleurs, la discussion sur Cuba amène les intervenants à débattre de la manière de préparer la révolution dans les pays sous-développés et colonisés. Certains d'entre eux en profitent alors pour critiquer le soutien des lambertistes au MNA<sup>98</sup>. Cela conduit P. Lambert à revenir sur les problèmes posés aux trotskystes par la guerre d'Algérie dans deux textes publiés en mars et juillet 1962<sup>99</sup>.

### **Pour tourner la page algérienne**

Le dirigeant du groupe La Vérité admet avoir sous-estimé l'importance de la bourgeoisie algérienne jusqu'en 1958 et en conséquence l'influence qu'elle pouvait avoir sur le MNA. Néanmoins, il limite cette autocritique en citant un texte du PCI majoritaire de mars-avril 1958 reconnaissant l'existence d'une bourgeoisie algérienne même si elle est extrêmement faible. Selon P. Lambert, l'erreur théorique était donc en voie d'être corrigée au printemps 1958. Surtout, il défend la politique menée de 1954 à 1958 en évoquant la volonté des messalistes à se lier avec le prolétariat français et leur préférence pour la lutte en métropole sur les combats dans le maquis<sup>100</sup>. Ce plaidoyer ne paraît pas totalement convaincant car il bouscule la chronologie. Comme nous l'avons vu, le PCI majoritaire n'a pas pris ses distances avec le MNA en mars-avril 1958 mais seulement en octobre.

Si P. Lambert publiait ces textes, il ne souhaitait pas une discussion sur ce sujet à l'intérieur du groupe La Vérité. Il voulait la reporter après le congrès prévu en 1963 et consacrer celui-ci aux tâches à mener - comme en 1957 et 1961<sup>101</sup>. Aussi, il persuade J. Simon – qui regrette la rupture avec les messalistes – de ne pas s'exprimer sur ce sujet pour le moment<sup>102</sup>. Pourtant, malgré les avertissements de P. Lambert, B. Fraenkel lance la discussion en novembre 1962 par un document publié dans le bulletin intérieur. Pour ce militant, la politique menée par le PCI majoritaire de 1954 à 1958 a été « archifausse » car à la fin du conflit il n'y a pas un seul trotskyste algérien et le nom de Lambert est honni là-bas. Le MNA n'a pas failli en 1958 mais bien avant. Pour B. Fraenkel, ce mouvement avait un

---

<sup>97</sup> JUST S., *Comment...*, *op. cit.*, p. 12.

<sup>98</sup> En particulier PENG S., *A propos...*, *op. cit.*, p. 13-15.

<sup>99</sup> « Indépendance nationale et révolution », *La Vérité*, n° 523, hiver 1962, p. 33-42 et sous le pseudonyme de P. Lamotte, « Les enseignements de la révolution algérienne », *Informations internationales*, n° 6, 13 p.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 6-7.

<sup>101</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n°11, « De la confusion et des confusionnistes », p. 1.

<sup>102</sup> SIMON J., *Juif...*, *op. cit.*, p. 249 et 251.

programme « petit-bourgeois radical » avec une direction aussi « prolétarienne » que celle du PCF. Il ne pouvait pas se transformer en parti marxiste révolutionnaire. De plus, il luttait contre l'impérialisme français de manière moins efficace que le FLN. B. Fraenkel conclut qu'il aurait mieux valu mener un travail de fraction à l'intérieur de ce dernier même s'il compense ses critiques en constatant son accord total avec l'action du groupe depuis 1958<sup>103</sup>. Cela n'empêche pas P. Lambert de réagir aussitôt dans un article « De la confusion et des confusionnistes ». Il multiplie les attaques contre B. Fraenkel, l'accusant – entre autres – de révisionnisme, d'être influencé par le « pablisme » et d'abandonner le programme trotskyste<sup>104</sup>. Dans le numéro suivant du bulletin intérieur, G. Bloch poursuit l'offensive par un article « Histoire du derviche aux tiroirs » parodiant *Les Mille et une nuits*. Se voulant humoristique, ce texte se moque de B. Fraenkel décrit comme pédant car exposant sa science « à tout propos, et même hors de propos ». Surtout, G. Bloch présente ses idées comme révisionnistes<sup>105</sup>. A la fin de 1962, cette polémique continue lors d'une assemblée générale du groupe réunissant une cinquantaine de militants. B. Fraenkel s'y trouve isolé<sup>106</sup>.

Cet épisode montre de nouveau les difficultés de la direction du groupe à accepter les critiques car P. Lambert et G. Bloch réagissent par des attaques personnelles contre un militant qui a simplement exprimé son opinion. D'ailleurs, P. Lambert préfère geler ce débat sur l'Algérie, à charge au prochain congrès de la clore<sup>107</sup>. En fait, la discussion ne continuera pas car le XIIe congrès traitera d'un mouvement social inespéré.

### **Un « événement formidable » : la grève des mineurs**

L'échec des négociations entre la direction des Charbonnages de France et les organisations syndicales provoque une grève dans les houillères à partir du 1<sup>er</sup> mars 1963. Sûr de sa force depuis son succès aux législatives de novembre 1962, le chef de l'Etat décide alors de réquisitionner les mineurs. Ceux-ci refusent d'obéir et continuent leur action, déclenchant ainsi un vaste mouvement de solidarité dans le pays. Devant l'agitation sociale qui se répand dans le secteur public par contagion, le gouvernement presse les responsables des

---

<sup>103</sup> « Une autre perspective stratégique dans la révolution algérienne » sous le pseudonyme de Mariategui dans CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n° 11, p. 1-15.

<sup>104</sup> « De la confusion... », *op. cit.*, p. 17-26.

<sup>105</sup> *ED*, n° 12, 9 p.

<sup>106</sup> Entretien avec J. Puyade le 20/12/2017.

<sup>107</sup> « De la confusion... », *op. cit.*, p. 26.



Charbonnages à négocier. En conséquence, un accord est signé le 3 avril accordant des avantages aux mineurs.

Plusieurs causes peuvent expliquer ce mouvement social comme l'inquiétude d'une corporation devant la progression des autres sources d'énergie ou la volonté gouvernementale de limiter les hausses de salaire dans le secteur public<sup>108</sup>. Pour les lambertistes, le Général en est le responsable : il a voulu porter un coup décisif au mouvement ouvrier. Cela l'a conduit à refuser de négocier puis surtout à réquisitionner les mineurs le 2 mars 1963. Si ces derniers avaient obéi, cela aurait facilité l'intégration des syndicats à l'Etat. Selon le groupe La Vérité, leur refus constitue un événement formidable et inattendu qui galvanise tous les travailleurs<sup>109</sup>. Aussi, dès l'échec de la réquisition, *IO* presse les bureaux confédéraux à se réunir et à lancer ensemble un appel à la grève générale afin d'appuyer les mineurs qui continuent leur action<sup>110</sup>. Les lambertistes n'avaient pas lancé de mot d'ordre de ce type depuis 1958.

Au cours du mois de mars, *IO* décrit d'héroïques « gueules noires » attendant l'aide des autres travailleurs<sup>111</sup>. De leur côté, les membres du groupe font de l'agitation en faveur de la grève générale dans tous les lieux où ils militent. Parmi eux, S. Just qui a repris contact avec l'organisation en septembre 1962 lors de la campagne du référendum<sup>112</sup>. Affecté au dépôt RATP de Clichy depuis 1958, il y mobilise des collègues sur l'appel lancé aux directions syndicales. Quand une partie des mineurs de Lorraine vient manifester à Paris le 13 mars 1963, S. Just décide les ouvriers de son établissement à débrayer puis à accueillir les grévistes place des Invalides. Ils y déploient une banderole « Grève générale : c'est l'aide aux mineurs » malgré l'opposition de responsables syndicaux. S. Just relate dans *IO* ce fait d'arme, prétendant que bien des mineurs et des personnes présentes ont applaudi ce slogan<sup>113</sup>. Pourtant, le lendemain, *Le Monde* n'évoque pas la banderole dans sa description du défilé<sup>114</sup>.

Certains militants – S. Just, P. Lambert, C. Berg...- se déplacent à Lens et en Lorraine pour rencontrer les « grévistes »<sup>115</sup>. Néanmoins, ils ne parviennent pas à influencer sur le

<sup>108</sup> POPEREN J., *La Gauche...*, op. cit., p. 291-293.

<sup>109</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Additif p. 1 et *IO*, n° 147, 16/3/1963.

<sup>110</sup> *Ibid.*

<sup>111</sup> En particulier dans les numéros 147 et 148 des 16 et 23 /3/1963.

<sup>112</sup> JUST S., *Comment...*, op. cit., p. 44.

<sup>113</sup> Notice de S. Just dans *Le Maitron* et *IO*, n° 147, 16 mars 1963.

<sup>114</sup> « Une foule nombreuse a acclamé les ouvriers venus de Lorraine », *Le Monde*, n° 5648, 15/3/1963.

<sup>115</sup> Entretien avec C. Berg le 30/10/2017 et *IO*, n° 148, 23 mars 1963.

déroulement des événements et demeurent isolés<sup>116</sup>. La discrétion du groupe La Vérité ne les aide pas : ainsi les tracts appelant à la grève générale sont signés par le CLSR<sup>117</sup>.

Par le plus grand des hasards, le groupe La Vérité tient son XII<sup>e</sup> congrès du 13 au 15 avril 1963<sup>118</sup>. A cause de la grève, les participants manifestent un grand enthousiasme. La direction partage ce sentiment même si, pour elle, ce conflit social n'a pas modifié sensiblement le rapport de force entre les classes établi à la suite du 13 mai 1958. En conséquence, elle continue à donner la priorité à la lutte contre l'intégration<sup>119</sup>. Pourtant, elle reconnaît avoir été surprise par la combativité des mineurs dont peu d'entre eux devaient être membres de partis ou de syndicats. Selon elle, une avant-garde se constitue actuellement parmi les travailleurs et le groupe doit s'y associer. La direction nomme cette jonction « intervenir plus directement dans la lutte de classes »<sup>120</sup>. Pour y parvenir, le congrès fixe une orientation : « vers le travail ouvrier ».

A ce moment, le travail ouvrier du groupe La Vérité comprend deux parties complémentaires : le militantisme syndical – à la CGT, à FO ou à la FEN – et l'activité politique. A propos du premier, la répartition des lambertistes par syndicat peut être appréciée à partir d'un document de la commission ouvrière. Datant de janvier 1963, il concerne 62 travailleurs en RP, les étudiants et les lycéens n'étant pas pris en compte<sup>121</sup>. Voici le nombre d'adhérents par organisation : 21 CGT, 13 SNI, 12 FO, 7 SNES, 1 SPEN (psychologue), 1 FEN, 1 UNEF<sup>122</sup>, 1 CFTC, 1 exclu CGT et 4 inorganisés. Cela montre de nouveau la proportion importante d'enseignants – plus du tiers – parmi les salariés lambertistes. Par ailleurs, le nombre de syndiqués à la CGT demeure supérieur à celui de FO malgré l'influence croissante du groupe La Vérité dans cette confédération. Selon F. de Massot, en mai 1968, les militants de l'OCI seront encore un peu plus nombreux à la première qu'à la seconde<sup>123</sup>.

Revenons en 1962-1963, l'activité politique des lambertistes dans les entreprises consiste alors généralement en la rédaction et la diffusion d'une *CO* complétées par la constitution

---

<sup>116</sup> « Editorial », *BP*, n° 1, printemps 1963, p. 1.

<sup>117</sup> Voir *Les cahiers du CERMTRI*, n° 147, décembre 2012, p. 4.

<sup>118</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de résolution soumis à la commission du 1/11, p. 1.

<sup>119</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Travail ouvrier, p. 4.

<sup>120</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n° 16, p. 3 et Additif, *op. cit.*, p. 1.

<sup>121</sup> CERMTRI, FONDS LEVAZSSEUR, Commission ouvrière et tracts syndicaux, Compte rendu de la réunion du 29/1/1963.

<sup>122</sup> Comme les autres étudiants ne sont pas recensés dans ce document, nous ne comprenons pas la présence de ce syndiqué UNEF.

<sup>123</sup> Entretien avec F. de Massot le 29/6/2011.

d'un GOR<sup>124</sup>. Nous évoquons par ailleurs plusieurs secteurs d'intervention du groupe La Vérité : l'université, le milieu enseignant, le PSU et les auberges de jeunesse. Voilà, en septembre 1962, leurs autres points d'ancrage en région parisienne<sup>125</sup> :

Secteur	Animateur et lieux d'implantation
Métro	S. Just au dépôt de Clichy
Postier CGT/FO	P. Levasseur (FO) A Paris-chèques – centre de traitement des mandats et chèques le plus important de France – et à la Recette principale de Paris <sup>126</sup>
Entreprises de transit	Emilien Dumoulin (CGT)
Travail local Genevilliers	Pas d'information
Radio Télévision française	Id.
Employés FO	P. Lambert
Régie Renault	Jean Lefèvre (FO) Une cellule est reconstituée à la Régie au début des années 1960 <sup>127</sup>
Le Livre	Paul Hirzel (CGT)
Banque (CNEP)	Louis Eemans

A ce moment, les lambertistes diffusent régulièrement des *CO* aux usines FAR, Lavalette, SEV ainsi qu'aux PTT et à la CNEP<sup>128</sup>.

En province, Nantes demeure le pôle lambertiste le plus important. Il comprend des enseignants et des ouvriers<sup>129</sup>.

Constatons que seule une minorité de lieux cités comptent des prolétaires. La direction le déplore : les adhérents arrivés depuis 1959 proviennent surtout des secteurs périphériques de la classe ouvrière et des milieux intellectuels<sup>130</sup>. Ainsi, le document de la commission ouvrière cité précédemment mentionne 21 enseignants et 3 chercheurs au CNRS mais seulement 7 métallurgistes et 2 ouvriers du bâtiment<sup>131</sup>. Nous avons signalé, particulièrement

<sup>124</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Travail ouvrier, p. 1 et 3.

<sup>125</sup> CERMTRI, PCI-OCI Textes pour la formation, Ecole du parti, p. 4.

<sup>126</sup> « Les P et T. », *BP*, n°2, août 1963.

<sup>127</sup> Entretien avec J. Puyade le 20/12/2017.

<sup>128</sup> CERMTRI, Fonds Levasseur, Commission ouvrière et tracts syndicaux, *CO* juin 1962.

<sup>129</sup> « Un autre exemple de travail ouvrier », *BP*, n°2, août 1963, p. 6.

<sup>130</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Travail ouvrier, p. 1.

<sup>131</sup> Compte rendu de la réunion du 29/1/1963, *op. cit.*

aux chapitres III et VII, la valorisation des ouvriers par l'organisation. Déjà, en 1952, le PCI majoritaire décidait de donner la priorité au travail parmi eux<sup>132</sup>. Cette orientation est ensuite réitérée et, en décembre 1962, la direction insiste encore sur l'indispensable « prolétarianisation » de l'organisation<sup>133</sup>.

Après la grève des mineurs, les responsables lambertistes espèrent y parvenir en profitant de la dynamique créée par ce mouvement social. Ils décident ainsi de publier tous les deux mois *Bilans et perspectives (BP)*. Cet organe interne veut permettre aux cellules de mieux connaître et contrôler les activités de leurs membres. Pour cela, chacun de ses numéros comprend des articles de lambertistes sur les milieux professionnels où ils agissent<sup>134</sup>. Surtout, la direction renouvelle sa consigne d'élaborer pour chaque militant une planification de ses activités sur 4 ou 5 semaines. En fait, la priorité au travail ouvrier permet à P. Lambert de réitérer ses appels à la discipline et au contrôle des tâches. Selon nous, l'objectif de prolétarianisation culpabilise et intimide les membres non-ouvriers du groupe. Ils craignent probablement de se voir reprocher des « positions non prolétariennes »<sup>135</sup> s'ils critiquent la direction.

Le nouveau tournant ouvrier du groupe n'aura pas plus de résultats que les précédents comme le constatera D. Renard en novembre 1964 :

« La composition sociale en RP est nettement en défaveur des ouvriers et la tendance va vers l'aggravation. On a une organisation petite-bourgeoise. [... ...] Nous sommes menacés d'une infection comparable à la leucémie ».

Il pressera P. Lambert de réagir par des mesures comme l'arrêt des recrutements non-ouvriers<sup>136</sup> mais ce dernier ne tiendra pas compte de son avis. Au contraire, comme D. Renard refuse la mise en place d'une organisation « large »<sup>137</sup>, P. Lambert l'éliminera du bureau politique et du comité central vers 1964-1966. P. Levasseur lui succédera à la tête de la commission ouvrière<sup>138</sup>. A la direction du groupe, S. Just remplacera D. Renard dans le rôle du militant ouvrier exemplaire. Pourtant, la prévision de ce dernier sera juste : en février 1968, la moitié des lambertistes seront enseignants<sup>139</sup>.

---

<sup>132</sup> Voir chapitre III.

<sup>133</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n° 13, p. 11.

<sup>134</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *BP*, n° 1, « Editorial », p. 1.

<sup>135</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n° 16, p. 15.

<sup>136</sup> CERMTRI, FONDS RENARD, Lettre de D. Renard à P. Lambert du 14/11/1964.

<sup>137</sup> Voir le chapitre XI.

<sup>138</sup> Entretien avec P. Levasseur du 24/10/2008.

<sup>139</sup> CERMTRI, OCI 1968, *ED*, n° 2, février 1968, p. 3.

Revenons aux lendemains de la grève des mineurs. Celle-ci a littéralement « dynamisé » l'organisation aussi la direction décide de l'ouvrir davantage. Ainsi, en juin 1963, *La Vérité* – qui est diffusée dans les kiosques – paraît de nouveau après une suspension de 15 mois. Les lambertistes envoient gratuitement à tous les anciens abonnés ce numéro consacré à la grève des mineurs<sup>140</sup>. Surtout, le 21 juin 1963, les rédacteurs de l'hebdomadaire lambertiste tiennent pour la première fois une réunion publique. Elle est organisée par les « Amis d'*IO* » afin de préserver la semi-clandestinité du groupe. Le périodique considère cette expérience comme un succès car il y aurait eu entre 200 et 250 participants<sup>141</sup>. De plus, comme les ventes d'*IO* augmentent et que le nombre d'abonnés avoisine les 500, le groupe lui joint à partir de février 1964 un supplément mensuel imprimé<sup>142</sup>. Autre exemple d'ouverture après la grève des mineurs : le comité central décide en septembre 1963 que chaque cellule tiendra une fois par mois une réunion avec les liaisons et les sympathisants. Ceux-ci pourraient adhérer ou, au moins, apporter une aide financière<sup>143</sup>. Par ailleurs, ce mouvement social infléchit certaines activités des lambertistes comme nous allons le voir pour celles menées aux auberges de jeunesse.

### **L'éviction de la FUAJ**

A la FUAJ, la situation des lambertistes évolue d'une manière contradictoire depuis la fin de 1961. D'un côté, ils y recrutent de nouveaux membres, particulièrement en région parisienne. Ainsi, en décembre 1961, Denise Emery - secrétaire permanente de la FUAJ en Ile-de-France - accepte la proposition de C. Coustal de participer à un cercle d'étude animé par G. Bloch. Quand il lui est demandé de rejoindre le groupe *La Vérité* elle donne son accord et promet de respecter le secret sur ses membres et ses activités<sup>144</sup>. A la fin de l'été 1962, les lambertistes organisent même un rassemblement d'ajistes à Terrasson – dans le Sud-ouest, lequel leur permet de recruter des jeunes de Paris, de Caen et de la Sarthe. Au même moment, quand D. Emery quitte son poste, ils constatent que la remplaçante pressentie n'appartient pas au groupe *La Vérité*. Ils multiplient alors les pressions et parviennent à faire élire une lambertiste – Anne-Marie Meulen<sup>145</sup>.

---

<sup>140</sup> N° 524, juin 1963, p. 2.

<sup>141</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n° 16, p. 6-7 et *IO*, n° 166, 27 juillet 1963.

<sup>142</sup> « 1000 semaines de combat », *IO*, n° 1000, avril 1981.

<sup>143</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Résolution de septembre 1963, p. 6.

<sup>144</sup> FS, Déposition Denise Hemery de sept. 1963.

<sup>145</sup> *Ibid.*

Par contre, les rapports des lambertistes avec les autres membres de la minorité se dégradent. En 1961, une partie de ceux-ci apprécient les premières concessions de la direction comme le départ du secrétaire général E. Quet<sup>146</sup>. Lors du congrès de la FUAJ en février 1962, la minorité continue de progresser – elle obtient 42% des voix. Cela amène les deux tendances à constituer une commission pour faire le point des désaccords et chercher un compromis. Les lambertistes critiquent cette démarche – les communistes et les catholiques de la majorité aussi<sup>147</sup>. De plus, en région parisienne, les autres membres de la minorité entrevoient les manœuvres d'une organisation politique<sup>148</sup>. Ainsi, ils s'alarment des interventions peu discrètes de L. Bloch qui amènent le groupe La Vérité à lui ordonner de se retirer de la FUAJ<sup>149</sup>. Un peu plus tard, un membre du CA de la Seine - Claude Elipe, ignorant tout du lambertisme - se sent très isolé : il a l'impression d'être entouré de trotskystes ou trotskysants<sup>150</sup>. Lors des réunions de la minorité, les lambertistes se réclament de *Révoltes* et nient toute infiltration d'un parti<sup>151</sup> mais, à l'automne 1962, la crise éclate.

D'abord séduite par les idées du groupe La Vérité, D. Emery prend conscience de sa volonté de manipuler la FUAJ et quitte l'organisation. Comme les lambertistes lancent une campagne de calomnies contre elle<sup>152</sup>, D. Emery raconte tout à R. Sedes<sup>153</sup>. Pressentant un noyautage politique, le dirigeant de la minorité mène alors une enquête auprès des cadres de sa tendance<sup>154</sup>. Il découvre l'ampleur de l'infiltration du groupe La Vérité à la FUAJ mais aussi l'appartenance de son frère Maurice et de sa belle-sœur Maryse à cette organisation. Il est très contrarié que des membres de sa famille participent à cette entreprise fractionniste et demeurera fâché pendant vingt ans avec ces deux parents<sup>155</sup>. Aussitôt, il rédige pour les cadres de sa tendance un réquisitoire contre l'implantation lambertiste aux auberges<sup>156</sup>. Les dirigeants nationaux de la minorité convoquent le 8 décembre 1962 les chefs de la fraction lambertiste à la FUAJ. Ces derniers nient d'abord tout en bloc, se fâchent et usent de violence

---

<sup>146</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, mars 62, p. 2-3.

<sup>147</sup> *Ibid.* et SEDES R., *Quand les auberges...*, *op. cit.*, p. 143-145.

<sup>148</sup> FS, SEDES R., *Rapport...*, *op. cit.*, p. 1.

<sup>149</sup> FS, Dépositions de Jean Dugueperoux et D. Emery ainsi que FS, chronologie.

<sup>150</sup> FS, Déposition de Claude Elipe.

<sup>151</sup> FS, SEDES R., *Rapport...*, *op. cit.*, p. 1.

<sup>152</sup> FS, Déposition Denise Hemery de sept. 1963.

<sup>153</sup> Entretien avec R. Sedes du 24/6/2017.

<sup>154</sup> FS, Lettre de R. Sedes du 4/12/1962.

<sup>155</sup> Entretien avec R. Sedes du 24/6/2017.

<sup>156</sup> FS, SEDES R., *Rapport...*, *op. cit.*, 6 p.

verbale puis reconnaissent certains faits. Désormais rejetés de la minorité<sup>157</sup>, ils tentent une ultime manœuvre pour faire pression sur D. Emery via son compagnon Georges Hellegouarch – ajiste et membre de l'UAS. Cette dernière demande à son militant d'adopter une bienveillante neutralité envers le groupe La Vérité et de participer à une réunion avec P. Lambert et A. Hébert mais il refuse<sup>158</sup>. Lors du congrès de Bagnoux des 15-16 décembre 1962, les dirigeants des deux tendances de la FUAJ – E. Quet et R. Sedes – se réconcilient. Ils font voter par l'assemblée une motion d'orientation commune et se répartissent les places au CD<sup>159</sup>. Mis à l'écart, J. Ribes et J-C. Larnicol peuvent seulement accuser les dirigeants minoritaires de trahir leur tendance et d' « aller à la soupe »<sup>160</sup>. Selon eux, en échange de onze postes de permanents ils acceptent l'intégration. Ainsi, la minorité ne proteste plus contre la présence de la FUAJ au Haut comité de la jeunesse – instance gouvernementale<sup>161</sup>.

Pour la direction lambertiste, les révélations de D. Emery constituent « une véritable catastrophe » mais elle ne regrette pas du tout son noyautage à la FUAJ car elle juge nécessaire ce type d'action pour construire le parti révolutionnaire<sup>162</sup>. En effet, elle se défie des appareils des organisations ouvrières auxquels elle assimile ceux de la FUAJ et de sa minorité. Selon le groupe La Vérité, ils trahissent peu ou prou le prolétariat aussi il n'a aucun compte à leur rendre et mène en leur sein les opérations qu'il juge nécessaire pour atteindre ses objectifs. Surtout, dans leur milieu de travail ses membres doivent songer avant tout à la construction du parti révolutionnaire<sup>163</sup>. Cela les oblige à donner la priorité aux consignes et à la discipline de leur organisation<sup>164</sup>.

A la suite de cet épisode, le groupe La Vérité se refuse donc à amender ses méthodes même s'il en tire quelques enseignements. D'abord, le revirement de D. Emery le confirme dans la nécessité de contrôler avec soin les postulants à l'adhésion. Ensuite, il regrette les assemblées plénières trop fréquentes de la COMAJ car elles réunissaient tous les membres de la fraction en région parisienne. Cela favorisait la divulgation des décisions et des secrets de l'organisation. Il juge bien plus efficace la mise en place du bureau de cette commission qui a correctement informé et transmis les directives aux militants. Pour la direction lambertiste,

---

<sup>157</sup> FS, *Minorité informations*, Rapport résultant de la confrontation du 8/12/1962.

<sup>158</sup> FS, Déposition G. Hellegouarch.

<sup>159</sup> SEDES R., *Quand..., op. cit.*, p. 145.

<sup>160</sup> FS, Lettre de M. et J. Freschu.

<sup>161</sup> CERMTRI, Auberges 58-64, texte du 9/10/1963.

<sup>162</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Après le congrès des AJ, p. 3.

<sup>163</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Après le congrès des AJ, p. 1.

<sup>164</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de règlement sur la sécurité, p. 3.

cela prouve l'intérêt de mettre en place des organismes intermédiaires<sup>165</sup>, donc de perfectionner son appareil.

Après le congrès de Bagneux, les lambertistes de la FUAJ croient encore possible un « redressement » de celle-ci. Ils se proclament seuls défenseurs de l'idéal ajiste<sup>166</sup> et réclament – en vain – de participer aux commissions nationales de la Fédération<sup>167</sup>. Malgré cela, ils se trouvent de plus en plus marginalisés. Ainsi, en Ile-de-France, leurs élus au conseil d'administration se trouvent en conflit avec ceux liés au CD. En conséquence, la région se trouve paralysée<sup>168</sup>. Pour la direction du groupe La Vérité, l'éviction de ses militants de la FUAJ surviendra bientôt<sup>169</sup> mais elle sait comment les employer. Elle veut appliquer l'orientation du XIIe congrès vers les inorganisés<sup>170</sup> et observe que nombre de jeunes dans ce cas constituent en fait des « bandes » dénoncées par la grande presse. Celle-ci nomme « blousons noirs » ses membres et les décrit comme des voyous<sup>171</sup>. Néanmoins, le bureau politique se refuse à aggraver la dispersion de son travail vers la nouvelle génération, déjà éclaté entre plusieurs acteurs : FUAJ, CLER, normaliens, JSU, UEC... Tout cela amène le comité central en juin 1963 à centraliser ses efforts en ouvrant la perspective d'un Comité de liaison des jeunes révolutionnaires (CLJR) une structure large, ouverte à tous les jeunes décidés à combattre le régime capitaliste, qu'ils appartiennent ou non à une instance politique ou syndicale<sup>172</sup>. Les membres de ce comité devront discuter et soutenir des actions contre l'intégration des organisations de jeunesse à l'Etat<sup>173</sup>. En fait, les lambertistes jugent prématurée la création d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse<sup>174</sup>, ils escomptent que le CLJR en sera l'embryon comme en 1956-1957 le CLADO devait l'être par rapport au parti révolutionnaire à construire.

Le comité central veut faire de *Révoltes* le catalyseur de la construction du CLJR à cause de son audience et de la diversité de ses contacts. Pour cela, la revue doit davantage se préoccuper des luttes politiques des jeunes contre le régime bourgeois et devenir l'équivalent

---

<sup>165</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Après le congrès des AJ, 3 p.

<sup>166</sup> FS, Novembre 1963.

<sup>167</sup> FS, Lettres de J-C. Larnicol du 21/1/1963 et de M. Sedes du 22/1/1963.

<sup>168</sup> FS, Lettre d'Aimé Skoutelsky du 23/9/1963.

<sup>169</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, après le congrès des AJ, p. 1-2.

<sup>170</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de résolution soumis à la commission jeunes du 1/11, p. 1.

<sup>171</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n°15, p. 3.

<sup>172</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de résolution soumis à la commission jeunes du 1/11, p. 1.

<sup>173</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Contre la mainmise de l'Etat sur les jeunes, p. 4-5.

<sup>174</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de résolution sur l'orientation du travail jeunes, p. 4.



de *IO* pour la nouvelle génération. En conséquence, la direction lambertiste procède à l'élargissement de son comité de rédaction à des non-ajistes et prévoit la publication d'un supplément mensuel à *Révoltes* pour alimenter la discussion autour de la construction du CLJR<sup>175</sup>. Ce sera le *Bulletin de liaison des lecteurs de Révoltes* (BLLR), ronéotypé.

Cette orientation vers le CLJR suscite de l'incompréhension dans le groupe La Vérité, obligeant la direction à réitérer ses consignes<sup>176</sup>. De plus, les lambertistes de la FUAJ se trouvent en difficulté car en septembre 1963 le CD mène à son tour une enquête à leur sujet. A son issue, le comité aboutit à la même conclusion que R. Sedes : le groupe La Vérité mène une opération de noyautage dans la Fédération<sup>177</sup>. Comme le notera J-M. Brohm : « la hantise d'un appareil, c'est l'entrisme : c'est d'être pénétré par un autre appareil »<sup>178</sup>. Celui de la FUAJ – en l'espèce son CD, mêlant anciennes majorité et minorité – sévit donc contre les lambertistes. Il interdit formellement la vente ou la diffusion de *Révoltes* dans les auberges<sup>179</sup>, dissout l'Association interdépartementale de la région parisienne – groupant Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise, exclut ses adhérents qui ont participé au noyautage et demande aux fédérations provinciales d'éliminer les fautifs<sup>180</sup>. Comme trois d'entre elles – Loire-Atlantique, Sarthe et Calvados – refusent d'obéir, la direction de la FUAJ leur retire l'agrément et prend le contrôle de leurs auberges<sup>181</sup>. Les lambertistes intervenaient aussi en Puy-de-dôme, dans l'Hérault – à Montpellier – et au Pas-de-Calais à Lens – mais les responsables fédéraux y mettent fin plus aisément<sup>182</sup>. Comme cela était prévisible, parmi les départements cités il y a ceux où le groupe La Vérité est implanté. La Sarthe et le Calvados sont cités car J. Ribes milite dans le premier et deux ajistes venus au lambertisme – Monique Chandor et Pierre Ducandas – dans le second<sup>183</sup>. Parmi les exclus, signalons le métallurgiste nantais Yvon Rocton, condamné par le CD à cause de son activisme. Il demeurera lambertiste et s'illustrera en mai 1968 dans la grève de Sud-Aviation où il travaille<sup>184</sup>.

---

<sup>175</sup> EC26, *ED*, n°15, p. 5.

<sup>176</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de résolution sur l'orientation du travail jeunes, p. 1.

<sup>177</sup> FS, Lettre d'Aimé Skoutelsky du 23/9/1963.

<sup>178</sup> QUINON M., *La réception...*, Annexes, p. 47.

<sup>179</sup> FS, les exclus, 6/11/1963.

<sup>180</sup> FS, Lettre d'Aimé Skoutelsky du 23/9/1963.

<sup>181</sup> FS, Lettre d'Aimé Skoutelsky du 18/10/1963.

<sup>182</sup> FS, Note sur l'organisation d'un groupe politique trotskyste au sein de la FUAJ, 1/7/1963.

<sup>183</sup> FS, *FUAJ Bulletin spécial d'information du 25/10/1963*.

<sup>184</sup> Selon sa notice du *Maitron* et celle du *Monde* daté du 14/10/2008.

Les lambertistes de la FUAJ réagissent à ces mesures de la même manière que lors de leur élimination de la minorité : ils protestent énergiquement. Selon eux, le haut-commissariat à la jeunesse est intervenu auprès du CD contre l'équipe de *Révoltes* et, pour plaire à cette instance gouvernementale, la direction de la Fédération a monté une machination. Un noyautage de la FUAJ se produit actuellement mais il n'est pas de leur fait, le CD le mène au profit de l'Etat gaulliste<sup>185</sup>. Par ailleurs, les exclus exigent de s'expliquer devant le congrès de la Fédération à Poitiers du 9 au 11 novembre 1963. Ils diffusent un communiqué à tous les délégués leur demandant de tenir un débat sur ce sujet<sup>186</sup>. Bien entendu, le CD s'y oppose et refuse tout appel à ses décisions concernant les trotskystes. Les ajistes lambertistes et leurs sympathisants viennent à Poitiers mais la direction de la FUAJ les empêche de s'exprimer devant l'assemblée, aidée d'un service d'ordre majoritairement constitué de communistes. En séance, l'instituteur Raymond François de l'École émancipée réclame en vain l'audition des exclus. Dépités, ces derniers distribuent des tracts aux délégués leur demandant de quitter le congrès<sup>187</sup> mais ce mot d'ordre a peu d'effet<sup>188</sup>.

Dans son commentaire de ces journées, *IO* se déchaîne contre la direction de la FUAJ, traitant R. Sedes de Juda et E. Quet de calomniateur<sup>189</sup>. Selon l'hebdomadaire, ce congrès marque l'intégration de la Fédération à l'Etat. En fait, après quelques heurts, les rapports entre le pouvoir gaulliste et les associations de jeunes se sont normalisés et la Fédération ne deviendra pas un organisme étatique<sup>190</sup>. Par contre, l'ajisme éducatif défendu par l'ancienne minorité disparaîtra et les auberges de jeunesse se transformeront peu à peu en hôtels bon marché<sup>191</sup>.

Le groupe La Vérité disposait d'une quarantaine de militants dans la FUAJ au début de 1963<sup>192</sup>. Quand ils quittent la Fédération, ils parviennent à entraîner une dizaine de nouveaux adhérents<sup>193</sup> et conservent *Révoltes*. Une partie d'entre eux veut continuer le combat dans le secteur des loisirs en créant l'Union laïque des groupes ajistes (ULGA). Celle-ci n'aura

---

<sup>185</sup> CERMTRI, Auberges 58-64, Lettre du 9/10/1963 et FS, Les exclus, 6/11/1963.

<sup>186</sup> FS, Communiqué à tous les délégués du congrès.

<sup>187</sup> « Les valets... », *IO*, n°179, 16/11/1963.

<sup>188</sup> Dans son compte rendu, « Le congrès des AJ... » - n°5855 du 14/11/1963, *Le Monde* ne parle pas de ces incidents.

<sup>189</sup> « Les valets... », *IO*, n°179, 16/11/1963.

<sup>190</sup> SEDES R., *Quand...*, *op. cit.*, p. 135-136.

<sup>191</sup> Notice *Maitron* d'E. Quet et entretien avec R. Sedes le 24/6/2017.

<sup>192</sup> Estimation d'après « Réflexions » dans AS, *BI du CD*, n°117, 12/3/1963.

<sup>193</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Après le congrès des AJ, p. 1.

d'existence qu'en région parisienne et va péricliter à cause de l'ostracisme de la FUAJ et du scepticisme du groupe La Vérité<sup>194</sup>. Pour celui-ci, les exclus doivent désormais construire le CLJR avec les autres jeunes non-ajistes de l'organisation sous le contrôle politique de la commission jeunes dirigée par J. Ribes<sup>195</sup>.

Malgré l'insistance de la direction lambertiste, le tournant vers le CLJR va se révéler laborieux<sup>196</sup>. Ainsi, à partir de novembre 1963, le groupe publie chaque mois le supplément à *Révoltes* afin de faire campagne pour le nouvel organisme mais ses 800 exemplaires se vendent difficilement<sup>197</sup>. Surtout, l'appel pour constituer le CLJR ne sera publié qu'en avril 1964 dans le n°19 de la revue, signé par des responsables de celle-ci ainsi que des membres des AJ, du CLER, du SNI et des JSU-ESU<sup>198</sup>. Ces difficultés s'expliquent par l'incompréhension des militants par rapport aux tâches à effectuer<sup>199</sup>. De plus, de nombreux lambertistes préfèrent donner la priorité à l'action dans les entreprises et les syndicats tandis que d'autres ne voient pas l'utilité d'un travail en direction de la jeunesse<sup>200</sup>. Enfin, les jeunes du groupe La Vérité constatent qu'il est plus aisé d'intervenir dans des groupes ajistes déjà rompus à une certaine sociabilité et à pratiquer des activités culturelles collectives qu'auprès de jeunes inorganisés<sup>201</sup>. En fait, exclus de la FUAJ, les premiers ne disposent plus d'un appareil dans lequel pénétrer. La culture militante lambertiste s'oriente désormais davantage vers l'implantation dans des organismes existants que dans la création de mouvements nouveaux. Ainsi, ils se sont insérés à la FUAJ et à FO, bientôt à l'UNEF. Cela amènera H. Weber à les traiter de parasites dans les organisations du mouvement ouvrier<sup>202</sup>.

Constatant le peu de résultats de la commission jeunes, la direction reproche à J. Ribes son manque de rigueur et son refus de tourner la page de l'ajisme<sup>203</sup>. En effet, ce dernier accepte difficilement l'arrêt de la revue après son n°19 et démissionne de son poste au printemps 1964<sup>204</sup>. Désormais, il assurera la formation des militants avec G. Bloch et l'animation des

---

<sup>194</sup> FS, *Bulletin d'information du CD*, n° 133, 11/1/1964 et CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Document de Rivière (J. Ribes) pour la conférence jeunes, p. 11.

<sup>195</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *ED*, n°15, p. 5-6.

<sup>196</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de résolution soumis à la CJ du 1/11, 3 p.

<sup>197</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Note sur *Révoltes*, p. 2.

<sup>198</sup> Pages 3-6.

<sup>199</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Document de Rivière (J. Ribes) pour la conférence jeunes, p. 6.

<sup>200</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Clément (X. Mourre), Sur notre travail jeunes, p. 1.

<sup>201</sup> CERMTRI, OCI 1967, *ED*, vol.2, n°7, p. 10.

<sup>202</sup> WEBER H., *Qu'est-ce que l'AJS ?*, *op. cit.*, p. 50-52.

<sup>203</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Clément (X. Mourre), Sur notre travail jeunes, p. 1.

<sup>204</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, *Révoltes* et le travail « jeunes », 8 p.

camps d'été. Pour cette dernière tâche, il se souvient d'avoir été assisté par Lionel Jospin, récemment recruté par B. Fraenkel<sup>205</sup>.

La direction doit tenir en septembre 1964 une conférence spécifique sur le travail jeunes et en nommer un nouveau responsable : Xavier Mourre auquel succèdera Claude Chisserey<sup>206</sup>. De plus, P. Lambert affecte à d'autres tâches les anciens de *Révoltes* – dont M. Sedes – et pour le travail jeunes promeut des adhérents récents, plus disposés à se battre contre l'appareil du PCF dans les banlieues ouvrières – comme C. Berg – ou à l'intérieur de l'UEC – tel Claude Chisserey<sup>207</sup>. Pourtant, les difficultés du groupe La Vérité à rassembler des jeunes inorganisés au sein d'un CLJR persisteront. Devenue OCI en décembre 1965, il parviendra seulement à constituer des groupes *Révoltes* composés de jeunes lambertistes et de leurs sympathisants proches<sup>208</sup>. A la suite des événements de mai-juin 1968, le gouvernement les dissoudra avec onze autres groupements révolutionnaires – dont l'OCI. Néanmoins, dès septembre 1968, les lambertistes proclameront leur nouvelle organisation de jeunesse, l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS) dirigée par C. Berg.

Si la mise en place des CLJR se révèle laborieuse par contre le CLER s'y intègre de façon relativement aisée<sup>209</sup> car il se trouve dans une dynamique de progression que nous allons examiner.

## Le développement du CLER

Au cours de l'année universitaire 1962-1963, le CLER compte un peu plus d'une quarantaine de membres dont une petite vingtaine appartient au groupe La Vérité. Cet effectif semble modeste mais ce noyau entretient beaucoup de contacts – y compris en province – et commence à essaimer dans de nombreuses disciplines<sup>210</sup>.

A l'université, le CLER intervient surtout au sein de l'UNEF. Il devient l'organisation de jeunesse où les lambertistes recrutent le plus<sup>211</sup>. Pour mémoire, l'UNEF se structure sur la base des académies : dans toutes les villes universitaires une Association générale (AG) regroupe les syndiqués. L'UNEF correspond à une fédération de ces organismes. Paris

---

<sup>205</sup> Entretien avec J. Ribes le 25/9/2009.

<sup>206</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de résolution sur l'application des tâches et CERMTRI, OCI 1967, *ED*, vol. 2, n°11, p. 1-2.

<sup>207</sup> Entretien avec Jacques Kirsner (C. Berg) le 30/10/2017.

<sup>208</sup> CERMTRI, OCI 1967, *ED*, vol. 2, n°7, p.9.

<sup>209</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Rapport de J. Ribes.

<sup>210</sup> « 1er bilan », *op. cit.*, p. 29-31.

<sup>211</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Bilan critique du CLER, p. 1.

constitue une exception : chacune de ses facultés forme directement une AG. Citons dans ce cas la Fédération des groupes de lettres (FGEL). Elle constitue un rassemblement de groupes d'études (philosophie, histoire, psychologie...) car elle compte plus de 30 000 étudiants<sup>212</sup>. Elle est vue à l'époque comme le cœur de l'Université française<sup>213</sup>. Par ailleurs, l'UNEF tient chaque année un congrès à Pâques.

Le CLER respecte la structure syndicale en réunissant ses militants par cercle, chacun représentant une discipline. La direction du comité comprend les délégués des structures de base, un secrétaire et le responsable de l'appareil technique (ronéo...). Ce dernier s'avère très important car le *Bulletin de liaison des étudiants révolutionnaires (BLER)* constitue le principal lien entre les membres du comité. Malgré les consignes de la direction lambertiste, il ne paraît pas régulièrement<sup>214</sup>. Le tirage de chaque numéro atteint 350 exemplaires mais le trésorier peine à recouvrer l'argent auprès des diffuseurs<sup>215</sup>. Par ailleurs, la Comète ne coordonne plus la fraction lambertiste du CLER en assemblée plénière mais délègue cette tâche à un bureau de cinq membres. La direction juge cela plus efficace et plus sûr<sup>216</sup>. Dans ce secteur aussi, l'appareil s'étoffe.

En 1961-1963, l'UEC se désintéresse provisoirement de l'UNEF, agissant plutôt dans le FUA ou le Mouvement de la Paix<sup>217</sup>. Le CLER en profite : ses militants diffusent des tracts ou le *BLER*. Surtout, ils prennent la parole dans les assemblées générales des groupes d'études et des AG. Ensuite, ils candidatent aux bureaux et commissions de ces instances. Ainsi, dès l'automne 1961, Jean-Pierre Bakhouche parvient à se faire élire président du groupe de propédeutique qui essaime l'année suivante dans différentes disciplines de cette faculté : psychologie, philosophie, histoire, langues... Disposant du savoir-faire des lambertistes, le CLER parvient à contrôler plusieurs groupes d'études et trois de ses membres – dont J-P. Bakhouche et Jean Puyade – siègent au bureau de la FGEL<sup>218</sup>. Au début de 1963, il dispose d'assez de forces pour intervenir dans les débats de l'UNEF que nous allons résumer.

Le syndicat étudiant était « en pointe » contre la guerre d'Algérie, entraînant les organisations de gauche à lutter pour des négociations avec le FLN. La paix le déstabilise,

<sup>212</sup> « 1<sup>er</sup> bilan... », *op. cit.*, p. 25.

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 29 et CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Les tâches de la Comète, p. 7.

<sup>214</sup> « 1<sup>er</sup> bilan... », *op. cit.*, p. 29-30 et 32.

<sup>215</sup> Bilan..., *op. cit.*, p. 3.

<sup>216</sup> Les tâches de la Comète, *op. cit.*, p. 1.

<sup>217</sup> *Ibid.*, p. 4-5 et entretien avec Jean Puyade le 20/12/2017.

<sup>218</sup> « 1<sup>er</sup> bilan... », *op. cit.*, p. 27-28, CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Les tâches de la Comète, p. 8-9 et entretien avec J. Puyade le 20/12/2017.

provoquant une baisse des effectifs et une crise d'identité sur les objectifs à atteindre. Il se divise désormais en trois tendances. D'abord, une droite prône le retour à l'apolitisme et, bien entendu, le CLER condamne cette orientation. La direction de l'UNEF se situe au centre. Elle veut rétablir le dialogue avec le gouvernement et continuer à gérer les œuvres universitaires tout en menant des actions revendicatives. Le CLER reproche à ce centre sa modération mais aussi sa composition : il rassemble des anciens des Jeunesses étudiantes chrétiennes (JEC), des membres de la minorité CFTC et des « modernistes » du PSU. Les lambertistes apprécient peu ces militants. Enfin, signalons la constitution d'une « gauche syndicale » à l'UNEF, soucieuse d'exploiter le mécontentement des étudiants face à des conditions matérielles difficiles<sup>219</sup>. Ces années-là, leur nombre connaît une croissance spectaculaire et, comme le gouvernement n'en a pas pris la mesure, l'université manque de professeurs et de locaux. De plus, la pédagogie de l'enseignement supérieur apparaît vieillotte et inadaptée<sup>220</sup>. La gauche veut utiliser ce malaise étudiant pour déclencher une réaction en chaîne qui déstabilisera la société française.

Pourtant, malgré la volonté subversive de cette tendance, le CLER s'oppose farouchement à elle<sup>221</sup> et cela pour plusieurs raisons. D'abord, à cause de la connivence de la gauche syndicale avec la direction de l'UEC car les lambertistes jugent celle-ci réformatrice et doutent de son antistalinisme proclamé. Ensuite, la gauche refuse de donner la priorité à la lutte contre l'intégration à l'Etat. De plus, le CLER lui reproche de rabaisser le rôle du prolétariat ouvrier et d'élever le syndicalisme étudiant au rang de mouvement d'avant-garde révolutionnaire. Cela a pour conséquence d'imposer une ligne politique à l'UNEF sans se soucier de l'indépendance du syndicat. Enfin, cette tendance compte nombre d'étudiants en sciences sociales, partisans de la dynamique de groupe et les lambertistes ne cessent de critiquer cette nouvelle méthode et de dénoncer le « verbiage gauchiste » des psychosociologues. Ils assimilent cette tendance de l'UNEF à la gauche moderniste et faussement radicale qu'ils ont déjà dénoncé à l'UGS et au PSU<sup>222</sup>.

L'intervention du CLER dans l'UNEF se concentre d'abord dans la FGEL, dominée par la gauche. Les membres du comité y rédigent un contre-programme pour le congrès du syndicat

---

<sup>219</sup> HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, *Génération I*, Paris, Le Seuil, 1987, p. 185 et MONCHABLON A., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 138-142.

<sup>220</sup> BERSTEIN S., *La France...*, *op. cit.*, p. 304-307.

<sup>221</sup> DE MAUPEOU-ABBOUD., *Ouverture...*, *op. cit.*, p. 204.

<sup>222</sup> *Ibid.*, p. 158, CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Mars 1962, et CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Les tâches de la Comète, p. 4-9.

étudiant prévu en avril 1963 à Dijon. Comme ce texte insiste sur le danger d'intégration de l'UNEF à l'Etat, le bureau de la FGEL – dirigé par le président de la Fédération, Antoine Griset – dénonce le fractionnisme et l'incompétence des membres du CLER. En mars 1963, il élimine les trois membres de ce dernier – dont J-P. Bakkouche et J. Puyade – de la délégation FGEL pour le congrès du syndicat<sup>223</sup>. Cela provoque la rupture entre la gauche syndicale et le CLER. Celui-ci proteste vivement et diffuse une lettre ouverte aux congressistes où il se déclare victime des manœuvres bureaucratiques d'A. Griset<sup>224</sup>.

Désormais, le CLER entreprend de constituer une tendance dans l'UNEF ayant pour principale orientation la lutte contre l'intégration. Son premier objectif sera le retrait des représentants du syndicat aux organismes du plan. En décembre 1963, le comité diffuse un texte signé de huit personnalités, représentant à peu près toutes les AG parisiennes, appelant les militants du syndicat à constituer cette tendance. Par ailleurs, le CLER prend des contacts en province pour assurer son extension au niveau national. Le groupe La Vérité prévoit déjà que la tendance à naître se liera avec celles qu'il contrôle – à la FUAJ et à FO – ou influence beaucoup – comme l'École émancipée<sup>225</sup>. De plus, il escompte qu'elle libérera le CLER d'une partie de ses activités syndicales au profit de ses activités politiques<sup>226</sup>. Parmi celles-ci, il abandonne le travail de fraction aux ESU - comme évoqué précédemment - mais il juge prioritaire d'agir vers l'UEC. En effet, depuis la manifestation d'octobre 1960, le conflit de sa direction avec la fraction dirigeante du PCF ne cesse de s'aggraver. A partir de mai 1963, cette dernière entreprend de normaliser la situation de son organisation étudiante. Elle y parviendra seulement en mars 1965, lors du VIII<sup>e</sup> congrès de celle-ci<sup>227</sup>.

Les lambertistes veulent profiter de cette crise de l'UEC pour en récupérer les meilleurs éléments<sup>228</sup>. Pour cela, ils disposent essentiellement de trois moyens : le bulletin du CLER, le travail de fraction et le Cercle d'études marxistes (CEM). Fonctionnant depuis janvier 1963, ce dernier est l'héritier du Centre d'études marxistes évoqué au chapitre X. Il en conserve les mêmes animateurs – G. Bloch et P. Broué – et la même organisation. Par le CEM, les lambertistes veulent afficher leur vision du marxisme au Quartier latin et lier leur travail

---

<sup>223</sup> « 1<sup>er</sup> bilan... », *op. cit.*, p. 27-29 et CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Les tâches de la Comète, p. 8-9.

<sup>224</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Pour la démocratie syndicale, 3 p.

<sup>225</sup> « 1<sup>er</sup> bilan... », *op. cit.*, p. 31-32 et CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Les tâches de la Comète, p. 9-10.

<sup>226</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>227</sup> MATONTI F. et PUDAL B., « L'UEC ou l'autonomie confisquée » dans *Mai-Juin 1968* sous la dir. de DAMAMME D., GOBILLE B., MATONTI F. et PUDAL B., Paris, L'Atelier, 2008, p. 130-142.

<sup>228</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Résolution sur les tâches de la Com. Jeunes, p. 2-3.

étudiant avec les autres secteurs de la jeunesse où ils agissent : les normaliens, les jeunes enseignants et les ajistes<sup>229</sup>. Le cercle rencontre un certain succès<sup>230</sup> et chacune de ses séances attire entre 50 et 70 personnes. Par ailleurs, nous avons signalé le travail de fraction entrepris par le groupe La Vérité à l'UEC. En 1964, trois de ses militants y appartiennent mais un seul – C. Chisserey – y agit vraiment<sup>231</sup>. Pourtant, les efforts des lambertistes vers l'UEC ne seront pas récompensés car les exclus de cette Union rejoindront plutôt la JCR ou les maoïstes<sup>232</sup>.

Outre ses activités à l'UNEF et à l'UEC, le CLER intervient à la cité universitaire d'Antony à partir d'octobre 1961. Son premier militant est Pierre Masure, lambertiste et membre du PSU<sup>233</sup>. Il parvient à constituer un groupe d'une douzaine d'étudiants dont deux appartiennent au comité d'administration de l'association des résidents. Ces militants participent à une grève des loyers. Signalons aussi leurs interventions dans toutes les réunions publiques qui se produisent à la cité<sup>234</sup>.

Au début de 1964, le groupe La Vérité constate avec satisfaction la progression du CLER : désormais il jouit d'une bonne implantation au Quartier latin où il est connu de tous<sup>235</sup>. Surtout, l'organisation lambertiste pressent les possibilités de développement du comité. Elle explique cela par la combativité étudiante et le discrédit du PCF<sup>236</sup>. Selon nous, le discours lambertiste intéresse des étudiants politisés, antistaliniens affirmés et aspirant à une certaine radicalité. Sur ces thèmes, il n'y a guère de concurrence car le PCI minoritaire et Voix communiste agissent au sein de l'UEC et, par crainte de l'exclusion, ils ne mènent pas de lutte ouverte contre la direction du PCF. De plus, la SFIO et VO n'interviennent pas à l'université. Les étudiants lambertistes reconnaissent leur proximité avec certains membres du PSU mais les divisions de celui-ci paralysent son action<sup>237</sup>.

Le CLER profite aussi d'une meilleure image du trotskysme dans les milieux intellectuels. Dans les années 1950, Trotsky était devenu une sorte d'auteur maudit. Son vieux

---

<sup>229</sup> « 1<sup>er</sup> bilan... », *op. cit.*, p. 29.

<sup>230</sup> Archives de la Préfecture de police, G<sup>A</sup> br7, *La tendance lambertiste au sein du mouvement trotskyste français*, p. 4.

<sup>231</sup> CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Projet de résolution sur l'application des tâches décidées par le XIII<sup>e</sup> congrès, p. 13-14 et entretien avec J. Puyade le 20/12/2017.

<sup>232</sup> DE MAUPEOU-ABBOUD N., *Ouverture...*, *op. cit.*, p. 205.

<sup>233</sup> MASURE Pierre, *Un long chemin*, *op. cit.*, p. 109-110.

<sup>234</sup> « 1<sup>er</sup> bilan... », *op. cit.*, p. 27-30 et CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Les tâches de la Comète, p. 7.

<sup>235</sup> « Questions aux camarades étudiants », *BP*, n°3, fév. 1964, p. 3.

<sup>236</sup> « 1<sup>er</sup> bilan... », *op. cit.*, p. 32 et CERMTRI, 1962 À 1964 OT, Les tâches de la Comète, p. 7.

<sup>237</sup> « 1<sup>er</sup> bilan... », *op. cit.*, p. 26.



compagnon de lutte A. Rosmer ne trouvait pas d'éditeur pour ses ouvrages<sup>238</sup>. Après le XXe congrès et Budapest cette situation évolue, en particulier parmi les étudiants. Nombre d'entre eux constatent les impasses de la révolution russe et les méfaits de la bureaucratie stalinienne<sup>239</sup>. Ils s'intéressent donc à Trotsky, opposant historique à Staline et assassiné par un agent soviétique. Des ouvrages favorables au premier paraissent alors, comme le début de sa monumentale biographie par Isaac Deutscher<sup>240</sup>. Après des décennies de mensonges et de calomnies, cet auteur restitue enfin le rôle véritable de Trotsky. Au printemps 1963, P. Broué publie *Le Parti bolchévique* relatant l'histoire du parti communiste russe de sa fondation sous le tsarisme jusqu'au début des années 1960<sup>241</sup>. Parmi les nombreux apports de cet ouvrage, signalons le rappel de la liberté de discussion existant dans cette organisation du vivant de Lénine. L'ouvrage obtient un certain écho<sup>242</sup> et *IO* lui consacre trois numéros<sup>243</sup>. Les cercles UEC d'histoire et de sociologie organisent même une conférence-débat autour du livre le 6 février 1964. 250 jeunes viennent assister à l'exposé de P. Broué et manifestent leur intérêt<sup>244</sup>. *Le parti bolchévique* fournira bien des arguments aux étudiants lambertistes.

Les années suivantes, le CLER se développera considérablement à cause de son engagement contre le plan de réforme de l'enseignement supérieur impulsé par le ministre Christian Fouchet. Cela lui permettra de prendre la direction de sections syndicales et d'imposer au bureau national du syndicat étudiant certains de ses mots d'ordre<sup>245</sup>. En avril 1968, le CLER se transformera en Fédération des étudiants révolutionnaires (FER). Lors de la « nuit des barricades » des 10-11 mai 1968, les membres de cette dernière appelleront les étudiants à ne pas affronter la police mais à préparer une manifestation de masse avec les organisations ouvrières<sup>246</sup>. Ce repli au sein du prolétariat est habituel aux lambertistes mais sera très critiqué par les autres groupes d'extrême gauche, particulièrement la JCR qui s'est illustrée au cours de cet épisode<sup>247</sup>. La FER sera dissoute le 12 juin 1968 comme l'OCI.

<sup>238</sup> GRAS C., *Alfred Romer...*, *op. cit.*, p. 444-445.

<sup>239</sup> Entretien avec G. Bonhomme le 27/6/2017.

<sup>240</sup> Le premier tome paraît chez Julliard en 1962.

<sup>241</sup> Editions de Minuit, 652 p. Sur ce sujet, voir DREYFUS M., « P. Broué historien du communisme et du trotskysme », *Dissidences*, mai 2012, p. 28.

<sup>242</sup> BROUE P., *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 101.

<sup>243</sup> 157 du 25/5/1963, 158 du 1/6/1963 et 166 du 27/7/1963.

<sup>244</sup> « Débat à l'UEC », *IO*, n° 191, 15 février 1964.

<sup>245</sup> Archives de la Préfecture de police, G<sup>A</sup> br 10, L'Alliance des jeunes pour le socialisme, p. 3.

<sup>246</sup> MASSOT F. de, La grève générale (Mai-juin 1968), Suppl. au n° 437 d'*IO*, Paris, Sélios, 1963.

<sup>247</sup> WEBER H., *Qu'est-ce que l'AJS ?*, *op. cit.*, p. 59-61.

Nous venons d'évoquer les activités extérieures du groupe La Vérité au cours de la période 1962-1963. Examinons maintenant comment il continue à se structurer durant cette période et la manière dont évoluent les relations entre la direction et les militants.

### **Un appareil omniprésent**

D'abord l'effectif de l'organisation continue de croître. En 1963, elle doit mettre en place trois camps d'été<sup>248</sup> et en janvier 1965 elle compte 350 militants<sup>249</sup>. Par ailleurs, le groupe améliore son armature. Nous avons évoqué comment certaines commissions se dotent de bureaux. En 1962, les lambertistes reconstituent une direction régionale à Nantes et à Lyon – celle-ci étendue de Dijon à Montpellier. Chacune des deux est suivie par un membre de la direction nationale. Au même moment, cette dernière répartit les cellules de la région parisienne entre quatre rayons et met en place pour chacun un comité de rayon. De plus, elle précise le rôle de celui-ci par rapport au comité régional afin d'éviter les chevauchements de responsabilités. A l'automne 1962, les trois régions tiennent un premier congrès<sup>250</sup>.

Du point de vue financier, les responsables du groupe reconnaissent avoir agi jusque-là de manière empirique. Chaque membre payait sa phalange et pour le reste quelques dirigeants versaient un complément ou se débrouillaient. Ainsi, chargé des finances, G. Bloch effectuait périodiquement des heures de travail en plus ou des traductions afin de combler le déficit. A la fin de 1963, pour la première fois, l'organisation se dote d'un budget pour l'année à venir. Les recettes estimées correspondent aux cotisations des membres et aux apports d'un réseau de soutien à constituer. Malheureusement, ce dernier ne fournira pas les sommes espérées. Pour faire face au déficit, P. Lambert sera contraint de demander à des enseignants d'effectuer des travaux supplémentaires et de verser les sommes perçues à la trésorerie du groupe<sup>251</sup>. Les années suivantes, le budget annuel sera établi de manière plus réaliste et les dépenses mieux contrôlées. En 1968, pour la première fois, le solde des comptes 1967 fera apparaître un bénéfice avec un total de recettes atteignant 180 561 francs<sup>252</sup>.

---

<sup>248</sup> Rapport sur les camps..., *op. cit.*, p. 2-4.

<sup>249</sup> CERMTRI, Comité central 1981, Résolution du CC du 5/4/1981.

<sup>250</sup> Trois documents dans CERMTRI, OT 62 à 64 : *ED*, n° 9, p. 3, Congrès régional de Nantes, 4 p. et Résolution sur les tâches de la région, 6 p.

<sup>251</sup> CERMTRI, OT 62 à 64, A propos du budget d'organisation, 4 p et Lettre de P. Lambert du 9/6/1964, 1 p.

<sup>252</sup> CERMTRI 1968 OCI, Projet de résolution sur la politique financière, 10 p.

Désormais, la direction se félicite de tenir des congrès régulièrement : après le XIIe congrès en avril 1963, elle réunit le XIIIe en mai 1964<sup>253</sup>. Ce dernier fixe l'objectif de dépasser le stade du groupe pour passer à celui d'organisation centralisée mais démocratique, intervenant efficacement dans la lutte de classe<sup>254</sup>. En conséquence, en décembre 1965 le XIVe congrès proclame l'Organisation communiste internationaliste (OCI).

Par contre, la situation du militant de base ne s'améliore pas. D'abord, il ignore à quoi sert sa cotisation. L'affectation des phalanges demeure opaque, connue seulement par certains responsables car le groupe ne dispose pas d'une structure de contrôle financier<sup>255</sup>. Surtout, la direction ne se soucie guère des opinions des militants et ne cherche pas à connaître leur avis sur sa ligne politique<sup>256</sup>. Ainsi, pour le XIIIe congrès il y a élection de délégués – pour la première fois depuis 1954 – mais P. Lambert reconnaît une nouvelle fois le manque de discussion préliminaire. G. Bloch avait réclamé le report du congrès en novembre 1964 afin de le précéder d'« un commencement d'élaboration politique collective » mais le comité central obéit à P. Lambert et maintient la date initiale<sup>257</sup>. D'ailleurs, quand un lambertiste critique une mesure de la direction, le secrétaire de cellule ou de rayon lui enjoint d'écrire dans le bulletin intérieur, ce qui est intimidant<sup>258</sup>. Ainsi, en 1962 et 1963, seul B. Fraenkel s'exprime dans celui-ci. Comme nous l'avons vu, il y critique la politique de soutien aux messalistes<sup>259</sup>. Lors d'un camp d'été en 1963, ce militant contredit G. Bloch, provoquant la colère de celui-ci. En conséquence, le bureau politique blâme le premier, l'accusant d'avoir perturbé le bon fonctionnement du stage et d'y avoir propagé les idées d'H. Marcuse. Il l'affecte à une autre cellule, chargée de le surveiller<sup>260</sup>.

Ensuite, l'indépendance d'esprit et le côté incontrôlable de B. Fraenkel continuent d'inquiéter les dirigeants. De plus, il laisse se constituer autour de lui une coterie de jeunes militants comme J-M Brohm<sup>261</sup>. En mars 1966, à l'intérieur de l'OCI, il reproche à la

---

<sup>253</sup> CERMTRI, OT 62 à 64, Projet de rapport d'activité et d'orientation, p. 1.

<sup>254</sup> *Ibid.* p. 52 et *Quelques enseignements...*, *op. cit.*, p. 115.

<sup>255</sup> Entretien avec un ex-militant lambertiste en 2017 et JUST S., *Comment le révisonnisme...*, *op. cit.*, p. 13 et 42.

<sup>256</sup> Entretien avec un ex-militant lambertiste en 2017.

<sup>257</sup> CERMTRI, OT 62 à 64, Lettre de Lamotte, 2 p.

<sup>258</sup> Entretien avec G. Bonhomme le 27/6/2017 et avec F. Tour le 15/11/2008.

<sup>259</sup> « Une autre perspective... », *op. cit.* et « Résumé sur la question algérienne », *ED*, n° 13, p. 1-4.

<sup>260</sup> CERMTRI, 62 à 64 OT, Résolution, sept. 1963, p. 1-3 et FRAENKEL B., *Profession...*, *op. cit.*, p. 103-104.

<sup>261</sup> *Ibid.*

direction de vouloir imposer à l'École émancipée une orientation contestable<sup>262</sup>. Finalement, il est exclu en septembre 1966 pour indiscipline : il a diffusé une brochure de Wilhem Reich sans en référer à quiconque<sup>263</sup>. Cette élimination secoue l'organisation<sup>264</sup> mais la direction ne cède pas. Pour convaincre les militants, les cadres lambertistes leur donnent oralement un autre motif d'exclusion : à cause de son homosexualité, B. Fraenkel peut être manœuvré par la police<sup>265</sup>.

M. Varga connaît un sort similaire en 1972. L'OCI l'exclut alors et le dénonce comme agent provocateur à la solde de la CIA et du KGB<sup>266</sup>. Cette accusation et les violences commises par des membres de l'OCI contre des partisans français de M. Varga émeuvent des groupes trotskystes. Ils constituent une commission d'enquête à laquelle participe des membres de Lutte ouvrière, de la LCR et du SWP. En 1976, cette instance constate n'avoir trouvé aucune preuve de l'appartenance de M. Varga à la CIA et au KGB. Par contre, les archives montrent que de son départ de Hongrie à 1962, il chercha un soutien financier auprès des autorités américaines - sollicitant, entre autres, I. Brown - pour mettre en place l'Institut Imre Nagy. Il semble bien avoir obtenu des fonds consistants mais il en a caché l'origine<sup>267</sup>. De même, l'OCI-PCI chassera de ses rangs C. Berg, S. Just et P. Broué – respectivement en 1979, 1984 et 1989.

Au cours des années 1960, les défauts précédemment signalés du courant lambertiste s'aggravent avec les recrutements<sup>268</sup>. Il se trouve pris dans la spirale de bureaucratisation qui guette une organisation en développement : plus la surface d'adhérents s'étend, plus l'appareil se renforce et risque de se substituer à la base<sup>269</sup>. Ainsi, P. Broué constate l'arrivée de « responsables intermédiaires pas toujours très malins et tendant à répercuter en les déformant les ordres du centre en direction des militants »<sup>270</sup>. De même, dans sa lettre à P. Lambert citée précédemment, D. Renard déplore que « l'organisation pour l'organisation devient un objectif en soi »<sup>271</sup>. En novembre 1965, Raoul proteste contre la bureaucratisation du groupe :

---

<sup>262</sup> CERMTRI, OCI 1966, Note 1-CC du 18/3/1966.

<sup>263</sup> CERMTRI, OCI 1966, Lettre du CC à tous les militants de l'OCI, p. 2.

<sup>264</sup> Voir *Etudes et documents*, vol 2, n° 2 et 4, janvier et juin 1967.

<sup>265</sup> Entretien avec C. Kahn le 8/12/2007.

<sup>266</sup> Documents de l'OCI, *Provocation dans le IVe Internationale*, Sélio, Paris, 1973, 94 p.

<sup>267</sup> *Ibid.*, CHARPIER F., *Histoire...*, *op. cit.*, p. 296-297 et « La commission d'enquête sur les accusations contre M. Varga », *Lutte de classe*, n° 47, juin 1977.

<sup>268</sup> Entretien avec G. Bonhomme le 27/6/2017.

<sup>269</sup> BATSCH L., *La FEN...*, *op. cit.*, p. 46.

<sup>270</sup> P. Broué selon V. Prémey dans *Pierre Broué...*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>271</sup> Lettre du 14/11/1964, *op. cit.*

« N'y a-t-il pas pléthore de « Commissions » et « Sous-commissions » ?? [... ...] On a une effroyable collection de spécialistes et semi-spécialistes phagocytés dans une série d'organismes qui ne s'imposent pas et bouffent les énergies et le temps »<sup>272</sup>.

Plus que jamais, P. Lambert domine l'appareil. Ainsi, en 1969 il vote le rapport moral au congrès FO de sa propre initiative, sans débat préliminaire au bureau politique. Quand les membres de ce dernier protestent, il prétend que ce vote s'avérait nécessaire mais avoir été dans l'incapacité de consulter cette instance. De plus, quand il y a des divergences au sein du bureau politique, P. Lambert exige de ne pas les ébruiter dans l'OCI pour « ne pas faire exploser l'organisation »<sup>273</sup>. En conséquence, lors de l'exclusion de B. Fraenkel, Dominique - responsable de rayon non identifié – déplore dans un bulletin intérieur que « l'organisation se construise par la tête ». Il présente une classification des membres de l'OCI proche de celle de Raoul en 1955. Selon lui, l'orientation du courant lambertiste s'établit au bureau politique. Ensuite, le comité central examine les rapports et propositions ainsi élaborés mais il peut seulement les critiquer – positivement ou négativement. Enfin, les militants effectuent les tâches qui en découlent<sup>274</sup>. Raoul espérait que la nouvelle génération réagirait mais cela n'aura pas lieu<sup>275</sup> et un rapport de police de 1974 décrira des militants « muselés »<sup>276</sup>.

---

<sup>272</sup> AR, A propos des problèmes de direction, p. 5.

<sup>273</sup> Entretien avec J. Kirsner le 30/10/2017.

<sup>274</sup> CERMTRI, « Pour un changement radical de certaines méthodes », *Etudes et documents*, vol. 2, N°2, janvier 1967, p. 19-26.

<sup>275</sup> Entretien avec C. Tranchant le 30/10/2016.

<sup>276</sup> Archives de la Préfecture de police, G<sup>A</sup> br7, *Le trotskysme en France*, p. 14.



## CONCLUSION

Au terme de ce travail, nous pouvons mettre en avant plusieurs enseignements. D'abord, comme indiqué dans l'introduction, le premier objectif de cette recherche consistait à vérifier si le courant lambertiste avait évolué vers la social-démocratie. Selon nous, les nombreux exemples de connivences ou d'accords entre ce groupe et les réformistes l'attestent.

Pour dépasser ce constat et expliquer ce rapprochement, il faut revenir aux années 1930. Malgré leurs divergences, les trotskystes côtoient des syndicalistes révolutionnaires et échangent avec eux. De plus, durant le Front populaire, les premiers militent avec des socialistes de gauche, les pivertistes. C'est le cas, en particulier, de P. Lambert. Néanmoins, Trotsky demeure très vigilant envers ces alliés épisodiques. Ainsi, il dénonce l'association de P. Monatte avec des réformistes dans le Comité des 22. De même, il prend le parti de R. Molinier contre A. Rosmer, venu du syndicalisme révolutionnaire, quand ce dernier privilégie la construction d'une tendance syndicale dans la CGTU au travail dans le Parti communiste. Quant à M. Pivert, Trotsky lui reproche de vouloir rester coûte que coûte dans la SFIO et d'appartenir à la franc-maçonnerie<sup>1</sup>. Par ailleurs, le dirigeant de la IVe réagit quand des membres du POI – comme Yvan Craipeau en 1937 – mais aussi certains articles de *La Révolution prolétarienne* dénie à l'URSS sa qualification d'état ouvrier dégénéré et rejettent le mot d'ordre de défense inconditionnelle de celle-ci. Trotsky maintient ses analyses sur ce sujet et refuse de voir en la bureaucratie soviétique une nouvelle classe sociale<sup>2</sup>.

Après la Seconde Guerre mondiale, le PCI ne connaît pas le développement espéré. Malgré quelques progrès, il demeure faible et divisé. Ainsi, le nombre total de trotskystes français n'atteint pas le millier quand le PCF se trouve en position hégémonique dans la

---

<sup>1</sup> TROTSKY L., *Le mouvement...*, *op. cit.*, p. 618-630.

<sup>2</sup> TROTSKY L., *Défense...*, *op. cit.*, p. 72-85 et 311-319.

classe ouvrière. Il compte alors des centaines de milliers de membres et domine la CGT. A la même époque, la SFIO ne cesse de perdre des adhérents et FO se construit difficilement. En conséquence, les réformistes n'hésitent pas à s'allier avec des militants situés à leur gauche et tenant un discours de lutte de classe pourvu qu'ils se proclament anticommunistes, voire seulement antistalinien.

En particulier, la social-démocratie française recourt à une mouvance mêlant certains syndicalistes révolutionnaires, anarchistes et socialistes de gauche. Cette nébuleuse a été signalée en 1971 par H. Weber dans sa brochure *Qu'est-ce que l'AJS ?*<sup>3</sup> et nous la nommerons socialo-libertaire par convention. Ses membres partagent certaines convictions : le souci de l'indépendance syndicale, l'anticléricalisme - nombre d'entre eux appartiennent à la franc-maçonnerie - et surtout un antistalinisme virulent. Ils voient dans le régime social de l'URSS un capitalisme d'état, voire un impérialisme et, de plus, totalitaire. Selon eux, le camp américain paraît moins dangereux car il tolère des libertés politiques et l'existence de véritables syndicats<sup>4</sup>. Notons qu'une telle opinion convient à des sociaux-démocrates qui depuis les années 1920 jugent l'insurrection d'octobre 1917 prématurée et les bolcheviks incapables de construire une société socialiste en Russie<sup>5</sup>. La nébuleuse socialo-libertaire trouve son compte à ce rapprochement avec les réformistes car elle apparaît bien affaiblie par rapport à l'avant-guerre, les nouvelles générations lui préférant le PCF. Ainsi, G. Troussel a identifié seulement 32 libertaires ou anarcho-syndicalistes à FO dans les années 1950. Même si cet historien pense sous-estimer leur effectif, celui-ci n'est donc pas très important<sup>6</sup>. Les partisans de M. Pivert apparaissent aussi bien moins nombreux que dans les années 1930<sup>7</sup> car la mouvance socialo-libertaire comprend seulement une partie des socialistes de gauche. En effet, les membres du PSU unitaire, de l'UGS et la majorité de ceux du PSA acceptent le dialogue avec le PCF, ils n'en font donc pas partie.

Les militants de la mouvance socialo-libertaire cohabitent désormais avec les réformistes à FO, à la FEN ou à la SFIO et les appuient à l'occasion contre les communistes. L'équipe de *La Révolution prolétarienne* constitue alors le point de contact privilégié des éléments de cette nébuleuse. Elle soutient la création de la centrale réformiste et le jeune André Bergeron

---

<sup>3</sup> *op. cit.*

<sup>4</sup> BRETON F-X., *La scission du PCI...*, *op. cit.*, p. 48.

<sup>5</sup> JUDT Tony, *La reconstruction du Parti socialiste/1921-1926*, Paris, Presses de la FNSP, 1976, p. 149-152.

<sup>6</sup> TROUSSET G., *Libertaires...*, *op. cit.*, p. 195-197.

<sup>7</sup> MORIN G., *De l'opposition...*, *op. cit.*, p. 73.



diffuse alors la revue dans son département<sup>8</sup>. D'ailleurs, P. Monatte vote désormais socialiste<sup>9</sup>. A. Hébert apparaît comme un des animateurs de cette mouvance car s'il se proclame anarcho-syndicaliste et révolutionnaire, il a appartenu au PSOP. Cela n'empêche pas la direction de FO de le nommer secrétaire général de l'UD de Loire-Atlantique car il se trouve le seul cadre disponible<sup>10</sup>. En fait, les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires de la confédération constituent un élément précieux pour la propagande de la direction. En quelque sorte, ils rougissent le drapeau de l'indépendance syndicale<sup>11</sup>. De même, en 1947-1948, G. Mollet s'appuie sur M. Pivert pour rallier la SFIO à la Troisième force. Dans les années 1950, nombre des membres de cette nébuleuse se rencontrent lors des conférences du cercle Zimmerwald, évoqué au chapitre VI.

A cette époque, le PCI a plus de difficulté pour résister aux sirènes social-démocrates car il ne dispose plus des avis de Trotsky pour le guider. De plus, l'assassinat de ce dirigeant révolutionnaire par un agent soviétique amène certains de ses partisans à voir dans le stalinisme l'ennemi principal. La vindicte des communistes à l'encontre des trotskystes, leurs agressions physiques répétées – particulièrement durant l'épisode yougoslave – les confirment dans cette orientation. La tentation réformiste apparaît d'abord dans le travail ouvrier du PCI supervisé par P. Lambert, très influencé par les syndicalistes révolutionnaires dont nous venons de rappeler l'évolution. Il entreprend de construire une tendance dans la CGT comme le faisait son inspirateur<sup>12</sup> A. Rosmer en 1930, puis passe des accords avec les réformistes. Dès 1946, lors de la grève des postiers évoquée au chapitre I, les trotskystes du PCI s'allient avec certains d'entre eux. De même à Nantes, les premiers préparent avec les seconds une manifestation « contre les restrictions » à laquelle s'opposent à la fois les communistes et la police<sup>13</sup>. Dans la fédération enseignante, P. Lambert favorise en 1948 l'entente de la tendance École émancipée, syndicaliste révolutionnaire, avec la majorité socialisante pour imposer l'autonomie à la minorité liée au PCF. Jusqu'aux années 1980, il félicitera la FEN de fonctionner avec des tendances instituées et permanentes. Pourtant, cela provoque la division

---

<sup>8</sup> GUILLORE R., « Ombres et lumières », *La Révolution prolétarienne*, n° 489, décembre 1969, p. 9.

<sup>9</sup> CHAMBELLAND C., *Pierre Monatte*, *op. cit.*, p. 178-179 et 184.

<sup>10</sup> LANDAIS K., *Passions...*, *op. cit.*, p. 376.

<sup>11</sup> BERGOU MOUX Alain, *Force ouvrière*, *op. cit.*, p. 48.

<sup>12</sup> Entretien avec F. de Massot le 6/7/2015.

<sup>13</sup> *Le PCI à Nantes*, *op. cit.*, p. 6.

des militants dans les structures de base et nuit à la pratique syndicale collective. En fait, la démocratie du SNI constitue un décalque assez proche de la démocratie parlementaire<sup>14</sup>.

Pour le regroupement autour de *L'Unité*, P. Lambert use de mots d'ordre comme l'unité syndicale ou la démocratie ouvrière similaires à ceux de P. Monatte pour le Comité des 22. A cette occasion, il agit avec A. Hébert et M. Joyeux, appartenant à la mouvance évoquée précédemment. P. Lambert peut coopérer avec ces deux militants car il adopte une attitude ambiguë par rapport à l'URSS. En trotskyste orthodoxe, il voit en elle un état ouvrier dégénéré à défendre mais dénonce avec vigueur la bureaucratie soviétique et le PC. Cela lui permet d'avoir de bonnes relations avec A. Hébert, M. Joyeux, d'anciens « droitiers » du PCI, des membres de SouB et des schachtmanistes bien que ces militants refusent toute solidarité avec l'Union soviétique.

D'ailleurs, quand l'aggravation de la guerre froide provoque l'éclatement du PCI, P. Lambert appartient à la majorité refusant de croire que la bureaucratie russe puisse jouer un rôle progressiste. Il en profite pour s'y constituer une base avec tous les militants opposés à une action au sein du PCF. Cela lui permet d'accéder à la direction du PCI majoritaire en 1953 et de renouer avec des anarcho-syndicalistes comme avec une aile gauche des réformistes<sup>15</sup>. P. Lambert s'engage d'autant plus dans cette voie qu'il constate un maintien de la CGT dans l'orbite du Parti communiste. Il commence donc à partir de 1956 un rapprochement avec la direction de FO, alors social-démocrate. Au même moment, les événements de Hongrie et le soutien à Messali Hadj amènent les lambertistes à s'allier avec des réformistes de la SFIO. Constatons que ces manœuvres s'effectuent encore par l'intermédiaire de deux membres de la mouvance socialo-libertaire : soit respectivement A. Hébert, de nouveau, et M. Pivert. De plus, il faut signaler les affinités de la plupart des lieutenants de P. Lambert avec cette nébuleuse. Ainsi, G. Bloch a été recruté par les trotskystes quand il militait à la SFIO et il ne pardonnera jamais aux communistes de l'avoir calomnié lors des élections de 1946. Le père de S. Just a été un des animateurs de la gauche de la SFIO. Quant à Raoul, il appartenait avant-guerre à l'organisation des étudiants pivertistes, la FER. Au siège de celle-ci, il a assisté aux conférences de Victor Serge<sup>16</sup> et A. Rosmer - tous les deux proches de *La Révolution prolétarienne* - qui l'ont converti à

---

<sup>14</sup> BATSCH L., *La FEN...*, *op. cit.*, p. 42.

<sup>15</sup> *Le PCI à Nantes*, *op. cit.*, p. 6.

<sup>16</sup> Anarchiste converti au bolchevisme par la Révolution russe, V. Serge est ensuite déporté par Staline. Libéré en 1936, il rejoint l'Europe occidentale.

l'antistalinisme et l'ont marqué pour le reste de sa vie<sup>17</sup>. De même, nous avons signalé l'influence sur P. Broué d'Elie Reynier. Cet enseignant militait à la Fédération unitaire de l'enseignement où il a mené une lutte active contre les communistes<sup>18</sup>.

En 1958, une proportion notable de lambertistes adhère avec enthousiasme au PSA avant de participer à *Correspondances socialistes*, périodique destiné aux socialistes de gauche. Par contre, ils ne cherchent pas à s'allier avec d'autres révolutionnaires, comme nous l'avons vu lors de la tentative d'union avortée en 1956. Plus tard, au PSU, les lambertistes préfèrent les sociaux-démocrates à la tendance socialiste-révolutionnaire. Ils demeurent liés à des libertaires comme A. Hébert, M. Joyeux ou J. Salamero car ces militants coopèrent avec les réformistes.

Au cours de ces années, le rapprochement des lambertistes avec la mouvance évoquée puis, par l'intermédiaire de cette dernière, avec les sociaux-démocrates, favorise une mutation de leurs idées politiques. Ainsi, à partir de 1958, ils veulent construire un parti ouvrier « large » en prenant exemple sur la Ière Internationale où il y avait des réformistes et des anarchistes<sup>19</sup>. A. Hébert approuve cette orientation et considère qu'avec P. Lambert ils « surmontent la querelle entre Marx et Bakounine »<sup>20</sup>. Par ailleurs, l'antistalinisme des lambertistes ne faiblit pas et devient même leur orientation principale aux dépens de la lutte contre les bureaucraties syndicales et les directions réformistes. Désormais, ils reconnaissent des qualités au système social américain - comme l'existence de syndicats libres<sup>21</sup> - et critiquent les adversaires des USA. Cela les amène à blâmer le régime cubain quand nombre de révolutionnaires l'appuient sans réserve. Ainsi, l'article de P. Broué sur la direction castriste, publié dans *La Vérité*, apparaît à peine moins critique que celui de *Preuves* récemment paru sur ce sujet<sup>22</sup>. Nous avons mis en valeur dans notre texte d'autres occasions où ils adoptent une attitude compréhensive envers le camp atlantique. Dans la seconde moitié des années 1960, la majeure partie de l'extrême gauche française se mobilisera contre l'intervention américaine au Vietnam mais les lambertistes continueront d'appeler à la lutte contre le stalinisme et la bureaucratie soviétique. De même, I. Brown reconnaîtra apprécier les

---

<sup>17</sup> BROUE P., *Raoul, op. cit.*, p. 10.

<sup>18</sup> Selon sa notice du *Maitron*.

<sup>19</sup> LAMBERT P., « Marx et les problèmes du parti ouvrier I », *La Vérité*, n° 515, février 1959, p. 7-13 et entretien effectué par Céline Malaisé avec Louis Eemans en 2001 ou 2002, p. 19.

<sup>20</sup> LANDAIS K., *Passions...*, *op. cit.*, p. 377.

<sup>21</sup> « Socialisme contre molletisme », *La Vérité*, n° 510, 18/9/1958.

<sup>22</sup> DRAPER Théodore, « Castro et les théoriciens », *Preuves*, n° 161, mars 1961.

lambertistes<sup>23</sup>. L'évolution de ces derniers apparaît encore plus nette au sujet de l'anticléricisme. Ce thème était très discret chez les trotskystes mais souligné par l'École émancipée et des proches de P. Lambert comme A. Hébert et R. Dumont – ancien socialiste de gauche. Cela change à partir de 1955 et, désormais, *La Vérité* affiche son anticléricisme et vilipende la CFTC puis, surtout, la CFDT. Plus largement, les lambertistes se rapprochent de la « galaxie laïque » liée aux réformistes. Dans cet ensemble d'organisations très diverses nous avons rappelé leur appui au CNAL, à FO et à la FEN comme leur absence de critique de la franc-maçonnerie. Au cours des années 1970, le Parti socialiste s'éloignera de la galaxie laïque<sup>24</sup> mais l'OCI-PCI y restera lié. Durant la querelle scolaire de 1983-1984, ses membres animeront une Fédération des cercles de défense laïque (FCDL)<sup>25</sup>. Ils investiront même des organisations en déclin de la galaxie laïque comme La Libre Pensée afin de les maintenir en vie.

A la fin de la période étudiée, les lambertistes dénoncent toujours G. Mollet mais expriment leur sympathie pour une social-démocratie « à l'ancienne », se méfiant des modernistes et des idées à la mode. Cela les conduit à vanter le PSA puis à dénoncer le PSU. Par ailleurs, la composition sociale de leur organisation se rapproche de celle des socialistes. Rappelons que la proportion d'adhérents ouvriers ne cesse de diminuer dans la SFIO des années 1950 et 1960<sup>26</sup>. De même, le groupe La Vérité ne parvient pas à se prolétarianiser et comprend un pourcentage important d'enseignants. Par contre, l'implantation lambertiste en milieu étudiant puis lycéen peut se développer à cause de la quasi-absence de militants sociaux-démocrates dans ces milieux. Il y a là une complémentarité de fait car la direction de la SFIO n'a pas envie de s'encombrer d'une organisation de jeunesse conséquente qui pourrait la contester comme cela est arrivé en 1947 et en 1958. Par contre, elle ne se plaint pas de gérer nombre de militants âgés – l'organisation compte 27% de retraités en 1963<sup>27</sup>. De plus, le Parti socialiste ne fonctionne pas comme les trotskystes et les communistes, avec un appareil institué. Le premier se contente d'une structure légère mais dispose de liens avec de multiples associations qui peu ou prou se reconnaissent dans les mêmes valeurs : laïcité,

---

<sup>23</sup> KAUFFER R. et FALIGOT R., *Eminences grises, op. cit.*, p. 199.

<sup>24</sup> FERHAT Ismaël, *Le Parti socialiste...*, *op. cit.*, p. 189-201.

<sup>25</sup> BOURSEILLER C., *Cet étrange...*, *op. cit.*, p. 183-184.

<sup>26</sup> GIRAULT J. et GEORGI F., «Syndicalisme... », *op. cit.*, p. 216.

<sup>27</sup> BERGOUNIOUX A. et GRUNBERG G., *Le long remord du pouvoir*, Paris, Fayard, 1992, p. 174.

justice sociale<sup>28</sup>... Pour Frédéric Sawicki, « le Parti socialiste n'a jamais été qu'une composante parmi d'autres du milieu socialiste français »<sup>29</sup>. Une organisation trotskyste peut s'intégrer sans trop de difficulté dans un tel dispositif.

Signalons que le passage de l'extrême gauche à la social-démocratie n'a rien d'exceptionnel. Aux Etats-Unis, avant la Seconde Guerre mondiale, l'antistalinisme des trotskystes attira nombre de jeunes intellectuels mais la plupart quittèrent le SWP lors de la scission de 1940. Durant la guerre froide, certains d'entre eux se déradicalisèrent si profondément qu'ils allèrent très loin à droite<sup>30</sup>. Surtout, M. Shachtman et d'autres trotskystes américains précèdent les lambertistes dans leur évolution vers le réformisme car ils voient désormais dans l'américanisme la seule forme de progressisme digne d'être défendue. Aussi, en 1961, M. Shachtman refuse de condamner la tentative américaine d'invasion de Cuba<sup>31</sup>. Il approuvera ensuite l'intervention des Etats-Unis au Vietnam, considérant qu'ils luttent contre le stalinisme.

En France, certains « ex-droitiers », comme l'ancien dirigeant du PCI P. Parisot, rejoignent le Parti socialiste et plus tard d'anciens membres du PCI minoritaire comme H. Weber. En effet, la social-démocratie continue de manquer de militants expérimentés et combatifs. En particulier, les socialistes n'ont jamais disposé d'écoles efficaces de cadres. Pour en obtenir, ils sont donc contraints d'aller en chercher dans les syndicats et les associations<sup>32</sup>. Les partisans du révolutionnaire russe, bien formés, constituent des recrues de choix. De plus, ils ne craignent pas d'affronter les communistes et peuvent faire contrepoids à d'autres éléments du Parti socialiste. Ainsi, quand les pivertistes deviennent trop critiques dans la SFIO, G. Mollet suggère à P. Parisot d'y constituer une nouvelle tendance de gauche afin de les affaiblir<sup>33</sup>. En 1972, nouveau dirigeant du PS, F. Mitterrand fera une proposition similaire à C. Berg : faire entrer dans son organisation des militants de l'AJS « drapeau déployé » pour qu'ils y créent une nouvelle tendance. Ils contribueraient à « gauchir » l'image de son parti et y concurrenceraient les membres du Centre d'études, de recherches et

---

<sup>28</sup> SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste*, Paris, Belin, 1997, p. 230 et MORIN G., « Les socialistes et la société française », *Vingtième siècle*, n° 96, 2007, p. 55.

<sup>29</sup> SAWICKI F., « Les socialistes » dans BECKER J-J. et CANDAR G., dir., *Histoire des gauches en France*, t. II, Paris, La Découverte, p. 27-50.

<sup>30</sup> WALD Alan, « Trotsky et les intellectuels aux Etats-Unis », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 19, sep. 1984, p. 6.

<sup>31</sup> GUILHOT Nicolas, « De la révolution permanente à l'anti-radicalisme », VIIe congrès de l'ASFP, Lille, septembre 2002, 14 p.

<sup>32</sup> MORIN G., *Les socialistes...*, op. cit., p. 52.

<sup>33</sup> PARISOT Paul, *La traversée du siècle d'un journaliste engagé*, Roubaix, Aria-nord, 2010, p. 104.

d'éducation socialiste (CERES) dont F. Mitterrand se méfie. Le congrès suivant de l'OCI refusera cette offre mais plusieurs dizaines de lambertistes - dont L. Jospin - seront envoyés au PS pour y mener un travail de fraction<sup>34</sup>. Ensuite, la rupture de l'union de la gauche amènera une véritable « lune de miel » entre ce dernier et l'OCI-PCI. Les lambertistes vont même assurer le service d'ordre lors du meeting à la Bastille du 10 mai 1981 pour fêter la victoire de F. Mitterrand puis la montée au Panthéon le 21 mai<sup>35</sup>. Ils rompent avec les socialistes seulement en 1983 quand ces derniers approuveront le « tournant vers la rigueur » du gouvernement de P. Mauroy. Désormais très critiques envers le PS, les premiers essaieront avec la création du PT puis du POI de ressusciter l'ancienne social-démocratie.

Enfin, certains écrits historiques de ce courant politique, postérieurs à la période étudiée, confirmeront cette évolution vers le réformisme. Ainsi, P. Lambert a déclaré publiquement ne pas tenir rigueur à M. Pivert de l'avoir exclu en 1939<sup>36</sup>. Citons aussi les commentaires de *Quelques enseignements...* sur le départ des trotskystes de la SFIO à la fin de 1935. Elle résulte des exclusions auxquelles procède la direction socialiste mais aussi des consignes de Trotsky. Pourtant, la brochure regrette que les partisans français de ce dernier n'aient pas laissé au Parti socialiste certains d'entre eux afin de profiter du désarroi des ouvriers de la Gauche révolutionnaire en 1937-1938<sup>37</sup>. Cela montre l'intérêt persistant de l'OCI-PCI pour cette tendance de la SFIO. D'ailleurs, la première thèse la concernant sera l'œuvre d'un historien lambertiste, Jean-Paul Joubert<sup>38</sup>. Dans son ouvrage, il considère les pivertistes comme des révolutionnaires mais cela apparaît discutable. Ainsi, Trotsky s'est montré plus sévère à leur égard : il a insisté sur les liens de leur tendance avec l'appareil socialiste et l'a qualifié de « prétendue Gauche révolutionnaire »<sup>39</sup>. Par ailleurs, le conflit Molinier-Rosmer de 1930 à propos de l'Opposition unitaire inspirera à P. Broué d'intéressants commentaires dans *Le mouvement communiste en France*, recueil de textes de Trotsky paru en 1967<sup>40</sup>. L'historien lambertiste donne raison à Rosmer et explique le soutien de Trotsky à Molinier par sa méconnaissance du milieu syndical français<sup>41</sup>. De même, P. Broué exprime sa

---

<sup>34</sup> Entretien avec J. KIRSNER le 30/10/2017, LANDAIS K., *Passions militantes...*, *op. cit.*, p. 409-410 et BUTON Philippe, « Gérer la contestation gauchiste », dans *Le Parti socialiste...*, *op. cit.*, p. 228.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 223-225.

<sup>36</sup> « Introduction », *Les cahiers du CERMTRI*, n°116-117, mars-avril 2005, p. 18.

<sup>37</sup> *Quelques enseignements...*, *op. cit.*, p. 34.

<sup>38</sup> *Révolutionnaires de la SFIO*, *op. cit.*

<sup>39</sup> TROTSKY L., *Le mouvement...*, *op. cit.*, p. 540.

<sup>40</sup> Paris, Minuit, 723 p.

<sup>41</sup> TROTSKY L., *Le mouvement...*, *op. cit.*, p. 385-388.

sympathie pour P. Monatte dénoncé par Trotsky pour son alliance avec des réformistes<sup>42</sup>. Par contre, cet historien se moque de R. Molinier qui se fait une gloire auprès de ses camarades d'avoir serré la main à un dirigeant communiste<sup>43</sup>. En fait, lors de la publication de ce recueil saluée par P. Lambert<sup>44</sup>, l'OCI procède à des actions similaires à celles menées par A. Rosmer et P. Monatte en 1930-1931 et cherche à minimiser les critiques qu'elles inspiraient à Trotsky. Signalons aussi que P. Broué n'inclut pas dans *Le mouvement communiste en France* un texte important de Trotsky datant de 1922. Ce dernier dénonce alors le rôle particulièrement néfaste de la franc-maçonnerie, la qualifiant de « plaie mauvaise sur le corps du communisme français »<sup>45</sup>.

Malgré cette évolution vers la social-démocratie, les lambertistes continuent de se référer au trotskysme. D'abord, cela leur permet d'expliquer de manière convaincante l'évolution historique. Leur discours s'avère à la fois difficile à réfuter par les communistes après le XXe congrès du Parti soviétique et apprécié des socialistes. De plus, recourir au trotskysme permet aux lambertistes de donner une coloration révolutionnaire à des accords passés avec des réformistes. Ainsi, ils qualifient de front unique l'accord de leur petite tendance syndicale avec la direction de FO au congrès de 1969<sup>46</sup>. Pourtant, selon Trotsky lui-même, cette tactique a un sens seulement quand cela lie des organisations de masse<sup>47</sup>. Enfin, selon nous, P. Lambert a toujours considéré excellentes les méthodes organisationnelles léninistes reprises par les trotskystes. Comme nous l'avons vu, il ne cesse d'insister sur la nécessité de mettre en place pour chaque militant un plan de travail et de contrôler précisément sa réalisation. Sur ce sujet, il se différencie des membres de la mouvance socialo-libertaire lesquels refusent le centralisme démocratique. Ainsi, J-J. Marie se souvient que les JSA - influencées par M. Pivert - fonctionnaient comme un groupe de copains. Par contre, quand il arrive au groupe La Vérité, il constate que chacun de ses membres doit rendre compte de ses activités militantes. Affecté à la cellule de D. Renard, il apprécie son professionnalisme et sa

---

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 366.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 375.

<sup>44</sup> CERMTRI, OCI 1967, Lettre de P. Lambert à P. Broué du 6/4/1967.

<sup>45</sup> TROTSKY L., « Communisme et franc-maçonnerie », *Cahiers communistes*, novembre 1922.

<sup>46</sup> GLUCKSTEIN D. et LAMBERT P., *Itinéraires*, *op. cit.*, p. 72-73.

<sup>47</sup> TROTSKY L., *Le mouvement...*, *op. cit.*, p. 629.

fermeté. Selon J-J. Marie, il manquait au pivertisme la rigueur organisationnelle des léninistes<sup>48</sup>.

Néanmoins, l'OCI-PCI ne respecte pas certains préceptes de Lénine. Ainsi, comme nous l'avons évoqué au chapitre X, ce dernier a rompu avec les mencheviks jugés trop tièdes ou timorés. Pourtant, les lambertistes préconisent un parti ouvrier « large » aux tendances pérennes et incluant des réformistes. De plus, leur manière de militer ne s'inspire pas seulement des enseignements de Lénine et Trotsky. En effet, leurs frères ennemis du PCI minoritaire puis de la Ligue communiste se réclament aussi du trotskysme et fonctionnent différemment<sup>49</sup>. Cette dernière s'emploie à faciliter la discussion dans ses rangs. En particulier, elle favorise la constitution de tendances et leur expression dans les publications de l'organisation. De plus, P. Frank tolère en 1969 l'arrivée d'une nouvelle génération - menée par A. Krivine, H. Weber et Daniel Bensaïd - à la tête de la Ligue communiste<sup>50</sup>. Celle-ci élimine du comité central de la Ligue d'anciens cadres du PCI minoritaire comme M. Lequenne ou R. Prager<sup>51</sup>. Au même moment, suite à la dissolution de l'OCI, les lambertistes constituent l'Organisation trotskyste avec pour dirigeants P. Lambert, S. Just et G. Bloch<sup>52</sup>. En fait, l'équipe de direction mise en place en 1953 demeure presque inchangée. De plus, elle ne tolère pas l'affirmation de nouvelles tendances après 1955.

La doctrine trotskyste n'explique donc pas l'autoritarisme de P. Lambert, sa propension à exclure ses opposants et le manque de débats politiques dans son organisation. D'abord, il faut rappeler la vindicte des communistes à l'égard des trotskystes. Leurs agressions répétées ont facilité la mise en place d'une direction autoritaire au PCI majoritaire. M. Lequenne propose une autre raison : il considère P. Lambert comme un disciple de R. Molinier<sup>53</sup>. Ce dernier a commencé à militer dans un Parti communiste pris en main à partir de 1924 par les partisans des dirigeants soviétiques – Zinoviev puis Staline. Ils insistent sur la nécessité d'une organisation révolutionnaire forte, disciplinée et centralisée tout en se défiant de la théorie et des idées. Surtout, ils usent de méthodes bureaucratiques et excluent les opposants comme P. Monatte et A. Rosmer<sup>54</sup>. De tels exemples influencent des oppositionnels ce qui amène

---

<sup>48</sup> Entretien avec J-J. Marie le 17/2/2017.

<sup>49</sup> Comme nous connaissons peu le fonctionnement de Voix ouvrière/Lutte ouvrière, nous n'en parlons pas.

<sup>50</sup> SALLES J-P., *La Ligue communiste...*, *op. cit.*, p. 234 et 292.

<sup>51</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, P. 335-336.

<sup>52</sup> « Résolution sur la constitution de l'OT », *La Vérité*, n° 544, juin 1969, p. 2.

<sup>53</sup> LEQUENNE M., *Le trotskisme...*, *op. cit.*, p. 51.

<sup>54</sup> FERRETTE François, *La véritable histoire du PCF*, Paris, Demopolis, 2011, p. 183-191.



Trotsky à dénoncer « un certain poison » apparu dans l'IC et infectant son mouvement<sup>55</sup>. Cela permet de comprendre l'emploi par R. Molinier de procédés expéditifs, voire même brutaux ou illégaux. Ainsi, il aurait déclaré : « Nous, c'est Trotsky pour la doctrine et Staline pour les méthodes »<sup>56</sup>. A. Rosmer considère que sous sa direction, la Ligue communiste en 1932 devient « une caricature stalinienne »<sup>57</sup> et Y. Craipeau le qualifiera de tyran dans ses mémoires<sup>58</sup>. De même, le CCI aura une direction intransigeante. Cela n'empêche pas Raoul de considérer le PCI de R. Molinier comme un modèle, « le seul exemple de bolchevisme moderne qui ait été tenté en France »<sup>59</sup>. Signalons aussi, à la suite de propos de P. Broué, l'évocation par V. Prémey d'une « culture Molinier » chez les lambertistes correspondant à un style militant activiste et « un peu mauvais garçon »<sup>60</sup>. Ainsi, les membres du CLER cherchent à intimider leurs interlocuteurs en portant des blousons de cuir noir, en « roulant des mécaniques » et en usant d'agressivité verbale<sup>61</sup>.

Dans les années 1960 et 1970, l'OCI valorisera de plus en plus les activités du service d'ordre. En particulier, selon B. Stora, les bagarres contribueront à attacher les jeunes à l'organisation<sup>62</sup>. Militant de l'OCI au tournant des années 1960-1970, le cinéaste Alain Corneau se souvient d'une violence omniprésente. Il entend dire : « Pas de sentiment, la force physique garantit la force morale »<sup>63</sup>. C. Berg admettra que le service d'ordre de l'AJS « avait commis quelques excès qui ne s'imposaient pas »<sup>64</sup>. Selon nous, les lambertistes veulent intimider leurs adversaires en partie pour prouver l'efficacité de leur service d'ordre aux cadres réformistes. Il acquiert auprès de certains de ces derniers une réputation de discipline et de sérieux<sup>65</sup>. D'ailleurs, nous avons évoqué son emploi par F. Mitterrand en 1981.

Nous pensons avoir montré la convergence des lambertistes avec la social-démocratie. Il faut maintenant examiner les difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés au cours de notre recherche. D'abord, il faut rappeler la personnalité de P. Lambert qui, depuis la

---

<sup>55</sup> BROUE P., *Trotsky*, op. cit., p. 673-687.

<sup>56</sup> ROSENTHAL Gérard, *Avocat de Trotsky*, Paris, Robert Laffont, 1975, p. 224.

<sup>57</sup> GRAS C., *Alfred Rosmer...*, op. cit., p. 372.

<sup>58</sup> CRAIPEAU Y., *Mémoires...*, op. cit., p. 99.

<sup>59</sup> BROUE P., *Raoul*, op. cit., p. 136.

<sup>60</sup> PRESUMEY V., *Pierre Broué*, op. cit., p. 8.

<sup>61</sup> LEGOIS Jean-Pierre, *La Sorbonne avant Mai 68*, Maîtrise d'histoire à l'Université Paris I, 1993, p. 248-249 et entretien avec Bernard Ravenel le 15/3/2019.

<sup>62</sup> STORA B., *La dernière génération...*, op. cit., p. 89-92.

<sup>63</sup> CORNEAU Alain, *Projection privée*, Paris, Robert Laffont, 2007, p. 93-95.

<sup>64</sup> LANDAIS K., *Passions militantes...*, op. cit., p. 408.

<sup>65</sup> CAMPINCHI P., *Les lambertistes*, op. cit., p. 207 et chapitre VII de cette thèse.

Libération, multiplie les contacts avec les interlocuteurs les plus divers et passe fréquemment des accords informels avec eux. En conséquence, il existe tout un pan de l'histoire du courant lambertiste difficile à appréhender à partir des sources écrites. D'ailleurs, celles-ci s'avèrent parfois très lacunaires. Ainsi, le CERMTRI dispose de peu d'archives pour la période 1957-1961. Il a fallu y remédier par des témoignages mais nous en avons indiqué les limites dans l'introduction. De même, l'emploi de pseudonymes par les membres du PCI rend la compréhension des documents plus difficile. Enfin, le domaine concerné par cette recherche s'est révélé plus vaste que prévu.

Nous avons d'abord scruté l'histoire et les débats des trotskystes français jusqu'à la scission de 1952. En même temps, nous avons étudié l'évolution de la IV<sup>e</sup> Internationale pendant ces années. Puis, des indices d'un rapprochement des lambertistes avec la mouvance socialo-libertaire sont apparus, en particulier avec sa composante syndicaliste révolutionnaire. Cela nous a amené à examiner de plus près ce courant si important du mouvement ouvrier hexagonal dont l'apogée se situe avant la Première Guerre mondiale. Après celle-ci, nombre de ses militants passent au communisme. Néanmoins, *La Révolution prolétarienne* se montre très influente aux marges du PC et de la SFIO. Aussi, il a fallu s'intéresser à cette revue, à ses divergences en 1929-1931 avec Trotsky et à son évolution ultérieure. Comme nous l'avons vu, à la fin des années 1940, P. Monatte prend ses distances avec le PCI qu'il juge trop proche des communistes. Malgré ses réticences, certains rédacteurs de la revue rallient même le camp atlantique et, comme Robert Louzon, se proclament « du parti américain »<sup>66</sup>. Aux lendemains de Budapest, l'antistalinisme affirmé des lambertistes permet une reprise des contacts avec des rédacteurs de *La Révolution prolétarienne*. Plusieurs de ces derniers participent au CLADO et R. Guilloché coopère avec le PCI majoritaire à plusieurs occasions. Il serait donc opportun de mener un travail fouillé sur cette revue de sa naissance aux années 1960<sup>67</sup>. De même, l'existence de cette mouvance socialo-libertaire nous a conduits à étudier les anarchistes et les éléments de gauche de la SFIO. Pour les premiers nous déplorons le manque de travaux sur cette période. Quant aux seconds, la thèse érudite de Gilles Morin<sup>68</sup> les examine mais seulement à partir de 1954.

---

<sup>66</sup> GRAS C., *Alfred Rosmer, op. cit.*, p. 419.

<sup>67</sup> Signalons néanmoins deux ouvrages sur ce sujet : CHAMBELLAND C., *Pierre Monatte*, Paris, L'Atelier, 1999, 192 p. et SARBONI E., *Le syndicalisme de La Révolution prolétarienne*, La Bussière, Acratie, 2016, 213 p. mais leurs apports sont limités.

<sup>68</sup> MORIN G., *De l'opposition..., op. cit.*

Cette mouvance socialo-libertaire nous paraît particulièrement intéressante du point de vue historique car, malgré une radicalité politique affichée, ses membres donnent la priorité à la lutte contre les partis communistes et la bureaucratie soviétique. Cela les amène à voir dans le capitalisme américain un « moindre mal »<sup>69</sup> et, ainsi que nous l'avons signalé, à se rapprocher du camp atlantique. Certains de ces militants collaborent à *Preuves*, étudiée par P. Grémion, mais aussi à la revue *Confrontation internationale*. Ignorée des historiens, cette dernière a connu seulement quatre numéros en 1949 mais avait un comité de rédaction très diversifié avec des ex-trotskyistes « droitiers », des membres du Parti ouvrier d'unification marxiste<sup>70</sup> (POUM) et de Max Shachtman. Les lambertistes ont fini par rejoindre cette nébuleuse mais d'autres composants de celle-ci mériteraient d'être étudiés.

Signalons le cas particulier de SouB. Ce groupe ne relève pas de la mouvance socialo-libertaire car il ne manifeste aucun intérêt, mais plutôt de la défiance, pour le syndicalisme et compte peu de militants ouvriers car ses membres appartiennent pour l'essentiel au monde intellectuel<sup>71</sup>. Néanmoins, il en possède certaines caractéristiques comme un antistalinisme prononcé et de la sympathie pour le camp atlantique – C. Castoriadis est chef de service à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), organisme né à la suite du Plan Marshall<sup>72</sup>. Cela explique les nombreux contacts entre SouB et les lambertistes dans les années 1950, échanges que nous avons été surpris de découvrir au cours de notre recherche. D'ailleurs, en 1995, C. Castoriadis rendra un vibrant hommage à Raoul récemment décédé dans *Les cahiers Léon Trotsky*, publiés par P. Broué<sup>73</sup>. Par ailleurs, il faut évoquer l'évolution ultérieure de SouB. Nous avons indiqué son abandon du marxisme au début des années 1960. Ensuite, le groupe arrête ses activités propagandistes avant de se dissoudre en 1967<sup>74</sup>. L'insistance des membres de SouB à dénoncer le système social russe les a conduits à professer des opinions politiques plus modérées ou à abandonner le militantisme.

Ensuite, autour de la guerre d'Algérie, signalons l'intérêt des ouvrages de Mohamed Harbi et de Gilbert Meynier<sup>75</sup>, le second complétant et précisant les analyses du premier. Ils

---

<sup>69</sup> BORDES François, « Preuves, revue marxienne ? », *Cahiers du GRM*, 12/10/2017. Consulté le 8/8/2018 à cette adresse : <http://journals.openedition.org/grm/924>.

<sup>70</sup> Bien que des trotskystes aient participé à la création du POUM en 1935, les militants de ce parti espagnol peuvent être assimilés à des socialistes de gauche.

<sup>71</sup> DOSSE F., *Castoriadis une vie*, op. cit., p. 63.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 173.

<sup>73</sup> CASTORIADIS C., « Raoul », op. cit., p. 187-189.

<sup>74</sup> GOTTRAUX P., *Socialisme...*, op. cit., p. 163-164.

<sup>75</sup> Respectivement *Le FLN, mirage et réalité* et *Histoire intérieure du FLN 1954-1962*, op. cit.

expliquent le conflit dans le camp des insurgés. Il apparaît que de 1954 à 1956 la victoire du FLN n'était pas acquise et le choix du PCI majoritaire de soutenir le MNA compréhensible. D'ailleurs, la mouvance socialo-libertaire prend la même décision. Comme cela a été indiqué au chapitre IX, une partie des militants FO se prononce pour Messali Hadj et exprime sa solidarité avec l'USTA alors que d'autres veulent le maintien de l'Algérie française. Le conflit au Maghreb divise la confédération réformiste mais cet épisode est mal connu, une étude sur ce sujet serait utile. Notons que le soutien exclusif au MNA et la condamnation du Front ne s'avèrent comme une orientation erronée qu'à partir de 1957 car à cette date la majorité des Algériens a rallié le second. Néanmoins, l'appui sans réserve du PCI minoritaire et de la IV<sup>e</sup> Internationale au FLN peut faire débat puisque ce dernier exerce une véritable dictature sur la population musulmane. Ainsi, l'historien Marc André a décrit l'action de ses « groupes de choc » en métropole. Bras armés du Front, ils agissent peu contre les forces de l'ordre françaises mais répriment durement toute désobéissance des Algériens à ses consignes<sup>76</sup>.

Enfin, comme nous l'avons mentionné, le groupe La Vérité coopère aisément avec des francs-maçons. Pour F. de Massot, cela n'est guère étonnant. Il nous a déclaré : « Quand on accepte d'agir avec des réformistes, il faut s'attendre à ce que certains soient francs-maçons »<sup>77</sup>. Les lambertistes critiquent d'autant moins la franc-maçonnerie que deux de ses principaux alliés, A. Hébert et M. Pivert, y appartiennent. Dans les années 1930, le dernier nommé avait été choqué par les critiques des trotskystes à ce sujet. Selon lui, « ils faisaient cela seulement pour m'emmerder »<sup>78</sup>. Les lambertistes ne lui font plus ce reproche. De plus, au début des années 1960, le groupe La Vérité cultive le même goût pour le secret que les membres des loges. Nous n'en savons pas plus sur ce sujet mais nous constatons la fréquence du ralliement d'ex-trotskystes à la franc-maçonnerie, Fred Zeller ou Marc Paillet étant les plus notables<sup>79</sup>. Il faut aussi signaler l'absence d'études historiques sur les rapports entre les socialistes et la franc-maçonnerie<sup>80</sup>.

Au fil du temps, les lambertistes persistent à se revendiquer de Trotsky et à se proclamer ses disciples. Pourtant, les résultats de cette recherche conduisent à s'interroger sur leur

---

<sup>76</sup> ANDRE Marc, « Les groupes de choc du FLN », *Revue historique*, n° 669, 2014, p. 143-177.

<sup>77</sup> Entretien du 29/6/2011.

<sup>78</sup> Entretien avec J-J. Marie du 17/2/2017.

<sup>79</sup> Entretien avec Gilles Morin du 15/3/2019.

<sup>80</sup> MORIN G., « *Les socialistes...* », *op. cit.*, p. 54.

interprétation du trotskysme. En effet, ils procèdent à une lecture bien particulière des textes du révolutionnaire russe, privilégiant son antistalinisme et minimisant sa défiance du réformisme. De plus, les priorités qu'ils donnent à l'activité syndicale et à la lutte contre l'intégration à l'Etat relèvent plutôt du syndicalisme révolutionnaire. Notre étude nous conduit à penser que les références politiques revendiquées ne s'avèrent pas les seules pertinentes pour rendre compte de l'histoire du trotskysme en France après la Seconde Guerre mondiale. Cela masque des convergences et des alliances avec des courants politiques a priori éloignés. Ainsi, l'OCI-PCI constitue plutôt un satellite de la social-démocratie, disposant de son propre appareil et veillant à sa conservation, voire à son développement. Leur organisation s'avère compatible avec un milieu socialiste dont nous avons précédemment évoqué la diversité. D'ailleurs, Trotsky écrivait en 1934 à ses partisans qui regimbaient d'aller à la SFIO :

« Exister en tant qu'organisation indépendante et, en même temps, ne pas se délimiter rigoureusement de la social-démocratie signifie courir le risque de devenir un appendice de la social-démocratie »<sup>81</sup>.

---

<sup>81</sup> TROTSKY L., *Œuvres tome IV*, Paris, EDI, 1979, p. 108.



## ANNEXES

## Annexe 1 : éléments biographiques sur les premiers lambertistes

Cette première annexe liste des informations individuelles collectées sur certains militants lambertistes. Ils ont tous adhéré à l'organisation – PCI majoritaire puis groupe La Vérité – avant le 31/12/1963. Comme dans le *Maitron* – auquel nous avons collaboré ponctuellement, ce document fait suivre le nom et prénom de chaque militant de son ou ses pseudonymes entre parenthèses. Par ailleurs, quand une personne dispose déjà d'une notice dans le dictionnaire biographique nous mettons son nom et son prénom en gras. Si, pour un militant, nous disposons d'informations nouvelles par rapport au *Maitron*, nous les indiquons avec un résumé de sa biographie. Enfin, certaines des notices indiquées ici sont elliptiques pourtant, en l'état elles peuvent faciliter les recherches d'autres historiens.

- **ANGLARD Jean**

J. Anglard naît en 1927. Employé d'alimentation, il appartient d'abord à la CGT et au PCF. Il rejoint le PCI à partir de 1946 - cellule de Clermont-Ferrand – puis appartient au comité central du PCI majoritaire. Il quitte cette instance en 1954.

- **BARATIER Henri (Pagès)**

H. Baratier naît en 1929 ou 1928. Ouvrier chez Renault, il est syndiqué CGT. Il appartient à la cellule Renault du PCI et est membre de son comité central dans les années 1950. Il soutient P. Lambert lors de son accession à la direction - en mars 1953 - puis au cours des années suivantes. En 1953-1954, il est un des six membres du comité permanent pour les Assises nationales pour l'unité d'action syndicale. Il quitte le PCI majoritaire en 1957 ou 1958.

- **BARDIN Georges (Villard)**

Naît en 1926. Employé de bureau, il est fonctionnaire à l'Office des céréales (ONIC) dans le Puy-de-Dôme. Il milite aux JS puis rejoint le PCI en 1946. G. Bardin choisit de rester au PCI majoritaire lors de la scission de 1952 puis rallie le courant de P. Lambert auquel il demeure ensuite fidèle. Par ailleurs, il appartient à La Libre Pensée.

- **BERNARD Claude (Raoul, Dassac R., Georges)**

Au sein du PCI majoritaire, C. Bernard anime de 1954 à 1957 le « groupe Raoul » qui critique l'autoritarisme de ses dirigeants mais hésite à quitter cette organisation. Au cours de la même période, il se rapproche de SouB mais finalement, il demeure au PCI majoritaire et devient membre de sa direction.

- **BERNARD Michel**

M. Bernard est recruté à l'ENI de Versailles par B. Fraenkel.

- **BLOCH Gérard (Octave Boisgontier, Pierre Lardes, Georges Mazet, Robert Monge)**

Lors du débat qui divise la section française en 1951-1952, G. Bloch est un opposant résolu des thèses de M. Pablo. Il appartient au comité central du PCI majoritaire puis au bureau politique. Au printemps 1953, lors de la discussion sur l'évolution de la bureaucratie russe, il rallie la nouvelle majorité autour de P. Lambert. G. Bloch est secrétaire du Comité



international en 1953-1954 puis, au sein du courant lambertiste, demeure chargé des questions internationales. De 1955 à 1964, il devient de fait le second de P. Lambert.

- **BLOCH Lucienne**

Lucienne Arbos naît le 7 août 1912. Elle rejoint la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938. Elle épouse G. Bloch le 11 octobre 1941. Durant l'Occupation, elle participe aux activités clandestines des trotskystes même après l'arrestation de ce dernier. En 1957, L. Bloch intègre le comité de rédaction de *Révoltes*, destiné aux militants des Auberges de jeunesse. Elle convainc la majorité des rédacteurs de rejoindre son courant politique. L. Bloch est décédée le 14/9/1999.

- **BODIN Suzanne**

Professeur dans l'enseignement technique en Loire-Atlantique, S. Bodin est syndiquée au SNET-CGT. Le 15 mai 1963, elle parvient à intervenir à la tribune du 34<sup>e</sup> congrès de la CGT. Durant 20 minutes, elle critique l'orientation de la confédération.

- **BOIS Jacqueline** (Boulogne, Holz)

- **BOISSELIER Elie** (Boivin)

- **BONHOMME Guy** (Guy)

Né le 3 mars 1936, G. Bonhomme entre à l'ENI de Versailles en 1953 puis intègre l'ENSEP en 1958. Par ailleurs, il dirige la cellule communiste des ENI où militent J-G. Nény et C. Lidove mais quitte le PCF en 1958. Lors d'un stage aux CEMEA, il a rencontré l'année précédente B. Fraenkel. G. Bonhomme adhère avec ce dernier au groupe La Vérité. Il devient le secrétaire de H. Marcuse quand celui-ci vient en France. Il quitte l'OCI en 1981.

- **BOSSUT Pierre**

- **BOURDELIER Micheline** (Alice)

M. Bourdelier naît en 1937. Secrétaire dans une entreprise, elle rejoint le groupe Lambert au début des années 60. M. Bourdelier est une des premières à « taper » IO au local, rue de Charonne. Elle est la compagne puis l'épouse de C. Monnier. Elle quitte l'organisation vers la fin des années 80. M. Bourdelier est décédée en 1997.

- **BOUSCH Jean** (Michel)

Ouvrier à Nord-Aviation, il est responsable de cellule ou de secteur. Il appartient à la commission ouvrière.

- **BOUSSEL Olga**

Olga Faribault naît le 16/12/1920. Elle épouse le 23/12/1947 P. Bousset (Lambert) avec lequel elle aura trois enfants. Olga Bousset milite au PCI à la fin des années 1940 mais son activité politique ultérieure est inconnue. Elle décède le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

- **BOUSSET Pierre** (Pierre Lambert, Pierre Andréi, Temansi, Lejeune, Victor Lepage, Lamotte).

Contrairement à ce qu'indique sa notice du *Maitron*, P. Bousset n'est pas encore syndiqué à FO dans les années 1950. Il est réintégré à la CGT en 1954 et n'adhère à la FEC-FO qu'en 1961 ou 1962.

- **BRESSON Claude**

C. Bresson naît le 13 juin 1941 à Paris XIII<sup>e</sup>. Etudiant en lettres, il est nommé professeur en octobre 1968 et part enseigner en Moselle. Objecteur de conscience, il participe en 1963 à

des manifestations organisées par l'Action civique non-violente (ACVN). D'autre part, il milite chez les ESU et devient un des principaux animateurs du CLER.

- **BROHM Jean-Marie** (Johannès)

- **BROUE Pierre** (Pierre Scali, SC, P. Barois, Michel Wattignies, P. Brabant, François Manuel)

- **CARDINAL André**

Né le 3 juillet 1929, il est actif aux auberges de jeunesse. Il intègre en 1948 le groupe trotskyste de Nantes. Il devient instituteur et milite au SNI. Au PCI, il rallie le courant de P. Lambert auquel il demeure ensuite fidèle.

- **CARDINAL Annie** (Gilles)

Sœur du précédent, Annie Cardinal naît le 9 novembre 1925 dans les Deux-Sèvres. Mariée en 1948 avec D. Renard, ils ont deux enfants puis divorcent en 1959. Au cours de notre période, A. Cardinal est employée comme sténo-dactylographe au SNET, rue de Rivoli. Elle rejoint les JCI à la Libération - elle en est la secrétaire administrative - puis le PCI. A. Cardinal appartient en 1950 au bureau des brigades de jeunes pour la Yougoslavie. Liée à P. Lambert, elle reste au PCI majoritaire lors de la scission de 1952 puis demeure dans le courant lambertiste. Elle appartient à la commission de contrôle du PCI majoritaire. Pendant la guerre d'Algérie, elle reçoit et achemine le courrier du MNA. Après 1958, A. Cardinal assure l'administration et la correspondance d'*Informations ouvrières*. Elle est décédée en septembre 2009.

- **CHERAMY Robert** (Leroy, R. Anglade, Henri Langlois)

Au PCI majoritaire, il appuie P. Lambert aussi il accède au bureau politique en décembre 1954. Entré au PSA puis au PSU, il quitte le groupe Lambert en 1960 à la suite de son refus de combattre l'adhésion de P. Mendès France. Selon P. Lambert, R. Chéramy continue à discuter avec lui des problèmes politiques et syndicaux jusqu'en 1970.

- **CHESNAIS François** (Étienne Laurent)

F. Chesnais naît en janvier 1934. Il fait des études de droit et d'économie à Dijon. Là, il appartient à un cercle de jeunes auquel G. Bloch vient donner des cours de marxisme. Il est aussi influencé par SouB. Professionnellement, il enseigne à l'Université ou est cadre à l'OCDE. Par ailleurs, en 1963 à son retour de l'armée, F. Chesnais rejoint le groupe La Vérité. L'organisation va tirer profit de ses compétences en économie et en langues étrangères. En particulier, il écrit des articles dans *La Vérité*. Il est exclu en 1984 avec S. Just.

- **CHISSEREY Claude** (Vespa)

C. Chisserey naît le 14 juin 1943 à Montmorency. Fils de pompier, il adhère aux JC. Convaincu par B. Fraenkel, il adhère au groupe Lambert en 1961, alors qu'il est élève à l'école normale d'Auteuil. Il mène un travail de fraction à l'UEC en 1963-1965. Il y diffuse un petit périodique *L'étudiant révolutionnaire* mais sans grand succès. Ensuite, il dirige le CLER puis plus tard appartient au comité central et au bureau politique lambertiste. Son corps a été retrouvé dans la Seine le 22 février 1981.

- **COIGNAUD Guy**

Nantais, G. Coignaud rejoint le PCI dans les années 1940 puis demeure au PCI majoritaire, coopérant avec A. Hébert.

- **COPFERMAN Lucienne** (Nadia Gunst)  
L. Copferman naît le 21 octobre 1927 à Paris XIII<sup>e</sup>. Membre des JS, elle rejoint le PCI en 1945. Elle épouse S. Just avec qui elle a une fille en 1952. Ensuite, L. Copferman divorce de ce dirigeant puis se marie avec J. Ribes. Elle est employée comme sténo-dactylographe au SNET, rue de Rivoli. Décédée en août 2008.
- **COUSTAL Christian**  
C. Coustal naît le 7 septembre 1940. Il est maître auxiliaire au CET de Vincennes. Militant aux Auberges de jeunesse, il rejoint le groupe *Révoltes* puis le courant lambertiste au début de l'année 1960. C. Coustal est président de l'Union laïque des groupes ajistes et de loisirs (ULGAL) d'Ile-de-France qu'il représenta au sein du CLJR. Il est décédé en 2005 ou en 2006.
- **CRETIER Georges**  
Il naît en 1924 ou 1925. G. Crétier est ouvrier métallurgiste – régleur à la Régie Renault. G. Crétier rejoint le PCI en 1947. Il appartient à la cellule Renault du PCI majoritaire. Il quitte cette organisation dans la seconde partie des années 1950.
- **DEJEAN Thomas**  
Il est né en 1923. Fonctionnaire, il est syndiqué à la CGT (UGFF). Il adhère au PCI en 1945. Il siège un temps à son comité central et est son trésorier en 1951-52. T. Dejean rallie le PCI majoritaire. Il semble proche du groupe Raoul en 1954-1955 et plaide contre l'exclusion de M. Bleibtreu et M. Lequenne. Il semble quitter l'organisation lambertiste à la fin des années 1950.
- **DE PAEPE Rolande** (Antoinette).  
R. De Paepe naît vers 1923-1925. Institutrice dans la Seine, elle milite au PCI à la Libération, au PCI majoritaire puis à l'OCI. R. De Paepe joue un rôle important à l'Ecole Emancipée.
- **DOREY Yves**  
Y. Dorey naît le 6 septembre 1939 en Côte-d'Or. En 1961, il obtient un diplôme d'ingénieur de l'Ecole nationale des Arts et Métiers. A partir de 1964, il est ingénieur en construction à l'OTHEC. Membre actif du CLER, il est le directeur de la publication *Révoltes* de 1965 à 1968. Y. Dorey est retenu par la police du 14 au 22 juin 1968. Par ailleurs, il est le beau-frère de P. Roy.
- **DORIANE Olivier** (Sacco)  
Militant lambertiste dans les écoles normales d'instituteur.
- **DUMONT René** (R. Artaud)
- **DUMOULIN Emilien**  
E. Dumoulin naît le 17 février 1939 à Paris. Il est déclarant en douane à la société SEMET. Il appartient au bureau du syndicat CGT des agences de douane et de transit de la région parisienne. A partir de 1968, il est le responsable du bulletin *CGT Lutte de classes*, organe des lambertistes au sein de cette confédération. Par ailleurs, E. Dumoulin est un des principaux animateurs de *Révoltes*.
- **DUTHEL Paul**

- **EEMANS Louis (Pelo)**

L. Eemans naît en 1920 dans une famille de petits commerçants. Camarade d'école de P. Lambert, il est gagné par ce dernier au trotskysme en septembre 1940. Il appartient ensuite aux mêmes organisations que lui. Employé de banque, L. Eemans travaille au Comptoir national d'escompte de Paris (CNEP) et est syndiqué CGT. Il est un des meneurs de la grève des banques de 1957 ce qui lui vaut d'être exclu de la CGT en septembre de cette année. Ensuite, L. Eemans appartient au PSA puis au PSU au début des années soixante où il dirige la fraction du groupe La Vérité. En 1964, il dirige un des six rayons du groupe Lambert dans la RP. Toujours lambertiste, il est plus tard le dirigeant du CERMTRI. L. Eemans est décédé en 2016.

- **FAUCHER Jacques**

Instituteur et militant Ecole émancipée, il appartient au comité central lambertiste au début des années 1960.

- **FAVROT Lucienne (Lulu)**

L. Favrot travaille à la SNCF. Elle milite au PCI majoritaire.

- **FRAENKEL Boris (Mariategui, Maurice)**

- **FROMENT Didier**

D. Froment naît le 23 février 1944 à Dakar. Etudiant, il accède en 1963 à des responsabilités au sein des ESU. Par ailleurs, D. Froment milite au CLER dont il est responsable du bulletin. En 1966, il est élu président du bureau de l'AGE en droit et sciences économiques de Paris. En 1968, D. Froment appartient au bureau de la FER.

- **GALLAND Robert (Rodolphe)**

Enseignant. En 1964, R. Galland dirige un des six rayons de l'OCI dans la RP. Il appartient à la CA du SNES.

- **GARABUAU Jean**

- **GABORIAU Robert**

R. Gaboriau naît vers 1935-1940. Il devient métallurgiste dans la région Nantaise.

- **GAUTHIER Marc**

Etudiant en Sciences politiques, il milite au PCI majoritaire à partir de 1952-1953. Il travaille ensuite à l'INSEE. Il quitte l'organisation lambertiste peu après 1958.

- **GENESTE Henri**

H. Geneste naît en 1928 ou 1929. Il est employé chez Casino et syndiqué CGT. Il appartient au PCF puis rejoint le PCI en 1952 à Clermont-Ferrand. H. Geneste accède au comité central en juin 1954. Il est arrêté en mai 1957 à cause de son aide au MNA (impression de tracts) et condamné en appel à trois ans de prison.

- **GOUDET François**

- **GOUTEFANGEAS-PALON Jean (Lagoutte)**

J. Goutefangeas-Palon naît en 1926 ou 1927. Tourneur P3 chez Renault, il appartient à la CGT. Il rejoint le PCI en 1949. Dans les années 1950, il appartient à la cellule Renault du PCI majoritaire même s'il est licencié de cette entreprise en 1952. J. Goutefangeas est le responsable du *Métalo unitaire*. Il quitte l'organisation lambertiste à la fin des années 1950.

- **GRELAUD André**  
A partir de 1950, A. Grelaud milite à Nantes au PCI puis aux organisations lambertistes successives. Par ailleurs, il est métallurgiste et cégétiste. Membre de la commission exécutive du syndicat CGT des chantiers de la Loire, il en est éliminé à l'automne 1956 suite aux grèves de Nantes.
- **HALOPE Jean**  
Au début des années 1960, J. Halopé milite à Cherbourg au PSU. Là, il est gagné au lambertisme par P. Roy.
- **HARDING Jeannette**
- **HARDING Wilfried (Freddy Lesieur)**  
Epoux de la précédente. Métallurgiste en région parisienne, W. Harding a été recruté en 1943 par M. Lequenne. Il appartient au PCI puis au PCI majoritaire.
- **HENGER Pierre**  
P. Henger naît vers 1920. Ouvrier métallurgiste, il milite d'abord au PSOP. P. Henger rejoint le CCI pendant l'Occupation dans le secteur Puteaux-Suresnes. Envoyé au STO en Allemagne, il appartient à la cellule trotskyste de Berlin avec L. Eemans et R. Monier. Plus tard, il appartient à la commission ouvrière. Rallié à P. Lambert, P. Henger entre au comité central du PCI majoritaire en 1954. En mai 1956, il est licencié de la SNECMA pour son action contre la guerre d'Algérie.
- **HIRZEL Paul (Kast, Rémont, Paul)**  
P. Hirzel naît vers 1920. Il est militant trotskyste dès l'Occupation (chargé du tirage des tracts clandestins). Plus tard il est correcteur-ronéotypiste au *Figaro*. P. Hirzel milite au syndical du Livre CGT. Il est le compagnon de Rolande De Paepe. P. Hirzel choisit de rester au PCI majoritaire lors de la scission de 1952 puis rallie le courant de P. Lambert auquel il demeure ensuite fidèle. Atteint d'un cancer, il se suicide en septembre 1969.
- **JACQUENET Andrée**  
Certifiée d'anglais, A. Jacquenet est d'abord mariée au philosophe Paul Ginot. Elle est professeur à Béziers quand elle rencontre en 1955 P. Broué. Elle adhère au PCI majoritaire puis divorce et épouse P. Broué avec lequel elle aura quatre enfants. Elle décède le 9 octobre 1989.
- **JAILLET Vincent**  
V. Jaillet naît vers 1935. Ingénieur dans une entreprise métallurgique, il est marié à Denise Mazet (voir plus loin). Membre du PCI majoritaire, il cesse de militer au début des années 60. V. Jaillet est décédé en 2008.
- **JEANNEAU Rémy**  
Militant lambertiste des Pays-de-Loire.
- **JUST Stéphane (Dueros, Roger Ducros)**
- **KAHN Claude (Cartier, Michel)**  
C. Kahn naît le 7 avril 1925 à Paris dans une famille de commerçants. Après des études à HEC, il entre comme cadre à Air France en 1954 où il milite à la CGT. C. Kahn est secrétaire du syndicat des cadres CGT d'Air France de 1966 à 1970. Par ailleurs, il rejoint le PCI au début de 1946. Dans les années 1950, il est très lié à F. de Massot et à Raoul. Il accompagne

ce dernier à l'UGS et à l'UPS. Il demeure à l'organisation lambertiste jusqu'en 1970. Il s'en éloigne à cette date. Marié à R. Mazet (voir plus loin), ils ont eu deux filles.

- **KINER Lucien**

L. Kiner naît en 1929 ou 1930. Ajusteur, il milite à la CGT. Il appartient à l'UJRF puis rejoint le PCI en mai 1950. L. Kiner est ensuite ouvrier métallurgiste chez Béguet (XV<sup>e</sup> arrd.) avec C. Monnier. Entriste à l'UGS, il devient membre de son comité directeur. Il est tué en 1959 lors d'un accident de voiture.

- **LACONDEMINE Robert**

R. Lacondemine naît vers 1930. Il est membre du PCI majoritaire puis du groupe La Vérité. Instituteur à Dugny (93), il dirige la cellule à laquelle appartiennent P. Broué, D. Salomon et B. Fraenkel. En 1963 ou 1964, R. Lacondemine met en contact ce dernier avec L. Jospin. Il décède en 2015 ou 2016.

- **LAFIEVRE Henri**

- **LAFOND-GLEICHERT Antonia**

Née en 1914, elle est normalienne puis institutrice. Militante SFIO avant-guerre, elle adhère au trotskysme en 1945. A. Lafond-Gleichert est candidate du PCI en 1946 avec G. Bloch dans le Puy-de Dôme. Militante à L'École émancipée et au PCI majoritaire, elle demeure ensuite lambertiste.

- **LANGE Ferdinand**

Métallurgiste, il travaille à l'Association ouvrière des instruments de précision (AOIP) à Paris. Syndiqué à la CNT, il milite au PCI majoritaire. F. Lange est membre en 1954 du comité permanent pour les Assises nationales pour l'unité d'action syndicale. Il semble quitter l'organisation lambertiste à la fin des années 1950.

- **LANTIGNY Charles**

Il milite au PSA et a des responsabilités à son organisation de jeunesse. C. Lantigny rejoint le groupe Lambert à la fin 1959 - début 1960. Il ne semble pas y demeurer très longtemps.

- **LARNICOL Jean-Claude (Lascaux).**

Il milite aux Auberges de Jeunesse et appartient au comité de rédaction de *Révoltes* quand il devient lambertiste vers 1960. Il est décédé à une date inconnue.

- **LAURENT Maurice (Laure),**

M. Laurent naît en 1926 ou 1927. Employé de bureau, il rejoint le PCI en 1946. Au début des années 50, il est le responsable de la région lyonnaise et de Saint-Etienne.

- **LAURENT Pierrette**

Membre du PCI majoritaire.

- **LECROT Guy ( Scamo)**

G. Lecrot naît vers 1937-1938.

- **LE DUC NIEM (Léon)**

Il naît en 1919 au Vietnam. Il vient en France au début de la seconde guerre mondiale, réquisitionné par les autorités coloniales pour remplacer les travailleurs français mobilisés. Il rejoint le PCI à la Libération puis demeure au courant lambertiste. Vers 1965-1966, Le Duc Niem retourne au Vietnam où il décède une quarantaine d'années plus tard.

- **LEFEBVRE/LEFEVRE Jean,**

J. Lefèvre naît en 1921. Dessinateur industriel, il travaille longtemps à la Régie Renault. Il rejoint le CCI en 1942. A partir de cette date, il est militant trotskiste et syndicaliste jusqu'à la fin de sa vie. Il soutient les positions du CCI qui devint ensuite PCI. En 1947, il est élu au comité central de cette organisation. Comme il se consacre surtout au travail syndical, il se lie alors à P. Lambert. J. Lefèvre appartient à la majorité de la section française qui constitue le PCI majoritaire. En 1953, J. Lefèvre est un des « militants ouvriers » qui aident P. Lambert à prendre la direction de cette organisation. Il demeure à ses côtés dans les organisations lambertistes successives : groupe *La Vérité* puis OCI. Chez Renault, J. Lefebvre devient le seul membre de cette organisation à la fin des années 1950. Membre de la CGT, il devient ensuite délégué du personnel FO chez Renault au second collège pendant 25 ans. Il meurt en 2004.

- **LEJEUNE Emile (Milou)**

E. Lejeune naît en 1929. Il rejoint le PCI dès 1947 et devient un des responsables du MRJ où il est permanent pendant une période. Rallié au PCI majoritaire, il fait partie de son bureau politique durant plusieurs mois en 1953. A partir de 1954, il est un des principaux dirigeants du groupe Raoul. Il quitte l'organisation en 1958, part en Belgique et cesse toute activité politique. Il est décédé en 2008.

- **LEVASSEUR Pierre (Edgar)**

Né en 1937, P. Levasseur entre aux jeunesses SFIO en 1955 puis à la SFIO. Membre du PSA, il devient lambertiste au début de l'année 1960 à la suite de J-J. Marie. Il quitte le PSU peu après. Il accède au comité central lambertiste en 1961 puis est responsable de la commission ouvrière. Postier, il exerce des responsabilités dans son syndicat FO (à la CE de Paris-RP...). Très actif au CERMTRI, P. Levasseur continue à militer dans l'organisation lambertiste jusqu'à son décès en novembre 2010.

- **LIDOVE Christian**

C. Lidove naît en 1938. Il adhère au PCF à quinze ans puis le quitte suite aux événements de Hongrie. Il est élève de l'ENI de Versailles puis de l'E.N.S.E.P (même promotion que Georges Vigarello et Jean-Pierre Famose). Il rencontre B. Fraenkel aux CEMEA et rejoint le « réseau Fraenkel » ainsi que le groupe La Vérité. C. Lidove décède en 2003.

- **LOMBARD Jacques (Martin, César Corte)**

- **LORIGNY**

Lorigny étudie à l'ENI de Versailles à la fin des années 1950. Militant aux JC, il en est exclu quand il rallie le groupe La Vérité. Ensuite, il devient instituteur dans l'Essonne.

- **MACQUARD Janine**

Institutrice dans l'Oise, J. Macquard appartient au PCI majoritaire et écrit dans *L'Ecole émancipée*. Elle est l'épouse de Robert Lacondemine.

- **MACULA Robert**

Né vers 1930, R. Macula appartient au PCI majoritaire puis demeure à l'organisation lambertiste. Dans les années 1960 et 1970, il appartient à une cellule RATP.

- **MAERTENS Jean**

Il naît en 1920 ou 1921. Cheminot, membre du PCF, il devient militant trotskyste en 1942. Militant à la CGT, il en est exclu suite à la campagne pour la Yougoslavie en 1950 ou 1951. Il

devient membre du CC du PCI majoritaire en 1952 et est réélu en 1954. Il semble quitter l'organisation lambertiste à la fin des années 1950.

- **MARIE Jean-Jacques** (Jean-Louis Simon, David Stein),  
Né en 1937. Il appartient au bureau des JS de la Seine. Proche de Marceau Pivert et opposé à la guerre d'Algérie, une procédure d'exclusion de la SFIO est lancée contre lui au printemps 1958. Il rejoint le PSA à sa naissance puis les lambertistes à Noël 1959. Il entre à leur comité central en 1965.
- **MARGNE Charles.**  
C. Margne revient à l'OCI en 1968.
- **MASSOT DE LAFOND François de** (François Forgue)
- **MASURE Pierre**  
P. Measure naît vers 1933 à Orléans. Il est issu d'une famille catholique pratiquante, son père est sous-officier. P. Measure est éducateur pour l'enfance inadaptée puis devient professeur dans un CET de Malakoff, où il milite à la CGT. Politiquement, il appartient à l'UGS puis au PSU. En 1961, il devient lambertiste à la suite de sa rencontre avec J. Bois. Cela l'amène à militer au CLER et à prendre des responsabilités dans l'organisation lambertiste (responsable d'amicale, de rayon puis de secteur). P. Measure appartient toujours à cette organisation quand il décède en 2008.
- **MAZET Denise**  
D. Mazet naît vers 1930-1931. D'origine ardéchoise, elle adhère au MRJ en 1948 par l'entremise de P. Broué. Elle appartient au PCI majoritaire jusqu'en 1957-1958. Conseillère d'orientation, elle épouse Vincent Jaillet.
- **MAZET Renée**  
R. Mazet naît en 1933. Sœur de la précédente, elle suit le même itinéraire politique. Institutrice, elle épouse Claude Kahn. Elle est décédée en 1998.
- **MIGNOT Roland**  
R. Mignot naît vers 1937. Il est enseignant.
- **MONIER Roger (Albert)**  
Naît le 27 mars 1921. Ouvrier métallurgiste, il rejoint le CCI pendant l'Occupation dans le secteur Puteaux-Suresnes. Il essaye de constituer une cellule trotskyste à Berlin avec L. Eemans et P. Henger. R. Monier est candidat du PCI aux législatives de 46. Il quitte l'organisation vers 1950. R. Monier aide le FLN durant la guerre d'Algérie. Contacté par P. Lambert, il rejoint son groupe vers 1960. Proche de S. Just, R. Monier quitte avec lui le PCI en 1984.
- **MONNIER Claude (Soupot, Boisseau)**  
C. Monnier naît en 1929. Il milite aux Auberges de jeunesse. Ouvrier fraiseur chez Renault, il rejoint la cellule du PCI en 1948. C. Monnier est emprisonné en 1957 à la suite de son activité de soutien au MNA. Plus tard, il travaille à la RATP. Il demeure militant lambertiste jusqu'en 1986 où il rompt avec l'organisation. C. Monnier se suicide en mars 2017.
- **MOURRE Xavier (Clément, Xavier Sigond)**  
X. Moure milite aux JSA puis rejoint le groupe Lambert à la fin 1959 - début 1960. Il s'occupe du travail CGT. A partir de 1964, il succède à J. Ribes à la direction du travail



jeunes. Il accède ensuite au bureau politique de l'OCI. Il appartient toujours au courant lambertiste.

- MUTTER André  
A. Mutter naît le 27 mars 1938. Il milite au PSA et a des responsabilités à son organisation de jeunesse. A. Mutter rejoint le groupe Lambert à la fin 1959 - début 1960.
- NATAF François  
Habitant à Laon, F. Nataf appartient au PCI majoritaire et à son comité central en 1957.
- NAGY Balasz – ou Balazs (Michel Varga)  
Né en 1927 au sud de Budapest, Balasz Nagy devient un intellectuel communiste. Il appartient en 1956 à la fraction réformiste d'Imre Nagy dans le PC hongrois. Après la seconde intervention de l'armée soviétique, il participe à la lutte contre celle-ci puis se résout à l'exil. Pendant un temps, il réside à Bruxelles où il constitue l'Institut Imre Nagy d'histoire sociale. A partir de 1962, il rejoint le groupe La Vérité et habite à Paris. Il accède au bureau politique de l'OCI et dirige les activités des lambertistes en Europe de l'Est. B. Nagy est exclu en 1972, accusé d'être un agent de la CIA et du KGB. B. Nagy décède en France au mois d'août 2015.
- NENY Jean-Guy  
Elève à l'ENI de Versailles, J-G. Nény appartient en 1953-1956 à la même cellule du PC que G. Bonhomme et C. Lidove. B. Fraenkel l'amène au groupe La Vérité. En 1963, il traduit *Eros et civilisation* d'H. Marcuse. Il devient ensuite inspecteur de l'enseignement primaire.
- NOUVEL Georges  
G. Nouvel naît en 1929 ou 1930. Ouvrier métallurgiste, il travaille à Nantes aux Etablissements Brissonneau où il est secrétaire de la section CGT. Il appartient aussi à la commission exécutive du syndicat des métaux de la ville mais est démis de ces responsabilités et exclu de la CGT en 1965. Par ailleurs, dans les années 1950 et 1960 il anime le groupe lambertiste nantais. Il décède en 2007, toujours partisan de ce courant politique.
- PAGES Robert (Rodion)
- PERRIN Henri  
Henri Perrin est dessinateur-projeteur à la Régie Renault. Il appartient à la cellule Renault du PCI puis du PCI majoritaire mais décède de tuberculose en 1953.
- PEULET Henri  
Il naît en 1946 et décède en 2003 ou 2004. H. Peulet appartient successivement au groupe Octobre, au PCI puis au PCI majoritaire. Ensuite, il demeure au courant lambertiste. Par ailleurs, il est le beau-père de François Bousset, fils de P. Lambert.
- PREVAN Guy  
G. Prévan est correcteur au *Monde*.
- PUYADE Jean (Johnny)  
J. Puyade naît en décembre 1940. Elève à l'ENI de Versailles, il est membre des JC. Il rencontre P. Lambert en 1961 et rallie alors le groupe La Vérité. Etudiant en espagnol à la Sorbonne, J. Puyade milite surtout au CLER. A partir de 1962, il appartient au bureau de la FGEL mais A. Griset l'élimine de la délégation pour le congrès de Dijon de 1963. Ensuite, il devient professeur d'espagnol. J. Puyade rompt avec le courant lambertiste en 1987.

- **QUILLET Lucien**  
Membre du PCI puis du PCI majoritaire.
- **RAGUIN Claude**  
Membre du PCI majoritaire, C. Raguin est ouvrier boulanger chez Gondolo puis ouvrier à la RATP. Il quitte l'organisation en 1984 avec S. Just.
- **RAULT Ginette**  
G. Rault est fonctionnaire. Elle travaille au CNRS où elle milite. Elle est décédée en 2007.
- **RAUZY Gérard**  
G. Rauzy fait de brillantes études de mathématiques à Paris. Lors de la création du CLER, en 1961, il en est le membre le plus en vue. Vers 1965, professeur à Marseille, il s'éloigne des lambertistes.
- **RAYNAL**  
Né vers 1923, Raynal est membre du PCI à Reims puis du PCI majoritaire dans les années 1950.
- **RENARD Daniel** (Garnier, François Tarrant)  
Métallurgiste très qualifié, D. Renard est traceur-calibriste à la Régie Renault. Après la scission de juin 1952, il se défie de M. Bleibtreu principal dirigeant du PCI majoritaire. Il soutient indéfectiblement P. Lambert au cours des années 1950 mais au cours de la décennie suivante il le critique de plus en plus. En conséquence, dans la seconde partie des années 1960, il perd ses responsabilités à la direction de l'OCI et est renvoyé à la base. Il demeure néanmoins dans l'organisation lambertiste jusqu'à son décès en 1988.
- **REVALO Raymond**  
Ouvrier aux usines FAR à Lyon. Membre du PCI majoritaire puis du groupe La Vérité, il appartient brièvement au comité central en 1957-1958. Militant CGT et délégué du personnel, son syndicat ne renouvelle pas son mandat en 1962.
- **RIBES Jean** (Rivière)  
Jean Ribes naît le 12 mai 1930. Il est professeur à l'école Normale du Mans de 1958 à 1967. Fils d'un militant socialiste, il adhère aux JS en 1945 puis, après leur dissolution, au RDR. Actif aux auberges de jeunesse, il accède à des responsabilités en même temps qu'il y enseigne les danses populaires. Surtout, il dirige le périodique *Révoltes* destiné aux ajistes. Par ailleurs, il rejoint la Nouvelle gauche puis l'UGS où il rencontre Raoul. Très influencé par SouB, il rallie le groupe La Vérité à la fin des années 1950 quand il est convaincu que la bureaucratie ne constitue pas une nouvelle classe sociale. Il y anime la commission jeunes. Son militantisme lambertiste entraîne son exclusion de la FUAJ en octobre 1963. Il abandonne l'année suivante ses responsabilités à la commission jeunes et s'occupe ensuite de la formation des militants lambertistes avec Gérard Bloch. Marié à Madeleine Briselance, celle-ci le quitte en 1960. Il épouse ensuite L. Copferman, mariée précédemment à S. Just. Il quitte l'organisation lambertiste en 1984 avec ce dernier.
- **ROCTON Yvon**  
Y. Rocton naît le 19 mai 1938. En 1956, il devient tourneur à l'usine Sud-aviation en Loire-Atlantique. Il adhère très vite à la CGT et au PCF. Néanmoins, en 1960, il rejoint le groupe Lambert après son service militaire en Algérie. Militant aux Auberges de jeunesse, il est exclu de la FUAJ en 1963. De même, l'année suivante, il est exclu de la CGT. Y. Rocton rejoint alors FO et en devient le secrétaire de la section de Sud-Aviation à Bouguenais. Sous

son impulsion, Sud-Aviation devient la première usine en grève totale, occupée par ses salariés à partir du 14 mai 1968. Y. Rocton demeure ensuite militant du courant lambertiste y exerçant des responsabilités ainsi qu'à la fédération de la métallurgie FO jusqu'à sa mort le 27 septembre 2008.

- **ROY Pierre** (Roussel)

P. Roy siège au comité central lambertiste de 1958 à 1970. A partir de 1961, il est professeur de Lettres à Cherbourg et dirige une cellule lambertiste centrée sur Caen. En 1967, P. Roy mute à Saint-Etienne et devient responsable du secteur Lyon – Saint-Etienne de l'OCI.

- **SALOMON Denise, épouse FRAENKEL** (Frédérique)

En 1964, D. Salomon dirige un des six rayons du groupe La Vérité dans la RP. Deux ans plus tard, elle quitte l'OCI à la suite de l'exclusion de Boris Fraenkel.

- **SANVOISIN Jean** (Jacques Meyraud)

J. Sanvoisin naît le 23 septembre 1942 à Houilles (78). Son père est ouvrier, devenu ingénieur par promotion interne, et sa mère institutrice. D'abord élève de l'E. N de Versailles - il y rencontre C. Chisserey et J. Puyade, il va ensuite à la Sorbonne où il obtient une licence en lettres. En contact avec les lambertistes depuis le début des années 1960 et membre du CLER, il rejoint en 1965 le PCI-Frank et en conséquence adhère au PCF. Avec d'autres militants du premier, il rejoint l'OCI à la suite de la manifestation de Liège en 1966 et milite au CLJR du XI<sup>e</sup> arrondissement. Par ailleurs, en 1968, J. Sanvoisin est rédacteur aux éditions Anthropos. Il quitte le PCI en 1984 avec S. Just.

- **SEDES Maryse** (Elyse)

Maryse Bloch naît le 9 juin 1930. Employée de bureau, elle épouse Maurice Sedes en 1954. Elle appartient comme lui au groupe *Révoltes* dont son frère est l'imprimeur. Elle rejoint le courant lambertiste avec son époux et est exclue de la FUAJ avec lui en 1963. En 1964, elle dirige un des six rayons du groupe Lambert dans la RP.

- **SEDES Maurice** (Sylvestre)

M. Sedes naît le 3 août 1928. Il est rédacteur à l'Institut national de sécurité pour la prévention des accidents du travail. Militant aux auberges de jeunesse, il est le directeur de la publication *Révoltes* de 1956 à 1965. Lucienne Bloch l'amène à rejoindre le courant lambertiste vers 1960. De ce fait, M. Sedes est exclu de la FUAJ en 1963 avec son épouse. Il accède à des responsabilités importantes à l'OCI qu'il quitte peu après Mai 68 et devient permanent à FO. Il décède en 2007.

- **SELLERON Claude**

C. Selleron naît le 24 mars 1924. D'origine modeste, il est employé à la RATP à l'Association paritaire d'action sociale (APAS) du BTP. Il rejoint la cellule Métro du PCI au début des années 50 puis appartient à la cellule Sécurité sociale avec P. Lambert. Par ailleurs, militant CGT il décide d'adhérer à FO en 1959. Proche de S. Just, il quitte avec lui le PCI en 1984.

- **SELLERON Jeannine** (Sophie)

Sœur du précédent, Jeannine Selleron naît le 10 mars 1930. Elle commence à travailler comme employée puis elle rejoint en 1956 la RATP. Aux auberges de jeunesse, elle rencontre Michel Fiant qui l'amène à militer au MRJ. J. Selleron rejoint le PCI majoritaire en 1952, elle appartient à la cellule Téléphonie. Militante CGT, elle en est exclue en 1955. A la RATP, elle rejoint FO. Mariée en 1955 au trotskyste vietnamien Le Duc Niem avec qui elle a

un enfant, elle divorce une dizaine d'années plus tard et devient la compagne de S. Just. J. Selleron quitte le PCI avec ce dernier et ses frères en 1984.

- **SELLERON Serge**

Frère des précédents, S. Selleron naît le 7 août 1927. Employé à la RATP, il y devient ingénieur grâce à une formation interne. Recruté par S. Just, il rejoint la cellule Métro du PCI au début des années 1950. S. Selleron quitte le PCI avec S. Just, son frère et sa soeur en 1984. Il est décédé le 6 juin 2006.

- **SERFATI Claude**

C. Serfati naît le 15 mai 1946. Il appartient au bureau de la FER.

- **SERFATI Gérard**

G. Serfati naît le 5 mars 1940 à Paris. Licencié en sciences économiques, en 1967 il devient rédacteur à la RATP. Militant au PSU, en 1963 il est responsable du bureau « presse-propagande » aux ESU. Il démissionne de cette organisation en 1964 et rejoint le CLER et l'UNEF. Au sein de ce syndicat, il est élu en janvier 1966 vice-président de l'A. G. en droit et sciences économiques de Paris. Il devient aussi un des principaux animateurs de *Révoltes*. Il appartient au bureau de la FER lors de sa constitution.

- **SIMON Jacques** (Mohamed Aklouf)

- **SONTET Roger**

Membre du PCI majoritaire au début des années 1950, il écrit dans *La Vérité*. Roger Sontet appartient à la commission ouvrière en 1963.

- **STOBNICER Charles** (Charles Berg, Karl, Charles Jérémie, Jacques Kirsner)

C. Stobnicer naît le 22 juin 1946 à Paris. Ses parents sont des artisans pauvres, émigrés de Pologne et de Russie. Ils appartiennent au Bund, le parti socialiste juif. C. Stobnicer obtient la nationalité française en 1947. Il est étudiant en histoire à la faculté de lettres de Censier puis enseignant. Dès 1960, il rejoint le PSU mais, gagné par L. Eemans, il rallie l'année suivante le groupe Lambert. Il succède à J. Garabau à la direction des JSU néanmoins son indiscipline entraîne en 1963 son exclusion du PSU avec d'autres lambertistes. Il devient le responsable charismatique des groupes *Révoltes* sous le nom de Charles Berg et accède au comité central lambertiste. En 1968, il entre au bureau politique, responsable du travail dans la jeunesse, et devient permanent. C. Berg est le président-fondateur de l'AJS la même année mais l'OCI l'exclut en 1979.

- **TARRAGNAT**

Il naît en 1926 ou 1927. Auxiliaire aux PTT, il est syndiqué CGT. Tarragnat milite aux JCF puis rejoint le PCI en 1946 à Clermont-Ferrand.

- **TRANCHANT Christiane** (Geneviève)

C. Tranchant naît le 1<sup>er</sup> janvier 1933 dans une famille petite-bourgeoise de province. Après des études de droit, elle devient cadre dans une compagnie d'assurances. Elle milite à la Nouvelle Gauche puis à l'UGS. Là, elle rencontre Raoul dont elle devient la compagne. Avec d'autres militants qui refusent la fusion de l'UGS dans le PSU elle rejoint le groupe Lambert en 1961. De 1969 à 1974, elle est trésorière de l'OCI pour la RP. Elle quitte l'organisation lambertiste en 1978.

- TOUR Francis

F. Tour naît le 13 novembre 1933. Son père étant horloger, il fait un apprentissage d'horlogerie. En 1957, il rejoint la Nouvelle gauche. Là, il est gagné au trotskysme par Raoul. Avec ce dernier, il refuse la fusion de l'UGS dans le PSU et essaye d'animer l'UPS. A la suite de l'échec de cette dernière, il rejoint le groupe Lambert qu'il quitte en 1972-1973. F. Tour était l'un des animateurs d'*Analyse et documents*.

- TRUPIN Raymond

R. Trupin naît vers 1928. Ouvrier métallurgiste - tourneur - à la Régie Renault, il appartient à la cellule Renault du PCI majoritaire. Il semble quitter l'organisation lambertiste à la fin des années 1950.

- VAN BEVER Georges (Jo)

G. Van Bever naît vers 1930. Ajusteur-mécanicien, il travaille chez Renault dans les années 1950. Au cours de la même période, il appartient à la cellule Renault du PCI majoritaire et est syndiqué à la CGT. Il quitte le PCI majoritaire en 1957 ou 1958.

## **Annexe 2 : CLADO - les 40 premiers signataires de l'appel pour la libération du mouvement ouvrier (fin 1956)**

La liste suivante reproduit le nom de chacun d'entre eux suivi, s'ils sont connus, de son prénom, sa profession, son organisation syndicale et/ou politique ainsi que son éventuelle appartenance au Comité Messali.

Baratier Henri, métallurgiste, PCI majoritaire.

Benayoum

Bois Jacqueline, professeur, SNES, PCI majoritaire.

Breton André, écrivain, Comité Messali.

Bossut Pierre, instituteur, SNI, PCI majoritaire.

Capocci Armand, journaliste, FO, fils d'Oreste Capocci secrétaire général de la FEC.

Cassou Jean, écrivain, Comité Messali.

Chéramy Robert, professeur, SNES, PCI majoritaire, Comité Messali.

Clusan Robert, ex-SFIO.

Cordier Charles, enseignant, SNES, collaborateur de *La Révolution prolétarienne*.

Dechézelles Yves, avocat, NG, Comité Messali.

De Massot Pierre, écrivain, ex-PCF.

Duvignaud Jean, écrivain, ex-PCF, Comité Messali.

Dumont René, fonctionnaire, FO, PCI majoritaire, Comité Messali.

Harding Wilfried, métallurgiste, PCI majoritaire.

Harding Jeannette, professeur, SNES, PCI majoritaire.

Hébert Alexandre, permanent syndical, FO, Comité Messali.

Jouffa Yves, avocat, NG, Comité Messali.

Lambert Pierre, employé, CGT, PCI majoritaire, Comité Messali.

Lamizet Georges, anarcho-syndicaliste proche d'A. Hébert, FO.

Lefebvre Jean, dessinateur industriel, PCI majoritaire.

Legrand Georges, instituteur, SNI.

Letonturier Louis-Paul, professeur, SNES, ex-PCI.

Lucente Robert, métallurgiste chez Renault, CFTC, NG.

Martinet Jean-Daniel, chirurgien, collaborateur de *La Révolution prolétarienne*.

Martinais J, SFIO.

Mascolo Denys, écrivain.

Morin Edgar, sociologue, ex-PCF.

Pennetier Marcel, instituteur, SNI, ex-PCI.

Pivert Marceau, SFIO.

Renard Daniel, métallurgiste, PCI majoritaire, Comité Messali.

Ribes Jean, professeur, militant ajiste, proche SouB.

Richard

Rous Jean, avocat et journaliste, SFIO, ancien trotskyste.

Ruff Paul, professeur, SNES, Comité Messali.

Schwartz Laurent, professeur, ancien trotskyste.

Thomas Edith, écrivain.

Vente J.

Vessilier Maurice, instituteur, SNI, ex-PSOP et proche de l'Ecole émancipée.

Walusinski Georges, professeur, FO, collaborateur de *La Révolution prolétarienne*.





## SOURCES

### SOURCES PRIMAIRES

Il s'agit d'abord de documents d'époque consultables dans deux types de dépôts d'archives :

- ceux relevant d'un organisme public ;
- ceux appartenant à une association ou à une personne privée.

Nous regroupons dans une troisième catégorie, **Autres**, les sources primaires de natures différentes.

#### A) Archives publiques

Aux **Archives nationales** à Pierrefitte-sur-Seine (93), nous avons examiné le fonds René Sedes 20140177 (ex 555J). Le carton 25 comprend un dossier Noyautage trotskyste 1960-1964 et le carton 24 la collection du *Bulletin d'information du comité directeur de la FUAJ*.

Au **Service des archives de la préfecture de police**, cinq cartons de la série G<sup>A</sup> ont été consultés grâce à une autorisation du préfet. Il s'agit des brochures de synthèse des renseignements généraux suivantes :

- G<sup>A</sup> br7 : les mouvements gauchistes, anarchistes, généralités ;
- G<sup>A</sup> br9 : mouvements, groupements, associations à caractère marxiste ;
- G<sup>A</sup> br10 : partis politiques de la gauche non-communiste ;
- G<sup>A</sup> br20 : presse d'extrême-gauche ;
- G<sup>A</sup> br45 : cercles, associations pour jeunes.

A **La Contemporaine**, le fonds Marcel Bleibtreu (F Delta 1902) comprend beaucoup de documents sur le PCI de la Libération à 1955. Nous avons étudié les textes concernant notre sujet et absents au CERMTRI, cela correspond aux dossiers :

- Autobiographies (1/1 et 1/2) et Correspondance (1/4) du carton 1 ;
- PCI : 1952 (3/4) du carton 3 ;
- PCI : 1952 fin (4/3), PCI 1953 (4/4), PCI 1954 (4/5) et 1954 Crise lambertiste fin (4/8) du carton 4.

La Contemporaine dispose aussi des archives de l'UNEF pour les années 1924 à 1971. Parmi celles-ci, le carton 4/delta/1174/1957-1963 concerne la FGEL. Certains documents, comme le rapport moral de mai 1963, évoquent le conflit du bureau fédéral avec le CLER.

De même, mentionnons dans ce centre d'archives le fonds Elie Boisselier (codifié F Delta Res 286) concernant le Comité Messali Hadj. Le carton correspondant inclut un dossier de correspondance très intéressant (40 pièces), le bulletin de cet organisme ainsi qu'un ensemble de communiqués, appels et tracts.

Enfin, toujours à La Contemporaine, il faut signaler les archives du secrétariat unifié de la IVe Internationale. Les dossiers suivants se sont révélés particulièrement intéressants pour cette recherche :

- France - tendance P. Lambert, circulaires, résolutions politiques, guerre d'Algérie, tracts, 1952-1965 (cote F Delta 278) ;
- IVe Internationale - réunification, 1954-1957 et 1962-1963 (cote F Delta Rés. 426).

Le **Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS)** de l'Université Paris I se situe au 9 rue Mahler à Paris. Les archives d'André Marty et Jean-René Chauvin peuvent y être consultés. Pour les premières, les dossiers CHS AM 36 et AM 39 concernent notre sujet. Pour les secondes, il s'agit :

- dans la partie 1-JRC Documents, du carton concernant les années 1950-1960 référencé 1-JRC-5B-5D ;
- dans la partie 2-JRC Correspondance, du carton sur les lettres des années 1954-1962 référencé 2-JRC-1A-1C Corresp. 1954-1962.

## B) Archives privées

Au CERMTRI, les archivistes identifient chaque carton par une cote inscrite sur la tranche et correspondant à un intitulé, parfois assez long. La cote d'un carton ne respecte donc pas la classification traditionnelle d'un centre d'archives. De plus, les cartons sont rangés par catégorie. Voici ceux utiles pour notre recherche :

### 1) Presse

Dans la liste des périodiques concernés, nous avons arrêté nos investigations à 1965. Par ailleurs, nous signalons quand à une publication correspond plusieurs cartons :

*Front ouvrier*, 1945-1948, organe du regroupement syndical impulsé par le PCI ;

*La Vérité*, 1945-1958, organe du PCI puis du PCI majoritaire (5 cartons) ;

*Quatrième Internationale*, 1945-1965, revue du CEI de la IVe Internationale (3 cartons) ;

*École émancipée*, 1946-1965, revue de la tendance de la FEN (3 cartons) ;

*La Révolution prolétarienne*, 1947-1965, revue syndicaliste révolutionnaire (2 cartons) ;

*L'Unité syndicale*, 1948-1949, organe de la tendance du même nom ;

*Jeune révolution*, 1949-1953, organe du MRJ ;

*Socialisme ou Barbarie*, 1949-1965, organe de critique et d'orientation révolutionnaire (2 cartons) ;

*L'Unité*, 1950-1952, organe des comités pour la démocratie et l'unité syndicales ;

*La Vérité des Travailleurs*, 1952-1962, organe du PCI minoritaire ;

*L'Unité syndicale*, 1952-1957, 2<sup>ème</sup> série ;

*Révoltes*, 1956-1964, bulletin périodique culturel et technique (continué par le *Bulletin de liaison des lecteurs de Révoltes*) ;

*La Commune*, 1957-1958, tribune du CLADO ;

*La Vérité*, 1958-1965, revue trotskyste éditée par le groupe Lambert ;

*Informations ouvrières*, 1958-1965, organe officieux du même groupe ;

*Correspondances socialistes*, 1960-1961, organe mensuel de l'internationalisme militant ;

*Bulletin de liaison des étudiants révolutionnaires*, 1961-1965, organe du CLER ;

*Informations internationales*, 1962-1964, publié par le groupe Lambert ;

*Le Militant*, 1962-1965, lettre syndicale publiée par la minorité FO ;

*L'Internationale*, 1962-1965, organe du PCI minoritaire ;

*Voix ouvrière*, 1962-1965, organe de l'Union communiste internationaliste ;

*Lettre aux militants*, 1963-1965, organe de la tendance Lutte de classes de la CGT.

2) Cartons concernant une année

Il s'agit de textes manuscrits ou imprimés rassemblés annuellement par le PCI, le PCI majoritaire puis le groupe lambertiste. Ces documents sont de natures très diverses : bulletins intérieurs, circulaires, comptes rendus des séances du comité central, lettres envoyées par de simples militants ou d'autres organisations à la direction, réponses de celle-ci... Il est mentionné quand à une année correspond plusieurs cartons :

CCI 1940-1941 Bulletins intérieurs	PCI 1954
CCI Documents et bulletins intérieurs 1943-1944	PCI 1955
PCI 1944	PCI 1956
PCI 1945	PCI 1957
PCI 1946 (2 cartons)	PCI 1958
PCI 1947 (2 cartons)	OT 1959-1961
PCI 1948	OT 1962-1964
PCI 1949	OCI 1965
PCI 1950	OCI 1966
PCI 1951	OCI 1967
PCI 1952 (2 cartons)	OCI 1968
PCI 1953	

Signalons que dans un même carton un document peut être en plusieurs exemplaires. De plus, il se trouve aussi éventuellement dans des cartons regroupant les pièces liées à chaque congrès de l'organisation (textes préparatoires, rapports, comptes rendus...). En voici la liste : VIIe (1951), VIIIe (1952), IXe (1954), Xe (1957), XIe (1961), XIIe (1963), XIIIe (1964) et XIVe (1965).

3) Cartons thématiques

AUBERGES 1958-1964 (concerne l'activité des lambertistes à la FUAJ)

CLER

FRANCE CI 1953-1964 (comprend une partie de la correspondance avec les trotskystes étrangers durant cette période)

FRANCE 1950-1951 *L'Unité*

JSA

PCI-OCI Textes pour formation-éducation

PCI SU 1952 à 1960 (textes du PCI minoritaire)

PSA

PSA 1959-1960

PSU Textes et circulaires de 1962 et 1963

PSU 1960-1964 2<sup>ème</sup> congrès

SI BI 1953-1954 (textes du Secrétariat international autour de la création du Comité international)

TRAVAIL SYNDICAL 1947-1957 (activité syndicale des lambertistes durant la période mentionnée)

UPS

Dans la partie du CERMTRI concernant les pays étrangers, signalons l'intérêt des cartons suivants :

ALGÉRIE 1954-1957

GB SLL BI 1959 à 1963 et GB RSL et SLL BI (ces deux cartons réunissent une partie de la correspondance internationale de la section britannique membre du CI)

#### 4) Fonds de militants

Certains documents du CERMTRI sont regroupés dans des fonds à part, identifiés par leur donateur. Signalons l'intérêt des dépôts suivants :

- le fonds Gérard Bloch. G. Bloch a été le numéro deux de l'organisation pendant la plus grande partie de la période étudiée. Cinq cartons de ce fonds se sont révélés fondamentaux :

COMITE INTERNATIONAL 1952 à 1954 CORRESP. FONDS G. BLOCH

COMITE INTERNATIONAL 1952 à 1962 CORRESP. FONDS G. BLOCH

FONDS GERARD BLOCH 1946 à 1952 NOTES ET CORRESP.

FONDS BLOCH BI CORRESP. 1947 A 1963

FONDS GERARD BLOCH 1952 à 1958 NOTES ET CORRESP.

- le fonds Jean Ribes. Ses archives permettent de mieux connaître les débuts de *Révoltes*. Elles correspondent à 2 cartons : AJ CORRESPONDANCES-REVOLTES et BULLETINS DIVERS.
- le fonds Daniel Renard. Dans les cinq cartons d'archives de ce fonds, signalons l'intérêt de deux d'entre eux : FONDS RENARD et FONDS RENARD FO doc. divers.

- le fonds Messali Hadj. Il s'avère très riche car il correspond à 51 cartons avec des documents datant de 1935 à 1962. Par choix, nous avons consulté seulement les pièces les plus utiles pour notre sujet.

Les **archives de M. Lequenne et de Raoul** ne sont pas classées. Pour les consulter, il faut contacter respectivement M. Lequenne et C. Tranchant.

## C) Autres

### 1) Presse d'époque

Les périodiques suivants, non disponibles au CERMTRI, ont été consultés ponctuellement : *Franc-Tireur*, *L'Humanité*, *Le Monde* et *Preuves*.

### 2) Mémoires et témoignages écrits

BARCIA Robert, *La véritable histoire de Lutte ouvrière*, Paris, Denoël, 2003.

BAUMGARTEN Jean, *Un léger incident ferroviaire*, Paris, La Fabrique, 2002.

CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste. Secrétaire de Trotsky en 1933*, Paris, L'Harmattan, 1999.

FRAENKEL Boris, *Profession : révolutionnaire*, Latresne, Le bord de l'eau, 2004.

FICHAUT André, *Mémoires d'un ouvrier trotskyste breton*, Paris, Syllepse, 2003.

GLUCKSTEIN Daniel et LAMBERT Pierre, *Itinéraires*, Ed. du Rocher, Paris, 2002.

JOYEUX Maurice, *Sous les plis du drapeau noir*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 1988.

LEROY-LADURIE Emmanuel, *Paris-Montpellier PC-PSU 1945-1963*, Paris, Collection Témoins, Gallimard, 1982.

MESSALI HADJ, *Mémoires de Messali Hadj*, J-C. Lattès, Paris, 1982.

MINGUET Simonne, *Mes années Caudron une usine autogérée à la Libération (1944-1948)*, Paris, Syllepse, 1997.

PLENEL Edwy, *Secrets de jeunesse*, Paris, Stock, 2001.

RAJSFUS Maurice, *Une enfance laïque et républicaine*, Paris, Manya, 1992.

SIMON Jacques, *Juif berbère d'Algérie*, Paris, l'Harmattan, 2012.

STORA Benjamin, *La dernière génération d'octobre*, Paris, Stock, 2003.

### 3) Témoignages oraux

S'abord, nous nous sommes servi des interviews menées en 2005-2006, pour notre maîtrise *Agir au sein de la classe*, op. cit., p. 160-191. Les militants interrogés étaient

M. Lequenne, F. de Massot, Jean Baumgarten, Claude Kahn et Jacques Simon. La présente recherche a aussi utilisé les relations d'entretiens effectués par d'autres historiens :

- ceux menés par Karim Landais avec P. Broué, M. Lequenne, B. Fraenkel, A. Hébert, C. Berg et V. Prémey en 2004. Ils sont disponibles dans son ouvrage *Passions militantes et rigueur historique (I)*, *op. cit.* A la même époque, K. Landais avait interviewé Denise Fraenkel-Salomon. Le compte rendu n'a pas été mis dans son livre mais cet historien avait eu l'amabilité de nous le communiquer avant son décès ;
- celui effectué avec Louis Eemans par Céline Malaisé en 2001 ou 2002 ;
- celui mené avec Marcel Caballero et Marc Blondel par Guillaume Troussel en 2006 pour son master *Libertaires et syndicalistes...*, *op. cit.*, p. 186-194.

Ensuite, nous avons procédé à nos propres entretiens avec :

Henri Benoits le 20/1/2015	Jean-Jacques Marie les 18/2/2007, 16/9/2015, 30/9/2015, 22/6/2016 et 17/2/2017
Jacqueline Bois le 7/6/2009	Claude Monnier les 11/2/2009 et 14/7/2009
Guy Bonhomme le 27/6/2017	Jacques Mornand le 21/11/2009
François Chesnais le 28/11/2018	Jean Puyade le 20/12/2017
Jean-Pierre Debourdeau le 25/9/2017	Bernard Ravenel le 15/3/2019
Jacques Dupont le 13/2/2008	Jean Ribes le 25/9/2009
Jean Garabuau le 18/4/2017	Pierre Roy le 12/6/2009
Claude Kahn le 21/12/2007	Jean Sanvoisin le 25/10/2009
Jacques Kirsner (Charles Berg) le 30/10/2017	René Sedes le 24/6/2017 et le 5/7/2017
Pierre Laguillaumie le 11/6/2017	Jeannine Selleron le 8/3/2009
Pierre Levasseur les 28/1/2006, 24/10/2008, 29/10 et 28/11/2008, 21/10 et 24/10/2009	Jacques Simon le 22/11/2008
François de Massot les 29/10/2008, 29/6/2011, 6/7/2015, 30/9/2015, 20/10/2015 et 22/6/2016	Francis Tour le 15/11/2008
	Christiane Tranchant le 30/10/2006

Ces entretiens se sont déroulés chez l'interviewé, dans un café ou au CERMTRI. Leurs comptes rendus sont conservés dans les archives personnelles de l'auteur.

Enfin, il faut signaler l'intérêt de la série *Fragments d'un discours révolutionnaire : à l'école des trotskysmes français* produite et réalisée par le journaliste Jean Birnbaum. Il s'agit de 25 émissions d'une demi-heure, diffusées sur France culture du 29 juillet au 30 août 2002.

Au cours de celles-ci, J. Birnbaum s'entretient avec une cinquantaine d'actuels ou anciens trotskystes. Cela permet d'écouter les souvenirs de dirigeants de l'OCI-PCI comme P. Lambert, P. Broué et C. Berg mais aussi d'ex-lambertistes qui se sont peu exprimés sur leur passé comme Pierre Dardot, Bernard Murat, Alex Métayer, Yvon Rocton ou Michel Broué. Ces émissions sont disponibles sur [hussonet.free.fr/trotsk.htm](http://hussonet.free.fr/trotsk.htm) consulté le 15/2/2018.



## SOURCES SECONDAIRES

### Ouvrages imprimés

D'abord, il faut signaler sur le site de la revue *Dissidences* une bibliographie concernant l'histoire des trotskystes français. Voici l'adresse de la dernière version datant de septembre 2011 et consultée le 30/9/2018 :

<https://revuesshs.u-bourgogne.fr/dissidences/document.php?id=587>

Nous proposons dans les pages suivantes une liste d'ouvrages un peu différente car adaptée à notre recherche. En effet, celle-ci étudie seulement une des organisations se réclamant du trotskysme en France. En conséquence, certains livres cités par *Dissidences* n'apparaissent pas alors que nous en indiquons d'autres consacrés à des courants du mouvement ouvrier français proches des lambertistes.

#### 1) Outils de recherche

ALEXANDER Robert J., *International trotskyism : 1929-1985, a documented analysis of the movement*, Durham, Duke University Press, 1991, 1125 p.

BIARD Roland, *Dictionnaire de l'extrême-gauche de 1945 à nos jours*, Paris, Belfond, 1978.

BOULLAND Paul, PENNETIER Claude et VACCARO Rossana, dir., *André Marty : l'Homme, l'Affaire*, Paris, Editions Codhos, 2005.

GIRARDIN Dominique, *Index de la revue Quatrième Internationale 1936-1975*, Paris, Éditions La Brèche, 1979.

PENNETIER Claude, dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français version CD-ROM Mac/PC*, Paris, Editions de l'Atelier, 1997.

PENNETIER Claude, dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social, de 1940 à mai 1968*, Paris, Editions de l'Atelier, la parution de cette nouvelle série a commencé en 2006.

PLUET-DESPATIN Jacqueline, *La presse trotskyste en France de 1926 à 1968*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme / Presses Universitaires de Grenoble, 1978.

PRAGER Rodolphe, dir., *Les congrès de la quatrième Internationale - tome 2 : l'Internationale dans la guerre (1940-1946)*, Paris, La Brèche, 1981, 480 p.

PRAGER Rodolphe, dir., *Les congrès de la Quatrième Internationale, tome 3 : Bouleversements et crises de l'après-guerre 1946-1950*, Paris, La Brèche, 1988.

PRAGER Rodolphe, dir., *Les congrès de la Quatrième Internationale, tome 4 : Menace de la troisième guerre mondiale et tournant politique 1950-1952*, Paris, La Brèche, 1989.

## 2) Le mouvement trotskyste et les lambertistes

ASKOLOVITCH Claude, *Lionel*, Paris, Grasset, 2001.

BENSAID Daniel, *Les trotskysmes, Que sais-je ?*, 2002.

BIRNBAUM Jean, *Leur jeunesse et la nôtre*, Stock, Paris, 2005.

BLOCH Gérard, *Ecrits (volumes 1 et 2)*, Sélino, Paris, 1989 et 1995.

BOURSEILLER Christophe, *Cet étrange Monsieur Blondel - enquête sur le syndicat Force Ouvrière*, Paris, Bartillat, 1997.

BRABANT Jean-Michel, *Les partisans de la IVème Internationale en France sous l'Occupation (POI, CCI, groupe Octobre) et leur fusion*, Université de Paris VIII, mémoire de maîtrise, 1976.

BRANDELY Emmanuel, *L'OCI-PCI de 1965 à 1985*, mémoire de maîtrise, Université de Bourgogne, 2001.

BRETON François-Xavier, *La scission du PCI Parti communiste internationaliste section française de la IVème Internationale en 1952*, mémoire de maîtrise, Université de Bourgogne, 2001.

BROUE Pierre, *Trotsky*, Paris, Fayard, 1988.

CAMBADELIS Jean-Christophe, *Le chuchotement de la vérité*, Paris, 2000.

CAMPINCHI Philippe, *Les lambertistes, un courant trotskyste français*, Paris, Balland, 2000.

CASSARD Jean-Pierre, *Les trotskystes en France pendant la deuxième guerre mondiale (1939-1945)*, Paris, Sélino, 1981.

CHARPIER Frédéric, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*, Paris, Editions 1, 2002.

CRAIPEAU Yvan, *Contre vents et marées*, Paris, Savelli, 1977 et *La Libération confisquée*, Paris, Savelli/Syros, 1978.

ESCURET Jean-Louis, *La crise de 1952 et les courants du trotskisme en France*, mémoire de maîtrise, Université de Clermont, 1976.

FILOCHE Gérard, *Ces années-là quand Lionel...*, Paris, Ramsay, 2001.

FRANK Pierre, *La Quatrième Internationale - Contribution à l'histoire du mouvement trotskyste*, Paris, Maspero, 1969.

GRZYBEK Gérard, *Les trotskystes dans les organisations communistes françaises pendant les années cinquante*, mémoire de maîtrise, Université de Paris VIII, 1975.

JOSPIN Lionel, *Lionel raconte Jospin*, Paris, Seuil, 2010.

LANDAIS Karim, *Un parti trotskiste Éléments pour une socio-histoire des relations de pouvoir : introduction à une étude de l'OCI-PCI*, Université de Bourgogne, 2004. Publié dans le recueil des textes *Passions militantes et rigueur historique*, tome 1, 2006, p. 99-276 avec une série d'entretiens avec d'anciens lambertistes p. 291-653.

LANUQUE Jean-Guillaume, *Le mouvement trotskyste et la question coloniale : le cas de la guerre d'Indochine, 1945-1954*, mémoire de maîtrise, Université de Nancy II, 1995.

LANUQUE Jean-Guillaume, *Les trotskystes français et la question coloniale : le cas de l'Algérie 1945-1965*, mémoire de DEA, Université de Nancy II, 1997.

LEQUENNE Michel, *Le trotskisme, une histoire sans fard*, Paris, Syllepse, 2005.

MALAISE Céline, *Etre Trotskyste. Militants et militantisme trotskystes en France de 1944 à la fin des années 50*, DEA, Paris I, 2002.

MARIE Jean-Jacques, *Trotsky et les trotskystes*, Paris, Armand Colin, 2004.

MASURE Pierre, *Un long chemin, testament politique*, éditeur inconnu, s. d..

MICHELET Stéphane, *L'exclusion de la Section Française de la Quatrième Internationale - 1952-*, mémoire de maîtrise, Université Paris I, 1980.

MINGUET Simonne, *Mes années Caudron une usine autogérée à la Libération (1944-1948)*, Paris, Syllepse, 1997.

MOREAU François, *Combats et débats de la IVème Internationale*, Hull Québec, Editions Vents d'Ouest, 1993.

NICK Christophe, *Les Trotskistes*, Paris, Fayard, 2002.

PATTIEU Sylvain, *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002.

PLUET-DESPATIN Jacqueline, *Prolétariat et avant-garde : les étapes du mouvement trotskyste en France (1929-1944)*, Université de Paris I Sorbonne, thèse de doctorat (sdd Georges Haupt), 1975, 2 vol. Recherche publiée partiellement dans *La presse trotskiste en France de 1926 à 1968*, déjà citée, et *Les trotskistes et la guerre*, Paris, Anthropos, 1980.

*Pour un portrait de Pierre Frank – Ecrits et témoignages*, Paris, La Brèche, 1985.

RAFFY Serge, *Jospin. Secrets de famille*, Paris, Fayard, 2001.

ROUSSEL Jacques, *Les enfants du prophète. Histoire du mouvement trotskyste en France*, Paris, Spartacus, 1970.

SALLES Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire 1968-1981 Instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage ?*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005.

TROTSKY Léon, *Le mouvement communiste en France*, Paris, Minuit, 1967 ; *Œuvres IV et VII*, Paris, EDI, 1979 et 1980 ; *Défense du marxisme*, Paris, EDI, 1976.

VASSEUR Laurence, *Les moliniéristes 1935-1939*, Université de Lille III, maîtrise, 1983.

YON Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Etude du courant Convergences Socialistes*, mémoire de DEA de Sciences politiques, Paris I, 2001.

### 3) Autres ouvrages

AYME Jean-Jacques, *Jeunesses socialistes 1944-1948*, Nantes, Amalthée, 2008.

BANTIGNY Ludivine, *Le plus bel âge ?*, Fayard, Paris, 2007.

BARRALIS Roger et GILLET Jean-claude, dir., *Au cœur des luttes des années soixante*, Paris, Publisud, 2010.

BATSCH Laurent, *La FEN au tournant*, Paris, La Brèche, 1987.

BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles, dir., *Histoire des gauches en France*, t. II, Paris, La Découverte, 2004.

BERGOUNIOUX Alain, *Force ouvrière*, Paris, Le Seuil, 1975.

BERGOUNIOUX A. et GRUNBERG G., *Le long remord du pouvoir*, Paris, Fayard, 1992.

BERSTEIN Serge, *La France de l'expansion – 1. La république gaullienne 1958-1969*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1991.

- BIONDI Jean-Pierre, *Les anticolonialistes*, Paris, Robert Laffont, 1992.
- BONNEMAISON Joël, *Alexandre Hebert, 50 ans de luttes syndicales*, Paris, Editions du Rocher, Paris, 1996.
- BRANCIARD Michel, *Syndicats et partis*, tome 2, Syros, Paris, 1982.
- BRESSOL Elyane, DREYFUS Michel, HEDDE Joël et PIGENET Michel, dir., *La CGT dans les années 1950*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.
- BRUCY Guy, *Histoire de la FEN*, Paris, Belin, 2003.
- CHAPOULIE Jean-Marc, dir., *Sociologues et sociologies*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- CORNEAU Alain, *Projection privée*, Paris, Robert Laffont, 2007.
- COURS-SALIES P. et MOURIAUX R., dir., *L'unité syndicale en France*, Paris, Syllepse, 1996.
- DALANCON Alain, *Histoire du SNES tome 1*, Paris, IRHSES, 2003.
- DREYFUS Michel, *PCF : crises et dissidence de 1920 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1990.
- DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT*, Bruxelles, Complexe, 1995.
- DREYFUS Michel, HEDDE Joël et PIGENET Michel, dir., *La naissance de Force Ouvrière autour de Robert Bothereau*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.
- DREYFUS M. et PIGENET M., dir., *Les meuniers du social*, Publications de la Sorbonne, 2011.
- FEJTÖ, *Budapest l'insurrection*, Bruxelles, Complexe, 1981.
- GASTEUIL Quentin, *L'hiver d'un engagement socialiste au prisme de l'antistalinisme : Marceau Pivert (1946-1958)*, master 2, Paris I, 2012.
- GEORGI Frank, *L'autogestion en chantier : les gauches françaises et le "modèle" yougoslave (1948-1981)*, Paris, Éditions Arbre bleu, 2018.
- GIRAULT Jacques, *Benoît Frachon communiste et syndicaliste*, Paris, Presse de sciences Po, 1989.
- GOTTRAUX Philippe, *Socialisme ou barbarie Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997.
- GRAS Christian, *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Paris, F. Maspero, 1971.
- GRÉMION Pierre, *Intelligence de l'anticommunisme*, Paris, Fayard, 1995.
- GUERIN D., *Quand l'Algérie s'insurgeait*, Paris, La pensée sauvage, 1979.
- GUIN Yannick, *Le mouvement ouvrier nantais : essai sur le syndicalisme d'action directe à Nantes et à Saint-Nazaire*, Paris, Maspero, 1976.
- HAMON René et ROTMAN Patrick, *Les porteurs de valises*, Paris, Albin Michel, 1979.
- HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, *Génération 1. Les années de rêve*. Paris, Seuil, 1990.
- HARBI Mohammed, *Une vie debout*, Paris, La Découverte, 2001.
- HARBI Mohammed, *Le FLN mirage et réalité*, Paris, Jeune Afrique, 1980.
- HAZO Bernard, *L'homme qui dit non*, Nantes, FO Loire-Atlantique, s. d.
- HEURGON Marc, *Histoire du PSU 1- La fondation et la guerre d'Algérie*, Paris, La découverte, 1994.

- HIRSCH Robert, *Instituteurs et institutrices syndicalistes (1944-1967)*, Paris, Syllepse, 2010.
- JOUBERT Jean-Paul, *Révolutionnaires de la SFIO*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978.
- JULLIARD Jacques, *Autonomie ouvrière*, Paris, Le Seuil, 1988.
- KAUFFER Rémi et FALIGOT Roger, *Eminences grises*, Paris, Fayard, 1992.
- KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert*, Paris, Editions de l'Atelier, 1994.
- KERNALEGENN Tudi, dir., *Le PSU vu d'en bas*, Rennes, PUR, 2009.
- KESLER Jean-François, *De la Gauche dissidente au nouveau Parti socialiste*, Toulouse, Privat, 1990.
- LACROIX-RIZ Annie, *Scissions syndicales, réformisme et impérialismes dominants*, Paris, Le temps des cerises, 2015.
- LE MAREC Yannick, *La CGT Force ouvrière à Nantes et Saint-Nazaire de 1948 à 1958*, maîtrise d'histoire, J. FIERAIN (dir.), Université de Nantes, 1983.
- LEMIEUX Emmanuel, *Edgar Morin l'indiscipliné*, Paris, Le Seuil, 2009.
- MAUPEOU-ABBOUD N., *Ouverture du ghetto étudiant*, Paris, Anthropos, 1974.
- MEYNIER Gilbert, *Histoire intérieure du FLN 1954-1962*, Paris, Fayard, 2002.
- MORIN Gilles, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au PSA*, thèse, Université Paris I, 1991.
- NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, Paris, Roblot, 1973.
- NOEL Jean-François, *Les postiers, la grève et le service public*, F. Maspero, Grenoble, 1977.
- PIGENET Michel, *Au coeur de l'activisme communiste des années de Guerre froide : la manifestation Ridgway*, Paris, L'harmattan, 1992.
- POPEREN Jean, *La gauche française 1958-1965*, Paris, Fayard, 1972.
- QUINON Manuel, *La réception de Marcuse en France*, DEA de sociologie, Université Paris IV, 2003.
- ROBRIEUX P., *Histoire intérieure du parti communiste tomes 1 et 2*, Paris, Fayard, 1980 et 1981.
- RIOUX Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République – 1. L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Paris, Seuil, 1980.
- RIOUX Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République - 2. L'expansion et l'impuissance 1952-1958*, Paris, Seuil, 1983.
- RIOUX J-P, dir., *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990.
- SEDES René, *Quand les auberges de jeunesse ouvraient toutes les routes*, Autoédition, 2005.
- SIDI MOUSSA Nedjib, *Révolution algérienne. La guerre du FLN contre le MNA en France 1954-1958*, master, Université Paris I, 2006.
- SIDI MOUSSA Nedjib, *Devenir messalistes (1925-2013) : sociologie historique d'une aristocratie révolutionnaire*, thèse de science politique, Université Paris I, 2013.
- SIMON Jacques, *Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre*, Paris, Editions Tirésias, 1998.

SIMON Jacques, *Novembre 1954. La révolution commence en Algérie*, Paris, Editions L'Harmattan, 2004.

SIMON Jacques, *Le MTLD 1947-1954*, Paris, Editions L'Harmattan, 2002.

STORA Benjamin, *Le nationalisme algérien avant 1954*, Paris, CNRS éditions, 2010.

STORA Benjamin, *Messali Hadj*, Paris, Le Livre de Poche, 1994.

THENAULT Sylvie, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Flammarion, 2012.

TROUSSET Guillaume, *Libertaires et syndicalistes révolutionnaires dans la CGT-FO 1946-1957*, master d'histoire, Paris I, 2007.

VALIDIRE Jean-Louis, *André Bergeron, une force ouvrière*, Paris, Plon, 1984.

VERGER Jérémie, *L'Ecole émancipée de la Libération à l'autonomie de la Fédération de l'Education Nationale 1944-1948*, maîtrise d'histoire, Université Paris I, 2004.

WALL Irwin M., *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989.

YON Karel, *Retour sur les rapports entre syndicalisme et politique : le cas de la CGT-FO*, thèse de science politique, Université Paris I, 2008.

WALL Irwin M., *Les Etats-Unis et la guerre d'Algérie*, Soleb, Paris, 2006.

#### 4) Articles et brochures

« Quelques enseignements de notre histoire », *Brochure de l'OCI*, n°7, Paris, Sélio, 1970 première édition.

« Le spectre du trotskisme », *Le Monde*, 21 juin 2001.

« L'histoire de l'extrême gauche française : le cas du « trotskysme ». Une histoire impossible ? », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 79, décembre 2002.

« Quarantième anniversaire de la fondation de la IVème internationale », *La Vérité*, n° 583, 1978.

« Stéphane Just 1921-1997 », *Combattre pour le socialisme*, n°73-74, 1998.

BROUE Pierre, « Raoul », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 56, juillet 1995 et « Un demi-siècle au PCI chez les « lambertistes » », *Le marxisme aujourd'hui*, n°52, été 2003.

Les *Cahiers du CERMTRI* :

- n°44 et 45, mars et juin 1987 : « Documents sur la scission de 1952 du PCI section française de la Quatrième Internationale »

- n° 47, décembre 1987, « Documents de 1953 sur la scission dans la IVe Internationale »

- n° 49, juin 1988, « Documents sur la grève générale d'août 1953 »

- n° 90, septembre 98, « Documents sur la lutte de classe en France 1955-1957 »

- n° 106, septembre 2002, « Les trotskystes et l'Algérie de 1945 à 1954 »

- n° 111, novembre 2003, « Berlin 1953 »

- n° 112, février 2004, « Les trotskystes et l'Indochine de 1945 à 1954 »

- n° 116-117, mars-avril 2005, « La gauche révolutionnaire de la SFIO et le PSOP »

- n° 122, septembre 2006, « Pologne-Hongrie 1956 »

- n° 131, novembre 2008, « 1958 : l'agonie de la république parlementaire »

- n° 142, septembre 2011, « Daniel Renard : 5 ans de luttes de classes »

- n° 147, décembre 2012, « La grève des mineurs de 1963 »
- n° 166, janvier 2018, « Pierre Lambert (1920-2008) »
- n° 167, mai 2018, « La proclamation de la IVe Internationale ».
- COLLIN Denis, « La grève générale d'août 1953 », *La Vérité*, n° 590, 1980.
- Dissidences - Bulletin de liaison des études sur les mouvements révolutionnaires*, ancienne série n°1 à 14 et nouvelle série n°1 à 12.
- DELANNOI Gil, « Arguments, 1956-1962, ou la parenthèse de l'ouverture », *Revue française de science politique*, année 1984, volume 34, n°1, p. 127-145.
- DE MASSOT François, « Mise au point », *La Vérité*, n°623, mars 1996.
- DREYFUS Michel, « Sur l'histoire du mouvement trotskyste en Europe de 1930 à 1952 », *Le Mouvement Social*, n°96, 1976.
- DREYFUS Michel, LANUQUE Jean-Guillaume, PENNETIER Claude, « La France, Trotski, les trotskistes », *Le Monde*, n°17537, 13 juin 2001.
- FREYSSAT Jean-Marie, DUPRE Michel et OLLIVIER François, « Ce qu'est l'O.C.I », Paris, éditions de la Taupé Rouge, 1977.
- GOURHAND Yvon, « L'entente A. Hébert-R. Bothereau (1956) », septembre 2016, 5 p. Texte élaboré dans le cadre de l'atelier de recherches historiques (Pr Rémi Fabre) de l'Université permanente de Nantes.
- JUST Stéphane, « Réponse à la brochure « Ce qu'est l'O.C.I » », Paris, Séléo, 1978.
- LANUQUE Jean-Guillaume, « Entrisme et activisme trotskyste : esquisse de typologie », *Dissidences*, n°8, mai 2001, p. 8-9.
- LANUQUE Jean-Guillaume, « Messali Hadj et les trotskystes français », *Les Cahiers du Centre Fédéral Henri Aigueperse*, UNSA Education.
- SALLES Jean-Paul et LANUQUE Jean-Guillaume, « Les trotskystes français et la deuxième guerre mondiale », *Dissidences*, n° 12-13, oct. 2002-janv. 2003, p. 52-58.
- LEQUENNE Michel, « Continuité et discontinuité du « lambertisme » Contribution à l'histoire d'une dégénérescence », *Critique Communiste*, n°7, 1976.
- LEQUENNE Michel, « Notes sur notre histoire », *Critique Communiste*, n°148, p. 93-98.
- LEQUENNE Michel, « Notes sur notre histoire-II : La grande scission 1951-1952 », *Critique Communiste*, n°149, p. 65-71.
- LEQUENNE Michel, « Notes sur notre histoire-III : Autour des *Années Caudron* de Simonne Minguet », *Critique Communiste*, n°151, p. 95-98.
- MORIN G., « Les socialistes et la société française », *Vingtième siècle*, n° 96, 2007, p. 55.
- Parti Communiste Internationaliste, « Le PCI à Nantes », Nantes, Ardola 1982.
- PIGENET Michel, « Les grèves d'août 1953. Le social sans le politique ? », *Historiens et Géographes*, n°358, 1997, p. 169-184.
- YON Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, n°70, 2005, p. 137-168.
- WEBER Henri, « Qu'est-ce que l'AJS ? », Paris, François Maspero, 1971.

## Ouvrages et articles électroniques

JUST Stéphane, « Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI », disponible sur <http://socialisme.free.fr/>, 1984 consulté le 8/3/2018.

Groupe marxiste internationaliste, « Bolchévisme contre lambertisme », *Cahiers de Révolution communiste*, n°9, mars 2016 disponible sur <https://groupe-marxiste.info/documents/CRC9.pdf> consulté le 11/12/2018.

PRESUMEY Vincent, *La vie et l'œuvre de Pierre Broué* disponible sur le site [https://aplutsoc.files.wordpress.com/2015/12/pierre\\_broue\\_parvp.pdf](https://aplutsoc.files.wordpress.com/2015/12/pierre_broue_parvp.pdf) consulté le 28/2/2018 et *Compléments sur Pierre Lambert* disponible sur le site <http://la-sociale-viabloga.com/news> consulté le 24/2/2018.

SALVAING Pierre, *Ce que je sais de ce que fut l'Organisation Communiste Internationaliste*, mis en ligne sur le site Lutte de classe et consulté le 17/5/2017 : [http://www.luttedeclasser.org/dossier44/oci\\_112016.pdf](http://www.luttedeclasser.org/dossier44/oci_112016.pdf)

SIDI MOUSSA Nedjib, « Face à la guerre d'Algérie : transactions anticoloniales et reconfigurations dans la gauche française », *Diacronie*, n° 9, janvier 2012, p. 19 disponible sur le site <https://journals.openedition.org/diacronie/3002> consulté le 24/12/2018.

World Socialist Web Site, *L'héritage que nous défendons*, 1998-2005, disponible sur le site <https://www.wsws.org/francais/heritage/tabledesmatieres.shtml> consulté le 15/11/2018.

Surtout, nous avons utilisé à de multiples reprises les sites suivants :

- le dictionnaire biographique *Maitron* à l'adresse <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>. Signalons que depuis décembre 2018 ses notices deviennent consultables par tous ;
- les archives marxistes sur Internet (MIA) à l'adresse <https://www.marxists.org/francais/index.htm> ;
- la bibliothèque numérique du CERMTRI propose en ligne *La Vérité* pour les années 1929 et 1948 à 1961 à l'adresse <http://www.bibnumcermtri.fr/> ;
- la revue *Agone*, disponible à l'adresse <http://atheles.org/agone/revueagone/agone33/> ;
- le collectif Archives Autonomies <http://archivesautonomies.org/> met à disposition les revues *La Révolution prolétarienne* et *Socialisme ou Barbarie*.



## INDEX des noms de personnes

### A

Albertini Georges, 164, 178  
Anglard Jean, 136, 161, 498

### B

Badowski Kaziniez, 320  
Bakhouché Jean-Pierre, 471  
Baratier Henri, 70, 108, 115, 131, 161, 185, 189, 191,  
194, 195, 211, 214, 278, 321, 361, 368, 498, 512  
Barbé Henri, 178  
Barbier, 210  
Bardin Georges, 136, 255, 256, 498  
Barillon Raymond, 135  
Barrat Robert, 242, 260, 353, 358  
Baumgarten Jean, 194, 230  
Bay Albert-Charles, 143  
Beaufrère Marcel, 164, 235  
Bekhat Ahmed, 359, 360  
Belin René, 425, 426  
Bellounis Mohamed, 309, 358, 359, 362  
Berg Charles (pseudo de Charles Stobnicer), 279, 282,  
487, 510, 521  
Beria Lavrenti, 168, 169, 171, 194  
Bernard Michel, 432, v498

Berné Robert, 106, 115, 127, 130, 131, 156, 159, 160,  
161, 168, 169, 170, 172, 179, 194, 195, 196, 197, 200,  
202, 205, 209, 214, 259, 271, 275, 277, 282

Beuve-Méry Hubert, 311

Bleibtreu Marcel, 26, 30, 31, 32, 61, 82, 83, 88, 97, 104,  
105, 106, 108, 110, 115, 122, 124, 128, 129, 130, 131,  
132, 134, 136, 137, 150, 152, 153, 154, 155, 156, 157,  
158, 159, 160, 161, 165, 167, 168, 169, 170, 171, 172,  
173, 178, 179, 183, 187, 188, 194, 195, 196, 198, 199,  
202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 210, 211, 212, 213,  
214, 216, 218, 219, 220, 221, 222, 224, 225, 226, 227,  
228, 229, 230, 231, 245, 248, 265, 269, 272, 278, 279,  
282, 305, 306, 312, 338, 352, 391, 392, 450, 501, 508,  
516

Bloch Gérard, 25, 30, 51, 59, 75, 77, 83, 84, 88, 97, 105,  
106, 115, 116, 124, 125, 130, 131, 132, 135, 136, 137,  
156, 159, 160, 161, 165, 168, 169, 170, 171, 172, 178,  
188, 193, 194, 195, 200, 202, 205, 209, 213, 214, 218,  
219, 220, 221, 222, 228, 229, 230, 251, 265, 267, 268,  
269, 270, 275, 277, 278, 279, 282, 283, 296, 306, 308,  
313, 316, 317, 319, 325, 326, 327, 328, 338, 341, 342,  
343, 354, 356, 357, 362, 368, 394, 399, 401, 402,  
404, 414, 416, 417, 418, 419, 420, 431, 443, 454, 455,  
456, 458, 463, 469, 473, 476, 477, 484, 490, 498,  
499, 500, 504, 508, 509, 519

Bloch Lucienne, 396, 464, 499

Bocquet Louis, 430

Bodin Suzanne, 499

Boireau Ida, 251, 267, 361  
Bois Jacqueline, 331, 387, 390, 499, 506, 512, 521  
Bois Pierre, 149, 322, 350, 398, 429, 431  
Boisselier Elie, 32, 99, 255, 256, 275, 313, 319, 499, 516  
Bonhomme Guy, 400, 499, 521  
Bonneville Jean, 393  
Bossut Pierre, 68, 141, 143, 144, 148, 189, 267, 348, 499  
Bothereau Robert, 73, 74, 118, 146, 299, 300, 301, 311,  
356, 381, 382, 383, 529  
Bottari Francesco, 229, 251, 265, 267, 268  
Brassamain Julien, 89, 304, 305  
Bresson Claude, 499  
Breton André, 26, 160, 161, 252, 255, 297  
Briselance Madeleine, 395, 396  
Brohm Jean-Marie, 279  
Broué Pierre, 21, 22, 25, 32, 45, 59, 62, 63, 82, 86, 87,  
108, 122, 127, 137, 142, 143, 166, 167, 179, 208, 239,  
246, 268, 272, 273, 275, 279, 282, 283, 315, 316, 317,  
318, 319, 320, 323, 328, 329, 330, 331, 342, 347, 350,  
351, 376, 377, 387, 388, 390, 391, 394, 401, 405, 416,  
420, 428, 454, 455, 473, 475, 478, 485, 488, 489, 491,  
493, 503, 504, 506, 521, 522, 530  
Brown Irving, 74, 118, 147, 238, 301, 386, 485  
Buchbinder Heinrich, 133, 199, 221

## C

Cahill Owen, 341, 342  
Cambadélis Jean-Christophe, 16, 262, 282  
Cannon James P., 119, 196, 219, 220, 340, 341  
Capocci Armand, 328, 361, 512  
Cardinal André, 390, 391, 500  
Cardinal Annie, 85, 106, 115, 237, 240, 246, 247, 255,  
275, 378, 500  
Cassou Jean, 203  
Castoriadis Cornelius, 60, 61, 62, 82, 89, 209, 280, 281,  
325, 329, 375, 410, 493  
Castro Fidel, 453  
Chambelland Maurice, 74, 254  
Chambrier Marcel, 115, 161  
Chandor Monique, 467

Chardon Jacqueline, 208, 225, 229  
Chauvin Jean-René, 12, 32, 393, 516  
Chéramy Robert, 68, 115, 124, 125, 131, 141, 142, 143,  
144, 148, 161, 163, 180, 187, 190, 191, 203, 214, 215,  
250, 254, 255, 256, 257, 275, 277, 278, 317, 323, 324,  
328, 361, 387, 388, 390, 391, 428, 500, 512  
Chesnais François, 500, 521  
Chisserey Claude, 282, 432, 470, 474, 500, 509  
Clarke Georges, 196, 197, 198, 278  
Clémenceau Max, 405, 408  
Clusan Robert, 327, 512  
Cochran Bert, 196, 197, 198  
Copferman Lucienne, 500, 501  
Cordier Charles, 95, 512  
Corvin Mathias, 88, 89, 104, 106, 132, 221, 278  
Cottave Robert, 446  
Coustal Christian, 414, 435, 463, 501  
Craipeau Yvan, 60, 165

## D

Dalmas Louis, 75  
Daniel Jean, 45, 50, 66, 72, 124, 135, 203, 231, 255, 261,  
298, 342, 346, 519  
Danos Jacques, 203, 226  
de Gaulle Charles, 18, 56, 57, 248, 363, 364, 365, 367,  
368, 369, 370, 372, 379, 381  
de Massot François, 5, 21, 33, 77, 125, 176, 208, 225,  
229, 231, 273, 282, 297, 335, 336, 342, 344, 357, 372,  
377, 378, 386, 387, 388, 400, 402, 405, 408, 416, 437,  
452, 460, 483, 494, 503, 512, 521  
De Paepe Rolande, 128, 141, 250, 501  
Deane Jimmy, 209, 210  
Debré Michel, 427, 428, 434  
Dechezelles Yves, 203, 246  
Declercq Gilbert, 311  
Dejean Thomas, 218, 228, 501  
Demazière Albert, 60  
Depreux Edouard, 384, 387, 388, 390  
Dercourt Pierre, 251, 267, 361  
Derick, 229

Desachy Julien, 267, 304  
Descamps Eugène, 445  
Dessain Jacques, 143, 144  
Devouges, 189, 190  
Dhavennas Benoît, 449  
Dhénin Serge, 208, 229, 265, 267  
Dobbs Farell, 196, 344  
Dorey Yves, 501  
Ducandas Pierre, 467  
Duclos Jacques, 120, 150, 158, 215, 216, 259, 295, 321  
Dumont René, 69, 70, 76, 83, 94, 97, 98, 100, 106, 108,  
115, 117, 118, 131, 144, 147, 161, 185, 189, 191, 210,  
213, 214, 255, 266, 267, 310, 347, 361, 382, 383, 426,  
486, 501, 512  
Dumoulin Emilien, 461  
Duras Marguerite, 315  
Duthel Paul, 51, 68, 137, 141, 144, 250, 255, 324, 328,  
347, 368, 380, 395, 501  
Duvignaud Jean, 86, 99, 203, 255, 275, 328, 330, 331

## E

Eemans Louis, 52, 69, 138, 148, 189, 214, 230, 266, 267,  
273, 327, 345, 347, 368, 387, 502  
Elipe Claude, 464  
Emery Denise, 463, 464, 465  
Essel André, 60  
Estorach Soledad, 227

## F

Faucher Jacques, 137, 141, 148, 354, 502  
Faure Edgar, 249, 251, 291  
Favrot Lucienne, 189, 267, 347, 502  
Féraud Henri, 190, 255, 304, 328  
Fichaut André, 108, 122, 124, 125, 128, 139, 148, 167,  
322  
Filali Abdallah, 246, 309, 359  
Filiatre Roland, 60, 99  
Fontanel Lucien, 121, 127, 128, 130, 131, 132, 195, 203,  
214, 227, 228, 230

Fontenis Georges, 180, 255  
Forestier Denis, 250, 299, 323, 324, 326, 353, 355, 380,  
388  
Frachon Benoît, 73, 74, 111, 112, 117, 151, 155, 160,  
180, 211, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 284, 285, 290,  
356, 443, 526  
Fraenkel Boris, 21, 22, 24, 34, 141, 163, 166, 278, 369,  
399, 400, 401, 502  
Frank Pierre, 17, 38, 39, 44, 46, 47, 49, 61, 70, 71, 82, 83,  
84, 88, 89, 97, 98, 103, 104, 110, 115, 122, 123, 126,  
132, 133, 134, 135, 158, 169, 172, 179, 221, 235, 297,  
300, 306, 308, 324, 339, 352, 373, 456, 490, 509, 525,  
526  
Frischmann Georges, 145, 182, 185, 207, 213, 215, 216  
Froment Didier, 449, 502  
Fryer Peter, 341, 342

## G

Gallienne Jacques, 62, 82, 140  
Gallois, 227  
Garabuau Jean, 386, 502, 521  
Gatineau René, 448  
Gauthier Marc, 96, 502  
Gélin Daniel (André Giacometti), 409  
Geneste Henri, 214, 247, 367, 368, 396, 401, 419, 502  
Gerland Brigitte, 221, 229, 271, 338  
Gibelin Marcel, 61, 65, 82, 83, 106, 114, 115, 119, 121,  
129, 130, 131, 132, 147, 174, 205, 219, 381  
Gluckstein Daniel, 16, 21, 45, 50, 67, 235, 237, 348, 361,  
384, 426, 489, 520  
Gomulka Bronislaw, 316, 318, 319, 320, 322  
Goonawardene Leslie, 220  
Gouttefangeas Jean, 189, 267, 502  
Gran R., 164  
Grandjean, 229  
Grelaud André, 136, 503  
Grinblat Jacques, 51, 53, 61, 71, 82, 83, 88, 89, 97, 103,  
104, 108, 113, 115, 119, 123, 132, 169, 306, 308, 362  
Guattari Félix, 125  
Guérin Daniel, 203, 252, 255, 260, 261, 275

Guilloré Raymond, 349, 383

## H

Hamilton Betty, 31, 213, 218, 220, 228

Hanley Charles, 32, 133, 137, 151, 156, 170, 182, 183,  
185, 186, 188, 194, 195, 197, 198, 199, 200, 203, 205,  
212, 218, 219, 221, 236, 274

Hansen Joseph, 84, 196

Harding Jeannette, 267, 352, 503

Healy Gerry, 61, 110, 197, 198, 199, 221, 222, 229, 338,  
339, 341, 363, 409, 456

Hébert Alexandre, 19, 20, 100, 110, 117, 119, 136, 147,  
188, 206, 213, 238, 239, 250, 251, 255, 256, 267, 284,  
288, 289, 299, 300, 301, 310, 328, 345, 347, 349, 355,  
360, 361, 381, 382, 383, 398, 408, 421, 426, 427, 429,  
430, 431, 444, 446, 447, 448, 465, 483, 484, 485, 486,  
494, 500, 512, 521, 529

Hellegouarch Georges, 465

Henger Pierre, 210, 214, 267, 346, 503, 506

Herriot Edouard, 184

Hervé Pierre, 352, 360

Hirzel Paul, 88, 138, 267, 503

Hivert Georges, 347

Ho Chi Minh, 71

Houdeville Louis, 252, 255, 311, 328, 356, 361

Hoyez Roger, 348, 350

## I

Iltis Gérard, 432

Issartel Yvonne, 255, 256, 324

## J

Jaillet Vincent, 196, 197, 225, 229, 503, 506

James Cyril Lionel Robert, 280

Jeanson Francis et Colette, 247, 260, 261

Jospin Lionel, 15, 21, 23, 24, 166, 488

Jouffa Yves, 255

Jouhaux Léon, 73, 100, 146, 147

Junclass Georg, 132

Just Stéphane, 21, 22, 32, 76, 86, 92, 100, 106, 114, 115,  
128, 131, 132, 137, 138, 144, 146, 156, 160, 161, 163,  
168, 172, 183, 190, 201, 202, 209, 210, 214, 217, 226,  
230, 244, 267, 273, 274, 275, 277, 278, 279, 282, 292,  
296, 297, 308, 357, 401, 417, 429, 459, 461, 462, 478,  
484, 490, 500, 501, 506, 508, 509, 510, 528

## K

Kadar Janos, 318, 319

Kahn Claude, 34, 115, 208, 209, 210, 225, 229, 240, 246,  
255, 273, 275, 280, 334, 335, 348, 354, 363, 367, 409,  
411, 424, 425, 478, 503, 506, 521

Karlinsky Basile, 152, 171, 194, 203, 227

Kemp Tom, 341

Kerry Tom, 268

Khrouchtchev Nikita, 312, 313, 314, 315, 320, 379

Kiner Lucien, 267, 334, 354, 396, 409, 504

Kolakowski Leczek, 319

Korner David (Barta), 48, 50, 64

Krivine Alain, 372, 397

## L

Labi Maurice, 27, 381, 446, 447, 448

Lacondemine Robert, 504

Lafivière Daniel, 145, 146, 177, 178, 179, 193

Lafivière Henri, 57, 89, 146, 149, 189, 192, 208, 209, 214,  
218, 229, 230, 231, 267, 278, 280, 504

Lafond-Gleichert Antonia, 504

Lambert Jean, 227

Lambert Madeleine, 227

Lambert Pierre, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27,  
28, 32, 33, 35, 37, 39, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 52, 53,  
61, 62, 63, 64, 65, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 77,  
78, 79, 83, 88, 93, 94, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 106,  
107, 108, 110, 111, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 121,  
122, 123, 124, 125, 126, 129, 130, 131, 133, 135, 136,  
138, 140, 141, 142, 144, 147, 148, 149, 154, 155, 156,  
160, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171,  
172, 173, 174, 175, 177, 178, 179, 182, 183, 185, 186,

- 187, 188, 190, 194, 195, 200, 202, 203, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 221, 226, 227, 230, 233, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 243, 244, 245, 246, 247, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 261, 262, 263, 267, 268, 269, 271, 273, 274, 275, 277, 278, 279, 282, 283, 284, 288, 289, 292, 296, 297, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 314, 315, 321, 325, 326, 327, 328, 329, 334, 335, 338, 340, 342, 343, 344, 345, 347, 348, 352, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 363, 365, 366, 368, 369, 371, 372, 374, 377, 378, 381, 383, 384, 386, 388, 391, 393, 394, 397, 398, 399, 400, 401, 404, 405, 410, 411, 412, 413, 414, 416, 417, 418, 424, 425, 426, 427, 429, 431, 432, 433, 436, 439, 442, 443, 444, 446, 447, 448, 449, 456, 457, 458, 459, 461, 462, 465, 470, 476, 477, 478, 479, 481, 483, 484, 485, 486, 488, 489, 490, 491, 498, 499, 500, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 516, 517, 522, 529, 530
- Lamizet Georges, 328, 512
- Lancelle Charles, 388
- Lange Fernand, 189, 191, 211, 504
- Laniel Joseph, 181, 184, 185, 201, 215
- Lantigny Charles, 403, 435, 504
- Lapeyre Roger, 310, 355, 361, 383
- Larnicol Jean-Claude, 434, 504
- Lauré Georges, 308, 353, 360, 361
- Laurent Maurice (Laure), 95, 136, 255, 275, 347, 504, 525
- Laval Antoine, 360, 361
- Lavezzi Claude, 158, 178, 179
- Lawrence John, 198
- Le Bourre Raymond, 146, 299, 381, 383
- Le Léap Alain, 74
- Le Troquer André, 201
- Lebel Jean-Jacques, 353
- Lecoeur Auguste, 150, 215, 329, 352
- Lefèvre Jean, 69, 108, 115, 131, 149, 161, 172, 189, 194, 211, 214, 266, 267, 278, 346, 461, 505
- Lefort Claude, 61, 62, 82, 280, 329
- Lejeune Emile, 52, 88, 127, 161, 165, 168, 172, 208, 225, 229, 273, 278, 335, 499, 505
- Lemoine Charles, 157, 159, 206, 213, 255, 256, 328, 361, 408, 429
- Lénine Vladimir Illitch, 28, 37, 48, 52, 91, 136, 167, 173, 186, 203, 237, 244, 271, 275, 285, 315, 325, 330, 376, 394, 490
- Lequenne Michel, 5, 22, 30, 32, 53, 59, 63, 65, 86, 88, 97, 106, 107, 108, 113, 115, 121, 124, 125, 126, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 135, 136, 137, 149, 151, 153, 155, 156, 157, 160, 161, 163, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 174, 175, 176, 179, 182, 183, 185, 186, 187, 188, 194, 195, 197, 198, 199, 200, 202, 203, 204, 205, 208, 210, 212, 214, 215, 216, 218, 219, 221, 227, 228, 229, 230, 236, 237, 269, 272, 274, 278, 279, 305, 306, 343, 381, 391, 392, 450, 490, 501, 503, 520, 521
- Letonturier Louis-Paul, 143, 267, 328, 361
- Levan, 161, 172
- Levasseur Pierre, 5, 45, 166, 167, 269, 273, 378, 387, 400, 402, 505, 521
- Lidove Christian, 400, 505
- Lop Ferdinand, 135
- Lora Guillermo, 218, 220
- Lubin Henri, 448
- Lytard Jean-François, 406

**M**

- Macquard Janine, 247, 505
- Macula Robert, 505
- Maertens Jean, 115, 131, 138, 149, 161, 189, 214, 267, 278, 368
- Mage Shane, 325, 326, 327, 328, 342, 343, 354, 356
- Maitan Livio, 339
- Malnoë Paul, 345, 361
- Malraux Clara, 86, 99, 252
- Mandel Ernest, 71, 103, 104, 115, 121, 128, 136, 340, 362, 377, 452, 456
- Marchand Roger, 85, 131, 267
- Marcuse Herbert, 400, 432, 433, 477, 527

Margne Charles, 57, 117, 125, 145, 155, 170, 181, 189,  
203, 227, 228, 305, 506

Marie Jean-Jacques, 5, 19, 24, 33, 141, 279, 282, 386,  
387, 388, 389, 390, 391, 392, 396, 397, 400, 401, 489,  
490, 506, 521

Maroc Mohammed, 246

Martinet Gilles, 255, 261, 262, 311, 352

Marty André, 31, 32, 133, 150, 153, 154, 155, 156, 157,  
158, 159, 160, 168, 177, 178, 179, 206, 215, 226, 228,  
283, 284, 292, 516, 523

Marty Guy, 255, 256, 298

Mascolo Denys, 319, 329, 513

Massu Jacques, 308, 309

Masure Pierre, 21, 22, 164, 474, 506

Mauvais Léon, 211

Mazet Denise, 197, 229, 276, 498, 503, 504, 506

Meillassoux Claude, 408

Mendès France Pierre, 215, 217, 244, 251, 293, 389, 390,  
391, 392, 393

Messali Hadj, 12, 136, 226, 235, 236, 241, 244, 249, 520,  
527, 528

Mestre Michèle, 61, 88, 89, 104, 106, 115, 119, 121, 123,  
132, 140, 144, 195, 221, 278, 304, 340

Minguet Simonne, 58, 137, 152, 297, 529

Mitterrand François, 244, 293, 389, 487, 488

Molinier Cécile, 227

Molinier Henri, 48, 49, 52, 53, 56, 62

Molinier Raymond, 38, 39, 41, 42, 44, 45, 46, 47, 83,  
172, 173, 227, 235, 326, 481, 488, 489, 490, 491

Molino Lucien, 211, 215

Mollet Guy, 251, 262, 263, 291, 293, 295, 298, 299, 300,  
306, 307, 334, 337, 351, 354, 364, 365, 384, 483, 486,  
487

Monatte Pierre, 25, 66, 67, 68, 69, 74, 95, 96, 99, 101,  
167, 254, 277, 278, 328, 366, 481, 483, 484, 489, 492

Monier Roger, 506

Monnier Claude, 70, 72, 164, 166, 246, 247, 274, 346,  
378, 401, 506, 521

Moreno Nahuel, 109, 196, 337, 344

Morin Edgar, 5, 98, 99, 101, 107, 112, 113, 117, 118,  
165, 252, 253, 275, 297, 315, 328, 329, 330, 331, 352,  
363, 373, 374, 375, 492, 527

Mornand Jacques, 253, 397, 398, 399, 521

Moth Poul, 126, 132

Mougard Georges, 161, 170, 189, 193, 203, 208, 214,  
227

Mourguès Camille, 182

Mutter André, 403, 409

## N

Nagy Balasz, 35, 316, 317, 319, 322, 416, 478, 507

Nasser Gamal Abdel, 242, 307

Nouvel Georges, 131, 136, 161, 190, 214, 278, 289, 290,  
347, 361, 398, 507

## O

Oms Marcel, 356

## P

Pablo Michel (michel raptis), 17, 18, 19, 35, 54, 55, 62,  
78, 81, 83, 87, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 109, 110,  
111, 113, 114, 115, 116, 119, 128, 131, 133, 134,  
136, 158, 160, 171, 196, 197, 198, 199, 205, 209, 219,  
220, 221, 223, 272, 278, 306, 339, 340, 352, 362, 398,  
452, 453, 498

Paillet Marc, 494

Pallordet Camille, 443, 445

Parisot Paul, 60, 77, 487

Pastre Aimé, 355

Patoux Raymond, 360

Payement Claude, 446

Peng Shuzi, 219, 339, 341

Pennetier Marcel, 5, 62, 82, 140, 153, 158, 178, 179, 267

Peulet Henri, 246, 507

Pivert Germaine, 388

Pivert Marceau, 41, 44, 45, 46, 53, 67, 75, 164, 171, 235,  
241, 252, 254, 255, 257, 258, 278, 284, 289, 298, 308,

325, 328, 351, 360, 363, 365, 366, 384, 386, 388, 408,  
481, 482, 483, 484, 488, 489, 494, 506, 513, 526, 527  
Ponce, 227  
Portes Louis, 192, 213, 267  
Prager Rodolphe, 45, 196, 297  
Puyade Jean, 433, 458, 461, 471, 473, 474, 507, 521

## Q

Quillet, 210

## R

Raguin Claude, 229, 508  
Raoul (Claude Bernard), 21, 22, 25, 31, 32, 35, 49, 52, 56,  
122, 164, 166, 172, 173, 178, 179, 208, 209, 210, 211,  
214, 215, 216, 217, 218, 221, 224, 225, 226, 228,  
229, 231, 233, 245, 269, 271, 273, 274, 275, 276, 277,  
278, 279, 280, 281, 282, 283, 291, 292, 310, 316, 333,  
334, 335, 336, 337, 342, 350, 354, 368, 385, 388, 392,  
393, 396, 401, 402, 405, 406, 408, 409, 410, 411, 416,  
439, 454, 478, 479, 484, 485, 491, 493, 498, 501, 503,  
505, 508, 510, 511, 520, 528  
Rault Ginette, 229, 508  
Rauzy Gérard, 437, 508  
Renard Daniel, 30, 31, 72, 78, 85, 97, 99, 100, 106, 113,  
115, 116, 119, 125, 128, 130, 131, 134, 135, 136, 137,  
142, 144, 146, 152, 153, 156, 160, 161, 163, 166, 172,  
185, 189, 194, 195, 196, 202, 205, 206, 207, 209, 210,  
211, 213, 214, 217, 221, 222, 226, 235, 237, 240, 243,  
244, 247, 249, 255, 256, 267, 268, 269, 273, 274, 275,  
277, 278, 281, 282, 296, 304, 308, 332, 346, 347, 357,  
378, 379, 382, 383, 393, 398, 401, 402, 404, 405, 413,  
416, 417, 424, 426, 427, 442, 445, 446, 448, 462, 478,  
489, 500, 508, 513, 519, 528  
Renard Roland, 99, 267, 304  
Révalo Raymond, 335, 508  
Ribes Jean, 164, 280, 395, 396, 508, 519, 521  
Righetti Daniel, 59, 90, 114, 137, 203, 214, 227, 228  
Riguidel Pierre, 430  
Robertson James, 455, 456

Robrieux Philippe, 150, 527  
Rocher Roger, 45, 395  
Rocton Yvon, 467, 508, 522  
Rosenfeld Oreste, 258, 298, 385, 388, 391  
Rosmer Alfred, 38, 39, 250, 366, 378, 475, 481, 483, 484,  
488, 489, 490, 491, 526  
Rous Jean, 252, 255, 257, 258, 260, 298, 308, 328, 360,  
385, 388, 391  
Roux Albert, 227  
Ruff Paul, 144, 250, 255, 256, 267, 326, 328, 361, 366

## S

Salamero Joachim, 348, 349, 350, 355, 485  
Salomon Denise, 141, 400, 509, 521  
Sartre Jean-Paul, 257, 331  
Schwartz Laurent, 203, 255, 275, 513  
Sedes Maryse, 395, 434, 464, 509  
Sedes Maurice, 31, 395, 509, 515, 521  
Sedes René, 433, 434, 464, 465, 467, 468  
Selleron Claude, 396, 509  
Selleron Jeannine, 267, 273, 275, 400, 416, 424, 509,  
521  
Selleron Serge, 510  
Serfati Gérard, 449, 510  
Serreau Geneviève, 255, 353, 360  
Shachtman Max, 79, 342, 487, 493  
Sidro Adolphe, 310, 361  
Silone Ignazio, 353  
Simon Jacques, 235, 236, 249, 510  
Slaughter Cliff, 341  
Smith Tom, 199  
Staline Joseph, 38, 39, 107, 158, 159, 167, 168, 169, 194,  
312, 313, 314, 475, 484, 490, 491  
Stora Benjamin, 165, 283, 491  
Suberville Gérard, 408

## T

Tharreau Gabriel, 217, 251, 267, 285, 361  
Thomas Edith, 86, 99

Thorez Maurice, 150, 295, 313, 321

Thoveron Gabriel, 395

Tillon Charles, 133, 150, 152, 153

Tour Francis, 164, 354, 401, 511, 521

Tranchant Christiane, 5, 12, 32, 161, 208, 278, 334, 354,  
393, 401, 510, 520, 521

Tribié Pierre, 308, 311

Trotsky Léon, 24, 29, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 47,  
49, 52, 54, 55, 62, 63, 64, 67, 72, 84, 103, 105, 127,  
135, 167, 186, 199, 274, 278, 279, 285, 297, 313, 330,  
331, 372, 376, 378, 387, 404, 412, 423, 454, 474, 475,  
481, 483, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495,  
525

## V

Valière Marcel, 68, 69, 74, 95, 99, 117, 141, 148, 190,  
255, 256, 324

Van Bever Georges, 214, 267, 271, 273, 368, 370, 511

Vandendriessche Louis, 303

Vessilier Maurice, 513

Viguié Jean, 182

Vincent Jean-Marie, 5, 25, 67, 108, 197, 225, 227, 319,  
503, 506, 530

von Steiger Jost, 133

Voutier, 229

## W

Wagner-Marescu N., 195

Walusinski Georges, 328, 513

Weill Jeannine, 145, 192, 203, 227, 228

Wohlforth Tim, 455, 456

## Z

Zalewsky Michel, 432

Zeller Fred, 494

Zinoviev Grégoire, 490